

L



INVENTAIRE

DES PIÈCES DE LA PROCEDURE EN CAUSE DE X. -

DOSSIER N° 140/84

N° d'ordre	DATE	RELEVÉ DES PIÈCES
1	19	
1	Faude	Identité
2	"	Pièces de forme
3	"	Pièces à conviction
4	"	Plans et photographies
5	"	Autopsie
6	"	expertise toxicologique
7	"	expertise traction simple et dynamique
8	28/10/83	PV 45.41.6879/83 Bd. Ott. LLN plainte latine
9	31/10/83	PV 5111 Bd. Ott. LLN renvoi.
10	31/10/83	PV 5112 Bd. Ott. LLN audit. Van Houtvinck M.
11	31/10/83	PV 5113 Bd. Ott. LLN perquisition Van Houtvinck
12	24/4/84	PV 3140713/84 Bd Court-st-E. PV initial
13	25/4/84	PV 335/84 audit. Van Houtvinck Hieille
14	25/4/84	PV 337/84 BSR Wane aud. Lamsy (7ann.)
15	25/4/84	PV 2848 Bd. Wane aud. Biologhini + Lanoix.
16	25/4/84	PV 762 Bd Court-st-E. perquisition Coemants
17	25/4/84	Réquisitoire de mise à l'instruction
18	25/4/84	P.V. de descente sur les lieux.
19	25/4/84	Interrogatoire Van Houtvinck Hieille

7

26/4/84	PV 740 Bd Court-st-Etienne
30/4/84	PV 748 BSR Wane
4/5/84	PV 745 " " audit. lecomte Alain
16/5/84	transmis
22/5/84	PV 900 Bd Court-st-Etienne
23/5/84	PV 497 BSR Wane audit. Lanciau Fauconnier,
24/5/84	Déposition de Haquin <sup>Douillet, Delombaerde</sup> René.
1/6/84	PV de dévotion sur les lieux
5/6/84	PV 477 BSR Wane
14/6/84	Déposition de Delombaerde Charles
14/6/84	" de Kaurse Joseph
14/6/84	" de Smets Christian
18/6/84	" de Estievenart Bernard
22/6/84	" de Lancy Francine
21/6/84	PV 473 BSR Wane audit. Lancy F.
21/6/84	PV 474 " " renseign.
26/6/84	PV 4111 BSR Poux audit. Youmou D.
26/6/84	Déposition Van Houtvrick M. (Frais)
26/6/84	PV 606/84 B.S.R. Wane reconstitution
28/6/84	PV 609 " "
28/6/84	PV 610 " "
3/7/84	PV 635 " "
17/7/84	PV 693 " "
18/7/84	PV 694 " "
6/8/84	PV 4111 Bd. Ct. LLN
10/9/84	PV 913 BSR Wane notes Libert
14/9/84	PV 912 " " agenda lat

# INVENTAIRE

I. 13.

DES PIÈCES DE LA PROCÉDURE EN CAUSE DE

DOSSIER N°

N° d'ordre	DATE	RELEVÉ DES PIÈCES
	19	
100	D.d.	lettre-carte Mme Latimer + 1 ann
102	7/11/85	PV 1003 BSR Wane
103	28/11/85	déposition Prekovic Radmila
104	10/10/85	transmis
105	12/12/85	PV 1107 BSR Wane
106	13/12/85	déposition Fenari-Calmette Jean Francis
	31/7/85	transmis
107		
108	16/12/85	PV 1116 BSR Wane
	16/12/85	PV 1104 "
109		
	19/12/85	déposition Anier Bernard
110	8/11/85	transmis
111		
	10/2/86	PV 1393 Bd. Ottignies L.N.
112		
	1/7/86	transmis
113		
114	10/9/86	PV 1172 BSR Wane
115	13/06/85	transmis
116	9/04/86	PV 1184 BSR Wane
17	31 octobre 86	requiritoire et transmis
18	3 novembre 86	ordonnance
19		

le greffier-chef de bureau,  
G. J. J. J. J.

19/10/84	PV 969 BSR Wane
17/12/84	PV 1195 " "
18/1/85	transmis
20/1/85	id.
25/1/85	Procès-verbal de descente sur les lieux.
29/1/85	PV 103 BSR Wane
25/1/85	transmis
18/3/85	PV 135 BSR Wane
25/3/85	PV 360 " "
25/3/85	PV 361 " "
16/4/85	PV 420 " " audit. Vanvynck Guy
16/4/85	transmis
17/4/85	Déposition de Vanvynck Guy
22/4/85	PV 134 BSR Wane audit. Luyckx Jansel F.
12/6/85	Déposition Kause Joseph.
13/6/85	Déposition Estievenart Bernard
17/6/85	Déposition Dispa Michel
18/6/85	PV 380 PH Court-et-Etienne
19/6/85	transmis
19/6/85	déposition de Fullie Myriam
20/6/85	" Onassart Victor
	transmis
24/6/85	PV 1392 Bd. Ottignies LLN
26/6/85	déposition de Van den Brande Jean
27/6/85	" Chevalier Robert
2/7/85	" Kause Joseph
3/7/85	" Delombaerde Charles

74	9/7/85	déposition de Dauphin Jean Paul
75	10/7/85	" Nemry Jean-Louis
76	12/7/85	" De Jode Marie
77	19/7/85	" Haquin René
78	31/7/85	PV 793 BSR Wane
79	13/8/85	PV 903 "
80	30/7/85	transmis
81	23/9/85	PV 902 BSR Wane
82	25/9/85	PV 923 " "
83	25/9/85	déposition de Thirionet Hélène
84	16/9/85	" de de Bonvoisin Benoit
85	16/9/85	transmis
86	8/10/85	PV 946 BSR Wane
87	9/10/85	déposition Laffineur Gaston
88	9/10/85	" Bouguet Jean
89	10/10/85	" Dufrene Michel
90	11/10/85	" Anaton Julia
91	11/10/85	" Demuyter Julien
92	16/10/85	Proc Justice (ram).
93	18/10/85	déposition de Dolimont Simone
94	22/10/85	PV 4567 Pdl Overijse
95	17/10/85	lettre de Marul Barbier
96	31/10/85	déposition de Belman Marie
97	31/10/85	" Jandrain Jean-Claude
98	7/11/85	Interrogatoire de Marul Barbier
99	17/10/85	transmis
00	7/11/85	PV 1002 BSR Wane

156

TRIBUNAL  
DE  
Première Instance  
A  
1000 BRUXELLES  
-----  
DOSSIER N°

INVENTAIRE  
des pièces de la procédure en cause de  
RAES et SMETS

N°	DATE	RELEVÉ DES PIÈCES
001	CARTON	
01	farde	pièces de forme
02	farde	antécédents
03	farde	constitution partie civile
04	farde	instruction Mme LYNA
002	CARTON	
05	farde	Procédure devant la Chambre des Mises en Accusation ayant conduit à l'arrêt du 10 décembre 1987.
06	farde	Arrêt du 28.6.1990 désignant Monsieur le Conseiller Collin pour poursuivre l'instruction de l'affaire.
07	farde	Observations communiquées par le Conseil de la partie civile suite à l'arrêt du 10.12.1987 de la Chambre des Mises en Accusation.
08	farde	Rapport de la Commission Wijninckx.
003	CARTON	
09	farde	Instruction générale (1ère partie) suite à l'arrêt du 10.12.1987. Auditions de Monsieur Raes Perquisition et saisie à la Sûreté de l'Etat le 20.1.1988.
10	farde	Examen des pièces essentielles saisies à la Sûreté de l'Etat le 20.1.1988.
11	farde	Enquête concernant le compte bancaire du Front de la Jeunesse à la S.G.B motivée par le PV de synthèse N°1148 du 4.5.1988.
004	CARTON	

12	farde	Dénonciations anonymes reçues au cours de l'instruction faisant suite à l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation.
13	farde	Instruction générale(2ème partie)suite à l'arrêt du 10.12.1987. Période de janvier 1988 à décembre 1990.Pièces ne pouvant être classés distinctement.
14	farde	Volet de l'instruction concernant l'exécution des points A.B.et C du dispositif de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987 concernant: -les dépositions de Monsieur Raes à la Commission Wijninckx; -les dossiers à saisir à la Sûreté de l'Etat et au Ministère de la Justice.
15	farde	Point D de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
16	farde	Point E 6 de l'arrêt du 10.12.1987 Voir aussi le carton intitulé "Enquête concernant la CIDEP" (carton V)
005	CARTON	
17	farde	Enquête concernant la S.A.CIDEP (en rapport avec les points E 6 de l'arrêt de la Chambre des Mises du 10.12.1987)
18	farde	Ensemble de procès-verbaux relatifs notamment à Volcher.  Point E 1
19	farde	Arrêts de la Cour d'Appel des: -24.11.1982 concernant les incendiaires de POUR; -27.1.1982 concernant certains membres du F.J.(Point E 5)
20	farde	Coupures de presse : -du "Pourquoi Pas" -de la "Libre Belgique" -de l'Hebdomadaire "POUR"  Point E 4 et L de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.



M7

21	farde	Statuts du CEPIC et renseignements concernant l'étude réalisée (ou en voie de réalisation) de la Commission de politique extérieure du Cepic (point N de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation.)
006	CARTON	
22	farde	Information 36.11.106-80 concernant WeilEckerhardt + rapport de la Sûreté de l'Etat.  Point 3 du dispositif de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
23	farde	Information 35.98.3031/81 à charge de X. concernant les milices privées.  Point E 3 du dispositif de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 1.1.12.1987.
24	farde	Renseignements concernant la subsidiation du film "L'orchestre Noir".  Point J de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
25	farde	Point i de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.  Enquête auprès de Messieurs Wijninckx et Moureaux.
26	farde	Enquête concernant certains journalistes réputés être-selon la partie civile-indicateurs de la Sûreté de l'Etat.  Point G de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
27	farde	Point F de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
28	farde	Collection du "Nouvel Europe Magazine" et de "Inforep".  Point 2 de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.

191



29	farde	Auditions des journalistes BRICMAN, DEWAELE, DE BOCK, et HAQUIN ainsi que de l'Administrateur-adjoint Monsieur DE VLIEGHERE suite à une conférence de presse du Ministre de la Justice Jean Gol.  Point P de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
30	farde	Enquête concernant la chaîne de télévision française TFI-émission du 13.2.1983-en possession de la "note confidentielle" avec la lettre d'accompagnement du Ministre de la Justice. Point i de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
31	farde	Confrontation entre SMETS d'une part- Messieurs de Bonvoisin et Lecerf d'autre part.  Point M de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
32	farde	Enquête sur les contacts supposés entre l'Administration fiscale et la Sûreté de l'Etat.  Point O de l'arrêt de la Chambre des Mises en Accusation du 10.12.1987.
007	CARTON	
33	farde	Point K de l'arrêt de la Chambre des Mises en accusation du 10.02.87 Ensemble de PV concernant le WNP et les implications éventuelles d'agents de la sûreté de l'état dans ce mouvement
34	farde	Point K de l'arrêt de la Chambre des Mises en accusation du 10.02.87 Ensemble de PV ne concernant pas le WNP mais concernant notamment OFFIPRESS
008	CARTON	
35	farde	copie dossier Pan
009	CARTON	
36	farde	Incendie locaux POUR
010	CARTON	

37	farde	Copie dossier répressif concernant le décès suspect de Latinus
37'	21.02.89	lettre par P.G. à J.I. Bxl
38	farde	copie information répressive concernant des faits de débauche dénoncés par le Dr.PINON
		1740.91
		<i>flammar</i>

Les tueries du Brabant-Wallon ne seraient pas l'oeuvre de groupements extrémistes agissant dans le but de déstabiliser l'Etat. Il s'agirait d'opérations visant à éliminer des témoins gênants.

Les tueries pourraient trouver leur origine dans certains dossiers scabreux ( dossier Pinon ou autres dossiers "Ballets Roses" ) reprenant des faits qui se seraient déroulés à Plancenoit, au Rouge Cloître, au Parc Savoy Hotel, impliquant semble-t-il des personnalités importantes de l'Etat parmi lesquelles on cite le Prince Albert, le Prince Alexandre, VDB, le général de gendarmerie Beaurir, Mathot.

Des mineurs d'âge auraient été impliqués dans ces affaires de "Ballets Roses". Selon certaines rumeurs, ces mineurs d'âge auraient pu être fournis par monsieur Deprêtre qui s'occupait de la section jeunesse à une certaine époque au Parquet de Bruxelles. Ce dernier aurait reçu sa place de PR comme récompense pour "services rendus", appuyé en cela par VDB.

Le Juge Agneessens ( jeunesse ) succédant à Deprêtre aurait agi de la même manière. Il aurait reçu, lui, comme récompense un poste à la Cour d'Appel de Mons. ( relation avec le procès filiaire boraine à Mons ? )

Lors des Ballets Roses ayant eu lieu au Parc Savoy il semblerait acquis que la gendarmerie gardait les lieux pendant la soirée et ce sur ordre du général Beaurir.

Il semblerait aussi acquis que la fille du général Beaurir ait été la maîtresse de Guy Mathot.

Les victimes de la tuerie de Nivelles seraient liées à certains faits judiciaires. Elise Dewit aurait été en contact avec Latinus ; son nom aurait été retrouvé dans un agenda saisi, avec traces de rendez-vous.

Elise Dewit aurait par ailleurs travaillé au Plan de Secteur, au profit de Charlie Depauw à l'époque des tractations concernant les terrains où sont établis, notamment le W.T.C., l'HMB, Evere, Peutie .... Ces terrains auraient été en grande partie la propriété de VDB. Ces tractations pourraient avoir porté sur un montant de 1 milliard.

La location d'un building NCN encore construit = 1 million par jour payé par l'Etat ( WTC )

Investissement Depauw pour ces affaires immobilières ( achat, construct ... ) se seraient montés à environ 12 milliards pour un apport final de 72 milliards environ.

La signature pour accord a été obtenue de Guy Mathot, Ministre des Travaux Publics de l'époque qui devait succéder à VDB ( du temps où il était échevin à Bruxelles-ville, TP )

1 Pour en arriver là Mathot aurait eu Eliane Van Vreeckom "dans les pattes" avant de devenir Ministre et ne serait devenu Ministre que parce qu'il était certain qu'il accorderait sa signature à certains projets...

Mathot aurait reçu en remerciement la propriété du Rouge Cloître ( qui aurait servi à des Ballets Roses par la suite ) d'une valeur de 45 millions.

Lors de la reconstitution d'un gouvernement, Mathot est alors devenu vice Premier ministre en cumul avec les fonctions de Ministre des Travaux Publics.

Spitella aurait, à cette occasion, fait fi de 11.000 voix de préférence.. Pour y arriver il lui aurait été rappelé sa présence, sinon sa participation à des faits de recours commis en Hollande avec des mineurs d'âge..

Elise Dewit aurait ensuite travaillé pour le notaire du CEPIC ( Deferre ) Ce serait ce notaire qui aurait en dépôt une bande vidéo des Ballets Roses ( dossier Pinon ) Cette bande vidéo, exécutée pour exercer un certain chant

sur des personnalités, aurait été achetée pour 144.000.000 FB par Charlie Dep et certains autres promoteurs immobiliers dont Blaton. Des copies de la bande auraient cependant été faites et Elise Dewit aurait été au courant ou y serait pour quelque chose. Elise Dewit aurait été "licenciée" de chez le notaire en question après que l'on se soit aperçu qu'elle prenait ou avait pris des copies de certains documents. ( pour rappel : Elise Dewit a eu des contacts avec Latinus. Latinus menaçait de dévoiler les dessous du dossier Pinon.

Le journal "Pour" qui s'appretait à faire des révélations à ce sujet a brûlé. Des rumeurs prêtent à VDB le commanditage de ce fait qui lui aurait coûté 1 million )

L'autre victime tuée en même temps que Elise Dewit était son ami Fourez. Fourez aurait été "l'organisateur" des ballets roses.

Finné victime du Colruyt d'Overijse - aurait financé les "ballets roses". Il était un copain du Lt-Colonel Vernailen. Finné aurait été impliqué dans

le scandale de la banque Copine ( 60.000.000 FB ) et il répondait à toutes les convocations qui lui étaient adressées, même par téléphone, alors qu'il travaillait dans une banque à Luxembourg. Il serait donc revenu de Luxembourg s'il avait été convoqué. Il aurait pu se trouver au Colruyt d'Overijse à la suite d'un rendez-vous avec lui. Peu de jours avant sa mort Finné aurait

en contact avec le gendarme Golenvaux pour visionner la cassette vidéo (ballets roses) au ... Parquet de Bruxelles ! Cette cassette serait selon rumeurs dans le tiroir de Mr Deprêtre à Nivelles.

Le gendarme Morue se serait intéressé de très près aux faits du Brabant. Il aurait constitué un dossier concernant l'extrême-droite et les relations (participations ? ) de celle-ci dans les premiers faits. Il n'aurait pas été difficile de connaître son service et de savoir que pour un District comme Nivelles un service mobile serait inévitablement appelé sur les lieux de l'alerte dans un grand magasin où il aurait été attendu ... ( tué en même temps que Dewit et Fourez. )

Le patron de l'auberge des Trois-Canards à Chain aurait pu être exécuté pour sa présence à certaines réunions ou d'un chantage qu'il aurait

exercer. Il est un fait que de nombreuses personnalités citées dans le dossier Pinon se réunissaient à cet endroit.

De plus, les personnes citées à divers stades de l'enquête seraient liées au CEPIC.

<sup>Delia</sup>  
Au Colruyt de Overijse aurait été présent sur les lieux un officier de l'ESI avec son épouse. Cet officier n'a jamais été entendu ... Il pourrait éventuellement être identifié par consultation du cahier de service de l'ESI.

A noter que ces magouilles politico-financières remontent au problème EURCSYSTEM (trou de 6 milliards de \$ au préjudice de la Société Générale ...)

(magistrat instructeur Deprêtre / ) Ce montant de 6 milliards réapparaîtrait dans l'affaire Feluy ( Mathot/Van Vreeckom )

officier de l'ESI &  
identifié  
comme objet  
le Chuvp  
Jorres



De villa te Sint-Genesius-Rode, gelegen in de omgeving van het "Rood Klooster"  
werd gebouwd met gelden afkomstig van Charlie De Pauw.

De fondsen werden via de bank Belgolaise versast naar een firma op de  
Caymaneilanden.

Deze villa heeft dikwijls gediend om een aangename partijen in door te brengen.  
Ook namen minderjarigen hieraan deel meestal afkomstig uit tehuizen uit de  
omgeving. Het is geweten dat Jean Bultot die eind van de jaren zeventig, begin  
van de jaren 1980 opvoeder was in het staatstehuis te Wauthier-Braine.

Nadien vervulde hij diezelfde functies, clandestien, in het tehuis Van Durme  
te Sint-Genesius-Rode. Dit tehuis brandde volledig af met alle mogelijke  
administratieve stukken. De brand werd gesticht door een geplaatste minderjarige,  
toeval of niet maar er geplaatst door de heer Agneessens uit Nivelles.

Vaststellingen van de feiten werden verricht door de heer Reyniers.

PJ 08

Informant  
Bultot

De bekeerde

leerling

30/1/90.

22

# Gendarmerie

District WAVRE

Brigade OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

N° 45.41.6879/83

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

En cause de :

Inconnu(s).

En chef de :

Menaces verbales.

\*\*\*

OBJET :

Plainte de LATINUS Paul, 38,  
Avenue des Pagodes à BRUXELLES.

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-huit octobre

neuf cent quatre-vingt-trois à 1630 heures;

Nous soussigné(s) JACQUET Jean-Pierre, Adjudant-Chef

de gendarmerie,  
en résidence à OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE revêtu(s) de notre uniforme;

En service au bureau de la brigade, nous entendons le  
nommé :

LATINUS Paul, Gérard, Georges, Antoine, époux vivant séparé  
de LUYCKFASSEEL Francine, ingénieur, né à UCCLE, le 14  
janvier 1950 et domicilié à BRUXELLES, 38, avenue des  
Pagodes; lequel nous déclare en français :

"Je dépose plainte à charge d'inconnu(s) du chef de menaces verbales de mort, menaces proférées à ma mère par téléphone. Ma mère habite à 1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE, 1, rue de l'Invasion. Ce jour, vers 1530 heures, alors que j'étais au domicile de ma mère, celle-ci a reçu une communication téléphonique anonyme. Son interlocuteur était un homme qui lui a dit en substance et selon ce qu'elle a répété : "Madame Latinus, Si votre fils touche aux gens qu'ils n'aiment pas dans le dossier PINON, il n'en a plus pour huit jours à vivre". Comme ma mère ne répondait pas, l'inconnu a demandé si elle savait ce que c'était que le dossier PINON, elle a répondu par la négative et l'inconnu a répété ce qu'il venait de dire au sujet desdites menaces. Ma mère a tenté de connaître l'identité ou du moins le nom de son interlocuteur mais celui-ci a répondu que cela ne lui regardait pas.

Il n'est pas exclu que ceci soit en rapport avec l'affaire WNP (Westland Nieuw Post) dont Madame le Juge d'Instruction LYNA a la charge au Parquet de BRUXELLES."

Lecture faite, persiste et signe.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

d M. ....

d .....  
Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

98651 - Imprimé des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 Cat. 9)

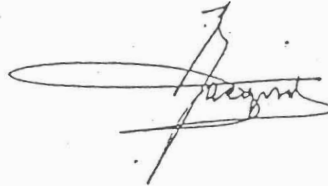
RENSEIGNEMENTS :

Le nommé LATINUS soupçonne implicitement son amie VAN HOUTVINCK Mireille, domiciliée à COURT-SAINT-ETIENNE, 6, rue de Limauges, des faits; l'intéressée, qui ne s'entend guère avec la mère de son ami, agissant par personnes interposées, surtout lorsqu'elle s'est disputée avec LATINUS, ce qui est chose assez courante, les intéressés, mais davantage VAN HOUTVINCK Mireille, s'adonnant volontiers à la boisson.

Plusieurs surveillances du domicile de la mère de LATINUS à 1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE, 3, rue de l'Invasion, ont été effectuées par les services de la brigade et rien de suspect n'a été remarqué.

Nous avons eu plusieurs conversations téléphoniques dites de sécurisation avec la mère de l'intéressé et là non plus, aucun fait concret complémentaire n'est apparu.

Dont acte,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. P. ...', is written over a horizontal line.



# Gendarmerie

SAISIE.

District Wavre

Brigade Ottignies-Louvain-la-Neuve

N° 5-113

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Suite à la notice n° 45.41.6879/83  
de Monsieur le Procureur du  
Roi à NIVELLES.

En cause de :

Inconnu.

Du chef de :

Menaces de mort.

Objet :

perquisition du domicile  
de VAN HOUTVINCK Mireille  
et audition.

Saisie

Ce jourd'hui

trente et un octobre

mil

neuf cent quatre-vingt-trois

à 17.00 heures ;

Nous soussigné(s)

GUIDOSSE Jean-Louis et SEPULLE Joël

sous-officiers

de gendarmerie,

en résidence à Ottignies-Louvain-la-Neuve revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à la notice mieux rappelée en marge, et à  
l'accord donné par la nommée :

VAN HOUTVINCK Mireille, Josette, Raymonde, divorcée, née

à COURT-ST-ETIENNE le 30 janvier 47,

perforatrice, domiciliée rue de Limauge, 6

à COURT-ST-ETIENNE

pour une visite domiciliaire en son domicile, nous avons  
en sa présence effectué une perquisition très approfondie  
dans toutes les pièces de sa maison.

Nous n'avons trouvé aucune trace des documents exhibés au  
café L'OTTINTOIS. L'intéressée nous a remis spontanément  
un carnet personnel et une liste de n° de téléphone que le  
nommé LIBERT Michel avait laissé en son domicile.

Ces objets ont été saisis et seront déposés au greffe du tribunal  
correctionnel de Nivelles.

### AUDITION

La perquisition terminée à 18.20 Hr, nous entendons la nommée  
VAN HOUTVINCK Mireille mieux identifiée ci-dessus laquelle nous  
déclare :

Je vous ai accompagné tout au cours de la visite domiciliaire.  
Vous n'avez rien cassé ni dérangé. Vous emportez seulement,  
le carnet de LIBERT et une liste de N° de téléphones lui  
appartenant. Encore une fois, j'affirme que je n'ai plus les  
documents que vous cherchez. Je les ai brûlés.

(Lecture faite, persiste et signe dans notre carnet)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M .....  
à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

91632 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 Cal. 914 Dep)



31.40.713/84

## PRO JUSTITIA

NON LIEU APRÈS MISE EN PRÉVENTION

## RÉQUISITOIRE

LE PROCUREUR DU ROI,

1 2 3

Vu les pièces de la procédure instruite ~~à charge de~~ *du chef d'accusation*

à Gent-Saint-Etienne, Ambassadeur judiciaire  
à Nivelle, le 24 août 1984, volontairement, mais sans  
intention de donner la mort, fût-il des coups ou fait  
des blessures à LATINUS Paul, coup ou blessures  
qui ont pour cause la mort,

# Gendarmerie

District WAVRE  
Brigade COURT ST ETIENNE

N° 31.40.713/84

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

### SUICIDE PAR PENDAISON.

Victime :  
LATINUS Paul; ingénieur  
né le 14 Jan 50,  
domicilié à BRUXELLES,  
Avenue des Pagodes, 38

Information de ;  
VAN HOUTVINCK Mireille  
divorcée, domiciliée  
à COURT ST ETIENNE, rue  
de Limoges, n° 6

Objet; information  
descente sur les  
lieux  
constatations  
avis au Parquet  
renseignements

Faits passés à COURT ST  
ETIENNE, rue de Limoges  
n° 6, le 24 Avr 84 vers  
2200 Hr.

Rédigé d'office

PV INEPAL.

RUBRIQUE RESERVEE AUX COPIES

L'original a été adressé

le 25 Avr 84

à M. le Procureur du Roi  
à NIVELLES

Le Commandant de la brigade,

Commandant du district,

-AVIS AU PARQUET / Monsieur le Substitut GOETZALS a été  
avisé des faits le 25 Avr 84 à 0125 Hr

-PERMIS D'IMPRIMER RESTE A DELIVRER.

-SUISSE



PRO

JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt quatre avril mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 2313 heures ;

Nous soussigné(s) MARCHEL Pol, 1<sup>er</sup> D<sup>l</sup> Chef, CPJ APR et  
JOHY Freddy, NDL de gendarmerie,  
en résidence à COURT ST ETIENNE revêtu(s) de notre uniforme ;

### INFORMATION.

Nous trouvant en début de service de patrouille sur le sec-  
teur de notre unité, sommes avisés par la radio de bord  
depuis le district de WAVRE qu'il nous faut nous rendre  
d'urgence à COURT ST ETIENNE rue de Limoges, n° 6 ; il  
s'y trouverait un p<sup>re</sup>venu.

### DESCENTE SUR LES LIEUX.

Nous nous sommes rendus sur place à 2317 Hr.

### PREMIERES CONSTATATIONS.

Aspect extérieur ; il s'agit d'une construction individuelle  
le, avec un étage ; il y a un portail d'entrée ; Il n'y a  
pas de véhicule dans la propriété, ni devant celle-ci.  
L'aspect extérieur paraît en ordre.

Personnes présente : Nous sommes accueillis par une femme  
en pleurs et en proie à une très forte émotion ; la dame  
est pieds nus ; elle répète sans cesse ; " Dépêchez-vous ;  
il n'est pas mort ". Cette personne sera la seule person-  
ne rencontrée sur les lieux ; la dame s'identifie comme  
étant la nommée : VAN HOUTVINCK Mireille , Josette,  
divorcée, perforatrice, née à COURT ST ETIENNE, le 30 Jan  
1947 et y domiciliée rue de Limoges, n° 6

Aspect intérieur : à la suite d'une rapide visite des  
lieux , nous constatons que tout paraît plus ou moins en  
ordre ; du moins, il ne subsiste aucune trace de lutte .

Il n'y a aucun bibelots renversé, ni brisé ; il n'y a aucune trace ou traînée suspecte sur le sol.

Nous sommes donc amenés à nous rendre directement dans la cave de l'habitation et nous y découvrons un corps d'homme étendu sur le sol. L'homme paraît sans vie nous lui prenons le pouls et constatons que les mains sont froides; l'individu a cessé de vivre.

#### MESURES PRISES.

Nous laissons le second verbalisant auprès du cadavre et rendons compte de la situation ; l'ambulance n'est pas nécessaire ; nous demandons qu'un médecin soit envoyé sur place pour le constat de décès; le docteur DOTREMONT est demandé car des calmants semblent nécessaires à la nommée VAN HOUTVINCK et ce docteur est le médecin traitant. Il est à ce moment 2325 Hr .

#### CONSTATATIONS.

##### Identité de la victime ;

Selon la carte d'identité trouvée dans le portefeuille sur le corps du cadavre, la victime s'identifie comme étant le nommé :

L A T I N U S Paul, Gérard, Georges, Antoine,

époux de LUYCKFASSEEL Francine,

ingénieur, né à UCCLE le 14 Janvier 1950

domicilié à BRUXELLES, avenue des Pagodes, n° 38

Visite de la cave ; La cave se compose en mobilier, d'une table sur laquelle sont déposés des produits d'entretien; il y a aussi une petite escabelle dans un coin, appuyée contre le mur ; il y a encore une étagère emplies de produits divers. Il y a enfin un garde-manger vide . Ce garde-manger se trouve presque au milieu de la pièce ; il a été déplacé probablement pour servir d'échelle pour permettre de passer le lien autour d'un crampon au plafond.

Nous n'observons aucun dérangement; il n'y a pas trace de lutte.

Trace indices ; Sous le corps et au départ de celui-ci, s'écoule un liquide qui semble venir des voies urinaires. Une tache significatrice au niveau de la braguette du cadavre en témoigne.

Nous n'observons aucune trace de traînée ni dans les escaliers, ni sur le sol de la cave.

Emplacement -position du cadavre ; Le corps se trouve étendu sur le sol, le dos au sol, les jambes fléchies et repliées sous les cuisses, les bras le long du corps. La tête est légèrement inclinée vers la droite, les yeux sont ouverts les mains ne sont pas crispées. La tête se trouve du côté de l'escalier de la cave les pieds sont dans la direction du mur opposé à l'escalier.

Etat vestimentaires ; traces - indices ; Le cadavre est habillé correctement ; il est vêtu d'un singlet , d'un polo de teinte noire, et d'un complet gris à l'écossaise. Il est chaussé de chaussures brunes. Les vêtements sont bien en ordre.

GENDARMERIE. Brigade de COURT ST ETIENNE\* Première suite  
au PV n° 31.40.713/84 du 24 Avr '84.

-----  
Nous n'observons aucune trace suspecte sur les vêtements.

Des poches du cadavre, nous retirons des cigarettes, de 1 monnaie, un trousseau de clé, des cartons de bière, le portefeuille de l'intéressé.

Autre trace - indices ; Le corps examiné en notre présence par le médecin ne présentait aucune trace de lésions, aucune plaie, aucune trace de coups, à l'exception de la trace de ~~strangulation~~ strangulation.

A ce sujet ; le lien n'entourait plus le cou. La trace se situait principalement à la partie arrière, soit au cou.

(Voir à ce sujet le certificat du docteur DOTREMONT)

Le lien est constitué d'un fil de téléphone . Ce cordon provient de l'installation téléphonique de la maison.

Le lien a été coupé un peu après la sortie de la boîte et un peu avant l'entrée dans l'appareil téléphonique.

Un ~~lien~~ cordon d'environ quatre mètres trente centimètres a ainsi été obtenu.

Le cordon a été plié en deux ; un noeud coulant a été pratiqué ~~xxx~~ à la boucle du cordon dans un anneau scellé au plafond, soit à environ deux mètres dix du sol.

Un autre noeud simple a été pratiqué à environ quatre-vingt centimètres du plafond pour constituer l'arrêt ~~xxx~~

Objet découvert ; dans le living, sur la table, nous avons trouvé un petit couteau à éplucher les légumes ;

ce couteau était propre et ne portait aucune trace.

Dans la cave, sur le garde-manger, nous avons trouvé un grand couteau de cuisine ; il est apparu que ce couteau avait été amené par la concubine et qu'il avait été utilisé pour couper le lien entre le plafond et le corps.

Comme l'autre, le grand couteau ne portait aucune trace suspecte.

Examen des chemins d'accès ; L'habitation comporte deux possibilités d'accès, la principale se situe sur le pignon droit, l'autre se trouve sur le pignon gauche et donne accès à la cuisine.

La victime est rentrée par la porte du pignon gauche (côté cuisine). La porte en question a été trouvée fermée à clé et la clé à l'intérieur de la maison.

La porte d'entrée habituelle a été trouvée, fermée à clé par la concubine VAN HOUTVINCK Mireille.

A notre arrivée, le trousseau se trouvait encore sur la serrure.

Examen rapide des autres pièces ;

L'habitation se compose d'un living( salon) d'une salle à manger d'une cuisine, d'un petit corridor.

Toutes ces pièces étaient en ordre. Rien n'était dérangé, brisé ou renversé.

Dans le salon, sur la petite table, nous avons trouvé un journal périodique portant la mention manuscrite : "Comme tu ne m'as pas téléphoné, je suppose que tu reviendras par tes propres moyens; " Signé ; Paul.

Cet écrit se trouvait réalisé sur le journal périodique "SHOPPING Magazine " édition du 19 Avr 84 .

Constat du décès ; Le docteur DOTREMONT, appelé à 2325 Hr est arrivé sur place à 2355 Hr. Il a procédé au constat du décès, à l'examen du cadavre, et nous a remis à cette occasion, le certificat médical joint en annexe.

Vu l'état de nervosité de la nommée VAN HOUTVINCK Mireille, une piqûre calmante a été administrée à l'intéressée. La nommée VAN HOUTVINCK a marqué son accord pour indemniser le ~~xxxxxxx~~ docteur DOTREMONT de ses prestations.

AVIS AU-PARQUET : Le 25 Avril 84 à 0125 Hr, nous avons pris contact téléphonique avec Monsieur le substitut GOETHALS à qui nous avons exposé nos constatations. Le magistrat ne s'est pas opposé à la délivrance du permis d'inhumer et à la remise du corps à la famille. Le 25 Avril 84 vers 1000 Hr, à la suite de nouvelles informations, en rapport avec cette affaire, nous étions informés que le permis d'inhumer était suspendu, que le corps ne pouvait être remis à la famille. Monsieur le substitut GOETHALS informait que cette affaire était mise à l'instruction auprès de Monsieur le Juge SCHLICKE. De nouvelles directives exigeait le transfert du corps de la morgue de COURT ST-ETIENNE à la clinique du docteur WYNEN à BRAINE L4 ALLEUD où une autopsie devait avoir lieu ce 25 Avr dans l'après-midi.

Les pompes funèbres DEBROUX de OTTIGNIES se sont chargées du transfert vers la clinique à BRAINE L4 ALLEUD.

Pompes funèbres ; Le 25 Avr 84 à 0130 Hr, nous avons avisé les pompes funèbres LATTE de COURT ST ETIENNE de venir enlever le corps de LATINUS de l'adresse rue LIMAUGES pour le déposer à la morgue de COURT ST-ETIENNE . Mr LATTE est arrivé sur place à 0200 Hr et a quitté les lieux en notre compagnie à 0220 Hr.

AVIS à la famille ; Le nommé LATINUS entretenait encore des contacts fréquents avec sa mère laquelle habite OTTIGNIES rue de l'Invasion, n° 1. La mère du défunt a été avisée le 25 Avr 84 en début de matinée par le commandant de Brigade de OTTIGNIES.



des circonstances du décès de son fils.

#### AUDITION DE VAN HOUTVINCK

La nommée VAN HOUTVINCK s'étant quelque peu calmée, nous avons obtenu de sa part une déclaration qui est consignée en annexe une au présent.

#### RELATION DES FAITS.

A la suite des constatations faites et des vérifications effectuées, nous pouvons relater les faits de la façon suivante :

LATINUS retrouve sa concubine VAN HOUTVINCK au café du GAMBRINUS à LIMELETTE le 24 Avr 84 vers 1915 Hr? Après avoir bu quelques consommations ensemble; LATINUS fait appeler un taxi au café du Gambrinus et se fait reconduire à COURT ST ETIENNE, chez sa concubine. Il est seul dans le taxi.

La taximan le dépose à COURT ST ETIENNE vers 2130 Hr.

LATINUS disposant de la clé du pignon gauche, il rentre par cet accès. Il sectionne le fil du téléphone, long d'environ quatre mètres trente; il se rend à la cave, laissant tout l'éclairage en fonctionnement dans la maison, déplace u garde-manger en bois pour pouvoir gravir et atteindre l'anneau ancré au plafond. Il passe le cordon du téléphone préalablement doublé dans cet anneau, formant ainsi un noeud coulant .

Il fait un noeud simple environ quatre-vingts centimètres plus bas et y passe la tête, s'y laissant tomber.

Il est découvert vers 2300 Hr par sa concubine qui s'est faite ramener jusque chez elle par les tenanciers du café de LIMELETTE.

#### RENSE SAISIE.

Pour les besoins de l'enquête, nous avons saisi et emporté les objets suivants qui seront déposés au greffe prochainement :

- Une revue périodique "SHOPPING Magazine " du 19 Avr 84 avec mentions manuscrite de LATINUS Paul.
- un petit couteau à légumes avec lame de six centimètres et demi.
- un couteau de cuisine long avec une lame de vingt et un centimètres et demi ( qui a servi à couper le lien )
- quatre cartons avec mentions de noms et adresses.
- un câble de téléphone blanc long de 4.30 M environ utilisé

sé pour la pendaison.

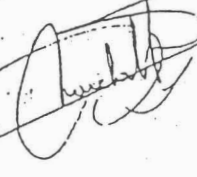
ANNEXES

Annexe une ; audition de VAN HOUTVINCK Mireille, sa concubine.

Annexe deux : le certificat médical du constat du décès.

Dont acte,

(le Second Verbalisant,  
Mon présent à la clôture,  
ne peut signer le présent.)





DOTREMONT

Consultations :  
de Wisterzée 59  
les matins de 8 à 9.30 h.  
sauf le mercredi  
les soirs de 17.30 à 18.30 h.

Privé :  
Avenue des Combattants 134  
1490 COURT-SAINT-ETIENNE  
Tél. : (010) 61.23.42  
1/25238/86/004

Pour les visites à domicile  
veuillez si possible  
téléphoner avant 10 heures

le nommé, attesté

avoir constaté le décès de Monsieur

LATINUS Paul le 24/4/54 à 22H.

Le corps était couché sur le sol  
de la cave et présentait une ligne  
de strangulation par fil électrique  
(fil de téléphone) au niveau  
sous-maxillaire droit, de la nuque,  
sous l'oville gauche et sur la  
branche montante du maxillaire  
gauche. La peau du cou était  
plus écarlée au dessus de  
la ligne de strangulation.

Le corps ne porte pas de  
signe de violence.

Il a pu être mis en évidence

Fait à Courmoulois le 25/4/54

le 25/4/54 (Courmoulois, Court Saint Etienne)

*Antoine*  
le visiteur avant la

A

# PRO JUSTITIA

DESIGNATION D'EXPERTS — ANALYSE  
ET EXAMEN DE SANG ET D'URINE (1)

Nous, J.-Michel Schlicker,  
juge d'instruction au Tribunal de première instance de Nivelles,  
requérons Monsieur Paul Chailly, Laboratoire d'anatomie pathologique et  
de médecine légale, 35, rue Wayez à Braine l'Alleud, Docteur en médecine,

aux fins de procéder de toute urgence, serment prêté préalablement par écrit sur la formule ci-dessous, à l'analyse et à l'examen du sang et des urines  
prélevées — xxxxxxxx, le 24 avril 1984

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

xw'aidewxwx

par lui-même, lors de l'autopsie

XXXXXXXXXX sur le cadavre de Latinus Paul

Rechercher et déterminer tout spécialement la teneur en alcool du sang et de déterminer le groupe sanguin de l'intéressé;

Faire rapport écrit de ses- leurs constatations et y donner un avis motivé quant au degré ou à l'état d'ivresse éventuelle du-de la prénommé-e au moment des faits, c.-à-d. le

Sauf motifs exceptionnels, à nous faire connaître immédiatement par téléphone, la mission devra être terminée et le rapport déposé en notre cabinet avant le 19: (article 2 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive A.R. du 28 décembre 1950).

NTVELLES le 24 avril 1984

Approuvé la biffure de

Le Juge d'instruction,

Monsieur le Juge d'instruction,

Dossier n° :

Suite à votre réquisitoire du  
en cause

j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte la mission que vous m'avez confiée.

« Je jure de remplir ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité ; ainsi m'aide Dieu ».

Fait à

, le

19

Bißer suivant le cas.

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

J.-Michel SCHLICKER

Nivelles, le \_\_\_\_\_ 197

NIVELLES

Corresp. n°

Notice n° 140/84

REQUISITOIRE

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nous, J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal de première instance de Nivelles;

Requérons Monsieur le Professeur Hendrickx, Taxocologue, Professeur à l'Université de Gand et Monsieur Adrien Schmitz, Biologiste, domicilié à Walhain, 3, rue du Paradis;

De procéder à l'examen toxicologique de:  
l'urine, le sang et le contenu gastrique, les poumons, la rate, le coeur, du muscle, l'estomac, l'intestin, les reins et le foie, ainsi que du cerveau,  
prélevés sur le cadavre de Latinus Paul, lors de l'autopsie pratiquée le 24 avril 1984 par le Docteur Chailly;

Pour faire du tout rapport motivé, serment prêté, conformément à la Loi;

Fait en notre Cabinet, au Palais de Justice à Nivelles, le vingt-quatre avril mil neuf cent quatre-vingt-quatre.



dans la maison. Ils sont clients chez nous. Ils se sont déjà  
disputés chez nous. Je signale que c'est toujours Mireille qui  
lui fait des reproches. Ils ne se sont jamais battus. Paul n'était  
pas saoul tandis que Mireille l'était.

Lecture faite, persiste et signe dans notre carnet.

... Suite à la même notice entendons le 25/04 à 01.15 hrs, le nommé

LACROIX Didier, célibataire, électricien, né à ETTERBEEK le 08/06/57,  
avenue des sorbiers 4 à CHAUMONT-GISTOUX, qui nous déclare ;

Je désire m'exprimer en français.

Hier vers 21.45 hrs, je me suis rendu au café CAMBRINUS afin d'y prendre  
une personne et ce suite à un appel. Lorsque je suis arrivé, j'ai vu

la personne que je devais prendre en charge. C'est un barbu, bien habillé

Il était entrain de parler avec GURDAIL Willy. Je l'ai pris et il m'a demandé

de le conduire rue de Limoges à COURT-ST-ETIENNE. Ce que j'ai fait.

Durant le trajet il a uniquement parlé du beau temps. Il m'a paru normal

Arrivé en l'adresse précitée, la course étant de 310 fb, il m'a donné un

billet de 1000 fb et m'a dit. C'est bon comme çà là. Il est entré en son

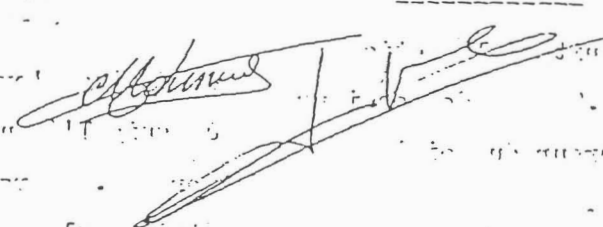
habitation par la grille verte. Je précise qu'au CAMBRINUS, une femme a voulu

le suivre, une certaine Mireille. Il m'a dit de ne pas la prendre, ce que

j'ai fait.

Lecture faite, persiste et signe dans notre carnet.

Dont acte,

A large handwritten signature, possibly 'Lacroix', is written over a section of the document that has been heavily crossed out with multiple diagonal lines. The signature is in dark ink and appears to be a cursive style.

[Faint, mostly illegible text continues in the lower half of the page, appearing to be a continuation of the report or a series of notes.]

Handwritten marks and numbers at the bottom right of the page, including what looks like '97' and some scribbles.

Cabinet de

M. le Juge d'Instruction

J.-Michel Schlicker

Dossier n° 140/84

REQUISITOIRE

---

Nous, J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal première instance de Nivelles;

Requérons Monsieur Paul Chailly, Docteur en médecine, Laboratoire d'anatomie pathologique et de médecine légale, 35, rue Wayez à Braine l'Alleud;

De procéder à l'examen histologique des fragments de poumon, de foie et de rein, prélevés sur le cadavre de Latinus Paul, lors de l'autopsie pratiquée le 24 avril 1984;

Pour faire du tout rapport motivé, serment prêté, conformément à la Loi;

Fait en notre Cabinet, au Palais de Justice à Nivelles, le vingt-quatre avril mil neuf cent quatre-vingt-quatre.-

JM

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction

J-Michel SCHLICKER

PRO JUSTITIA

DESIGNATION D'EXPERTS

Dossier n° 140/84

Nous, J.-Michel Schlicker,

juge d'instruction au Tribunal de première instance

de Nivelles

XXXXXX et l'ordonnance de la Chambre du Conseil rendue ce jour (1), XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Requérons Monsieur Paul Chailly, Laboratoire d'anatomie pathologique et de médecine légale, 35, rue Wayez à Braine l'Alleud,

docteur en médecine, de procéder, serment préalablement prêté par écrit sur la formule ci-dessous, à :

XXXXXX l'examen médical XX

XXXXXX l'examen externe XX

— l'examen extérieur du cadavre

— l'autopsie

de LATINUS Paul, ingénieur, domicilié à Bruxelles, décédé ce 24 avril 1984,

se trouvant à la morgue de l'Hopital de Braine l'Alleud

aux fins de :

- Décrire les lésions dont il est atteint, en déterminer la nature, la cause et les conséquences  
XXXXXX (1) XX

XXXXXX l'examen externe XX

- Déterminer la cause de la mort. Procéder à tous prélèvements utiles (1).

- Dresser de ces constatations un rapport motivé.

Nivelles, le 24 avril

19 84

Approuvé la bifure de 5 lignes et 4 mots nuls ci-dessus.-

Le Juge d'instruction,



Monsieur le Juge d'instruction,

Dossier n° :

Suite à votre réquisitoire du  
en cause

j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte la mission que vous m'avez confiée.

« Je jure de remplir ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité ; ainsi m'aide Dieu ».

Fait à

, le

19

(1) Biffer suivant le cas.

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction

PRO JUSTITIA

DESIGNATION D'EXPERTS — ANALYSE  
ET EXAMEN DE SANG ET D'URINE (1)

Dossier n° 140/84

Nous, J.-Michel Schlicker,  
Juge d'instruction au Tribunal de première instance de Nivelles,  
requérons Monsieur Paul Chailly, Laboratoire d'anatomie pathologique et  
de médecine légale, 35, rue Wayez à Braine l'Alleud, Docteur en médecine,

aux fins de procéder de toute urgence, serment prêté préalablement par écrit sur la formule ci-dessous, à  
l'analyse et à l'examen du sang ~~et de l'urine~~  
prélevés — ~~sur le cadavre~~, le 24 avril 1984  
~~à xxxxxxxxxxxxxxxx heures~~

~~xxxxxxxx~~

par lui-même, lors de l'autopsie

~~sur la personne de~~ sur le cadavre de Latinus Paul

Rechercher et déterminer tout spécialement la teneur en alcool du sang ~~et de l'urine~~  
et de déterminer le groupe sanguin de l'intéressé;

Faire rapport écrit de ses- leurs constatations et y donner un avis motivé quant au degré ou à l'état  
d'ivresse éventuelle du-de la prénommée au moment des faits, c.-à-d. le  
à heures.

Sauf motifs exceptionnels, à nous faire connaître immédiatement par téléphone, la mission devra être  
terminée et le rapport déposé en notre cabinet avant le 19: ,  
(article 2 du règlement général sur les frais de justice en matière répressive-A.R. du 28 décembre 1950).

NIVELLES le 24 avril 1984

Approuvé la biffure de

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*

Monsieur le Juge d'instruction,

Dossier n°:

Suite à votre réquisitoire du  
en cause

j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte la mission que vous m'avez confiée.

« Je jure de remplir ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité; ainsi m'aide  
Dieu ».

Fait à

, le

19

Biffer suivant le cas.

AR

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

1000 BRUXELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION  
FRANÇOIS VANDER

Bur.:

Doss. n°: 47/82

Corr. n°:

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

TRANSMIS  
RENVOYE

à MONSIEUR

Schäcker

le Juge d'instruction

7400 - à Bruxelles

urgent

1 pièce ci-jointe

Tout en confirmation de notre entretien  
téléphonique de ce jour, lui demandant  
de faire procéder à l'autopsie du nommé  
Paul LATINUS, à un fûtivement  
sanguin et à tous autres fûtivement  
de nature à permettre d'établir la

Cause de la mort  
Cause de la mort

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles. 25 AVR. 1954

19

Le Juge d'Instruction,

[Signature]

f. 4 n°



Latimer a été inculpié dans le cadre  
d'un dossier WNP, de chef de  
participation à une milice privée et à  
une association de malfaiteurs. Il  
est en outre le principal témoin dans  
le dossier du double assassinat de  
la rue de la Pastorale à Audoubert  
le 18 II. 82

# Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade de surveillance et  
de recherches

N°: 335/84

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT

(Suicide par pendaison)

En cause :

LATINUS, Paul, 14.01.50  
dlié à LAEKEN, avenue  
des Pagodes n° 38

Décès survenu à COURT-ST-ETIENNE, rue de Limauges  
n° 6, le 24.04.84 entre  
21.30 et 23.00 heures

Rédigé suite aux notices  
n° 31.40.713/84/Bde de  
COURT-ST-ETIENNE.

Notices n° 140/84 de  
Monsieur le Juge d'Ins-  
truction SCHLICKEK à  
NIVELLES

Devoirs effectués :

- Perquisition au domicile  
de VAN HOUTVINCK Mireille  
à COURT-ST-ETIENNE, rue  
de Limauges n° 6
- Audition de VAN HOUTVINCK  
Mireille.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à Monsieur le J.I. SCHLICKEK  
à ..... NIVELLES.....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Notices n° 31.40.713/84 - Parquet de NIVELLES

Dossier n° 140/84 de Monsieur le J.I. SCHLICKEK

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-cinq avril mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 09,00 heures ;

Nous soussigné(s) BIHAY Gérard et BALFROID Franz

sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à la BSR de WAVRE, non revêtu(s) de notre uniforme ;

Assurant le service au bureau de notre Unité, sommes avertis  
par notre chef de service, de ce qu'un service de la brigade  
de COURT-ST-ETIENNE aurait constaté le décès par pendaison d  
LATINUS, Paul ingénieur, divorcé, né à UCCLE le 14.01.50 et  
domicilié à LAEKEN, avenue des Pagodes n° 38.

Paul LATINUS est connu des services de Gendarmerie comme  
ayant été impliqué dans certaines activités de mouvements d'  
trême droite.

Nous nous rendons à la brigade de COURT-ST-ETIENNE, où  
nous est précisé que LATINUS a été découvert, pendu, dans la  
cave du domicile de sa concubine, VAN HOUTVINCK Mireille, s  
rue de Limauges n° 6. Selon les renseignements recueillis,  
Mireille VAN HOUTVINCK, connue pour sa fréquentation assidu  
des débits de boisson de la région, est venue au café "Camb  
à LIMELETTE, le 24.04.84 vers 18.15 heures. Elle y a été re  
par LATINUS vers 19.20 heures. Vers 21.30 heures, LATINUS a  
le café et, laissant sa voiture sur le parking, a rejoint  
domicile de sa concubine par une voiture des "taxis-blancs"  
LIMELETTE. Vers 23.00 heures, VAN HOUTVINCK, ne sachant pa  
duire s'est fait ramener à son domicile par le patron du c  
En rentrant chez elle, tout était allumé. En descendant à  
cave, elle a trouvé LATINUS pendu à un crochet du plafond,  
l'aide d'un cordon de téléphone arraché au rez-de-chaussée  
La Gendarmerie a été avertie à 23.15 heures. Le docteur D  
a constaté le décès à 23.55 heures.

Lors de notre arrivée sur les lieux, personne ne répond à notre appel. Le voisinage et les services de gendarmerie ignorent où Mireille VAN HOUTVINCK se trouve. Nous effectuons des recherches dans les débits de boisson fréquentés habituellement par l'intéressée, mais sans résultat.

#### PERQUISITION

Du fait qu'il nous est renseigné que le flagrant délit est toujours de vigueur nous faisons appel à deux témoins que nous identifions comme étant :

VERLAINE, Baudouin, Joseph, Ghislain, époux de DEWALS Gisèle, aviculteur, né à CEROUX MOUSTY le 18.07.36 et domicilié à COURT-ST-ETIENNE rue de Limauges n° 12A, et

THIRIONET, Hélène, Gilberte, Marie, Joséphine, Ghislaine, épouse de KELLER Pierre; infirmière, née à TIRLEMONT le 05.08.47 et domiciliée à COURT-ST-ETIENNE, rue de Limauges n° 8.

Leur ayant signifié le but de notre réquisition, nous ramenons ces personnes au n° 6 de la rue de Limauges. Il est possible de pénétrer dans la maison par une fenêtre mal fermée et donc d'aller ouvrir la porte d'entrée.

L'immeuble consiste en une villa unifamiliale. Au rez-de-chaussée, nous fouillons une cuisine, une salle de séjours et un salon. L'étage est composé de deux chambres à coucher et une salle de bain.

Aucun élément intéressant n'est découvert dans ces pièces, hormis une boîte métallique contenant des photos, et une lettre. Ces objets sont emportés pour exploitation et seront éventuellement restitués à Mireille VAN HOUTVINCK.

A l'issue de ces recherches, nous entendons VERLAINE Baudouin et THIRIONET Hélène qui nous déclarent :

"Je désire m'exprimer en langue française.

"Réquisitionné par vous ce jour à 11.25 heures pour assister à des recherches rue de Limauges n° 6, en l'absence de l'habitante, j'ai assisté à votre perquisition. A l'issue de celle-ci, je constate que rien n'a été dégradé. Vous emportez un coffret en métal contenant des photos et une lettre trouvée dans la salle de séjours."

Après lecture, persistent et signent respectivement dans le carnet du premier verbalisant.

#### POURSUITE DES RECHERCHES

Au cours de la perquisition, nous sommes avertis, par notre radio, de ce qu'un service de la brigade locale a intercepté Mireille VAN HOUTVINCK qui se trouvait au café "Le Globe" à COURT-ST-ETIENNE. Elle a été ramenée au bureau de la brigade pour y être mise à notre disposition.

Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER nous a rejoint sur les lieux, ainsi que des membres de la Police Judiciaire de BRUXELLES. Nous avons accompagné Monsieur le Juge d'Instruction dans la cave de l'habitation, soit à l'endroit où LATINUS Paul s'est donné la mort par pendaison. Des photos de ces lieux ont été prises par nos soins.

#### AUDITION

A 14.55 heures, nous entendons, au bureau de la brigade de COURT-ST-ETIENNE

VAN HOUTVINCK, Mireille, Josette, Raymonde, divorcée, perforatrice, née :  
COURT-ST-ETIENNE le 30.01.47 et y domiciliée rue de  
Limauges n° 6. Elle nous déclare :

"Je désire m'exprimer en langue française.

"Je connais Paul Latinus depuis 16 mois environ, et il vit en mon domicile depuis 15 mois. Il y a, paraît-il, 2 ou 3 ans qu'il ne travaille plus. Il ne faisait rien de spécial de ses journées, sinon parresser devant la télévision ou fréquenter les cafés de la région en ma compagnie. Il ne recevait jamais de visite chez moi, si ce n'est 3 personnes qui sont venues à deux ou trois reprises, le soir, dans le courant de l'année passée, soit avant les arrestations du mois de septembre 83 concernant le vol de documents OTAN. C'est à cette occasion que j'ai appris, par la presse, les activités de Paul et ses amis. Ses visiteurs étaient un certain Karl DELONBAER, Michel LIBERT et un prénommé Frédéric âgé d'une trentaine d'années. Ils discutaient au salon et moi je restais à la cuisine. J'ignore de quoi ils parlaient.

Il y a un peu plus d'un an, j'ai fait une déclaration, concernant un certain dossier PINON, auprès de l'adjudant JACQUET de la brigade d'OTTIGNY. J'avais trouvé ce document, soit 2 feuilles dactylographiées, en trois exemplaires, parmi les journaux sur le meuble de la salle à manger. Devant Paul, j'ai lu ces documents. Il y était question du ministre Guy MATHOT, un médecin, deux jeunes-gens qui seraient morts d'overdose, qui se réunissaient pour des partouzes, notamment. J'ai signifié à Paul que j'étais contre ces documents et que moi-même j'en savais au mieux c'était. J'ai profité d'une absence de Paul pour brûler ces documents dans l'évier, peu après. J'avais montré ces documents à Albert FAUCONNIER, l'ancien tenancier du café "L'OTTINTOIS". Celui-ci m'a prévenu Paul qui, paraît-il, aurait prévenu l'adjudant JACQUET. Je n'ai rien à dire d'autre concernant les agissements et relations de Paul LATINUS."

Après lecture, persiste et signe dans le carnet du premier verbalisant.

RENSEIGNEMENTS.

Le dossier photographique établi fait l'objet d'un procès-verbal subséquent, de même que la suite des devoirs effectués.

Les photos seront remises à Mireille VAN HOUTVINCK. Une lettre dactylographiée, signée du prénom "Christian", consistant dans le seul document appartenant à LATINUS découvert chez VAN HOUTVINCK, est jointe au présent.

Dont acte

# Gendarmerie

District de WAVRE  
Brigade de surveillance et  
de recherches  
N° 337/84

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT  
(Suicide par pendaison)

En cause :

LATINUS, Paul, 14.01.50  
dlié à LAEKEN, avenue  
des Pagodes n° 38

Décès survenu à COURT-ST-ETIENNE, rue de Limauges  
n° 6, le 24.04.84 entre  
21.30 et 23.00 heures.

Rédigé suite aux notices  
n° 31.40.713/84/Bde de  
COURT-ST-ETIENNE

Notices n° 140/84 de  
Monsieur le Juge d'Ins-  
truction SCHLICKER à  
NIVELLES

OBJET :

- Perquisition au dle de  
LANOY, Francine, 25.04.10  
à OTTIGNIES-LLN, rue de  
l'invasion n° 1
- audition de LANOY Francine
- renseignements

RUBRIQUE RESERVEE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
d Monsieur le J.I. SCHLICKER  
d ..... NIVELLES.....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Notices n° 31.40.713/84 - Parquet de NIVELLES

Dossier n° 140/84 de Monsieur le J.I. SCHLICKER

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-cinq avril mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 11.00 heures ;  
Nous soussigné(s) BIHAY, Gérard et BALFROID, Franz , 1MDL Chef  
1MDL sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à la BSR de WAVRE, non revêtu(s) de notre uniforme ;

dans le cadre de l'enquête relative au suicide de Paul LATINUS  
dont références en émargement, et suite à notre PV 335 du 25  
dito, nous rendons au domicile de la mère de LATINUS, soit  
LANOY, Francine, Laure, Elvire, veuve de LATINUS Georgius,  
pensionnée, née à MONTIGNIES S/Sambbe le 25.04.10 et  
dliée à OTTIGNIES/LLN, rue de l'Invasion n° 1.

En présence de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER et  
un service de la Police Judiciaire de BRUXELLES, ainsi que du  
commandant de la brigade locale, nous exposons à madame LANOY  
le but de notre visite, soit perquisitionner dans la chambre  
que son fils Paul uccupait en son domicile, afin d'y recherche  
tout objet ou document pouvant être utilisé à notre enquête.

### PERQUISITION

La chambre de Paul LATINUS est meublée d'un lit, un lavabo  
2 armoires et un rayonnage contenant des livres d'étude. Après  
avoir fouillé cette pièce, nous emballons une série de documen  
dans un sac en plastique, que nous nous proposons d'emmener er  
notre bureau pour examen. Nous présentons ce sac à madame LAN  
qui refuse d'en examiner le contenu. Elle nous déclare :

"Je désire m'exprimer en langue française.

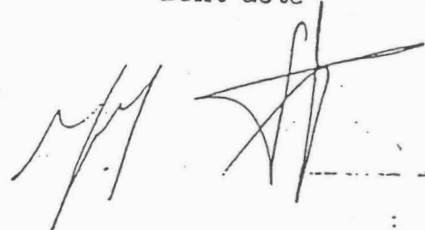
"Suite à la perquisition que vous avez effectuée en mon  
domicile, dans la chambre de mon fils Paul, je constate que v  
emportez un sac contenant divers documents pouvant être utiles  
à votre enquête. Je prends note qu'ils me seront restitués ap  
exploitation par vos services."

Après lecture, persiste et signe dans le carnet du premier

RENSEIGNEMENTS

Après examen des divers documents provenant de la chambre de Paul LATINUS, nous avons photocopié les documents pouvant offrir un certain intérêt. Un exemplaire de chacun de ces documents est joint en annexe au présent (annexes 1 à 1). Le sac, contenant les documents examinés, sera restitué par nos soins à madame LANOY.

Dont acte

Two handwritten signatures are present. The one on the left is a stylized, cursive signature. The one on the right is a more complex, bold signature with a large, sweeping flourish.

Annexe 1 au PV n° 337/84 du 25.04.84 de la BSR de WAVRE

MINISTERE DE LA JUSTICE

SURETE PUBLIQUE

SURETE DE L' ETAT

1040 Bruxelles,  
square de Meeûs, 8 (b.7)

RECOMMANDÉ

5/S.E./C.C./C.D. 31

A Monsieur LATINUS Paul

Ed. Methewie, 75

1080 BRUXELLES

Monsieur,  
Madame,  
Mademoiselle,

J'ai le plaisir de vous faire savoir que vous avez satisfait à la première épreuve du concours de recrutement au grade d'inspecteur.

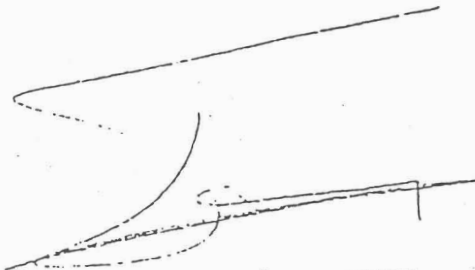
Vous avez obtenu la cote de 40,5 sur 60 points.

La date des épreuves suivantes n'est pas encore fixée. Toutefois, je vous transmets, en annexe, le syllabus concernant la législation pénale se rapportant aux attributions de la Sûreté de l'Etat.

Veuillez agréer, Monsieur, Madame, Mademoiselle, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour l'Administrateur-Directeur général  
de la Sûreté publique,

Le Secrétaire du Jury,



L. DELVOYE.

Dont acte

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

SÛRETÉ PUBLIQUE

SÛRETÉ DE L'ÉTAT

5/ C.C./C.D. 31

1040 Bruxelles, 1<sup>er</sup>  
square de Meeûs, 8 (b.7)  
9<sup>ème</sup> étage

Annexe 2 au PV 337/84 du 25.04.84 de la BSR de WAVRE  
Dont acte

RECOMMANDÉE.

A Monsieur LATINUS Paul

Bd. Mettewie, 73 (b.39)

1080 BRUXELLES

Monsieur,  
Madame,  
Mademoiselle,

Je vous prie de vous rendre dimanche 22 juin 1980 à 8h.30 précises, au Palais de Justice, Grand hall (via l'entrée principale) Place Poelaert 1000 Bruxelles, en vue d'y subir l'épreuve écrite dont question au A. du programme du concours de recrutement d'inspecteur des Services Extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

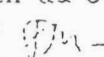
Vous êtes admis(e) à cette épreuve sous réserve de l'acceptation définitive de votre candidature, prévue à l'article 5, 4<sup>o</sup> du statut des agents des Services Extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

La durée de l'épreuve est de 4½ heures (non compris le temps que prendra la conférence).

Vous devrez être porteur d'un porte-plume réservoir avec encre ordinaire ou d'un crayon à bille bleu ou noir, de votre carte d'identité et de la présente convocation qui sera remise au secrétaire de la commission d'examen en même temps que votre travail. Le secrétaire y apposera son cachet attestant ainsi de votre participation à l'examen.

Pour l'Administrateur-Directeur général  
de la Sûreté publique,  
Le Secrétaire du Jury,

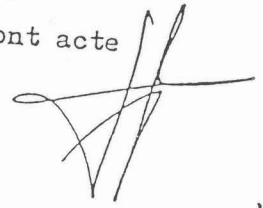
L. DELVOYE.

Reçu le cahier d'examen du candidat dont le  
nom figure ci-dessus :   
Le Secrétaire

N.B. : Au cours de la séance les participants ne peuvent avoir aucune communication soit entre eux soit avec des personnes à l'extérieur de la salle, ni faire usage de livres ou de notes de quelque nature que ce soit. Ceux qui outre-passent cette interdiction seront exclus de cet examen ainsi que de tout examen ultérieur. Les candidats qui se trouveraient en possession des objets cités ci-dessus seront tenus de les déposer, sous leur responsabilité aux endroits désignés par le secrétaire de la commission d'examen.



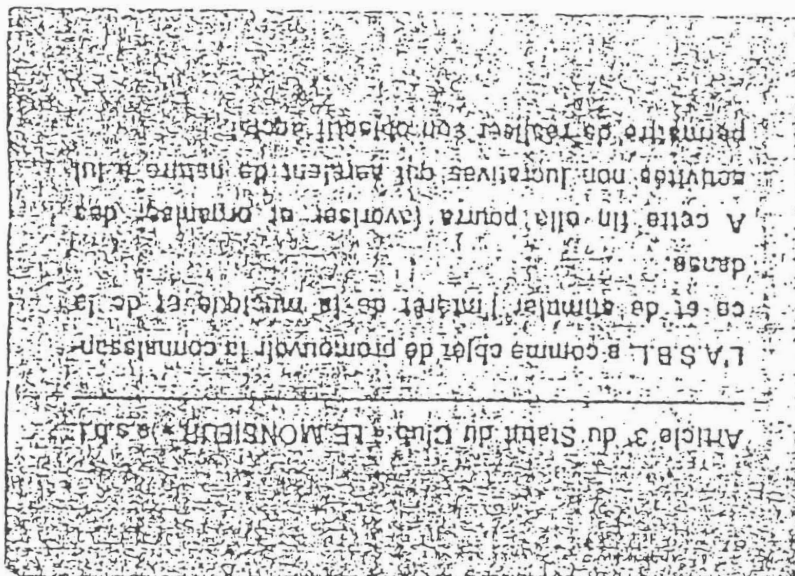
Dont acte



- au mûrier on  
parution page 20  
+ Blousson
- assez vivante
- bureau se trouvant  
au côté de celui de  
la gauche (portes sur  
la droite)

24, rue de Malines 1000 Bruxelles  
Téléphone : 215.54.00  
Le Directeur  
M. J. J. J. J.  
Adresse : M. J. J. J. J.  
M. J. J. J. J.  
LE MONSIEUR  
MEMBRE

Dont acte



- 1 certaine ou 4.
- plus tôt Grand
- chevaux Assis. hain
- pas de baulx
- " " Lunette
- " " mouzard
- 2 étage a côté
- de 118000.

Bruxelles, date de la poste.

Cher ami,

Ceci est une lettre circulaire, lancée dans le but de parvenir à ce que nous tous, pauvres mortels, parvenions enfin à y voir à peu près clair, en ce qui concerne les tristes événements qui nous ont récemment affligés.

Tout le monde - du moins les gens sincères - se demande quoi; certains paraissent s'obstiner dans un silence offensé et réprobateur. Je réponds à cela que j'ai été moi-même soupçonné de différentes choses et "suspendu de mes fonctions" de ce fait: ça ne m'a pas empêché de continuer à faire ce que je croyais être juste, comme si rien n'était arrivé; je reconnais que, dans le cadre d'une discipline stricte, je suis parfois dérangeant, et le terme est faible.

Ensuite, vous conviendrez de ce que personne ne parviendra jamais à une solution acceptable si chacun reste sur ses positions, et aussi, je pense, de ce que cette situation ne peut durer longtemps encore: il faut savoir QUI est le pigeon, la chèvre, l'aigle ou .. le chacal, dans cette histoire! (Encore que le chacal puisse ne pas être du même avis!)

Offensé ou non, tout individu se prétendant de notre obédience et de bonne volonté, doit convenir qu'une explication, des éclaircissements sont nécessaires, et que ne peuvent s'y opposer que le ou les personnages douteux qui risqueraient ainsi de voir dévoilées certaines de leurs tromperies passées.

Voici donc la solution que je vous propose aujourd'hui: réunissons-nous dans un quelconque établissement public qui s'y prête (il est facile de louer une salle) un dimanche matin par exemple, pour que tout le monde puisse venir, et éclaircissons ensemble cette situation qui, au fil du temps, devient corrosive .. ce qui est peut-être le but recherché.

Je pense que c'est à la fois urgent et nécessaire, et espère en la bonne foi de tous: il me semble encore préférable d'être taxé de naïveté que d'autre chose, que voulez-vous! Voudriez-vous donc me joindre, pour me donner votre avis?

En attendant votre réponse, recevez ici mes amitiés.

*Christian*

Dont acte

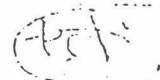


12/3

Je désigne Béranger d'Estienne,  
né le 14/01/50, pour le 22/01/85.  
Domicilié à l'adresse ci-dessus, 17  
1050 Bruxelles - Jambouille.  
Donné par le président pour et à  
Monsieur l'abbé, né le 14/01/50 - Domicilié Boulevard  
Hellewie, 73 - 1050 Bruxelles -  
Jambouille.  
De désigner en mes lieux et place  
la Fondation Franc Weber.  
En tant que partie constituante

"Ben pour position"

Béranger d'Estienne



Fait à Bruxelles le 27/1/85

# Des armes et explosifs pour l'E.T.A. militaire passaient par Verviers

voir début en première page.

Il apparaît maintenant que Bolmain n'est pas un bricoleur de l'explosif, un trafiquant isolé. Il avait utilement (pour lui) diversifié ses activités et, surtout, était entré dans une filière dont le dernier maillon se nomme E.T.A. militaire, la branche radicale et terroriste des autonomistes basques. Conformément aux pratiques de ces milieux, inspirées par la prudence, Bolmain n'assurait, semble-t-il, le transport des armes et des explosifs que sur une courte distance vers la frontière transpire, par exemple, avant de céder le relais.

## Flandre et Allemagne

Il provient de ce matériel transporté ? Tous pistes sont actives suivies : la Belgique (et plus particulièrement la partie flamande du pays), l'Allemagne et les Pays-Bas. Un, sinon deux signalements, auraient même été diffusés, quant à la destination immédiate, une collaboration a été mise sur pied avec les services français concernés. L'hebdomadaire francophone Le Point parlait. Il y a peu, des contacts entre les services belge et français à propos d'une filière destinée à procurer des armes aux autonomistes basques.

Il est très probable que Bolmain, au moment de son arrestation, était prêt à effectuer son dernier voyage pour ses employeurs. A partir d'ici, le conditionnel s'impose : Bolmain aurait eu le sentiment d'être trahi. Il aurait été « donné » à la police par ceux qui n'avaient plus besoin de lui. A l'appui de cette thèse, évidemment, le coup de téléphone anonyme reçu par la police judiciaire de Liège...

## L'arme des crimes ?

Et cette incroyable affaire de la Vieille France ? Il semble bien établi que Bolmain, encore lui, a fourni, via un ou deux intermé-

diaires, l'arme (un pistolet Lerouand 58) qui a tué Gersant et Demoussier, deux clients du restaurant, la ténancière, Madeleine Hubert, et son fils, Patrice Demoussier, dont le corps fut retrouvé dans un donjon à Maredret. Il est encore trop tôt pour dire qui joua ce rôle d'intermédiaire et, surtout, à qui l'arme fut remise en dernier lieu. Pour le premier rôle, on s'appelle beaucoup du « bricoleur » de l'explosif, longtemps interrogé.

Autre hypothèse que l'on se propose de vérifier : Bolmain connaissait-il Gersant et Demoussier, les deux clients de la Vieille France, qui devaient y apporter trois millions et demi, somme depuis disparue ? Il est intéressant de noter que Demoussier était, pour une agence de voyages de manière assez curieuse et que, dans un fait, une couverture pour des trafics de diamants et de bijoux. D'ailleurs.

## Un personnage-carrefour

C'est volontairement que nous n'avons pas encore parlé jusqu'ici de Nestor Pirette, le sujet numéroté un remis en liberté par la chambre des mises en accusation de Liège, puis interné à Pader à la demande du parquet de Bruxelles. Les informations et les interrogations relatives à Bolmain, à Gersant et à Demoussier ne constituent, semble-t-il, que le contenu du quadruple meurtre et le faisant en dehors. Au centre de l'enquête subsistent un certain nombre de points obscurs, les uns favorables, les autres défavorables au communisme veritéux.

Il serait tentant de bâtir un scénario qui mènerait le trafic vers le Pays basque et le quadruple meurtre de Sas, le transport d'armes et les millions disparus. Rien ne permet de le faire aujourd'hui. Bornons-nous à souligner qu'un des maillons de la filière vers l'E.T.A. a fourni un pistolet, qui a tué quatre personnes.

J.-P. C.

## La Belgique et l'E.T.A.

La Belgique en général, les Ardennes belges en particulier, ont à diverses reprises été citées par la presse espagnole, au cours des dernières années, comme l'une des bases de ravitaillement en armes et en explosifs d'une part, d'entraînement d'autre part, au profit des séparatistes basques.

Il y a deux ans, le chef de la diplomatie espagnole, M. Garcia, multiplia les efforts de persuasion auprès de ses homologues français et belges (M. Simonet) pour obtenir que des mesures fussent prises afin d'empêcher toute action de l'E.T.A. à partir de France ou de Belgique. Les Français en prirent acte, mais les Belges, sous l'impulsion de la Belgique, les refusèrent. En fait, la Belgique n'a pas pris de mesures particulières.

La Belgique ont parfois été citées à l'E.T.A. : elles provenaient notamment de vols dans des armureries et peut-être de détournements d'armes belges ou de licences qui ont pu aussi profiter à l'organisation séparatiste.

On se souvient aussi d'une certaine filière d'armes. Il y a quelques années dans les milieux universitaires belges, où des étudiants déclaraient la perte de documents d'identité dont on retrouvait un stock entre les mains de professeurs qui furent incriminés à la frontière. Ces documents étaient destinés à l'E.T.A.

Quant aux camps d'entraînement, il n'en a jamais eu, et pour cause. Sur le papier, que des Belges de l'E.T.A. puissent être entraînés dans des camps n'est pas une hypothèse à écarter.

R. H.

# Des armes et explosifs pour l'E.T.A. militaire passaient par Verviers

Une des filières pour l'acheminement d'armes et d'explosifs vers l'organisation terroriste basque E.T.A. « militaire » passe par la Belgique : a des fondations et pousse dans le trafic d'armes veritéux, arrêté le 5 mai dernier, alors qu'il transportait du TNT et de la dynamite. Et pour ajouter au mystère, on pense aujourd'hui dans les milieux judiciaires que cet homme a fourni l'arme du quadruple meurtre de la « Vieille France », à Spa.

Le 5 mai, vers 19 h 35, la police judiciaire de Verviers, alertée par son homologue de Liège, elle-même alertée par un coup de téléphone anonyme intercepté à l'avenue Négoy, à Herve, un habitant de la rue Jules Bolmain, rue de l'Arbre 10. Dans sa voiture, elle mettait la main sur une arme à feu de l'E.T.A. des bases de dynamite, des dynamiteurs

et un fusil E.A.L. Lors de la question à son domicile, qu'on a découvert d'autres armes et, en plus, d'engins explosifs, comment enseignant la de piéger un véhicule.

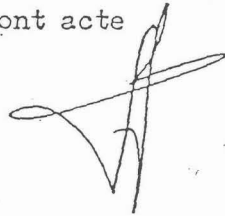
Aménagé à l'extérieur, l'ensemble des démons du l'armée le qualifient d'ami du pays pour les Bolmain, poubier de grand artisan armurier, par lequel pas un ingénieur de police : il avait été au moins par deux fois et en 1973, a des tracts interrogés. Le président, d'après les explications reçues d'Espagnols, par ma avoir pas perdu un étranger dans un hôtel.

JEN-PAUL COLI

Suite en quatrième page

Annexe 4 au PV n° 337/74 du 25.04.84 de la BSR de WAVRE

Dont acte



JEN-PAUL COLI

JEN-PAUL COLI

Dont acte



Mikhail GLOUKHOV

428.77.97

Av. Jean de la Haye, 22  
1050 Bruxelles

## Actuel

### ENQUÊTES:

### C.E.P.I.C.

### Liberté d'expression

Dans le cadre des enquêtes et polémiques relatives aux liens réels de certains de ses dirigeants avec l'extrême-droite, le Bureau national du C.E.P.I.C. a publié le communiqué suivant mardi soir : ayant pris connaissance des déclarations du ministre Mouroux au sujet de l'enquête actuellement en cours et de la procédure parlementaire de préparation et de dépôt des propositions de loi organisant un contrôle, ne permettant plus l'arbitraire social - identique pour tous les mouvements politiques et autres associations de fait, y compris syndiqués.

« Attaché à la liberté et à la démocratie et opposé à la violence et à toute forme de manipulation, le C.E.P.I.C. exige du gouvernement et plus particulièrement du ministre de l'Intérieur, de garantir sans faille la protection des gens et des lieux ainsi que le respect de la loi pénale, surtout en ce qui concerne les faits, on en comprend dans la fonction ».

### Une nouvelle lettre à M. Mouroux

D'autre part, M. Paul Vankerkhoven, vice-président, actuellement suspendu à sa demande, du C.E.P.I.C., a adressé une nouvelle lettre ouverte au ministre de la Justice, M. Mouroux.

« Dans une interview publiée par « Le Soir » du 5 juin, vous révélez que les dirigeants du C.E.P.I.C. mis en cause récemment, et dont je suis, le furent soit « pour des prises de position politiques parfois anciennes », soit « pour des fautes plus ou moins graves », soit encore - l'avoué est de taille et je ne doute pas que l'on en reparle abondamment - « davantage pour des raisons politiques que pour un comportement éventuellement délictueux », écrit-il avant de relever, dans l'interview :

1) que vous n'êtes pas prêt à démissionner votre administration;

2) que c'est votre cabinet politique qui rédige la note dirigée, en « fait » dans votre de l'opinion de la Société;

3) que suite à la demande de M. Wijnants, vous lui avez adressé votre note et que vous l'avez de nouveau répandue plus largement de votre propre initiative.

« Une fois de plus, c'est l'opinion publique le fait, pourtant en principe constitutionnel que le gouverne-

ment vous a demandé après de votre note avant d'ouvrir une information pénale;

5) qu'en même temps vous admettez que cette note peut contenir des « erreurs », ce qui est, depuis longtemps, non pas une hypothèse, mais une évidence évidente pour chacun;

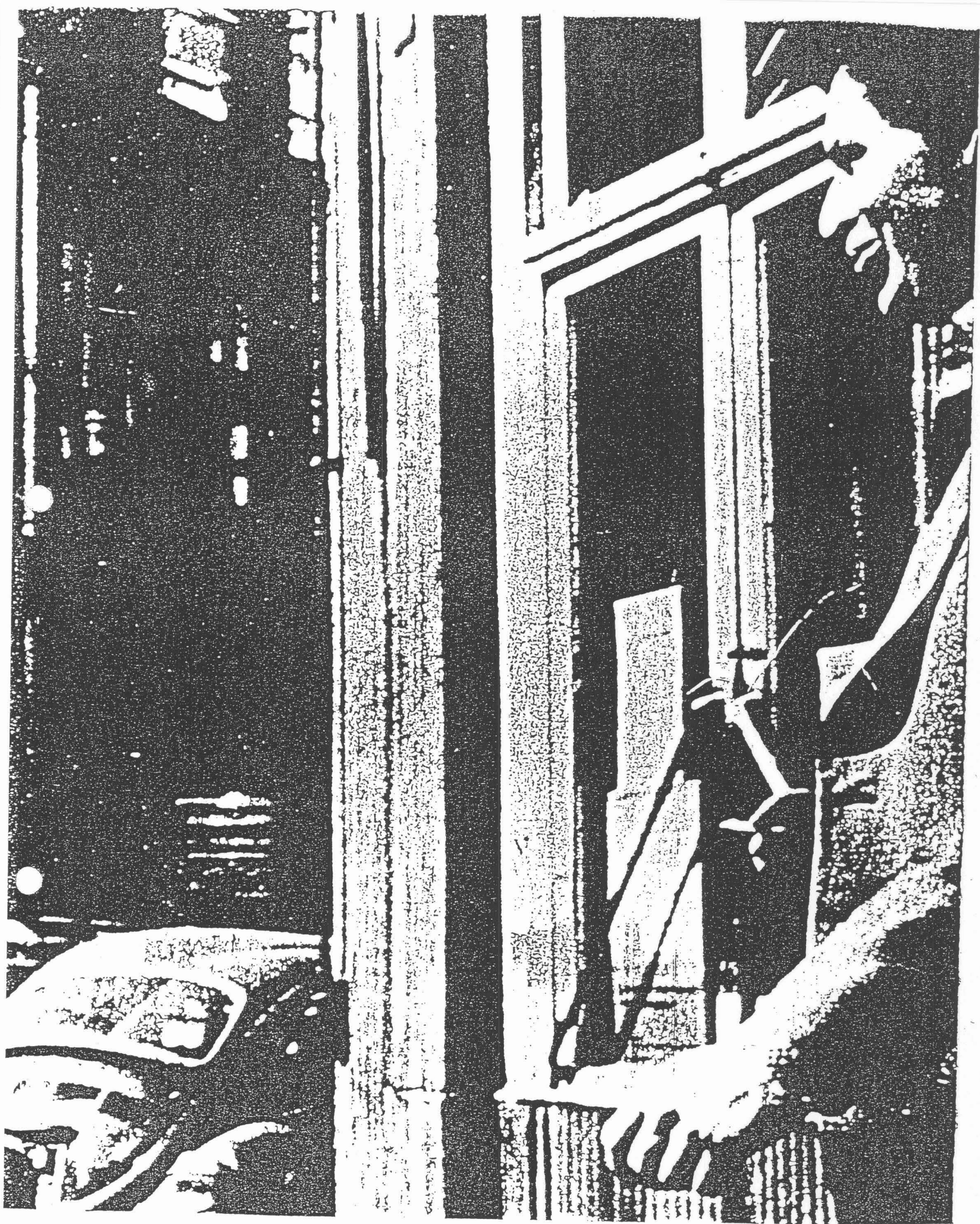
6) que sur le plan judiciaire, vous n'avez pas fait aucun commentaire qui pourrait influencer l'instruction en cours, déclarant que « jusqu'à nouvel ordre » vous ne mettez pas en cause la loyauté de la Sûreté de l'Etat.

« N'est-il pas parfaitement lamentable que d'abord vous divulguiez un document sous votre responsabilité, qu'ensuite vous consentiez avoir la mission en les moyens de le contrôler et que seulement enfin vous attendiez qu'on la vérifie pour vous faire une opinion sur la qualité de vos services », ajoute M. Vankerkhoven qui conclut : « C'est dans votre note, je vous le rappelle hautement reconnaissant de me dire dans l'immédiat lequel de vos quatre « critères » : a. « prises de position politiques »; b. « fautes plus ou moins graves »; c. « raisons politiques »; d. « comportement éventuellement délictueux ») fut retenu contre moi, et quel est à mon sujet le fait pénal que poursuivrait vos supérieurs directs ».









31.40.713/84

# PRO JUSTITIA

REQUISITOIRE DE MISE A L'INSTRUCTION

LE PROCUREUR DU ROI.

Vu les pièces ci-jointes :

Attendu que les faits y rapportés sont de nature à constituer à charge de DC

la prévention de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner mais qui l'ont pourtant causé;

REQUIERT qu'il plaise à M. le juge d'instruction EN INFORMER, et notamment rechercher les éléments de toutes infractions autres ou plus graves à charge de qui il appartiendra;

Pour, ces devoirs remplis ainsi que tous autres exigés par les circonstances, la procédure lui être communiquée et être requis par lui ce qu'il appartiendra.

Paris, le 15 avril 1984.

Cabinet de

M. le Juge d'Instruction

J.-Michel Schlicker

PRO - JUSTITIA

18

Procès-verbal de descente sur les lieux

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, le mercredi vingt-cinq avril;

En exécution du réquisitoire de Monsieur le Procureur du Roi en date du 25 avril 1984, notices n° 31.40.713/84,

Nous, J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal de première instance de Nivelles, assisté de notre greffier, P. Bourtembourg, avis ayant été donné à Monsieur le Procureur du Roi de notre descente;

Nous sommes transportés à Court Saint Etienne, 6, rue de Limauges,

Sur les lieux, Nous rencontrons, l'adjudant Polomé, Commandant la brigade de Court Saint Etienne et deux sous-officiers de gendarmerie de Court St Etienne; des membres de la B.S.R. de Wavre, ainsi que des membres de la Police Judiciaire de Bruxelles;

M. Van Petegem de la B.S.R. de Wavre établit un dossier photographique à notre demande; Nous nous faisons relater les faits tels qu'ils furent constatés le 24 avril 1984 vers plus ou moins 23 heures;

Nous nous rendons ensuite chez la mère de M. Paul Latinus à Ottignies, 1, rue de l'Invasion où nous ordonnons une perquisition dans la chambre de l'intéressé; Des documents sont saisis par les sous-officiers de gendarmerie Bihay et Balfroid; Nous rencontrons dans la demeure M. Charles Delombaerde et Dauphin Jean-Paul; Sur place, Nous sommes rejoint par l'adjudant Jacquet, Commandant la brigade de gendarmerie d'Ottignies;

Nous nous rendons ensuite avec le Commissaire Marnette et des membres de la Police Judiciaire de Bruxelles et deux sous-officiers de la brigade de Court Saint Etienne, à Limelette, Place de l'Europe où Latinus Paul avait abandonné son véhicule le 24 avril 1984 dans la soirée. Nous ordonnons la fouille du véhicule en vue d'y saisir tous documents qui pourraient être utiles à l'enquête;

Nous nous rendons ensuite en compagnie de deux sous-officiers de la brigade de Court Saint Etienne à Court Saint Etienne, 261, Avenue des Combattants, où nous sommes rejoint par des membres de la B.S.R. de Wavre; Nous ordonnons une perquisition dans l'immeuble;

Nous rentrons au Palais de Justice à Nivelles après avoir ordonné que le corps de Latinus soit transporté en vue de l'autopsie à la Clinique de Braine l'Alleud;

Après le déjeuner, nous nous rendons à la Clinique de Braine l'Alleud - Waterloo à 16 h 30', où M. Georges Marnette, Officier judiciaire, 37 ans; en résidence au Parquet de Bruxelles, après avoir prêté le serment: "Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité" nous atteste que le corps qui nous est présenté est bien celui de LATINUS Paul né à Uccle le 14 janvier 1950, domicilié à Bruxelles, Avenue des Pagodes, n° 38;

Le Docteur Paul Chailly, requis par Nous, procède à l'autopsie et effectuent différents prélèvements aux fins d'examens complémentaires;

L'autopsie terminée, Nous enjoignons aux préposés de la clinique de veiller à l'inhumation du corps et à ce que le cercueil soit scellé;

Ces devoirs étant terminés vers 19 heures, Nous nous retirons;

Il a été fait usage exclusif de la langue française.-

Dont procès-verbal que Nous avons signé avec le greffier;

G. Marnette

*[Signature]*

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23.

PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~XXXXX~~ quatre-vingt-quatre,  
le vingt-cinq avril à 21 heures

Nous, J.-Michel Schlicker,  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, P. Bourtembourg,

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d es  
prévenus, dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

VAN HOUTVINCK Mireille, Josette, Raymonde, divorcée, née à  
Court St Etienne le 30 janvier 1947, perforatrice,  
y domiciliée, rue de Limoges, 6;

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~et de ne rien dire~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Il y a seize mois que je connais M. Latinus. On se disputaient fréquemment. Lorsqu'on se disputait, il retournait vivre chez sa mère. Suite à notre dernière dispute, il est revenu vivre chez moi le 10 avril.

Hier, 24 avril, je me suis rendue au café Le Cambrinus à Limelette. Quand je suis arrivée au café, il n'était pas là.

*Bourtembourg*



Il m'a rejoint au café vers 19 - 20 heures. Il s'était rendu chez sa mère auparavant. On s'est à nouveau disputé. Nos différends avaient toujours pour origine la mère de M. Latinus. Après notre dispute, nous discussions chacun dans notre coin avec des clients. A un certain moment, je me suis aperçue qu'il n'était plus dans le débit de boisson. J'ai interrogé la patronne qui m'a précisé qu'il était parti en taxi vers 21 h 15'. Il avait laissé sa voiture Place de l'Europe. Lorsque Latinus était saoul, il reprenait toujours sa voiture ou c'est moi qui conduisais. Personnellement, j'ai quitté le débit de boisson vers 23 heures. Lorsque je suis arrivée chez moi, j'ai remarqué que tout était allumé. Voyant la porte de la cave ouverte, je suis descendue dans la cave et j'ai vu que Latinus était pendu. Je suis remontée dans la cuisine, j'y ai pris un grand couteau. Je suis redescendue à la cave et j'ai coupé la corde. J'ai voulu téléphoner, mais je n'avais aucune tonalité à l'appareil. Finalement, je me suis rendue chez des voisins et j'ai demandé à ce qu'ils avertissent le 901.

Mon concubin m'avait confié, après que j'aie lu certains articles dans les journaux, qu'il faisait partie d'une organisation néo-nazie. Il m'a précisé qu'il risquait d'être inquiété dans une affaire de vol de documents à l'O.T.A.N. et à une affaire de double meurtre, rue Pastorale à Bruxelles. Je sais que M. Latinus avait un dossier, dit dossier Pinon. Ce dossier comprenait trois double feuillets dactylographiés. J'ignore à qui il avait reçu ce dossier. On y parlait de partouzes avec de jeunes enfants, d'un politicien dénommé Mathot, d'un autre politicien et du Juge Agneessens. J'ai brûlé ce dossier dans l'évier de ma cuisine.

A part notre dispute d'hier soir, M. Latinus n'avait pas l'air dépressif.

C'est Paul Latinus qui m'a donné le numéro de téléphone privé de sa mère.

Avant le double meurtre de la rue Pastorale, il y a eu deux ou trois réunions de membres appartenant au groupe néo-nazi, W.N.P. (Westland New Post). Parmi les gens qui se sont rendus chez moi, il y a Michel Libert qui a été arrêté, Karl Delombaerde, Jean-Paul Dauphin et un certain Frédéric, âgé d'une trentaine d'années. Je n'assistais pas aux réunions et je ne sais pas ce qui s'y disait.

/s- Lecture faite et persiste et signe.-

*Lau Kouten*

## FEUILLE D'AUDITION

Annexe n° ..... une ..... au  
P.-V. n° 31.40.413/84 du 24 Avr 84

de la brigade de Gendarmerie .....  
COURT ST. ETIENNE

Le 25 Avr 84 à 0145 heures, a été entendu par moi/nous verbalisateur(s) :

### IDENTITE :

Nom et prénom : VAN HOUTVINCK Mireille Josette,

Lieu et date de naissance : COURT ST ETIENNE, le 30 Jan 47,

Profession (1) : perforatrice Etat civil : divorcée

Adresse (2) : COURT ST ETIENNE, rue de Limoges, n° 6

qui a déclaré :

### DÉCLARATION :

"Je désire m'exprimer en langue française.

Je connais le nommé LATINUS Paul depuis seize mois. Nous vivons ensemble à mon domicile depuis cette époque soit Décembre 82. Il est exact que notre vie commune est parsemée de haut et de bas. Il m'a déjà quitté de nombreuses fois. C'est moi qui le mets à la porte parce qu'il ne se consacre pas qu'à moi ; il fréquente encore trop sa mère. De plus, il est sans travail depuis que je le connais et ne perçoit aucune rentrée d'argent. C'est donc moi qui dois l'entretenir. Hier après-midi, Paul m'a déposé à 1330 Hr au bureau de chômage à COURT ST ETIENNE. Je suis arrivée vers 1815 Hr au café du Gambrinus à LIMELETTE. Mon concubin ne s'y trouvait pas. J'ai alors téléphoné à sa mère qui m'a dit que Paul n'était pas là. Paul est arrivé au café une heure après moi environ. J'ai eu l'impression qu'il avait bu. On a bu un verre ensemble.

A un moment donné, j'ai réalisé que Paul n'était plus là. J'ai appris par le patron qu'il était parti en taxi. Un peu plus tard, le patron et la patronne m'ont amené dans leur voiture. A mon arrivée j'ai vu que tout était éclairé. A mes appels après Paul, je n'ai pas eu de réponse. J'ai vu la porte de la cave ouverte. La lampe y brûlait. Je suis descendue à la cave et j'ai aperçu Paul pendu. Je suis remontée aussi vite et redescendue avec un couteau de cuisine et j'ai coupé le lien entre la tête et le plafond. Je ne saurais décrire comment il était. Après avoir essayé de le ranimer, je suis sortie en courant avertir les voisins. J'avais voulu appeler avec mon téléphone, mais les fils étaient arrachés. Mon concubin

Pour les militaires ajouter :  
(1) Grade et numéro de matricule.  
(2) Unité.

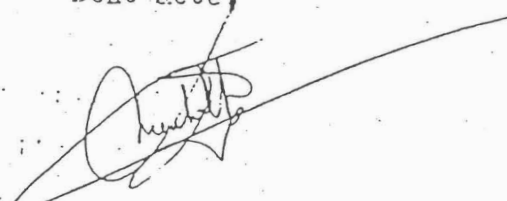
34



était ce matin sans argent. J'apprends qu'il a dans son portefeuille, trois mille six cents francs. Il serait donc allé chercher de l'argent chez sa mère, à CITICHIES, rue de l'Invasion, n° 1

Je ne m'explique pas pour quelles raisons mon concubin s'est donné la mort. Il n'avait jamais parlé de pareilles intentions. A aucun moment de la journée, il n'a parlé de cela. Mon concubin utilisait la clé de la porte de la cuisine. J'ai trouvé cette clé sur la porte à l'intérieur, la porte était fermée à clé. Je suis rentrée par la porte habituelle d'entrée qui était, elle aussi, fermée à clé. L'écrit que vous me montrez a été écrit par lui; Paul m'en a parlé tout à l'heure, au café, à LIRELETTE.  
(Lecture faite, persiste et signe dans notre carnet).

Dont acte,



# Gendarmerie

District WAVRE

Brigade Court-St-Etienne

N° 762

ANALYSE DU PROCES-VERBAL  
édigé suite à la notice n°  
40/84 de Monsieur le Juge  
d'Instruction ~~SCHLICKE~~  
~~de~~ SCHLICKE de NIVELLES.

## N CAUSE DE :

LATINUS Paul, domicilié à  
BRUXELLES, Avenue des Pagodes  
n° 38

## U CHEF DE :

meurtre par pendaison

## OBJET:

perquisition au domicile de  
la nommée:

COENRAETS Marie-Line, domiciliée  
à Court-St-Etienne, Avenue  
des Combattants, n° 261.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui Vingt-cinq avril mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 1400 heures ;  
Nous soussigné(s) POLOME André, Adjudant(OPJAPR) et COHY Freddy  
MDL de gendarmerie,  
en résidence à Court-St-Etienne, revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à la notice rappelée en marge, certifions nous être ren  
à Court-St-Etienne, Avenue des Combattants, n° 261 chez la  
nommée COENRAETS Marie-Line. La nommée COENRAETS Marie-Line  
est la fille de VAN HOUTVINCK Mireille, laquelle était la  
concubine de LATINUS Paul.

~~Arrivé~~ Nous nous sommes rendus à cette adresse accompagnés  
de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKE de NIVELLES.

Au domicile de COENRAETS était seul présent, le nommé  
CHARLIER Michel, personne vivant avec COENRAETS.

~~Arrivé~~ Nous effectuons une perquisition en ce domicile.

La maison est composée de : Au rez-de-chaussée: 1 pièce  
comprenant le salon et la salle à manger, 1 cuisine, 1 salle  
bains. A l'étage, il y a deux chambre s à coucher. A l'extéri  
il existe une remise en-dessous de la maison et un garage.  
Toutes les pièces ont été visitées.

La perquisition a débuté à 1400 heures pour se terminer à 141  
heures.

Au cours de cette perquisition, nous n'avons découvert, aucun  
dossier ou autre pièce compromettant le nommé LATINUS Paul.

DONT Acte,

# Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade de WAVRE

N° 2848/84

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

### PROCES-VERBAL SUBSEQUENT

In cause de :

ATINUS Paul

du chef de :

ide

Objet :

Audition de BIOLGHINI Mili

(tenancière du CAMBRINUS)

Audition de LACROIX Didier

(chauffeur de taxi).

Rédigé suite à la notice

n° 31.40.713/84 de Monsieur

Le Procureur du Roi à

NIVELLES.

RUBRIQUE RESERVEE AUX COPIES

L'original a été adressé

le 05/84

à M. P.R.

à NIVELLES

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

DOSSIER 140/84 de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER

de NIVELLES.

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui, vingt-cinq avril, mil

neuf cent quatre-vingt-quatre, à 0030 heures;

Nous soussigné(s), BOUCQUIAUX Luc, et

MOHIMONT Alain, MDLS, gendarmes,

en résidence à WAVRE, revêtu(s) de notre uniforme;

... Suite à la notice mieux rappelée en marge, en suite

d'enquête pour la brigade de COURT-ST-ETIENNE, entendons le

25.04.84 à 00.30 hrs, la nommée :

BIOLGHINI Mili, épouse DOUBLET Michel, née à NIVELLES le

100248, Italienne, couturière, dliée avenue DEHOLDER

103 à OTTIGNIES.L.L.N., qui nous déclare :

Je désire m'exprimer en français.

Je suis l'épouse du patron du CAMBRINUS d'OTTIGNIES.L.L.N. Hier

vers 17.15 Hrs, Mireille est venue en notre établissement. Elle

était seule. Elle m'a demandé si j'avais déjà vu Paul dans la

journée, je lui ai répondu que non. Elle a bu 2 ou 3 verres de

bière et a téléphoné une fois. Je crois qu'elle a téléphoné à

le mère de Paul. Elle est restée seule. J'ignore comment elle

est venue en notre établissement. Je sais que s'est en voiture

mais sans plus. Vers 19.00 hrs, Paul est arrivé. Mireille et

Paul ont bu un verre ensemble. Ils étaient au comptoir. Soudain

ils se sont disputés. J'ai entendu qu'elle lui disait, tu es un

salopard, qu'elle en avait marre, qu'elle voulait le quitter

et qu'il n'y avait que la mère de Paul qui comptait pour lui.

Elle lui a reproché de trop fréquenter sa mère. Elle a pleuré

lui n'a jamais rien dit. Vers 21.30 hrs, Paul m'a demandé

d'appeler un taxi, ce que j'ai fait. Les taxis blancs sont venu

Il est parti. Il n'a rien dit en partant. Mireille est restée

chez nous et lorsque nous avons fermé, nous avons été la recon-

duire chez elle à COURT-ST-ETIENNE? Nous avons déposé Mireille

# Gendarmerie

District WAVRE  
Brigade COURT ST ETIENNE

N° 740

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

PROCES VERBAL SUBSEQUENT  
(Dossier n° 140/84 de  
Mr le J.I SCHLICKER)

### SUICIDE .

victime ;  
LATINUS Paul, ingénieur  
né le 14 Jan 50,  
domicilié à ~~WAVRE~~ BRUXELLES  
Avenue des Pagodes, 38

Objet; restitution  
d'objets personnels.

Faits passés à OTTIGNIES  
le 26 Avr 84

Rédigé suite à notre PV  
initial n° 31.40.713/84  
( Dossier 140/84 de  
Mr le Juge d'Instruction  
SCHLICKER)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

Mai 84

Mr le J. Instruction  
SCHLICKER à NIVELLES

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

DOSSIER N° 140/84 de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKER.

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui VINGT SIX AVRIL mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 1400 heures ;  
Nous soussigné(s) MARCHAL Pol, 1MDL Chef  
et VAN MAERCKE Jean-Pierre, MDL  
de gendarmerie,  
en résidence à COURT ST ETIENNE revêtu(s) de notre uniforme ;

A la suite du décès du nommé LATINUS Paul, nous avons  
repris le portefeuille de la victime, un trousseau de clés  
De plus, la voiture de la victime, une VV FORD TAUNUS imma-  
triculée ARH178, était demeurée en stationnement à LIMELETTE  
à proximité de l'établissement fréquenté en dernier lieu  
par LATINUS.

Le 26 Avr 84 à 1400 Hr, nous nous sommes rendus à  
LIMELETTE, nous y avons récupéré la voiture de la victime  
Le véhicule se trouvait toujours stationné à l'endroit où  
il avait été abandonné. Nous, premier verbalisant, avons  
conduit la voiture FORD Taunus et l'avons ramenée sans inci-  
dent au domicile de la mère de la victime, soit à OTTIGNIES  
Rue de l'Invasion, n° 1, où nous sommes arrivés à 1430 Hr

Nous avons rencontré la mère de LATINUS Paul ; la voi-  
ture a été rentrée dans le garage de l'habitation, les pla-  
ques d'immatriculation ont été enlevées à la demande de la  
mère, les papiers de bord et la clé de contact ont été remis  
ainsi que le trousseau de clé et le portefeuille contenant  
trois mille six cents francs.

### AUDITION- RESTITUTION.

En son domicile, le 26 Avr 84 à 1435 Hr, entendons :

LANOY Francine, veuve LATINUS George, pensionnée  
née à MONTIGNIES SUR SAMBRE, le 25 Avr 1910

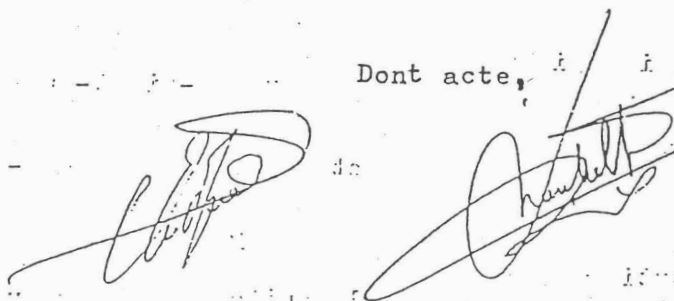
domiciliée à 1340 OTTIGNIES LLN, rue de l'Invasion, 1,  
qui nous déclare :

"Je désire m'exprimer en langue française. Je reprends possession ce  
jour des effets suivants :

- un trousseau de clés m'appartenant, trousseau de couleur rouge.
  - le portefeuille noir contenant trois mille six cents francs,
- ainsi que la voiture FORD Taunus immatriculée ARH178 et les documents  
de ce véhicule.

(Lecture faite, persiste et signe dans notre carnet).

Dont acte,



# Gendarmerie

District de WAVRE  
Brigade de surveillance et  
de recherches  
N° 348/84

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT  
(Suicide par pendaison)

En cause :

LATINUS, Paul, 14.01.50  
dlié à LAEKEN, avenue  
des Pagodes n° 38

Décès survenu à COURT-ST-  
ETIENNE, rue de Limauges  
n° 6, le 24.04.84 entre  
21.30 et 23.00 Hrs

Rédigé suite aux notices  
n° 31.40.713/84/Bde de  
COURT-ST-ETIENNE

Notices n° 140/84 de  
Monsieur le Juge d'Ins-  
truction SCHLICKER à  
NIVELLES

OBJET :

Restitution des bijoux  
rtés par Paul LATINUS,  
à LANOY Francine, dliée  
à OTTIGNIES-LLN, rue de  
l'Invasion n° 1

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

Monsieur le J.I. SCHLICKER

NIVELLES

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

Notices n° 31.40.713/84 - Parquet de NIVELLES

Dossier n° 140/84 de Monsieur le J.I. SCHLICKER

PRO JUSTITIA



Ce jourd'hui trente avril mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 17.00 heures ;  
Nous soussigné(s) BIHAY, Gérard et BALEFROID, Franz  
sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à la BSR de WAVRE, non revêtu(s) de notre uniforme ;

dans le cadre de l'enquête relative au dossier mentionné en  
émargement, informons Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER  
de ce que nous avons restitué les bijoux que Paul LATINUS por-  
tait lors de son décès, et qui nous ont été remis par le méde-  
cin légiste, le docteur CHAILLY, à la mère de l'intéressé :

LANOY, Francine, Laure, Elvire, veuve de LATINUS Georgius,  
pensionnée, née à MONTIGNIES S/Sambre le 25.04.10  
et domiciliée à OTTIGNIES-LLN, rue de l'Invasion n° 1.

Aux date et heures mentionnées ci-dessus, celle-ci déclare  
"Je désire m'exprimer en langue française.

"Je déclare rentrer en possession d'une chevalière en or  
jaune, gravée des initiales P.L. enlacées, ainsi que d'une  
montre-bracelet à quartz, de marque ALTIC, à cadran bleu.

Ces objets, que vous me remettez, ont bien appartenu à mor  
fils Paul."

Après lecture, persiste et signe dans le carnet du premier  
verbalisant.

Dont acte

# Gendarmerie

District W A V R E  
Brigade B S R

N° 345

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

digé suite au dossier n°  
0/84 de Monsieur le Juge  
Instruction SCHLICKER à  
NIVELLES.

Charge de :  
FINUS Paul.

chef de :  
ICIDE.

jet :  
enseignements.  
dition de LECOMTE Alain

92230 - Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 42115 Cat. S.R.F.B.)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M .....  
d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Dossier n°140/84 de Monsieur le Juge d'Instruction  
SCHLICKER à NIVELLES.

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui quatre mai mil  
neuf cent quatre - vingt - quatre à 1615 heures ;

Nous soussigné(s) F A T I N Y, Pierre IMDL Chef et  
B E E R S A E R T S, Jean - Pierre IMDL de gendarmerie,  
en résidence à LA BSR de WAVRE, non revêtu(s) de notre uniforme ;  
et porteurs de notre carte d'identité de service, -  
faisant suite au dossier repris en marge exposons  
Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER qu'il nous  
était revenu que Monsieur : -----  
L E C O M T E, Alain, célibataire, o/mécanicien, né  
à OTTIGNIES le 06 janvier 1962 et de  
micilié à COURT-ST-ETIENNE, avenue  
Combattants, n° 113, -----  
connaissait Monsieur Paul LATINUS et qu'il s'était  
même battu avec ce dernier dans un café de COURT-S-  
ETIENNE. -----

### AUDITION.

Certifions avoir entendu à la prison de NIVELLES au  
date et heure précitées Monsieur Alain LECOMTE qui  
nous a confirmé la chose. Son audition est annexée  
présent. -----

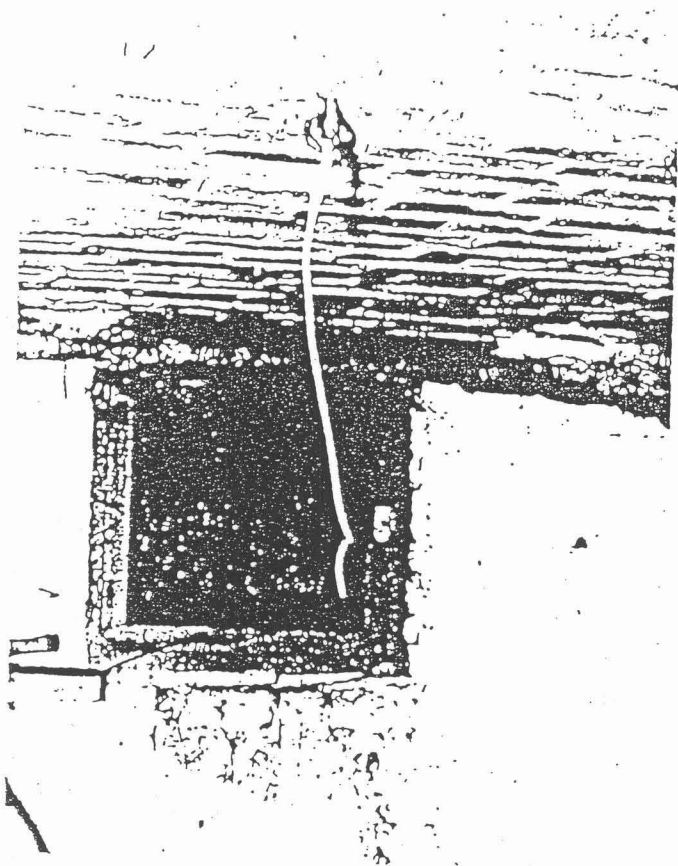
### RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

La même déclaration a été annexée à notre procès-v  
n° 346 en date du 04 mai 1984 et adressée à Monsie  
le Juge d'Instruction BAEYENS dans le cadre de son  
dossier n° 362/83 concernant le meurtre du Docteur  
Michel DELESCAILLE. -----

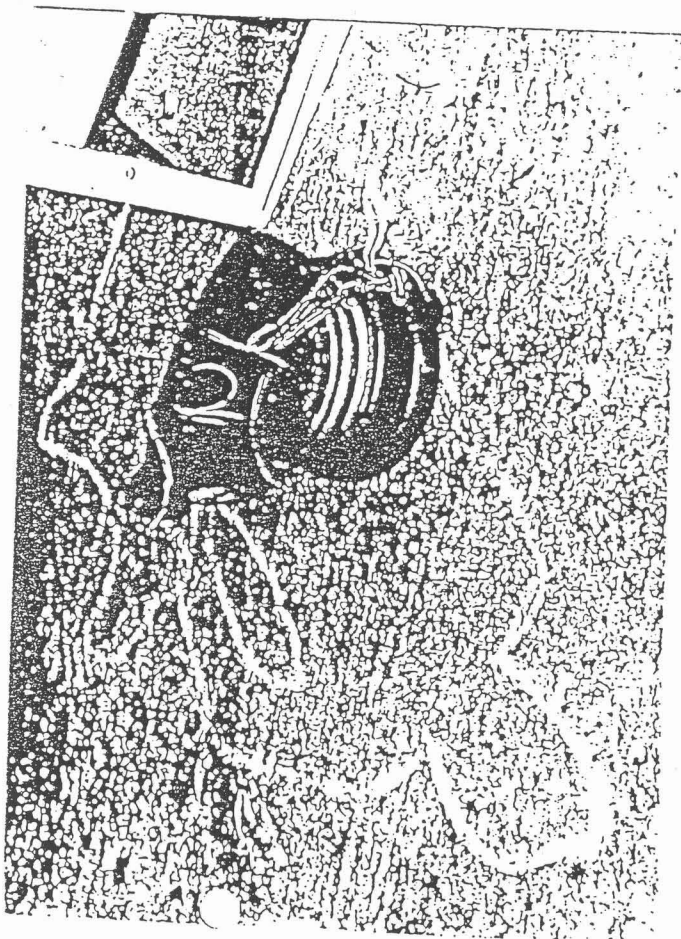
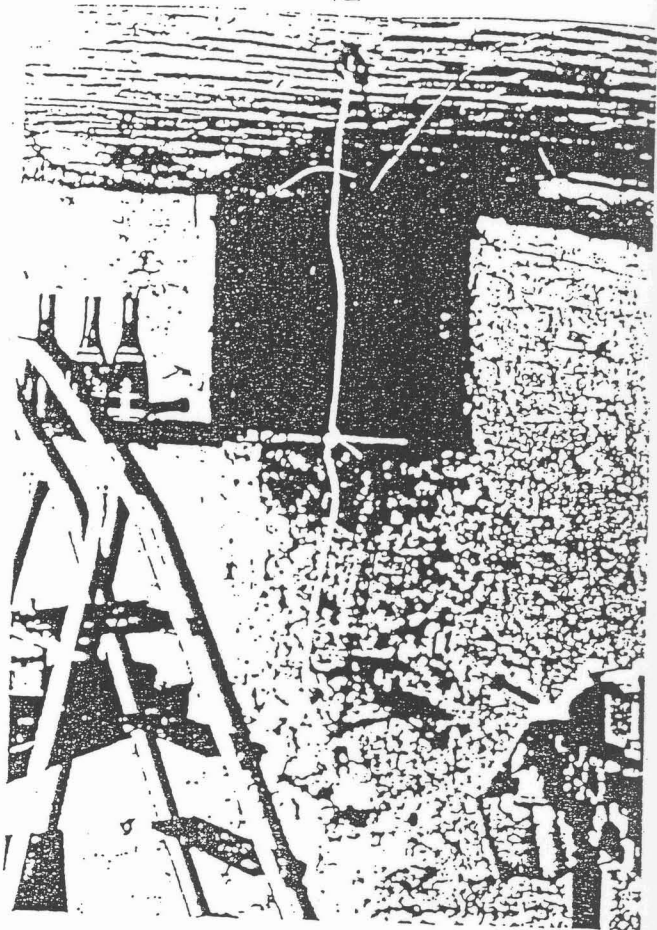
Dont ac

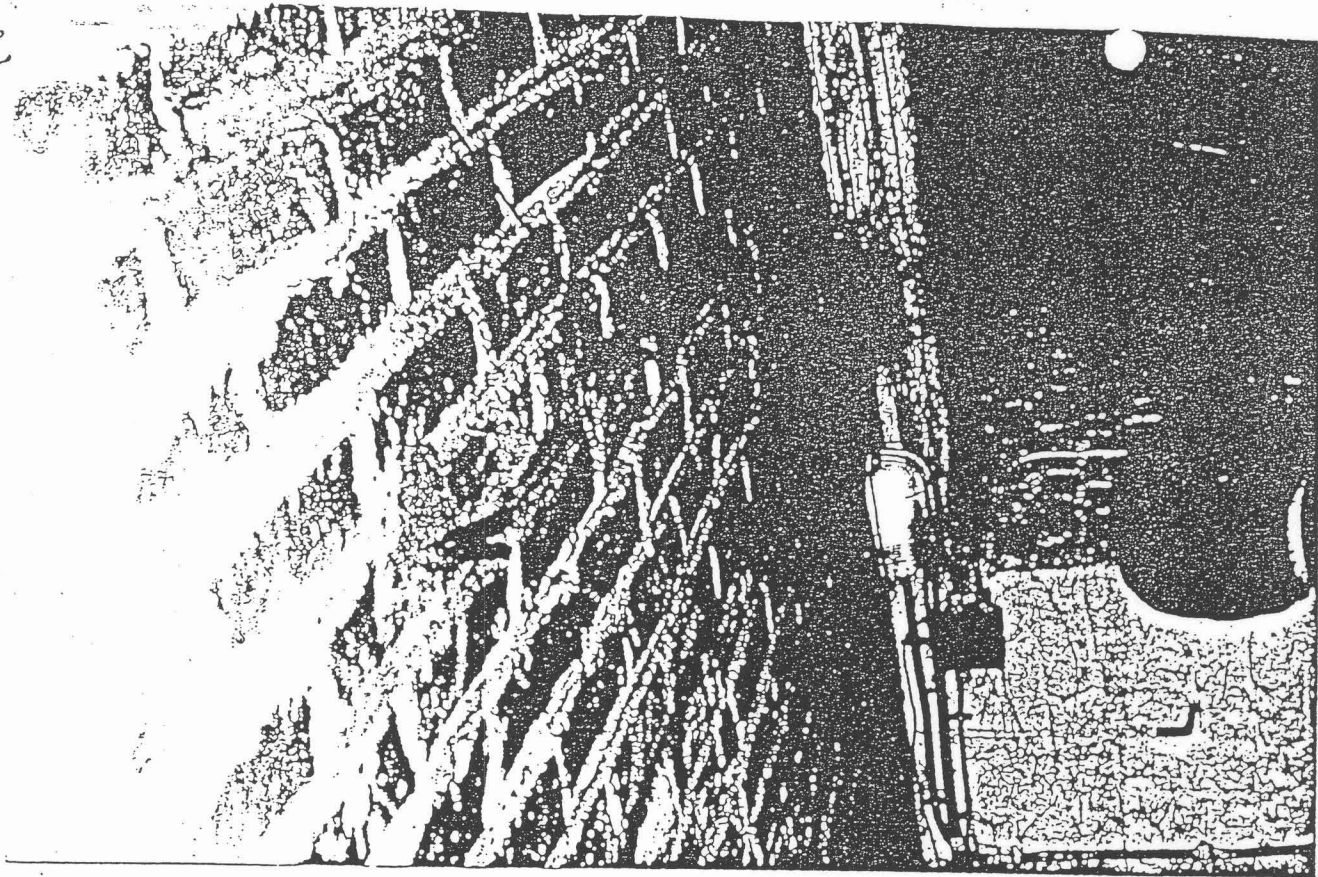


5

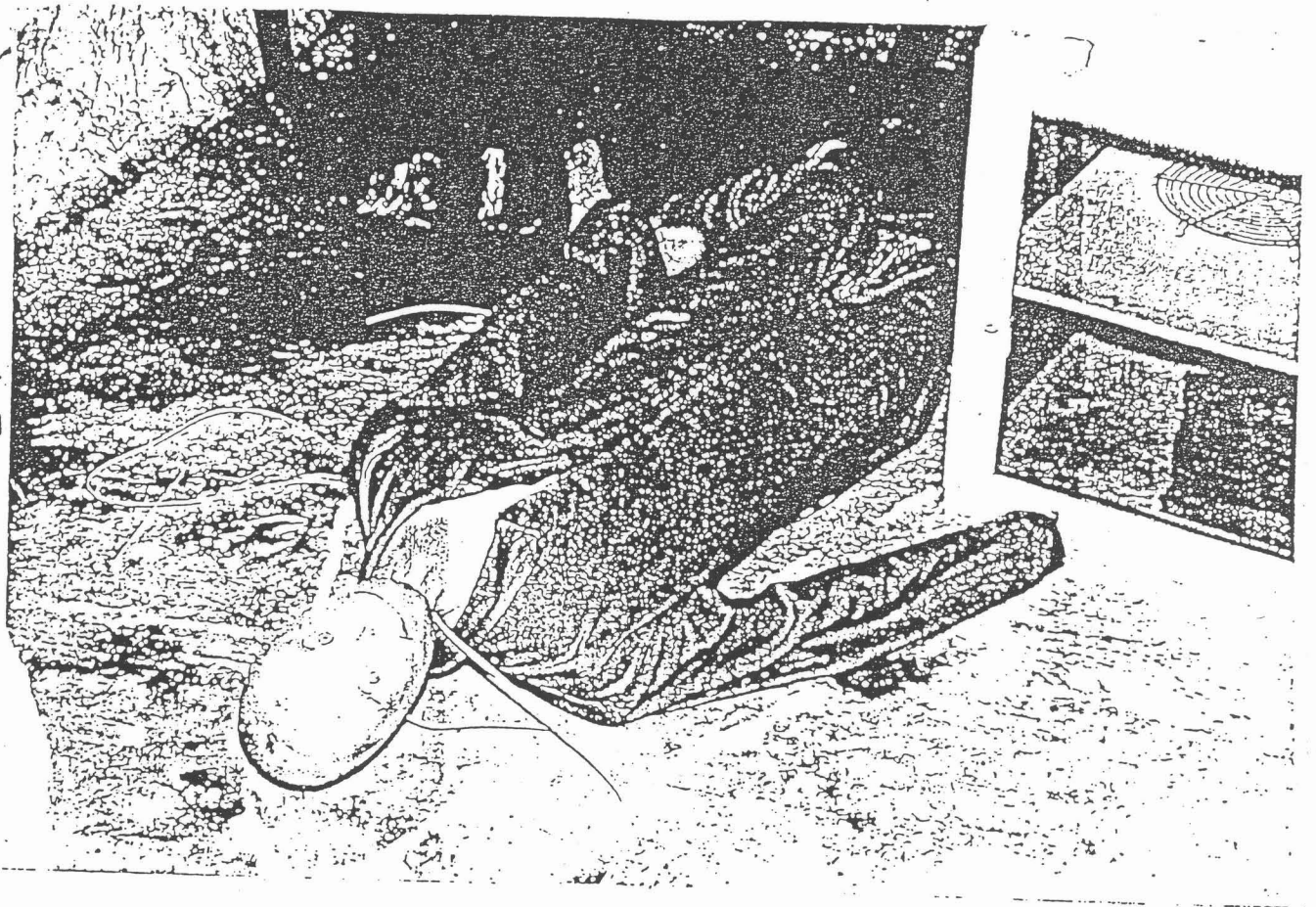


4

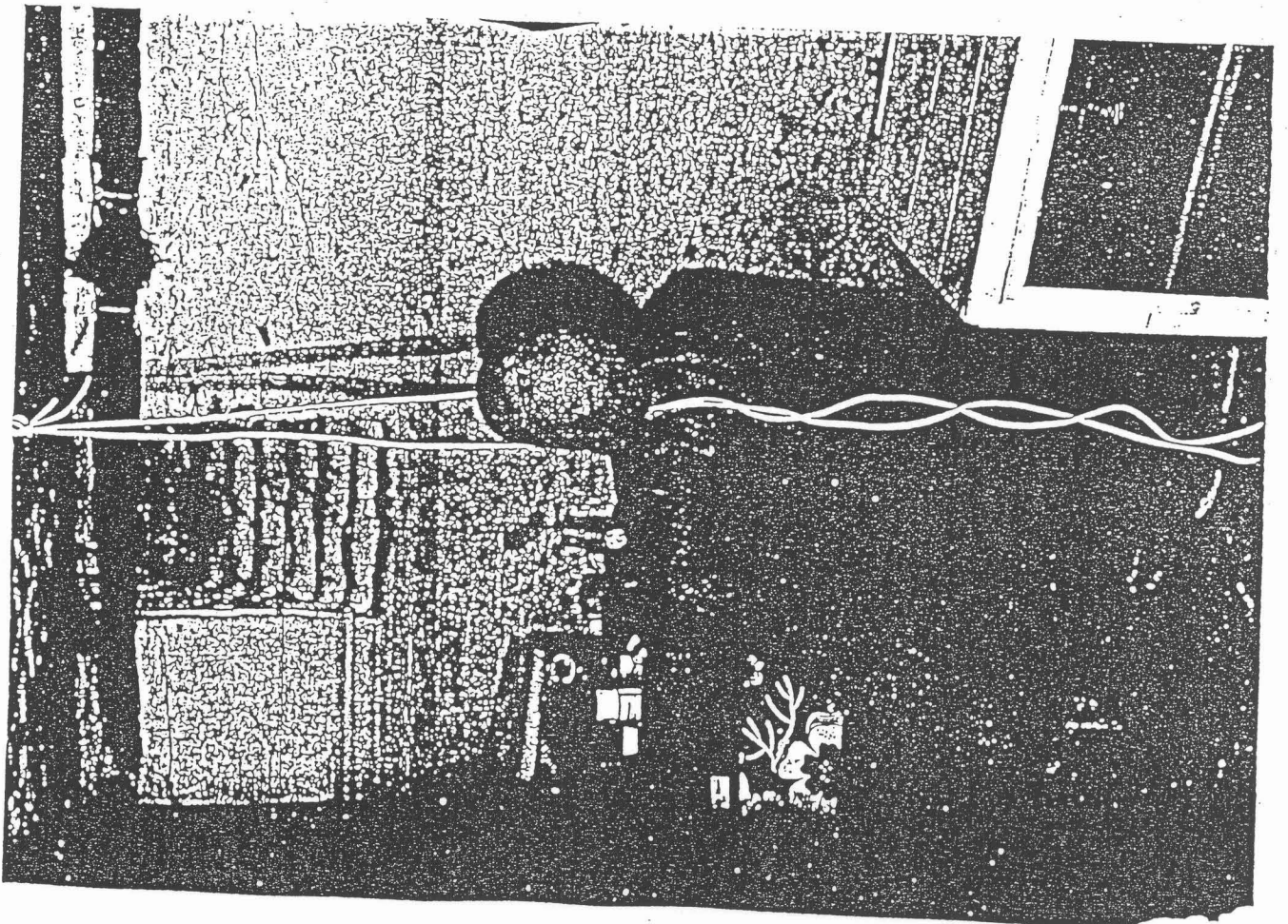






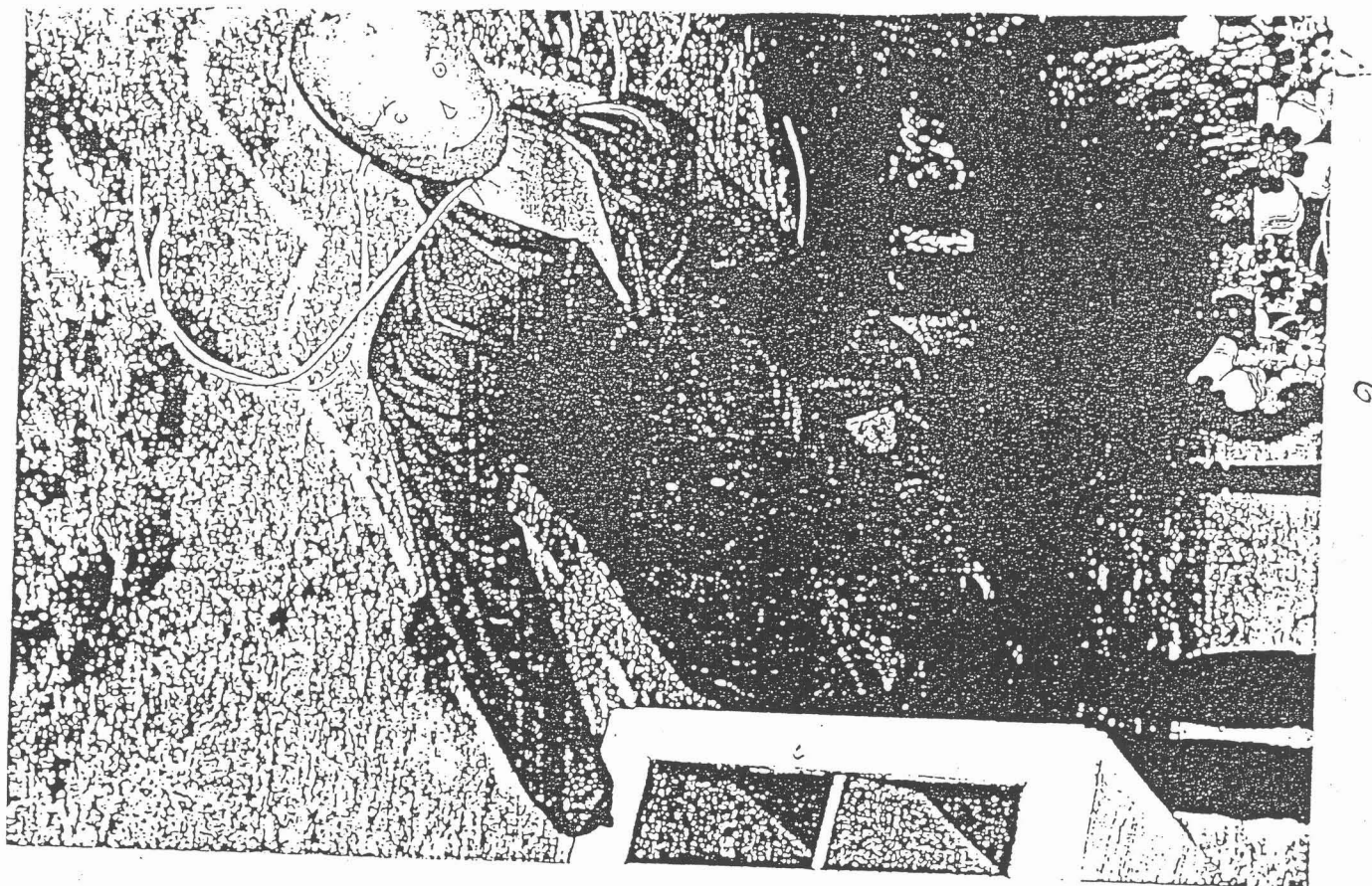


7



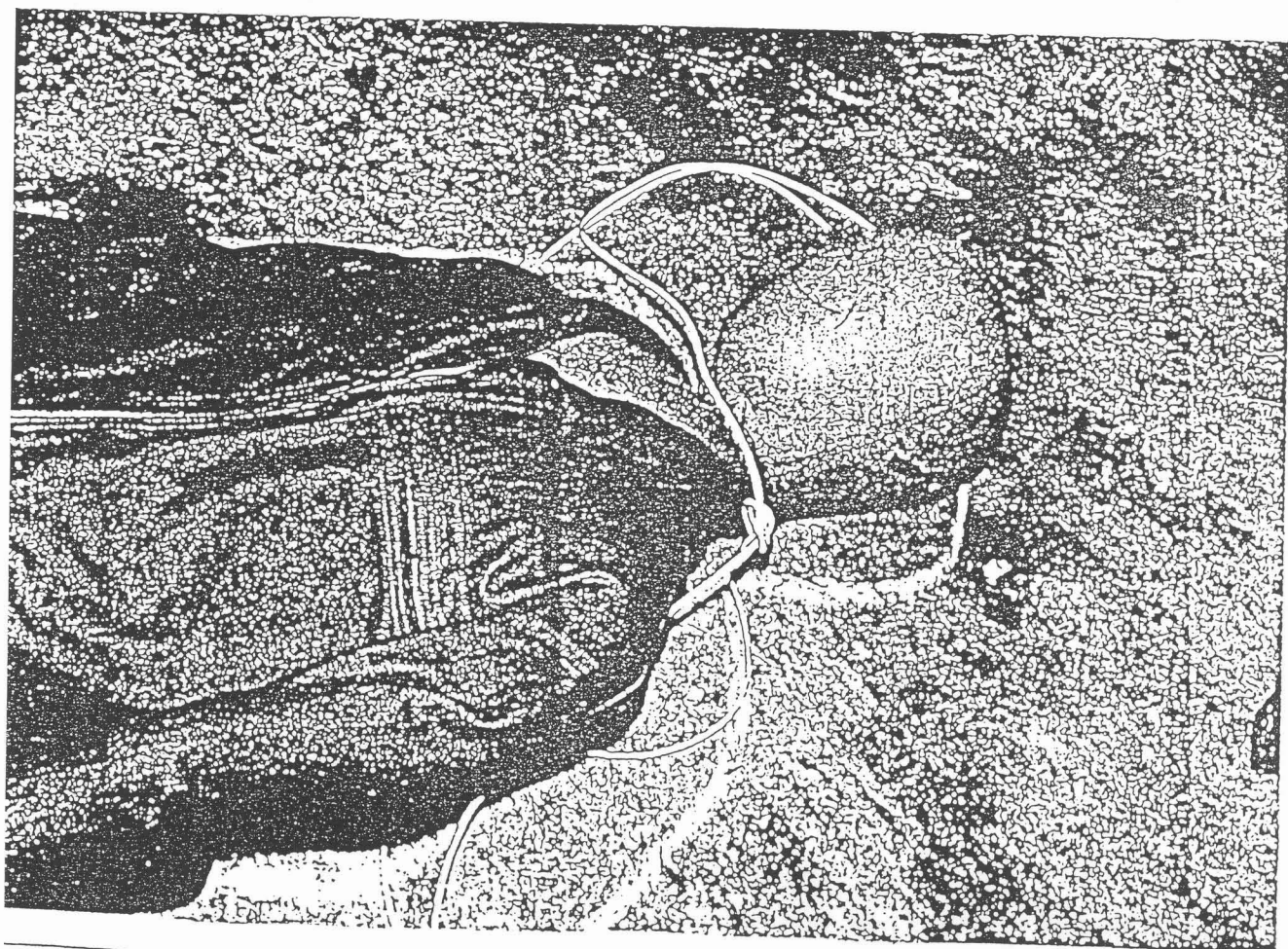
8

8



6

6



7

5

2



Le 04.05.84 à 16.15 heures, nous entendons en la prison de NIVELLES, le sieur : LECOMTE, Alain, célibataire, o/mécanicien, né à OTTIGNIES, le 06.01.62, dlié à COURT-St-ETIENNE, avenue des Combattaznts, n° 113.

Qui nous déclare :

Je désire m'exprimer en langue française et fais choix de la procédure en cette langue en justice.

Je connaissais effectivement Paul LATINUS. J'avais fait sa connaissance il y a environ un an, parce que son amie était une amie de ma mère. Elle se prénomme Mireille. Je rencontrais Paul LATINUS dans des cafés de COURT-St-ETIENNE, soit au bon accueil, où il allait souvent, soit au café du monument, chez Luc. Je ne saurais vous dire s'il est déjà venu chez mes parents à COURT-St-ETIENNE, en tous cas je ne l'ai jamais rencontré. J'ai appris son décès par la presse en prison. Je ne saurais pas vous dire si on pouvait présager un suicide de sa part, je ne le connaissais pas assez. C'était quelqu'un de plutôt sournois. Il est exact que dans les environs du mois de février 1984, j'ai eu un incident avec lui. Je me trouvais dans le café du monument, un vendredi ou un samedi soir. Je savais depuis une semaine qu'il racontait à qui voulait l'entendre, que j'étais un drogué, et que j'avais ennuis avec la drogue. L'ayant rencontré ce soir-là, je l'ai interpellé à ce sujet. Il a nié avoir déclaré cela et je me suis alors énervé. Je l'ai empoigné par son veston et je l'ai soulevé. Quelqu'un est intervenu et je me suis calmé. Aucun coup n'a été échangé. J'ai alors quitté le café. Vous me demandez si je suis au courant que Mireille CRACCO et Paul LATINUS se connaissaient, je ne les ai jamais vu ensemble, et je n'en ai jamais entendu parler. Vous me demandez si Paul LATINUS et le docteur Michel DESCAILLE se connaissaient. Je vous réponds que je n'en sais rien. J'ai évidemment rencontré LATINUS plusieurs fois après le meurtre de DELESCAILLE, et cela n'a jamais été un sujet de discussion entre nous. Pour ma part je me suis rendu une fois chez Mireille, son amie, à COURT-St-ETIENNE. J'avais tondu la pelouse mais Paul LATINUS n'était pas présent.

Je ne sais rien vous dire d'autre si ce n'est que LATINUS m'a une fois raconté qu'il chassait après les espions russes. Il essayait toujours de me convaincre, ainsi que les gens avec qui il parlait et voulait ancrer ses idées aux autres. Je ne sais faire aucune liaison entre LATINUS, DELESCAILLE, et Mireille CRACCO, et je n'en vois d'ailleurs aucune. Je peux encore vous préciser que je n'ai jamais rencontré Paul LATINUS sur le site universitaire de LOUVAIN-LA-NEUVE. Je ne saurais vous préciser s'il se rendait parfois à cet endroit.

(Après lecture persiste et signe au carnet.)

Nous réentendons ensuite LECOMTE, Alain, mieux identifié ci-avant, qui nous déclare

Je désire m'exprimer en langue française et fais choix de la procédure en cette langue en justice. Je peux encore vous préciser que lors de l'incident dans le café " le monument " avec Paul LATINUS, le patron Luc, est intervenu pour nous séparer, soudain j'ai été attrapé par un homme d'environ 30 ans, de grande taille, assez baraqué. Cet homme portait un plâtre à un bras, mais je ne saurais préciser

.../...

lequel. Il m'a jeté dehors et à ce moment, je me suis retrouvé avec deux autres types qui se trouvaient dans le café. Ils n'ont pas réussi à me frapper. L'homme avec son plâtre a voulu me frapper au visage avec son plâtre, j'ai esquissé et il du fendre son plâtre sur le sol. Je me suis relevé très vite, et j'ai commencé à crier. Ils sont alors rentrés tous les trois dans le café, quand j'ai menacé d'appeler les flics. Je peux encore vous préciser que l'homme au plâtre voulait me crever les yeux. Je n'ai pas remarqué que ces hommes étaient habillés avec des pièces d'habillement militaires, ou tous habillés de ma même manière. L'homme au plâtre fréquente assez souvent le café du globe à COURT-St-ETIENNE. Je n'ai jamais eu l'impression avant l'incident que ces hommes étaient avec Paul LATINUS dans le café.

Geïgnier était au comptoir avec son amie Mireille, les hommes attablés dans le café. Ils ne se sont pas parlés. Je connais effectivement un homme qui se fait appelé " Bert ". Ils s'agit du patron de la rive blanche à LOUVAIN-LA-NEUVE. Il est assez grand, porte une moustache, et a une alfa-Roméo noire. Je sais qu'il fume du haschisch, je ne sais pas s'il prend autre chose. Je n'ai jamais eu d'ennui avec lui je ne l'ai jamais vu violent.

( Après lecture persiste et signe au carnet.)

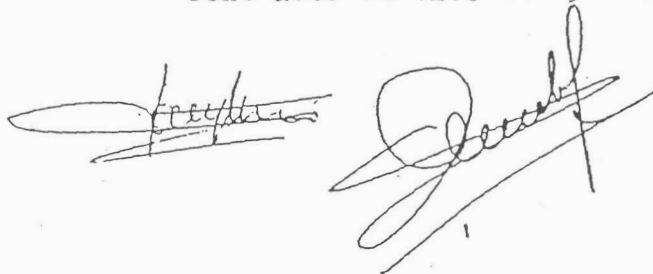
Dont acte,

-----  
Audition de:

DEJOMBAERDE, Charles, Ernest, Adolphe, pensionné, né à NGAWI (JAVA) le 10-9-09 et domicilié à BRUXELLES, rue Washington n°6, qui nous déclare ce 12-6-84 à 1500hrs en son domicile:

"Je désire m'exprimer en langue française mais en justice je désire m'exprimer en langue néerlandaise. Pour répondre aux questions du Magistrat Instructeur de Nivelles, dans l'affaire LATINUS, j'apporte les précisions suivantes: parmi les noms dans la liste établie avec des amis, je cite, sans aucune préférence ni accusation, particulière, les personnes susceptibles d'en vouloir à la vie de LATINUS: Mr SMETS, de la Sûreté de l'Etat, Mr Michel LIBERT qui habite BRUXELLES, Chaussée de Waterloo, les membres de la famille de MARCEL BARRIER, ainsi que les proches de LAMNERS Eric, une personne dans les fréquentations de café de Mireille VAN HOUTVINCK mais non désignée nommément par LATINUS, certains membres du Front de la Jeunesse parce que LATINUS a quitté ce mouvement, notamment Mr DOSSOGNE membre de l'ancien NEM CLUB; ensuite un arabe dénommé FAEZ AL AJJAZ, domicilié à BRUXELLES Avenue de l'Armée n°20, pour lequel LATINUS a travaillé au point de vue renseignement et entre lesquels il y eut une cassure suite à un événement que je ne connais pas. En dernier lieu LATINUS m'a parlé d'un groupe de lybiens dans lequel il était parvenu à s'introduire. Il m'avait dit qu'il devait se méfier de ces gens, dont j'ignore les noms ni les endroits où ils se réunissaient. Concernant les menaces à l'égard de LATINUS, ce qui précède est suffisamment explicite. Pour ce qui est de l'éventuelle protection je précise: d'abord que LATINUS, de par ses activités diverses, ne prenait aucune précaution, alors que dans notre groupe (WNP) nous avons décidé de toujours assurer un minimum de précautions. A son égard, aucune mesure de protection n'a été prise par notre groupe, je crois qu'il les aurait refusées, il avait horreur de cela."  
(Après lecture persiste et signe au carnet).

Dont acte et clos ce 13-6-84





CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

Nivelles, le ..... 197

NIVELLES

Corresp. n°

Notice n° 140/84

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

REQUISITOIRE

Nous, J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal de première instance de Nivelles;

Requérons Monsieur le Docteur Paul Chailly, médecin légiste, Laboratoire d'anatomie pathologique et de médecine légale, 35, rue Wayez à Braine l'Alleud;

De nous accompagner sur les lieux de la reconstitution à Court-Saint-Etienne, 6, rue de Limauges (décès de Latinus Paul) le vendredi 1er juin 1984 à 15 heures;

Fait en notre Cabinet, au Palais de Justice à Nivelles, le seize mai mil neuf cent quatre-vingt-quatre.-

*[Signature]*

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

J-Michel SCHLICKER

Bur. :

Doss. n° : 140/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

TRANSMIS

RENVOYE

} à MONSIEUR

J. 31.

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

à Court Saint Etienne

en le priant de bien vouloir noter que je  
descendrai sur les lieux à Court-Saint-Etienne,  
6, rue de Limauges, en vue d'une reconstitution  
(décès de Latinus Paul) le vendredi 1er juin 1984  
à 15 heures.

Il y aurait lieu que les verbalisants  
soient présents.

Madame le Juge d'Instruction Lyna de  
Bruxelles accompagnera.

COURT-ST-ETIENNE

Entrée le: 18 Mai 1984

Sortie le: 24 Mai 1984

N° 424/

NIVELLES le 16 mai 1984 1984

Le Juge d'instruction,

# Gendarmerie

District WAVRE  
Brigade Court-St-Etienne

N° 900

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

édigé suite à la notice n°  
40/84 de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKER de  
NIVELLES.

CAUSE DE :

LATINUS Paul

CHEF DE :

cèx suspect

OBJET:

enseignements.

98652 - Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cl. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui Vingt-deux mai mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 1010 heures ;

Nous soussigné(s) POLOME André, Adjudant

de gendarmerie,

revêtu(s) de notre uniforme ;

en résidence à Court-St-Etienne  
Suite à la notice rappelée en marge, portons à la connaissance  
de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER de NIVELLES, qu'un  
seul des verbalisant sera sur place pour la reconstitution  
du 01 juin 1984 en cause de LATINUS <sup>P</sup>aul.

Il s'agira du second verbalisant. Le premier verbalisant est  
actuellement en congé à l'Etranger et ce, jusqu'au 04 juin 1984

DONT Acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

M

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

ARRONDISSEMENT DE

Cabinet

du Juge d'Instruction

Dossier n°

# Rapports d'Expertise

CABINET DE BIOLOGIE CLINIQUE  
Biolcg. : A. SCHMITZ  
ex-Professeur de Toxicologie et Chimie Médicale (E.T.)  
3, rue du Paradis - 5864 NIL-ST-VINCENT  
Téléphone : (010) 65 50 94

5864 WALHAIN, LE 30 mai 1984

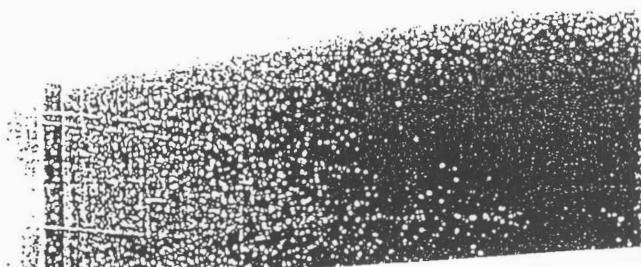
à Monsieur J. MICHEL SCHLICKER  
Juge d'Instruction à NIVELLES

Monsieur le Juge d'Instruction,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint le rapport  
de l'analyse que vous nous avez confiée.

Nous vous en souhaitons bonne réception, et vous prions  
de croire à l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

A. SCHMITZ



Coût = 44.279 F

ADRIEN SCHMITZ

BIOLOGISTE-CHIMIE - TOXICOLOGUE

EXPERT AUPRÈS DES TRIBUNAUX

TÉL. (019) 48 88 84

Professeur A. HEYNDRIKX  
Directeur du Laboratoire de Toxicologie  
Université de GAND

5984 WALHAIN, LE 30 Mai 1984

3, RUE DU PARADIS

Dossier N°: 140/84

En cause : LATINUS Paul

Nous soussignés, Professeur A. HEYNDRIKX, Directeur du Laboratoire de Toxicologie de l'Université de l'état à GAND et A. SCHMITZ Biologiste désignés par réquisitoire de Monsieur J. Michel SCHLICKER, Juge d'Instruction à NIVELLES, en date du 24 avril 1984, avec mission de procéder à l'analyse toxicologique des prélèvements provenant de LATINUS Paul, avons rempli comme suit la mission qui nous a été confiée.

RAPPORT DE L'ANALYSE TOXICOLOGIQUEA. RECHERCHE DE DERIVES BARBITURIQUES ET ANALOGUES ( Suivant la Méthode Sunshine)

10 gr de sang, 10 gr d'urine, 10 gr de l'estomac sont acidifiées avec de l'acide sulfurique à 10% et ensuite extraits durant 10 minutes avec 100 ml de chloroforme.

Les phases chloroformées ainsi obtenues sont filtrées et extraites à l'aide de NaOH 0,5 N.

Les phases chloroformées sont conservées pour la recherche de poisons neutres.

Les phases neutres sont acidifiées et extraites à nouveau avec 50 ml de chloroforme.

Les 50 ml de chloroforme sont filtrés et évaporés à sec.

Les résidus sont repris dans 0,1 ml d'éthanol : 50  $\mu$ l sont appliqués sur une plaque chromatographie couche-mince en même temps que les étalons Luminal, Prominal, Vespérone et Sécobarbital.

Comme éluant est employé un mélange de 9 parties de chloroforme et 1 partie d'acétone.

Après vaporisation d'un réactif à base d'ions mercuriques et une solution de 5 mg de Diphénylcarbazone dans 50 ml de chloroforme, les étalons donnent des taches aux valeurs de  $R_F$  suivantes:

Luminal	: $R_F$ 0,22
Prominal	: $R_F$ 0,65
Vespérone	: $R_F$ 0,36
Sécobarbital	: $R_F$ 0,50

Les extraits du sang, de l'urine et de l'estomac ne présentent aucune tache indiquant la présence de dérivés barbituriques ou analogues.

---



#### 8. RECHERCHE DE POISONS NEUTRES ( Suivant la Méthode Sunshine)

Les phases chloroformées collectées lors de l'isolation des dérivés barbituriques sont lavées à l'eau, filtrées et évaporées à sec.

Les résidus sont ensuite dissouts dans 0,1 ml d'éthanol dont 50 sont appliqués sur une plaque chromatographie couche-mince en même temps que les étalons Méprobamate et Mérinax.

Comme éluant est employé un mélange acétone-chloroforme ( 1:1).

Après vaporisation d'un réactif contenant du furfural dans de l'acétone, suivie de l'acide sulfurique dans de l'acétone, les étalons donnent des taches aux valeurs  $R_F$  suivantes:

Méprobamate :  $R_F$  0,32

Mérinax :  $R_F$  0,59

Dans les extraits du sang, de l'urine et de l'estomac aucune tache indiquant la présence de Méprobamate ou dérivés analogues n'est retrouvée.

L'autre moitié des résidus ( 50  $\mu$ l ) est également appliquée sur une plaque chromatographie couche-mince en même temps que l'étalon Carbromal.

Comme éluant, un mélange acétone-chloroforme (1;1) est employé.

Après développement, la plaque est vaporisée avec du NaOH à 5%, chauffée à 110°C durant 20 minutes et vaporisée à nouveau avec une solution de fluorescéine.

Après vaporisation d'un réactif à base de perhydrol et d'acide acétique, le Carbromal présente une tache rose à la valeur  $R_F$  0,67.

Les extraits du sang, de l'urine et de l'estomac ne présentent aucune tache indiquant la présence de Carbromal.

C. RECHERCHE DE POISONS ALCALINS ( Suivant la Méthode Sunshine)

25 gr de foie, 25 gr de rein et 25 gr de l'estomac sont acidifiés avec 100 ml d'éther.

Les phases aqueuses acides sont alcalinisées à l'aide de NaOH 10 N et extraites deux fois avec 200 ml d'éther.

Les phases étherées sont lavées deux fois avec 5 ml de NaOH 0,001 N et ensuite séchées avec du  $\text{Na}_2\text{SO}_4$  anhydre.

Ensuite elles sont extraites deux fois avec 10 ml d'HCl 0,1 N.

Les phases aqueuses ainsi obtenues sont chauffées afin d'évaporer les restants d'éther.

Un spectre U.V. est enregistré entre 210 et 350 nm avec le spectrophotomètre UNICAM SP 1700.

Les spectres U.V. des extraits ne sont pas spécifiques.

Les phases aqueuses collectées sont ensuite alcalinisées avec 1 ml de NaOH 10 N et extraites deux fois avec 20 ml d'éther.

Les phases étherées sont séchées avec du  $\text{Na}_2\text{SO}_4$  anhydre, filtrées et évaporées à sec.

Les résidus sont repris dans 0,1 ml d'éthanol, dont 50 sont appliqués sur une plaque chromatographie couche-mince en même temps que les étalons Tryptamine, 8-phényléthylamine, Caféine et Nicotine.

Comme éluant un mélange de chloroforme, d'acétone et d'ammoniaque (50:50:1) est employé.

Après vaporisation d'un réactif à base d'ions ferriques, puis à base d'ions de vanadium et suivie du réactif de Dragendorff et réactif à l'iodoplatinate, les étalons donnent des taches aux valeurs  $R_F$  suivantes:

Tryptamine	: $R_F$ 0,56
8-Phényléthylamine	: $R_F$ 0,80
Caféine	: $R_F$ 0,70
Nicotine	: $R_F$ 0,68

Les extraits du foie, du rein et de l'estomac ne présentent aucune tache indiquant la présence des poisons alcalins.

D. RECHERCHE DE BENZODIAZEPINES: (TEMESTA<sup>R</sup>, LEXOTAN<sup>R</sup>, MOGADON<sup>R</sup>, SERESTA<sup>R</sup>, ROHYPNOL<sup>R</sup>, VALIUM<sup>R</sup> et ANALOGUES.

25 gr de foie, 25 gr de rein et 25 gr de l'estomac sont mis au pH 8-9 avec  $K_2CO_3$  et ensuite extraits deux fois avec 100 ml d'éther.

Les phases étherées sont lavées deux fois avec une solution saturée de  $K_2CO_3$  et ensuite séchées avec du  $Na_2SO_4$  anhydre.

Par après elles sont extraites deux fois avec 10 ml d'HCL 4 N.

Les phases aqueuses ainsi obtenues sont chauffées sur un bain d'huile à 125 °C pendant 30 minutes.

Les phases aqueuses sont collectées et extraites avec 50 ml d'éther (phase 1)/

Ensuite, les phases aqueuses sont alcalinisées avec 10 ml de NaOH 10 N et extraites à nouveau avec 50 ml d'éther (phase 2).

Les phases étherées ( phases 1 et 2 ) sont séchées avec du  $Na_2SO_4$  anhydre, filtrées et évaporées à sec.

Les résidus sont repris dans 0,1 ml d'éthanol, dont 50 sont appliqués sur une plaque chromatographie couche-mince en même temps que les étalons (produits d'hydrolyse) Temesta , Sersta, Lexotan, Mogadon, Rohypnol et Valium.

Comme éluant un mélange de toluène et d'acétonitrile ( 95:5 ) est employé.

Après vaporisation avec 2 N  $H_2SO_4$  , diazotation et varisation avec 0,2% de dichlorure de N(1-naphtyl)éthylènediamine, les étalons présentent des taches aux valeurs de  $R_F$  suivantes:

produit d'hydrolyse de Temesta	: $R_F$ 0,63
produit d'hydrolyse de Seresta	: $R_F$ 0,60
produit d'hydrolyse de Lexotan	: $R_F$ 0,23
produit d'hydrolyse de Mogadon	: $R_F$ 0,42
produit d'hydrolyse de Rohypnol	: $R_F$ 0,65
produit d'hydrolyse de Valium	: $R_F$ 0,70

Les extraits du foie , du rein et de l'estomac ne présentent aucune tache indiquant la présence de benzodiazépines.

D2 : RECHERCHE DE ROHYPNOL par la Méthode de BAUMLER.

1 gr de sang est extrait et injecté dans le chromatographe.

L'extrait du sang ne montre aucun pic qui corresponde à l'étalon de Rohypnol.

Le résultat est donc négatif.

E : RECHERCHE DE L'ALCOOL ETHYLIQUE.

L'alcool est recherché dans le sang, l'urine et le foie par chromatographie en phase gazeuse.

Les résultats sont les suivants:

dans le sang	: 1 gr 87 / L
dans l'urine	: 2 gr 57 / L
dans le foie	: 1 gr 19 / L

F : RECHERCHE DE L'OXYDE DE CARBONE (CO)

1. 1 ml de sang est hémolysé avec 5 ml de  $\text{NH}_4\text{OH}$  0,4 N et dilué jusqu'à 100ml. Par examen spectrophotométrique on a recherché la carboxyhémoglobine.

La spectroscopie est négative.

2. 1 ml de sang fut mis dans un appareil Nicloux modifié.

Les gaz présents dans le sang furent libérés par un réactif à base de ferricyanure de potassium, et injectés sur une colonne pour chromatographie en phase gazeuse, contenant du "molecular sieve type 5 A".

Par comparaison planimétrique avec un étalon on trouve dans le sang 8,5 % de carboxyhémoglobine.

G. RECHERCHE DE SUBSTANCES QUI FONT PARTIE DU GROUPE DES STUPEFIANTS.

a: A l'aide d'une méthode radio-immunologique ( R.I.A.) nous avons recherché dans le sang provenant de LATINUS Paul la présence de Morphine, Codéine, Cocaine et Amphétamine.

Les résultats suivants ont été obtenus:

Substances	Sang
Morphine , Codéine	négatif
Cocaine	négatif
Méthaqualone	négatif
Amphétamine	négatif

b: A l'aide d'une méthode EMIT nous avons recherché dans l'urine de LATINUS Paul la présence de Cannabis et de Méthadone

Les résultats suivants ont été obtenus:

Substances	Urine
Cannabis	négatif
Méthadone	négatif

## H. RECHERCHE DES INSECTICIDES ORGANO-PHOSPHORES

40 gr de foie et 40 gr de l'estomac sont acidifiés avec de l'acide tartrique et ensuite extraits successivement avec 75 ml et 50 ml d'éther de pétrole. Les phases éthérées sont ensuite évaporées jusqu'à 10 ml.

a; réaction selon Averell et Norris

2 ml des phases étherées sont évaporées à sec.

La réaction selon Averell et Norris ( coloration des dérivés diazotés) est exécutée sur les différents résidus.

Comparant la couleur violette obtenue par les étalons de Parathion, à celles présentent dans les résidus, nous trouvons:

extrait du foie négatif

extrait de l'estomac                      négatif

b: titrage biologique selon Morand et Laborit

3 ml des phases étherées, provenant de l'extraction à l'éther de pétrole sont évaporés à sec au bain-marie.

Les insecticides organo-phosphorés, présents dans les résidus, sont déterminés par titrage biologique, basée sur l'action inhibitrice de ces dérivés organo-phosphorés.

Les résultats, comparés à ceux obtenus avec les étalons PARATHION, sont négatifs.

### CONCLUSIONS

- I . La présence d'alcool éthylique a été retrouvée dans les prélèvements provenant de LATINUS Paul à la concentration:  
dans le sang de 1 gr 87‰ , dans l'urine de 2 gr 57‰ et dans le foie de 1 gr 19‰ .
- II . En dehors de cette présence d'éthanol, il n'a été retrouvé dans les prélèvements aucun produit toxique et stupéfiant comme il est mentionné dans le rapport à savoir la recherche des Barbituriques, des poisons neutres ( Méprobamate et analogues ), des poisons alcalins ( Tryptamine et assimilés ) , des Benzodiazépines ( Rohypnol et analogues ) du groupe des stupéfiants et amphétamines ou du groupe des insecticides organo-phosphorés.
- III . Le taux de carboxyhémoglobine qui était de 8,5 % est sans signification toxique ou anormale.

---

Ce rapport comprend neuf pages numérotées de 1 à 9

Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience avec exactitude et probité.

A.SCHMITZ Biologiste Phcien



Frais: 44.279 frs

Professeur A. HEYNDRIKX  
Directeur du Laboratoire de  
Toxicologie  
Université de Gand



WALHAIN, le 30 Mai 1984.



Le 06 juin 84 à 11.05 heures, nous entendons :

F A U C O N N I E R Albert, Désiré, Sylvain, Gabriel, Ghislain, époux de  
VAN GENNEKE Monique, cafetier, né à Tilly le 30 octobre  
1947 et dlié à Ottignies L.L.N. Bd Martin, n° 8, qui déclara

" Je m'exprime en langue française. Je connais Mireille VANHOUTVINCK depuis l'âge de quatorze ans. Nous sommes allés à l'école ensemble. Depuis deux ans et demi je suis le patron du café "L'Ottintois" Bd Martin à .... Ottignies L.L.N. et depuis lors, Mireille vient régulièrement chez moi comme cliente. C'est par son intermédiaire que j'ai connu Paul LATINUS qui est aussi devenu un client. Nous sommes devenus amis. Je suis au courant que LATINUS était président d'un mouvement d'extrême droite dénommé le .. W.N.P. Il est exact que début novembre 83 je crois, Mireille est arrivée dans mon café avec un dossier appartenant à LATINUS, intitulé "Dossier PINON". Elle a montré ce dossier à plusieurs personnes se trouvant dans l'établissement et m'a ensuite demandé de le conserver. J'ai également lu ce dossier où il était question d'une affaire de mœurs avec des garçons et filles de douze ou treize ans et sous l'influence de la drogue. On citait le nom de plusieurs personnalités dont le Général BEAURIR, le Prince Albert, le député Guy MATHOT, Monsieur VAN DENBOYENANT et une autre personnalité politique dont j'ai oublié le nom. J'ai retenu les noms précités du fait de leur personnalité mais comme je ne connaissais pas les autres je les ai oubliés. On parlait également de jeunes gens qu'on aurait aidés à se suicider. Le jour même de cette affaire lorsque PAUL LATINUS est arrivé chez moi, je lui ai dit que Mireille montrait ces papiers à tous le monde. Moi j'avais entretemps remis le dossier à Mireille. J'avais également prévenu la brigade d'Ottignies de ce qui précède mais il m'a été répondu d'envoyer Mireille à la brigade avec le dossier. Elle a refusé. Je n'ai plus jamais entendu parler de ce dossier jusqu'au jour de l'enterrement de LATINUS. En effet ce jour là Mr DELOMBAERDE m'avait demandé si je savais où il pourrait trouver une copie du dossier PINON. C'est pour cette raison que j'ai demandé à Mireille si elle avait toujours ce dossier, de faire attention à elle et qu'au cas où elle avait encore une copie de la remettre à Mr SAUCEZ. Elle m'a répondu qu'elle avait remis la dernière copie au juge SLICKER. Après l'enterrement de LATINUS Mr DELOMBAERDE et ses amis soit environ une dizaine, sont repassés chez moi au café. Au cours de la conversation j'ai entendu que DELOMBAERDE désignait SAUCEZ pour récupérer le dossier.-----

La semaine précédant la mort de LATINUS, celui-ci m'avait parlé d'une affaire concernant le directeur de la sûreté. Il m'a dit qu'il avait des preuves de la haute trahison de cette personne et qu'il allait l'envoyer aux assises. C'est tout ce qu'il a dit concernant cette affaire.-----

Au début de l'année 1984 alors que j'étais sans nouvelle de LATINUS depuis quelques jours, je l'ai rencontré à Wavre sur la voie publique. J'ai invité à prendre un verre mais il a refusé en disant qu'il était en mission sur un trafic d'armes. Il était question de roumains travaillant pour le KGB. Ce trafic se passait dans la région de Wavre. Par la suite m'a dit qu'il y avait eu quatre arrestations dans cette affaire. J'ignore quel crédit on peut apporter à ce que je viens de vous dire du fait que LATINUS me semolai fabriquer par moment.-----

Personnellement je ne connais rien des activités de LATINUS se rapportant au W.N.P. Il n'a jamais fait de propagande chez moi ni tenté de recruter des membres. Il ne m'a jamais fait part de menace quelconque où qu'il craignait pour sa vie. La dernière fois que je l'ai vu avant sa mort, c'était le samedi 21 avril 84. Il m'a dit qu'il avait des problèmes avec Mireille. Je dois dire que cela n'avait rien d'étonnant car j'ai souvent servi d'intermédiaire lors de leurs nombreuses réconciliations.-----

Toutes les informations que je viens de vous dire concernent LATINUS ont également été données par moi au journaliste René HAQUIN."

( Après lecture, persiste et signe au présent.)

Dont acte, 

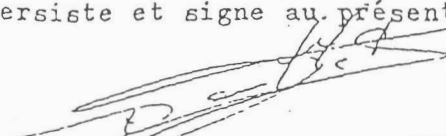
( Annexe 1 au PV 494 du 06 juin 84 de la B.S.R. de Wavre. )

Le 07 juin 84 à 09.45 heures, nous entendons :

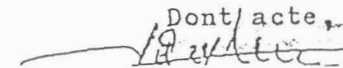
D O U B L E T Michel, Hippolyte, Joseph, commerçant, né à Vendin le Vieil (France) le 15 janvier 1948, dlié à Ottignies L.L.N. (Limelette) avenue Demolder, n° 103, qui nous déclare :

" Je m'exprime en langue française. Il est bien exact que Paul LATINUS a passé la soirée dans mon café peu avant sa mort le 24 avril 1984. ----- LATINUS est arrivé dans mon établissement "Le Cambrinus" à Limelette ... vers 19.00 heures alors que son amie Mireille VAN HOUTVINCK s'y trouvait déjà depuis un bon bout de temps. Ce jour là il n'y avait dans mon établissement que des habitués soit une bonne dizaine dont Willy GURDAL. J'ai du mal à me souvenir des autres personnes mais je suis certain qu'il n'y avait pas d'étranger dans mon café. Je veux dire par là des gens que je ne connaissais pas. LATINUS a consommé plusieurs verres de bière mais il ne m'a pas semblé ivre. Il me paraissait conscient. Il ne titubait pas et son langage était correct. Mireille par contre était ivre . Durant cette soirée, à un certain moment Mireille s'est mise à insulter LATINUS. Je me souviens qu'elle disait; "T'es un impuissant. Tu ne vaus rien. T'es un raté." Je crois aussi qu'elle a parlé de sa mère. Lui ne disait rien si ce n'est à deux ou trois reprises, il lui a demandé de se taire, sans élever la voix. Elle par contre criait si fort que tout le café l'entendait. LATINUS m'a semblé très contrarié par toutes ces insultes. A un certain moment, il est allé près de Willy GURDAL au comptoir et ils ont consommé quelques verres ensemble. Je crois qu'il est allé près de GURDAL pour s'éloigner de Mireille qui continuait malgré tout à insulter LATINUS. Les insultes de VAN HOUTVINCK avait trait à leur situation de ménage. Je n'ai pas entendu qu'elle parlait des activités de LATINUS. Après être resté quelques temps en compagnie de GURDAL, LATINUS a fait demander un taxi avec lequel il est parti. GURDAL m'a ensuite dit que LATINUS lui avait dit qu'il allait chercher un flingue pour descendre Mireille. Personnellement j'avais constaté que vers la fin de la soirée LATINUS n'était plus dans son état normal. Il me semblait très pâle. Il avait les yeux hagards. Lorsque GURDAL lui parlait, il ne répondait plus. On aurait dit qu'il était ailleurs. Etant donné ce que m'avait dit GURDAL j'ai fermé le café plus tôt que d'habitude, dans le cas où LATINUS revenait comme il l'avait dit. Après avoir fermé le café j'ai reconduit Mireille chez elle. Lorsque je suis arrivé chez elle, tout était éclairé. Je me suis arrêté pour déposer Mireille et je suis reparti directement. Ma femme se trouvait avec moi pour la reconduire."

( Après lecture, persiste et signe au présent. )



Dont acte.



ADRIEN SCHMITZ

BIOLOGISTE-CHIMISTE - TOXICOLOGUE

EXPERT AUPRÈS DES TRIBUNAUX

TÉL. (0101) 44 30 44

SARRAVALHAIN, LE 26 juin 1984.

3, RUE DU PARADIS

à Monsieur J.M. SCHLICKER Juge d'Instruction  
à NIVELLES

Dossier N°: 140/84

Monsieur le Juge d'Instruction,

Le Professeur HEYNDRICKX et moi-même n'avons pas d'information en ce qui concerne le poison dénommé FUGU. S'il doit appartenir à la classe des glucosides ou à celle des alcaloïdes, il est vraisemblable que sa présence se serait révélée au cours de l'analyse générale à laquelle les prélèvements ont été soumis.

Nous restons à votre disposition et vous prions de croire, Monsieur le Juge d'Instruction, à l'assurance de nos sentiments dévoués.

A. SCHMITZ. 

N.B.- Nous restons intéressés à recevoir des informations ou mieux un extrait de la dite substance ce qui nous permettrait de tenter d'en définir la nature.

148

DOCTEUR PAUL CHAILLY

ANATOMIE PATHOLOGIQUE  
MÉDECINE LÉGALE

Dossier 140/84  
Rapport 8431

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

RAPPORT D'EXPERTISE

\_\_\_\_\_

Le 18 février 1985.

Dossier 140/84

Rapport 8431

Rapport d'expertise médico-légale

Concerne : LATINUS Paul.

Je soussigné docteur Paul Chailly, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, requis les 24 avril et 16 mai 1984 par Monsieur J.M. Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal de première instance à Nivelles :

- "1. \* de procéder à l'examen extérieur du cadavre et à l'autopsie de LATINUS Paul, ingénieur, domicilié à Bruxelles, décédé ce 24 avril 1984, se trouvant à la morgue de l'hôpital de Braine l'Alleud, aux fins de décrire les lésions dont il est atteint, en déterminer la nature, la cause; déterminer la cause de la mort. Procéder à tous prélèvements utiles;
2. \* de procéder à l'analyse et à l'examen de sang prélevé le 24 avril 1984 par lui-même lors de l'autopsie, sur le cadavre de Latinus Paul; rechercher et déterminer tout spécialement la teneur en alcool du sang et de déterminer le groupe sanguin de l'intéressé;
3. \* de procéder à l'examen histologique des fragments de poumon, de foie et de rein, prélevés sur le cadavre de Latinus Paul, lors de l'autopsie pratiquée le 24 avril 1984;
4. \* de nous accompagner sur les lieux de la reconstitution à Court-Saint-Etienne, 6, rue de Limoges (décès de Latinus Paul) le vendredi 1er juin 1984 à 15 heures."

ai accompli cette mission comme suit :

Les examens ont été réalisés au laboratoire d'anatomie pathologique et de médecine légale de l'hôpital de Braine l'Alleud;

1. Examen extérieur du cadavre

a. signes d'identification :

Le corps est celui d'un homme de race blanche mesurant environ 169 cm.

Il est revêtu d'un pull à col montant noir, d'un pantalon en tissu bleu ligné, de chaussettes bordeaux, d'un slip de couleur beige et d'un gilet de corps bleu.

b. signes particuliers :

Le facies présente une teinte bleu-violacée avec de nombreuses pétéchies disséminées, les lèvres sont cyanosées.

Le slip est souillé par un éjaculat et des matières fécales.

Au niveau du cou, on note une ligne de strangulation qui part de la région occipitale droite où elle est peu marquée, descend derrière l'angle droit de la mâchoire, devient très marquée sur la face droite du cou et sous le menton; elle s'interrompt sous la branche gauche de la mâchoire, réapparaît derrière l'angle gauche du maxillaire où elle est très marquée, remonte derrière l'oreille et s'interrompt alors.

Le sillon est large de 1 cm environ et semble dédoublé dans la région droite du cou.

Il n'y a aucune autre trace suspecte sur le corps où les crevées menées ne révèlent aucune lésion hémorragique sous-cutanée

## 2. Autopsie

### \* Crâne :

Le facies est cyanosé; les pétéchies sont nombreuses. Il n'y a pas de lésion cutanée et après enlèvement du cuir chevelu, on ne trouve aucune lésion hémorragique.

Il n'y a pas de fracture du crâne ni au niveau de la voûte, ni au niveau de la base.

Le cerveau présente un aspect congestif, mais on ne note ni aplatissement des circonvolutions ni ramolissement.

Il n'y a pas d'hématome sous-dural, ni d'hémorragie intraparenchymateuse.

### \* Cou :

Le sillon de strangulation apparaît bien marqué; il n'y a pas d'hémorragie sous-cutanée.

Il n'y a pas de lésion hémorragique au niveau des tissus mous ni au niveau du cartilage thyroïde.

Il existe une luxation minime de la corne droite de l'os hyoïde -corne postérieure- mais elle n'a donné lieu à aucun saignement.

Les voies respiratoires supérieures sont libres. L'oesophage est normal.

### \* Thorax :

Le coeur ne montre ni lésion ni malformation. Les cavités sont normales, il n'y a pas de lésions valvulaires. Pas d'épanchement.

Les plèvres sont libres. Les poumons sont le siège d'une stase modérée, il n'y a que peu d'oedème. Les hiles ne montrent aucune thrombose. Quelques hémorragies sous-pleurales sont notées.

### \* Abdomen :

Il n'y a pas de lésion du tube digestif. Le foie est de volume normal, la surface est lisse, la capsule est intacte. La rate est de volume normal, la capsule n'est pas effractée.

Tous les organes apparaissent normaux et les rapports entre eux sont bien conservés.



8431/4

### 3. Prélèvements

En cours d'autopsie, plusieurs prélèvements ont été effectués :

sang :            pour dosage d'alcool  
                  pour détermination du groupe sanguin

poumon, foie, rein : pour étude histologique.

8431/5

4. Groupe sanguin

La détermination du groupe sanguin a été effectuée sur le sang prélevé lors de l'autopsie à l'aide d'antisérums connus de marque DADE.

Résultat : Groupe O Rhésus POSITIF cc D EE.

8431/6

5. Dosage d'alcool:

La détermination du taux de l'alcoolémie a été effectuée par la méthode iodométrique légale, contrôlée par une chromatographie en phase gazeuse.

Résultat : 1,74 gr/litre de sang.

6. Etude histologique (A 8421)

\* poumon : des plages d'oedème alternent avec des zones aériques d'aspect bulbeux. Dans les régions sous-pleurales, il existe des zones d'hémorragie intra-alvéolaire.

Pas de lésion inflammatoire.

\* foie : quelques vacuoles de stéatose atteignent de rares hépatocytes. Il n'y a pas de lésion des espaces portes.

\* rein : une stase sanguine est notée, également au niveau des glomérules. Pas de lésion significative.

7. Reconstitution

Nous nous sommes rendus sur les lieux pour y rejoindre madame Lina, Juge d'Instruction à Bruxelles et monsieur J.M. Schlicker, Juge d'Instruction à Nivelles :

La reconstitution est essentiellement basée sur la version de la concubine.

Cette version est la suivante : les pieds du pendu ne touchaient pas le sol, la tête était proche du plafond, laissant cependant libres une vingtaine de centimètres de fil, permettant ainsi une section aisée du câble. Le geste de section aurait été effectué les bras tendus.

Cette version apparaît plausible. Il faut rappeler que la victime ne mesurait que 169 cm.

## 7. Etude du dossier

Il ressort des essais effectués ultérieurement que le câble RTT tel que celui retrouvé sur place se rompt rapidement avant même de supporter le poids supposé de Latinus.

Il est difficile d'en tirer une conclusion formelle. Le fait est cependant fort troublant dès l'instant où cette rupture se réalise aux environs de 42 kg 500, soit plus de dix kilos de moins que le poids supposé de Latinus.

Si tel est réellement et formellement le cas, il faudrait en déduire que la version des faits racontée par la concubine est fausse.



8. Commentaires et conclusions

Latinus Paul est mort le 24 avril 1984. Les éléments relevés sont compatibles avec une mort par pendaison :

- sillon marqué
- facies cyanosé, pétéchies
- éjaculation, défécation
- hémorragies sous-pleurales

L'examen extérieur du cadavre et l'autopsie n'ont révélé aucun élément permettant de suspecter l'intervention d'une tierce personne.

Le dosage de l'alcoolémie donne un taux de 1,74 gr/ litre de sang, témoignant d'une imprégnation alcoolique certaine.

La reconstitution telle qu'effectuée selon la version du seul témoin -la concubine- apparaît plausible et conforte les données de l'autopsie. Cette version est cependant sérieusement ébranlée à la suite des essais ultérieurs qui montrent une rupture du câble lors d'une mise en charge de plus ou moins 42 kg 500;

"Je jure avoir accompli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité."

Professeur Paul Chailly.

### 1. Mort par pendaison

La pendaison peut provoquer la mort par une de ces trois voies :

1. traumatisme de la moelle épinière et du tronc cérébral
2. constriction mécanique des structures du cou
3. arrêt cardiaque.

Pendaison avec traumatisme de la colonne vertébrale :

Une chute libre d'environ 2 m réalise une force suffisante pour provoquer une séparation des vertèbres cervicales, le plus souvent entre C2 et C3 ou C3 et C4. La moelle épinière haute est ainsi étirée voire sectionnée transversalement, la section pouvant intervenir en bordure du tronc cérébral.

Ce traumatisme provoque une inconscience immédiate, même si les mouvements cardiaques et respiratoires peuvent persister encore pendant 10 à 15 minutes.

Cette fracture-dislocation de la nuque était le but des pendaisons judiciaires en Grande-Bretagne; elle est inhabituelle dans les autres formes de pendaison.

Pendaison avec mort par constriction du cou :

Ce type de pendaison correspond généralement à un suicide bien que de telles pendaisons homicides soient décrites; des homicides camouflés en suicide sont également rapportés.

Dans les pendaisons sans traumatisme cervical, la mort résulte d'un des trois mécanismes suivants : (1) ischémie cérébrale par obstruction artérielle, (2) obstruction des voies aériennes supérieures, (3) arrêt cardiaque.

Il a été démontré qu'une pression de 3,5 kg sur une ligature autour du cou provoque l'occlusion des artères carotides; une pression de 16 kg bloque également les artères vertébrales.

Les voies aériennes supérieures sont obstruées par les effets combinés de la compression directe entre le cartilage thyroïde et l'os hyoïde et le déplacement vers le haut de la partie postérieure de la langue qui bloque ainsi le pharynx.

Les suicides par pendaison se présentent parfois sous la forme d'une victime abandonnée de tout son poids sur le noeud coulant, les pieds ne touchant pas le sol. Cependant les suicides par pendaison en position assise, agenouillée ou même couchée sont habituels, toutes ces positions pouvant être responsables d'une occlusion artérielle complète.

La pendaison est dite complète quand les pieds ne touchent pas le sol; elle est incomplète dans toutes les autres positions.

La pendaison est typique lorsque le point de suspension est situé en regard de l'occiput, au milieu de la nuque; c'est alors que les conditions d'occlusion artérielle sont les meilleures.

Si le point de suspension est situé ailleurs, il s'agit une pendaison atypique.

Dans les suicides par pendaison, la position la plus fréquente du point de suspension est au-dessus de l'oreille.

Dans les positions atypiques, comme dans les typiques, l'occlusion artérielle est la plus fréquente; une flexion latérale sévère de la nuque contribue davantage à ce phénomène par ralentissement du flux sanguin dans les artères vertébrales.

Quand la constriction du cou produit une obstruction artérielle suffisante, il y a perte de conscience immédiate. Une force de quelques kilos appliquée sur un lien passé autour du cou peut amener une perte de conscience quasi instantanée. De plus, un arrêt cardiaque se manifeste rapidement.

## 2. Asphyxies sexuelles

On regroupe sous ce vocable les cas de mort dans lesquels l'issue fatale est induite d'elle-même au cours de plaisirs érotiques solitaires.

Cette définition implique que la mort est due à l'asphyxie; la classification ne tient pas compte des décès survenants lorsqu'une autre personne est présente ou participe aux plaisirs sexuels.

Classiquement, la victime est retrouvée, souvent attachée d'une façon compliquée, dans un lieu écarté.

Le diagnostic différentiel doit alors se faire entre meurtre, suicide et asphyxie sexuelle.

### Caractéristiques communes des asphyxies sexuelles :

#### 1. Lieux :

La scène se déroule toujours dans un endroit tranquille, isolé, où les préparatifs compliqués peuvent se faire sans crainte d'être découvert ou dérangé.

Les victimes recourent à un rituel élaboré et, pour leur permettre de profiter de chaque étape des préparatifs, elles doivent être certaines de ne pas être dérangées : les autres membres de la famille sont généralement absents de la maison et le lieu choisi est relativement isolé : grenier, toilette, chambre à coucher, abri de jardin, bois.

Souvent un examen attentif des lieux révèle qu'ils ont déjà été utilisés antérieurement dans un but identique. Dans beaucoup de cas, un miroir est présent, ajusté de telle façon que l'individu puisse se voir durant les opérations. On retrouve souvent de la littérature pornographique, photos ou livres, placés de telle sorte qu'ils puissent être regardés durant le rituel.

#### 2. Age, sexe, classes sociales :

La victime est le plus souvent de sexe masculin. De rares cas de femmes sont décrits.

Les groupes d'âge les plus rapportés se situent entre 12 et 23 ans. Aucune classe sociale n'est épargnée.

La fréquence semble plus élevée dans la population anglo-saxonne que chez les latins.

#### 3. Habillage :

La victime est le plus souvent nue, vêtue légèrement ou habillée de façon étrange.

Souvent les vêtements portés sont ceux du sexe opposé.

Presque toujours, le pénis est enfermé dans un mouchoir, un linge, pour éviter de souiller les vêtements lors de l'éjaculation; parfois c'est un préservatif qui est utilisé.

#### 4. Mode d'asphyxie :

Tous les décès, dans cette classification, sont le résultat d'une asphyxie maintenue durant une tentative de stimulation sexuelle.

L'objectif semble être de produire un degré d'hypoxie par constriction du cou en utilisant toutes sortes de liens, cordages, foulards, bas, courroies ou encore des sacs en plastique, masques en caoutchouc ou chapeaux passés sur la tête et la face.

L'aspect des liens et l'utilisation d'ustensiles divers suggèrent souvent un long apprentissage avant d'arriver à l'élaboration de la scène finale compliquée. L'examen attentif des noeuds utilisés révélera une position telle qu'ils peuvent avoir été faits par la victime elle-même.

La victime se protège en général de façon soigneuse afin d'éviter les traces suspectes.

#### 5. Mécanisme :

Il semblerait que l'objet de ce comportement bizarre soit d'achever une stimulation sexuelle en augmentant l'orgasme au moyen de la masturbation aidée par l'hypoxie.

Les préparatifs rituels compliqués, l'évidence d'épisodes antérieurs, la présence de littérature pornographique, le type d'habillement, les précautions prises pour se protéger la peau, tout cela indique, de la part de la victime, l'absence de l'intention de mourir.

#### 6. Classification du décès :

Ces décès sont incontestablement dus à une déficience des "mesures de sécurité" : le lâchage d'un noeud, la chute d'une chaise, d'une pile de livres, les pieds qui glissent sur le sol..., ayant pour conséquence une augmentation du poids sur le lien de pendaison.

L'absence de symptômes de dépression, de lettres d'adieu, l'aspect correct des lieux permettent d'exclure le suicide.

### 3. Expérience personnelle

Il nous a été donné de connaître trois cas de mort accidentelle lors de plaisirs sexuels solitaires : deux cas de "pendaisons érotiques" et un cas d'asphyxie sexuelle.

Dans le cas d'asphyxie sexuelle, il s'agissait d'un jeune homme d'une vingtaine d'années, trouvé dans sa chambre, nu, couché sur un lit, la tête enfouie dans un sac en plastique transparent. Le décès est survenu par asphyxie après oblitération accidentelle de la seule, petite, arrivée d'air.

Dans les deux cas de pendaison érotique, nous avons retrouvé des caractéristiques classiques identiques :

- lieu isolé (monte-charge, chambre à coucher)
- absence des membres de la famille
- littérature pornographique
- habillement bizarre (faux seins, slip, soutien - pour un des cas)
- double système élaboré : un assurant la "pendaison", c'est-à-dire destiné à provoquer l'hypoxie, l'autre constituant le système élaboré de "sécurité"
- mêmes précautions pour isoler les liens de la peau
- décès par déficience du système de sécurité
- preuves évidentes de séances antérieures.

La première victime était un jeune homme de 23 ans, la deuxième un PDG d'une cinquantaine d'années.



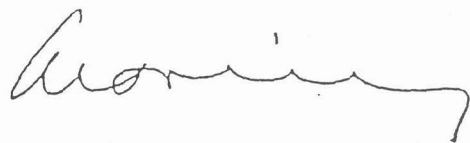
4. Commentaires et conclusions

Les constatations faites sur place et lors de l'examen du corps de Latinus Paul ne permettent aucunement d'évoquer une pendaison érotique. En effet, le corps a été retrouvé dans un lieu d'accès facile, éclairé, portes ouvertes. Le système de pendaison était simple et unique, ne comportant aucun système de sécurité et ne présentant pas le caractère compliqué classique. Aucune précaution n'était prise pour isoler le lieu de pendaison, par ailleurs trop fin. Il n'y avait aucun déguisement; le pénis n'avait aucune protection.

Les lieux ne permettaient pas de penser à des séances antérieures du même genre et la victime n'était nullement certaine de la tranquillité ni de l'isolement indispensables à de telles pratiques.

Il n'y a vraiment rien dans le dossier qui puisse permettre de retenir la thèse de la mort accidentelle lors d'une "pendaison érotique".

"Je jure avoir accompli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité."



Professeur Paul CHALLY.

Liège, le 10 avril 1985.

ORBAN  
Monsieur civil  
Juge judiciaire  
du Limbourg, 70  
LIEGE

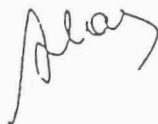
Monsieur J.M. SCHLICKER  
Juge d'Instruction  
de et à

1400 NIVELLES

Monsieur le Juge d'Instruction,

Je vous prie de trouver,  
en annexe, un projet de réquisitoire qui,  
en cas d'accord de votre part, devrait être  
envoyé au service concerné.

— Veuillez-agréer, Monsieur le  
Juge d'Instruction, l'expression de ma  
considération la plus distinguée.



Ir. André ORBAN.

Projet de réquisitoire

Nous, J.M. SCKLICKEK, Juge d'Instruction, réquérons :

Madame BRENNEISEN , du service de Monsieur  
le Professeur BAUS

- " - de réaliser sur l'échantillon remis par l'Expert  
ORBAN les essais suivants :
  - a) un essai de traction simple en vue de déterminer  
la charge de rupture ;
  - b) un essai de résistance à un effort dynamique  
(  $\Delta h = 60$  cm &  
poids = 55 Kg)
- " - du tout, faire un rapport écrit et motivé.

Adresse :

-----

Université de l'Etat  
Service du Professeur R. BAUS  
Bâtiment du Genie Civil  
Quai Banning, 6  
4000 LIEGE

Bruxelles, le 7 mai 1985.

A madame Yvette Mayné  
Place de la Querelle, 2 B.20  
1000 Bruxelles

Madame,

N'estimez-vous pas vous être joué assez de ma personne durant ces 8 mois que pour encore oser prétendre - c'est du moins ce que laisse à croire votre dernière communication téléphonique - me mettre en demeure de vous remettre des documents qui, pour la plupart, devaient encore être étudiés (tels les statuts du mouvement Delta) et cela, qui plus est, afin d'encore prendre votre défense vis-à-vis de monsieur Conti.

Mais à quoi bon encore et toujours m'expliquer !

Vos statuts, Madame, soyez en sûre, vous parviendront comme promis. N'ai-je jamais eu autre chose qu'une parole ? Mais il est une chose dont vous devez tenir à présent compte : mon temps est par trop calculé, par trop restreint - vu que je dois subvenir à mes besoins (pour une fois ... une fois n'est pas coutume !), et de par-là, à ceux de mes employés et collaborateurs - que pour encore m'inquiéter immédiatement de problèmes plus que secondaires. J'assure avant tout le bon fonctionnement de la firme qu'à présent je dirige. D'autre part, le reste de mon temps est partagé entre le Consortium, l'école de philosophie, les enfants et, surtout, ma mère handicapée que j'ai délaissée à votre profit ces derniers mois.

Enfin, l'expérience du Cersber m'a forgé d'autant plus le caractère que, depuis, et une ultime fois, je considère, d'abord, ne dépendre de personne quant à mes obligations surtout lorsqu'elles sont engendrées par des individus douteux quant à leur comportement et, enfin, dorénavant m'en tenir aux conceptions "Bismarckienne" et "Nietschéenne" de la Vie, à savoir : la différenciation fonctionnelle existant entre les "brains" et les "exécutants", entre les "Toréadors" et les "Joueurs de castagnettes", entre les dominants et les dominés (à titre d'information, je ne fais plus partie de la seconde classe), entre ceux qui, par idéal, guident les brebis galeuses (terme non péjoratif précisant l'égoïsme de celles-ci doublé de l'éternelle méconnaissance des archétypes guidant la conscience humaine par delà l'honnêteté morale) et ceux qui les noient.

./...

Résignez-vous donc à attendre non pas ma bonne volonté (aujourd'hui épuisée) à votre égard, mais le créneau de mon agenda qui pourra satisfaire à la recherche de vos dits "statuts" et des quelques photos encore en notre possession, de même que vos "articles" qui, hélas, suite à une juste colère incontrôlable consécutive à votre sombre manœuvre d'évincement, se trouve être dans un état déplorable.

Veillez par la présente, Madame, agréer l'expression de mon entière considération.

Liberté

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

1400 NIVELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

J. Michel SCHLICKER

Bur.:

Doss. n°: 140/84

Corr. n°:

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

1 pièce ci-jointe

Je vous prie de trouver ci-joint en  
photocopie le rapport relatif au fil  
téléphonique dans l'affaire Latinus.

Pourriez-vous commenter ce rapport.

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Nivelles 9 MAI 1985

19

Le Juge d'instruction,

**J. MICHEL SCHLICKER**

J. 30



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

TRANSMIS  
RENVOYE

J-31.  
} a MONSIEUR

CABINET  
DE  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION

~~Michel SCHUCKER~~

Bur. :

Doss. n° : 440/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

à B. S. R. 16-64

Entendre les différents membres du WNP, notamment  
quant à savoir

- le mouvement WNP et ses activités
- relations WNP-Carets de l'Etat, (cours, filatures,  
indicateurs, etc.)
- Latinus a-t-il joué un rôle actif ou passif dans  
l'incendie du FOUR ? A-t-il fait des confidences ?
- Le GAI a-t-il existé ? Que veut dire ces initiales  
qui en faisait partie ? Latinus au moment de son  
arrestation avait-il un garde du corps ?
- Depuis quand les membres du WNP ont-ils pris  
conscience qu'ils étaient infiltrés par un membre de  
Carets ?
- Quels étaient les contacts  
entre le  
commissaire Glets et Paul Latinus ?

NIVELLES le 13-06-1985

196

Le Juge d'Instruction,

Liège, le 15 décembre 1985

A. ORBAN

Expert-ingénieur

Rue du Limbourg, 70

4000 L I E G E.

Tél. : 041/26.31.94.

Monsieur J.M.SCHICKER

Juge d'Instruction de et à

I400

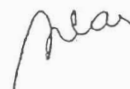
NIVELLES

Concerne : Essais de traction REF. : I40 / 84

Monsieur le Juge d' Instruction,

J'ai l'honneur de vous adresser, en annexe, mon rapport d'expertise concernant l'affaire dont l'objet est repris ci-dessus.

Je vous prie de croire, Monsieur le Juge d' Instruction, à l'assurance de ma considération la plus distinguée.



A. ORBAN

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

TRANSMIS  
RENVOYE } a MONSIEUR

J. 31.

BSR

713

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

**J. MICHEL SCHLIGER**

Bur. :

Doss. n° : 140/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

à M. de Waver

de bien vouloir réentendre l'ex-amie de  
Paul LATINUS et son entourage intime  
afin de déterminer si ce dernier leur  
paraissait sexuellement normal. L'ex-amie  
de LATINUS avait-elle des raisons particulières  
de le traiter d'impuissant.

Nivelles le 01 JUL 1986

19

GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 3423

03 Jul 1986

Entré le 16 Sep 1986

245

Le Juge d'instruction,



CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES

Nivelles, le ..... 19



Corresp. n°  
Notice n° 140/84

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

R E Q U I S I T O I R E

+++++

Nous, J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction au tribunal  
de première instance de Nivelles,

requérons Monsieur le Docteur P. CHAILLY, rue Wayez, 35  
à Braine-l'Alleud,

aux fins de :

- dire, suite à ses constatations lors du décès de  
Paul LATINUS si la strangulation par pendaison a,  
dans tous les cas, ou dans une grande proportion de  
ceux-ci, pour conséquence de provoquer, soit l'érection,  
soit l'éjaculation ou l'érection suivie d'éjaculation  
et de dire si son expérience professionnelle et/ou la  
littérature médicale ont porté des cas similaires à sa  
connaissance;

- de dire suivant les constatations faites à son époque  
s'il peut s'agir d'une pendaison "érotique";

de faire du tout rapport, serment prêté conformément  
à la loi.

Nivelles, le 1er juillet 1986.

# Gendarmerie

District DE WAVRE

Brigade BSR

N° 1172

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECTS:

En cause:  
feu LATINUS, Paul

Devoir exécuté:  
audition de  
VAN HOUTVINCK Mireille  
domiciliée à OTTIGNIES

Rédigé suite apostille  
n°140/84 du 1-7-86 de  
par le Juge d'Instruction  
SCHLICKER de Nivelles

98632 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 28215 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix septembre mil  
neuf cent quatre-vingt-six à 1000 heures ;

Nous soussigné(s) DUSSART, Guy et FIVEY Jean,

sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à BSR WAVRE non revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à l'apostille rappelée en marge et ci-jointe,  
entendons:

VAN HOUTVINCK, Mireille, Josette, Raymonde, perforatrice, ...  
divorcée, née à COURT ST ETIENNE le 30-1-  
47 et domiciliée à OTTIGNIES, Avenue des  
Hirondelles n°65, qui nous déclare:

"Je désire m'exprimer en langue française. J'ai ren-  
contré Paul LATINUS en fin Décembre 82. Au début de re<sup>n</sup>contres,  
nous nous voyions irrégulièrement. Fin de cette  
année-là, Paul est venu habiter chez moi à COURT ST ETIENNE  
rue de Limauge n°6. Suite à des difficultés que Paul reon-  
trait avec sa mère, à cause de moi, ce dernier retournait  
chez sa mère huit à quinze jours pour ensuite revenir chez  
moi. La situation financière de Paul n'était pas brillante,  
car il n'avait pas de travail, et c'est sa mère qui subve-  
nait financièrement à ses besoins. En ce qui concerne nos  
relations intimes, il n'y a jamais eut de problèmes. Nos  
rapports étaient normaux et réguliers. Il nous est arrivé  
très souvent de nous disputer et c'était toujours pour les  
mêmes motifs, c'est-à-dire, à cause de sa mère qui ne me su-  
portait pas ou alors lorsque nous nous trouvions sous l'in-  
fluence de la boisson. Ce qui arrivait plusieurs fois par  
semaine durant les derniers mois ayant précédés sa mort.  
Il est possible que, me trouvant sous l'influence de la

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

M.....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,



André ORBAN

Ingénieur civil  
Expert judiciaire  
Rue du Limbourg, 70  
4000 L I E G E.  
Tél. 041/26.31.94.

Liège, le 18 septembre 1986.

Monsieur J.M. SCHLICKER  
Juge d'Instruction

Affaire : LATINUS - Votre référence 140/84

Monsieur le Juge d'Instruction,


Comme suite à notre entretien téléphonique de ce jour, je vous apporte les précisions suivantes :

Dans le cas d'une suspension à deux brins (un de chaque côté du cou) l'attelage casse sous l'effet d'un poids de 55 kgs (poids de LATINUS), que ce soit en traction statique ou sous l'effet du choc provoqué dans les conditions de hauteur qui auraient existé dans le cas qui nous occupe.

Dans le cas d'une suspension à quatre brins (2 de chaque côté du cou) l'attelage supporte le poids de 55 kgs en traction statique.

Il n'a pas été possible de réaliser l'essai dans les conditions dynamiques (choc) par manque de câ

J'espère avoir répondu à votre question, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Juge d'Instruction, l'expression de ma considération la plus distinguée.

  
Ir. A. ORBAN

94

Bruxelles, le 17 février 1989.

39

1er Bureau

10 B. 271/83

ANNEXES à l'ordonnance

Monsieur le Juge d'instruction,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Procureur du Roi à Bruxelles m'a fait parvenir vos apostilles du 20 décembre 1988, n° 462/87, par lesquelles vous demandez la communication de quatre dossiers pour les besoins de l'instruction complémentaire dont vous avez été chargé par la Cour d'appel de Bruxelles, chambre des mises en accusation, en cause de MM. RAES et SMETS (arrêt de plus ample informé du 10 décembre 1987).

Les dossiers des procédures suivies, d'une part, en cause de Marcel BARBIER et d'Eric LAMMERS, du chef d'assassinat et, d'autre part, à charge de TROUSSON, VAN ENGELAND et autres (incendie dans les locaux du journal "Pour") se trouvent actuellement à la disposition de M. le Procureur du Roi à Bruxelles, qui vous les transmettra directement.

J'ai invité, par ailleurs, M. le Procureur du Roi à Nivelles à me mettre en possession d'une copie du dossier de l'instruction relative à la mort de Paul LATINUS; je vous communiquerai cette copie dès qu'elle me sera parvenue.

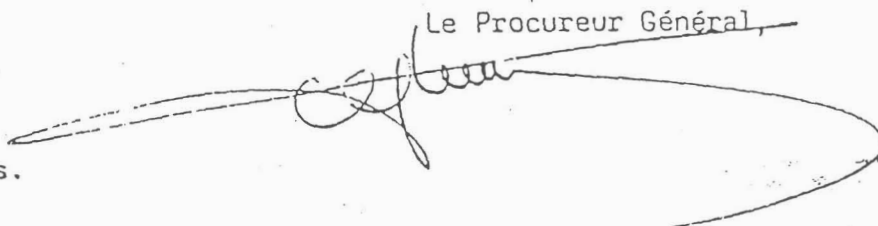
Enfin, vous voudrez bien trouver en annexe copie du dossier de l'information n° 38.91.1005/79 de M. le Procureur du Roi à Nivelles, concernant les faits de débauche dénoncés par le Docteur PINON. Cette affaire est actuellement classée sans suite.

Au cas où vous estimeriez devoir verser au dossier de l'affaire que vous instruisez tout ou partie des pièces que vous aurez reçues en communication à la suite de vos demandes prérappelées, je vous saurais gré de m'en informer.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge d'instruction, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Procureur Général,

Monsieur COLLIN  
Juge d'instruction au tribunal  
première instance de Bruxelles.



212



PARQUET  
DE LA  
COUR D'APPEL

1 Palais de Justice  
Place Poelaert  
1000 BRUXELLES

1er Bureau

N° B 271/83

ANNEXES

Bruxelles, le 21 mars 1989.

40  
Monsieur le Juge d'instruction COLLIN  
au Tribunal de Première Instance  
de Bruxelles  
Rue Quatre Bras 13  
1000 BRUXELLES.

Monsieur le Juge d'instruction,

Par vos deux apostilles du 20 décembre 1988, n° 462/87, vous avez demandé à M. le Procureur du Roi à Bruxelles, de vous transmettre en communication, divers dossiers, pour les besoins de l'instruction complémentaire dont vous avez été chargé par la chambre des mises en accusation en cause de MM. RAES et SMETS.

Parmi ces dossiers figurent, d'une part, celui de la procédure qui fut suivie à charge de Marcel BARBIER et d'Eric LAMMERS, du chef d'assassinat et, d'autre part, celui de la procédure à charge de TROUSSON, VAN ENGELAND et autres (incendie dans les locaux de "Pour").

Les dossiers dont il s'agit vous auront sans doute été communiqués entre-temps par M. le Procureur du Roi à Bruxelles.

Mon office étant saisi, relativement à ces affaires, d'une demande de renseignements émanant de la commission d'enquête parlementaire sur la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée, il serait indispensable que lesdits dossiers soient mis provisoirement à ma disposition.

Je vous prie, par conséquent, de vouloir bien me les faire parvenir avant le 3 avril 1989; je veillerai à ce qu'ils vous soient renvoyés dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge d'instruction, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Procureur Général,

196

561

Arrondissement de Bruxelles

Palais de Justice - Extension

13, rue des Quatre-Bras

1000 Bruxelles

TEL.: 02/508.70.39

FAX : 02/508.71.61

Arrondissement de Bruxelles

Palais de Justice - Extension

13, rue des Quatre-Bras

1000 Bruxelles

TEL.: 02/508.70.39

FAX : 02/508.71.61

Dossier n° 12/90

Notices n° 12/90

à BRUXELLES

à l'atn. de M. J. Van Espen.

0 Procureur du Roi

0 Juge d'instruction

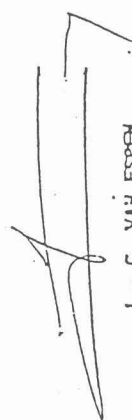
Je vous prie de trouver en annexe : votre dossier 78 97 937/r

et le dossier 75 3240/88 -

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles, le 22/01/1993

Le Juge d'instruction

  
J.-C. VAN ESPEN

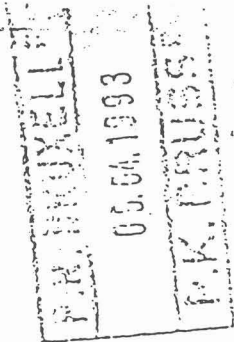
TRIBUNAL  
DE  
PREMIERE INSTANCE  
DE  
BRUXELLES

Bruxelles, le

31. 03. 1993

Greffie Correctionnel  
Corr. : /

Mel de meeste hoogachting.  
DE GRIFFIER,  
Diensthooft van de Correctionele Griffie,



ANNEXE

St 24/19/82 du 14/4/82  
St 24/19/82 du 3/2/88

Transmis à Monsieur le Procureur du Roi,  
Godeille en ayant l'honneur de lui  
faire savoir que la BSR de Bruxelles,  
a déposé au greffe correctionnel 50 carton  
au dossier CARTIERHANN u et LT (juvénement  
n. 24/19/82 du 14/4/82 N. Notice 60.98.3633)

Overgemaakt aan de Heer Procureur des Konings

Gelieve onderhavig schriftken met het  
antwoord aan de onderlekenaar  
terug te sturen

BIJLAGE

Photo agréées les assurances de ma considération la plus  
distinguée

Reçu N°  
Correctionele Griffie  
BRUSSEL

LE GREFFIER,  
Chef de Service du Greffe Correctionnel,

RECHTBANK  
EERSTE KANTONLEG  
BRUSSEL

Brussel, 31. 03. 1993

*[Signature]*

Corr. 253

DISSEMENT DE NIVELLES

Cabinet

M. le Juge d'Instruction

DOSSIER N°

Plans et photographies

GENDARMERIE

---

District : GENDARMERIE

DISTRICT DE WAVRE

Brigade : Brigade de Surveillances

et de Recherches

Chée de Louvain 34

1300 WAVRE

Tf : 010/22.38.15

DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE

---

Affaire : LATINUS PAUL

Réf. : DOSSIER 140/80-M. SCHLICKE

## Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 498

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

PROCES-VERBAL SUBSEQUENT

En cause de :

LATINUS Paul.

Du chef de :

Suicide par pendaison.

Objet du présent:

Constitution d'un dossier photographique.

Rédigé suite à la notice  
n° 31.40.713/84 du parquet  
de Nivelles.

Dossier n° 140/84 de Monsieur  
le juge d'instruction  
Schlicker à Nivelles.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M .....  
d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui premier juin

neufcent quatre-vingt-quatre à 15.00 heures

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML

de gendarme

en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~notre~~ uniforme

...nos habits civils; exposons qu'au jour et heure mentionnés nous nous sommes rendu à Court St Etienne rue Limauge, n° 6 sur les lieux où Paul LATINUS fut trouvé mort pendu le 24 avril 1984. Monsieur le juge d'instruction

SCHLICKEK et madame le juge d'instruction LYNNA de Bruxelles sont descendus sur les lieux pour procéder à une reconnaissance. Au cours de cette descente nous avons procédé à la prises de photographies suivant les instructions de

Ces photos sont numérotées de 1 à 8 dans le dossier ; au présent. Ce dossier est établi en deux exemplaires

Photo 1. Position du corps telle que l'aurait vu Mire

VAN HOUTVINCK en descendant l'escalier de la maison. Les pieds ne touchent pas le sol. La tête est à environ 30 cm du plafond, ce qui ne correspond pas avec la longueur du fil de téléphone utilisé.

Photo 2. VAN HOUTVINCK montre comment elle a coupé le fil du téléphone.

Photo 3. La flèche indique l'anneau dans lequel le fil était passé.

Photo 4 - 5 - 6 - 7. Différentes prises de vue du corps tel que l'on découvre les gendarmes appelés

place. Les jambes sont pliées sous le corps. Le noeud de la cordelette est placé du côté gauche du cou.

Photo 8. A l'aide d'une cordelette identique et de même

...longueur que celle utilisée, le manequin est pendu dans des condi-  
supposées semblables. On constate alors que les pieds touchent le sol.

Dont acte,





GENDARMERIE

District : GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

Brigade : Brigade de Surveillances  
et de Recherches  
Chée de Louvain 34  
1300 WAVRE  
Tf: 010/22.38.15

DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE

Affaire : LATINUS PAUL

Réf. : DOSSIER 148/84 - M<sup>2</sup> J. I. SCHLICKE

Dossier n° 140/84  
Rapport n° 86-28

DOCTEUR PAUL CHAILLY

ANATOMIE PATHOLOGIQUE  
MÉDECINE LÉGALE

~~CHEMIN DES ORNOIS, 2~~  
~~1888 - LAGNE-CHAPELLE SAINT LAMBERT~~

4.392, -

## RAPPORT D'EXPERTISE

Le 22 SEP. 1986

Dossier n° 140/84

Rapport n° 86.28

Rapport d'expertise médico-légale

Concerne : LATINUS Paul

Je soussigné docteur Paul Chailly, professeur à l'Université libre de Bruxelles, requis le 1er juillet 1986 par Monsieur Jean-Michel Schlicker, juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles :

"aux fins de :

- dire, suite à ses constatations, lors du décès de Paul Latinus si la strangulation par pendaison a, dans tous les cas, ou dans une grande proportion de ceux-ci, pour conséquence de provoquer, soit l'érection, soit l'éjaculation ou l'érection suivie d'éjaculation et de dire si son expérience professionnelle et/ou la littérature médicale ont porté des cas similaires à sa connaissance;
- dire suivant les constatations faites à son époque s'il peut s'agir d'une pendaison "érotique".

ai accompli cette mission comme suit :

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A NIVELLES.

Cabinet de Monsieur J.M. SCHLICKER

Juge d'Instruction.

10.412.1

R A P P O R T D' E X P E R T I S E  
=====

Référence : 140/84.

Affaire : Essai d'un câble téléphonique dans le  
cadre du décès de LATINUS.

Expert - ingénieur

André ORBAN  
Rue du Limbourg, 70,  
4000 L I E G E.

Dossier 8521.

A. PROCES - VERBAL DES OPERATIONS.

Je soussigné, ORBAN André, ingénieur civil, expert judiciaire, domicilié à LIEGE, rue du Limbourg, 70, requis en qualité d'expert par Monsieur J.M. SCHLICKER, Juge d'Instruction dans l'affaire :

Essai de résistance d'un câble téléphonique dans le cadre du décès de LATINUS.,

ai dressé de mes opérations d'expertise le présent rapport.

J'ai été requis le 14 février 1985.

La mission qui m'a été confiée consiste :

- recueillir toutes informations et procéder à tous essais utiles dans le but de déterminer si le câble saisi possédait une résistance mécanique suffisante pour supporter un poids de l'ordre de 55 kg.

Je me suis rendu à WAVRE au siège de la Brigade de Gendarmerie . J'ai rencontré l'Adjudant - Chef DUSSART et j'ai recueilli toutes les informations disponibles.

Je me suis également rendu à LIEGE, au Laboratoire d'essais du Génie civil, de l'Université de l'Etat.

J'y ai rencontré Madame K. BRENNEISEN, responsable, à qui j'ai exposé les essais, que je désirais faire effectuer.

Les résultats des essais ont fait l'objet d'un procès-verbal daté du 6 mai 1985, de référence B-G/F.O. n° 39.029.

En possession des divers éléments de l'affaire, j'ai rédigé le procès-verbal des opérations ainsi que la partie descriptive du rapport.

J'ai ensuite étudié et établi les conclusions.

Des déclarations recueillies, des constatations et des essais effectués, résulte l'exposé suivant des faits.

#### Renseignements recueillis.

La hauteur de la cave est d'environ 2,1 mètres.

LATINUS mesurait 1,69 m et pesait environ 55 kgs.

Le garde-manger à partir duquel il était possible de se jeter à une hauteur d'environ 65 cms.

Les pieds de LATINUS, lorsqu'il aurait été dépendu, ne touchaient pas le sol.

L'examen du corps de LATINUS n'aurait fait apparaître que deux sillons.

Ce qui laisserait supposer que le câble de suspension n'aurait comporté qu'un seul brin.

#### Position du problème.

Il s'agit de déterminer si le câble en cause possède une résistance mécanique telle qu'il ne se rompe pas dans les 4 cas suivants :

- |                                    |               |
|------------------------------------|---------------|
| <u>1er cas. En traction simple</u> | - brin unique |
|                                    | - double brin |
| <u>En traction dynamique</u>       | - brin unique |
|                                    | - double brin |

#### TRACTION SIMPLE - Brin unique.

U

L'essai de traction simple consiste à augmenter la charge appliquée au câble sans effet de choc jusqu'à provoquer la rupture.

L'essai montre qu'une première rupture de 37 kgs/force, ce qui correspond à un poids d'environ 37 kgs.

#### TRACTION DYNAMIQUE - Brin unique.

L'essai de traction dynamique consiste à constater si la chute d'un poids de 55 kgs sur une distance de 60 cms est capable de rompre le câble téléphonique auquel ledit poids est attaché.



L'essai montre que cela est le cas.

TRACTION SIMPLE - Double Brin.



L'essai est identique à l'essai de tension simple appliqué au brin unique.

Il n'a pu être réalisé à cause du manque de câble.

On peut toutefois extrapoler les résultats obtenus à condition que les 4 brins reprennent également la charge appliquée.

Si la charge appliquée est répartie uniformément sur les quatre brins, le câble peut supporter une charge maximum de 74 kgs.

TRACTION Dynamique - Double brin.

L'essai est identique à l'essai de traction dynamique - brin unique, excepté que le câble est disposé en deux brins au lieu d'un seul.

L'essai n'a pu être effectué à cause du manque de câble.

Il n'est pas possible d'extrapoler le résultat obtenu dans le cas de l'essai de traction dynamique - brin unique.

CONCLUSIONS.

Si le câble ne comportait qu'un seul brin, les essais permettent de conclure qu'il devait se rompre, quelles que soient les circonstances, sous l'effet d'un poids de 55 kgs.

Si le câble comportait deux brins, il était capable de reprendre une charge statique, c'est à dire sans choc, de 55 kgs, à condition toutefois que les différents brins soient uniformément sollicités.

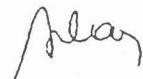
Concernant la résistance d'un câble double brin, sous l'effet d'un choc appliqué par un poids de 55 kgs parcourant une course de 60 centimètres il n'est pas possible de se prononcer.

Il faudrait pouvoir effectuer l'essai sur un câble identique.

Ayant, par ce qui précède, accompli la mission qui m'a été confiée par Monsieur le Juge d'Instruction à NIVELLES, j'ai clos et signé le présent rapport d'expertise, après collationnement sur minute à LIEGE, le 10 décembre 1985.

Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité.

L'expert - ingénieur,

  
A. ORBAN



FM

UNIVERSITE DE LIEGE - INSTITUT DU GENIE CIVIL

G.C. LIEGE

LABORATOIRES D'ESSAIS DU GENIE CIVIL, quai Banning, 6, 4000 LIEGE

Tel. (041) 52 01 80 - 52 71 80

nombre de pages : 2  
nombre de planches : -

Liege, le 6 mai 1985.

PROCES-VERBAL  
DE L'ESSAI B-G/F.O N° 39.029

mandé par Monsieur J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction au tribunal de première instance de Nivelles 1400 - NIVELLES.

par compte de Idem

date d'envoi 29.04.1985/3065 corresp. n° 140/84.

nature du produit 2 tronçons de câbles de téléphone.

provenance -

date de réception 19.04.85

essais demandés 1 essai de traction simple - 1 essai de traction dynamique.

L'Ingénieur responsable : K. BRENNEISEN

Service : Ponts et Charpentes

Professeur : R. BAUS

Le Professeur - Directeur des Laboratoires,

Le Professeur - Directeur des Laboratoires,

*K. Brenneisen*

*R. Baus*

En cas où les matériaux n'ont pas été prélevés par leurs soins, les laboratoires n'acceptent aucune responsabilité concernant

UNIVERSITE DE LIEGE - INSTITUT DU GENIE CIVIL  
LABORATOIRES D'ESSAIS DU GENIE CIVIL

to au Procès-Verbal N° ..... de l'essai ..... B.G./E.O. .... N° ..... 39.029. .... Page ..... 2. ....

ESSAI DE TRACTION SIMPLE-STATIQUE ET DYNAMIQUE SUR UN CÂBLE DE TELEPHONE.

ECHANTILLON RECU

Deux tronçons de câble de téléphone à 3 fils, de 2,4 m de longueur ;  
diamètre extérieur de la gaine  $\approx 4$  mm.

ESSAIS EFFECTUES.

1. Sur un tronçon, on réalise l'essai de traction simple à l'aide d'une machine de traction de 10 tonnes.  
La longueur libre entre les amarrages est de 15 cm.  
La rupture des trois fils à l'intérieur de la gaine se produit sous charge de 37 kgf.  
Ensuite la gaine supporte une charge de 10 kgf, en s'allongeant jusqu'à 28 cm, soit la limite de déplacement des mordaches de la machine (cfr. figure 1).
2. Sur le deuxième tronçon, on réalise l'essai de traction dynamique.  
Un sac contenant un poids de 55 kg est fixé à une extrémité du câble par un noeud coulant.  
La longueur libre du câble, entre le noeud et l'amarrage à l'autre extrémité est de 60 cm.  
Le poids en chute libre de 60 cm provoque deux ruptures des 3 fils à l'intérieur de la gaine ; une de 20 cm du noeud, l'autre à 10 cm de l'amarrage supérieur (cfr. figure 2).

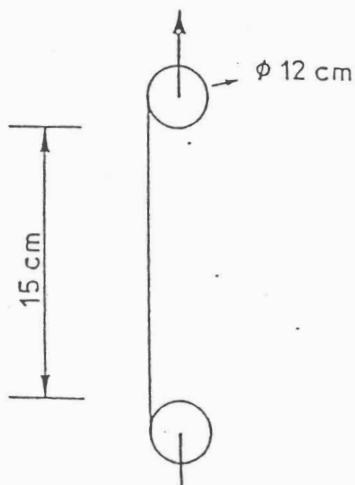


figure 1

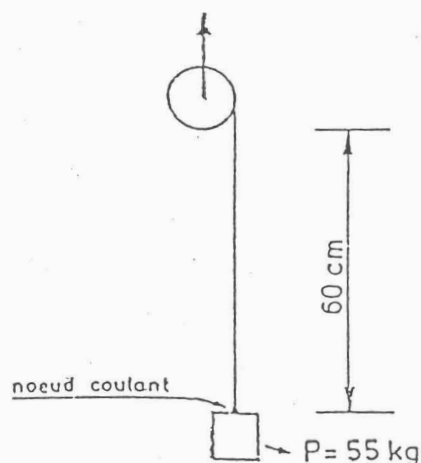


figure 2

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n°  
Notice n°

140/84

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le 14 février 19 85

Monsieur ORBAN  
Rue du Limbourg, 70  
4000 LIEGE

Monsieur l'Expert,

Auriez-vous l'amabilité de prendre contact avec l'adjt.chef  
Dussart de Wavre (010/22 38 15) afin de vous rendre dans la cave  
où Paul Latinus est décédé. Je vous signale que Mr Latinus  
mesurait 1m69 et pesait environ 50 à 55 kg.

D'autre part, le garde-manger a une hauteur de 66cm.  
Le cable se trouve en mon cabinet.

Veuillez agréer, Monsieur l'Expert, l'assurance de ma  
considération très distinguée.

Le Juge d'instruction,

J.M. SCHLICKE

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION  
SCHLICKER

Nivelles, le ..... 197

NIVELLES

Corresp. n° 140/84

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

REQUISITOIRE

Nous, J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction au tribunal de première instance de Nivelles, requérons Monsieur ORRBAN André, domicilié à Liège, rue du Limbourg, n° 70

aux fins de recueillir toutes informations et procéder à tous essais utiles dans le but de déterminer si le câble saisi possédait une résistance mécanique suffisante pour supporter un poids de 55 kg.

Faite du tout rapport motivé et écrit, serment prêté conformément à la loi.

Nivelles le 14 février 1985.



FM

UNIVERSITE DE LIEGE - INSTITUT DU GENIE CIVIL

G.C. LIEGE

28301

LABORATOIRES D'ESSAIS DU GENIE CIVIL, quai Banning, 6, 4000 LIEGE

Tel. (041) 52 01 80 - 52 71 80

Nombre de pages : 2  
Nombre de planches : -

Liège, le 6 mai 1985.

PROCES-VERBAL  
DE L'ESSAI B-G/F.O N° 39.029

Demandé par Monsieur J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction au tribunal de première instance de Nivelles 1400 - NIVELLES.

Pour compte de Idem

Date d'envoi 29.04.1985/3065 corresp. n°140/84.

Nature du produit 2 tronçons de câbles de téléphone.

Provenance -

Date de réception 19.04.85

Essais demandés 1 essai de traction simple - 1 essai de traction dynamique.

L'Ingénieur responsable : K. BRENNEISEN

Service : Ponts et Charpentes

Professeur : R. BAUS

Le Professeur - Directeur des Laboratoires,

Le Professeur - Directeur des Laboratoires,

*K. Brenneisen*

*R. Baus*

En le cas où les matériaux n'ont pas été prélevés par leurs soins, les laboratoires n'acceptent aucune responsabilité concernant l'origine des matériaux; ils garantissent seulement l'exactitude des résultats des essais qu'ils ont effectués. Toute reproduction, même partielle du présent procès-verbal est subordonnée à l'accord des Laboratoires.

121



UNIVERSITE DE LIEGE - INSTITUT DU GENIE CIVIL  
LABORATOIRES D'ESSAIS DU GENIE CIVIL

au Procès-Verbal N° ..... de l'essai ..... B-G/E.O ..... N° ..... 39.029 ..... Page ..... 2.....

ESSAI DE TRACTION SIMPLE-STATIQUE ET DYNAMIQUE SUR UN CABLE DE TELEPHONE.

ECHANTILLON RECU

Deux tronçons de câble de téléphone à 3 fils, de 2,4 m de longueur ;  
diamètre extérieur de la gaine  $\approx 4$  mm.

ESSAIS EFFECTUES.

1. Sur un tronçon, on réalise l'essai de traction simple à l'aide d'une machine de traction de 10 tonnes.  
La longueur libre entre les amarrages est de 15 cm.  
La rupture des trois fils à l'intérieur de la gaine se produit sous charge de 37 kgf.  
Ensuite la gaine supporte une charge de 10 kgf, en s'allongeant jusqu'à 28 cm, soit la limite de déplacement des mordaches de la machine (cfr. figure 1).
2. Sur le deuxième tronçon, on réalise l'essai de traction dynamique.  
Un sac contenant un poids de 55 kg est fixé à une extrémité du câble par un noeud coulant.  
La longueur libre du câble, entre le noeud et l'amarrage à l'autre extrémité est de 60 cm.  
Le poids en chute libre de 60 cm provoque deux ruptures des 3 fils à l'intérieur de la gaine ; une de 20 cm du noeud, l'autre à 10 cm de l'amarrage supérieur (cfr. figure 2).

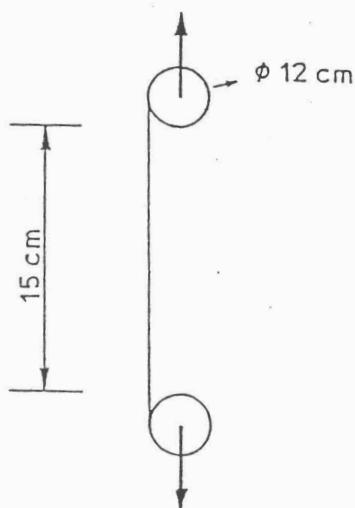


figure 1

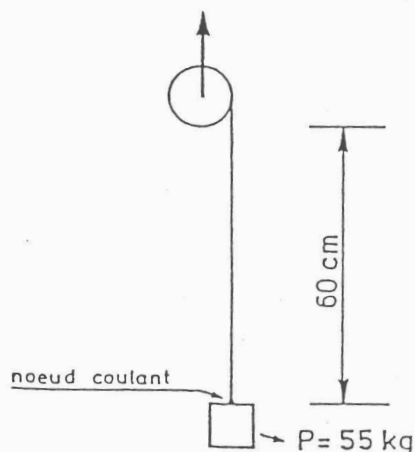


figure 2

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES

Nivelles, le ..... 19



Corresp. n° 140/84

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

RÉQUISITOIRE

Nous, J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction au tribunal de première instance de Nivelles, requérons Madame BRENNHEISEN, au service de Monsieur le Professeur BAUS Bâtiment du Génie Civil Quai Banning 6 - 4000 LIEGE

de réaliser sur l'échantillon remis par l'expert Orban les essais suivants :

- a) un essai de traction simple en vue de déterminer la charge de rupture;
- b) un essai de résistance à un effort dynamique ( h= 60 cm, poids = 55Kg

De faire dutout rapport écrit et motivé, serment prêté conformément à la loi.

Fait en notre cabinet au Palais de Justice à Nivelles le 25 avril 1985.



*[Signature]*

Le présent réquisitoire doit être joint à l'état de frais en double exemplaire.

Cabinet de  
M. le Juge d'Instruction  
J. MICHEL SCHLICHER

Dossier n° 140/84

N° des notices  
31 40 713/84

Décision du Magistrat

# TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A NIVELLES

GREFFE CORRECTIONNEL

## INVENTAIRE DES PIÈCES DE CONVICTION

Registre  
pièces de  
conviction

N° 23806

LIVRE

en cause de ☒ X  
(affaire LATINUS)

Prévention : coups et blessures ayant entraîné la mort

Déposées par M. le Juge d'instruction J.M. SCHLICHER

Date du dépôt : 15/10/1986

Saisie opérée le

Plaignant : (1)

Saisie opérée chez ou sur : (1)

### Nomenclature des objets saisis :

ANNEXES au P.V. 1184 du 9 avril 1986 de la BSR de Wavre  
audition de LIBERT Michel, soit une farde de cours  
'DES DROITS PUBLICS' et une farde de cours 'PRINCIPALES  
DISPOSITIONS EGALES CONCERNANT LE SEJOUR DES ETRANGERS  
EN BELGIQUE'

Nivelles le 15/10/1986,

Le Greffier

*C. G.*

LOCAL

Nom, prénoms, adresse

Le Greffier

GENDARMERIE

INVENTAIRE

DES OBJETS SAISIS  
DÉPOSÉS AU GREFFE

Brigade : .....

BSR : ...de Wavre.....

Det Jud : .....

Cp Mob : .....

Objets saisis suite à (1) Meurtre ou suicide de LATINUS Paul.

effectué chez (2) VAN HOUTVONCK Mireille, Court St Etienne  
rue de Limoges, n° 6.

à la date du 26 juin 84

par (nom et qualité du verbalisant) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML

en présence/absence (3) du prévenu (2) : .....

en présence/absence (3) d'une personne mandatée par lui (2) .....

Date et numéro du procès-verbal de base : 26 juin 84

Saisi d'office/sur ordre de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER suite  
à son dossier n° 140/84

à ...../suite à la demande orale de  
Monsieur le Procureur du Roi .....

à ...../suite à l'apostille N° .....  
de Monsieur le Procureur du Roi .....

à .....

Dossier n° 140/84 de  
Mr le J.I. SCHLICKER

P.V. B.S.R. de  
Wavre.

VANPETEGHEM

Nom du gendarme saisissant

1 ML

Grade

Signature

fraction (ou tentative).

Inventaire des objets

PROPRIÉTAIRE DE L'OBJET (nom, prénom, domicile)

	ayant servi ou ayant été destiné à commettre l'infraction	ayant été le produit de l'infraction	pouvant servir à la manifestation de la vérité	
1° Un câble de télé- phone.	non	non	oui	personne.
2°				
3°				
4°				
5°				
6°				
7°				
8°				
9°				
10°				

Reçu au greffe

Remis au greffe

..... Signature

..... Signature

GENDARMERIE

Notice n° 45.41.6879/83  
INVENTAIRE

Dossier 140/84  
J.I. SCHLICKER

DES OBJETS SAISIS  
DÉPOSÉS AU GREFFE

Brigade : .....  
BSR : .....  
Det Jud : .....  
Gp Mob : .....

Objets saisis suite à (1) ...MENACES DE MORT...

effectué chez (2) ...VAN HOUTVINCK Mireille...

...rue de Limauge, 6 à COURT-ST-ETIENNE...

à la date du ...31 octobre 83...

par (nom et qualité du verbalisant) ...GUIDOESSE Jean-Louis...

en présence/absence (1) du prévenu (2) VAN HOUTVINCK Mireille...

en présence/absence (3) d'une personne mandatée par lui (2)...

Date et numéro du procès-verbal de base : ...31/10/83...

Saisi d'office/sur ordre de Monsieur le Juge d'Instruction...

à .../suite à la demande orale de

X Monsieur le Procureur du Roi X

X X X /suite à l'apostille N°

de Monsieur le Procureur du Roi

X

LN 203

GUIDOESSE MDI

Grade

Signature

nomination de l'infraction (ou tentative),  
n, prénom, domicile,  
et la mention inutile.

GENDARMERIE

Notice n° 45.41.6879/83  
INVENTAIRE

Dossier 140/84  
J.I. SCHLICKE

DES OBJETS SAISIS  
DÉPOSÉS AU GREFFE

Brigade : .....  
BSR : .....  
Det Jud : .....  
Gp Mob : .....  
Tf. 010 2 41 42

Objets saisis suite à (1) ...MENACES DE MORT.....

effectué chez (2) ...VAN HOUTVINCK Mireille.....

.....rue de Limauge, 6 à COURT-ST-ETIENNE.....

à la date du ...31 octobre 83.....

par (nom et qualité du verbalisant) .....GUIDOSSE Jean-Louis.....

en présence/absence (3) du prévenu (2) :  
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX VAN HOUTVINCK Mireille

en présence/absence (3) d'une personne mandatée par lui (2)  
XX

Date et numéro du procès-verbal de base : .....31/10/83.....

Saisi d'office/sur ordre de Monsieur le Juge d'Instruction  
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

à ...../suite à la demande orale de

x Monsieur le Procureur du Roi

xxx /suite à l'apostille N°

de Monsieur le Procureur du Roi

x

2 n 203

GUIDOSSE MDL saisissant

Grande  
Signature

Inventaire des objets	ayant servi ou ayant été destiné à commettre l'infraction	ayant été le produit de l'infraction	pouvant servir à la manifestation de la vérité	PROPRIÉTAIRE DE L'OBJET (nom, prénom, domicile)
1°				
2° 1 carnet de mémoire		X		LIBERT Michel
1 page d'adresses et N° de téléphones				
3°				
4°				
5°				
6°				
7°				
8°				
9°				
10°				

Reçu au greffe

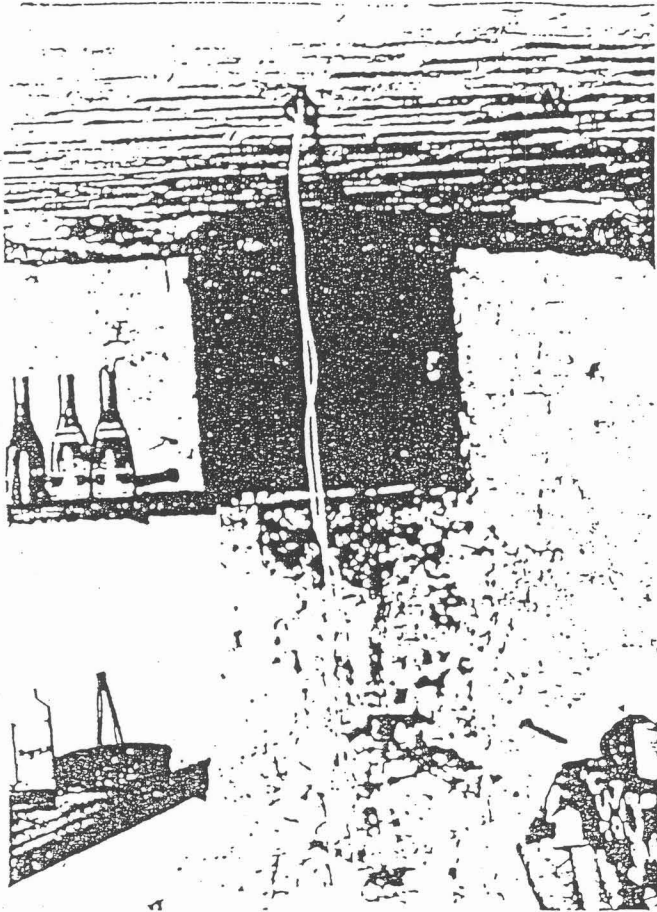
Signature

Remis au greffe

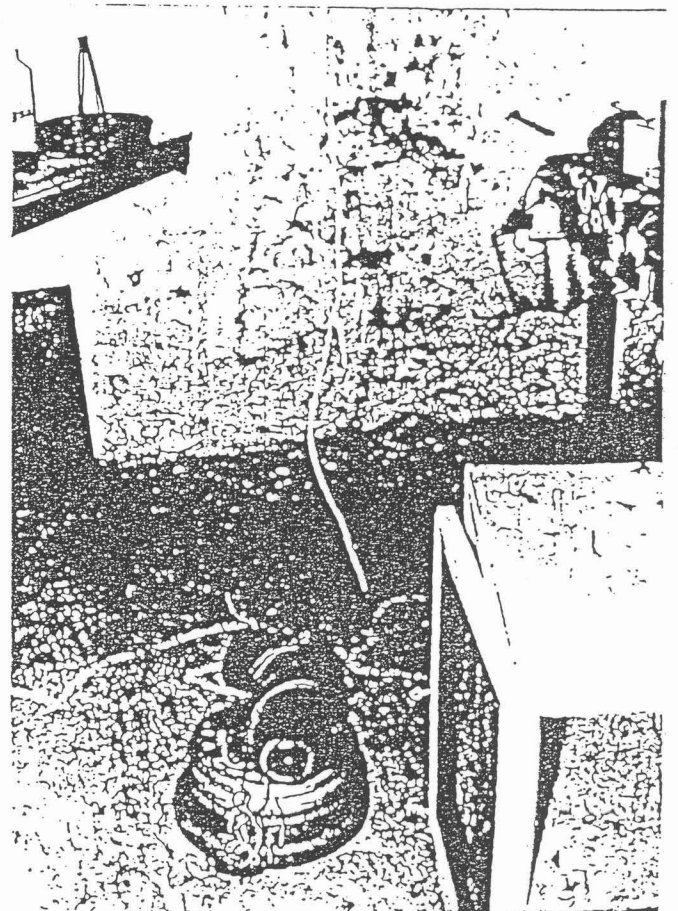
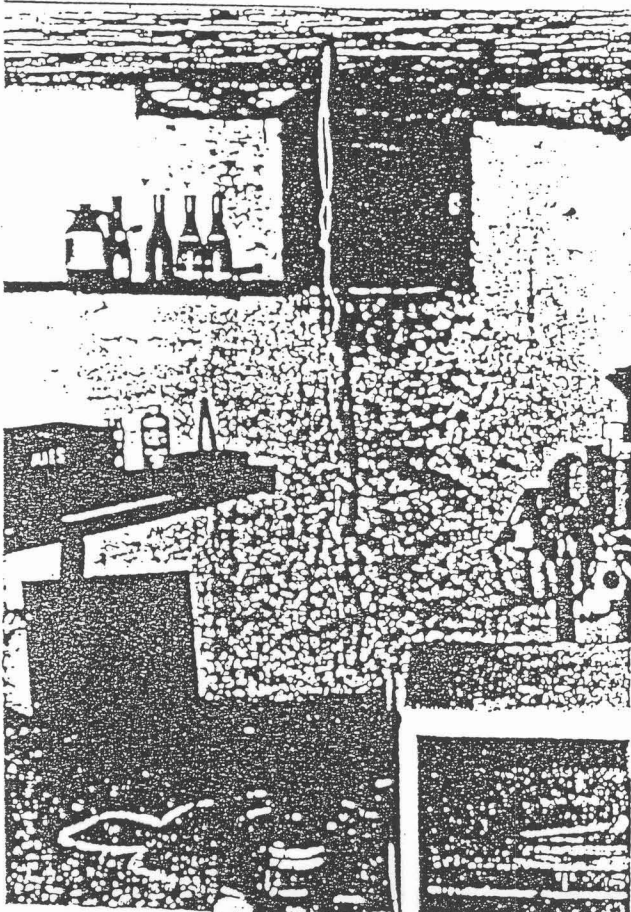
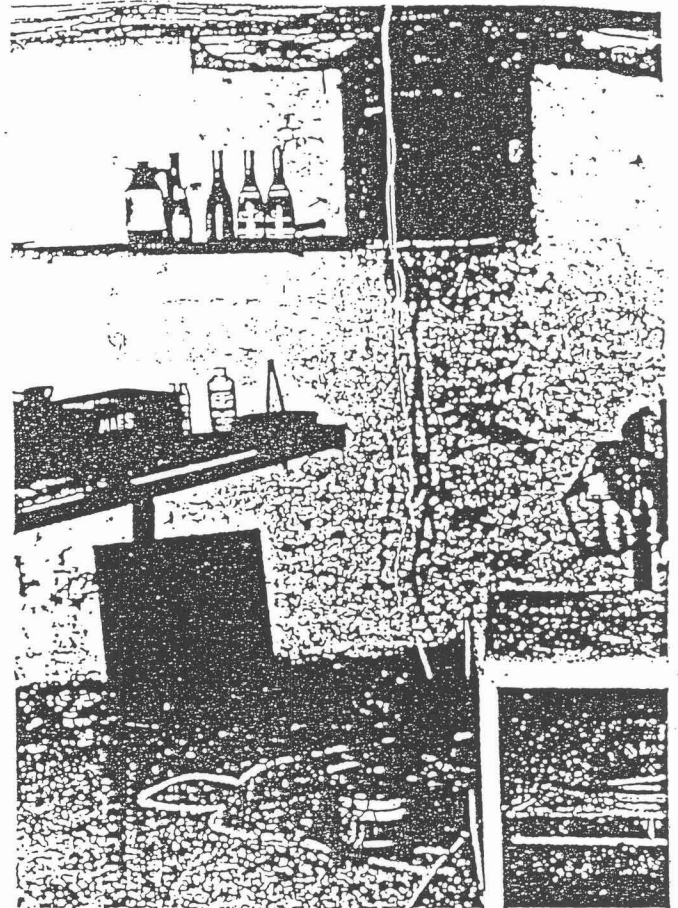
Signature



1



3



Cabinet de  
M. le Juge d'instruction  
**J. MICHEL SCHLICKER**

Dossier n° 140/84

N° des notes

31.40 713/84

Décision du Magistrat

LOCAL

(1) Nom, prénoms, adresse

# TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE NIVELLES

GREFFE CORRECTIONNEL

## INVENTAIRE DES PIÈCES DE CONVICTION

Registre  
pièces de  
conviction

N° 21201

LIVRE

en cause de X.

Prévention Coups et blessures ayant entraîné la mort

Déposant le J.I. J.M. SCHLICKER

Date et n° du P.V.

transmis à

Date du dépôt 28 Janvier 1985

Saisie opérée d'office en vertu du réquisitoire de M. le Procureur du Roi - M. le Juge d'instruction  
en date du

Plaignant (1)

Saisie opérée chez ou sur

### Nomenclature des objets saisis :

Un fil téléphonique blanc fourni par la R.T.T. et ayant  
notamment servi lors de la reconstitution à Court St Etienne  
le 25 janvier 1985.

le c.s. greffier del.

Le Greffier



GENDARMERIE

Notice n°

INVENTAIRE

Dossier 140/84  
J.I. SCHLICKER

GENDARMERIE

Brigade : Brigade d'OTTIGNIES-LOUVAIN

BSR : Rue de la Chapelle

Det Jud : 1340 OTTIGNIES-LOUVAIN

Tel. 010 / 41 43 44

Gp Mob :

DES OBJETS SAISIS  
DÉPOSÉS AU GREFFE

Objets saisis suite à (1) ... MENACES DE MORT

effectué chez (2) ...

VAN HOUTVINCK Mireille

à la date du ... rue de Limauge, 6 à COURT-ST-ETIENNE

31 octobre 83

par (nom et qualité du verbalisant) ...

GUILOESE Jean-Louis

en présence/absence (3) du prévenu (2) :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX VAN HOUTVINCK Mireille

en présence/absence (3) d'une personne mandatée par lui (2) :

XXX

Date et numéro du procès-verbal de base :

31/10/83

Saisi d'office/sur ordre de Monsieur le Juge d'Instruction

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

à ... /suite à la demande orale de

Monsieur le Procureur du Roi

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

à ... /suite à l'apostille N°

de Monsieur le Procureur du Roi

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

à ...

X

GUIDOSSE

Grade

Signature

- 1) Dénomination de l'infraction (ou tentative).  
2) Nom, prénom, domicile.  
3) Biffer la mention inutile.

Inventaire des objets				PROPRIÉTAIRE DE L'OBJET (nom, prénom, domicile)
	ayant servi ou à commettre l'infraction	ayant été le produit de l'infraction	pouvant servir à la manifestation de la vérité	
1°				
2°	1 carnet de mémoire		X	LIZENT Michael
3°	1 page d'adresses et 13 de téléphones			
4°				
5°				
6°				
7°				
8°				
9°				
10°				

Reçu au greffe

Signature

Remis au greffe

Signature

GENDARMERIE

INVENTAIRE

DES OBJETS SAISIS  
DÉPOSÉS AU GREFFE

Brigade : .....

BSR : .....de Wavre.....

Det Jud : .....

Gp Mob : .....

Objets saisis suite à (1) Meurtre ou suicide de LATINUS Paul.

effectué chez (2) VAN HOUTVINCK Mireille, Court St Etienne  
rue de Limauges, n° 6.

à la date du 26 juin 84

par (nom et qualité du verbalisant) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML

en présence/absence (3) du prévenu (2) :

en présence/absence (3) d'une personne mandatée par lui (2) :

Date et numéro du procès-verbal de base : 26 juin 84 P.V. 606/84 de  
la B.S.R. de Wavre

Saisi d'office/sur ordre de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER suite  
à son dossier n° 140/84

à ...../suite à la demande orale de  
Monsieur le Procureur du Roi

à ...../suite à l'apostille N°  
de Monsieur le Procureur du Roi

à .....

20378

VANPETEGHEM

Nom du gendarme saisissant

1 ML

Grade

Signature

134

Inventaire des objets

PROPRIÉTAIRE DE L'OBJET (nom, prénom, domicile)

1° Un cable de télé-  
phone

2°

3°

4°

5°

6°

7°

8°

9°

10°

oui

non

non

pouvant servir  
à la  
manifestation  
de la vérité

ayant été  
le produit  
de  
l'infraction

ayant servi ou  
ayant été destiné  
à commettre  
l'infraction

Reçu au greffe

Remis au greffe

27/7/84

Signature

*[Signature]*

Signature

# Gendarmerie

District WAVRE

Brigade OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

N° 5111

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Suite à la notice n° 45.41.6879/83  
de Monsieur le Procureur du Roi  
NIVELLES.

\* \* \*

La cause de :

est inconnu(s).

Le chef de :

menaces verbales.

\* \* \*

SUBJET :

renseignements d'ordre général.

98631 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 (N° 24115 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui trente et un octobre mil  
neufcent quatre-vingt-trois à 1500 heures ;

Nous soussigné(s) JACQUET Jean-Pierre, Adjudant-Chef

de gendarmerie,  
en résidence à OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à la notice rappelée en marge, nous recevons la  
visite du nommé LATINUS Paul, mieux identifié au procès-verbal  
initial et qui nous signale qu'il est en mésentente avec son amie  
VAN HOUTVINCK Mireille et que celle-ci en profite pour tenter  
d'écouler dans les cafés et plus spécialement au café l'Ottintois  
boulevard Martin à 1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE, des photoco-  
pies du rapport PINON, rapport appartenant à l'intéressé et  
resté chez VAN HOUTVINCK, ceci dans le but de lui nuire. LATINUS  
Paul pense qu'il faut mettre ce geste dans le contexte de sa  
plainte du 28 octobre 1983.

Nous avons immédiatement pris contact téléphoniquement avec  
le nommé FAUCONNIER Albert, exploitant le débit de boissons  
susmentionné, qui nous a déclaré verbalement que VAN HOUTVINCK  
Mireille s'était effectivement trouvée dans son établissement  
le 28 ou le 29 octobre 1983 et qu'elle avait effectivement  
exhibé différents feuillets d'un rapport qu'il avait refusé de  
regarder plus avant nonobstant le fait que VAN HOUTVINCK Mireil-  
le voulait les lui donner. Il déclare lui avoir rétorqué de les  
garder elle-même et elle n'aurait pas insisté. FAUCONNIER Alber-  
ne pouvant préciser le motif des agissements de l'intéressée.

Nous avons aussitôt envoyé un service chez VAN HOUTVINCK  
Mireille avec mission de la ramener au bureau de la brigade  
avec le dossier dont question.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

Vu

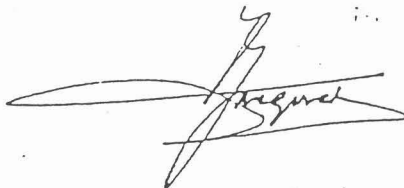
Le Commandant du district,

Les gendarmes ont ramené l'intéressée avec un dossier qui s'est avéré à l'examen n'être composé que de coupures de presse récentes relatant les péripéties des personnes en cause dans l'affaire du Westland Nieuw Post.

Nous avons alors entendu l'intéressée, cette audition fait l'objet d'un procès-verbal distinct et une visite domiciliaire consentie a également été effectuée en son domicile.

L'affaire PINON dont LATINUS fait état, fait l'objet de la notice n° 38.91.005/79 de Monsieur le Procureur du Roi à NIVELLES.

Dont acte,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. J. J. J.', written over a horizontal line.



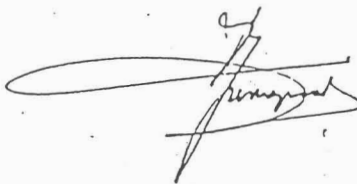
certainement pas à des patrons de café. Il m'arrive effectivement de fréquenter divers établissements. Je n'ai proféré aucune menace envers le nommé LATINUS, je n'ai seulement demandé de quitter définitivement mon domicile, ce qu'il a d'ailleurs fait. Je n'ai chargé personne de proférer des menaces téléphoniques à l'encontre de LATINUS ou de sa mère. Lorsque je téléphone à cette dernière, elle raccroche aussitôt le cornet sans plus.

Je marque mon accord pour que la Gendarmerie effectue en mon domicile et ses dépendances une perquisition. J'occupe toute la maison à l'adresse."  
Lecture faite, persiste et signe.

20/10/39

Jean Bonfils

Dont acte,

A handwritten signature, possibly reading "J. Bonfils", written in dark ink over a horizontal line.

INVENTAIRE  
DES PIECES DE LA PROCEDURE EN CAUSE DE X. -

DOSSIER N° 140/84

N° d'ordre	DATE	RELEVÉ DES PIÈCES
1	19 Fausse	Identité
2	"	Pièces de forme
3	"	Pièces à conviction
4	"	Plans et photographies
5	"	autopsie
6	"	expertise toxicologique
7	"	expertise traction simple et dynamique
8	18/10/83	PV 45.41.6879/83 Bd. Ott. LLN plainte latineus
9	31/10/83	PV 5111 Bd. Ott. LLN renseign.
10	31/10/83	PV 5112 Bd. Ott. LLN audit. Van Houtvinck M.
11	31/10/83	PV 5113 Bd. Ott. LLN perquisition Van Houtvinck
12	24/4/84	PV 3140713/84 Bd Court-st. E. PV initial
13	25/4/84	PV 335/84 audit. Van Houtvinck Hieille
14	25/4/84	PV 337/84 BJR Wane aud. Lanoy (7ann).
15	25/4/84	PV 2848 Bd. Wane aud. Biologhini + Lanoy.
16	25/4/84	PV 762 Bd Court-st. E. perquisition Coemants
17	25/4/84	Réquisitoire de mise à l'instruction
18	25/4/84	PV de descente sur les lieux
19	25/4/84	Interrogatoire Van Houtvinck Hieille

20	26/4/84	PV 740 Bd Count-st-Etienne
21	30/4/84	PV 748 BSR Wane
22	4/5/84	PV 745 " " audit. lecomte Alain
23	16/5/84	transmis
24	22/5/84	PV 900 Bd. Count-st-Etienne
25	23/5/84	PV 497 BSR Wane audit. Lanoix, Fauconnier,
26	24/5/84	Déposition de Hanguin Douillet, Delombaerde Rini.
27	1/6/84	PV de descente sur les lieux
28	5/6/84	PV 477 BSR Wane
29	14/6/84	Déposition de Delombaerde Charles
30	14/6/84	" de Kausse Joseph
31	14/6/84	" de Smelt Christian
32	18/6/84	" de Estievenart Bernard
33	22/6/84	" de Lancy Francine
34	21/6/84	PV 473 BSR Wane audit. Lanoix F.
35	21/6/84	PV 474 " " renseign.
36	26/6/84	PV 411 BSR Bux audit. Youmou D.
37	26/6/84	Déposition Van Houtvrick H. (Frais)
38	26/6/84	PV 606/84 B.S.R. Wane reconstitution
39	28/6/84	PV 607 " "
40	28/6/84	PV 610 " "
41	3/7/84	PV 635 " "
42	17/7/84	PV 693 " "
43	18/7/84	PV 694 " "
44	6/8/84	PV 1411 Bd. Ott. LUN
45	10/9/84	PV 913 BSR Wane notes Libert
	14/9/84	PV 912 " " agenda latinus

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

A  
BRUXELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

J. 30

TRANSMIS }  
~~REVOYE~~ } à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'Instruction

*Schlicker*

Bur. :

Doss. n° :

Corr. n° :

*47/82 -*

à

*B. de A. de*

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

1 pièce ci-jointe

Je le prie de lui faire adresser  
la copie emplète de ~~la~~ dossier en  
cause du ~~déjà~~ suspect J. Lathuys  
pour fonction à son inscription concer-  
nant la double mention de la rue de  
la Pastorale. Cette instruction est  
permise et doit être communiquée.

*Toutefois -*

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles le

*30-1*

19

Le Juge d'Instruction,

*[Signature]*

19/10/84	PV 969 BSR Wane
17/12/84	PV 1195 " "
18/1/85	transmis
20/1/85	id.
25/1/85	Procès-verbal de descente sur les lieux.
29/1/85	PV 103 BSR Wane
25/1/85	transmis
18/3/85	PV 135 BSR Wane
25/3/85	PV 360 " "
25/3/85	PV 361 " "
16/4/85	PV 420 " " audit. Vanvynck Guy
16/4/85	transmis
17/4/85	Déposition de Vanvynck Guy
22/4/85	PV 134 BSR Wane audit. Luyckx/Jassul F.
12/6/85	Déposition Kasse Joseph.
13/6/85	Déposition Estievenart Bernard
17/6/85	Déposition Dispa Michel
18/6/85	PV 380 Pol Court-et-Etienne
19/6/85	transmis

Cabinet de M. le Juge d'instruction

M. SCHLICKER

Dossier n° : 146/87

Nous, Juge d'instruction au

Tribunal de première instance de Nivelles

invitons conformément à la loi

M. Bernard, 66 Avenue de la Liberté  
Senebier, 1400 Nivelles

à comparaître en personne, le 17 Décembre 1961, à 15 heures  
devant nous en notre cabinet au Palais de justice à Nivelles  
pour y être entendu

Faute de satisfaire à la présente invitation, des mesures appropriées seront prises en vue de sa comparution.

le

Le Juge d'instruction,

19

Taxé à sa demande en vertu des articles (1)  
du tarif du 28-12-1950 au témoin

résidant à , canton de  
la somme de pour jour de comparution (2)  
et kilomètres parcourus savoir : par voie ordinaire  
et par chemin de fer.

Le témoin a déclaré :

- 1) ne recevoir ni traitement ni rétribution fixe à charge de l'Etat, de la Province, de la Commune, ni d'un service public qui en dépend, ni de la S.N.C.B. ;
- 2) n'avoir pas joui d'une réduction du prix du transport.
- 3) avoir joui d'une réduction de ..... % (3).

Le

19

Le Juge d'instruction,

Pour acquit :

- (1) Les articles à viser sont les suivants :  
art. 29 — indemnité de comparution de témoin ;  
art. 30 — indemnité de comparution d'expert ;  
art. 31 — suppression de l'indemnité de comparution de témoin (service public) ;  
art. 32 — indemnité de voyage si plus de 5 kilomètres ;  
art. 33 — réduction chemin de fer ou vicinal ;  
art. 34 — indemnité de nuit ;  
art. 35 — témoin venant de l'étranger ;  
art. 38 — malades ou infirmes, garçons de moins de 15 ans et filles de moins de 13 ans accompagnés.
- (2) à biffer dans le cas de l'article 31 du tarif.
- (3) à biffer éventuellement.

AVIS. — 1. L'article 123 nonies du Code pénal (art. 3, 1° et 3°, de la loi du 14-6-1948) punit de peines correctionnelles celui qui fait usage du droit de témoignage sous la loi du serment dont il est interdit ou déchu.  
2. La personne avertie devra se présenter munie de sa carte d'identité.

INDEMNITES DUES AU TEMOIN

Comparution	{ le matin		
	{ l'après-midi		
K. M.	2 x	km.	
	à	le km.	
	2 x	km.	
	à	le km.	
TOTAL			
Réduction du prix du transport			%
RESTE DU			

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction

J. Michel SCHLICKER

Dossier n° :

140/84

TRANSMIS à MONSIEUR

le Bourgmestre

le Commissaire de police

le Commandant de la brigade de gendarmerie.

à *Christophe L. Lell*

avec prière de :

- 1) faire remettre d'urgence a                      destinataire l'avertissement ci-contre ;
- 2) signaler à l'intéressé-e que faute de satisfaire à cet avertissement des mesures appropriées devront être prises en vue de sa comparution ;
- 3) l'informer qu'une indemnité de témoin lui sera allouée à sa demande si elle est due légalement ;
- 4) nous retourner, dûment complété, le récépissé ci-dessous ;
- 5) nous aviser d'urgence des raisons de la non-remise de l'avertissement a                      destinataire ;
- 6) faire suivre en cas de changement d'adresse.

, le 10-12-1985

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

J. 30

A  
BRUXELLES

TRANSMIS }  
~~RENOUVE~~ } à MONSIEUR

~~le Procureur~~ }  
le Juge d'Instruction } *Schlicker*

M. LE JUGE D'INSTRUCTION  
DE  
*F. J. J. J.*

Bur. :

Doss. n° : *64/82*

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

1. pièce  
et jointe

*Une instruction à charge de l'arbitre et  
l'arbitre est renvoyé. Je dois  
avoir y jointe une copie expédite,  
expédiée conforme de la instruction  
concernant la mort suspecte de l'arbitre.  
Pour et de l'adresse en la dire vers  
qu'elle doit la instruction sur l'arbitre.  
Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.*

Bruxelles le *25.11.* 19 *85.*

Le Juge d'Instruction,

*[Signature]*

RECEVU  
LE 22 OCT 1974  
PAR  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction

N° 1190/215

pour son dossier n° 140/84.

L'avertissement destiné à *HELTAN Marie Jeanne Germaine, rue de la Visitation 33, WARE*  
été remis par nous *TOCHTANS Jean, son époux et seules personnes à INDORE*  
le 22 octobre. heures à *Madeleine HELTAN. Marie Jeanne*  
qui signe avec nous.

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

CHATELAIN-GILBERT, le 29 octobre 1974

*[Signature]*

*[Signature]*  
TOCHTANS  
402

# TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

DE  
NIVELLES

## AVERTISSEMENT

Cabinet de M. le Juge d'instruction

J. MICHEL SCHLICKER

Dossier n° : 140/84

Nous, J. MICHEL SCHLICKER  
Tribunal de première instance de

Juge d'instruction au

invitons conformément à la loi

*M. MICHEL SCHLICKER*  
*Renonciation n° 67*  
à comparaître en personne, le 25 octobre 1935  
devant nous en notre cabinet au Palais de justice à  
pour y être entendu

*Guiraud*  
*Nivelle*

1935, à 15 heures

Faute de satisfaire à la présente invitation, des mesures appropriées seront prises en vue de sa comparution.

le 16-10-1935

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*

Taxé à sa demande en vertu des articles (1)  
du tarif du 28-12-1950 au témoin

résidant à , canton de  
la somme de pour jour de comparution (2)  
et kilomètres parcourus savoir : par voie ordinaire  
et par chemin de fer.

Le témoin a déclaré :

- 1) ne recevoir ni traitement ni rétribution fixe à charge de l'Etat, de la Province, de la Commune, ni d'un service public qui en dépend, ni de la S.N.C.B. ;
- 2) n'avoir pas joui d'une réduction du prix du transport.
- 3) avoir joui d'une réduction de ..... % (3).

Le

19

Le Juge d'instruction,

Pour acquit :

### INDEMNITES DUES AU TEMOIN

Comparution	le matin	
	l'après-midi	
K. M.	2 x	km.
	à	le km.
	2 x	km.
	à	le km.
TOTAL		
Réduction du prix du transport		%
RESTE DU		

- (1) Les articles à viser sont les suivants :
- art. 29 — indemnité de comparution de témoin ;
  - art. 30 — indemnité de comparution d'expert ;
  - art. 31 — suppression de l'indemnité de comparution de témoin (service public) ;
  - art. 32 — indemnité de voyage si plus de 5 kilomètres ;
  - art. 33 — réduction chemin de fer ou vicinal ;
  - art. 34 — indemnité de nuit ;
  - art. 35 — témoin venant de l'étranger ;
  - art. 38 — malades ou infirmes, garçons de moins de 15 ans et filles de moins de 18 ans accompagnés.
- (2) à biffer dans le cas de l'article 31 du tarif.
- (3) à biffer éventuellement.

142

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction

Michel SCHLICKER

Dossier n° :

TRANSMIS à MONSIEUR

le Bourgmestre

le Commissaire de police

le Commandant de la brigade de gendarmerie.

à

G. Verzi

POLITIE OVERIJSE

17 -10- 1985

Nr. 4785

avec prière de :

- 1) faire remettre d'urgence a *alt* destinataire l'avertissement ci-contre ;
- 2) signaler à l'intéressé-e que faute de satisfaire à cet avertissement des mesures appropriées devront être prises en vue de sa comparution ;
- 3) l'informer qu'une indemnité de témoin lui sera allouée à sa demande si elle est due légalement ;
- 4) nous retourner, dûment complété, le récépissé ci-dessous ;
- 5) nous aviser d'urgence des raisons de la non-remise de l'avertissement a destinataire ;
- 6) faire suivre en cas de changement d'adresse.

, le 16 -10- 1985

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction

sur son dossier n°

L'avertissement destiné à  
a été remis par nous

heures à

il signe *[Signature]* nous.

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

, le

POLITIE OVERIJSE

17 -10- 1985

Nr. 4785.

Nummer van het DOSSIER  
BIJ HET PARKET :

Brievenregister nr

Code nr

Proces-verbaal nr

4505

De feiten deden zich voor te

op

ARRESTANT

SPOEDSEND

Verlof tot begraven — Bloedproef — Beslag

AFSCHRIFT WEGENS

Jeugdbescherming — Ambtenaar — Militair

Toegezonden aan de Heer

Onderzoeksrechter SCHLICKER, J.M

bij de R.B. van 1-ste Aanleg

— dit aanvankelijk proces-verbaal NIVELLES

— Ingevolge kantschrift nr NIJVEL

van 140/84 dd. 16/10/1985.

van de politie van

ten laste van

uit hoofde van

verzonden op

— ingeolge C.S.B. nr

(datum)

De Politiekommissaris

Burgemeester

*[Handwritten signature]*

(Het overbodige doorhalen).

Dit vakje is bestemd voor het parket.

ervolgingen  
n laste van  
q. burgerlijk  
insprakelijk

hoofde van

klacht van

nadele van

c

été

Si

dmb

## Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade B.S.R

N° 336

ANALYSE DU PROCES-VERBAL  
TRANSMISSION D'UN DOSSIER  
PHOTOGRAPHIQUE.

En cause de :

LATINUS Paul, I4.01.50, domicilié  
à LAËKEN Ave des Pagodes  
n° 38.Ligé suite au dossier n°  
I40/84 de Monsieur le Juge  
d'instruction SCHLICKER du  
tribunal de NIVELLES.

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui quatre mai mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre a I400 heures ;Nous soussigné(s) BALFROID Franz et BIHAY Gérard

sous/officiers

de gendarmerie,

en résidence à B.S.R de WAVRE

revêtu(s) de notre uniforme ;

tenue bourgeoise ;

Transmettons ci-joint le dossier photographique  
établi le 25 avril 1984 suite au décès suspect du nommé  
L A T I N U S Paul, né le 14 janvier 1950, au domicile de la  
nommée VANHOUTVINCK Mireille rue de Limauge n° 6 à COURT-  
ST-ETIENNE (Photos n° I à 9).Les photos n° 10 et 11 ont été faites à la demande de Mon-  
sieur le médecin légiste le docteur CHAILLY lors de l'  
autopsie de Paul LATINUS.

Dont acte.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

M

Le Commandant de la brigade,

U

Le Commandant du district,

GENDARMERIE

District : de WARE

Brigade : B.S.R.

DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE

Affaire : LATINS

Réf. : Dossier n° 140/84 de

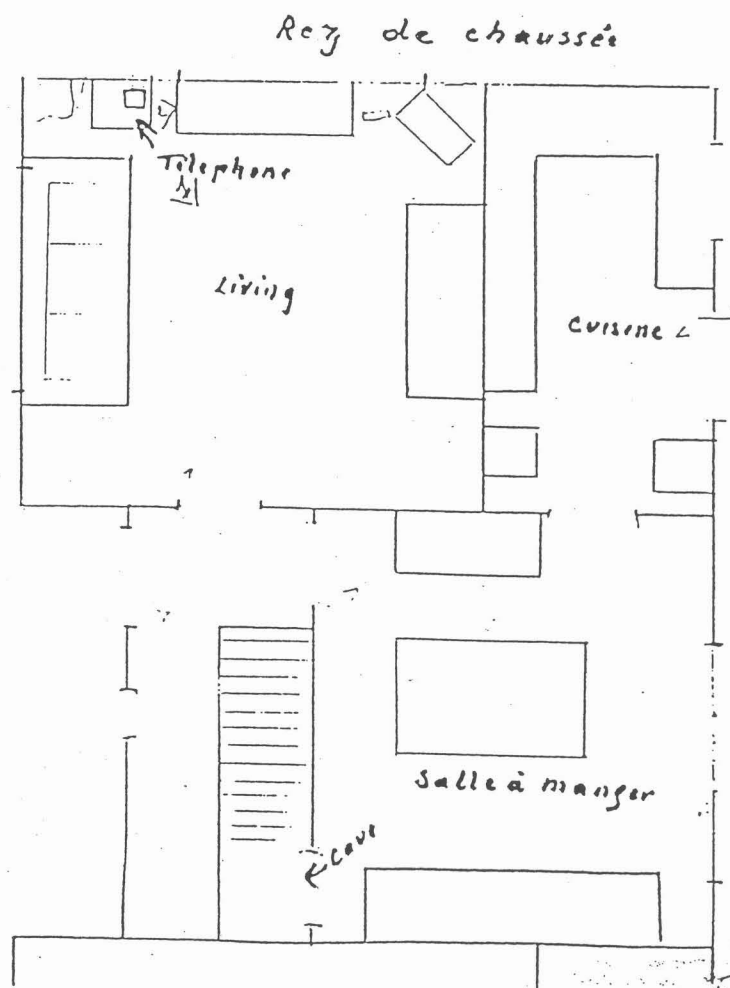
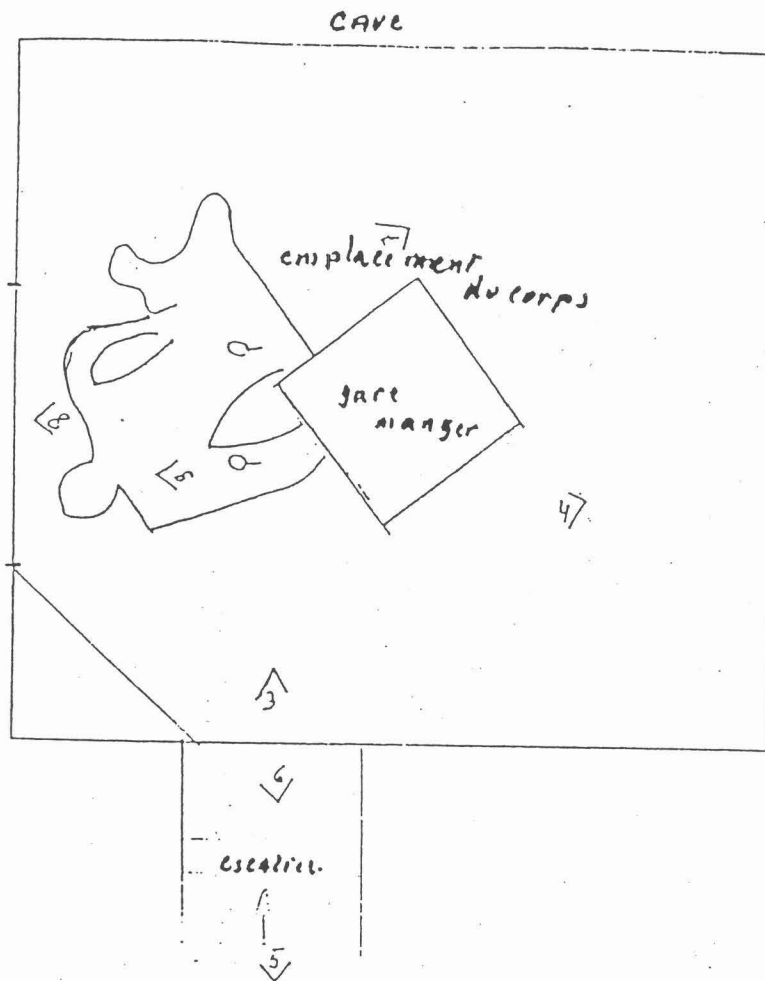
Monsieur le J.I SCHLICHER  
du Parquet de Nivelles

PV n° 336 du quatre mai 1984

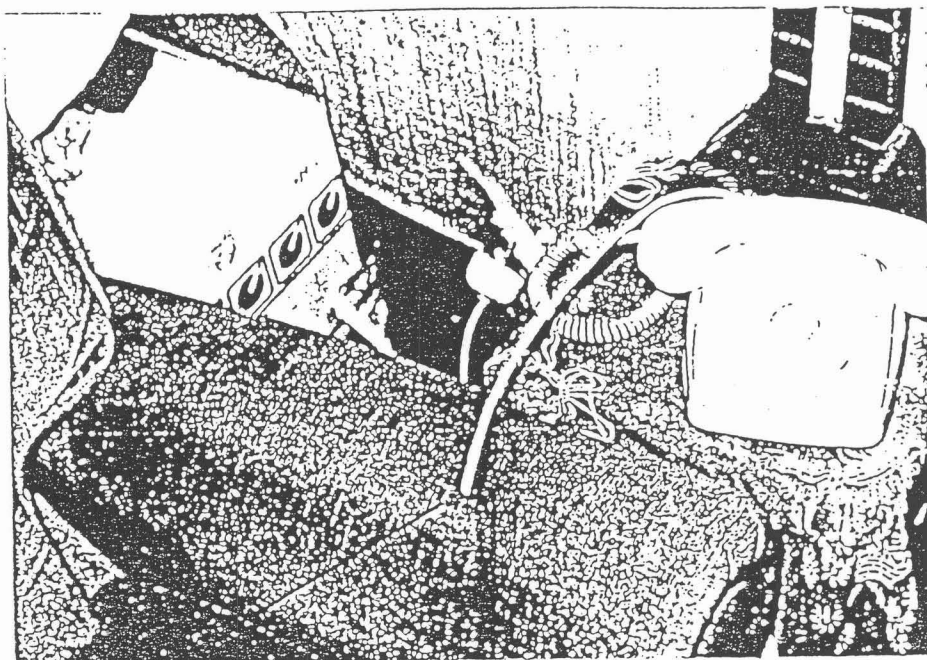
*[Signature]*  
opérateur

(5)



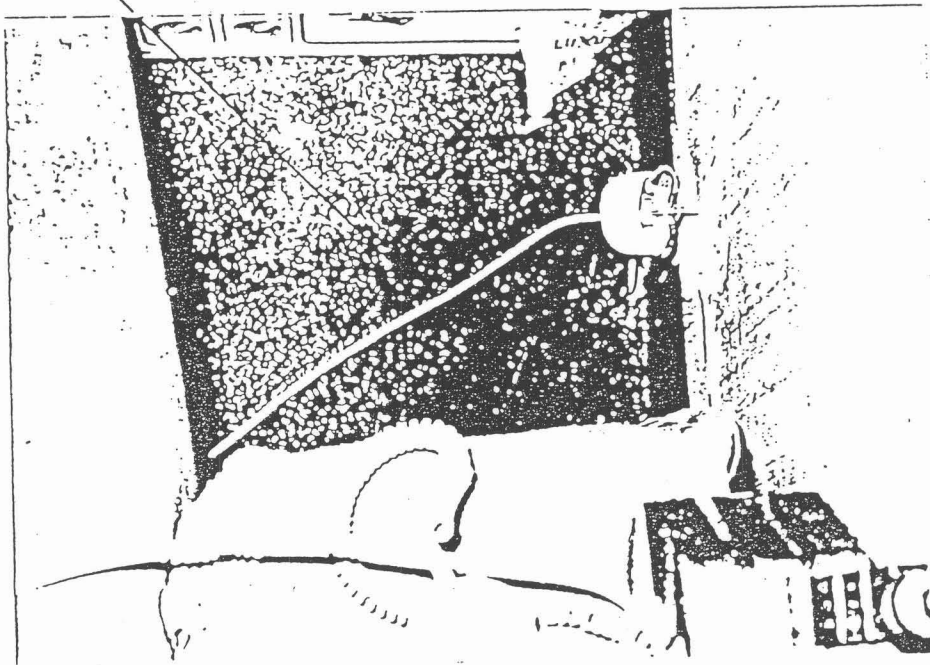


1)



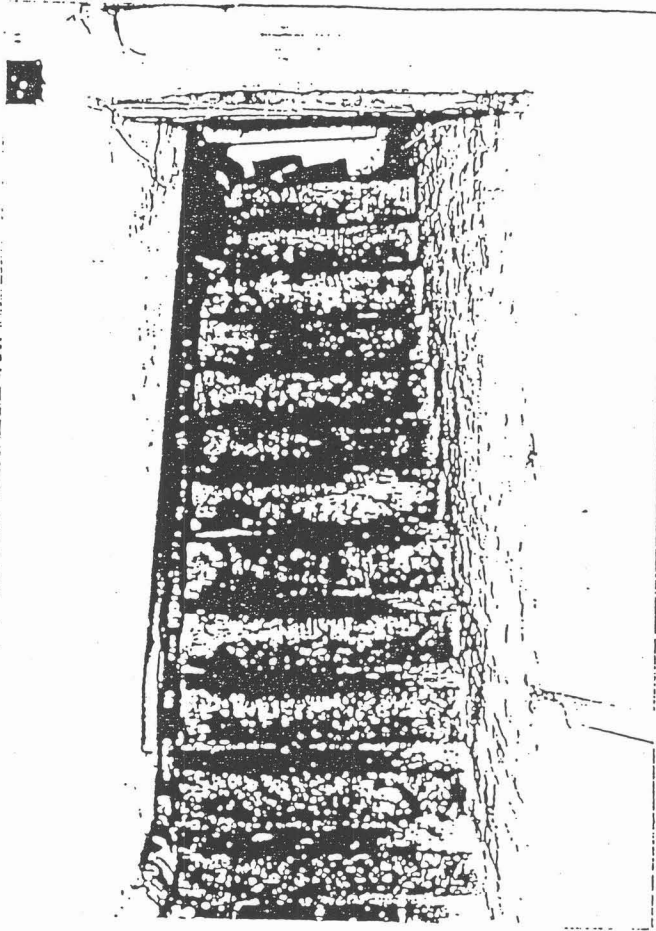
cable Téléphone coupé

2)



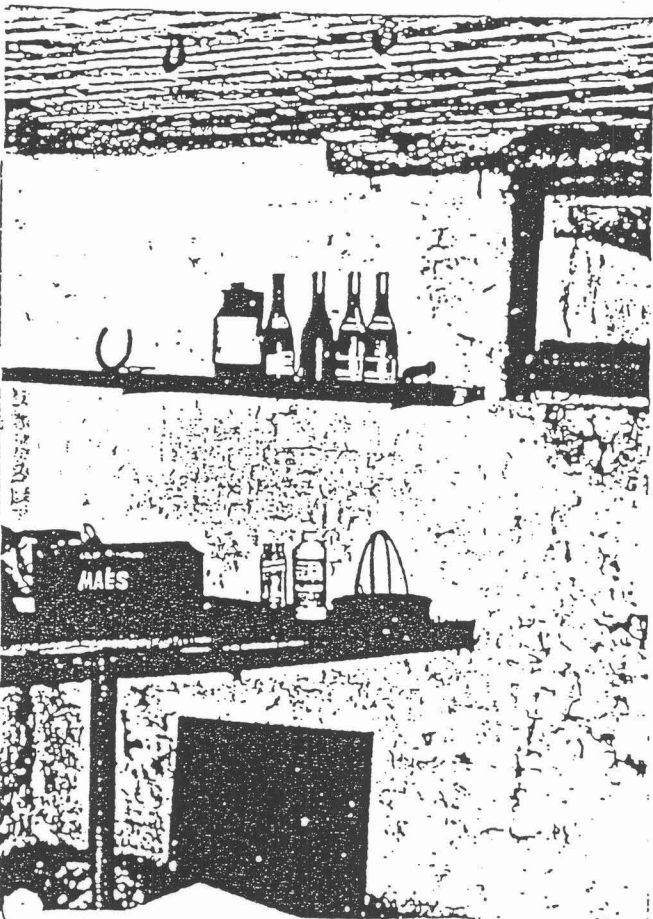
3)

escalier  
de la  
cave  
vu du BAS



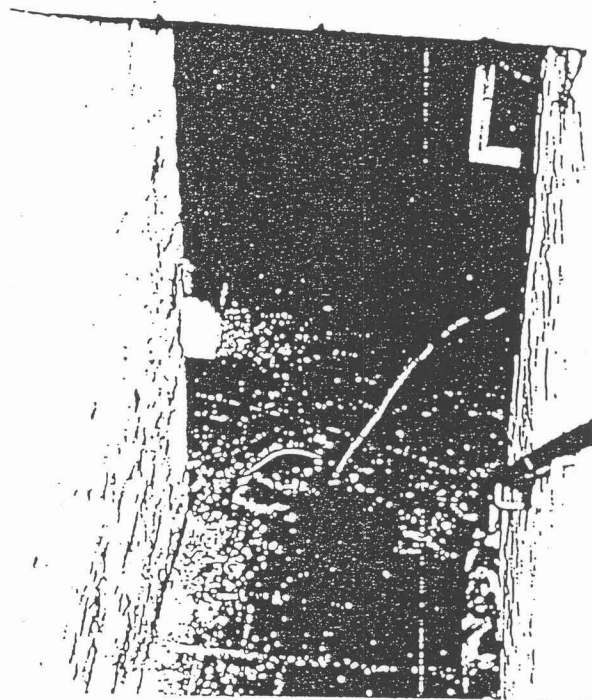
4)

ANNEAUX



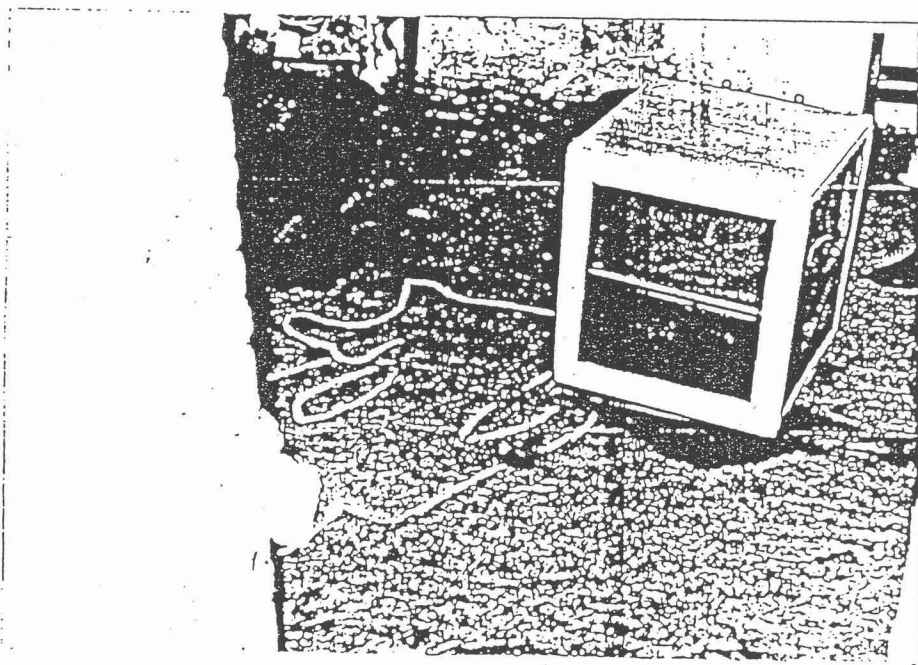
5)

Vue  
de l'escalier  
du Dessus



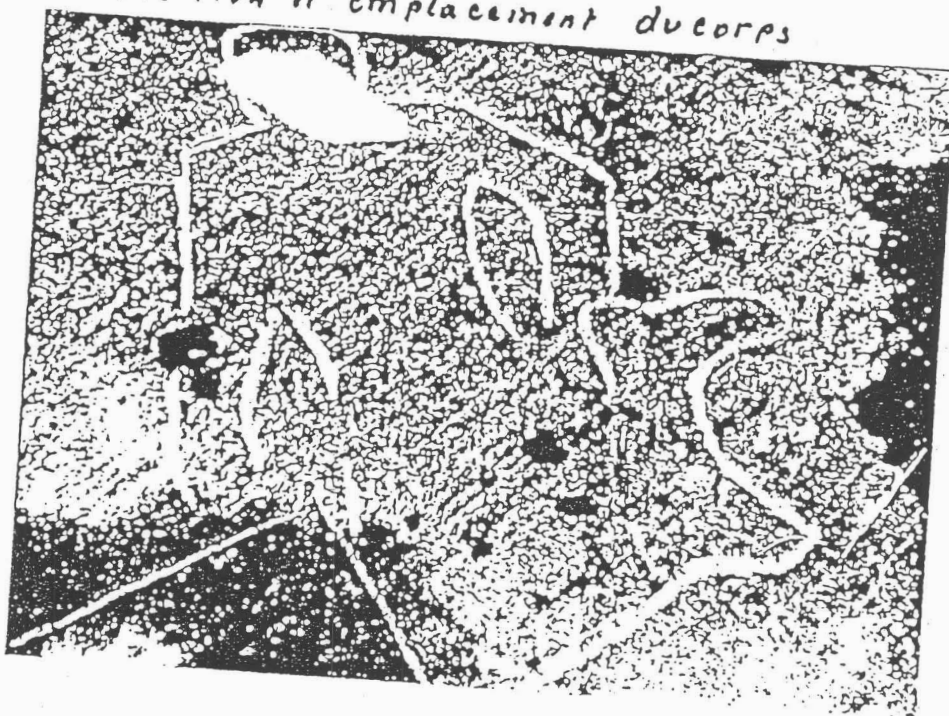
6)

à l'emplacement du corps



7/

Position et emplacement du corps

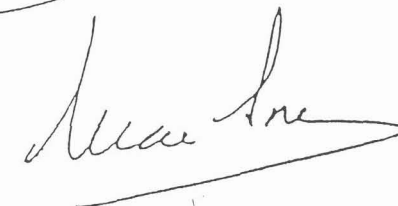
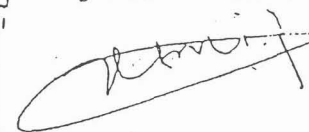


L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, le vingt-six ---- du mois d 'avril ----  
à quinze ---- heures ---- après constatation. Nous Max SOMVILLE, ----  
Echevin délégué aux fins de remplir les fonctions de ----

Officier de l'Etat civil de la Commune de Court-St-Etienne, Arrondissement de Nivelles, Province de Brabant,  
dressons l'acte de décès de Paul Gérard Georges Antoine LATINUS, ingénieur, décédé le ----  
vingt-quatre avril mil neuf cent quatre-vingt-quatre à une heure indéterminée, rue  
de Limoges, N°6, domicilié à Bruxelles, avenue des Pagodes, N°38 divorcé de ----  
Francine Léopoldine Laure Liuyckfasseel, fils des conjoints : Georgius Latinus, ----  
décédé et Francine Laure Elvire Lanoy, pensionnée, domiciliée à Ottignies-Louvain  
La-Neuve. ----

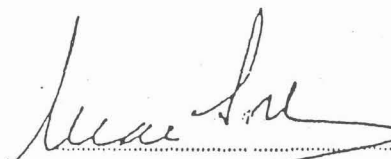
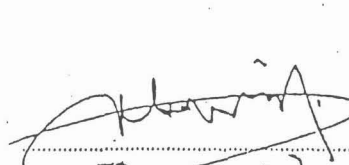
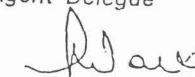
Sur déclaration de Gérard Debroux, entrepreneur de pompes funèbres, âgé de quaran-  
te-huit ans, domicilié à Ottignies-Louvain-La-Neuve et de Henri Meunier, chef ad-  
ministratif, âgé de soixante ans, domicilié à Court-Saint-Etienne. ----  
Duquel acte il leur a été donné lecture et qu'ils ont signé avec Nous. ----

\* renvoi approuvé  
né à Ucole le quatorze  
janvier mil neuf cent c:



Pour copie conforme  
délivrée sans timbre  
Pour Georgius Latinus  
COURT-ST-ETIENNE, le 22/1/85  
L'officier de l'état civil

Pour l'Officier de l'Etat-Civil  
Délégation du 10-01-83  
L'Agent Délégué



DES OBJETS SAISIS  
DÉPOSÉS AU GREFFE

Brigade : ...COURT ST ETIENNE...

BSR : .....

Det Jud : .....

Gp Mob : .....

Objets saisis suite à (1) SUICIDE PAR PENDAISON

effectué chez (2) M. VAN HOUTVINCK Mireille, domiciliée à COURT  
ST ETIENNE, rue de Limoges, n° 6

à la date du 24 Avr 84

par (nom et qualité du verbalisant) MARCHAL Pol, 1MDLChief

en présence/absence (3) du prévenu (2) : LATINUS Paul, domicilié à  
BRUXELLES, avenue des Pagodes, n° 38

en présence/absence (3) d'une personne mandatée par lui (2)

Date et numéro du procès-verbal de base : 31.40.713/84 du 24 Avr 84.

(Dossier 140/84 du Juge d'Instruction Mr. SCHLICKE)

Saisi d'office/saisi par Monsieur le Juge d'Instruction

à /suite à la demande orale de

Monsieur le Procureur du Roi

à /suite à l'apostille N°

de Monsieur le Procureur du Roi

à

MARCHAL

Nom du gendarme saisissant

1MDLChief

Grade

Signature

(1) Dénomination de l'infraction (ou tentative).

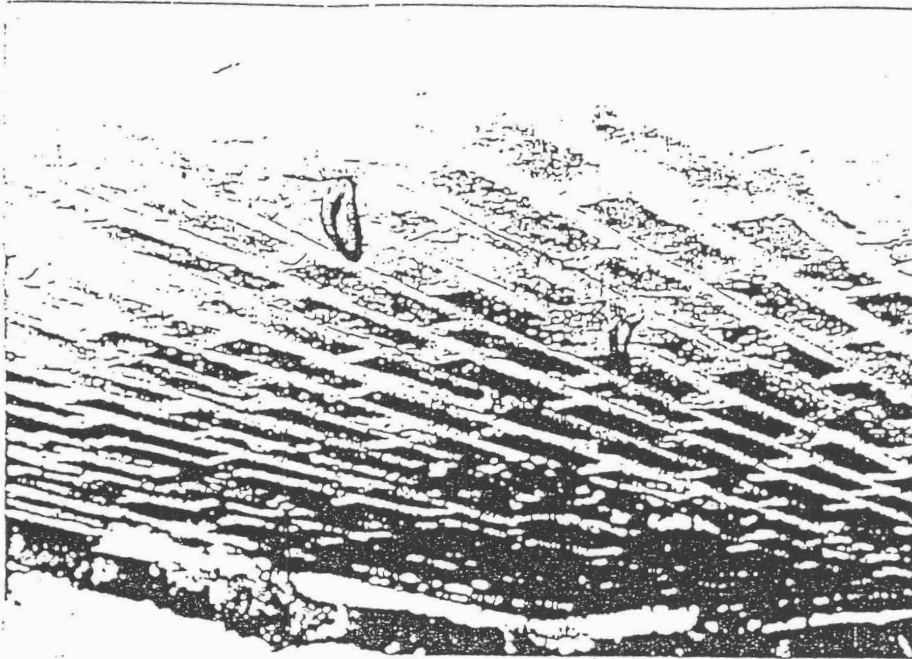
(2) Nom, prénom, domicile.

(3) Biffer la mention inutile.

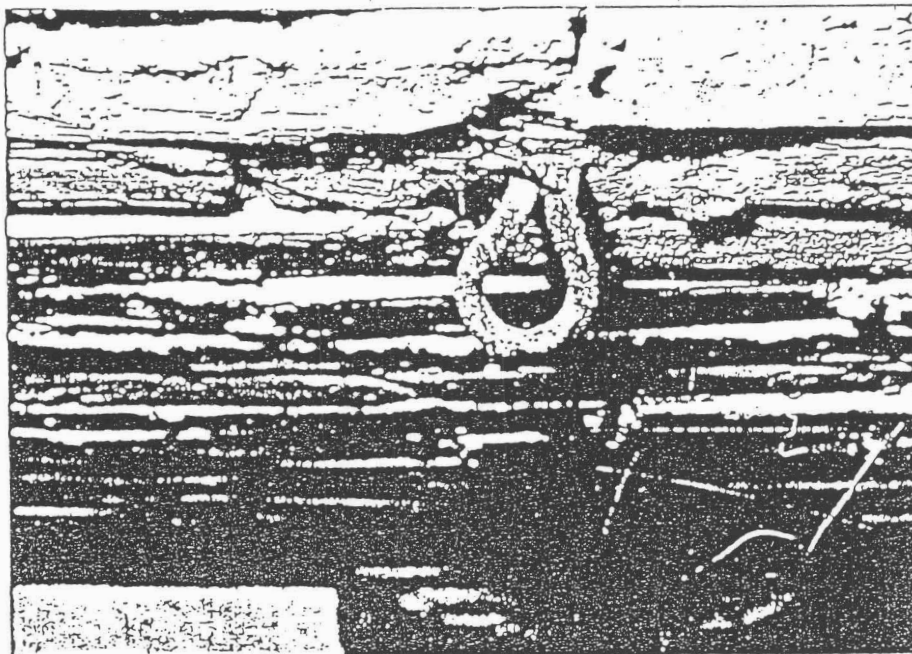


аппарат

8/



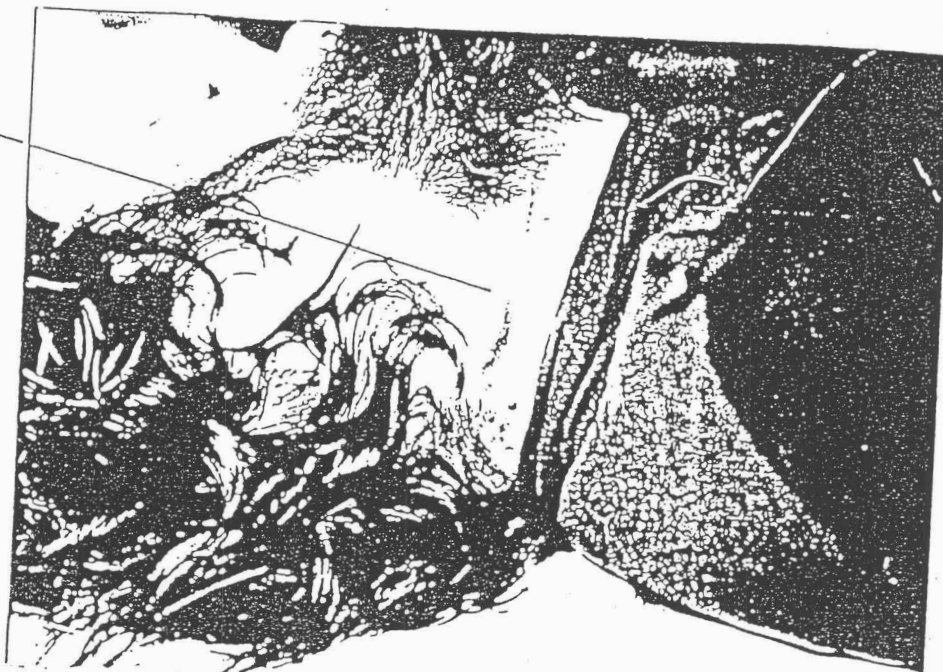
9/





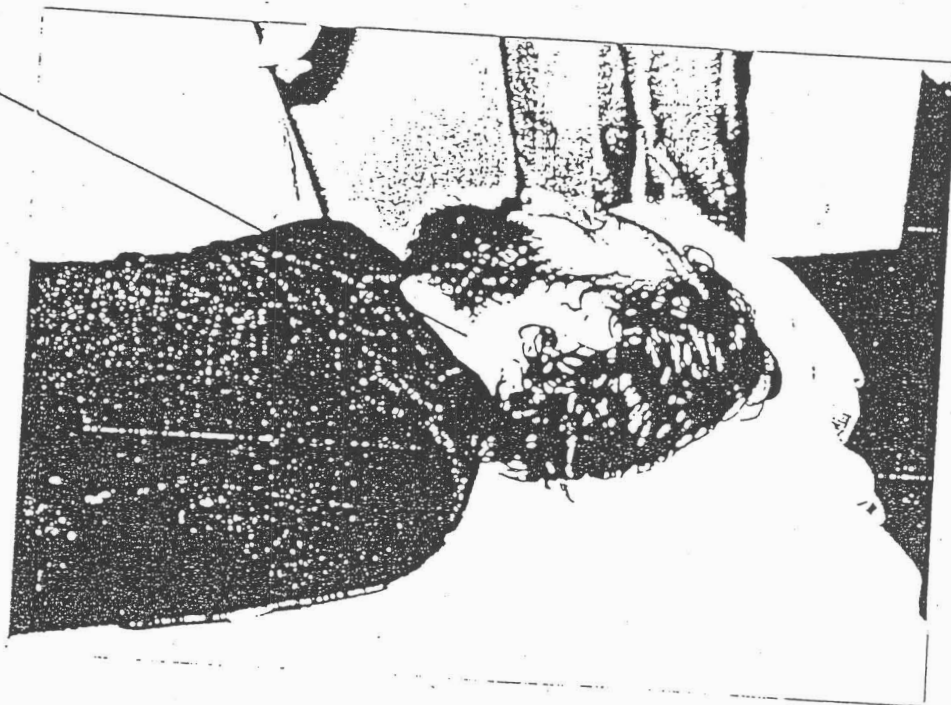
- 10 -

Traces  
de  
strangulation.  
sur le  
lien



- 11 -

Double  
Traces



Cabinet  
du Juge d'Instruction

ossier n° \_\_\_\_\_

# PIECES à CONVICTION

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

A  
BRUXELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

Bur. :

Doss. n° :

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

*Personne*

J. 30

TRANSMIS }  
RENVOYÉ } à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'Instruction

*Schlicker*

à *Depelle*

12 pièce et-jointe

Avec des excuses pour ne pas y  
avoir répondu plus tôt.  
Je pense que vous ne serez autorisé  
à assister à ces manifestations que  
par suite de votre domicile dont vous  
avez d'ailleurs adressé photocopie.  
Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

*pour fonction  
à titre d'information  
à mon instruction*

Bruxelles le 14 Mars 19

Le Juge d'Instruction,

*[Signature]*

Mireille Van Houtvinck M<sup>re</sup> menacée  
de mort en public devant

Albert Vandembroucke patron du  
"Bon Accueil", à Court St Etienne  
et devant Michel Dyspa et sa  
femme (de Noixat.)

et elle a déclaré que les instigateurs  
sont des gens de la société dont l'un  
est le frère de Bernard Folier  
qui a passé 3 heures avec elle le  
mardi 20 - 12 - 83 (la nuit) à lui  
payer du vin au petit Resto d'ad-  
Jennine, la patronne, lui a versé  
La veille, lundi soir, elle a frappé  
Myriam Folie qui habite Place  
de Court.

J'ai peur.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE SEANT A NIVELLES

Etat des frais de descente dus à :

MM. J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction;  
P. Bourtembourg, greffier;

Date: 24 avril 1984

Endroit du déplacement: Court-Saint-Etienne, Ottignies-Louvain-la-Neuve  
Limelette et Braine l'Alleud

Notice: 140/84 du Cabinet  
31.40.713/84 des notices du Parquet,  
à charge de X .....  
inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort  
sans intention de la donner  
(décès de M. Latinus Paul)

Heure du départ: le matin: 11 heures, l'après-midi: 16 h 30'

Heure du retour: le matin: 14 h 50', l'après-midi: 19 heures

Débours: Nivelles - Court St Etienne	20 km
Court St Etienne - Ottignies	3 km
Ottignies - Limelette	2 km 500
Limelette - Nivelles	25 km
Nivelles - Braine l'Alleud	12 km
Braine l'Alleud - Nivelles	12 km

74 km 500

soit 74 km 500 à 5 F 80 = 432 francs

deux d'iners 500 francs

932 francs

Ce déplacement s'est effectué au moyen de la voiture personnelle  
de Monsieur le Juge d'Instruction Schlicker.

Marque: Audi

Type: 80 G.L.

Puissance fiscale: 7 C.V.

Nombre de kilomètres parcourus depuis le 1.1.1984  
pour les besoins du service: 502 km 500

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration s'élevant à  
la somme de neuf cent trente-deux francs est sincère et complète.-

Nivelles, le 28 avril 1984.-

*P. Bourtembourg*

*[Signature]*

Original taxé  
le 28-06-1984  
à 932 - frs

ENVOIS DE DETAIL - STUKGOED - STÜCKGUT Récépissé pour l'expéditeur Ontvangstbewijs voor de afzender Empfangsschein für den Absender		Identification - Identificatie - Identifizierung  0318 82107		N° bulletin Nr. bulletin Nr. Versandsch.  2		Lotissement Vervoerverdeling Lettwegzeiger			
Destination : Station v. bestemming : Bestimmungsbahnhof :				3 4 5		6			
Expéditeur - Afzender - Absender :  M. le Greffier en Chef Tribunal 1ère Instance Place Albert 1er 1400 Nivelles		GRANDE VILLESE - NACHNAHME - EILAU  N° tarif-contrat : Nr. tariff-contract : Tarif/Kontrakt Nr. :  N° expéditeur : Nr. absender : Nr. Absender :		7		8			
Destinataire - Geadresseerde - Empfänger :  		Chemins de fer belges - Service intérieur Belgische spoorwegen - Binnenverkeer Belgische Eisenbahnen - Binnenverkehr TVA - BTW - MWS: 203.430.576		9		D4-part Ver-trek Ab-gang zone 10			
Je demande : - Ik vraag : - Ich beantrage :  <input type="checkbox"/> le passage de la gare : bureau restant, gare : kantooriggend, station : bahnlagernd im Bahnhof :		Exempt de la TVA : Vrijgesteld v. BTW : art.41-42 § ..... al. .... Freigestellt v. MWS : Freigestellt v. MWS : Abs. ....		11		12			
Déclarations - Verklaaringen - Erklärungen :		Informat.au dest.inat.-Inlicht.aan geadresseerde-Vermerke am Empfänger Annexes - Bijlagen - Beilagen		Poids de base Basisgewicht Grundgewicht		14			
Nombre Aantal Anzahl		Nat. de l'emballage Aard v.d. verpakking Art. der Verpackung		Designation de la marchandise éventuellement marques et n° Beschrijving v.d. goederen en eventueel merken en n° Bezeichnung des Gutes und gegebenenfalls Zeichen und Nummern		Poids brut Brutogewicht Rohgewicht			
				Kg/m³ ou/ol Coeff. Koefl.		Arrivée Aankomst Ankunft 15			
						zone 16			
						Livr.-Lev.-Lief. 17			
13		Total-Totaal-Gesamt							
Date et signature de l'expéditeur : Datum en handtekening v.d. afzender : Datum und Unterschrift des Absenders :		Intérêt à la livr.-Belang bij aflev.-Lieferwert ..... F (1) Vot. d'arrivée Arriveegev. Wert ..... F (1) op. "sich. .... F (1)		(1) En chiffres In cijfers In Ziffern					
A B 3-4 Z 489		SEMENT - REMBOURS - NACHNAHME - 18							
		Débours - Voorschot Barvoorschuss 19							
		F 20 Port - Vracht - Fracht 20							
		F 21 Frais accessoires - Bijkosten Nebengebühren 22							
		F Frais assur.europ.-Kost.Europ. Verzek.-Gebühren-Europ.Versch.							
		F 24 Mont.de la TVA-Bedrag BTW Betrag MWS 25							
		Frais access.arrivée-Bijkost.aankomst Nebengebühren Ankunft							
		TVA appliquée - Aangerekende BTW Berechnete MWS							
		F Mont.percu-Geind bedrag Erhoener Betrag							
		Mont.à percevoir-Te innen bedrag Zu erheben Betrag							
		26							
		28							
		29 Cabotage 30							
		L'expéditeur qui n'obtient pas d'extrait de compte-courant peut faire valider ce récépissé comme facture pour le montant qu'il prend à sa charge. Il présente ou transmet ce document à la gare de départ après avoir inscrit son n° de TVA, dans le case ci-dessous. De afzender die geen uittreksel van rekening-courant ontvangt, kan dit ontvangstb. als factuur laten geldig maken voor het bedrag dat hij betaalt. Hij moet dit document voor of stuurt het aan het vertrekstation na inschrijving van zijn BTW-nummer in onderstaand vakje. Absender, der kein Kontokorrentauszug erhält kann diesen Empfangsschein als Rech. validieren lassen für den vom ihm bezahlten Betrag. Er soll das Dokument dem Abgangsbahnhof vorlegen oder		Timbre à date - Datumstempel - Tagestempel					

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction  
J-Michel SCHLICKER

Dossier n° :

140/84

TRANSMIS à MONSIEUR

le Bourgmestre

le Commissaire de police

le Commandant de la brigade de gendarmerie.

à

G. J. G. G. G.

avec prière de :

- 1) faire remettre d'urgence a                      destinataire l'avertissement ci-contre;
- 2) signaler à l'intéressé-e que faute de satisfaire à cet avertissement des mesures appropriées devront être prises en vue de sa comparution ;
- 3) l'informer qu'une indemnité de témoin lui sera allouée à sa demande si elle est due légalement ;
- 4) nous retourner, dûment complété, le récépissé ci-dessous ;
- 5) nous aviser d'urgence des raisons de la non-remise de l'avertissement a                      destinataire ;
- 6) faire suivre en cas de changement d'adresse.

, le

14 juin 1955.

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction

pour son dossier n°

L'avertissement destiné à

a été remis par nous

à

heures à

qui signe avec nous.

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

, le

166

P. V. N° : 1220/85  
Dossier N° : 140/84  
Indicateur N° : 2963

Transmis le 17.06.85 à Monsieur le Juge d'Instruction

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

des lieux compétents et affaires de police à

L'an Mil Neuf Cent quatre-vingt cinq

Le dix-sept du mois de juin

Nous, soussigné, SNEESSENS Daniel, Garde Champêtre de la commune de GENAPPE, revêtu de notre uniforme, en service dans la commune. Avons l'honneur de porter à votre connaissance que le(la) nommé(e) :

VAN den BRANDÉ Jean Albert

né(e) à Forest le 07 janvier 1919

Ne réside plus en notre commune, section : Bousval

~~xx~~ Place... Communale....., n° 2....., depuis le 04.09.84.....

Il(elle) est actuellement à : Bruxelles, Place du Jardin aux

"Fleurs 3

Est integrală rădăcină în  $\mathbb{R}[x]$

À l'ère des médias sociaux, la communication est devenue plus interactive et plus personnalisée. Les entreprises peuvent maintenant cibler des audiences spécifiques et mesurer l'impact de leurs campagnes en temps réel.

Dont acte

Le garde-champêtre en chapeau  
SNEESENS Danke



TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction  
J-Michel SCHLICKER

Dossier n° :

140/84

TRANSMIS à MONSIEUR

le Bourgmestre

le Commissaire de police

le Commandant de la brigade de gendarmerie.

à ..... *G. L. n. 140/84* .....

avec prière de :

- 1) faire remettre d'urgence a ..... destinataire l'avertissement ci-contre ;
- 2) signaler à l'intéressé-e que faute de satisfaire à cet avertissement des mesures appropriées devront être prises en vue de sa comparution ;
- 3) l'informer qu'une indemnité de témoin lui sera allouée à sa demande si elle est due légalement ;
- 4) nous retourner, dûment complété, le récépissé ci-dessous ;
- 5) nous aviser d'urgence des raisons de la non-remise de l'avertissement a ..... destinataire ;
- 6) faire suivre en cas de changement d'adresse.

, le 14 juin 1985.

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction

pour son dossier n°

L'avertissement destiné à  
a été remis par nous  
à ..... heures à  
qui signe avec nous.

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

, le

168

Cabinet de M. le Juge d'instruction

*J. Schlicker*

Nous, J-Michel SCHLICKER

Juge d'instruction au

Dossier n° : 140/84

Tribunal de première instance de Nivelles  
invitons conformément à la loi Jean Albert Vandenberghe  
2 p. Communauté à Genèveà comparaître en personne, le 19 juin 1985 19, à 15 heures  
devant nous en notre cabinet au Palais de justice à Nivelles  
pour y être entendu comme témoinFaut de satisfaire à la présente invitation, des mesures appropriées seront prises en  
vue de sa comparution.

POLICE 17 JUN 1985

N° 2763  
Sorti le 17 JUIN 1985le 14 juin 1985  
Le Juge d'instruction,Taxé à sa demande en vertu des articles (1)  
du tarif du 28-12-1950 au témoinrésidant à , canton de  
la somme de pour jour de comparution (2)  
et kilomètres parcourus savoir : par voie ordinaire  
et par chemin de fer.

Le témoin a déclaré :

- 1) ne recevoir ni traitement ni rétribution fixe à charge de l'Etat, de la Province, de la Commune, ni d'un service public qui en dépend, ni de la S.N.C.B. ;
- 2) n'avoir pas joui d'une réduction du prix du transport.
- 3) avoir joui d'une réduction de ..... % (3).

INDEMNITES DUES AU TEMOIN

Comparution	{ le matin	
	{ l'après-midi	
K. M.	{ 2 x km.	
	{ à le km.	
	{ 2 x km.	
	{ à le km.	
TOTAL		
Réduction du prix du transport %		
RESTE DU		

Le 19

Le Juge d'instruction,

Pour acquit :

- (1) Les articles à viser sont les suivants :  
art. 29 — indemnité de comparution de témoin ;  
art. 30 — indemnité de comparution d'expert ;  
art. 31 — suppression de l'indemnité de comparution de témoin (service public) ;  
art. 32 — indemnité de voyage si plus de 5 kilomètres ;  
art. 33 — réduction chemin de fer ou vicinal ;  
art. 34 — indemnité de nuit ;  
art. 35 — témoin venant de l'étranger ;  
art. 38 — malades ou infirmes, garçons de moins de 15 ans et filles de moins de 18 ans accompagnés.
- (2) à biffer dans le cas de l'article 31 du tarif.
- (3) à biffer éventuellement.

Cabinet du Juge d'instruction

A. Joris     J. Michel SCHLICKER

Nivelles  
-----

Dos n° 146/84  
-----

Renvoyez la présente avec la  
réponse à l'adresse nominative  
du signataire.  
-----

Nivelles, le 17-06-1985

Transmis à Monsieur le

Commissaire de police

Bourgmestre à Louis St Etienne

avec prière de vouloir bien faire connaître à la personne ci-  
après désignée, qu'elle doit se présenter à mon Cabinet, au Palais  
de Justice de Nivelles, le 21 Juin 1985  
à 15 heures, et lui faire signer en marge pour pris  
connaissance.

Monsieur Arthur Lemaire  
113 rue de l'Indépendance - Louis St Etienne

Pris connaissance de la  
convocation ci-contre,  
le

~~Me faire parvenir le bulletin de renseignements, de la~~  
~~personne prénommée.~~

Le Juge d'instruction,

( A. Joris )

120

Cabinet du Juge d'instruction

~~A. Joris~~ J. Michel SCHLICHER

Nivelles

Dos n° 140/84

Renvoyez la présente avec la  
réponse à l'adresse nominative  
du signataire.

Nivelles, le 17-06-1985

Transmis à Monsieur le

Commissaire de police

Bourgmestre à

*Luc St. Pierre*

avec prière de vouloir bien faire connaître à la personne ci-  
après désignée, qu'elle doit se présenter à mon Cabinet, au Palais  
de Justice de Nivelles, le 17 Juin 1985  
à 15 heures, et lui faire signer en marge pour pris  
connaissance.

*LECOMTE Fernand*

*113 Av. de l'Indépendance à Luc St*

*Pierre*

Pris connaissance de la  
convocation ci-contre,  
le :

~~Me faire parvenir le bulletin de renseignements, de la~~  
~~personne prénommée.~~

Le Juge d'instruction,

( ~~A. Joris~~ )

J. Michel SCHLICHER

29 AVR. 1985 | 30.65

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n° 140/84

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le ..... 19

BC 34029

REQUISITOIRE

Nous, J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction au tribunal de première instance de Nivelles,  
requérons Madame BRUNNEISEN, du service de Monsieur le Professeur BAU.  
Bâtiment du Génie Civil  
Quai Banning 6 - 4000 LIEGE

de réaliser sur l'échantillon remis par l'expert Orban les essais suivants :

- a) un essai de traction simple en vue de déterminer la charge de rupture;
- b) un essai de résistance à un effort dynamique ( h= 60 cm, poids = 55Kg

De faire dutout rapport écrit et motivé, serment prêté conformément à la loi.

Fait en notre cabinet au Palais de Justice à Nivelles le  
25 avril 1985.



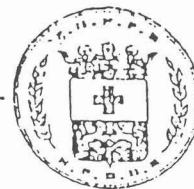
11/11

Le présent réquisitoire doit être joint à l'état de frais en double exemplaire.

FUNERAILLES

G. Debroux

Avenue des Combattants 68-70  
1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE



Téléphone : (012) 41.42.91

Ottignies, le 28 avril 1984

Soc. Gén. de Banque : 271-0020919-35  
Reg. de Commerce de Nivelles : 27027  
T. V. A. : 017.575.238

Hôpital de Braine-l'Alleud  
Service médecine légale  
Docteur Paul Chailly  
1420 Braine-l'Alleud

Nous avons l'honneur d'informer

*Duplicate*

que les frais de funérailles de Monsieur Paul LATIRUS, décédé à Court-Saint-Etienne  
le 24 avril 1984.

comprenant :	le 25 avril 1984 : transfert de Court-Saint-Etienne à Braine-l'Alleud	I.700
	prestation de 2 hommes	I.600
	le 28 avril 1984 : transfert de Braine-l'Alleud à Court-Saint-Etienne	I.700

Certifié sincère et conforme à la somme de CINQ MILLE TROIS  
CENTS FRANCS.

*G. Debroux*  
épouse y Debroux

5%

T.V.A.

5.000

30

5.300

Conditions de paiement. - Nous n'intervenons pas dans la liquidation des successions. Nos factures sont payables, au grand comptant, dès réception. Toute facture impayée endosse le mois de son échéance, portera intérêt au taux de 1 % par mois à partir de la date d'échéance et le montant de la facture sera forfaitairement et à titre de clause pénale majoré de 15 % sans mise en demeure et de plein droit. En cas de contestation, les tribunaux de Nivelles sont seuls compétents.

s'élèvent à la somme de

Avec nos remerciements.

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction *SCHLICKER*  
ur son dossier n° *140/84*  
vertissement destiné à  
été remis par nous *DURANT MATON Julia*  
heures à *elle-même*  
i signe avec nous. *le* - 9 OCT. 1985

*2107*  
LE 07 OCT 1985  
SORTI LE  
09 OCT. 1985

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

*Michel Schlicker*

*Durant*

DURANT Claude  
agent brigadier de police

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction *J. Michel SCHLICKER.*  
*de Mirelles.*  
n dossier n° *140/84* à comparaître le *9/10/85 à 15h.*  
L'avertissement destiné à *m. BOUGEROL Jean-Maurice.*  
mis par nous *Maurit Christian agent. le 04/10/85*  
*10* heures à  
e avec nous. *[Signature]*

MONTIGNY-LE-TILLEUL  
COMMISSARIAT DE POLICE  
Entré le - 2 OCT. 1985  
N° 2596 GA  
Sorti le 04 OCT. 1985  
N°

Sigr re de la personne qui a reçu l'avertissement.

*Montigny le Tilleul 04/10/85*  
*[Signature]*



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

Palais de Justice  
Place Albert 1er,  
1400 NIVELLES

CABINET  
DE  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION

Michel SCHLICKER

Dossier n° 140/84

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur l'enveloppe  
le nom du magistrat qui a signé  
cette pièce.

ANNEXE :

avec prière de me faire parvenir

1. — le bulletin de renseignements (\*),
2. — un extrait, mentionnant la filiation, ou une copie certifiée conforme de l'acte de naissance,
3. — un extrait de l'acte de décès,
4. — un rapport précis et circonstancié concernant la conduite, la moralité, la situation financière et familiale

de LATIMUS Paul n° 140150  
Dossier à Court St Etienne  
24-04-1935

Nivelles, 20-02-1935

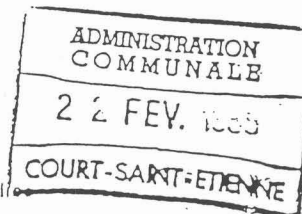
19

Le Juge d'Instruction,

(\*) La vérification de l'état-civil est toujours requise si  
l'intéressé est né dans la commune qui délivre le  
bulletin de renseignements.

A MONSIEUR

mon honoré Collègue  
le Greffier en chef  
le Bourgmestre-officier de police  
le Commissaire de police  
le Commandant de la brigade de gendarmerie



à Court St Etienne



GENDARMERIE

Brigade de B.S.R. - WAVRE.

Dossier 140/84 de monsieur  
J.I. SCHLICKER  
N.V. 635/84 - B.S.R. de Wavre.

INVENTAIRE  
DES PIECES A CONVICTION DEPOSEES AU GREFFE

Objets saisis en cause de (1) LATINUS Paul.  
prévenu(e) de .....  
sur plainte de (1) .....  
Nom et qualité du verbalisant : VANPETEGHEN 1 ML  
Date du procès-verbal : trois ~~xxxxxx~~ juillet 84  
Numéro du procès-verbal : 635  
Date de mise en dépôt : .....  
Saisi : d'office (en flagrant délit) : .....  
sur ordre de M. le Juge d'Instruction SCHLICKER dossier n° 140/84  
en date du trois juillet 84, n° .....  
suite à l'apostille de M. le Procureur du Roi .....  
en date du ....., n° .....  
Saisie opérée chez (1) VAN HOUTVINCK Mireille à Court St.  
Etienne, rue de Limauges, n° 6.

NOMENCLATURE DES OBJETS SAISIS

- 1° un cable téléphonique ayant servi à la reconstitution
- 2° .....
- 3° .....
- 4° .....
- 5° .....
- 6° .....
- 7° .....
- 8° .....
- 9° .....
- 10° .....

Les objets n° 1  
sont réclamés par (1) personne.  
Wavre, le 04 juillet 84 19...

REÇU AU GREFFE

VANPETEGHEN  
1 ML

Commandant la brigade.

(2)

(1) Nom, prénoms, domicile.  
(2) Nom et grade.

Inventaire des objets	ayant servi ou ayant été destiné à commettre l'infraction	ayant été le produit de l'infraction	pouvant servir à la manifestation de la vérité	PROPRIÉTAIRE DE L'OBJET (nom, prénom, domicile)
1° 1 périodique Shopping -magazine			X	VAN HOUTVINCK Mireille, COURT ST ETIENNE, rue de Limauges, 6
2° un couteau à légumes			X	Id
3° un couteau à grande lame 'PRESTIGE'			X	Id
4° 4 cartons divers			X	Id
5° un câble de téléphone			X	Id
6° long de 4,30 M environ				
7° un morceau de câble de Tf long de 0,39 m.			X	Id
8°				
9°				
10°				

Reçu au greffe

Remis au greffe

4/5/87.

Signature

Signature

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
BRUXELLES

TRANSMIS } à MONSIEUR  
~~RENOYÉ~~

~~le Procureur du Roi~~ *Pohlman*  
le Juge d'Instruction

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

*17/10/82*

Bur. :

Doss. n° :

Corr. n° :

*42/82*

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

*ici placée ci-jointe*

*pour information*

*A. Pohlman*  
à .....

Prère d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles le 22 JUN 1982

*[Signature]*

Le Juge d'Instruction,

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

1400 NIVELLES  
CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION

Michel SCHLICHER  
Dossier n° 140/84

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat précité.

ANNEXE :

TRANSMIS  
RENVOYE à MONSIEUR

le procureur du Roi  
le juge d'instruction  
le commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire qui  
assiste le procureur du Roi près le tribunal de police  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires ou l'of-  
ficier dirigeant  
le commandant du district de gendarmerie  
le commandant de la brigade de gendarmerie B.S.R.  
le bourgmestre-officier de police  
le commissaire de police

à Nivelles *Michel*

en le priant de bien vouloir identifier un marocain,  
prénommé Dirk qui pointerait au chômage à Court Saint  
Etienne, en même temps que Van Houtvinck Mireille et  
qui aurait été témoin de la rencontre de Mireille et  
du Commissaire Smets de la Sureté de l'Etat.

RIJKSWACHT. A District BRUSSEL
N°: 11067
IN: 13 JUN 1984 Naar: BSR
Out:

Nivelles, le 12 juin 1984.

Le Juge d'Instruction,

*Michel*  
Michel SCHLICHER

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

TRANSMIS  
RENVOYE à MONSIEUR

J. 31

1400 NIVELLES

CABINET

DU JUGE D'INSTRUCTION  
J.M. Schlicker

Dossier n° 140784

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat précité.

ANNEXE :

le procureur du Roi  
le juge d'instruction  
le commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire qui  
assiste le procureur du Roi près le tribunal de police  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires ou l'of-  
ficier dirigeant  
le commandant du district de gendarmerie  
le commandant de la brigade de gendarmerie  
le bourgmestre-officier de police  
le commissaire de police

à 1300 Wavre

Bien vouloir remettre le document ci-joint  
à Madame Latinus.

159  
GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE  
N° 3.100  
Entré le 25 JUN 1984  
Sorti le 03 JUL 1984

Reçu le 28.06.84

LANOY F.  
Vve LATINUS

*F. Lano*

Nivelles 25 juin

19 84

Le Juge d'Instruc

*[Signature]*

170

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

J. 31  
TRANSMIS  
RENVOYE à MONSIEUR

1400 NIVELLES  
CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION  
J. Michel SCHLICKE

Dossier n°

140/14

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat précité.

le procureur du Roi  
le juge d'instruction  
le commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire qui  
assiste le procureur du Roi près le tribunal de police  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires ou l'of-  
ficier dirigeant  
le commandant du district de gendarmerie B.S.R.  
le commandant de la brigade de gendarmerie  
le bourgmestre - officier de police  
le commissaire de police

ANNEXE :

à J. Sch. Willems

de bien vouloir refaire l'expérience du  
26 juin 1984 dans l'affaire Latinus avec  
un fil de téléphone rigoureusement exact.

GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 140/14

Entré le 19 Jul 1984

19 Jul 1984

Nivelles, 160784

19

Le Juge d'Instruction,

*[Signature]*

146

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n°

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le .....7-septembre..... 19 84

Monsieur Claude SOHIER  
Notaire  
Place de l'Eglise, 2

1341 Ottignies Louvain La Neuve

Mon cher Notaire,

concerne : Succession de Paul LATINUS  
Nos Réf. 140/84

Monsieur le Procureur du Roi m'a transmis votre  
lettre du 9 août en cause de Paul LATINUS. Je n'ai aucun  
élément à pouvoir vous communiquer relativement à son patrimoine.

Recevez, Monsieur le Notaire, l'expression de mes  
sentiments distingués.

Le Juge d'Instruction,

J.M. Schlöcker.

Inst. 258/84

CLAUDE SOHIER  
DOCTEUR EN DROIT  
NOTAIRE

B.B.L. 310-0831789-03  
S.G.B. 271-0532871-82  
C.C.P. 000-0750054-50

PLACE DE L'ÉGLISE 2  
1341 OTTIGNIES-L.L.N.  
LE 29 août 1984

PARQUET DU PROCUREUR-DU ROI  
Place Albert 1er 1  
1400 NIVELLES

Monsieur le Procureur,

Réf. : Succession de Monsieur Paul LATINUS

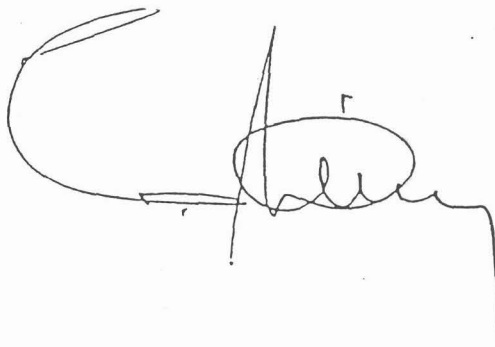
Chargé de liquider la succession de feu Monsieur Paul LATINUS, décédé à Court-St-Etienne le 24 avril dernier, alors qu'il était domicilié à Laeken, avenue des Pagodes n° 38, il m'est nécessaire de connaître les forces actives et passives en possession du défunt.

Il ne laisse aucun descendant et ses héritiers sont sa mère et sa demi-soeur, qui me disent n'avoir aucune connaissance de ses activités et, par conséquent, des éléments de son patrimoine.

N'auriez-vous pas dans le dossier ouvert suite à son décès, où il aurait été conclu au suicide, des éléments qui pourraient m'indiquer où le défunt avait déposé ses avoirs (compte en banque, livret d'épargne, etc.) ?

Il avait notamment le 28 juin 1982 passé, en mon étude, un acte de vente d'un terrain pour le prix lui payé de 950.000 F dont les héritiers doivent justifier l'emploi, cfr. art. 108 du Code des Successions.

En vous remerciant d'avance, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur, à l'assurance de mes sentiments distingués.



184



PARQUET  
DU  
PROCUREUR DU ROI

TRANSMIS à Monsieur le juge d'instruction

Schlicher

Bur. :  
Not. n°. 2140713/84  
Corr. n°.  
Réf. :

Annexes :

Pour l'ancien à la  
procureur 258/84

Avec l'assurance de ma considération très distinguée.

D. Velle le 3/9/

19 84

Le procureur du Roi,

PARQUE

DU

PROCUREUR DU ROI

TRANSMIS à Monsieur le juge d'instruction

J. B. Kikinda

Bur. :

Not. n°

31.40.713/84 - I 2.58/24

Corr. n°

Réf. :

Annexes :

En relation avec mes précédents et  
Avec l'assurance de ma considération très distinguée.

Liellès, le 18 octobre 1954.

~~Le procureur du Roi,~~

Le stagiaire judiciaire

C. uny

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

J. Michel SCHLICHER

Bur. :  
Doss. n° : I-0/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

TRANSMIS  
RENVOYE } A MONSIEUR

J. 31.

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district *SSA*  
de la brigade  
le Bourgmestre - Officier de police  
le Commissaire de police

à Wavre  
à .....

Auriez vous la bonté a

1° Dresser un tableau des gens repris a l'agenda  
vis a vis de Latinus. (relation, domicile, dates et  
motifs des relations)

2° De décrypter les notes de Libert.

Nivelles le 01 08 1984 19

*186*  
GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° *319*  
Entré le 02 Aou 1984

Le Juge d'instruction,  
*[Signature]*

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n°

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le ..... 19

dossier 140/84

REQUISITOIRE

---

Nous, J-M. SCHLICKER, Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Nivelles,

Requérons Monsieur le Directeur de la Régie des Téléphones et des Télégraphes,

de bien vouloir communiquer à la BSR de Wavre les noms des abonnés ayant les numéros de téléphone suivants:

041.360556 - 2304331 - 7331609 - 5119228 - 071.315321 - 067.773551 -  
7517733 - 065.654506 - 010.416601 - 7413002 - 7203967 - 2302927 -  
4663502 - 5131830 - 056.337703 - 7516001 - 5131830 et 2167195.

Fait en Notre cabinet, au Palais de Justice de Nivelles, le mercredi vingt-quatre octobre mil neuf cent quatre-vingt-quatre.

Le Juge d'Instruction

J-M. SCHLICKER

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
BRUXELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

TRANSMIS }  
~~RENVOYE~~ } à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'Instruction

*Schlicker*

Bur. :

Doss. n° : *44/32 -*  
Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

à *Bruxelles*

La pièce ci-jointe

*me en information.  
S'agirait-il de devoir interpellé un  
toxicologue au sujet du produit  
dont question dans cette déclaration?*

Prère d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles le 20 JUNE 1957 19

*[Signature]*  
Le Juge d'Instruction,

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

A  
BRUXELLES

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

TRANSMIS }  
RENVOYE } à MONSIEUR

le Procureur du Roi

le Juge d'Instruction

*Schleker*

à *Hubert*

Bur. :

Doss. n° : *44/82*

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes

en mentionnant sur le pli le

nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

1 pièce ci-jointe

avec finie de faire finie à une  
unelle constitution (si possible en  
ma finie, début finie) de la  
finie de finie, avec un finie -  
qui est du finie, correspondant à  
celui de l'intérêt, et avec un finie  
électrique identique à celui qui a été

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles le 11.12.19

*[Signature]*  
Le Juge d'Instruction,

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

TRANSMIS  
RENVOYE

au

Procureur du Roi

Juge d'instruction

Commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire  
qui assiste le procureur du Roi près le Tribunal  
de police

Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'officier dirigeant

Commandant du district de gendarmerie *LSA.*

Bourgmestre - officier de police

Commissaire de police

à

*W. 10/14*

*1400 NIVELLES*

CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION

Réf. : *1401/14*

En cas de renvoi mentionner  
sur le pli le nom du magistrat  
précité.

ANNEXE :

La reconstitution dans l'affaire LATINUS n'aura pas  
lieu le vendredi 11 janvier et ce à la demande de  
Mme LYNA, mais le 25 janvier, rendez-vous à  
14h30 au District.

*10.*  
GENDARMERIE  
DISTRICT DE NIVELLE

Enregistré le 10 Jan 1935

09-01-1935

19

Le Juge d'Instruction

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

TRANSMIS  
RENVOYE au

1400 NIVELLES

CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION

**J. MICHEL SCHLICKER**

Réf. : I40/S4

En cas de renvoi mentionner  
sur le pli le nom du magistrat  
précité.

ANNEXE :

Procureur du Roi

Juge d'instruction

Commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire  
qui assiste le procureur du Roi près le tribunal  
de police

Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'officier dirigeant

Commandant du district de gendarmerie

Commandant de la brigade de gendarmerie

Bourgmestre - officier de police

Commissaire de police

Wavre à

Pour exécution

GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 6113

Entré le 12 Dec 1984

Wavre

12 Decembre 1984 19

Le Juge d'Instruction,

4/82



ZONE D'ETTERBEEK

COMMISSARIAT  
DE  
POLICE

Etterbeek, le 26.09

1985

N° 37.006

Annexe :

Transmis la pièce ci-jointe en retour

à M<sup>r</sup> J.I. SCHLICKER J.M.

à NIVELLES

Suite communication téléphonique de ce  
jour, nous vous renvoyons la citation  
concernant de BONVOISIN Benoit  
reçue tardivement.

Le Commissaire de Police,

A Monsieur

le Juge d'Instruction  
J. Schlucker  
Nivelles

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

A

NIVELLES

Cabinet de M. le Juge d'instruction

J.M. SCHLICKER

Dossier n° :

140/84

TRANSMIS à MONSIEUR

le Bourgmestre

le Commissaire de police

le Commandant de la brigade de gendarmerie.

à ETTERBEEK.....

POLICE D'ETTERBEEK
27 -09- 1985
IND. N° 37006

avec prière de :

- 1) faire remettre d'urgence a                      destinataire l'avertissement ci-contre ;
- 2) signaler à l'intéressé-e que faute de satisfaire à cet avertissement des mesures appropriées devront être prises en vue de sa comparution ;
- 3) l'informer qu'une indemnité de témoin lui sera allouée à sa demande si elle est due légalement ;
- 4) nous retourner, dûment complété, le récépissé ci-dessous ;
- 5) nous aviser d'urgence des raisons de la non-remise de l'avertissement a                      destinataire ;
- 6) faire suivre en cas de changement d'adresse.

Nivelles

, le

24/09/1985

Le Juge d'instruction,

Satisfait et renvoyé à M. le juge d'instruction

mon dossier n°

L'avertissement destiné à

remis par nous

heures à

avec nous.

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

, le

POLICE D'ETTERBEEK
27 -09- 1985

AL DE PREMIERE INSTANCE  
DB  
NIVELLES

AVERTISSEMENT

T. 5.

Cabinet de M. le Juge d'instruction

J.M. SCHLICKER

Dossier n° : 140/84

Nous, J.M. SCHLICKER

Juge d'instruction au

Tribunal de première instance de Nivelles  
invitons conformément à la loi Benoit de Bonvoisin  
30, boulevard Saint Michel à 1040 Bruxelles

à comparaître en personne, le 26 septembre 1985 19, à 15 heures 00  
devant nous en notre cabinet au Palais de justice à Nivelles  
pour y être entendu comme témoin

Faute de satisfaire à la présente invitation, des mesures appropriées seront prises en  
vue de sa comparution.

Nivelles le 24 septembre 1985  
Le Juge d'instruction,

Taxé à sa demande en vertu des articles (1)  
du tarif du 28-12-1950 au témoin

résidant à , canton de  
la somme de pour jour de comparution (2)  
et kilomètres parcourus savoir : par voie ordinaire  
et par chemin de fer.

Le témoin a déclaré :

- 1) ne recevoir ni traitement ni rétribution fixe à charge de l'Etat, de la Province, de la Commune, ni d'un service public qui en dépend, ni de la S.N.C.B. ;
- 2) n'avoir pas joui d'une réduction du prix du transport.
- 3) avoir joui d'une réduction de ..... % (3).

Le 19

Le Juge d'instruction,

Pour acquit :

INDEMNITES DUES AU TEMOIN

Comparution	{ le matin	
	{ l'après-midi	
K. M.	{ 2 x km.	
	{ à le km.	
	{ 2 x km.	
	{ à le km.	
TOTAL		
Réduction du prix		
du transport	%	
RESTE DU		

- (1) Les articles à viser sont les suivants :
- art. 29 — indemnité de comparution de témoin ;
  - art. 30 — indemnité de comparution d'expert ;
  - art. 31 — suppression de l'indemnité de comparution de témoin (service public) ;
  - art. 32 — indemnité de voyage si plus de 5 kilomètres ;
  - art. 33 — réduction chemin de fer ou vicinal ;
  - art. 34 — indemnité de nuit ;
  - art. 35 — témoin venant de l'étranger ;
  - art. 38 — malades ou infirmes, garçons de moins de 15 ans et filles de moins de 18 ans accompagnés.
- (2) à biffer dans le cas de l'article 31 du tarif.
- (3) à biffer éventuellement.

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n° 140/84

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le 14 février 1985

Monsieur l'adjt. chef Dussart  
District de Gendarmerie

1300 Wavre

Monsieur,

Dans le cadre de cette enquête, j'ai demandé à Mr l'expert ORBAN de prendre contact avec vous afin qu'il examine la cave où l'on a découvert le corps de Paul Latinus et ce en vue de réaliser son expertise en résistance de matériau.

D'autre part, j'aimerais que vous fassiez un procès-verbal de synthèse reprenant notamment toutes les constatations matérielles suite au témoignage, notamment, de la concubine de Paul Latinus. J'aimerais également que vous rédigiez un P.V. avec les devoirs en cours et ceux à accomplir, notamment vis-à-vis du garde du corps de Paul Latinus. Il y aurait lieu également d'interpeller une personne connaissant parfaitement les noeuds marins afin de nous renseigner sur l'usage que Paul Latinus a fait du cable. Je compte sur votre diligence habituelle pour recevoir ces documents dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur l'Adjudant chef, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Juge d'instruction

J.M. SCHLICKER

RECO. GENDARMERIE

942

20 Fev. 1985

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

TRANSMIS  
RENVOYE à MONSIEUR

J. 31

1400 NIVELLES

CABINET

DU JUGE D'INSTRUCTION  
Michel SCHLICKEH

Dossier n°

140/14

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat précité.

le procureur du Roi  
le juge d'instruction  
le commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire qui  
assiste le procureur du Roi près le tribunal de police  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires ou l'of-  
ficier dirigeant  
le commandant du district de gendarmerie  
le commandant de la brigade de gendarmerie  
le bourgmestre - officier de police  
le commissaire de police

ANNEXE :

à W. V. V.

en le priant de bien vouloir entendre DE LOMBAERDE Karl  
aux fins de: - identifier les personnes dont il ne veut  
pas dévoiler dans l'état actuel l'identité;

- lui faire préciser les éventuelles  
menaces dont Latinus aurait été l'objet et l'éventuelle  
protection qui auraient été prévue;  
d'entendre ou de réentendre:

- la mère de Latinus concernant les menaces
- la concubine, concernant l'éventuelle "trahison" à laquelle De Lombaerde a fait allusion;
- les tenanciers du café Le Cambrinus sur l'attitude de Latinus pendant les heures qui ont précédé le suicide (les éventuels contacts .....)
- le chauffeur du taxi qui a reconduit Latinus à son domicile;

GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 2369  
10 Mai 1934

Nivelles, 09-05-1934

19

Le Juge d'Instruction

MT

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23.

PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~XXXXX~~ quatre vingt-quatre  
le quatorze juin à 10 heures

Nous, J.M. Schlicker,

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, R. Sycour, Delgo, âgée de plus de 21 ans,  
assumée greffier en remplacement des greffiers en chef et  
greffiers légitimement empêchés, laquelle a prêté préalable-  
ment entre nos mains le serment "Je jure fidélité au  
Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple  
belge"

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu: DELOMBAERDE Charles, Ernest, Adolphe, né à Ng  
(Java) le 10 septembre 1909, domicilié à Bruxelles,  
Washingtonstraat, n°6

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni  
allié des parties,

~~Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le~~  
~~serment suivant:~~

~~"Je jure de dire toute la vérité sans qu'il y ait de mensonge, ainsi m'aide Dieu".~~

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Le W.N.P. m'avait contacté quelques temps avant le double  
assassinat de la rue Pastorale à Bruxelles. Je n'étais pas au  
courant de celui-ci. J'ai rencontré Paul Latinus quelques  
temps après cet assassinat.

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

*heant:*

*[Signature]*

1938

Je sais que le mouvement W.N.P. a été infiltré par des membres de la Sûreté et notamment Monsieur Smets surnommé "Le Canard". Michel Libert m'avait précisé que Monsieur Smets y avait donné des cours notamment à propos de filature, guérilla urbaine, je pense que c'est également Michel Libert qui m'avait précisé qu'il avait enseigné à tuer quelqu'un sans laisser de trace. Michel Libert était continuellement en rapport avec deux autres personnes de la sûreté surnommés "Le Chien" et "le lapin".

Je n'ai jamais rencontré ces deux personnes.

Michel Libert m'avait confié qu'ils allaient pousser la collaboration avec des deux personnes afin d'étendre le mouvement et de constituer un groupe secret en cas d'invasion communiste.

Une huitaine de jours avant le décès de Paul Latinus, ce dernier m'a demandé de le voir et il m'a confié que sa concubine l'avait continuellement trahi avec un membre de la sûreté, le surnommé Canard.

Paul Latinus m'avait téléphoné le 20 avril car il désirait me rencontrer. Comme il ne savait se rendre chez moi ce jour là, il m'a retéléphoné le 21 et le 21 vers 9h30 du matin, il m'a confié au téléphone que sa concubine Mireille l'avait trahi. Il a même précisé qu'il en avait la preuve écrite.

J'ai trouvé étrange que Paul Latinus ait disparu le samedi 21 après m'avoir téléphoné, le dimanche 22 et le lundi 23.

J'ai d'ailleurs pris contact avec différentes personnes qui connaissaient Paul Latinus, aucune personne n'a eu de contact avec lui ces trois jours là, ni sa mère ni ses amis.

Sa mère ne l'a revu que le mardi 24 avril.

Après l'assassinat, je dirai même longtemps après, Barbier était très nerveux et je sais que plusieurs fois à la demande de sa femme, Paul Latinus a été passer des nuits en sa compagnie pour le calmer.

Si Paul Latinus a fait une déclaration à Monsieur Marnette à la Police judiciaire à propos de Barbier, c'est après m'en avoir parlé. Je lui ai conseillé d'aller dire toute la vérité.

Après cette déclaration à la police judiciaire, certains membres du W.N.P. ont compris sa démarche, parmi ceux ci il y a Frédéric Saussez, Jean-Louis Memry, Parmi ceux qui n'étaient pas d'...




avec ce geste il y avait Christian Elnikov, un certain Luc  
et un certain "Légume" DeYode.

J'ai une fois vu chez Paul Latinus un dossier d'un mouvement  
de défense qui s'intitulait Comité Ouwendijk, faisait partie  
de ce comité, des gens importants je vous cite parmi les noms  
que j'ai vu, comme faisant partie de ce comité Monsieur  
Vanden Buynants, Le Baron Bonvoisin, il y avait également deux  
officiers supérieurs de l'armée belge.

Je crois que Paul Latinus a remis ce dossier à Monsieur Marnette.  
Je lui ai conseillé d'ailleurs de le faire. Je pense que les  
gens qui faisaient partie de ce comité ont du lui en vouloir  
d'être rentré en possession de ce dossier.

Je trouve étrange que la concubine de Paul Latinus en constatant  
qu'il s'était pendu ait tranché la corde.

Après lecture, persiste et signe.





DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

PRO JUSTITIA

J. 23.

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ quatre vingt quatre  
le quatorze juin à 15H30 heures

Nous, J.M. Schlicker,

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, R. Scyeur, belge, âgée de plus de 21 ans, assumée greffier en remplacement des greffier en chef et greffiers légitimement empêchés, laquelle a prêté le serment " Je Jure fidélité au Roi, Obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ".

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu: KAUSSE Joseph, Henri, Antoine, né à Brussel II le 17 novembre 1945, domicilié à Sint Pieters Leeuw Brusselbaan 485B.

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le serment suivant:

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'ai fait pour la première fois la connaissance de Paul LATINUS vers la mi mai 1982.

Je suis en effet chargé de surveiller les groupés tant de gauche que de droite dans la région Bruxelloise et du Brabant Wallon.

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN.

201

Nous surveillons ainsi les groupements d'extrême gauche et d'extrême droite.

Paul Latinus était un de nos informateurs et si j'ai pris contact avec ce dernier c'est que j'en suis aperçu qu'il n'était pas tout à fait régulier avec mon inspecteur Monsieur Bernard Estievenart. Pour connaître ce qui se passe au sein des mouvements extrémistes nos ~~indicateurs~~ inspecteurs ont des contacts avec des indicateurs qui sont généralement membres de groupement.

Notre technique de travail consiste toujours dans cette méthode de travail et jamais dans une infiltration personnelle.

En d'autres termes, nous refusons toujours d'assister à des réunions privées.

Paul Latinus à l'époque ne voulait pas remettre à mon inspecteur une brochure dénommée Althing il s'agissait d'une brochure imprimée sur papier rouge pour empêcher que l'on en prenne copie. Cette brochure reprenait ~~des renseignements~~ le fruit de vol de télex de l'Otan au 5 T.R.

C'était des membres de l'entourage de Libert et de Latinus qui ont du sortir ces télex du C.T.R. du 5 T.T.R.

A la demande de Latinus, nous avons coupé nos contacts avec ce dernier et nous avons recruté vers septembre ou octobre 1982 Michel Libert.

C'est ce dernier qui nous a remis le dossier Geshir. Il apparaissait de ce dossier que cette personne faisait du commerce d'armes à la limite de la légalité, qu'il devait peut-être être indicateur auprès de la gendarmerie d'Anvers.

Le dossier comprenait des feuilles sortant d'un listing d'ordinateur. Je n'ai jamais vu que Latinus ou son mouvement avait un ordinateur mais je suis quasiment certain qu'ils travaillaient par un ordinateur.

Dans l'ordinateur l'on devait emmagasiner les informations que Paul Latinus recevait de ces indicateurs. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1982 que nous avons découvert l'existence du mouvement W.N.P.

*Copy*

*[Signature]*

J'ai estimé immédiatement qu'il s'agissait d'un mouvement dangereux. et je m'en suis référé à mon supérieur hiérarchique Monsieur Massart. Par la suite, j'ai eu la conviction que le W.N.P. était aussi valables et capables que les gens de notre service.

Le mouvement était structuré sur un canevas militaire.

A un certain moment, Michel Libert nous a informé qu'un de nos collègues Monsieur Smets dit "Le canard" avait infiltré le mouvement et qu'il y aurait donné des cours de filature avec exercice pratique.

Beaucoup plus tard, Marcelle Gobert qui est la concubine de Barbier m'a informée que Monsieur Smets aurait donné dans son appartement un cours de filature avec cours annexe la façon de liquider sans laisser de trace une personne.

A côté du W.N.P. il existait une troupe scout appelée phénix cette troupe scout était dirigée par Libert, il s'agissait à mon sens de former d'éventuelles nouvelles recrues pour le W.N.P.

Faisait partie de cette troupe scouts les deux fils d'un sous officier de gendarmerie qui se dénommait Marbaix. Je suis certain que Monsieur Marbaix faisait partie du W.N.P.

Après la libération de Libert, une scission est apparue au sein du mouvement W.N.P., cette tension était extrême il y avait d'une part les tenants de Paul Latinus et d'autre part les tenants de Michel Libert. Dans la première catégorie l'on retrouvait notamment Karl Lombaerde, Guido Delvaux et Dauphin. On a même parlé d'une réserve de gardes de corps opérationnels chargés de les protéger. J'ai l'impression que Latinus devait avoir des gardes du corps.

C'est Libert qui m'avait donné cette précision et je dois vous dire qu'il ne m'a jamais menti.

Dans le second camp, il y avait outre Libert Xavier Sandron, les deux fils Marbaix, les deux ou trois fils du pharmacien Delcorps, Barbier et Lammers. Le groupement de Libert faisait également reproche à Paul Latinus d'avoir parlé à la presse et d'avoir parlé à la police judiciaire notamment à propos des meurtres de la rue Pastorale.

Vers le mois d'avril-mai 1983, Libert m'a remis le dossier du Comité Ouwendyck il s'agissait d'un comité purement clandestin structuré sur une forme para-militaire ayant des ramifications en Hollande et qui était destinée à protéger le P.S.C.

*myz*

*[Signature]*

Ce dossier comprenait notamment des télex internes au mouvement rédigé dans un style de gendarmerie barre verticale militaire. J'ai vu effectivement dans ce dossier le nom de Monsieur Van Den Buynants à mon avis Libert était rentré en possession de ce dossier par l'intermédiaire de Monsieur Van Herdeweghen qui faisait partie tant du comité Ouwendyck que du W.N.P.

J'ai appris par Michel Libert et par un autre indicateur que Paul Latinus avait constitué un dossier à l'encontre du rédacteur en chef du journal Pour, Claude Garot. Des informations reçues, il apparaissait que des fuites avaient du avoir lieu au niveau de la gendarmerie. J'en ai averti mes supérieurs hiérarchiques puis le capitaine Lemasson.

J'ai entendu parler du dossier Pinon par Libert j'ai appris que Paul Latinus serait en possession du dossier ainsi que sa concubine Van Houtvinck j'ai appris que ce dossier aurait été brûlé. A mon avis q'il a existé il doit y avoir un exemplaire en Espagne puisque le W.N.P. avait des contacts avec les phalangistes Espagnols.

Je n'ai jamais rencontré Van Houtvinck qu'une seule fois en compagnie de Paul Latinus, elle n'a jamais été indicatrice pour nous.

Lecture faite, persiste et signe.

*Libert* *[Signature]* *[Signature]*

# Gendarmerie

District de WAVRE  
Brigade de surveillance et  
de recherches  
N° 477/84

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Rédigé suite au dossier  
n° 140/84 de Monsieur le  
Juge d'Instruction SCHLICKE  
à NIVELLES

Notices n° 31.40.713/84  
Bde de COURT-ST-ETIENNE

Concernant :

DECES SUSPECT  
(SUICIDE PAR PENDAISON)

En cause :

LATINUS, Paul, 14.01.50  
décédé à COURT-ST-ETIENNE  
le 24.04.84.

OBJET :

RESTITUTION DE DOCUMENTS  
à la mère de LATINUS Paul

NOY, Francine, 25.04.10  
dliée à OTTIGNIES/LLN,  
rue de l'Invasion n° 1

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à Monsieur le J.I. SCHLICKE  
à NIVELLES

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Notices n° 31.40.713/84 - Parquet de NIVELLES

Dossier n° 140/84 de Monsieur le J.I. SCHLICKE

28

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui cinq juin mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 16.30 heures ;  
Nous soussigné(s) BIHAY, Gérard et BALFROID, Franz  
sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à la BSR de WAVRE, non revêtu(s) de notre uniforme ;

dans le cadre des différents devoirs relatifs au dossier ment  
né en émargement, et faisant suite à notre procès-verbal 337/8  
du 25.04.84, nous présentons chez la mère de Paul LATINUS, soi  
LANOY, Francine, Laure, Elvire, vveuve de LATINUS Georgius,  
pensionnée, née à MONTIGNIES S/SAMBRE le 25.04.10 et  
domiciliée à OTTIGNIES/LLN, rue de l'Invasion n° 1.

Après examen de divers documents que nous avons emporté  
lors de la perquisition effectuée par nous dans la chambre de  
son fils, en son domicile, et n'ayant découvert aucune pièce  
utile à cette enquête, nous restituons la totalité des documen  
à madame LANOY et l'entendons comme suit :

"Je désire m'exprimer en langue française.

"Je déclare rentrer en possession des divers documents que  
vous aviez emportés suite à votre perquisition dans la chambre  
de mon fils Paul, le 25.04.84, afin de rechercher parmi ceux-c  
un élément utile à votre enquête. Je déclare qu'aucun document  
n'a été saisi."

Après lecture, persiste et signe dans le carnet du premier  
verbalisant.

Dont acte

*[Signature]*

205

Cabinet de

M. le Juge d'Instruction

J.-Michel Schlicker

Dossier n° 140/84

PRO - JUSTITIA

21

Procès-verbal de descente sur les lieux

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, le vendredi premier juin;

Nous, J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal de première instance de Nivelles, accompagné de M. Cumps, Stagiaire judiciaire, et assisté de notre greffier, P. Bourtembourg, greffier;

Nous sommes transportés à Court Saint Etienne, 6, rue de Limauges;

Sur les lieux nous rencontrons l'adjudant chef Dussart de la B.S.R. de Wavre, M. le Commissaire Marnette de la Police Judiciaire de Bruxelles, ainsi que l'adjudant Polomé, commandant la brigade de gendarmerie de Court Saint Etienne et le sous-officier de gendarmerie, M. Cohy;

Nous sommes rejoints par M. Paul Chailly, médecin légiste, expert requis par Nous, ainsi que par M. Van Den Broeck, Opérateur à la Police Judiciaire de Bruxelles;

Sur nos injonctions, il est procédé au moyen d'un mannequin à la reconstitution des faits; le mannequin étant placé dans la position qu'il devait occuper normalement lors de la pendaison et qu'il occupait au moment où il est découvert par les verbalisants;

L'opérateur prend différents clichés.

Ces devoirs terminés, Nous nous retirons;

Il a été fait usage exclusif de la langue française;

Dont procès-verbal que Nous avons signé avec M. le Stagiaire Judiciaire et notre greffier;

*Bourtembourg*

*Cumps*

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23.

PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ quatre-vingt-quatre,  
le vingt-quatre mai à dix heures dix

Nous, J.-Michel Schlicker,  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, P. Bourtembourg,

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d u  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

HAQUIN René, époux de Albert Thérèse, journaliste, né à Beauraing  
le 13 août 1941, domicilié à Woluwé Saint Pierre, 6, Avenue  
Roger Vandendriessche;

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aidez Dieu~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je confirme avoir eu des contacts avec M. De Lombaerde,  
notamment à l'époque du décès de M. Paul Latinus. J'ai effectivement  
rencontré M. De Lombaerde au café Le Saint Louis derrière le  
Palais de Justice de Bruxelles pendant une demi-heure environ.

*Bourtembourg*

*[Signature]*

*20*

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

*Riant*

Si ma mémoire me sert, cela doit se situer le surlendemain de la mort de M. Paul Latinus. M. De Lombaerde me disait être convaincu du fait que M. Latinus avait été assassiné. Il y voyait un rapport direct avec la disparition d'un des dossiers que Latinus gardait chez lui, à savoir le dossier dit Pinon. Selon De Lombaerde ce dossier avait disparu, probablement volé par la concubine de Paul Latinus et probablement à destination de la sûreté de l'Etat. M. De Lombaerde estimait que ceux des proches de M. Latinus qui avaient lu ce dossier étaient eux-mêmes en danger de mort dans l'hypothèse où Latinus avait bien été assassiné. M. De Lombaerde tirait un certain nombre de conclusions pour appuyer la thèse de l'assassinat, conclusions se référant à ce qu'il croyait être l'emploi du temps et le comportement de Latinus au cours des dernières semaines et plus précisément au cours des dernières heures avant sa mort. Il m'a dit que l'ensemble de ces éléments, il les avait notés dans un petit agenda, dont la couverture doit être rouge, mais qu'il en ferait un double qu'il glisserait entre les feuillets du 3ème dictionnaire se trouvant sur la cheminée de son appartement, rue Washington. Il estimait que quatre ou cinq personnes pouvaient être en danger de mort, parmi lesquelles lui-même et il me confiait ce secret à n'utiliser qu'au cas où il lui arriverait quelque chose.

Le samedi suivant, à la demande de M. De Lombaerde, j'ai assisté aux funérailles de Paul Latinus. J'ai pris part ensuite à la collation au café "L'Ottinty" à Ottignies, puis j'ai accompagné les amis de Paul Latinus et sa mère au domicile de cette dernière. Il a été longuement question de la mort de Paul Latinus que tous interprétaient comme un assassinat. Madame Latinus mère soupçonnait nommément le commissaire Smets et la concubine de Paul Latinus d'avoir collaboré avec ce dernier. Madame Latinus croyait savoir par d'autres personnes que le Commissaire Smets rencontrait la concubine de Paul Latinus, notamment lors des files que cette dernière faisait au bureau du chômage. J'ai également interrogé Madame Latinus sur la nature des contacts que son fils avait entretenus avec des autorités américaines. Madame Latinus a confirmé ces contacts, précisant qu'elles les connaissaient uniquement par les coups de téléphone qui fixaient rendez-vous à Paul, mais qu'aucun



correspondance n'était jamais arrivée à sa connaissance. Le dernier rendez-vous de Paul avec les américains avait eu lieu dans le bois de la Motte à Bousval, une semaine ou quelques semaines auparavant, je ne me souviens plus. Elle m'a précisé également que Paul n'avait jamais accepté d'argent des américains, mais que ces derniers avaient remboursé en 1981 le voyage de Paul et de son amie espagnole, Hélène, en Amérique du Sud, après les révélations de l'hebdomadaire "Pour".

Madame Latinus disait également que Paul avait été avec le chauffeur de M. Louis Michel à un rendez-vous avec ce dernier dans une villa située dans la région de Louvain et que des choses importantes relatives à un coup d'Etat se seraient dites. Ce rendez-vous avait eu lieu, selon elle, le soir d'un bal P.R.L. à Ottignies, quelques semaines avant le décès de son fils.

Depuis trois ans, j'avais, dans le cadre de mes activités professionnelles, eu un certain nombre d'entretiens avec Paul Latinus que je décris d'ailleurs dans le livre "Des Taupes dans l'extrême droite".

Lecture faite, persiste et signe.-

*Georges Trug*

*RH77*

*TH*

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 573

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

n cause de :

LATINUS Paul.

audition de :

ANOY Francine, Vve Latinus  
Georges, dliée à Otti-  
n. L.L.N. rue de l'Invasion  
n° 1.

édigé suite au dossier n°  
40/84 de Monsieur le Juge  
'instruction Schlicker à  
ivelles.

91230- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. N° 4215 Cui. S.R.F.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

à .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt et un juin mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 16.00 heures;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre et BIHAY Gérard ,  
sous-officiers de gendarmerie,

en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~moniformes~~

...nos habits civils; informons Monsieur le Juge d'Instru-  
tion Schlicker que ce vingt et un juin , en compagnie de  
nos collègues DEPAUW et GOBERT de la B.S.R. de Bruxelles,  
nous avons interpellé le sujet marocain YOUNOUR Driss à  
Court St Etienne pour l'entendre au sujet de ce qu'il sa-  
vait de l'affaire LATINUS. Il s'agit du marocain désigné  
par Mme LATINUS sous le prénom de "Dirk" et qui aurait pro-  
venu LATINUS Paul de ce que sa concubine VAN HOUTVINCK Mi-  
reille rencontrait parfois un homme inconnu au chômage à  
Court St Etienne. Lors de l'audition de ce marocain par  
nos collègues de la B.S.R. de Bruxelles, celui-ci prétent  
n'avoir jamais rien dit de tel à LATINUS. Nous réentendons  
ensuite la mère de LATINUS pour nous faire préciser de --  
quelle façon ce renseignement lui est parvenu.-----  
Nous entendons :

L A N O Y Francine, Laure, Vve Latinus Georgius, née à  
Montignie/S le 25 avril 1910 et dliée à  
Ottignies L.L.N. rue de l'Invasion, n° 1, qu:  
nous déclare :

" Je m'exprime en langue française. Peu après la mort de  
mon fils, j'ai effectivement déclaré que Mireille VAN HOU-  
VINCK rencontrait un homme dans la file de pointage à ---  
Court St Etienne. C'est mon fils qui m'avait informé de  
cela. Il en avait été informé par un sujet marocain pré-

SUITE DE LA DÉCLARATION DE LANOY Francine

J.-Michel SCHLICKER

du 22 juin 1984

Vers le mois de février, mon fils avait reçu des menaces par téléphone au sujet du dossier Pinon. Un jour, j'ai pris le téléphone et une voix masculine parlant très bien le français m'a dit "Madame Latinus, oui, dites à votre fils que s'il s'occupe encore des gens qu'il n'aime pas, il n'en a plus pour huit jours à vivre - Mais qui est à l'appareil ? - Peu importe - Vous connaissez le dossier Pinon - Non - Dites à votre fils que s'il s'occupe encore de l'affaire Pinon, il n'en a plus pour huit jours à vivre"

Mon fils m'a rapporté qu'après la confrontation qui a eu devant l'Officier de Police Judiciaire Marnette entre Libert et mon fils, Libert a refusé de serrer la main que mon fils lui tendait. Par après, je crois qu'ils ne se sont plus revus.

Je n'ai jamais entendu parler du "GAP". Je connais Guy Van Vinck. C'est un ancien voisin qui est mon chauffagiste. Il a quitté la Belgique pour l'Algérie le 15 avril 1984.

Après le double meurtre de la rue de la Pastorale, mon fils m'a confié qu'il croyait que ce meurtre avait été téléguidé par Smets (Canard) afin de décapiter le mouvement que mon fils avait créé. En tout cas, il m'a dit que c'était Libert qui avait mis dans la tête de Barbier que les deux personnes qui ont été tuées étaient des agents soviétiques. Toujours selon les dires de mon fils, M. Smets (Canard) aurait demandé à Barbier et à Libert de surveiller une maison qui aurait été occupée par des russes.

Mon fils m'avait dit quelque temps avant sa mort que Mireille rencontrait le Canard au moment du pointage et qu'elle était sans doute payée. C'est un certain Driss qui aurait fait cette confidence à mon fils. D'ailleurs, mon fils en aurait eu la confirmation par le fait que Mireille aurait dans un magasin dépensé pour plusieurs milliers de francs. Je sais que Mireille n'avait pas beaucoup d'argent parce que j'avais du leur payer un poêle à bois pour se chauffer. J'ignorais que Mireille payait un loyer de 9.000 francs par mois.

A mon avis les deux personnes qui avaient intérêt à voir disparaître mon fils, sont M. Smets (Canard) et M. Libert.

*Gourkineburg*

*HL*

Je sais que Libert avait fait des manoeuvres afin de remplacer mon fils à la tête du W.N.P. Jean-Paul Dauphin m'a dit qu'il avait vu des posters de Libert quasiment grandeur nature. Libert y affiche, paraît-il un air conquérant.

~~=====Lecture faite, persiste et signe=====~~

Je tiens à préciser que Héléna Ruiz était l'amie de l'ancienne maîtresse de Smets (Canard). Elle lui avait même un jour cousu une robe. L'amie de M. Smets était d'origine tunisienne et était infirmière dans un hôpital bruxellois. C'est Héléna Ruiz qui avait donné le surnom "Canard" à Smets. A l'époque, Smets avait un canard sur sa voiture et un jour, voyant passer la dite voiture, elle a fait la réflexion : "Tiens, voilà le canard", d'où le surnom qui lui est resté.

Lecture faite, persiste et signe.-

V. Bourkeburg

J. Latour

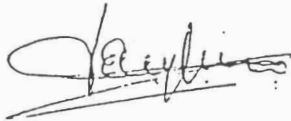
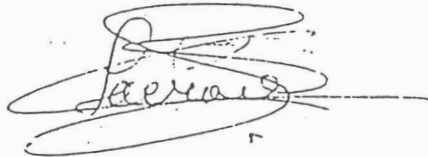
Le 06 juin 84 à 09.00 heures, nous entendons :

L A C R O I X Didier, Raymond, Michel, Ghislain, célibataire, électricien né à Etterbeek le 08 juin 1957 et affilié à Chaumont-Gistoux avenue des Sorbiers, n° 4, qui nous déclare :

" Je m'exprime en langue française. J'exerce la profession de chauffeur de taxi aux "Txis blancs" à Limelette. Je confirme en tous points la déclaration que j'ai faite aux gendarmes après avoir conduit LATINUS Paul chez lui le soir du 24 avril 84. A cette date, lorsque je suis arrivé devant le café "Le Cambrinus" la prénommée Mireille était devant l'établissement. Elle me paraissait être dans un état d'ivresse avancée. Lorsque je me suis arrêté devant le café, j'ai klaxonné et mon client est arrivé tout de suite. Il est sorti du café en compagnie de Willy GURDAL et en se tenant tout deux par le bras. Je savais que mon client était l'amie de .... Mireille mais j'ignorais qu'il s'appelait LATINUS. Lorsqu'il est arrivé près du taxi, j'ai demandé s'il fallait prendre Mireille également mais il m'a dit de la laisser ici. GURDAL a dit au revoir à LATINUS et il est retourné au café. Mireille s'est avancé vers mon taxi et a ce moment LATINUS m'a dit de démarrer. J'ai avancé et j'ai vu dans mon rétroviseur que .... Mireille restait au bord de la route. Durant le trajet pour nous rendre à la rue de Limage, LATINUS a fumé deux cigarettes. Il était très calme et il m'a simplement dit: " On a de la chance d'avoir du beau temps. Il faut en profiter". Ce sont les seules paroles qu'il a dites le long du trajet. En arrivant devant chez lui rue de Limauges, il m'a demandé combien il devait. Lorsque je lui ai dit 310 frs, il m'a donné un billet de mille francs en disant : "C'est bon comme ça". Et: " Ne cherchez pas la monnaie". Il est sorti de la voiture et s'est dirigé vers la porte de son habitation et moi je suis parti. Il se trouvait à ce moment là sur le gravier de l'entrée et je me suis fait la réflexion que le chien n'aboyait pas, ce qui m'a paru bizarre. C'est d'ailleurs la seule chose qui m'a semblée bizarre, ainsi que le pourboire exagéré. Je sais qu'il y avait un chien dans cette maison pour avoir conduit Mireille deux ou trois fois et qu'à chaque fois il aboyait. Je suis certain de ne pas avoir été suivi par un autre véhicule ce soir là. Il faut savoir que la rue de Limauge et une rue à sens unique. Il n'y avait aucune voiture stationnant dans cette rue. Lorsque je me suis arrêté je bloquais donc la rue et il n'y avait personne derrière moi. En partant vers la chaussée de Bruxelles il n'y avait aucune voiture qui stationnait. Ce n'est qu'en arrivant chaussée de Bruxelles que j'ai vu pour la première fois un véhicule qui, venant de la rue des Vallées, a emprunté la chaussée de Bruxelles pour s'engager ensuite dans la rue de Limauge, soit exactement le même parcours que j'avais effectué. J'ai pu

...suivi ma route et j'ignore donc la direction prise par ce ..  
véhicule par la suite. Je ne connais pas la marque de cette voiture....Lorsque je suis arrivé au café "Le Cambrinus", il est faux  
que LATINUS m'aurait dit d'attendre un peu et de prendre un verre.  
Nous sommes partis directement comme je viens de vous le dire."

(Après lecture, persiste et signe avec nous.)

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Leyla' or similar, with a horizontal line underneath.A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Leyla' or similar, with a horizontal line underneath.

# Gendarmerie

District

Brigade

DE WAVRE  
BSR

N° 497

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

MORT SUSPECTE

En cause:

LATINUS, Paul,

décédé par pendaison.

Deväirs exécutés:

Adäition de témoins.

Rédigé suite apostille n°  
140/84 du 9-5-84 de Monsiäur  
Le Juge d'Instruction  
SCHLICKE

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
d M .....  
à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Dossier 140/84 de Monsieur Le Juge' d'Instruction SCHLICKE

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-trois mai et jours suivants mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à heures ;  
Nous soussigné(s) DUSSART, Guy et VANPETEGHEM, Jean-Pierre  
de gendarmerie,  
en résidence à BSR WAVRE non revêtu(s) de notre uniforme ;

Faisant suite au dossier rappelé en marge certifion  
avoir entendu successivement:

VAN HOUTVINCK, Mirelle, Josette, Raymonde, perforatrice,  
divorcée de COENRAETS, Henri, née à COURT ST  
ETIENNE le 30-1-47 et y domiciliée rue de  
Limauges 6, qui nous déclare en nos bureau  
le 23-5-84 à 1030 Hrs:

"Je désire m'exprimer en langue française. Suite à  
notre entretien de ce jour, je ne puis apporter aucune  
précision quant à une éventuelle trahison envers Paul  
LATINUS. J'ajoute cependant qu'il pourrait y avoir une  
possibilité, c'est-à-dire que nous sortions régulièrement  
chacun de notre côté et en des endroits différents. J'igno  
si Paul LATINUS parlait de mes sorties avec d'autres homm  
lorsqu'il a affirmé que je l'aurais trahi. C'est tout ce  
que je peux dire concernant le dossier qui vous occupe."

(Après lecture persiste et signe au carnet).

LANOY, Francine, Laure, Elvire, Vve de LATINUS Georgius, née  
à MONTIGNIES SUR SANBRE le 25-4-1910 et domicilié  
à OTTIGNIES, rue de l'Invasion n°1, qui nous décl  
en son domicile le 8-6-84 à 1520Hrs:

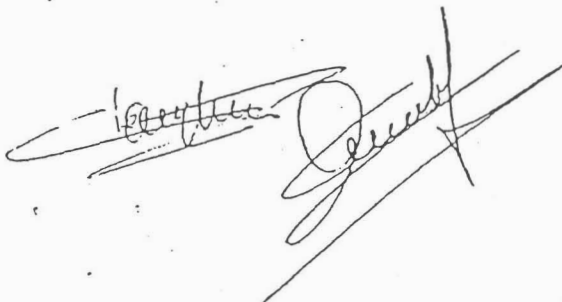
"Je désire m'exprimer en langue française. Concern  
les menaces dont mon fils aurait été l'objet, je sais qu'  
parlait souvent de précautions qu'il aurait dû prendre,  
il disait parfois "s'ils veulent ma peau, ils m'auront n"

une seule fois, une communication téléphonique d'une personne masculine dont je n'ai pas reconnu la voix. Cette personne s'exprimait correctement en français avec une voix très assurée. Une seule phrase a été prononcée " Mme LATINUS, dites à votre fils que s'il s'occupe encore des gens qu'il n'aime pas, il n'en a plus pour huit jours à vivre. Vous connaissez l'affaire PINON ?" ( sur ma réponse négative il m'a été dit: " si votre fils s'occupe encore de l'affaire PINON, il n'en a plus pour huit jours à vivre". Cette communication a eu lieu environ deux mois avant sa mort. Mon fils en a parlé avec Mr JACQUET de la Gendarmerie et je suppose qu'il a déposé plainte. En ce qui concerne les personnes dont mon fils parlait, je préfère m'abstenir d'en parler. Toutefois, je suis d'accord d'en parler avec Mr le Juge SCHLICKER de Nivelles. Mon téléphone est le suivant 010.410233. Je signale qu'il m'est très difficile de me déplacer suite à mon état de santé. Je me souviens que mon fils m'a parlé de ce que Mireille rencontrait Mr SMETS de la Sûreté au bureau de pointage. C'était le seul moment où mon fils ne l'accompagnait pas. D'après lui, Mireille aurait reçu de l'argent de ce Monsieur, de là à supposer qu'elle travaillait pour Mr SMETS c'était une déduction logique. J'ai rencontré une seule fois Mr SMETS; lorsqu'il m'a rendu une seule visite au moment où mon fils travaillait avec lui. Il a d'ailleurs aidé mon fils à quitter le pays après le scandale du journal "Pour", ce qui l'a d'ailleurs empêché de passer la suite de ses examens pour entrer à la Sûreté. Je n'ai rien d'autre à dire."

(Après lecture persiste et signe au carnet)K

Joignons au présent les déclarations recueillies conformément à l'apostille jointe.

Dont acte et clos ce 13 dito.

A handwritten signature, possibly 'G. J. J.', is written over a rectangular stamp. The stamp contains some illegible text, but it appears to be an official seal or signature block.

216 - 1



Op zeventien oktober negentienhonderdvijfentachtig,

om 10.15 uur,

Vij/ Voor ons, Vanderlinden, Alex,

Burgemeester  
Adjunkt-politiekommissaris, behoorlijk hiertoe gemachtigd door de Heer Politiekommissaris,  
is verschenen onze hfd. brig. Dedeve. Pierre die verklaart:-  
Verhalen dat bijgaande waarschuwing niet kon worden afgegeven  
aan FRANCK, Madeleine, R, geb. te Etterbeek de 14-2-1921, kinésithe-  
rapeute en gewoond hebbend te Overijse, Kersebomenlaan nr. 61,  
daar zij sinds 7-8-1985 van Ambtswege geschr<sup>a</sup>pt werd uit onze  
bevolkingsregisters. Sindsdien is de toestand ongewijzigd en in  
haar huidige verblijfplaats nog steeds niet bekend.- - - - -

Waarvan akte,

P.V. voor ons bevestigd, Vanderlinden, Alex, A.C.-

*Alex Vanderlinden*

gijlagen

*27*

# Gendarmerie

District de Wavre  
Brigade B.S.R. de Wavre

N° 635/84

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

En cause de :

LATINUS Paul.

Objet du présent:  
reconstitution.

Rédigé suite au dossier  
n° 140/84 de monsieur le  
juge d'instruction Schlicker

92230- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4115 Cal. 571.F.B.)

RUBRIQUE RESERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M. ....  
à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui trois juillet mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 15.30 heures;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre et RICHARD Roger,  
sous-officiers de gendarmerie,

en résidence à Wavre - B.S.R. revêtu(s) de notre uniforme  
...nos habits civils; exposons avoir obtenu près de la RT  
à Wavre, un cable téléphonique identique à celui utilisé  
lors de la pendaison de Latinus.-----

nous avons donc à l'aide de ce cable effectué une rec-  
titution suivant les instructions de monsieur le juge d'  
instruction Schlicker. Le cable a été fixé au crampon de  
même manière qu'en réalité et nous employons des poids d'  
haltère pour représenter le poids de Latinus soit 52, 50  
kilos. Lorsque nous accrochons ce poids, nous laissons le  
cable se tendre doucement et sans coup brusque. Sous le  
poids, le cable s'étire d'abord puis casse avant de suppo-  
ter la totalité du poids. Nous avons recommencé l'opérati-  
on plusieurs fois mais sans succès. Nous constatons finaleme-  
nt que ce cable casse déjà avec un poids de 42,50 kilos soit  
environ 10 kilos de moins que le poids de Latinus. -----

Les expériences se sont déroulées en présence de Mirel  
VAN HOUTVINCK. Le cable utilisé pour la reconstitution a  
été déposé au greffe dès que possible.-----

Nous joignons au présent un dossier photographique. Il  
s'agit de différentes vues prises lors de ces expériences.  
Les photos de 1 à 4 ont été prises à la suite de la premi-  
ère tentative avec 42.5 kilos. La photo 5 a été prise lors  
d'un autre essai avec un cable plus court qui lui aussi a  
cassé bien avant que tout le poids soit lâché (Photo 6)---

918

.....  
un poids de 42.50 kilos.-----

Il ne nous a pas été possible de faire couper le cable par VAN HOUTVINCK  
Mireille du fait que le cable ne supporte pas le poids de 50 kilos.---

Dont acte,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Kuylen', written over a horizontal line.

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 660

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

cause de:

TINUS Paul.

jet du présent:

nseignements sur la corde  
ilisée.

digé suite au dossier n°  
O/84 de Monsieur le Juge  
ir ruccion SCHLICKER à  
velles.

92230- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4215 Cat. S.R.F.B.)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

*L'original a été adressé*

le .....

d M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

40

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-huit juin mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 09.00 heures ;  
Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML

de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~notre uniforme~~  
...nos habits civils; informons Monsieur le Juge d'instr  
tion SCHLICKER à Nivelles que conformément à ses instruc  
tions, nous avons vérifié la corde utilisée pour la pend  
son de LATINUS Paul. Le cordon a d'abord été passé dans  
crampon fixé au plafond. Il s'agit d'un crampon à boucle  
fermée. La corde a donc été passée dans cette boucle et  
pour la fixer un noeud à tête d'allouette a été fait. Il  
s'agit d'un noeud tout à fait classique utilisé tant dan  
la marine que chez les scouts. Le noeud qui a été fait c  
le cordon même est du type noeud de plein poing. Il s'ag  
la aussi d'un noeud tout à fait classique qui ne requier  
aucune spécialité.

Dont acte,

*[Signature]*

720

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 609

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

cause de :

LINUS Paul.

ossier n° 140/84 de Monsieur  
Juge d'instruction  
SCHLICKER à Nivelles.

92230- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4215 Cat. S.R.F.B.)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-huit juin mil  
neufcent quatre-vingt-quatre à 15.00 heures ;  
Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML

de gendarmerie,  
en résidence à B.S.R. de Wavre, non revêtu(s) de notre uniforme ;  
...conformément aux prescriptions de l'apostille 140/84  
de Monsieur le Juge d'instruction SCHLICKER à Nivelles ,  
exposons avoir restitué à Madame LATINUS née LANOY Franci  
le document joint à l'apostille dont question. Madame LAT  
NUS a signé pour reception sur la dite apostille.-----

Dont acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

221

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 606/84

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. - SUBSEQUENT:

cause de :

LATINUS Paul.

Objet du présent:

Reconstitution de la pendaison à l'aide de poids.

Pris suite au dossier n° 1/84 de Monsieur le Juge d'instruction SCHLICKER à elles.

92120- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4215 Cat. S.R.F.B.)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-six juin mil neufcent quatre-vingt-quatre à 14.30 heures; Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre et RICHARD Roger sous-officiers de gendarmerie, en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de nos uniformes... nos habits civils; exposons avoir procédé à une reconstitution de la pendaison de Paul LATINUS. Conformément aux instructions de Monsieur le Juge d'instruction SCHLICKER nous avons utilisé des poids représentant celui de LATINUS: soit entre cinquante et cinquante-cinq kilos selon la mesure de LATINUS. Nous avons réalisé ces poids à l'aide de poids d'haltère. En ce qui concerne le cordon de téléphone; nous nous sommes procurés un câble du même type à Wavre près de la R.T.T. En fait le câble utilisé pour la pendaison de LATINUS date de 1973. C'est du moins la date que nous relevons sur le câble amenant la prise du téléphone chez VAN-HOUTVINCK Mireille. Le préposé de la RTT nous a remis un câble qui est actuellement utilisé et qui remplace celui de 1973. Il nous semble cependant que ce câble est plus souple et d'un diamètre légèrement inférieur.-----

RECONSTITUTION.

Le câble a été fixé au plafond dans les mêmes conditions que lors de la pendaison. Nous relions ensemble, cinquante kilos de poids d'haltère. Lorsque nous accrochons ce poids au câble de téléphone celui-ci ne résiste pas à la traction et casse avant que nous lâchions les poids. Nous effectuons un deuxième essai en utilisant une bûche de bois représentant plus ou moins le diamètre d'un cou humain, mais cette

.../...

722

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M .....  
à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

...mais aussi le cable casse avant que nous lâchions tout à fait le poids. Il nous est donc impossible de procéder à une reconstitution. Le 26 juin 84 à 15.10 hrs, nous communiquons le résultat de nos expériences à Monsieur le Juge d'instruction SCHLICKER qui nous prescrit de rédiger le présent P.V.-----

S'il nous était possible de trouver un cable téléphonique absolument identique à celui utilisé nous procéderions à une reconstitution telle qu'elle est demandé par monsieur le juge SCHLICKER.-----

Le cable ayant servi à nos essais sera déposé au greffe suivant les instructions de monsieur le Juge SCHLICKER.-----

Dont acte,



# Gendarmerie

District BRUXELLES.

Brigade B.S.R.

N° 4 III

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

digé suite au dossier  
3/84 de Mr SCHLICKER,  
Juge d'Instruction près le  
Parquet de NIVELLES.

Objet: audition du nommé  
YOUICOUR, Driss.

98651 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 11115 Cat. 914 Dep)

RUBRIQUE RESERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt six juin mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 09.00 heures ;  
Nous soussigné(s) GOBERT P et DEPAUW L

Mdls

de gendarmerie,

en résidence à B.S.R. - BRUXELLES, non revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite au dossier mieux rappelé en marge du présent  
portons à la connaissance de Mr SCHLICKER, Juge d'Instruction  
près le Parquet de NIVELLES, les renseignements suivants: ---

En date du 21 juin 84, accompagné de notre collègue  
VAN PEEGHEM de la B.S.R. de WAVRE, avons intercepté le nommé  
YOUICOUR Driss après qu'il se soit présenté au bureau de point  
de la Commune de COURT ST ETIENNE. L'intéressé a été ramené  
au siège de la B.S.R. de WAVRE où nous avons procédé à son  
audition. -----

AUDITION. Le 21.6.84 à 11.40 hr, entendons le nommé

YOUICOUR, Driss, divorcé, né à KHEMISSET OURIBEL (I  
en 1950, Marocain, O/peintre (chômeur), domicilié à  
COURT ST ETIENNE, rue François n° 2. -----

Lequel nous a déclaré: ' Je désire m'exprimer en  
français et fais choix de cette langue en Justice. Je connais  
la nommée 'Mireille' depuis environs un an. J'ai fait sa connais  
sance dans divers cafés. Elle émarge au chômage depuis enviro  
neuf mois. En ce qui concerne sa relation avec Paul LATINUS,  
elle a débuté environs au moment où elle a commencé son chôma  
Leur relation était très instable. Ils se disputaient souvent  
En ce qui me concerne je ne connais pas la mère de P. LATINUS  
Celle-ci faisait souvent l'objet de discussion et de dispute  
entre Paul et Mireille. Un jour, suite à une discussion que j'

224



.../... eu avec Paul au sujet du nazisme, celui-ci m'avait prêté un livre: " Les Protocols des Sages de Sion ". Il se disait lui-même être un vrai nazi. Après avoir lu le livre, nous en avons encore discuté mais nous n'étions pas d'accord sur tout. -----

Un jour, la Gendarmerie est intervenue chez Mireille suite à une dispute entre eux. Par après, Mireille m'a dit: " maintenant j'en suis débarrassé, je suis libre, je vais pouvoir faire ce que je veux ". Par la suite, LATINUS a repris contact avec Mireille. Plus tard, Mireille m'a confié qu'elle avait peur pour sa vie étant donné les activités de Paul. Elle craignait que Paul la fasse tuer. Elle voulait dire qu'il était capable de faire agir d'autre personne pour son compte. Environs trois mois avant son décès, Mireille m'avait raconté qu'elle avait détruit des dossiers de Paul, rien que pour l'embêter, suite à une dispute. Mireille m'a aussi raconté qu'elle ne connaissait aucun des amis de Paul. En réalité, elle m'a dit avoir brûlé un dossier sur lequel il avait beaucoup travaillé et ce suite à une dispute. Je n'ai jamais cherché à savoir si Paul savait que s'était elle qui l'avait détruit. Le fait se situe avant l'intervention de la Gd chez Mireille. -----

Aujourd'hui elle m'a dit qu'elle pensait que Paul avait quand même reconstitué le dossier avant son décès, car elle lu aujourd'hui même dans la presse, que ce dossier serait actuellement chez quelqu'un en Espagne. Lorsqu'elle venait pointer, elle était toujours seule, je ne l'ai jamais aperçue accompagnée, sauf parfois par P LATINUS lui-même. Paul était toujours seul, il me disait qu'il était toujours suivi et surveillé, soit par la PJ, soit par la B.S.R. J'ai vu Paul pour la dernière fois, une semaine avant son décès. Il était avec Mireille. Ils étaient de nouveau en bon terme. Je n'ai jamais entendu Paul évoquer un éventuel suicide. Pour moi, il était trop équilibré pour cela. Je n'ai rien d'autre à ajouter. (Après lecture, persiste et signe dans notre carnet de renseignements). -----

EXMT ACTE.

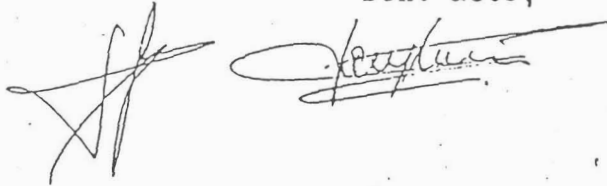
*[Signature]*

...par le marocain, mon fils en avait déduit qu'il s'agissait du "Canard". Vous me dites que ce marocain se prénomme Driss et non Dirk. S'il s'agit de l'homme à qui mon fils a demandé le coran en français, et à qui il avait un jour prêté "Les Protocoles des Sages de Sion", alors nous parlons bien du même homme et c'est lui qui . avait prévenu Paul que Mireille rencontrait un inconnu au chômage."

(Après lecture, persiste et signe au carnet.)

Le sujet marocain YOUNOUR Driss que nous avons interpellé est donc bien celui que Mme LATINUS appelait Dirk et qui nie avoir parlé de cet inconnu à LATINUS.-----

Dont acte,



# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 574

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

cause de :

TINUS Paul.

jet du présent:

nseignements concernant  
N HOUTVINCK Mireille.

digé suite au dossier  
140/84 de Monsieur le  
ge -instruction SCHLICHER  
Nivelles.

92250- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4215 S.R.F.B.)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
d M .....  
d .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt et un juin mil-  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 19.15 heures ;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML.

de gendarmerie,

en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~notre uniforme~~  
...nos habits civils; exposons qu'au jour et heure susmen-  
tionnés, nous avons été contacté téléphoniquement par VAN  
HOUTVINCK Mireille laquelle se trouvait chez des connais-  
sances à Court St Etienne et qui nous informait qu'elle n'  
osait plus rentrer chez elle à son domicile. Elle nous ex-  
plique qu'à la suite de l'article paru aujourd'hui dans le  
journal "Le Soir" elle a peur. A notre question de savoir  
pourquoi elle avait peur elle ne sait pas nous dire pour-  
quoi exactement mais qu'à la suite de cet article elle se  
sent menacée. A notre demande elle dit qu'elle ne sait rien  
dire d'autre dans cette affaire et qu'elle estime avoir ..  
tout dit sans cacher quoi que ce soit. -----

Le lendemain, nous apprenons qu'elle avait passé la  
journée du vingt-et-un juin au café. Il est donc probable  
qu'elle se trouvait sous l'influence de la boisson lorsque  
nous avons été contacté téléphoniquement. Lors de cet en-  
retien elle semblait effectivement appeurée et il nous a  
semblait qu'elle pleurait. Cet entretien n'a rien apporté  
de concret. -----

Dont acte,

227

du

DEPOSITION DE  
TEMOIN

L'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, le vendredi  
vingt-deux juin, à seize heures;

Nous, J.-Michel Schlicker, Juge d'Instruction au Tribunal  
de première instance de Nivelles, assisté de P. Bourtembourg,  
notre greffier,  
étant en l'immeuble sis à Ottignies-Louvain-la-Neuve, 1,  
rue de l'Invasion,  
avons procédé à l'audition du témoin ci-après, hors la présence  
des prévenus, dans la langue de la procédure;

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement à lui  
remis, nous lui avons demandé ses nom, prénoms, âge, état civil,  
profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties et à quel degré;

Le témoin a répondu:

LANOY Francine, Laure, Elvire, veuve de Latinus Georgius,  
pensionnée, née à Montignies sur Sambre le 25 avril 1910,  
domiciliée à Ottignies-Louvain-la-Neuve, 1, rue de  
l'Invasion;

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent,  
ni allié des parties, elle a prêté le serment suivant:  
"Je jure de dire tout la vérité, rien que la vérité";

Et sur nos interpellations, elle a déclaré:

La dernière fois où j'ai vu mon fils, c'était le 24 avril  
dans l'après-midi. Mon fils m'a apporté des fleurs pour mon  
anniversaire. Ce même après-midi, j'ai remis un chèque de  
5.000 francs afin qu'il puisse réparer les freins de sa  
voiture. Il s'agissait d'un chèque tiré sur le Crédit Communal.  
Je reprends mes extraits de compte que je vous montre. Vous  
pouvez constater à mon extrait de compte, agence 007203 du  
27 avril 1984 que le chèque n° 5.074, d'un import de 5.000  
francs a été encaissé le 24 avril 1984. Je suppose que mon  
fils a été encaisser ce chèque à l'agent du Crédit Communal  
de Ottignies-Louvain-la-Neuve. Lors de cet entretien, nous  
avons parlé de choses et d'autres. Mon fils n'était nullement  
dépressif. Il était même arrivé chez moi les mains en l'air,  
me disant "Maman, je viens un jour à l'avance te souhaiter  
bon anniversaire".

Le 21 ou le 22 décembre 1983, mon fils m'a demandé pour

*Bourtembourg*

*MM*

le cas où il m'arriverait quelque chose d'indiquer certains renseignements sur une feuille de papier quadrillé que je vous remets en photocopie. J'ai écrit ces phrases sous sa dictée. Si ma mémoire me sert, mon fils aurait assisté à la scène où Mireille Van Houtvinck aurait frappé Madame Myriam Folie.

Mon fils n'a jamais consulté qu'une seule fois un médecin, le Docteur Doutremont de Court Saint Etienne. Il avait appelé ce médecin car il avait un muscle déchiré. Pour le reste, mon fils ne faisait jamais appel à un médecin et ne prenait jamais de médicament. Il se faisait toujours traiter par acupuncture et lorsqu'il prenait un médicament, c'était un médicament homéopathique. Mon fils pesait une bonne cinquantaine de kilos (entre 50 et 55 kilos).

Lorsque mon fils s'est senti menacé, il est parti au Chili. C'était un matin d'hiver. Nous avions ouvert la radio. J'ai entendu que le speaker parlait de mon fils. Mon fils Paul a entendu cette attaque à la radio et il a décidé immédiatement de partir. Il était à l'époque avec Hélène Ruiz. Si ma mémoire ne me fait pas défaut, cela devait se situer le 14 janvier 1981. Immédiatement après le journal parlé, mon fils a téléphoné à Christian Smets qui est surnommé "Le Canard". Mon fils lui demandait s'il pouvait partir et franchir la frontière sans danger. C'est Jean-François Calmette qui a été le conduire avec son amie, à l'aérodrome Charles de Gaulle. C'est Madame de Liedekerke qui lui a fourni une adresse chez l'un de ses frères au Chili. Cette Madame de Liedekerke est chilienne d'origine. Mon fils avait déclaré à Monsieur Marnette que son voyage en Amérique du Sud avait été remboursé par les Américains.

Jean-Paul Dauphin avait été sonner le lundi de Pâques chez Mireille Van Houtvinck et Paul était présent. Jean-Paul Dauphin est venu m'avertir immédiatement après, que mon fils était là. En effet, je m'en faisais car mon fils était parti de la maison depuis le samedi 21 avril vers 18 heures, avec François Peeters. Depuis cette date et cette heure, jusqu'au lundi 23 avril vers 10 heures du matin, je n'avais plus eu de nouvelle de mon fils. En me quittant le 21 avril, mon fils m'a dit qu'il avait un rendez-vous le soir même avec Vandercapelle à l'Auberge de La Pallande à Bousval. Je sais que ce Vandercapelle n'a pas été au rendez-vous, car le 22 avril, jour de Pâques, vers 14 heures, il est venu sonner chez moi. Je lui ai dit qu'il n'était pas rentré et il éclaté de rire.

*Georges Dauphin*

PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~xxxxx~~ quatre-vingt-quatre,  
le lundi dix-huit juin à 16 heures 45

Nous, J.-Michel SCHLICKER,  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, P. Bourtembourg,

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d u  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

ESTIEVENART Bernard, agent de l'Etat, époux de Guas Myriam,  
né à Boussu le 22 septembre 1953, domicilié à  
7680 - Bernissart, 12, Quartier de la Wallonie;

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi qu'il m'est loisible de le faire~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'ai été chargé par mes supérieurs hiérarchiques de surveiller  
les mouvements extrémistes à Bruxelles. Après le départ de M.  
Christian Smets pour la section de Charleroi. Notre technique  
consiste à surveiller ces mouvements grâce à l'intermédiaire  
d'indicateurs, mais jamais nous n'infiltrons ces mouvements.

Bourtembourg

AM

C'est ainsi qu'il m'a été donné de rencontrer Paul Latinus par l'intermédiaire de M. Massart. Latinus avait été présenté à M. Massart par un membre du marché commun. M. Massart l'avait aiguillé vers le responsable de l'époque, M. Christian Smets. Après le départ de ce dernier, Latinus a travaillé pour moi. Je situe le départ de M. Smets décembre 1979, début 1980. En janvier 1980, Paul Latinus rentre au Ministère de l'Emploi et du Travail. Il s'occupera de rapports de C.S.T. qui étaient engagé au profit d' A.S.B.L. Les rapports de Latinus nous ont permis de constater que des mouvements d'extrême gauche avaient crée des A.S.B.L. Que ces A.S.B.L. faisaient une demande d'un ou plusieurs cadres spécial temporaires qui étaient payés par l'O.N.E.M. Nous avons pu ainsi constater que l'argent ainsi récolté permettait de financer d'autres projets (manifestations) que ceux de l'A.S.B.L. Par après, Latinus est rentré au cabinet de Madame le Secrétaire d'Etat de la Région bruxelloise, Madame Cécile Goor. Il n'y est resté qu'un mois environ, car il venait de faire l'objet d'une campagne de presse du journal "Le Pour" Ce magazine lui reprochait de faire partie du front de la jeunesse et du C.E.P.I.C. Paul Latinus suite à cette campagne de presse se sentait menacé. Selon ses dires, il aurait reçu des coups de téléphone anonymes. Il est parti pour l'Amérique du Sud. C'est lui-même qui aurait financé son voyage. Par après, j'ai appris par Michel Libert qu'il aurait pu faire ce périple grace au chef de bureau de renseignements du bureau du Chili à Bruxelles. Il s'agit d'une chilienne qui a épouse un de Liedekerke. Dès son retour d'Amérique latine, Latinus, suite à la campagne de presse était grillé, il n'avait par conséquent plus accès aux sources de renseignements. Il a voulu continuer à être indicateur auprès de la surété de l'Etat. Comme il n'obtenait plus de renseignements, nous avons eu certaines difficultés. Compte tenu de ces difficultés, j'ai eu un entretien avec M. Latinus où était présent mon supérieur M. Kayze. Par après, Latinus m'a dit qu'il ne voulait plus travailler pour nous car il avait de l'argent et il m'a montré dans son portefeuille une liasse de billets. C'est ainsi qu'il m'a présenté Michel Libert qui a travaillé pour nous. C'est par Michel Libert que j'ai eu conscience qu'on avait organisé un mouvement, le W.N.P. Ce mouvement devait avoir des indica-

Bourgeois Aug



teurs qui receuillaient des renseignements. Ces renseignements devaient être centralisés. Les membres du W.N.P. ont affirmé avoir un ordinateur. Je ne l'ai jamais vu, mais j'ai vu un dossier Geshir qui était présenté sous forme d'un listing d'ordinateur. Les renseignements de ce dossier étaient sérieux. Ce dossier laissait apparaître que Geshir s'adonnait au trafic d'armes, qu'il avait eu des contacts avec l'Afrique du Sud et qu'il aurait été expulsé de ce pays pour avoir été impliqué dans une affaire d'espionnage. Libert m'a confié également qu'au sein du W.N.P. il y avait des gendarmes et des militaires. Je n'ai pas pu recouper ces informations. Ayant reçu le listing de la troupe scout le Phenix, nous avons pu contrôler après enquête que les deux fils du gendarme Marbaix faisaient partie du mouvement. J'ai appris par Michel Libert qu'une scission avait eu lieu dans le mouvement W.N.P. Certains membres de ce groupement reprochaient à Paul Latinus d'avoir donné ce mouvement à la Police Judiciaire de Bruxelles. A sa sortie de prison, Libert m'a dit de vive voix qu'il avait donné des instructions pour exécuter Paul Latinus. Nous avons déconseillé de pareils agissements. Michel Libert m'a donné également des renseignements pour le dossier Ouwendijk.

Il s'agissait d'un mouvement structuré sous forme militaire. Ce mouvement était surtout de tendance P.S.C. Le responsable était Patrick Huart et parmi les membres, il y avait Pierre Eveillard. J'ai vu également une lettre de M. van den Boyenants remerciant M. Huart pour avoir exercé la surveillance d'un bal. Je sais que Paul Latinus avait formé un groupe soit le G.A.P. afin de s'assurer des gardes du corps. C'est Libert qui avait donné cette précision là. Le responsable du G.A.P. était Guy van Vinck, garagiste à Ottignies ou ancien garagiste et qui avait été voisin de Paul Latinus lorsque ce dernier habitait rue de l'invasion. Je n'ai jamais sa concubine comme indicatrice. A mon avis, Paul Latinus ne s'est pas suicidé. Il s'agit d'une simple opinion personnelle. Il est exact que pour le mouvement W.N.P., Smets avait le surnom de Canard, Kauze, le Lapin et moi-même le chien.

Lecture faite, persiste et signe.-

Bourke Huig

11

Patrick Huart



PRO JUSTITIA

50

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ quatre-vingt-quatre,  
le jeudi quatorze juin à 17 heures

Nous, J.-Michel Schlicker,  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, P. Bourtembourg,

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d es  
prévenu s , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu:

SMETS Christian, époux de Franck Madeleine, fonctionnaire, né à  
Bruxelles le 3 avril 1944, domicilié à Etterbeek, Avenue  
des Volontaires, 160;

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant:

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~rien que la vérité, rien que la vérité~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'ai rencontré pour la première fois par l'intermédiaire de  
mon supérieur hiérarchique, Paul Latinus vers la fin de l'année  
1978. C'est à partir de ce moment là que Paul Latinus devient  
notre informateur. Il nous intéressait à un double titre, d'une  
part, il approchait les mouvement d'extrême droite, il aurait  
même peut être été un cadre du Front de la Jeunesse et d'autre  
part, travaillant à l'O.N.E.M., il avait accès à certains dossiers  
de C.S.T., c'est à dire que pour résorber le chômage, le Gouver-  
nement avait l'intention de...

*réant*

722

que par ce cadre légal, certains groupements extrémistes de gauche ou de droite créaient des fondations qui recevaient un C.S.T. En d'autres termes, l'O.N.E.M. finançait sans le vouloir certains membres de groupementx extrémistes, c'est ainsi qu'un groupement reprenant plus ou moins 200 membres avaient obtenu 8 C.S.T., c'est à dire huit de leurs membres rémunérés à temps plein.

Après une campagne de presse du Pour, j'ai appris que Paul Latinus se disant menacé a quitté la Belgique pour la France avec sa maitresse espagnol~~le~~ et a gagné l'amérique latine. Pour moi personnellement la thèse selon laquelle Paul Latinus aurait eu des contact avec les américains relève de la *ghalle*.

Quelque temps après son retour d'Amérique Latine, Paul Latinus a repris contact avec moi-même. Il s'agissait de contacts épisodiques puisqu'il n'était plus dans mon ressort géographique. Paul Latinus ayant été "grillé" par les campagnes de presse semble s'être entouré d'un nombre d'informatéurs afin de pouvoir recueillir certains renseignements sur certains mouvements d'extrême gauche et sur le Front de la Jeunesse. Ce n'est qu'au fil des mois que j'ai pris conscience que Paul Latinus n'était plus seul, mais qu'il était en train de constituer un réseau. Je m'en suis ouvert à mes supérieurs hiérarchiques et pour pouvoir connaître, primo de l'existence réelle et secundo, de l'étendue, j'ai décidé de l'infiltrer, c'est ainsi que j'ai donné deux cours à des élèves. Je portais une cagoule pour des raisons de sécurité et de discrétion. Je n'ai appris à ces personnes que des éléments qu'ils pouvaient se procurer dans n'importe quelle publication qui se trouvent en vente libre dans le commerce. Je ne voulais pas les rendre plus dangereux qu'ils n'étaient. Je nie cependant avoir appris à ces personnes des méthodes pour tuer sans laisser de traces, d'ailleurs, je ne connais pas ces méthodes. Mes cours n'ont d'ailleurs pas eu d'incidence sur les événements de la rue de la Pastorale, car cet événement a eu lieu entre mes deux cours et l'exercice pratique de filature n'a eu lieu que par après.

La dernière fois où j'ai eu une conversation avec Paul Latinus c'est en juin ou en août 1982, c'est à dire à un moment où j'ai été appelé à d'autres fonctions, fonctions qui ne me permettaient plus de m'occuper de mouvements d'extrême droite et j'ai donc abandonné mon travail d'infiltration, alors que le

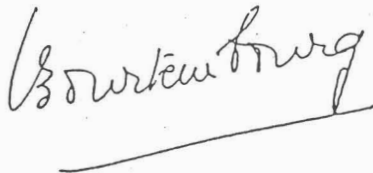
*le 12.11.82 AWG*

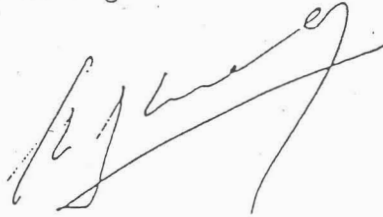
W.N.P. arrivait à sa naissance, alors qu'il y avait déjà un groupe qui fonctionnait depuis un certain temps.

J'ignorais que par après, il y a eu une tension au sein du W.N.P. Je crois cependant qu'à la sortie de prison de Libert, les amis de Paul Latinus se croyant selon ses dires couverts, ont du demander une sérieuse explication à leur chef, Paul Latinus.

J'ignorais que Paul Latinus entretenait une liaison avec Mireille Van Houtvinck. Je ne connais pas cette femme. Je ne savais pas qu'il habitait Court Saint Etienne. J'ignore également si Paul Latinus aurait eu des gardes corps quelque temps avant son décès.

Lecture faite, persiste et signe.-

  
Bourkeburg



J.M. SCHLICKER

Dossier n° 140/84

PROCES-VERBAL DE DESCENTE

=====

L'an mil neuf cent quatre-vingt-cinq, le 25 janvier,  
Nous, J.M. SCHLICKER, Juge d'instruction du tribunal de première  
instance de Nivelles,  
en exécution du réquisitoire de Mr le Procureur du Roi en date du  
25 avril 1984, notices n° 31.40.713/84  
accompagné de notre greffier, L. Degraeve et de  
Mr Cumps, stagiaire judiciaire,  
nous nous sommes rendus à Court-st-Etienne, rue de Limauges, n° 6.

Sur place nous sommes rejoints par Mme F. Lyna, Juge d'instruction  
de Bruxelles, l'adjudant-chef Dussart, Jean-Pierre Vanpeteghem et  
Jean-Claude Leonet de la B.S.R. de Wavre,  
ainsi que par Mr Paul Guillitte, opérateur de la P.J., ainsi que  
par le 1MDLC Marchal, de la Brigade d'Ottignies, ce dernier ayant  
été le premier verbalisant à découvrir le corps de Paul LATINUS.  
Etait-également présente Mme Mireille Vanhoutvinck.

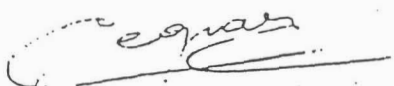
L'adjudant-chef Dussart procède à différents essais aux fins  
d'accrocher une corde au piton du plafond de la cave au moyen d'un  
cable téléphonique identique à celui retrouvé dans ladite cave avec  
le corps de Paul Latinus. Lorsque la corde est passée en double,  
il apparaît que lorsque l'on tranche celle-ci, on retrouve quatre  
morceaux de corde attachés au piton, soit deux de plus de ce qu'il  
a été retrouvé le jour des faits. De plus, la longueur de corde  
restant accrochée au plafond est plus longue que ce qui a été  
retrouvé le jour de la découverte du corps de Paul Latinus.  
Lorsque l'on place cette corde de cette façon, il semble presque  
impossible que Paul Latinus ait pu passer la double corde à son coup  
pour se pendre. Suivant toujours cette hypothèse, il est placé un  
poids de 60 kg et la corde ne casse pas.

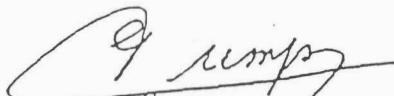
Dans la seconde hypothèse, la corde est placée de façon simple.  
Il semble alors selon les mesurations que compte tenu de la taille de  
Paul Latinus, ses pieds devaient toucher le sol, ce qui est démenti  
par le premier témoin, Madame Mireille Vanhoutvinck. Un poids de  
60 kg est placé et le cable cède.

A la demande de Mme Lyna, l'opérateur-photo prend un cliché.  
Il est relevé que la garde-manger a une hauteur de 66 cm.

Ces devoirs terminés, nous nous retirons sans incident.  
Il a été fait usage exclusif de la langue française.

Dont procès-verbal que nous signons avec Mr Cumps et notre greffier.

  
L. Degraeve

  
Cumps

  
J.M. SCHLICKER

Parquet  
du  
Procureur du Roi

---

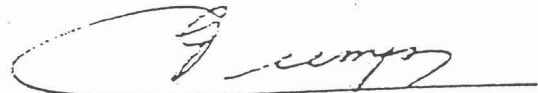
Transmis à Monsieur le  
Juge d'Instruction Schlier

---

Id n° 31.40.713/84  
I. 258/84

En remerciant de bien vouloir  
inviter les enquêteurs à lui fournir les titres  
des numéros de téléphone mentionnés dans  
son réquisitoire du 24 octobre 1984

Avec l'assurance de ma  
considération très distinguée



Pour le Procureur du Roi  
et Stagiaire Judiciaire  
Le 20 janvier 1985

PARQUET  
DU  
PROCUREUR DU ROI

R. 1/1

TRANSMIS à Monsieur le juge d'instruction

*J. H. Schlichter*

Bur. :

Not. n°

Corr. n°

Rét. :

Annexes :

*En le remerciant de me  
faire parvenir le dossier 31.40.713/84  
(cabinet I 258/84)*

Avec l'assurance de ma considération très distinguée.

*Luville, le 18/1/ 19 85.*

*M* Le procureur du Roi,

*[Signature]*

232

413002 N° non attribué .

203967

mpagnie générale de Chauffe rue de la Fusée  
1000 BRUXELLES.

302927

IG data rue d'Arlon n°15  
IXELLES.

666502

ASSOGNE V rue Gillard 38A  
ASSE

5131830

inistère des communication N° supprimé le 28.8.84

337703

ECOCK J rue du Théâtre n°22  
MOUSCRON.

751001 N° non attribué .

2167195 N° non attribué .

Dont acte .



# Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade B.S.R.

N°

1195

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

EXECUTION D'APOSTILLE.

Renseignements .

édigé suite à l'apostille n°  
10.84 en date du 24.10.84  
par Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKE de  
Wavre es .

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix-sept décembre mil  
neufcent quatre vingt-quatre à 10.30 heures ;

Nous soussigné(s) FIVET Jean

sous-officier

de gendarmerie,

en résidence à B.S.R. WAVRE

~~levez/s/de notre unité/mg~~

passant suite au dossier mieux rappelé dans l'é  
margement portons à la connaissance de Monsieur le Juge d'  
Instruction SCHLICKE les titulaires des numéros de télé-  
phones suivants :

02/2304331.

EGE Rue Froissard n°36 ETTERBEEK .

041.360556

DECK ,Andjaparidje rue de la Forêt SERAING

02.7331609

Ministère de l'éducation nationale ,Cinquantenaire 12  
1000 BRUXELLES.

02.5119228

Ministère de l'emploi et du travail Bd de l'Empereur 7  
1000BRUXELLES.

071.315321

Ministère de la Justice Bd Audent CHARLEROI.

0678773551

DERHE H 27 Drève des Mésanges GENAPPE.

02.7517733

Aéroport Sabena .

065.654506

BEURIOT Sentier de Escouffiaux 71 BOSSUY .

010.416601

DEWILDE B Av. de l'Est OTTIGNIES LOUVAIN LA NEUVE.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

d M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

98652 - Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cat. 914 Dep)

240



CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n°  
Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

dossier 140/84

REQUISITOIRE

Nous, J-M. SCHLICKER, Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Nivelles,

Requérons Monsieur le Directeur de la Régie des Téléphones et des télégraphes,

de bien vouloir communiquer à la BSR de Wavre les noms des abonnés ayant les numéros de téléphone suivants:

041.360556 - 2304331 - 7331609 - 5119228 - 071.315321 - 067.773551 -  
7517733 - 065.654506 - 010.416601 - 7413002 - 7203967 - 2302927 -  
4663502 - 5131830 - 056.337703 - 7516001 - 5131830 et 2167195.

Fait en Notre cabinet, au Palais de Justice de Nivelles, le mercredi vingt-quatre octobre mil neuf cent quatre-vingt-quatre.

Le Juge d'Instruction

J-M. SCHLICKER



# Gendarmerie

47

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 969

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Rédigé suite au dossier  
n° 140/84 de Monsieur le  
Juge d'instruction SCHLICKER  
à Nivelles.

Concerne :

Mort suspecte de LATINUS  
ul.

Objet du présent:

Demande de réquisitoire.

-----

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix-neuf octobre mil  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 10.00 heures ;  
Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, et LEONET Jean-  
Claude, sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~son uniforme~~  
...nos habits civils; informons Monsieur le juge d'instruction  
SCHLICKER que les titulaires des numéros de téléphone  
contenus dans le carnet personnel de LATINUS Paul ont été  
identifiés. (Notre PV 912/84) Plusieurs numéros n'ont pu  
être identifiés du fait qu'il s'agit de numéros privés ou  
secret. Pour l'identification de ces numéros nous sollicitons  
un réquisitoire de Monsieur le juge d'instruction. Il  
s'agit des numéros: 041.360556 - 2304331 - 7331609 - ;;;;  
5119228 - 071.315321 - 067.773551 - 7517733 - 065.654506  
010.416601 - 7413002 - 7203967 - 2302927 - 4663502 - ;;;;  
5131830 - 056.337703 - 7516001 - 5131830 - et 2167195.---

Dont acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

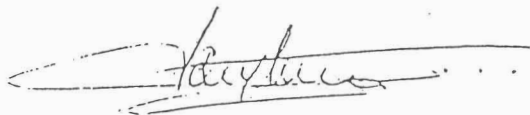
Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

242

...être la personne surveillée dans l'exercice "ESPERANSA".-----  
Aucun élément nouveau n'est donc apparu dans ce travail au stade  
actuel de l'enquête.-----

Dont acte, -----



Le 21.09.84 à 16.00 heures, nous entendons :

VAN HOUTVINCK Mireille, née à Court St Etienne le 30 janvier 1947 et  
y domiciliée rue de Limaiges, n° 6, qui nous déclare:-----

" Je m'exprime en langue française. Dans le cadre de l'affaire ....  
vous me montrez une photocopie d'un agenda que vous dites appartenir  
à LIBERT Michel. Je peux vous certifier que ces feuilles d'agenda ..  
appartenaient en réalité à LATINUS. C'est moi-même qui ai remis ces  
feuilles aux gendarmes d'Ottignies lors d'une perquisition qu'ils ve-  
naient de faire chez moi."(Après lecture, persiste et signe au carnet.)

Dont acte, -----



D.EUGEUX : 217.51.49/ 218.27.68 (P) 347.34.43  
217.51.49 Grinarde, boulevard Adolphe Max, n° 112.  
218.27.68 rue des 2 cybes, n° 26 - 34  
347.34.43 UGEUX D. avenue Churchill, n° 16 à Uccle.

PATRIE Freddy 219.30.51  
rue du Congrès n° 17-18 - C.G.S.P.

VANVREKOM Président AISMA  
ou M LULLY

LAMBERT cabinet ministre COENS (C.S.T.) 219.10.00 ext 189  
Bd Emile Jacqmin, n° 162, Ministère Vlaasme Gemeenschap

Pierre U.D.W. 672.45.54 ✓ Chef de cabinet Remy DE BACKER.  
Foyer du jeune travailleur, 192, av. J van horenbeek, Auderghem

BYRON 648.79.05  
rue de la Belle vue, n° 54 J B Consultants

Bérangère 219.28.01  
S. Joostennoode, place Quetelet, n° 1 A

LEDUC Jean-Jacques, cabinet Région Wallonne 219.46.20 ext 123  
Cabinet du ministre Wathelet, avenue des Arts, 19 A

C S C : A S B L

Services Publics C.S.C.S.P.  
Madame DE MEEUS (B) 733.36.13; (P) 731.64.62  
733.36.13 : GRYSONS, S. rue des Taxandres, n° 8 à Etterbeek.  
731.64.62 : de Meeus, d'Argenteuil avenue de la Forêt, n° 17  
Wezembeek Oppem.

Mme JAUNIAUX, conseiller du 1er ministre 219.17.50  
219.17.50 : Services du Min Fonction publique, n° 9 - 15  
Melle VERBRAKEN .

MANSON (Molenbeek) B : 466.64.85 P. ~~733.64.62~~ 465.27.70  
466.64.85 HANSON G. avenue des Myrtes, 31 Molenbeek St Jean  
465.27.70 MATHIEU Y , HANSON " " "  
E.KAISIN B 219.10.73 P. 427.89.80  
427.89.80 KAISIN E. avenue de la liberté, 113 à Molenbeek St Jean.

DEV A1 466.74.87 av DE MEERSMAN , 47  
" DEVOUX Alain, av. de Meersman, Berchem ste Agathe

Mr DIEUR (STYX) 217.94.41 - 512.21.02  
217.94.41 STYX Cinéma, chée de Haecht, n° 60 St Josse Ten Noode  
512.21.02 Coq Mouve cinéma Styx rue de l'arbre bénit, n° 72 Ixelles

Hélène Dean 041.36.05.56

Edmond SAHYOUN

Catherine HEUNINCK 230.43.31

MICHIELS (B) 427.96.65  
" MICHIELS Ets, rue G Simpson, n° 60 à Ganshoren.

DE WIT (C.S.C.) 735.60.50

" APPLE Compter NV rue Colonel Bourg, 105 A -Schaerbeek  
Guy Lescot 230.51.70 ..... 673.10.79/147

" Vlaamse Gemeenschap, rue de la Loi, n° 56  
673.10.79 CALNETTE J.F. drève de Nivelles, n° 147 -Woluwe St Pierre

Isabelle X ? 428.47.05

" BOUKHARIL avenue Sermon, n° 85 JETTE

.....Illisible 7333581 - 7334353 - 731.82.47

733.35.81 COLLON Serge, Bd L Schmidt, n° 100 - Etterbeek

" " " " " " " " " " " "

Jacqueline DE GROTE 219.28.01

" St Josse ten Noode, place Quetelet, n° 1A

G.V.V. 65.57.60

" Walhain St Paul, rue Grand, n° 26, Vanvyck, Sup depuis.

.... le droit 649.00.30 ext 2584

" ULB (Sv adm et tech) avenue F. Roosevelt, n° 50, Ixelles

Infor logement 512.59.18 15 Bd de l'empereur.

" institut national du logement, Bd de l'Empereur, n° 15

Mr PHILIPPON 375.23.04 70, av du Prince de Ligne

" Brussels Treining, Phisical center ASBL, Dieweg, n° 110  
UCCLE.

Vincent MAGOS 640.03.32 (Maison médicale)

" Collectif santé Ixelles, rue de Hennin, n° 15

Illisible 733.16.09

" secret

COMPTA 511.92.28

" secret

Cabinet échevain DEMARET : 219.47.52

(Mme SIMONS) " Bv Emile Jacquemin, n° 1

Mme GILSON palais du spectacle 242.53.34

" BELHEJ G. rue du progrès, 401-Scherb

Mr du Roy de Blichy 217.17.40 219.17.40

Belges à l'étranger 217.13.99

217.17.40 secret

219.17.40

217.13.99 Union des Belges francophones à l'étranger,  
avenue des Arts, n° 19 F

Mme Benglandts (illisible) P. 538.53.83 21 rue de Facq

" BARI Gloria, rue de Facqz 71 -St Gilles

MARTINE P. 734.86.51

" POULEUR M.A. av de l'Emeraude, n° 64 -Shaerbeek

FLANDROIT (B) 230.47.32

" France Pascale, rue de la Tourelle, 20 -Etterbeek

657.37.27 : van herentaals A. Eggerickxstraat, n° 10 à Hoeilaart

Robert D'Hont (B) 735.60.50

(P) OIO.22.45.47

735.60.50 Apple Compteur NV rue colonel Bouvy, 105 A Schaerbeek  
OIO.22.45.47 Robert D'HONDT avenue de Chermon, n° 40 Wavre

Mme MAUPERTUIS (P) 479.42.68 (matin)

479.42.68 MAUPERTUIS Antoine rue de la Vierge, n° 16

Mr PROVOST 537.68.07 rue Strobants, 62 Bte 94 1140 - Bxl

537.68.07 BECHER M, pharmacien, avenue de la porte de Hal, 25 -St Gil

Mme de Liedekerke 648.58.81

648.58.81 Ambassade du Chili, avenue Louise, 251.

Mme MILDRET-GUILMOT, 30 Av Eléonore (P) 733.76.16 (FFW)

(B) 649.80.00 ext 219

733.76.16 GUILMONT Louis, 30 pav Eléonore, Woluwe St Pierre

649.80.00 COPPEE SA NV bureau d'études, avenue Louise 251

Jacqueline BRANDT 230.28.73

230.28.73 BRANDT J. place du Luxembourg, 7 A Ixelles

Marie-Christine (B) 219.46.20

(P) 736.52.63 189, H 7 PLASKY

219.46.20 Cabinet du ministre WATTELET, av des Arts, 19 H

736.52.63 CARETTE Francis, rue Rasson, n° 24 Schaerbeek.

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

Palais de Justice  
Place Albert 1er,  
1400 NIVELLES

CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION  
**J. MICHEL SCHLICKEN**

Réf.: 140/84

En cas de renvoi mentionner  
sur le pli le nom du magistrat  
précité.

ANNEXE:

J. 30

TRANSMIS

~~REVOYE~~

au

~~XXXXXXXXXXXX~~

Juge d'instruction

Madame le Doyen des Juges  
d'Instruction F. LYNA  
à Bruxelles

~~pièce ci-jointe~~  
~~XXXXXXXXXXXX~~

Le Parquet Général me demande de lui préciser si  
les deux descentes que j'ai faites avec vous à  
Court-st-Etienne sont faites pour mon dossier ou  
si j'ai agi rogatoirement. Personnellement l'une  
ou l'autre solution me satisfait. Cependant au  
cours de la seconde descente, vous avez enjoint  
au photographe de prendre des clichés.  
Veuillez agréer mes salutations très distinguées.

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Nivelles, le 14 février 19 85.

Le Juge d'Instruction,



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

NIVELLES

TRANSMIS  
RENVOYE } à MONSIEUR

J. 31.

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

J. M. SCHLICKER.

Bur. :

Doss. n° : 140/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre - Officier de police  
le Commissaire, de police

à ..... B.S.R. Wavre

(Mr Dussart)

Mr le Substitut CUMPS me demande ce jour une  
photocopie des apostilles que je vous ai  
adressées avant mon départ en vacances afin de les  
transmettre au Parquet Général.

Nivelles le 17 septembre 19 85

Le Juge d'instruction,

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

A

1000 BRUXELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

Fédération

Bur.:

Doss. n°:

Corr. n°:

530/83

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

1 a pièce ci-jointe

*pour des informations*

TRANSMIS  
à MONSIEUR

REMY

le Procureur du Roi

le Juge d'instruction

*Delbecq*

NIVELLES

*Bruxelles*

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles.

27 AVRIL 1984

19

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

1400 NIVELLES

CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION

J-Michel SCHLICKER

Dossier n° 140/84

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat précité.

ANNEXE :

TRANSMIS  
RENVOYE à MONSIEUR

J. 31


le procureur du Roi  
le juge d'instruction  
le commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire qui  
assiste le procureur du Roi près le tribunal de police  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires ou l'of-  
ficier dirigeant  
le commandant du district de gendarmerie  
le commandant de la brigade de gendarmerie B.S.R.  
le bourgmestre-officier de police  
le commissaire de police

à Wavre

pour l'informer que Madame le Juge d'Instruction  
Lyna de Bruxelles descendra sur les lieux du  
décès de Latinus Paul le vendredi 1er juin 1983  
à 15 heures.

(Rendez-vous à la brigade de Court St Etienne  
le 1er juin à 15 heures)

Nivelles, le 21 mai 1984.

Le Juge d'Instruction,  


G. Debroux

Avenue des Comblants 68-70  
1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

☒

Téléphone : (010) 41 42 81

☒

Reg. de Commerce : 271-0023910-35

Reg. du Commerce de Nivelles : 27027

N. V. A. : 017.575.838

☒

Nous avons l'honneur d'informer

Ottignies, le 28 avril 1984

Hôpital de Braine-l'Alleud

Service médecine légale

Docteur Paul Chailly

1420 Braine-l'Alleud

Duplicate

que les frais de funérailles de Monsieur Paul LATINUS, décédé à Court-Saint-Etienne  
le 24 avril 1984.

comportant :	le 25 avril 1984 : transfert de Court-Saint-Etienne à Braine-l'Alleud	I.700
	prestation de 2 hommes	I.600
	le 28 avril 1984 : transfert de Braine-l'Alleud à Court-Saint-Etienne	I.700

Certifié sincère et conforme à la somme de CINQ MILLE TROIS  
CENTS FRANCS.

*E. Debroux*  
*époux de M. Latinus*

6%

T.V.A.

5.00

30

5.30

s'élèvent à la somme de

Avec nos remerciements.

Conditions de paiement - Nous n'intervenons pas dans la liqui-  
dation des successions. Nos factures sont payables, au grand  
comptant, dès réception. Toute facture impayée pendant le mois  
de son échéance portera intérêt au taux de 1 % par mois à partir  
de la date d'émission et le montant de la facture sera forfaitaire-  
ment et à titre de clause pénale majoré de 15 % sans mise en  
doute et de plein droit. En cas de contestation, les Tribunaux de  
Braine-l'Alleud sont seuls compétents.

250

SUPRETE DE L'ETAT

PAR LA

UN DOSSIER FABRIQUE

Donner à la presse le bilan de la  
30.08.1972

DOSSIER ET  
DOCUMENTS

pour

Cabinet

Juge d'Instruction

n°

# PIECES DE FORME

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

NIVELLES

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

..... M. MICHEL SCHUCKER .....

Bur. :  
Doss. n° : 140/74  
Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

TRANSMIS  
RENVOYE } A MONSIEUR

Le Procureur du Roi

Le Juge d'instruction

*L'Etat de l'Instruction*  
*a M. Michel Schucker*

12 pièce ci-jointe, en vue de l'Instruction  
de l'Etat de l'Instruction et  
de l'Etat de l'Instruction, 1974

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Nivelles, le

*21* Juin

1974

Le Juge d'Instruction,

*[Signature]*

PARQUET DU  
PROCUREUR DU ROI

POLICE JUDICIAIRE

INDICATEUR

N° .....

Annexe

Transmis à Monsieur le juge  
d'instruction SCHLICKER de  
NIVELLES.

Veillez trouver sous ce pli une  
enveloppe contenant copie des pièces qui ont  
l'objet du dépôt au greffe correctionnel de  
Bruxelles, sous le n° 07507/84 daté du 14.05.84,  
(pv 11.451 signé Marnette), ainsi que la copie  
dudit procès-verbal 11.451.

Vous en souhaitant bonne réception,  
je vous prie de croire, Monsieur le juge d'  
instruction, en mes sentiments très distingués.

Bruxelles le, 22 juin 19 84

Pr Le Commissaire en Chef-Principal de 1re classe  
aux délégations judiciaires,

MARNETTE Georges, Officier judiciaire

254



CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n° 140/84  
Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le 14 février 1985

Monsieur l'adjt. chef Dussart  
District de Gendarmerie

1500 Wavre

Monsieur,

Dans le cadre de cette enquête, j'ai demandé à Mr l'expert ORBAN de prendre contact avec vous afin qu'il examine la cave où l'on a découvert le corps de Paul Latinus et ce en vue de réaliser son expertise en résistance de matériau.

D'autre part, j'aimerais que vous fassiez un procès-verbal de synthèse reprenant notamment toutes les constatations matérielles suite au témoignage, notamment, de la concubine de Paul Latinus. J'aimerais également que vous rédigiez un P.V. avec les devoirs en cours et ceux à accomplir, notamment vis-à-vis du garde du corps de Paul Latinus. Il y aurait lieu également d'interpeller une personne connaissant parfaitement les noeuds marins afin de nous renseigner sur l'usage que Paul Latinus a fait du câble. Je compte sur votre diligence habituelle pour recevoir ces documents dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur l'Adjudant chef, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Juge d'instruction

J.M. SCHLICKER

GENDARMERIE

WAVRE

942

20 Fév. 1985

955

*Me. Schlicher.*

140/84

REQUISITOIRE POUR RECOMMANDATION D'OFFICE

Le soussigné, Greffier en Chef du Tribunal de première instance de Nivelles, requiert Monsieur le Percepteur des Postes en la même ville, de soumettre à la formalité de la recommandation d'Office, la (les) dépêche(s) ci-jointe(s) ne contenant ni valeurs au porteur, ni monnaies, ni autres objets précieux à l'adresse suivante :

1. *Mme le Juge d'Instruction... F. Lyma*
2. *Palais de Justice - extension*
3. *1000 Bruxelles*
4. ....
5. ....

et de vouloir en soigner l'expédition par premier courrier.



Nivelles, le 12 FEV. 1986

*Cegia*

*Me. Schlicher.*

140/84 - copies

REQUISITOIRE POUR RECOMMANDATION D'OFFICE

Le soussigné, Greffier en Chef du Tribunal de première instance de Nivelles, requiert Monsieur le Percepteur des Postes en la même ville, de soumettre à la formalité de la recommandation d'Office, la (les) dépêche(s) ci-jointe(s) ne contenant ni valeurs au porteur, ni monnaies, ni autres objets précieux à l'adresse suivante :

1. *Mme le J. F. Lyma*
2. *Palais de Justice - extension*
3.  *rue des Quatre - Bras*
4. *1000 Bruxelles*
5. ....

et de vouloir en soigner l'expédition par premier courrier.



Nivelles, le 16/04/86



*Cegia*

956



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
BRUXELLES

CABINET  
DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION  
Francine Loria

TRANSMIS }  
RENVOYE } à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'Instruction

*Schlieker*

Bur. :

Doss. n° : 47/82

Corr. n° 1

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

*Rebelle*

I pièce ci-jointe

avec vue de faire passer à une  
bonne reconstitution (si possible de  
ma femme, début janvier) de la  
pursuite de l'attentat, avec un homme -  
qui bti du fonds correspondant à  
celui de l'intéressé, et avec une fil  
électrique identique à celui qui a été

Prière d'agréer l'assurance de ma considération très distinguée.

Bruxelles le 11 Dec 1982

*[Signature]*  
Le Juge d'instruction.

956

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

TRANSMIS  
RENVOYE

au

1400 NIVELLES

CABINET

DU JUGE D'INSTRUCTION

J. MICHEL GUILLOT

Réf.: I4C/S4

En cas de renvoi mentionner  
sur le pli le nom du magistrat  
précité.

ANNEXE :

Pour exécution.

Procureur du Roi

Juge d'instruction

Commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire  
qui assiste le procureur du Roi près le tribunal  
de police

Commissaire en chef aux délégations judiciaires

ou l'officier dirigeant

Commandant du district de gendarmerie

Commandant de la brigade de gendarmerie

Bourgmestre - officier de police

Commissaire de police

à Wavre

GENDARMERIE

DISTRICT DE WAVRE

29 Jan 1935

25-01-1935

19

Le Juge d'Instruction,

4/82

33

258

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A

TRANSMIS  
à MONSIEUR  
RETENUE

J. 31.

NIVELLES

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction

l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police

Bur. :

Doss. n° : 140/84  
Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant

le Commandant de gendarmerie

du district (B.S.R.)  
de la brigade

le Brigadier - Officier de police  
le Commissaire de police

ANNEXE :

à .....  
M. Lallemand

Come suite à votre P.V. 269  
du 19. 10. 84. concernant  
LATIVUS Paul.

GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVE

N° 5210

Emis le 25 Oct 1984

Nivelles le 24. 10. 19 84

Le Juge d'instruction,

268

J. MICHEL SCHLICKEN

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

Palais de Justice  
Place Albert 1er,  
1400 NIVELLES

CABINET  
DU JUGE D'INSTRUCTION

**J. MICHEL SCHLICKER**

Réf. : 140/84

En cas de renvoi mentionner  
sur le pli le nom du magistrat  
précité.

ANNEXE :

De bien vouloir me faire parvenir les pièces à  
conviction n° 20025 soit le 6° et le 7°  
cable de téléphone de 4m30 et morceau dito de  
39 cm. Ces pièces seront remises à l'Expert  
Crabban/

TRANSMIS  
RENVOYE

au  
Le greffier  
greffe correctionnel

Procureur du Roi

Juge d'instruction

Commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire  
qui assiste le procureur du Roi près le tribunal  
de police

Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'officier dirigeant

Commandant du district de gendarmerie

Commandant de la brigade de gendarmerie

Bourgmestre - officier de police

Commissaire de police

à Nivelles

Nivelles, le 30 janvier

19 85

Le Juge d'Instruction,

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n° 140/84

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le 14 février 1985

Monsieur l'adjt. chef Dussart  
District de Gendarmerie

100 Wavre

Monsieur,

Dans le cadre de cette enquête, j'ai demandé à Mr l'expert OKB&H de prendre contact avec vous afin qu'il examine la cave où l'on a découvert le corps de Paul Latinus et ce en vue de réaliser son expertise en résistance de matériau.

Autre part, j'aimerais que vous fassiez un procès-verbal de synthèse reprenant notamment toutes les constatations matérielles suite au témoignage, notamment, de la concubine de Paul Latinus. J'aimerais également que vous rédigiez un P.V. avec les devoirs en cours et ceux à accomplir, notamment vis-à-vis du garde du corps de Paul Latinus. Il y aurait lieu également d'interpeller une personne connaissant parfaitement les noeuds marins afin de nous renseigner sur l'usage que Paul Latinus a fait du cable. Je compte sur votre diligence habituelle pour recevoir ces documents dans les meilleurs délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Adjudant chef, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Juge d'instruction

J.M. SCHLICKER

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

de l'Arrondissement  
de NIVELLES



Corresp. n°  
Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

Nivelles, le 14 février 1985

Monsieur ORBAN  
Rue du Limbourg, 70  
4000 LIEGE

Monsieur l'Expert,

Suriez-vous l'amabilité de prendre contact avec l'adjt.chef  
Dussart de Luvre (010/13 58 15) afin de vous rendre dans la cave  
où Paul Latinus est décédé. Je vous signale que Mr Latinus  
mesurait 1m67 et pesait environ 50 à 55 kg.

D'autre part, le garde-manger a une hauteur de 66cm.  
Le cable se trouve en mon cabinet.

Veillez agréer, Monsieur l'Expert, l'assurance de ma  
considération très distinguée.

Le Juge d'instruction,

J.H. SCHLICKER

Mr. Juge Schlicker 201

1

# Récépissé de dépôt d'un envoi recommandé

## Non distribution :

Indiquez vos nom et adresse sur l'envoi pour éviter la transmission aux Rebutts en cas de non distribution.

## Réclamation :

La production du présent récépissé est obligatoire en cas de réclamation, demande d'avis de réception, etc.

## Perte :

L'indemnité accordée en cas de perte d'un envoi recommandé est forfaitaire et répond uniquement à l'intérêt que l'expéditeur attache à la remise de son envoi.

## Destinataire :

M. Directeur général de la  
Sûreté de l'Etat  
Rue SQUARE DE MEEUS Bte  
à 1000 BRUXELLES

Indications de service

Numéro

143

Nature (1)

AR

Taxe

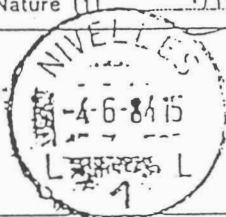
F

114

Remboursement

F

Signature du préposé



(1) Eventuellement apposer le timbre AR sur le récépissé de dépôt.

Régie des postes de Belgique

Régie der posten van België

AVIS

de réception/de paiement/d'inscription

BERICHT

van ontvangst/van uitbetaling/van inschrijving

A remplir par le bureau d'origine  
In te vullen d.h. kantoor v. afzending

Bureau de dépôt  
Kantoor van afgifte

Nivelles

No  
Nr.

143

Date de dépôt

Datum van afgifte

4/6/84

A renvoyer par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), à découvert et en franchise de port. Op de snelste manier (per lucht- of de gewone weg), zonder omslag en portvrij terug te sturen.

Renvoyer à (à remplir par l'expéditeur)  
Terugsturen aan (in te vullen door de afzender)

Nom ou raison sociale  
Naam of firma

Mr. LE JUGE SCHLICHER

Rue et numéro  
Straat en huisnummer

PALAIS DE JUSTICE  
PLACE ALBERT IER

Localité  
Plaats

1400 NIVELLES

Pays  
Land

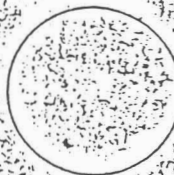
215 - C5

2

Service des postes  
Postdienst

Timbre du bureau  
renvoyant l'avis

Stempel v.h. kantoor  
van terugzending v.h.  
bericht



763

Envoi recommandé Aandetekende zending <input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Briel <input type="checkbox"/> Imprimé <input type="checkbox"/> Drukwerk		Envoi exprès (1) Expreszending (1) <input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Briel <input type="checkbox"/> Imprimé <input type="checkbox"/> Drukwerk	
Envoi avec valeur déclarée Zending met aangegeven waarde <input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Briel		Valeur déclarée Aangegeven waarde Montant Bedrag	
<input type="checkbox"/> Mandat de poste Postwissel		<input type="checkbox"/> Mandat de versement Stortingspostwissel	
<input type="checkbox"/> Assignation postale Postassignatie			
Nom ou raison sociale du destinataire ou intitulé du CCP Naam of firma v.d. geadresseerde of benaming v.d. PCR <b>MONSIEUR LE DIRECTEUR          GENERAL DE LA SURETE DE L'ETAT</b>			
Rue et numéro Straat en huisnummer <b>SQUARE DE MEEUS</b>		Localité et Pays Plaats en Land <b>1000 BRUXELLES</b>	
Cet avis doit être signé par le destinataire ou par une personne y autorisée en vertu des règlements du Pays de destination, ou, si ces règlements le comportent, par l'agent du bureau de destination, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur. Dit bericht dient ondertekend door de geadresseerde of door een persoon hiertoe gemachtigd door de reglementen van het land van bestemming of nog, indien de reglementen zulke toelaten, door de postambtenaar van het kantoor van bestemming, en vervolgens omgaand rechtstreeks aan de afzender teruggesonden.			Timbre du bureau de destination Stempel v. h. kantoor van bestemming
L'envoi mentionné ci-dessus a été dûment De hierboven vermelde zending werd behoorlijk <input type="checkbox"/> remis <input type="checkbox"/> afgeleverd <input type="checkbox"/> payé <input type="checkbox"/> uitbetaald			<input type="checkbox"/> Inscrit au CCP Ingeschreven op PCR
Date et signature du destinataire Datum en handtekening v.d. geadresseerde <b>1/1/58</b>			Signature de l'agent Handtekening v.d. ambtenaar <b>18/5/58</b>
(1) Envoi au service intérieur. — (1) Verzending tot de binnenlandse dienst.			



Concernant le suicide de P. LATINUS

Afin d'éclaircir au maximum Madame LYNA pour l'instruction de ses affaires, j'envisageais utile

- de réentendre DE LOMBAERDE Karl aux fins de lui faire préciser
  - les identités des personnes dont il ne veut pas déviller dans l'état actuel de la procédure
  - les éventuelles menaces dont LATINUS aurait été l'objet.
  - l'éventuelle protection qui aurait été prise.
- dans le même ordre d'idées, de procéder à la réaudition de la mère de LATINUS concernant les menaces (voir l'audition de DE LOMBAERDE K)
- de procéder à la réaudition de sa concubine Mireille VAN HOUTVINCK concernant l'éventuelle "trahison" à laquelle DE LOMBAERDE a fait allusion.
- de procéder à l'audition des tenanciers du café LE CAMBRINUS aux fins d'obtenir des précisions concernant l'attitude de LATINUS pendant les heures qui ont précédé le suicide (les éventuels contacts, ---)
- dans le même ordre d'idées, de procéder (après l'avoir identifié) à l'audition du chauffeur de taxi.

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

A

NIVELLES

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

J. MICHEL SCHUCKER

Bur. :

Doss. n° : 140/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat sousigné.

ANNEXE :

TRANSMIS } J. 31.  
RENVOYE } à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier-dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre - Officier de police  
le Commissaire de police

à ....Court..St..Etienne.....

en le priant d'aviser Madame Van Houtvinck  
Mireille de la descente du vendredi 1er juin  
et de lui demander de se trouver sur place  
afin de donner accès aux lieux.-

Nivelles le 29 mai 19 84

Le Juge d'instruction,

CABINET

NIVELLES, le 4 juin 19 84.

du

JUGE D'INSTRUCTION

Transmis à Monsieur le

NIVELLES

~~Commissaire aux Délégations judiciaires~~

Commissaire de police

~~Commandant de brigade de gendarmerie~~

Corresp. N° :

Bourgmestre

Notice N° dossier n° 140/84

à 1490 Court-Saint-Etienne

Renvoyer la présente avec  
la réponse à l'adresse  
nominative du signataire

~~pour l'exécution de la commission rogatoire~~  
~~à l'adresse~~

LE JUGE D'INSTRUCTION

  
Michel SCHLICKER

N°

Renvoyé à Monsieur le Juge d'Instruction à  
Nivelles

7

ANNEXES

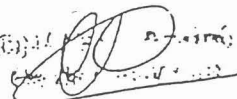
le

06 JUIN 1984

19

COURT-SAINT-ETIENNE

Le



Corresp. N°

Renvoyé à Monsieur et honoré Collègue

à

, sa

ANNEXES

C.R. du

N°

avec prière d'agréer l'assurance de ma considéra-  
tion distinguée.

NIVELLES, le

19

LE JUGE D'INSTRUCTION,

262

Signature de la personne qui a reçu l'avertissement.

qui signe avec nous.

a été remis par nous

pour son dossier n° 740/84

Statistait et renvoyé à M. le juge d'instruction

L'avertissement destiné à VAN HOUTVINCX Nicole

CHARUE André

Garde champêtre

La Meule

heures à

740/84

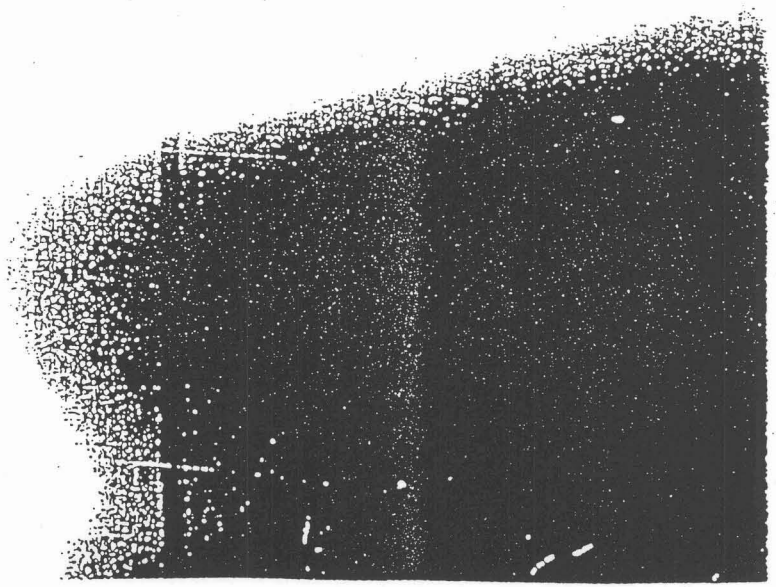
(5)

*Van Houtvink*

COURT-SAINT-ETIENNE

05 JUIN 1984

*[Signature]*



# L'agent double des néo-nazis belges a été trouvé pendu au téléphone

Accusé de constitution de milices armées, il prétendait être agent de la CIA, dénonçait ses anciens amis d'extrême droite et menaçait les politiciens avec un dossier de « ballet rose ».

Il se serait suicidé dans une cave du Brabant wallon.

Par notre correspondant

Paul Latinus, personnage-  
clé de l'extrême droite belge, a été  
trouvé pendu au téléphone dans une  
cave du Brabant wallon. Le  
corps a été découvert par un groupe  
d'extrême droite qui a mené une  
enquête. Les autorités ont examiné les  
traces laissées par l'agent double.  
L'agent double, Paul Latinus, a été  
trouvé pendu au téléphone dans une  
cave du Brabant wallon. Le corps a  
été découvert par un groupe d'extrême  
droite qui a mené une enquête. Les  
autorités ont examiné les traces  
laissées par l'agent double.

Paul Latinus, un agent double des néo-nazis belges, a été trouvé pendu au téléphone dans une cave du Brabant wallon. Le corps a été découvert par un groupe d'extrême droite qui a mené une enquête. Les autorités ont examiné les traces laissées par l'agent double. L'agent double, Paul Latinus, a été trouvé pendu au téléphone dans une cave du Brabant wallon. Le corps a été découvert par un groupe d'extrême droite qui a mené une enquête. Les autorités ont examiné les traces laissées par l'agent double.

d'espionnage. C'est enfin le même  
Latus qui avait accusé Christian  
Smets, un agent de la Sûreté de  
l'Etat, de faire partie du WNP sous le  
nom code de « canard » et d'avoir  
donné des « cours » pour rendre  
opérationnelles les activités de com-  
mando du WNP. Selon Latinus, une  
de ces « manœuvres » para-militaires  
dirigée par l'agent de la Sûreté avait  
même préparé l'assassinat du couple  
d'Anderlecht, lequel était accusé pour  
la circonstance d'être lié au KGB  
soviétique...

A l'époque, Christian Smets avait  
nié être au courant du double  
assassinat. Et l'administrateur général  
de la Sûreté, Albert Raes, ainsi que  
le ministre de la Justice, Jean Gol,  
avaient couvert l'agent en disant qu'il  
n'avait fait qu'un travail normal  
d'infiltration. Le juge d'instruction  
chargé de l'affaire, Mme Lyna, avait  
cependant rendu une longue visite à  
la Sûreté pour interroger le  
« canard », son supérieur, ainsi que  
d'autres fonctionnaires... L'instruc-  
tion n'étant pas terminée, il est dif-  
ficile de savoir si celle-ci débouchera  
sur de nouvelles imputations et si  
c'est l'extrême-droite qui a infiltré la  
Sûreté ou inversement. Le ministre de  
la Justice aura en tout cas mis tout  
son poids dans la balance pour éviter  
une « destabilisation » de la Sûreté  
de l'Etat qui joue en Belgique un rôle  
semblable à celui des Renseignements  
général en France.

Paul Latinus était d'ailleurs lui-  
même lié à la Sûreté et sa carrière  
étrangère laisse beaucoup de questions  
sans réponse. Attaché de cabinet au  
ministre de la Région bruxelloise,  
grâce à l'appui de l'ancien Premier  
ministre socialiste Jean Van der  
Kerkhof, il avait été nommé à la

Malgré la réussite de ses examens,  
Latus avait été refusé, du moins of-  
ficiellement. On ne le savait pas en-  
core, mais à cette époque, il jouait,  
dit-on, un rôle d'« informateur »  
pour la Sûreté et travaillait déjà à la  
réorganisation des noyaux les plus  
ultra d'une extrême-droite ébranlée  
par une série de procès. Depuis,  
toutes les révélations dont il était  
l'auteur, les anciens petits copains de  
Latus le considéraient comme un  
trahire. Certains de ces « durs »  
avaient même juré qu'ils auraient sa  
peau !

Latus, dont la fragilité sentimen-  
tale contrastait avec ses activités  
politiques, s'était plaint autour de lui  
quelques jours avant sa mort, d'avoir  
été lâché, même par sa petite amie,

avec laquelle il ne s'entendait plus  
très bien. Il n'y avait plus que sa  
mère, disait-il, à l'accueillir à bras  
ouverts... On le savait au bout du  
rouleau. Comme si ses efforts pour  
devenir le roi de l'infiltration dans  
l'ombre étaient vains à d'indéfinies  
échecs.

Récemment, Latinus avait fait  
savoir qu'il pourrait bien révéler un  
nouveau dossier et faire rebondir une  
vieille affaire mettant en cause de  
nombreuses très hautes personnalités  
de l'Etat dans une affaire de ballets  
roses. On mettait cette menace sur le  
compte de sa myriomanie et haussait  
les épaules. Au point que sa petite  
amie avait même fini par... brûler le  
dossier. Cette affaire de ballets roses  
dont l'hebdomadaire d'extrême

gauche Pour avait déjà parlé en  
juillet 81, avait entraîné une infor-  
mation judiciaire sans suite, les faits  
incriminés étant « non poursuivables ».

A l'époque, les locaux de Pour  
avaient été détruits par un incendie  
dont l'un des auteurs, Philippe Van Engeland, condamné  
par les tribunaux belges et mené  
lui aussi de l'extrême-droite, avait  
été extradé d'Amérique mineure et  
s'était réfugié. Et comme il se  
devrait une véritable mode chez les  
membres « brûlés » de l'extrême  
droite belge, Philippe Van Engeland  
en prison se défend en disant que  
l'incendie du journal a été encouragé  
par la Sûreté de l'Etat.

LEON FERRARI

CONFESSE

## Le « suicide » du chef du WNP : pendu sans nœud coulant et les genoux touchant le sol...

Alors que se développaient les enquêtes judiciaires relatives aux militants du Westland New Post, et que le chef de cette organisation néo-nazie, Paul Latinus, continuait à se dire menacé de mort, Mireille, son amie, le découvrit pendu, dans la cave de la maison où ils cohabitaient, à Court-Saint-Etienne, le mardi 24 avril au soir.

Sur les lieux, ce soir-là, la gendarmerie procéda aux premières constatations, mais de façon très sommaire. Au point qu'aujourd'hui, près de deux mois plus tard et malgré une reconstitution de la pendaison, l'instruction judiciaire ouverte chez le juge nivellois, M. Schlicker, semble loin d'être terminée.

Le magistrat avait ordonné des expertises toxicologiques et un examen sanguin, après l'autopsie. Toutes les conclusions sont aujourd'hui rentrées et permettent de savoir que Paul Latinus avait un taux d'alcoolémie de 1,9

au moment de sa mort (ce qui peut correspondre à une douzaine de verres de bière, quantité qu'il semble bien avoir avalée ce soir-là). Les analyses toxicologiques sont négatives : il n'avait donc pas ingurgité de drogue ou de médicament particulier.

Mais ce sont les circonstances mêmes de la pendaison qui soulèvent des questions, ainsi que le fait que certains compagnons de Paul Latinus s'estiment aujourd'hui menacés à leur tour.

Le seul témoin direct des faits est son amie Mireille, qui avait bu également ce soir-là, et qui rentra après Paul Latinus, venant du même café. La porte de la cave était ouverte, la lumière allumée et les fils de téléphone arrachés. La jeune femme dit l'avoir découvert pendu dans la cave, et l'avoir dépendu. Pour elle, les pieds ne touchaient pas le sol. La reconstitution a permis d'infirmer cette version. Le fil téléphonique avait été coupé au couteau, au rez-de-chaussée et

avait été noué en une boucle mesurant environ 80 centimètres. Cette boucle fut accrochée à l'un des crampons de la cave haute de 2 m 10. Paul Latinus a pu se pendre en montant sur un petit garde-manger retrouvé à côté, mais il a dû se pendre genoux pliés, touchant le sol, à un fil sans nœud coulant.

Sa compagne s'en tient à sa première version. Il était pendu, pieds dans le vide. Par ailleurs, la maman de Paul Latinus, et certains de ses compagnons disent que des dossiers auraient disparu. Sa compagne a déclaré les avoir brûlés, alors que dans l'entourage de Paul Latinus, certains ont dit que des dossiers avaient été confiés à quelqu'un qui se trouverait actuellement en Espagne. On le voit, il reste bien des points à éclaircir dans cette affaire. C'est sans doute la raison pour laquelle à Nivelles, le juge Schlicker continue à procéder à diverses auditions.

R. Hq.

270

DE PREMIERE INSTANCE

A

TRANSMIS  
à MONSIEUR  
RENVOYE

1400 NIVELLES

CABINET

DU JUGE D'INSTRUCTION

J-Michel SCHLICKERDossier n° 140/84A. renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat précité.

le procureur du Roi  
le juge d'instruction  
le commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire qui  
assiste le procureur du Roi près le tribunal de police  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires ou l'of-  
ficier dirigeant  
le commandant du district de gendarmerie  
le commandant de la brigade de gendarmerie B.S.R.  
le brigadier - officier de police  
le commissaire de police

à Nivelle

ANNEXE :

pour l'informer que Madame le Juge d'Instruction  
Lyna de Bruxelles descendra sur les lieux du  
décès de Latinus Paul le vendredi 1er juin 1983  
à 15 heures.  
(Rendez-vous à la brigade de Court St Etienne  
le 1er juin à 15 heures)

Nivelle, le 21 mai 1984.

Le Juge d'Instruction,

221

G. Debroux

Avenue des Combattants 68-70  
1340 OTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

☒

Téléphone : (010) 41 42 91

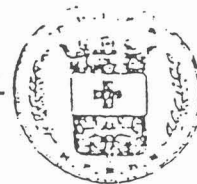
☒

Compt. de Banque : 271-0023910-35  
Reg. du Commerce de Nivelles : 27027  
N. V. A. : 017.575.838

☒

Nous avons l'honneur d'informer

Impriente



Ottignies, le 28 avril 1984

Hôpital de Braine-l'Alleud

Service médecine légale

Docteur Paul Chailly

1420 Braine-l'Alleud

que les frais de funérailles de Monsieur Paul LATINUS, décédé à Court-Saint-Etienne  
le 24 avril 1984.

comportant :	le 25 avril 1984 : transfert de Court-Saint-Etienne à Braine-l'Alleud	I.700
	prestation de 2 hommes	I.600
	le 26 avril 1984 : transfert de Braine-l'Alleud à Court-Saint-Etienne	I.700

Certifié sincère et conforme à la somme de CING MILLE TROIS  
CENTS FRANCS.

*G. Debroux*  
*gérant*

6%

T.V.A.	5.00
	30
	5.30

s'élève à la somme de

Avec nos remerciements.

Conditions de paiement - Nous n'intervenons que dans la liquidation des successions. Nos factures sont payables au grand comptant, dès réception. Toute facture impayée entraîne le mois de son échéance portera intérêt au taux de 1 % par mois à partir de la date d'émission et le montant de la facture sera forfaitairement et à titre de clause pénale majoré de 15 % sans mise en demeure et de plein droit. En cas de contestation, les Tribunaux de Braine-l'Alleud sont seuls compétents.

229



## SUITE DE LA DÉCLARATION DE KAUSSE

du 12 juin 1985

Nous avions d'ailleurs à ce moment-là jugé Paul Latinus, qui est par ailleurs un homme intelligent, comme un dégonflé. Car nous avons interprété sa fuite en Amérique du Sud uniquement parce que son nom avait été cité dans l'affaire du cabinet de M<sup>lle</sup> Cécile Goor. Nous ne savions évidemment pas à l'époque qu'il était impliqué dans le WNP.

Il a dû croire qu'il serait impliqué dans des affaires plus graves que ses indiscretions au cabinet Goor.

Je sais que le trait d'union entre le WNP, le front de la jeunesse et le VNO était un certain Philippe Van Engeland, condamné pour l'incendie du Pour à 5 ans. Il s'est réfugié au Paraguay et après l'affaire WNP, il s'est livré aux autorités belges afin, je crois, de faire des révélations sur le WNP, qu'il n'a d'ailleurs pas faites.

Pour moi, je suis formel, Paul Latinus ne s'est pas suicidé. Cela ne cadrerait pas à son personnage.

Dans son idéalisme, il était prêt à se faire tuer dans un commando mais pas de cette manière. Je crois que je suis le dernier de la section à avoir vu Paul Latinus, dans un café d'Ottignies, et ce de façon tout à fait fortuite.

Paul Latinus avait déclaré à l'adjudant Jacquet que j'étais au courant d'un échange de dynamite contre des cartouches.

Par la suite, il s'est avéré que c'était Harbaix qui a reconnu d'ailleurs les faits. Il s'agissait de cartouches marquées d'un trait ou d'une croix pour les identifier.

Par la suite, en m'interrogeant sur son décès, je me suis demandé si ce n'était pas Libert ou ses compagnons

qui aurait décidé de supprimer Latinus. J'ai exclu cette hypothèse car par la suite, j'ai eu des conversations avec Libert que j'ai tenté de piéger et je me suis aperçu qu'il ne savait rien à propos de ce décès. J'avais appris

également que vers la fin, Latinus avait des gardes du corps. Je dois dire que Latinus était le seul personnage à être au courant du WNP, de l'incendie du FOUR et d'autres éléments ou opérations et que cela pouvait gêner certaines personnes qui avaient outrepassé leurs fonctions.

Qu. Est-il vrai que la Sureté avait fait appel au services de la Sureté israélienne contre Latinus ?

R. Je sais qu'il existe des contacts étroits entre la Sureté belge et israélienne comme avec d'autres Suretés.

Il y a peut-être eu un échange de renseignements d'autant plus que le WNP était un mouvement néo-nazi. Ces échanges ont peut-être pu avoir lieu avec d'autres pays également.

Je me suis laissé dire que la façon dont Paul Latinus a été pendu correspond à celle employée par les nazis pour pendre leurs traîtres. J'ignore si c'est exact.

Qu. Avez-vous entendu parler d'un dossier Pinont ?

R. Paul Latinus m'en a parlé, il prétendait posséder des informations terrifiantes. Il a même précisé que ce dossier pourrait provoquer une deuxième affaire royale en Belgique. Je n'ai quant à moi jamais vu ce dossier et je n'ai jamais



773

pris ces informations au sérieux. Je n'ai jamais pu vérifier ces affirmations par d'autres sources. Latinus prétendait aussi que Smets était présent lors des "festivités" chez Pinont. Libert me l'a dit également, sans m'avancer aucune preuve.

Qu. Smet connaissait-il bien Mme Pinont ?

R. J'ai entendu dire que Mr Smet connaissait Mme Pinont.

Qu. Avez-vous une liste des membres du WHP ?

R. Je n'ai pas de liste complète, mais je peux me souvenir de certains noms.

Parmi ceux-ci, Libert Michel, Sandron Xavier, Henry Jean-Louis, Calmette, Lammers, Cordonnier d'Anderlecht, Elnikoff qui vit avec une certaine Desplanque, militaire de carrière, Harbaix Lucien, Biôt, Dauphin. Il y a aussi les tenanciers de l'Infini (Îlot sacré).

Je connais peut-être encore d'autres noms dont je pourrais me souvenir.

A votre demande je pourrais vous les fournir.

Pour moi le livre de René Haquin est bien fait, car à part certaines imprécisions, c'est ce que je connaissais en gros de mes enquêtes avec les moyens de recoupement que j'avais. Je ne suis pas d'accord avec la post-face de De Bock où il y a des erreurs manifestes.

Je n'ai jamais eu d'opinion ou d'activité extrémiste, ni de droite ni de gauche. J'ai eu d'ailleurs un membre de ma famille qui a été emprisonné 5 ans en Allemagne lors de la première guerre mondiale.

Lecture faite, persiste et signe

*Cegran*

*Chamme*

*voir la liste Bizeau*

\*de  
Liège  
(GAP)  
garde d  
corps.

274

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 134

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT.

cause de:

TINUS Paul, ayant résidé  
à COURT ST ETIENNE, rue  
Limauges, n° 7.

exécutés:

dition de :

LUYCKFASSEEL Francine,  
dliée à Bruxelles, rue  
s Bons Enfants, n° 92.

digé suite au dossier n°  
O/84 de Monsieur le juge  
instruction SCHLICKER à  
velles.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

M .....

.....

Le Commandant de la brigade,

U

Le Commandant du district,

Dossier n° 140/84 de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER

60

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-deux avril mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 18.45 heures ;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre et FIVET Jean, 1 ML

de gendarmerie,

en résidence à la B.S.R. de WAVRE revêtu(s) de ~~notre uniforme~~

...nos habits civils; exposons avoir entendu au jour et heure  
susmentionnés, l'ex-épouse de Paul LATINUS. Il s'agit de ---

LUYCKFASSEEL Francine dont l'audition est jointe en annexe.---

Cette dame ne peut apporter des éléments susceptibles de faire  
avancer l'enquête. Elle est divorcée de LATINUS et ils se sont  
séparés fin 1977. Elle ne connaissait aucune activité politique  
de LATINUS durant les années qu'ils ont vécu ensemble. Après  
leur séparation elle a revu quelques fois LATINUS qui lui aurait  
dit qu'il se sentait menacé mais sans précision.-----

Dont acte,

925

Ce 22 avril 85 à 18.45 hr nous entendons la nommée:

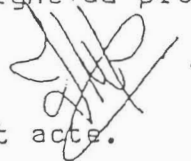
LUYCKFASSEEL Francine, Léopoldine, épouse de LINET Edmond,  
employée, née à WAUTHIER BRAINE le 13.03.1952 et  
domiciliée à BRUXELLES, rue des Bons Enfants, n°2

laquelle nous déclare :

"Je désire m'exprimer en français.

J'ai connu Paul LATINUS alors que j'étais âgée de 17 ans. Nous nous sommes mariés en juillet 71. Paul est allé faire son service militaire en 1972 comme officier de réserve. A son retour de l'armée il est allé travailler chez RIT à RIXENSART comme ingénieur. Ce n'est que plus tard que j'ai constaté qu'il devenait rasciste et qu'il avait des idées d'extrême droite. Durant la période à laquelle j'ai vécu avec lui il n'a exercé aucune activité politique, du moins à ma connaissance. Je n'ai pas souvenir qu'il ait fait partie d'un mouvement quelconque. Nous nous sommes séparés fin 1977. Par la suite nous nous sommes revus lorsque cela était nécessaire. Nous nous étions quittés en bons termes. Lorsque j'ai appris la mort de LATINUS j'ai été étonnée d'apprendre qu'il s'était pendu. Je ne sais rien apporter de congrès dans cette affaire. Après notre séparation lorsque j'ai revu Paul il lui est arrivé de me dire qu'il se sentait menacé sans autres précisions.

(Lecture faite, persiste et signe au présent)

  
Dont acte.

226

8. - Au cours des trois dernières années, POUR a mis fréquemment min en cause la S. - Le fait incontestable est cependant que seulement trois noms ont été cités : A. RAFFS, J. LE VIGNIER, son adjoint; ces deux noms se trouvent dans tous les annuaires administratifs. Le troisième (Robert Chevalier) est effectivement employé par la S. - il occupe un rang subalterne mais ses brillantes qxxixxx capacités ayant été estimées à leur juste valeur, il a, depuis belle lurette été mis sur une voie de garage. On peut se demander pourquoi, à ce du nom des deux administrateurs POUR a cité le nom de Robert Chevalier. La réponse est simple: après trois ans de recherches, c'est le seul nom ne figurant pas dans les annuaires sur lequel Garot a pu mettre la main, grâce à la complicité rémunérée de Michel GRAISSE, agent communiste infiltré au Front et au VMO qui a vendu POUR le fichier de l'E.P.E. dans lequel figurait le nom de CHEVALIER ami d'enfance de Jacques Garot. MICHEL GRAISSE a vendu à POUR les photos vraisemblablement truquées décelant l'existence de Garot dans les archives. Michel GRAISSE, malin personnage aurait vraisemblablement de vendre les mêmes photos à la police, la B.S.R. et la Au vu du cahier judiciaire de l'intéressé, ces trois services auraient dû s'entendre avec lui.

Phot Michel GRAISSE page 44

Page 8 : Fiste Page

9. - L'article contient un grand mensonge par omission : la P.J. a suivi la piste que son indicateur J.C. Garot lui avait donnée. Un officier de P.J. a été envoyé aux frais du contribuable, à Nice, où se trouvait retiré le témoin dont Garot parle dans son article. Au bout d'une demi-heure de conversation avec le policier, le témoin a éclaté en sanglots et a confies "C'est André (le Dr Pinon) qui m'a demandé de dire ça pour récupérer mes deux enfants". Le Dr Pinon, neuro- de son état, est un spécialiste de l'hypnose et la jeune femme de Nice, présentée par lui à Garot comme "TAMBIN" des partouzes était l'une de ses patientes en traitement depuis de longues années. Il semble bien que la seule xxxxxx personne à avoir accordé quelque crédit à cette affaire est le commissaire Denis de la P.J. de Nizellen, d'où l'existence d'un dossier dont il n'a pu facilement se débarrasser les références.

Quant à Garot qui trouve troublant que le numéro du dossier lui soit communiqué son avocat y avait accès.

Sur, il réagit par ce mot, et du surcroît, ce mot  
pour des raisons d'opportunité - comme il l'a fait - il n'a  
publié l'affaire, mais il n'a pas même mentionné la  
tion des affirmations de la France.

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

PRO JUSTITIA

J. 23.

L'an mil neuf cent ~~xxxxx~~ quatre-vingt-cinq

le 17 avril à 10 heures 50

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, L. Degraeve

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu, dans la langue de la procédure:

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement à lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure; s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu:

VANVYNCK Guy Hector Marcel Ghislain, époux FINCOEUR Jeannine  
né à Chièvres le 31 janvier 1943, entr. Chauffagist  
dlié. à Walhain (Walhain st Paul) Grand'Rue 26

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant:

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~xxxxxx~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

*Cegras*

929



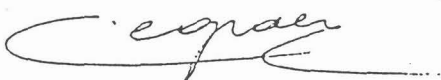
Je confirme la déclaration faite à la B.S.R. de Wavre le 16 avril 1985.  
Je connaissais Paul Latinus depuis qu'il porte des courtes culottes.  
Il était en effet de 9 ans mon cadet. Je sais que Paul a fait des études d'ingénieur-technicien en ~~ingénieur~~ énergie nucléaire dans une école près de la colonne du Congrès. Il a fait son service militaire comme officier de réserve. Il a été chargé de travaux NBC durant ce service. C'est ainsi que je l'ai aidé dans la ~~conception~~ conception de véhicules de décontamination.  
Ensuite il a travaillé à l'Albertine relativement à des problèmes de maintenance. Il a travaillé chez Rit à Rixensart où il s'occupait également de problèmes de maintenance, réfrigération, etc. Il était chef de service. Il a quitté cette place suite à des différends de conception avec la direction. Ensuite il a été représentant en tabacs. Enfin, il a travaillé à l'ONEM. Par après il m'a expliqué qu'il avait découvert au sein de cet organisme que des subsides de l'Etat servaient à financer certains groupements (clubs homosexuels, trotskistes, maoïstes, etc.). Je sais qu'il a dû partir au Chili; il m'a expliqué cela par après, en m'expliquant qu'il avait peur pour sa vie. A cette époque, il avait pour fiancée une espagnole, prénommée Hélène. Cette personne est actuellement aux Baléares. La première fois où j'ai eu conscience que Paul faisait partie d'un mouvement de droite c'est lorsqu'il m'a téléphoné pour que j'aille dépanner le chauffage d'un local du Front de la Jeunesse. Je m'y suis rendu à différentes reprises et je leur ai même fourni du mazout. Celui qui payait se prénommait Francis. Je vais regarder sur mes documents comptables et je pourrai vous préciser le nom de la personne chargée de payer les fournisseurs. Je suis toujours resté le copain de Paul Latinus que je voyais épisodiquement. Lors de ces rencontres, je pouvais constater son cheminement intellectuel. Généralement lorsque Paul m'appelait, c'était pour le dépanner pour une chose ou l'autre (voiture, chauffage, etc.). Je sais que Paul avait abandonné le Front de la Jeunesse. Par après, il m'a relancé afin que je fasse partie d'un mouvement, ce que j'ai toujours refusé. J'ai cependant accepté de me rendre à Haacht à une festivité. Il s'agissait d'une fête pour le solstice d'hiver. Etaient présents Dauphin, Libert Michel, sa mère, Karl de Lombaerde, <sup>un</sup> Mme Latinus, Paul Latinus et d'autres. Il y avait également un certain Guido, chauffeur de taxi avec une petite femme blonde et un espagnol Vincenzo. La première fois où j'avais vu ce chauffeur de taxi dont le prénom pourrait être Frans, c'est lorsque Paul m'avait demandé pour l'aider pour le plancher du local à Haacht. J'ai prêté ma camionnette pour le transport de ce plancher, c'est ainsi que j'ai découvert pour la première fois Haacht. Je dois préciser une chose, c'est que je n'avais vu dans le local du Front de la Jeunesse, Karl de Lombaerde, Michel Libert, Marcel Barbier, le chauffeur de taxi et Guido. (Guido était une personne qui s'occupait d'affaires maritimes à Anvers et qui aurait pu avoir des sympathies rexistes pendant la guerre). Le jour de cette festivité à Haacht, Paul m'a dit qu'étaient présents deux flics en civil, présentés par Paul comme étant des sympathisants du mouvement. Lors de cette cérémonie, j'étais en uniforme de para-commando. Ce jour-là, j'ai pu constater le manque de sérieux de ce mouvement; en effet, les gens s'étaient plutôt enivrés lors de cette fête, en ma compagnie d'ailleurs. Karl de Lombaerde y avait lu des documents sur les druides ainsi que le chauffeur de taxi. A la fin de la cérémonie, on a brûlé une croix et j'y ai vu des gens faire le salut hitlérien. Par après, Paul m'a dit que Marcel Barbier était présent lors de cette cérémonie. Je ne l'avais pas remarqué. Par après j'ai appris de la bouche de Paul Latinus qu'ils avaient créé deux mouvements, soit un mouvement qui était la cia et qui aurait eu une antenne en Hollande, antenne qui travaillait avec des ordinateurs; l'autre était un mouvement d'inspiration druidique, c'était le WNP. En tous cas, je sais que les deux chefs de file étaient Libert et Latinus, d'après leurs dires.  
Après les événements de la rue Pastorale et avant qu'on en parle dans les journaux, j'ai surpris Paul Latinus, Libert, Karl de Lombaerde et peut-être Dauphin autour d'un tonneau dans le jardin de Mme Latinus, où on brûlait quelque chose. En effet, ma mère habite à côté de l'immeuble de Mme Latinus et alors que je me promenais chez ma mère, je les ai aperçus dans le jardin, j'ai emjambé une clôture de 100 cm et j'ai été leur serrer la main. Ils n'ont pas paru surpris de me voir.



Je ne suis pas resté longtemps, car j'étais assez pressé ce jour-là. Ce n'est qu'en lisant dans le journal la relation des événements de la rue Pastorale, soit environ une dizaine de jours plus tard, que j'ai fait un rapprochement entre la scène du jardin et les événements de la rue Pastorale. Dans le courant du mois de janvier ou février 1984, c'est-à-dire durant la période où Paul était découragé, en effet il se remettait alors en question, en se demandant s'il avait la vérité, il m'a parlé d'un revolver qu'ils avaient <sup>en</sup> fait disparaître après l'avoir découpé. Il ne m'a pas dit de qui il s'agissait.

J'ai quitté la Belgique le 15 avril 1984. Un mois environ avant ce départ, je n'ai plus vu Paul car j'étais très occupé. Je me souviens cependant avoir vu Mireille Van Houtvinck qui se trouvait au bar le Jimmy's à Wavre vers 2h du matin avec un certain Pierrot qui travaille dans le chauffage central. Il s'agit de quelqu'un qui habitait dans la région de Court-st-Etienne. J'ai eu le sentiment que Mireille Van Houtvinck rencontrait ledit Pierrot à l'insu de Paul Latinus. Parmi les autres connaissances de Paul, il y a un certain Paul Delaunoy de Court-st-Etienne. C'est un kinésithérapeute. Cette personne, à ma connaissance, n'a jamais fait partie du mouvement de Paul Latinus. Je dois également préciser que je n'ai jamais fait partie du WNP et que je n'ai jamais été le garde du corps au sein du GAP. Il est possible que Paul ait dit à d'autres personnes que j'assurais sa protection. Mais il s'agissait alors d'une fantaisie de plus de sa part. Paul m'a demandé un jour d'arranger une camionnette pour effectuer des surveillances et aussi de fabriquer des explosifs, mais j'ai toujours refusé. Selon ses dires, lui et Mireille auraient connu certaines choses sur l'agression d'un médecin à Louvain-La-Neuve. Je sais également que selon ses dires, il rendait visite à l'adjudant Jacquet. Je dois également préciser que je connais nullement Michel Cocu et que je n'ai jamais entendu parler de lui comme étant un membre du WNP.

Lecture faite, persiste et signe.



PARQUET  
DU  
PROCUREUR DU ROI

R. 1/1

APOSTILLE NON OFFICIEUSE

TRANSMIS à Monsieur le juge d'instruction

J. Im Schlicker

48

Bur. :

Not. n° : 31.40.713/84

Corr. n° :

Rél. : I 258/84

Annexes :

Objet: Affaire LATINUS - W.N.P

En le remerciant de bien

I 140/84

Vouloir me tenir au courant des devoirs  
demandés aux enquêteurs de la B.S.R de  
Wavre ainsi que des résultats obtenus à la  
suite de ces devoirs.

Je souhaiterais être tenu au  
courant de ce dossier délicat de manière  
régulière et fréquente.

Avec mes remerciements anticipés  
et Avec l'assurance de ma considération très distinguée.

Lièges, le 16 avril

1985.

A Le procureur du Roi,

Gump

282

# Gendarmerie

District de WAVRE  
Brigade B.S.R. - WAVRE

N° 420/85

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT.

La cause de :

LATINUS Paul, ayant résidé  
à COURT ST ETIENNE  
de Limauge, n° 7.

Devoirs exécutés :

Admission de :

ANV. CK Guy, domicilié à  
WALHAIN, Grand'rue,  
26.

Rédigé suite au dossier n°  
140/84 de Monsieur le juge  
d'instruction SCHLICKER à  
Louvain-la-Neuve.

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui seize avril mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 09.15 heures ;  
Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre et FIVET Jean, 1 ML  
de gendarmerie,

en résidence à la B.S.R. de WAVRE revêtu(s) de ~~notre uniformes~~

...nos habits civils; informons Monsieur le juge d'instruction  
SCHLICKER, qu'au jour et heure susmentionnés, nous avons enten-  
du le nommé VANVYNCK Guy domicilié à WALHAIN. Il s'agit d'un  
ami de LATINUS Paul. Lors du décès de ce dernier, il se trouvait  
en ALGERIE. Son audition n'apporte aucun élément nouveau dans  
cette affaire, du moins jusqu'à ce jour.

Conformément aux instructions de Monsieur le juge d'instruction  
SCHLICKER, VANVYNCK lui sera présenté ce 17 avril 85 à  
10.00 heures.  
L'audition de VANVYNCK est jointe au présent.

Dont acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

94632 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24213 Cat. 914 Dep)

583

-----  
Ce 16.4.85 à 09.15 hr nous entendons le nommé:

VANVYNCK Guy, Hector, Marcel, Ghislain, époux de FINCOEUR Jeannine  
entr/chauffagiste, né à CHI7VRES le 31 janvier 1943  
et domicilié à WALHAIN, Grand'Rue n°26 lequel nous  
déclare :

"Je désire m'exprimer en français.

Je connais le nommé Paul LATINUS depuis 1967. A l'époque j'étais chauffagiste et c'est à l'occasion d'avoir effectué des travaux chez ses parents que j'ai connu Paul. A l'époque où je l'ai connu l'intéressé était toujours à l'école. Il faisait des études d'ingénieur technicien. Il venait travailler avec moi pendant les vacances. Par la suite nous nous sommes revus plus ou moins régulièrement au hasard des rencontres. Nous sommes devenus copains sans pour autant nous fréquenter assiduellement. Je suis au courant qu'il a créé le mouvement WNP. Il m'avait expliqué ces intentions dans les grandes lignes c'est-à-dire qu'il avait créé ce mouvement uniquement dans le but de combattre le communisme. Il a souvent insisté pour que j'en fasse partie mais j'ai toujours refusé. Je m'étais rendu compte au fil du temps que les gens qui se trouvaient dans son parti étaient en majorité une bande de jeunes voyoux que je considérais comme des crapules. Je me souviens avoir rencontré BARBIER. C'était environ un an avant la mort de Paul. Ce dernier m'avait demandé pour aller dépanner la moto d'un copain à BRUXELLES et je me suis rendu sur place. Il s'agissait de BARBIER. J'ai démonté le carburateur de la moto et c'est alors que je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'une panne d'essence. Je vous explique cela pour vous montrez qu'elle était le degré intellectuel de l'individu. Un jour également alors que je me trouvais chez la mère de LATINUS j'ai eu une altercation avec LIBERT. Etait présent à ce moment LIBERT, LATINUS, Karl, un espagnol prénommé Vicenté et un couple de Néerlandophone qui possédait une voiture Mercedes blanche. Ce soir là nous avons tous assez bien bu et comme je le faisais souvent j'ai de nouveau dit à Paul que ces copains étaient une bande de lavette. LIBERT a voulu me bousculer suite à cette insulte et je lui ai donné un coup de poing. La situation est alors redevenue calme. Il est évident que LIBERT m'en a voulu de l'avoir frappé devant tout le monde et qu'il n'avait pas su réagir physiquement alors qu'il se faisait passer pour un dur. Je n'ai pas connu LAMERS. Je connaissais Karl de LOMBAER

qui j'ai sympathisé et avec qui je suis devenu copain. C'est de  
membre du groupe que j'estimais et que je respectais. Je connais-  
son passé et bien que n'étant pas pro-nazi j'avais de l'estime pour  
homme. Je le fréquente d'ailleurs toujours. Une fois je me suis ren-  
HAËCHT à une fête organisée par le WNP. A cette occasion Paul m'a  
gné deux personnes faisant partie des invités comme étant deux "Flics".  
préciser de quel genre de policier il s'agissait. C'est la seule  
que j'ai vu ces personnes en compagnie de LATINUS. LATINUS m'a ex-  
ué également qu'il comptait rentrer à la sûreté de l'état. Au moment  
événements de la rue Pastorale je me souviens qu'il en parlait de  
e affaire en me rappelant que BARBIER était le gars que j'avais dé-  
er à BRUXELLES. Il m'a même dit que j'avais raison de dire que c'é-  
rt des voyoux. Jusque fin de l'année 83 j'ai toujours eu l'impression  
LATINUS était convaincu de la justesse de ces idées et que la création  
on mouvement était tout à fait positif. Au cours de 84 lors des con-  
ations je me suis rendu compte qu'il n'était plus si affirmatif et  
l'émettait parfois des doutes sur sa conduite à tenir, il avait l'im-  
pression d'avoir été manipulé. Vous m'informez qu'il vous a été rapporté  
j'aurais été pendant un certain temps garde du corps de LATINUS Paul.  
t faux. Il est évident qu'étant ami avec LATINUS je serais intervenu  
a faveur si cela avait été nécessaire. Je n'ai jamais été son garde  
corps. Je n'ai jamais fait partie d'aucun groupe. Je n'ai pas connu  
ciens gendarmes et policiers avec qui j'aurais été en contact plus  
oins régulièrement.-----

Jus-  
uis parti pour l'Algérie le 17 avril 84 comme chef de chantier à RAS-  
UED pour la firme DANITUBE. Je me trouvais donc dans ce pays lorsque  
appris le décès de LATINUS Paul. J'ai d'abord été informé de ce fait  
mon épouse et ensuite par la presse belge que nous recevions avec  
quinzaine de retard. Je ne sais rien dire quant aux circonstances de  
ort J'avais vu LATINUS avant sa mort fin janvier ou février 84. Il  
t abattu et semblait dans un état triste du fait qu'il se rendait  
te de son erreur.

ture faite, persiste et signe au présent.)

Dont acte.



# Gendarmerie

District DE WAVRE  
Brigade BSR

N° 361

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT

En cause:

LATINUS, Paul, ayant résidé  
à COURT ST ETIENNE rue  
de Limauge n°7

Devoirs exécutés:

Nomenclature du travail  
restant à exécuter

Résigné suite apostille  
n°140/84 de Mr le Juge  
Instruction SCHLICKER  
de Nivelles.

94652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 141/84-Cat. 914 Dep)

Dossier n° 140.84 de Mr le Juge d'Instruction SCHLICKER

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-cinq mars mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1700 heures;

Nous soussigné(s) DUESART Guy, ADO

en résidence à BSR WAVRE

de gendarmerie,  
habits civils  
revêtu(s) de notre uniforme;

Transmettons à Monsieur le Juge d'Instruction  
la nomenclature des devoirs restant à exécuter:

- audition de l'épouse de Feu LATINUS Paul
- audition du docteur DOTREMONT qui a constaté le décès
- audition de GIRDAL avec lequel LATINUS a pris un verre  
au cours de la soirée précédant son décès.
- audition d'un ami d'enfance de LATINUS, VAN VINCK Guy.

Dont acte et clos ce 26 dito

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

M.....

Le Commandant de la brigade,

U

Le Commandant du district,

286

# Gendarmerie

District DE WAVRE

Brigade BSR

N° 360

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

### DECES SUSPECT

En cause: \_\_\_\_\_

LATINUS, Paul, ayant résidé  
à COURT ST ETIENNE rue de  
Limauge n°7

Devoirs exécutés: \_\_\_\_\_

Renseignements \_\_\_\_\_

Ré. gé suite apostille n°  
140/84 du 14-2-85 de Mr  
le Juge d'Instruction  
SCHLICKER de Nivelles.

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24113 Cat. 91 Dep)

#### RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M .....  
à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Dossier n° 140/84 de Mr le Juge d'Instruction SCHLICKER

55

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-cinq mars

mil

neuf cent quatre-vingt-cinq

à 1600

heures ;

Nous soussigné(s) DUSSART; Guy, ADC

en résidence à

BSR WAVRE

dé gendarmerie,  
habits civils  
revêtu(s) de notre uniforme

Faisant suite à l'apostille rappelée en marge et  
jointe au présent, rapportons:

#### a) renseignements concernant les constatations:

- la mort par strangulation de Mr LATINUS est survenue  
à l'endroit de la découverte du cadavre, comme en  
témoignent les traces constatées le jour du décès,  
par les premiers verbalisants d'une part et, d'autre  
part par le médecin légiste. (linges de corps et  
pantalons portés par le défunt souillés et mouillés-  
liquide ayant coulé sous le corps (urine).
- les tests effectués sur le lien, avec des poids,  
permettent d'affirmer le peu de résistance du câble  
téléphonique utilisé en "lien simple". Utilisé en  
"lien double", ce câble, lors des mêmes tests, nous  
place devant la probabilité, en cas d'un éventuel  
suicide, d'une fixation au plafond que nous n'avons  
pu établir. Etant donné la présence sur le cadavre  
d'un double sillon, nous nous trouvons dans l'obligation  
d'examiner toutes les possibilités de fixation  
à l'anneau métallique scellé dans le plafond. En  
effet les tests effectués ne paraissent pas évidents.  
En outre nous ignorons de quelle manière le câble  
résisterait, même placé en "lien double", en cas de  
traction brutale. Ceci en examinant la possibilité.

en cas de suicide, d'une chute ou saut au départ du petit meuble 'garde-manger) renversé dans la cave et, sur lequel la victime a probablement monté pour fixer le lien dans l'anneau du plafond. Nous ignorons si l'expert requis a terminé ses travaux sur la résistance des matériaux à ce sujet.

- la longueur des deux sillons sur le cadavre est assymétrique sur la partie externe du cou, ces sillons étant manifestement plus marqués d'un côté par rapport à l'opposé (confirmé verbalement par le médecin légiste lors de la première reconstitution).
- aucun des éléments matériels en notre possession ne permet de nous orienter avec certitude vers le suicide ou vers le meurtre.

b) autres renseignements:

- lors de la soirée précédant le décès, les éléments suivants sont à retenir:
- Il semble que, selon leur habitude, Mr LATINUS et sa concubine avaient arrosé copieusement leur soirée. Une violente dispute entre ces deux personnes est survenue dans un café (également fréquente antérieurement); ceci environ une heure avant le départ de LATINUS. Ce dernier, contrairement à son habitude, se fait ramener en taxi, "oubliant" sa concubine, alors qu'il rentrait généralement en véhicule quel que soit son état d'ébriété ou non. En plus il octroie un plantureux pourboire au chauffeur de taxi (1000fr pour une course de 310Fr), alors que pour vivre Mr LATINUS a l'habitude de demander de l'argent à sa mère. Selon la concubine ce n'est pas dans les habitudes de LATINUS d'agir de la sorte.
- Concernant les voisins de LATINUS:
  - ils entendent le moteur du taxi à la rentrée de LATINUS, ainsi que le moteur de la voiture qui ramène la concubine. Par contre personne ne fait mention d'un éventuel aboiement de chien, alors qu'un chien "berger malinois" se trouve dans la maison. Aucun autre bruit suspect n'est perçu. Aucun individu ni véhicule suspect n'est aperçu dans la rue généralement très calme.

.../...

✓

788



-----  
c) déclarations de Mireille VAN HOUTVINCK

- la nuit des faits et interpellée par les lers verbalisants, cette personne ne peut apporter de précisions quant à la position du corps ni et surtout des pieds- elle ne peut situer dans l'espace s'ils touchaient ou non le sol.

Il est à remarquer que cette dame était manifestement sous l'influence de la boisson cette nuit-là. (selon les témoins)

- réentendue par la suite, tant par les services de la PJ bruxelloise (Mr MARNETTE) que par nos services, elle déclare et affirme par la suite que les pieds ne touchaient pas le sol.

Elle confirmera ses déclarations également lors des deux reconstitutions.

- a été entendue à plusieurs reprises par la PJ de Bruxelles mais n'a signé qu'une seule déclaration.
- n'a ensuite jamais varié dans toutes les autres déclarations.

d) concernant l'usage des noeuds.

Des explications complémentaires peuvent être apportées par deux membres de la BSR qui sont, l'un navigateur à la voile et l'autre alpiniste.

CI-JOINT: notre PV N° 361 reprenant les devoirs qui restent à exécuter.

Dont acte et clos le 26 dito



239

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 135/85

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Rédigé suite au dossier n°  
40/84 de Monsieur le juge  
d'instruction SCHLICKER à  
Louvain-la-Neuve.

Audition de :

VAN HOUTVINCK Mireille, dliée  
à Court St Etienne, rue  
François, n° 2.

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 Cai. 914 Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix-huit mars mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 09.00 heures ;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1xML

de gendarmerie,

en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~DOTREXUFOUXX~~  
...nos habits civils; exposons avoir entendu VAN HOUTVINCK  
Mireille, concubine de Paul LATINUS au moment de la mort de  
celui-ci. VAN HOUTVINCK ne peut fournir aucun élément neuf dans  
l'enquête en cours et ne peut que confirmer ses déclarations  
antérieures. Elle persiste à déclarer que le corps pendait dans  
le vide lors de son arrivée.-----

En ce qui concerne VAN VINCK Guy, il nous est confirmé qu'  
il se trouve actuellement en Algérie. Concernant ses contacts  
avec LATINUS, il s'agit en fait d'un ami d'enfance de ce der-  
nier. Ils étaient voisins étant enfant à Ottignies LLN.-----  
VAN HOUTVINCK Mireille n'a pu nous fournir de renseignements  
sur la nature des relations entre LATINUS et VAN VINCK, si ce  
n'est qu'ils étaient surtout copains de cafés.-----  
Nous joignons l'audition de VAN HOUTVINCK Mireille au présent.

DONT ACTE,

Le 18 mars 1985 à 09.00 heures, nous entendons :

VAN HOUTVINCK Mireille, Josette, Raymonde, perforatrice, divorcée, née à Court St Etienne le 30 janvier 1947 et dliée à Court St. Etienne, rue François, n° 2, qui nous déclare:

" Je m'exprime en langue française. Je confirme mes déclarations antérieures. Lorsque j'ai découvert le cadavre de LATINUS dans la cave de ma demeure, il était suspendu dans le vide. Je vous affirme encore une fois que : pieds ne touchaient pas le sol. J'ai coupé la corde de la façon dont je l'ai déjà expliquée à plusieurs reprises. Je n'ai pas pris attention à la façon dont ce cordon téléphonique était accroché au plafond. Je ne saurai donc pas vous aider à ce sujet. -----

Je connais le nommé VAN VINCK Guy. Je l'ai rencontré trois ou quatre fois soit une fois chez nous à Court et les autres fois dans des cafés de la région. Je sais qu'il connaît aussi Karl LOMBARD car ils se sont retrouvés chez les parents de LATINUS à Ottignies. A ma connaissance VAN VINCK n'avait rien à voir dans le W.N.P. J'ignore en fait s'il était affilié à mouvement. VAN VINCK parlait souvent de para commando du fait qu'il avait effectué son service militaire dans ce régiment. Je ne lui connais aucune activité para-militaire. Il portait souvent son béret rouge de parachutis mais je ne l'ai jamais vu dans une tenue ressemblant aux militaires.-----  
A ma connaissance LATINUS n'avait pas de garde du corps. Il m'est arrivé d'aller avec lui à Bruxelles où il rencontrait Karl LOMBARDE soit chez lui mais bien souvent au café "Le Célestin" près de chez LOMBARDE. Durant tout ce temps je n'ai jamais vu de garde du corps. Il en a d'ailleurs jamais été question. En ce qui concerne VAN VINCK; il s'agit d'un ami d'enfance de LATINUS. Ils étaient d'ailleurs voisins à Ottignie. Je sais que celui-ci est parti pour l'Algérie il y a quelques temps et je ne l'ai plus jamais revu. Personnellement je n'ai jamais assisté à des réunions du W.N.P.----

( Après lecture, persiste et signe avec nous.)

*Karl Lombard*

201

PREMIERE INSTANCE

TRANSMIS

RENOYE

au

525/551

Procureur du Roi

Juge d'instruction

Commissaire de police ou l'officier ou agent judiciaire  
qui assiste le procureur du Roi près le tribunal  
de police

Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'officier dirigeant

Commandant du district de gendarmerie *SA*

Commandant de la brigade de gendarmerie

Bourgmestre - officier de police

Commissaire de police

1400 NIVELLES

CABINET

JUGE D'INSTRUCTION

PHIL SCHLICKER

I40/34

de renvoi mentionner

li le nom du magistrat

à Wavre

KE:

Il y a lieu de réentendre Mireille Van Houtvinck  
sur les détails de la découverte du corps de P.  
Latinus.

Il y a lieu d'entendre Francine de Luyckfassel  
épouse Latinus sur les années de vie commune  
passées ensemble.

Il y a lieu par la famille de connaître l'adresse  
de la retraite de Guy Van Vinck et ce pour l'en-  
tendre.

NOTARIE

WAVRE

571

29 Jan 1985

25 Avr 1985

25-01-1985

19

La Juge d'Instruction,

*[Signature]*

292

# Gendarmerie

District de Wavre  
Brigade B.S.R. de Wavre

N° 135/85

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

édigé suite au dossier n°  
O/84 de Monsieur le juge  
instruction SCHLICHER à  
velles.

dition de :

N HOUTVINCK Mireille, dliée  
à Court St Etienne, rue  
François, n° 2.

94652 - Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 24213 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix-huit mars mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 09.00 heures ;  
Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1xML

de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~notre uniforme~~ xx  
...nos habits civils; exposons avoir entendu VAN HOUTVINCK  
Mireille, concubine de Paul LATINUS au moment de la mort de  
celui-ci. VAN HOUTVINCK ne peut fournir aucun élément neuf dans  
l'enquête en cours et ne peut que confirmer ses déclarations  
antérieures. Elle persiste à déclarer que le corps pendait dans  
le vide lors de son arrivée.-----

En ce qui concerne VAN VINCK Guy, il nous est confirmé qu'  
il se trouve actuellement en Algérie. Concernant ses contacts  
avec LATINUS, il s'agit en fait d'un ami d'enfance de ce der-  
nier. Ils étaient voisins étant enfant à Ottignies LLN.-----  
VAN HOUTVINCK Mireille n'a pu nous fournir de renseignements  
sur la nature des relations entre LATINUS et VAN VINCK, si ce  
n'est qu'ils étaient surtout copains de cafés.-----  
Nous joignons l'audition de VAN HOUTVINCK Mireille au présent.

DONT ACTE,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....  
à M .....  
d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

2-93

Le 18 mars 1985 à 09.00 heures, nous entendons :

VAN HOUTVINCK Mireille, Josette, Raymonde, perforatrice, divorcée, née à Court St Etienne le 30 janvier 1947 et dliée à Court St Etienne, rue François, n° 2, qui nous déclare:

" Je m'exprime en langue française. Je confirme mes déclarations antérieures. Lorsque j'ai découvert le cadavre de LATINUS dans la cave de ma demeure, il était suspendu dans le vide. Je vous affirme encore une fois que ses pieds ne touchaient pas le sol. J'ai coupé la corde de la façon dont je l'ai déjà expliquée à plusieurs reprises. Je n'ai pas pris attention à la façon dont ce cordon téléphonique était accroché au plafond. Je ne saurais donc pas vous aider à ce sujet. -----

Je connais le nommé VAN VINCK Guy. Je l'ai rencontré trois ou quatre fois soit une fois chez nous à Court et les autres fois dans des cafés de la région. Je sais qu'il connaît aussi Karl LOMBARD car ils se sont retrouvés chez les parents de LATINUS à Ottignies. A ma connaissance VAN VINCK n'avait rien à voir dans le W.N.P. J'ignore en fait s'il était affilié à un mouvement. VAN VINCK parlait souvent de para commando du fait qu'il avait effectué son service militaire dans ce régiment. Je ne lui connais aucune activité para-militaire. Il portait souvent son béret rouge de parachutiste mais je ne l'ai jamais vu dans une tenue ressemblant aux militaires.----- A ma connaissance LATINUS n'avait pas de garde du corps. Il m'est arrivé d'aller avec lui à Bruxelles où il rencontrait Karl LOMBARDE soit chez lui mais bien souvent au café "Le Célestin" près de chez LOMBARDE. Durant tout ce temps je n'ai jamais vu de garde du corps. Il en a d'ailleurs jamais été question. En ce qui concerne VAN VINCK; il s'agit d'un ami d'enfance de LATINUS. Ils étaient d'ailleurs voisins à Ottignie. Je sais que celui-ci est parti pour l'Algérie il y a quelques temps et je ne l'ai plus jamais revu. Personnellement je n'ai jamais assisté à des réunions du W.N.P.----

( Après lecture, persiste et signe avec nous.)

*Karl Lombard*

# Gendarmerie

District DE WAVRE

Brigade BSR

N° 103

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT

En cause de:

LATINUS, Paul domicilié  
antérieurement à OTTIGNIES

Rédigé suite apostille n°  
11-1-84 du 25-1-85 de Mr  
Juge d'Instruction  
SCHLICKER de Nivelles

98631 - Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 14715 Cat. 914-Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-neuf janvier mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1700 heures;

Nous soussigné(s) DUGSART, Guy, ADC

en résidence à

BSR WAVRE

de gendarmerie,  
habits civils  
revêtu(s) de ~~par son uniforme~~

Suite à l'apostille rappelée en marge et jointe,  
rapportons les renseignements ci-après:

- la liste complète des n° Tf de LATINUS fait l'objet de notre PV N° 912 du 24-9-84 (N° secret y compris). Nos photocopies étant de mauvaise qualité, notre copie n'étant pas nette, il serait souhaitable de photocopier original de notre PV.
- joignons au présent n° PV 1195 du 17-12-85, rédigé sui au réquisitoire dont question en apostille et reprenan la liste des titulaires des n° Tf "secret". Ce PV n'a été transmis plus tôt du fait qu'une demande de renseignements a été transmise, par nos services, aux distric de Gendarmerie concernés par ces titulaires. Dès réception des réponses, PV sera rédigé.

CI-JOINT: copie de notre PV 1195/84 reprenant la liste des N° Tf secret avec les titulaires.

Dont acte et clos ce 29 dito

295

DEP. ON  
DE  
TÉMOIN

J. 24.

# PRO JUSTITIA

61

L'an mil neuf cent soixante quatre-vingt-cinq

le 12 juin à 16 heures 05

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DeGraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu, dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

KAUSSE Joseph Henri Antoine, né à Bruxelles II le 17 novembre  
1945, alié. à Sint Pieters Leeuw Brusselbaan 485B

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu. »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je suis commissaire à la sûreté de l'Etat. Mr Massart était le  
responsable du Brabant et j'étais responsable d'une sous-section.  
sous ses ordres, pour l'agglomération de Bruxelles.  
Dans mes attributions, j'avais à m'occuper des groupements  
extrémistes. S'occupaient de l'extrême droite, M. Estievenart  
et Chevalier. Le 1er janvier 1985, une partie de mon équipe a été  
dissoute. Mr Massart a été muté au GIA, Mr Chevalier a été envoyé  
à Liège, j'ai été envoyé à Anvers et Mr Estievenart à Mons.  
Pour moi, c'est une méthode d'intimidation. On a voulu en effet  
séparer ceux qui s'étaient occupé de l'extrême-droite

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

*niant*



Il a même été jusqu'à profiter d'un congé régulier pour m'envoyer chez un  
uro-psychiatre. Alors que bien que j'ai des soucis, je me sens sain de corp  
d'esprit. Je dois dire que le psychiatre n'a même pas voulu m'examiner en se  
ndant compte que l'on m'avait envoyé à cette visite dans le but de résoudre  
s problèmes internes à la Sureté. Depuis le 1<sup>er</sup> février 1982, nous avons  
availlé vis-à-vis notamment de l'extrême-droite selon les directives de la  
reté et sous la direction directe de Mr Massart. C'est-à-dire que nous n'avons  
mais infiltré personnellement un mouvement d'extrême-droite, que nous faisons  
s rapports de nos constatations et que je m'en réfère quasi journellement  
mon supérieur Mr Massart.

ou plutôt début 1983  
n'est que vers la fin de l'année 1982 que nous avons appris l'existence du  
r. Nos patrons, à savoir M. Kase, De Villeneuve et Van Gorp, ignoraient  
squ'à cette époque l'existence de ce mouvement. Nous avions en effet des  
obstacles avec Paul Latius comme informateur. Avec l'accord de nos administra-  
urs, nous avons recruté un nouvel informateur Michel Libert. Ce dernier était  
connu de nos services à l'époque. C'est lui qui a commencé à se vanter et à lâcher  
r petites bribes des renseignements sur le WNP. Chaque fois nous avons fait des  
ports. Au début de l'année 1983, par Libert nous avons appris que un de nos  
missaires, Mr Smet, collaborait à ce mouvement, notamment en donnant des cours  
éologiques en cageole, en assistant à des exercices pratiques de filature sur le  
rrain (opération Espérance) et en ayant une carte de membre avec le grade de  
lonel. Toutes ces démarches vis-à-vis du WNP avaient été faites par Mr Smet,  
ant que le service connaissait l'existence du WNP. En d'autres termes, il n'avait  
mais fait de rapport à Mr Massart ou à ses chefs et que par la suite, alors qu'il  
ait responsable à Charleroi, il continuait à voir notamment Paul Latius. Par

emple l'opération Espérance a eu lieu alors qu'il était en poste à Charleroi.  
La en pour conséquence que ma section qui était compétente territorialement pour  
tius était manipulée par la section de Charleroi. Il était anormal qu'un même  
dicteur soit approché par différentes personnes. Je dois ajouter qu'il est de  
ble à la Sureté de faire un rapport écrit de tout élément qui intéresse la  
reté et donc que des rapports écrits auraient dû être rédigés sur le WNP.  
Certains membres de la Sureté n'ont-ils pas favorisé la création, voire le  
veloppement ou la survie du WNP ?

Je ne crois pas que la Sureté à créé le mouvement mais le fait de l'encadrer  
de l'instruire a favorisé son développement.

La a également induit certains des membres du WNP en erreur puisqu'ils ont cru  
pu croire qu'ils travaillaient pour l'Etat et étaient couverts.

ai remis à votre collègue Mme Lyma, la copie d'une lettre de Michel Barbier à  
bert, écrite de sa prison dans laquelle Barbier avait été questionné par Smet  
propos de sa capacité de tuer un membre de la Sureté, membre du KGB.

rbier aurait alors demandé des preuves que ce membre de la Sureté était un  
mbre du KGB. B mets lui aurait alors répondu : "si Paul Latius t'en donne

ordre, le feras-tu ?". Il aurait répondu : "Befehl ist Befehl".

Barbier de dire qu'il s'agissait de "Joseph", c'est-à-dire de moi-même.

lon ce que je sais, c'est qu'au moment de cette conversation, Barbier était

accord mais que la réflexion a mon sujet n'est venu que par la suite.

dois rectifier, ce n'est pas moi qui ai donné la lettre à Mme Lyma mais

bert. Personnellement, j'ai donné une copie à mes supérieurs avec un rapport.

lativement à l'incendie du PCUR, c'est Smet et De Rook qui s'en sont occupé.

pendant par ses occupations, Chevalier a pu connaître certains détails sur

incendie du PCUR, en effet, Chevalier s'occupait de l'extrême-droite.

sais qu'on a publié le nom de Robert Chevalier dans le PCUR afin de le brûler.

ut-être était-il déjà gênant à l'époque ?

mon avis, Paul Latius en savait énormément sur l'incendie du PCUR. Il était

ailleurs sur le terrain avec Emilie Le Goff du Nouvel Europe Magazine ainsi

e deux membres de la Sureté selon les affirmations de Libert. Ce qui expliquerait

départ de Latius pour l'Amérique du Sud.

PRO JUSTITIA

22

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ quatre-vingt-cinq,

le dix-neuf ~~septembre~~=juillet à 17 heures 15'

Nous, J.-Michel Schlicker,  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, P. Bourtembourg,

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d'es  
prévenu s, dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu:

HAQUIN René, époux de Albert Thérèse, journaliste, né à  
Beauraing le 13 août 1941, domicilié à Woluwé St Pierre,  
Avenue Roger Vandendriessche, 6;

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant:

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Selon les renseignements que j'ai pu recueillir pour écrire  
mon livre, on peut établir la chronologie suivante:

En 1975, M. Smets entre comme inspecteur à la section  
extrémiste de la Sureté de l'Etat pour le Brabant Wallon.  
Fin de l'année 1976, il dirige cette section avec Christian  
De Roock. En août 1978, il rencontrerait pour la première fois  
Paul Latinus. Au mois de décembre 1979, il quitte Bruxelles  
pour Charleroi. Le 22 juin 1980, Paul Latinus passait la première

épreuve en vue de rentrer à la sûreté de l'Etat. Je rectifie en novembre 1980. En décembre 1980, Jean-Marie Paul est impliqué dans le meurtre à la Rotonde à Laeken. Il fuit avec son amie Béatrice Bosquet à l'étranger. Selon Paul Latinus, M. Smets aurait reçu une carte du W.N.P. dès la seconde moitié de l'année 1980. En janvier 1981, suite aux révélations du journal Pour, Paul Latinus quitte la Belgique pour le Chili. Le 25 février 1981, Paul Latinus est convoqué pour la seconde épreuve à la sûreté. Etant donné son départ pour l'étranger, il ne passe pas cette épreuve. Selon Paul Latinus, sa mère lui aurait signalé que la lettre de convocation était arrivée; qu'il avait pris ses dispositions pour revenir, mais qu'entre temps, on avait sabordé sa candidature à la sûreté en raison de sa fuite. En août 1981, M. Smets affirme avoir rencontré pour la première fois Marcel Barbier qui est un ami de Calmette. En novembre 1981, M. Smets aurait donné son premier cours en cagoule au W.N.P. chez Barbier. Son garde du corps était Calmette. En janvier 1982, selon plusieurs élèves, les exercices pratiques de filature de la rue Pastorale avaient commencé. En février 1982, le 18, a lieu le double meurtre de la rue Pastorale. Le 19 février 1982, selon Paul Latinus, il passe la nuit chez une amie à Koekelberg. Le 20 février 1982, toujours selon Paul Latinus, ce dernier se rend chez sa mère avec Barbier. Barbier avait un F.N. 7,65 et a profité de travaux de jardinage pour brûler des vêtements dans le jardin de Madame Latinus. Le dimanche 21 février Michel Barbier aurait téléphoné à Paul Latinus afin qu'il fasse disparaître l'arme qui lui avait été remise la veille. Selon Paul Latinus, en avril 1982, aurait eu lieu la filature de l'opération Espérance. Selon Paul Latinus, M. Smets était présent lors de cette opération de filature. Le 16 juillet 1982, la Sécurité adressait une note d'information au Ministre Gol à propos de la revue Althing. En septembre 1982, il y aurait eu un rendez-vous entre Smets et le Baron de Bonvoisin. Au mois de septembre 1982, au cours d'un bal d'anciens de la Waffen S.S., Lamers aurait réclamé à Paul Latinus, le prix du pistolet 7,65. En juin 1982, M. Smets est rappelé à Bruxelles pour assurer la protection des V.I.P. Fin 1982, début 1983, premiers rapports écrits du lapin sur le W.N.P. Le 10 mars 1983, premier rapport du canard sur le W.N.P. Huit jours plus tard, le Nouvel Européen Magazine publie un article intitulé "La Sûreté prépare-t-elle

700

## SUITE DE LA DECLARATION DE

du

un complot néo-nazi. Début 1983, rapports de l'existence des instructions Puma. C'est un rapport de commando. Le 13 avril 1983, un rapport de Smets sur les faits du Solstice d'Hiver organisé par Libert et le taximen Wachtelaer à Haacht. En mai 1983, un rapport révèle que Bernard Mercier serait le landers-vertreken-inspektor du W.N.P. de Belgique pour le compte d'un chancelier de l'ordre teutonique à Cologne. Il est fait également question du B.Q.S. dans ce rapport dont faisait partie Barbier et Libert. Le 17 août 1983, Marcel Barbier est arrêté. Le 26 septembre 1983, Smets faisait un nouveau rapport sur la composition de l'état major du W.N.P. et que Paul Latinus a été membre du mouvement d'action civique de Thiriard. Au mois d'octobre 1983, j'ai un rendez-vous avec l'avocat américain Simon Neusbaum qui me parle d'un projet de coup d'état en Belgique. Le 4 octobre 1983, Lamers est arrêté au fort de Dave. Il est dénoncé par Barbier.

Relativement aux chevaliers de Jésus-Christ de l'Abbaye d'Aulne, j'en avais parlé avec le major Bougerol du centre des transmission de Tervueren. Je crois que cet homme connaît beaucoup plus de renseignements que moi à ce sujet.

Lecture faite, persiste et signe.-

*G. Bougerol*



PARQUET  
DU  
PROCUREUR DU ROI

Palais de Justice  
Place Albert 1er,  
1400 NIVELLES

Bur. : 31.40.713/84  
Not. n° :  
Corr. n° : I. 258/84

A renvoyer avec ses annexes.

Dans la réponse et dans toute  
correspondance ultérieure rap-  
peler les n° ci-dessus.

ANNEXE

LATINUS

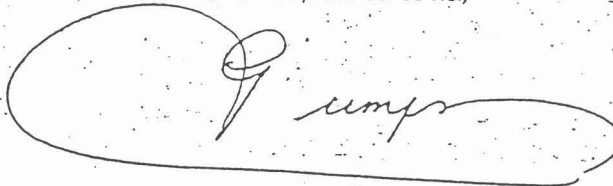
En le remerciant de bien vouloir  
me faire parvenir son dossier 31.40.713/84

TRANSMIS à MONSIEUR

mon honoré collègue  
le juge d'instruction J. L. Edouard  
le commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'officier dirigeant  
le commandant de gendarmerie du district  
le commandant de gendarmerie de la brigade  
le bourgmestre-officier de police  
le commissaire de police  
le brigadier champêtre  
le garde champêtre

à \_\_\_\_\_

Nivelles, 13 juin 1985  
Le procureur du Roi,





DEPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23

PRO JUSTITIA

76

L'an mil neuf cent 85

le 12 juillet à 15 heures 30

Nous, J.M. SCHLICKER  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DE JUDE Marc René Joseph, époux De Witte Renilda, né à  
Etterbeek le 16 avril 1958, employé  
dlié. à Zaventem, Onderwijsstraat, 46/5

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je suis entré au WHP par l'intermédiaire de Frédéric Saussez  
vers le mois de septembre-octobre 1981. Lorsque je suis  
entré, le mouvement semblait structuré. J'occupais les  
fonctions de contrôleur de la procédure destélex à la salle  
des téléx du 10 TTR à Evere. Celui qui m'avait appris le  
métier à l'armée était Frédéric Saussez qui était chef de  
salle. Michel Libert a remplacé Frédéric Saussez dans cette

*Deconat*

*111*

*302*

*néant*

fonction. Parmi les gens que j'ai connu au WNP il y avait Libert, Barbier, Elnikoff et son amie Desplanche Marie-Rose, Marbais, Geur Agnès, une militaire, Lammers, Nemry, Pech et sa femme, Saussez Frédéric ~~xxxxxxx~~, Durvin Françoise, Tack Jacques qui était au même centre de transmissions que moi, Vandenherreweghen Philippe Pour moi Tack Jacques ne faisait pas partie du WNP. Vandenherreweghen faisait partie du Comité des problèmes nationaux de la Défense. Il était caporal au 5 TTR. Cette personne nous a donné des renseignements sur le comité Ouwendijk.

Je sais que le WNP avait un secrétariat avec un fichier rue de Rome. Personnellement j'ai subtilisé dans les archives des messages de l'OTAN et autres qui ont été publiés dans la revue Althing. Cette revue était tirée à une trentaine d'exemplaires et distribuée au niveau de l'armée et de la gendarmerie. J'ai également subtilisé pour cette revue des messages relatifs à des gradés de l'OTAN susceptibles d'être la cible d'attentat.

Notre volonté était de démontrer à l'armée qu'il n'existait aucune sécurité dans la gérance de ces messages. Contrairement aux prescriptions de l'OTAN, l'armée belge garde un troisième exemplaire de ces messages pendant un mois dans un local non gardé au sein du centre de transmissions.

Dans la revue on avait publié notamment la position des navires soviétiques en Méditerranée. Nous n'avons cependant rien publié susceptible de nuire à l'OTAN. Ce n'était pas notre but. Le seul résultat fut qu'après l'arrestation

de Barbier, j'ai été inquiété par la S.D.R.A. C'est d'ailleurs par la S.D.R.A. que j'ai été tenu au courant du double meurtre de la rue Pastorale. En 81, début 82, j'ai assisté à des cours de cagoule donnés par le colonel "canard". Il s'agissait de cours de filature. Par la suite on m'a dit que son garde du corps était Francis Calmette. J'ai fait les exercices pratiques de filature à la demande de Libert, rue de la Pastorale où je devais épier la maison de Vermeulen que je connaissais pas mais dont on m'a dit qu'il était un agent de l'Est. J'y ai été deux ou trois fois sur une semaine. Il y avait aussi une autre adresse à surveiller près du Marché aux puces.

cette filature Saussez Frédéric et Pech étaient présents. J'ai ~~xxx~~ également assisté à l'opération Espérance. vau briefing précédant l'opération.

Comme on travaillait avec la Sûreté, j'en ai déduit que ces renseignements devaient servir à la Sûreté. Michel Libert gardait un contact avec les gens de la Sûreté qu'il rencontrait au minimum une fois par semaine avenue Louise. L'avenue Louise est proche du siège de la Sûreté, square de Meeus. J'ai assisté au bal des anciens de la Waffen SS à Londerzel en 1982 au mois de septembre. Lammers, son amie, Elomhaerde, Saussez, Nemry, petit Marc, petit Michel y étaient présents. Je n'ai pas eu connaissance que Lammers a réclamé à Latinus le prix d'un ,65 et du silencieux.

au point de départ, je ne voulais pas voler les documents Télex. Devant mon refus, Libert a affirmé que l'on s'en prendrait à des membres de ma famille. Personnellement, j'ai nettoyé l'appartement de Affez Al Ajjaz.

Personnellement j'ai connu Paul Latinus. Pour moi il s'agissait d'un garçon qui ne pouvait pas se suicider. Il n'avait pas ce caractère à ça. Il n'était pas dépressif. J'ai entendu parler des dossiers Pénont et Distrigaz sans les voir.

mon avis, on a fait disparaître Latinus car il connaissait des choses qui avaient déranger certaines personnes. J'ignore lesquelles.

Lecture faite, persiste et signe

Cognaz

Je fode  
M. DE JOBE.

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

I. 23

75

PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent 85

le 10 juillet à 16 heures 00

Nous, J.M. SCHLICKER  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

NEMRY Jean-Louis, Henri, Jacques, Claude, Marius, cél.,  
né à Uccle le 20 février 1962,  
employé, dlié. à Woluwé-st-Pierre,  
rue Martin Lindekens, 1/1

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu~~ ».  
Je suis rentré au Front de la Jeunesse vers 1979-1980.  
J'ai été exclu du Front vers le mois de janvier, février 1982,  
Et sur nos interrogations, il a déclaré  
En avril-mai 1981, alors que je me trouvais à OttigniesLLN,  
j'ai été approché par Marcel Barbier pour faire partie d'un  
mouvement. J'ai commencé à militer dans ce mouvement au mois  
de septembre 81. Il s'agissait du WNP. Nous avions une  
carte de membre. Il s'agissait d'un carton recouvert d'un  
plastic adhésif. Parmi les membres que je connaissais, il y  
avait Libert, Barbier, Lammers, Saussez, Bernard Pech et sa

*equae*

*[Signature]*

304



omme Francine et Marc De Jodé.

ans le cadre de mes activités au sein du WNP, j'ai assisté aux cours en cagoule donné par le "Canard" que l'on appelait le Colonel. Etaient présents, Frédéric Saussez, Francine et Bernard Pech, Marc De Jode, Libert et moi-même. Cela se passait dans l'appartement de Marcel Barbier. Le "canard" était accompagné d'un garde-du-corps dont j'ignore l'identité ou le surnom.

Je sais que des cours de philosophie ont été donnés dans un petit flat, rue du Mont-Blanc à Ixelles. J'ignore qui y était domicilié, mais je sais que le "chat" avait les charges. Le "chat" était Bernard Mercier qui travaillait, selon Paul Latinus, pour la Sûreté du Charleroi. Je sais que le fichier ou du moins certains documents du WNP ont été entreposés rue de Rome à Bruxelles, dans un appartement où a habité le "bancal", soit Dauphin. Libert et Latinus en avait la clé. Personnellement, j'ai eu à un certain moment un fichier des membres du WNP. Vous m'avez présenté une liste de gens qui auraient fait partie du WNP; dans cette liste, il y a des gens que je ne connais pas du tout, XXXXX mais contre, il y en a certains qui sont restés à peine un mois au WNP, parmi eux-ci, Beke Hugo, Nils Berthe, Bertrand et Olivier.

Ensuite à ces cours théoriques, il y a eu des exercices pratiques, soit l'opération Espérance. A mon avis, lors de cette filature, rue des Erables, il a dû se passer quelque chose. J'ai eu en effet nettement le sentiment que deux individus ont eu un contact dans la rue. Je me rappelle avoir pris des photos au télé de plaques minéralogiques. Au cours de ces filatures, une personne de notre organisation se trouvait près de la pâtisserie, une autre dans la rue des Erables et moi dans la rue des Platanes. Un rapport de ces filatures a été fait. Je crois qu'à l'époque, j'étais en compagnie de Frédéric Saussez.

Quelques temps après les filatures, alors que je me trouvais dans l'appartement de Libert, le Kom Serg Bru, soit le commandant du service de renseignements de Bruxelles est venu chercher ledit rapport. Je n'ai pas vu cette personne. Je pense qu'il devait s'agir du "canard". Lorsque Libert est rentré dans la pièce où je me trouvais, il m'a dit que cette personne nous avait félicité pour le travail effectué qui avait donné des renseignements sur un trafic d'armes et de drogue. Je sais que par la suite, Libert a fait effectuer un autre exercice auquel je n'ai pas participé, rue de la Pastorale. Je crois à la réflexion, que cette opération se situait avant l'opération Espérance. Michel Libert avait bien noyé le poisson de façon à ce que les gens qui participaient à cette filature ne puissent pas connaître la finalité de l'opération. Peut-être même qu'à l'époque, Libert ignorait la finalité de la filature. Certaines personnes étaient chargées de repérer les antennes radio rue de la Pastorale et rue des Aléxiens ou dans les environs.

Les autres personnes devaient surveiller d'autres éléments de détails dans la rue. Le tout devant faire un rapport cohérent par la suite.

Le but de cette diversion était d'empêcher que les membres du WNP à la lecture de la presse ne se mettent pas à paniquer en se rendant compte qu'ils avaient été complices d'un assassinat. A la réflexion, mais sans certitude, il me semble logique de penser que cette opération a également été demandée par "le Canard". En effet les cours en cagoule ont eu lieu en novembre-décembre 81, le double-assassinat de la rue Pastorale en février 82 et l'opération Espérance en avril 82..

J'ai été mis en contact avec "le chien" et "le lapin" par Libert un peu avant l'arrestation de Libert, soit en août 83. J'avais le sentiment à l'époque de travailler pour un mouvement nationaliste qui travaillait avec la Sûreté. Et que l'on jouissait de la part de cette dernière d'une certaine protection. Libert nous avait dit notamment que dans l'éventualité d'une interpellation par la police, entre autres au cours de l'opération Espérance, il fallait montrer notre carte du WNP, que décliner les renseignements autorisés par la convention de la Haye relativement aux prisonniers de guerre et de tenir 24 Heures. Pendant ce laps de temps, il prendrait contact avec nos protecteurs de la Sûreté pour nous faire relâcher.

Cette interpellation ayant permis l'expulsion d'un colonel soviétique du territoire belge. Selon Paul, l'arrestation de Michiels était simplement une démonstration que la Sûreté s'occupait encore de temps en temps des gens de l'Est. Libert m'a tenu le même discours le 1er mai 1984.

Je sais que Paul avait été en contact avec Faez Al Ajjas. Il s'agissait d'un musulman qui était porté sur les femmes et l'alcool et dont la voiture a servi à commettre l'attentat contre le major Vernailien. A un certain moment il a été question que les membres du WNP allaient s'entraîner en Lybie. Une fois revenus de cet entraînement, ils auraient infiltré les mouvements lybiens en Europe pour les faire tous sauter en même temps. Ce qui me fait dire que Paul devait travailler pour les américains ou la Mossad qui sont les deux services secrets qui ont à souffrir ou à s'intéresser aux lybiens; Personnellement j'ai aidé au déménagement de Faez Al Ajjas.

Cezay

Jean Louis Paul

177

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN.

I. 23

PRO JUSTITIA 74

L'an mil neuf cent quatre-vingt-cinq

le 9 juillet à 16 heures 45

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu, dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DAUPHIN Jean Paul, célibataire, né à Bruxelles le  
1er octobre 1954, employé,  
dilié. à Ottignies LLn, avenue des  
Villas 32

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je suis entré au Front de la Jeunesse vers le début 1978.  
J'y suis resté environ 2 ans. Pendant mon passage au Front de  
la Jeunesse, je me souviens d'avoir rencontré une fois Michel  
Libert et plusieurs fois Paul Latinus. Je ne pensais pas que  
Paul Latinus possédait une carte de membre du Front de la  
Jeunesse. J'ai quitté le Front de la Jeunesse parce que je  
ne faisais pas tellement confiance à Dossogne. Paul Latinus  
m'a demandé de recueillir des renseignements pour lui sur la  
gauche et l'extrême-gauche. Il m'a parlé plusieurs fois d'un

mouvement auquel j'ai demandé de faire partie. C'était le W.N.P. Ce mouvement semblait structuré. A cette époque, j'ai suivi des cours de philosophie chez Marcel Barbier. Il s'agissait de cours sur les pyramides, les celtes, la race indo-européenne, etc. A cette époque, à la demande de Latinus, j'ai pris contact avec un certain "Michel" de Namur. Il s'agissait d'une personne qui devait connaître Christian Smets. Ce Michel de Namur, travaillait à Charleroi mais habitait à Bouges. Je lui ai rapporté des renseignements sur les gauchistes (Ecolos, Université Notre-Dame de la Paix, parti communiste, etc.). Ce Michel de Namur était content de notre collaboration. A un certain moment il voulait me payer 500 frs pour les renseignements. Paul Latinus connaissait Christian Smets. A un certain moment il s'est méfié de lui. Je sais que Frédéric Saussez possède une carte postale envoyée par Christian Smets d'Espagne à Paul Latinus. Je sais que Marcel Barbier, en venant travailler au jardin de la mère de Paul Latinus, y a brûlé des vêtements qu'il avait tirés d'un sac en platic. Enfin, je sais cela des dires de Paul Latinus. Paul Latinus m'a également confié qu'il avait ~~xxxxxxx~~ des renseignements contre Louis Michel et que celui-ci lui aurait proposé de l'argent pour qu'il se taise. Il m'a dit aussi qu'il avait un dossier Pinon dont il ne m'a pas révélé le contenu. Un jour après une dispute avec Mireille Van Houtvinck, il était parti chez sa mère en emportant ses effets mais il aurait laissé une partie de ce dossier chez Mireille et celle-ci en aurait profité pour le photocopier. Il m'a dit qu'une autre partie du dossier avait été confiée à une autre personne et j'en déduis que c'était la partie la plus importante. Latinus m'a aussi confié que sa concubine donnait des renseignements sur lui, à la Police judiciaire. A la réflexion, je ne sais pas s'il s'agit de la P.J. ou de la Sûreté. Quoi qu'il en soit elle aurait <sup>etc</sup> vu avec une personne d'un de ces deux organismes dans la file au chômage et aurait reçu de l'argent d'un de ces organismes.

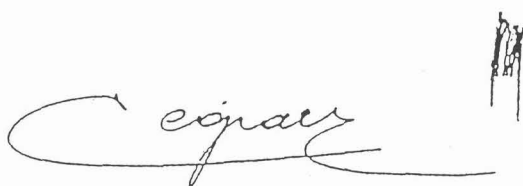
Parmi les gens qui ont fait partie du WNP, je me rappelle de Michel Libert, Marcel Barbier, sa femme, le demi-frère de Marcel Barbier, Frédéric Saussez, Eric dit "la Bête", Marbais, Elnikoff, Marc Labie qui a travaillé au café st-Josse, place st-Josse, sur nommé le petit Marc, de Jode Marc; Desplanque Marie-Rose, Lammers Eric, Nemery Jean-Louis, Jean-Jacques Cordonnier, dit Obélix, Marco Senti de Quenast qui est à l'Armée pour l'instant.

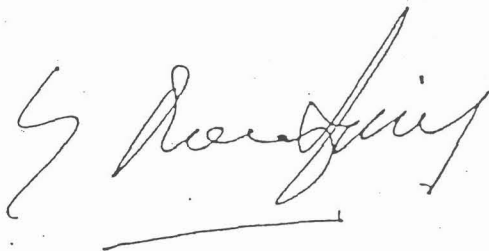
Une semaine avant le décès de Paul, à la demande de sa mère, je me suis rendu chez Mireille Van Houtvinck où j'y ai rencontré Paul. Il n'était pas dépressif. Paul Latinus m'avait confié qu'il recevait des coups de téléphone de menaces, provenant de milieux politiques ou judiciaires.

Pour moi il est impensable que Paul Latinus se soit suicidé.

Les dernières lignes de la page 130 du livre de René Haquin, font allusion à ma personne. A la lecture de ces lignes, il apparaît que selon le F. ont de la Jeunesse, j'aurais été l'auteur de l'attentat contre Air France.<sup>r</sup> Ceci est tout à fait fantaisiste.

Lecture faite, persiste et signe.

Cignac

René Haquin

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

I. 23

PRO JUSTITIA

73

L'an mil neuf cent quatre-vingt-cinq

le 3 juillet à 15 heures 30

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

niant

en notre cabinet, au Palais de justice à  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DELOMBAERDE Charles, Ernest  
déjà entendu

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a déclaré  
~~XXXXXXXXXXXX~~

~~« Je jure sur tout ce que je vois, et sur tout ce que j'entends, ainsi m'aide Dieu ».~~

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Personnellement je suis rentré au WNP en 1983. ~~XXXXXXXXXX~~  
je tenterai de vous préciser plus exactement la date.  
J'ai été mis en contact avec Michel Libert par l'intermédiaire  
de notre organisation des anciens de la Légion Flamande.  
Libert m'a expliqué que le responsable du WNP cherchait  
quelqu'un pour donner des directives d'ordre philosophique  
et politique. Le but du WNP, selon Paul Latinus, était de  
créer des cellules de partisans armés aucas d'une invasion de  
la Belgique par les soviétiques.

AM

7.50

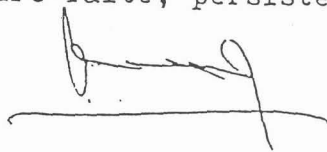
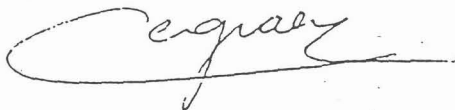
La collaboration entre la Sûreté et le WNP s'expliquait selon Paul Latinus et Libert par le fait que lors d'une invasion, la Sûreté devait fournir à ces cellules de partisans des armes. C'est ainsi que je savais que Libert travaillait pour la Sûreté. Libert était favorable à un renforcement des liens entre le WNP et la Sûreté de l'Etat. Tandis que Latinus qui ne fréquentait plus Smets depuis le début de l'année 83 y était adversaire. Selon Latinus, Smets et Raes étaient deux personnes qui avaient été infiltrées par le KGB. Il avait reçu cette information d'un groupement anglo-américain de contre-espionnage dont le patron fut à un certain moment le général Heath. C'est depuis cette date qu'il existait des tensions entre Libert et Latinus. J'avais fait moi-même le reproche à Libert de vouloir aller trop loin dans sa collaboration avec la Sûreté. Personnellement je trouvais que Libert devenait communiste et j'ai rompu les ponts avec lui. Paul Latinus m'a dit un jour qu'il en avait assez de l'intoxication communiste et il a donné l'ordre à Michel Libert de voler au TTR des télex de l'OTAN. C'est lui personnellement qu'en avait pris la responsabilité. Ces télex ont été publiés dans la revue Althing afin que les autorités belges se rendent compte qu'il y avait des fuites à tous les niveaux.

Vous me montrez deux documents signés He Varietur par Mr Marnette le 13/5/84, il s'agit bien de l'écriture de Latinus.

Parmi la liste de gens que vous me présentez, je connais Dauphin Jean-Paul, De Jode Marc, Lammers Eric, Nemry Jean-Louis, Pech Bernard, Saussez Frédéric, Saussez-Mergny Béatrice, Vandenerwegen Philippe. J'ai rencontré un Bernard Mercier au Front de la Jeunesse. Je sais qu'il a fait partie du WNP et qu'il a été en contact avec la Sûreté. Nous nous sommes d'ailleurs toujours demandé quel jeu il jouait.

A l'heure actuelle, à mon avis, le WNP est dissout. Je sais que Libert s'occupe d'un autre mouvement, dont j'ignore le nom.

Lecture faite, persiste et signe.



DEPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 24.

# PRO JUSTITIA

72

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ quatre-vingt-cinq  
le 2 juillet à 16 heures 50

Nous, J.M. SCHLICKER  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

~~Le témoin a été interrogé et a répondu :~~ nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

KAUSSE Joseph,  
déjà entendu

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~aux seules parties.~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Suite à votre demande, je vous remets en photocopie la lettre  
écrite par Mr Marcel Barbier à Mr Michel Libert, une photocopie  
de la troupe Scout du Phénix reprenant ses membres à la date du  
22/8/83. A mon avis Robert Barbier, frère de Marcel devait faire  
partie du WNP; Sandron Xavier, Libert Michel sont des membres du  
WNP. Je vous remets également une liste des membres du WNP. A mon  
avis, le WNP a dû connaître son origine début 81. Parmi les gens  
importants dont je vous remets les noms, il y a un certain Bernard  
Mercier, alias professeur Tournesol, qui a été ~~infamé et condamné~~  
en contact avec la Sûreté. Il devait être inspecteur pour le "land"

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

*Vir Juran*



Belgique. Cette personne serait instituteur du côté de Charleroi.  
A mon avis, faisait partie du GAP, Van Vynck, Dauphin et Billon,  
habitant Liège 54, rue G. Gezelle. Paul Latinus et Libert entretenaient  
de bons contacts avec Cuevas Herman Maria Teresa, attaché culturel à  
l'ambassade du Chili et Luc Van Keerberghen, qui aurait le chef des  
motards incendiaires du journal POUR. Je sais que Van Keerberghen,  
Elnikof et Caille qui à mon avis sont trois personnes violentes dépendaient  
de Mr Lucien Marbaix.

Lecture faite, persiste et signe.

*Cegray* *Stamm*



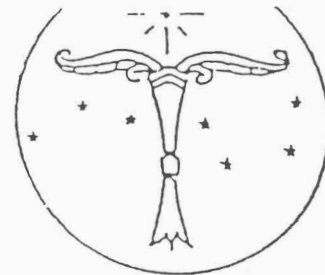
Personnes reprises au fichier "membres W.H.P."

- Bataille Philippe	°13.2.62	Gent, Lentestr. 37	091/21.12.35
- Bataille Thierry		Gent, Lentestr. 45	091/22.42.26
- Beke Hugo		Uccle, r.Rodenbach 65	02/344.55.84
✓ Boelaert Patrick		Gent, Ter Platen 81	
✓ Booten Patrick		Kessel-Lo, Diestsestwg. 349	016/25.69.20
- Bouche Michel	°23.9.61	Diegem Machelen, Watertorenl. 15	02/751.89.13
✓ Cleemput Alain		Overmere, Bonturckstr. 75	091/67.66.23
✓ Dauphin Jean Paul		Ottignies, Av. Villas 32	010/41.30.02
- De Jode Marc			02/721.11.45
✓ DESplanque Marie Rose	°20.3.61	1040 Bruxelles, r. Hanssen Soulie 121	
✓ De Vogelaere Johnny		Gent, St Coletastr. 22	
- Durvin Françoise	°17.12.56	1160 Bruxelles, r. Roodenberg 10	02/673.72.0
✓ Ghoddu Marc		Gent, Ottergemsestwg 130	
- GOosse Paul	°0.1.62	Tournai, r.des Carliers 27	069/23.22.94
- Gueur Agnes	°7.2.56	Cerfontaine, r. de Bation 44	
✓ Jourquin Dominique		Gentbrugge, Frieserstr. 21	091/30.51.30
✓ Keymeulen Geert		Gent, Lentestr. 31	091/21.24.27
✓ Lammers Eric	°2.9.60	1160 Bruxelles, r.des Sports 65	02/660.25.36
✓ Nemry Jean Louis	°20.2.62	1060 Bruxelles, r. Mignot Delstanche 24	
			02/344.26.23
✓ Nile Bertrand	°10.4.60	Forest, Ch.de Bruxelles 105 bte 1	
✓ Nile Olivier	°18.10.61	Forest, Ch. de Bruxelles 105 bte 1	
✓ Peche Bernard		1080 Bruxelles, r. des Melezes 82	02/343.99.0
✓ Peche-VandenBorre Francine		1050 Bruxelles, r. des Melezes 82	02/343.99.0
✓ Peeters Henry		Bressoux, r. E. Walvoz 39	041/43.79.89
			041/27.04.47
✓ Petit Marc	°24.10.56	Jette, r. St Vincent de Paul 5	
✓ Poelman Stefan		Gentbrugge, Arthur Van Laetestr. 9	
			091/30.30.90
✓ Saucez Frederic		Bruxelles, Fl. Willems 18 bte 4	02/425.04.29
✓ Saucez-Mergny Beatrice		Bruxelles, Fl. Willems 18 bte 4	02/425.04.29
✓ Tach Peter		Assenede, Groenstr. 22	
✓ Tack Jacques	°11.8.59	Jumet, ch.de Bruxelles, 404	
✓ Vandenherreweghen Philippe	°7.2.58	1030 Bruxelles, r. des Pavots 1	
✓ Van de Zande Jacqueline		1120 Bruxelles, r. des Faines 45 bte 6	
			02/267.89.34
✓ Van de Zande Luc		1120 Bruxelles, r.des Faines 45 bte 6	
			02/267.89.34
- 3 Chopin " (alias)			
- " Frigg " (alias)			
- " Harald " (alias)			
- " Orf " (alias)			
- " Wagner " (alias)			
- " Fulcanelli " (alias)	région : Bruxelles	membre depuis (probablement):	
			10.8.82
- " Karl " (alias)	région : Gent	"	1.2.81
	il s'agit probablement de Bataille Philippe		
- " Kramers " (alias)	région : Bruxelles	"	10.10.81
	il s'agit probablement de De Jode Marc		
- " Muller " (alias)	région : Gent	"	1.2.81
	il s'agit probablement de Bataille Thierry		
- " Nicolas " (alias)	région : Bruxelles	"	10.10.81
	il s'agit probablement de Peche Bernard		
- " Penelope " (alias)	région : Bruxelles	"	1.6.82
	il s'agit probablement de Nile Bertrand		
- " Siegfried " (alias)	région : Gent	"	1.2.81
	il s'agit probablement de Keymeulen Geert		
- " Stolcius " (alias)	région : Bruxelles	"	1.6.82
	il s'agit probablement de Nile Olivier		
- (Tangrisnyr " (alias)	région : Bruxelles	"	16.6.82

- " Titisee " (alias) région : Bruxelles membre depuis (probablement) :  
31.5.81  
il s'agit probablement de Bouche Michel
- " Von Salza " (alias) région : bruxelles "  
27.9.81  
il s'agit de Barbier Marcel



# "Phoenix"



TROUPE DU PHOENIX : EFFECTIF.

=====

BARBIER ROBERT.  
Square Léopold ville, 11  
1040 ETTERBEEK  
TEL : 047.09.25  
Date de naiss : 20.3.63.

LADY MARC. *Surtain*.  
Chaussée de Bruxelles, 25. ote 2  
1190 BRUXELLES *(Fout)*  
TEL : 02/8308905 *(TAAVAIL / qui 11h)*  
Date de naiss : 26.02.64.

VANDEN HELDE PHILIPPE.  
Rue Théophile de baissieux, 131  
1050 JETTE  
TEL :  
Date de naiss : 13.05.64.

VAN DRUGENBROECK LUC.  
Chaussée d'Alseberg, 92  
1510 BUIZINGEN  
TEL : 356.41.55  
Date de naiss : 26.06.64.

SANDRON XAVIER.  
Rue de la Cure 20  
1360 ARLON  
TEL : 067.63.69.17.  
Date de naiss : 02/02/61

VAN BRAEKELE OLIVIER  
Avenue du roi, 193  
1050 FOREST  
TEL : 537.22.79.  
Date de naiss : 10.08.64.

DELCORPS BENOIT, XAVIER, CHRISTOPHE.  
Rue de l'Ecole, 35  
1360 GUERAST  
TEL :  
Date de naiss : BENOIT : 21.07.65.  
XAVIER : 2 8 67  
CHRISTOPHE : 11.12.66.

CURDONKIER ANDRE  
Avenue Victor Olivier 10A  
1070 ANDERLECHT  
TEL : 524.59.65.  
Date de naiss : 5.11.68.

MARBAIX JOHNNY, FRANKY.  
Boul. Gén. Jacques, 160 bte 7  
1050 IXELLES  
TEL : 648.06.22.  
Date de naiss : 17.06.69 JOHN  
26.07.70 FRAN

LOUKAS JEAN  
Chaussée d'Alseberg, 92  
1510 BUIZINGEN  
TEL : 356.41.55  
Date de naiss : 21.01.74.

LIBERT MICHEL.  
Rue de THARIE, 92  
1060 S' Gilles  
TEL :  
Date de naiss : 19.02.56.

*Effectif au 22.08.83*  
*14 membres*

*A*

115, SCOUTE E.P. SCOUTSEENHEID

115 E.L. - IGGLEBRASIL - V.Z.W.

NR AUS	000001	NR IN	115
DATUM	22.08.83	SEITE	VON
REF	4126/50.100001		

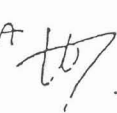
Lettre écrite par Marcel Barbier (von Salza) à Michel  
Libert (alias Wagner) le 17.2.84 dans la prison.  
Trois sujets : - exercice de filature rue de la Pastorale  
(double meurtre)  
- telex pour l'ambassade d'Argentine  
- capacité de Barbier à commettre meurtre  
sur ordre.

n. ce petit mot pour que tu saches exactement ce que j'ai dit à la police -  
 formule, je t'ai demandé d'envoyer une équipe de surveillances chez Niphans. Ce qui a été  
 Le but de cet exercice, était de rester le plus longtemps possible en surveillance sans se fati-  
 guer, (décision prise en commun accord chez moi entre Paul, Smets et moi). Le résultat de chaque  
 itinéraire était déposé chez moi sous enveloppe (via le SEREE); ces renseignements, je les remet-  
 tais pour qu'il fasse un débriefing par la suite, comme pour "ESPERANZA". Personne, à part  
 et Smets, était au courant que cela aurait pu servir à d'autres desseins que ceux d'exercice  
 (sans du crime) je devais aller voir une fille, tu le savais, tu as dit aux hommes présents au  
 "hus" que j'étais en mission spéciale, cela pour excuser mon absence. On leur a dit cela, et redin-  
 suite, (après l'assassinat) pour préserver l'image de marque des officiers de l'ordre face aux espions  
 n qu'ils étaient (préserver son 1<sup>re</sup> mission spéciale, 2<sup>de</sup> une fille!). (Paul et Smets savaient que,  
 une fois les jours, j'allais soi-disant au F.I. mais c'était pour aller chez cette fille). Il y a ± 12 mois,  
 je demandais si j'acceptais de porter le blason de crime, si un jour cela serait nécessaire, mais il  
 n'a pas dit pourquoi. J'ai accepté. Pendant 7 ou 8 mois, on a répété le scénario que je devais dire  
 les; fermement vouloir. Il me m'a jamais dit qu'il en serait impliqué dans le jeu. Quand j'ai su - dit  
 , j'ai fait qu'appuyer la déclaration de Paul.  
 que je vais te raconter, m'est malheureusement pas allé, mais j'en ai parlé (un peu) à Hermette :  
 le conflit des Malaisins, j'ai été à l'ambassade d'Argentine (ordre de Paul), pour proposer 2 façons différentes  
 remettre des téléx OTAN concernant le conflit. L'Ambassadeur a refusé en disant qu'il n'avait que le moment  
 - pas encore venu, ce qui fait que je m'en jamais porté de téléx. Cela se passait avant que le "gros"  
 vote britannique ne monte à l'assaut. Mais il y avait déjà eu des accrochages. Devant Paul, Smets  
 expliqué que : le gouvernement Argentin sans les ordres du colonel ou général ???? ; le C.I.A. ;  
 évidemment britannique et les forces de l'OTAN étaient sous d'accord pour ce conflit! L'Argentine a  
 du fric des Etats-Unis pour laisser les forces britanniques envahir les îles Malaisins. Comme soldats  
 n, il n'y avait que des pauvres paysans sans connaissances militaires, mal nourris, mal habillés  
 froids régnant dans ces montagnes (-15°) sans aucun armement digne de ce nom, face aux  
 débarquements britanniques! Smets m'a dit que quelques mois avant le débarquement,  
 "VARIERS" (avion à décollage vertical) britanniques, à l'aviation hollandaise et allemande,  
 simulaient à des simulateurs de combat au-dessus de Marche-en-Famenne en Belgique.  
 cela m'était qu'un projet de débarquement sur les îles - en commun accord - pour

« nouveau matériel électronique de guerre, des nouveaux types d'armes et de fusils de  
jeuement brutaux, en un mot ; tester la machine d'État d'État. C'est ce qui a été fait en  
d'essayer ce matériel sur des objets réels. Comme malheureusement l'État ne peut le faire comme  
les Soviétiques, les Russes Malins ont été choisis. « Mais c'est monstrueux », me suis-je exclamé  
et m'a-t-ils répondu que pour devenir une tête dans le renseignement, il fallait savoir se  
sur beaucoup de choses, que le renseignement n'était pas ce que j'étais, que j'en apprenais  
ne rien d'autre, que j'étais encore un peu jeune pour connaître tous les arrangements entre  
sement, etc. etc. etc. Tant et que j'ai le conseil à propos des forces argentines et des entraîne-  
ments en Formosa (ou dans des îles), sont ABSOLUMENT AUTHENTIQUES !! → à toi de ...  
et possible que l'un me le confirme par cela (entraînements), car c'est évident que c'est "TOP SECRET" et  
général pour eux (État) que cela ressorte, tu penses ! ...

« qui suit, je m'en ai jamais parlé à quelqu'un ; mais c'est ABSOLUMENT VRAI ,  
sur chez moi et devant Paul, Simels m'a demandé si j'étais capable (avec l'entraînement que j'avais sui-  
ver, quelqu'un : j'ai dit « oui » . Il m'a alors demandé si j'étais capable de tuer une personne politi-  
une personne infiltrée dans la Sécurité de l'État (si tu es à ...) j'ai répondu que pour mon pays, je  
ais, mais qu'il fallait pour cela me donner des preuves concrètes. Il m'a dit : « et si Paul veut dis-  
dire de tuer cette même personne de la Sécurité mais sans preuves », si je le faisais. J'ai répondu,  
« Befehl ist Befehl ». Peut-être que « vous avez : la preuve » m'a-t-il répondu en souriant. Je  
intentionnant savoir à qui il pensait !!! (A mon avis, à Joseph) Inutile de te dire que Paul était aux ordres  
me trouvait plein de qualités !

D'après ma femme, tu voudrais parler à mon avocat (van den Bosch). Je te lui ai dit, et il  
t'a accordé. Demande le N° de téléphone à ma mère, téléphone - lui et prends rendez - vous  
—

espère que tout cela pourra t'être utile. J'espère que, comme Marcel me l'a dit, que tu  
pourras faire sortir Eric très rapidement et moi-même dans 2 mois. Je commence à songer  
en fin sérieusement, Remets le barjau à ta maison, Weykamp, Marc, Michel, St. Berna  
les autres. LAISSE-MOI le barjau pour quand je sors !! Je te prie de me dire que JE NE VEUX  
les en pantalons devant moi. Vêtu ! Je dois te dire que j'ai changé d'opinion quant à ma  
jean de concevoir ma vie familiale, professionnelle, et surtout dans WIP, c'est vrai Michel,  
, j'ai beaucoup réfléchi, je me suis mis devant la miroir, et j'ai rempli mes ongles, choses  
me veux PLUS refaire à l'avenir. Dernière chance ! ?  
P.S. Je dis, et veux redonner mon bûcher !  
VAN SALZA 

DEPOSITION  
DE  
TÉMOIN

PRO JUSTITIA 71

15 annexes

L'an mil neuf cent quatre-vingt-cinq

le 27 juin

à

15 heures 15

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles

assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

*Rien*

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu, dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

CHEVALIER Robert Arthur Paul Félix, époux Costermans Hilda,  
né à Schaerbeek le 7 avril 1949, agent de  
l'Etat, dlié. à Schaerbeek, av. du Diamant  
98

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi que de dire~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je suis entré à la Sûreté de l'Etat en 1974 au mois de juin.  
Je m'occupais des partis d'extrême-droite et notamment du  
Front de la Jeunesse, du Parti Européen et du Mouvement  
Social Nationaliste. A l'heure actuelle, je ne suis pas à  
Bruxelles, tout comme MM Massart, Estievenart et Kausse.  
On m'a donné comme raison, suite à une demande d'explication  
que c'était dans l'intérêt du service et que dans l'attente

*C. Degraeve*

*[Signature]*

215



1  
du procès, il valait mieux écarter les gens qui s'étaient occupé du WNP. Lorsque je suis arrivé à Liège, on m'a demandé de détruire tous les rapports que j'avais rédigés sur les mouvements d'extrême-droite. Mon chef de section Liège m'avait dit en effet que si l'on retrouvait ces rapports chez moi, lors d'une perquisition, je serais renvoyé. Actuellement on ne peut plus avoir accès aux dossiers et rapports sur l'extrême-droite en général et le WNP en particulier. Tous ces dossiers doivent se trouver chez Mr Van Molle. Par exemple, l'année dernière, lors d'un des premiers attentats des CCC, une petite bombe avait été placée sous une camionnette de gendarmerie, avenue de Rodebeek. Cette bombe n'a pas explosé. Il y avait une revendication du groupe Delta. J'en avais parlé avec Mr Kausse ou plutôt Mr Kausse m'en avait parlé. Selon lui, ce groupe Delta serait un groupuscule d'extrême-droite dont les formules de revendication s'apparentaient à la littérature d'une publication du WNP, le journal THINGVELIR. Mon chef de section Mr Kausse m'a demandé de rechercher cette brochure au service documentation. C'est moi qui avait fait un rapport transmettant cette brochure au service documentation quelques temps auparavant. J'ai été au service de documentation où je n'ai pas trouvé trace de cette brochure. En me renseignant, j'ai appris qu'elle devait se trouver dans le bureau de Mr Van Molle. J'ai pris contact téléphoniquement avec Mr Van Molle qui m'a confirmé avoir cette brochure mais il a refusé catégoriquement de me communiquer ladite brochure sans me donner d'explication. Il a simplement terminé la communication en me disant : "c'est dommage".

C'est moi personnellement qui ai fait le premier rapport de transmission de la revue Althing. Cette revue comportait des allégations relatives à des télex volés à l'OTAN. Je sais que le service n'avait aucune documentation à ce sujet, puisque j'ai reçu du service une apostille officielle me demandant de plus amples renseignements. Il apparaissait clairement de cette apostille que le service ne possédait aucun renseignement. Actuellement, selon mes informations, le WNP continue d'exister sous le sigle CERSBER.

Il est exact que Mr Smets a travaillé à Bruxelles dans une section qui s'occupait des mouvements extrémistes. Il y a travaillé avec Christian De Roock dont le beau-frère est le Docteur Alain Devaux qui a été membre du Directoire du Front de la Jeunesse. Il est exact que le père de De Roock est commissaire à Interpol. Mr Smets a ensuite été travailler à Charleroi. Il est revenu à Bruxelles afin de s'occuper de la protection rapprochée des VIP.

Son service a notamment assuré la protection de Mr Minnerby, ambassadeur d'Israël. Cette surveillance rapprochée entraînait des contacts suivis avec le personnel israélien de l'ambassade. Les israéliens qui assuraient la protection rapprochée sont tous d'anciens para-commandos et ils n'ont pas froid aux yeux.

Vous me présentez en photocopie un document retrouvé chez Paul Latinus dans lequel il établit une classification. J'ignore pourquoi il a fait cette classification mais je sais qu'il parlait de moi dans un rapport qu'il avait fait sur la Sûreté et dont je vous remets trois photocopies. Vous pouvez constater également que Paul Latinus y dit que grâce à mes capacités brillantes, j'ai été mis sur une voie de garage.

Mon nom a été cité dans trois parutions de POUR. Chaque fois, on faisait allusion au fait que j'étais de mèche avec une parti d'extrême-droite, soit le parti européen. Je vous remets à cet effet en photocopie l'article paru dans la publication du 10 au 16 janvier 1980 n° 292. Je dois dire que j'avais appris par un informateur ~~xxxxxxxx~~ qu'un camp du VMP s'était tenu à La Roche. Il m'avait dit qu'il avait des renseignements à me donner. Comme je me trouvais à cette époque dans une section d'enquête, je suis allé trouver Mr Massart qui m'a dit d'aller au contact avec l'informateur. Ce que j'ai fait. L'informateur se demandait surtout comment les photos du camp avaient déjà abouties sur le bureau du POUR. J'ai fait un compte-rendu de mon contact à Mr Massart qui m'a dit de répéter mes informations à MM Smets et De Roock. Ils s'occupaient plus spécifiquement de cette matière-là. J'ai mis l'accent auprès de Mr Smets sur la question de savoir comment ces photos avaient abouties sur le bureau de POUR.

111 — 111 200



522.55.77 THONES R. avenue van , F, Kollen, 74 Anderlecht  
Jean Breydie 230.35.79  
" " CEPIC ASBL rue Belliard, n° 39  
T.E.C Accueil 523.54.39  
" " " TEC Accueil rue Sergent DEBruyne, 18 Anderlecht  
DOMI-NIC 771.71.00  
" " " PIRLOT J.P. rue T.Decuyper, 230 Woluwew St Lambert  
DE RUNGS (MICRO R) (P) OIO.2273.93 (B) 720.39.67  
OIO.227393 - SOETENS A. av. Seigneurie de spontin, 8 , Wavre  
7203967 ...secret  
J.V.D.B. 7358443 (B° 2302927  
7358443 MAINGAIN Bernard(avocat) Bd Reyers, 103 Schaebeek  
2302927 secret  
DOS Père 4663502  
" " secret  
J.P.BUR 513.86.35 ext 24 5131830  
secret secret  
JULES MOUSCRON 056.33.77.03  
NRL  
MIKE 2434247 (Second maitre)  
ind 2/2433111 Ministère de la défense national, quartier Reine Elis  
rue d'Evere, 1 Evere.  
BER? M. 7516001  
NRL  
Selly ? 5123190(B)  
" " Visa Travel SA tourisme affaires agence de voyages,  
place du Grand Sablon, 10 Bruxelles.

=====

Brussel  
31 Wainemand 50

Barbie?

J'ai jugé utile et même nécessaire, ce jour, d'entamer mes mémoires. Pourquoi? Je m'en pose encore la question mais cela est plus fort que je me trouve moralement acculé à procéder de cette façon. Peut-être à du fait que je ressens profondément ma vie se rapetisser à la vitesse de l'éclair. Mes jours, mes heures - Combien - me sont comptés. Je le sais. J'ai décidé que dans les pages suivantes je relaterai comme ils me reviennent les souvenirs et les faits troublants ayant marqués jusqu'à présent mon existence imprégnée de ce quelque chose en plus qui confère à tout idéaliste national-socialiste, son dévouement, son idéalisme, sa raison d'être.

Le genre humain - je le hais chaque jour un peu plus. Mais je continuerai, toujours un peu plus à me battre pour son épanouissement. Je les hais mais ils représentent tant pour moi - non pas pour moi mais pour l'été qui m'anime.

Une voiture conduite par un arabe a tenté de me percuter ce matin sur la chaussée de Waterloo (BYR827). Ils ont eu tort d'avoir procédé, à nouveau, à un attentat contre moi.

J'ai fini, hier, par renoncer à tout ce qui puisse encore freiner l'enrayer le dénouement de la fonction - des fonctions que j'ai au nom de l'ordre.

Dès que le local de l'association " Iggdiasil " sera en ordre j'y logerai et y vivrai tel un " maître païen " accompli. Ceci est la seule solution pour me faire triompher l'étoile de ma motivation - et de plus, voulant et désirant encore plus plonger dans l'humilité - je m'y résigne. Ma vie, mon âme, mon corps et mon esprit te sont sacrifiés O Wotan épaulé moi dans cette tour.

Je viens de repenser à ce week end fabuleux durant lequel nous avons reçu du Grand Principe en la salle de cérémonie de Wewelsburg - cérémonie consacrée par après dans la crypte - chacun nos instructions et recommandations. C'est trop pour moi seul. Il me faut à présent essayer de faire connaître ce à mes camarades et collaborateurs en me déchargeant d'une partie de mes responsabilités. Le 21 du mois prochain - jour de notre indépendance est le temps qu'ordonne - Sera ce jour.

Brussel  
01 Pranget 50

Malgré tout le dégoût que je ressens vis-à-vis des armes à feu, me voici, bien malgré moi, obligé de circuler armé. Oh, ce n'est pas pour moi mais les circonstances font, et feront de plus en plus, qu'il est de mon devoir de protéger les documents que je véhicule et surtout de couvrir le cas échéant tous mes camarades; il y en a de si jeunes. Qu'on essaie de tuer cher à un seul de leurs cheveux !

- Le revolver est encombrant. Je m'offrirai très gracieusement demain un holster d'épaulé.

Brussel  
02 Pranget 50

Après avoir rendu visite à ma maman ce soir, j'ai eu le plaisir de passer et de finir la soirée chez Marcel, mon petit frère. Pour l'instant, plus personne n'est inquiété. C'est étrange.. KGB tu m'etc

Je me sens très faible. Il y a tellement de travail encore à effectuer ! Quand pourrai-je souffler ? Sur qui pourrai-je me reposer ? Je me sens si seul ! Seul ? Non, pas tout à fait, surtout le soir et la nuit. Tous ces phénomènes n'en ont pas encore fini de m'en faire voir. L'un ou l'autre me parle et me prodigue de très bons conseils. Mais qui est-ce ? Et pourquoi s'adresse-t-il à moi ? En suis-je digne ? Que me veut-on depuis neuf ans ? Faut-il un service que l'on me rendit en m'obligeant à...

Dois-je payer cette vie ci, les meurtres et les massacres que j'ai engendrés six cents ans plus tôt ?

J'attends avec impatience l'avis de la Mitsui Bande(Illisible) . Vais - j' pouvoir y encue(Illisible) ? Quel bienfait financier cela représenterait.

Bientôt le 21. Dans quelques jours notre commanderie sera officiellement indépendante. Nous avons reçu l'instruction à Wewelsburg de créer l'ordre "Der Teutonen". Cela ne change rien à ce qui a été dit.

Brussel

03 Pranget 50

J'ai reçu l'avis de la Mitsui Bank(Illisible). Elle ne m'accepte pas. Les asi et moi restent donc inconciliables.

Le père de Luc m'acripole(Illisible) à un point tel que si cela continue de cette manière, je le laisserai en "rade" avec ses "rady-racks"(Illisible) Petit bourgeois mesquin UDRTiste.

Brussel

05 Pranget 50

Le duo Louc - Olivier après avoir mis, semé l'anarchie dans tout ce qu'ils ont touché s'en prennent(c'est encore à contrôler) aux jeunes de nos scouts John et même Christophe. Si cela se vérifie, ils ne le paieront d'un lourd, très le tribut. Les faire entrer au F.J. à 14, 16 ans. Et quoi encore par après ? Ceci constitue un dossier judiciaire des plus conséquents pour les avoir utilisés à profit de petites "craps"(illisible qui se targuent du nom de "politiques"?

Brussel

09 Pranget 50

0900 ce matin, j'ai reçu la visite "amicale" de la police et de l'huissier. Si n'avais pas été en possession de la facture de mes meubles, ceux-ci auraient été confisqué afin de payer les dettes de Marcel à l'ONSS. Fâcheux d'en arriver là

Hier 08 Pranget, les troupes se sont rassemblées. J'ai fixé clairement les buts à atteindre et ai fait part des volontés du Grand Conseil de Wewelsburg.

Brussel

13 Pranget 50

Marcel a à nouveau été surveillé par le surnommé "Moustache", ce week end. Ils sont tous à présent visiblement armés.

Je connais à présent la provenance de tous ces actes, de toutes ces agressions. Tout simplement la droite ou plutôt celle qui se fait passer pour telle: Francis D, le trio de la sûreté publique et, mais cela est encore à vérifier, Bersi, Gu Schigint(illisible) . Et une "nuit", une !

Le conseil d'urgence s'est tenu le jeudi 09 Pranget, chez le Maréchal. Il était temps qu'il y ait une mise au point. Et, entre autre que de bonnes nouvelles et résolutions.

On prépare d'arrache pied le Solstice d'Yggrasil. Il se déroulera à Haacht 18 Pranget.

Brussel

21 Pranget

Voilà la date tellement escomptée depuis quatre longues années, enfin arrivée. Wewelsburg est indépendante. Cette journée fera date dans l'histoire, j'en prête le serment.

J'ai passé le début d'après midi chez Marcelle. Jean-Louis est passé et était titulaire d'une lettre destinée à Marcel, soulignant tous les soi-disants manquements à la sécurité extérieure.

Devrai-je toujours justifier mes faits et gestes, les tenants et les aboutissants des raisons de la procédure, les compromissions qui n'en ont pas, et ceci à tous mes subordonnés fidèles pour la simple et bonne raison qu'ils doutent de telles et telles choses ?

J'en ai assez de toutes ces vexations -non souhaitées j'en conviens-originales de circonstances engagées et mécaniquement coordonnées-faits qui dépassent mon entendement et pour lesquels je ne me poserai plus de questions - par mes supérieurs dont la plupart - voilà qui est normal - restent occultes "Fais ce que dois!". Voilà un dicton que j'appliquerai dès

... de la convocation à Wewelsburg il y a trois semaines, on m'a bien précisé de devenir intraitable et que si les circonstances voulaient que je continue le travail engagé, - eh bien ! - cela serait identiquement pareil. Suis ton

Le 18 Prunet, eut lieu la cérémonie du solstice durant laquelle Fr et moi-même avons prêté le serment de remplir de notre mieux nos devoirs .... d'Ovates (illisible). Vu les commentaires de nombre de personnes présentes à la cérémonie je me dois de préciser que la seule raison pour laquelle j'ai refusé de porter la tunique verte et la suivante; je ne m'en sens pas digne et ai préféré la couleur de la putréfaction pour entamer cette nouvelle carrière. Combien de gens pouvaient comprendre cela? Voilà pourquoi je me tus.

Brussel

04 Hencet 50

Je n'ai pu veiller à compléter mon cahier vu les dernières circonstances - Je veux - mais qu'y faire, déménagement d' (illisible) Ce week end fut couronné succès. Encore une date qui ~~fixe~~ je pense sera historique. Une alliance de principe entre bien des groupes néerlandais et flamands est à présent constituée. Ils ont compris que (il a fallu un certain temps) la seule solution commune est de se mettre au diapason de l'autorité allemande, dont, (illisible) Wewelsburg sommes l'intermédiaire pour l'Europe germanique.

Ce soir devait se dérouler un DB. Comme de bien entendu, le seul à avoir menacé celui-ci de sa présence est à nouveau ma bête pomme.

Je commence à être persuadé qu'Herman tient à m'évincer et à me (illisible), me court-circuiter comme il l'a fait avec ses meilleurs collaborateurs hollandais, puis belges dans l'UNS et d'autres groupes encore. Cette journée devait être couronnée par la nouvelle rapportée par Marc Laby. Herman veut dissoudre la Phoenix. Voilà qui précise bien des courants d'idées dans lesquels je ne tiens encore à identifier. - NON GRATA - pour sabotage au moins par égocentrisme habilement camouflé.

Brussel

05 Hencet 50

Hier absence d'Herman, aujourd'hui absence du même individu. Aucun avertissement reçu de sa part concernant suppression de réunion. Bien des personnes présentes: Norbert, Yves, Jean-Lou (qui s'est tapé A-R BXL - Rhodes, Jo (dont H. profite), Marc Defe (qui malgré ses problèmes familiaux et financiers, s'est dérangé) et moi-même (dont je tairai les problèmes tant ils sont indissolubles).

Je me suis rendu avec Marc à minuit au Laidy. Là, m'a-t-on dit, Herman a attendu (Quel culot! et de par cela quelle impolitesse) jusqu'à 1100 pour enfin paraître. Il a laissé comme mot au patron du lieu qu'il enverrait des circulaires précisant que plus aucune réunion ne se déroulerait jusqu'à fin août -! Quelle habile manœuvre! De ce fait il fuit la résolution des problèmes latents, met en question le camp d'été du Phoenix, se défile, pour fuir, à la vue des collaborateurs les plus (anciennement) motivés.

Voilà deux réunions de purement sabotées.

Ma mémoire restera grande !!

L'Aulne de vie ne sera pas un nouvel UNS!

Je remarque par l'abondant courrier reçu que Christian prend ses fonctions à coeur. " Pourvu qu'il sa dure " (Lehtia)

En revenant à Herman, Karl avait comme à l'habitude raison. H. n'est qu'une sorte de musulman occidentalisé - à ma connaissance quatre enfants plus un en route et trois femmes, doublé d'un pleutre et d'un rêveur casqué.

Brussel

13 Hencet 50

La semaine qui vient de se dérouler fût un cauchemar.

- Ai dû supporter les problèmes psychologiques de X,9....; les demandes de mise à "disposition" émanant de Karl -, plus pénible ! Herm

et enfin les circonstances n'arrêteront pas de s'aggraver.

Hier maman fut la victime d'un nouvel infarctus.

Aujourd'hui succédant à hier 6 Herman - 10000 francs de plus de dépenses pour

...mon compte, qui lui se trouve déjà à la valeur négative dite "abyssale".  
Aurais - je eu droit à un baume au coeur? Non. Un coup de téléphone de Marco a  
travers duquel je sentis cette arrogance totalitaire caractérisant un total ma  
d'intérêt pour les cons(tout ça déduit facilement!) et une tendance à demander  
encore plus à celui qui déjà s'est saigné selon la formule française "aux qua  
veines"! Comment en sortir? Ce sont encore là parmi les meilleurs.  
Quand donc ce tunnel en finira -t-il donc? J'ai moralement fondu.

=====

# Gendarmerie

District WAVRE

Brigade OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

N° 5411

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Suite à la notice n° 140/84 de  
Monsieur le Juge d'Instruction  
SCHLICKER à NIVELLES.

\* \* \*

En cause de :

ATINUS Paul, 38, avenue des  
agodes, BRUXELLES.

concerne :

meurtre de l'intéressé.

\* \* \*

SUBJET :

enseignements d'ordre général.

94652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui six août

neufcent quatre-vingt-quatre à 1900 h es ;

Nous soussigné(s) JACQUET Jean-Pierre, Adjudant-Chef

de gendarmerie,  
en résidence à OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à la notice rappelée en marge, nous informons  
Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER à NIVELLES que le  
carnet toilé dont question a été transmis à Monsieur le Procu-  
reur du Roi à NIVELLES, dans le cadre de la notice n°  
45.41.6879/83.

Dont acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

326

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 694

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

cause de :

INUS Paul.

igé suite à l'apostille  
140/84 de monsieur le juge  
nstruction SCHLICKER.

9220- Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4215 Cat. S.R.F.B.)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix-huit juillet mil  
neufcent quatre-vingt-quatre à 14.00 he s;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre, 1 ML

de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~notre uniforme~~  
...nos habits civils; informons Monsieur le juge d'instru  
tion SCHLICKER que l'expérience demandée dans son apostil  
ci-jointe a été réalisée le trois juillet 1984. Ces devoi  
ont fait l'objet de notre PV 635/84 transmis au parquet d  
Nivelles le 10.07.84. Un dossier photographique a égaleme  
été établi et joint à ce PV.

Dont acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

d M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

327



# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 693

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

P.V. SUBSEQUENT.

PRO



JUSTITIA

Audition de :

VAN HOUTVINCK Mireille, dliée  
à Court-St-  
Etienne, rue de Limauges ,  
n° 6.

Rédigé suite au dossier n°  
140/84 de Monsieur le juge  
d'instruction SCHLICKER.

Ce jourd'hui dix-sept juillet

neufcent quatre-vingt-quatre

à 09.30 l. des

Nous soussigné(s) SANPETEGHEM Jean-Pierre et FIVET Jean,

sous-officiers de gendarmerie

en résidence à B.S.R. de WAVRE

revêtu(s) de ~~notre uniforme~~

...nos habits civils; informons Monsieur le juge d'inst  
tion SCHLICKER que suite aux reconstitutions effectuées  
21 juin 84 et le trois juillet 84, nous avons entendu V.  
HOUTVINCK Mireille laquelle était présente lors de ces  
voirs. L'intéressée, tout comme nous, a constaté que les ca  
téléphoniques, utilisés pour ces reconstitutions, cassaien  
à chaque fois. VAN HOUTVINCK maintient ses déclarations  
térières en ce qui concerne la position du corps de LAT  
alors que les poids utilisés pour cette reconstitution  
étaient inférieures au poids de LATINUS. Son audition n'  
rien apporté de concret.

Dont acte,

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

92230- Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 4315 Cal. S.R.F.B.)

328



Le 17 juillet 1984 à 09.30 heures, nous entendons :

V A N H O U T V I N C K Mireille, Josette, divorcée, née à Cou  
St Etienne le 30 janvier 1947 et y domiciliée rue  
Limauges, n° 6, qui nous déclare :

" Je m'exprime en langue française. Lors de la reconstitution  
vous avez fait dans ma cave à l'aide de poids d'altère représen  
cinquante-cinq et ensuite cinquante kilos, j'ai constaté avec v  
que le cable téléphonique a cassé à chaque fois. Lorsque vous a  
fait la deuxième reconstitution le trois juillet 84 le cable a  
nouveau cassé avec quarante deux kilos. -----

Je ne me souviens pas de quelle façon les noeuds étaient fai  
la corde, ni au plafond ni autour du cou de Latinus. Je confirme  
core une fois que ses pieds pendaient dans le vide et lorsque j'  
coupé la corde, il avait la tête plus haute que la mienne.-----

( Après lecture, persiste et signe au présent.)

Dont acte,

*Vau Boutin*

*[Signature]*



Ce mercredi 9 janvier, lors de la première séance de la réouverture du procès, M. Jean-Pierre Jaspar, Premier substitut du Procureur du Roi, va sans doute tenter dans son réquisitoire, de reconstruire un dossier d'accusation pour fabriquer «le» coupable: Michel Graindorge.

Pour nous, il est temps aujourd'hui de démontrer la machination politique dont Graindorge fut l'objet principal, machination que cache mal la «stratégie de la rumeur» organisée, à l'aide de certains journaux serviles, par des services occultes et plus particulièrement par la Sûreté de l'Etat.

Machination que cache mal aussi le réquisitoire du Premier substitut Jaspar le 7 décembre dernier, car l'analyse précise des pièces du dossier permet, en se basant sur la minutieuse instruction d'audience, de démontrer qu'une série de points fondamentaux repris dans l'accusation du

Parquet étaient faux. Nous devons exiger que le Parquet s'explique sur ces mensonges, ces déformations grossières, ces méthodes d'investigation peu honnêtes destinées à fabriquer un coupable, quasi à n'importe quel prix.

Machination que cache mal, enfin, ce que nous croyions honnêtement, être l'hypothèse la plus crédible, celle d'une mise en scène de la Sûreté de l'Etat, visant à camoufler une évasion de Besse couverte par elle pour obtenir Mesrines, en faisant «porter le chapeau» à un homme dont les activités de défense des prisonniers les irritait au point de le désigner. n'est-ce pas Monsieur Raes (patron de la Sûreté), comme un ennemi à écarter à n'importe quel prix.

Voyons les faits, voyons les pièces.

Un mot d'abord sur la publication de celles-ci dans POUR. Plus encore que pour la publication dans notre journal des

lettres et documents de la BSR prouvant le fichage politique et syndical, plus encore que pour la publication des lettres signées par le Commissaire général aux délégations judiciaires J. De Gryse et des documents internes de la P.J. prouvant l'existence illégale des microfiches B «personnes morales», nous affirmons que les pièces que nous publions doivent être du domaine public.

Que le Parquet n'émette pas une parole d'indignation à ce sujet, notre «canard», malgré tout le mépris que certains lui témoignent, ne fait que publier des pièces qui rétablissent la vérité, que certains s'étaient complus à bafouer à l'ombre d'une soi-disant instruction «secrète». POUR respecte l'esprit de la loi qui exige la publicité des débats et rend publique dès l'audience les pièces de l'instruction. Voyons les donc...

août.

Cette conférence de presse est un scandale! Pourquoi?

- Parce que M. Devos énonce quatre préventions contre Graindorge, sans dire à la presse que certaines préventions ne seraient peut-être pas retenues en cours d'instruction, ce qui fut le cas. Cette présentation à la presse tendait volontairement à exagérer l'affaire, à exciter la presse à sensation à se déchaîner contre cet avocat «politique» (voir La Lanterne du 5 septembre 1979).

- Parce que M. Devos n'a donné aucune preuve (et pour cause, il n'y en a pas dans le dossier) permettant à la presse

culpabilité très grave de Graindorge. On sait aujourd'hui combien cela est faux.

- Parce qu'il n'a pas rappelé et souligné à la presse qu'en matière de droit pénal, le principe fondamental est que tout prévenu est présumé innocent. M. Devos aurait voulu laisser entendre l'inverse qu'il n'aurait pas fait mieux!

Cette conférence de presse, c'est la «carte blanche» à la «divulgaration» par une certaine presse à sensation de ragots calomnieux contre Graindorge. Dès ce jour, le secret de l'instruction perdra son auréole de virginité au fur et à mesure que des «tuyaux» seront fournis (de manière informelle bien sûr) par le Parquet.

**LA LANTERNE** 12 F

5 septembre 1979

19

A Saint-Léonard aussi,  
des clients de Me Graindorge  
étaient armés

**L'AVOCAT**

**inculqué**

L'alloire Graindorge et C<sup>e</sup>

Des graphologues étudient  
des documents susceptibles  
de trahir un coup de théâtre

VENREDI 5 OCTOBRE 1979

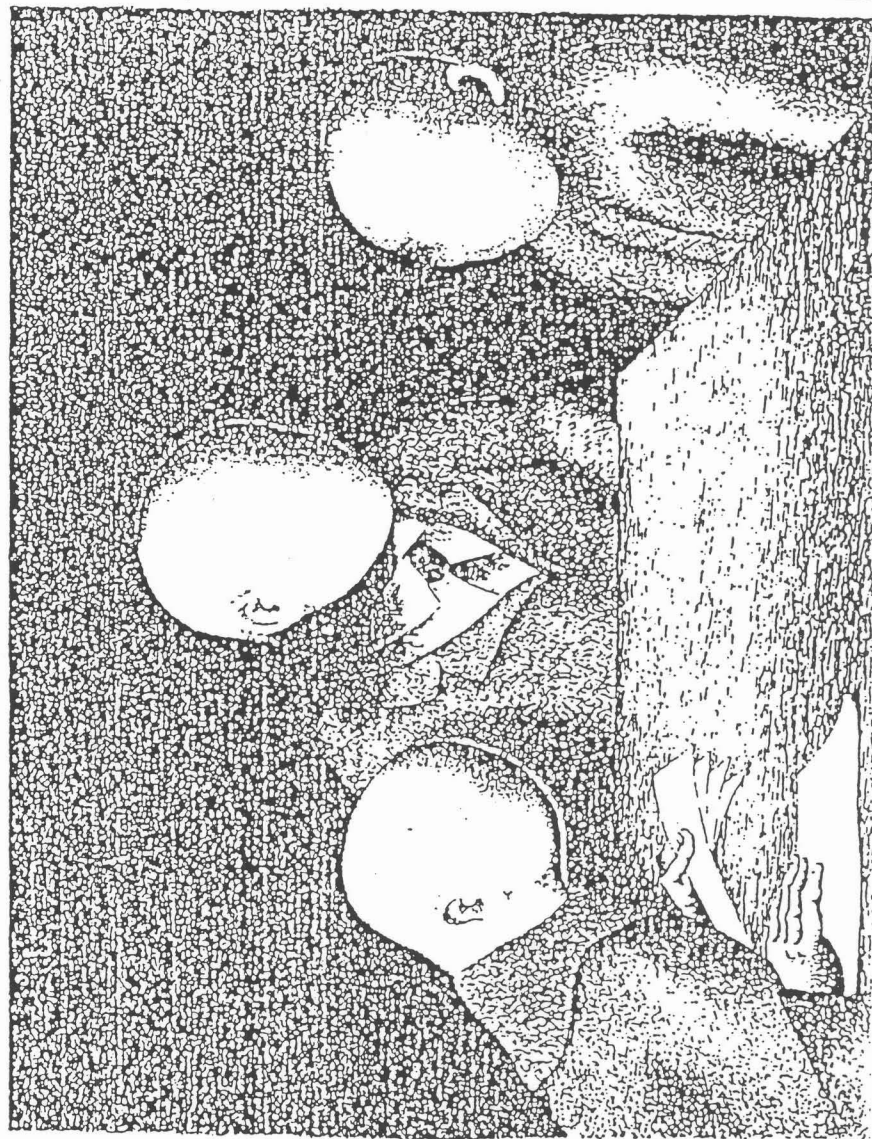
Comme

...teur ou

POINT C

et macination politique...  
sont les trois axes d'une mise en scène de la Sûreté de l'Etat  
pour camoufler une évasion de Besse  
«couverte» par elle pour obtenir Mesrine  
et faire de Michel Graindorge le coupable tout désigné

# UN DOSSIER FABRIQUE PAR LA SURETE DE L'ETAT



## 1. La stratégie de la rumeur

Le 4 septembre 1979, le premier Substitut du Procureur du Roi de Bruxelles Devos, tient une conférence de presse à propos de l'arrestation de Graindorge qui a eu lieu le 31 août.

Cette conférence de presse est un scandale! Pourquoi?

- Parce que M. Devos énonce quatre préventions contre Graindorge, sans dire à la presse que certaines préventions ne seraient peut-être pas retenues en cours d'instruction, ce qui fut le cas. Cette présentation à la presse tendait volontairement à exagérer l'affaire, à exciter la presse à sensation à se déchaîner contre cet avocat «politique» (voir La Lanterne du 5 septembre 1979).

- Parce que M. Devos n'a donné aucune preuve (et pour

de mesurer le bien fondé des accusations.

- Parce qu'il a dit que Graindorge risquait la perpétuité, ce qui, volontairement, tendait à présenter comme certaine la culpabilité très grave de Graindorge. On sait aujourd'hui combien cela est faux.

- Parce qu'il n'a pas rappelé et souligné à la presse qu'en matière de droit pénal, le principe fondamental est que tout prévenu est présumé innocent. M. Devos aurait voulu laisser entendre l'inverse qu'il n'aurait pas fait mieux!

Cette conférence de presse, c'est la «carte blanche» à la «divulgaration» par une certaine presse à sensation de ragots calomnieux contre Graindorge. Dès ce jour, le secret de l'instruction perdra son aureole de virginité au fur et à mesure que des «luyaux» seront fournis de manière infor-

33065





autres titres "meilleurs" du la Dernière Heure lors de l'arrestation de Van Oirbeeck etc. on y sous-entend que de prison le cerveau du réseau aurait fait abattre le point faible Toumaniantz par le tueur Somville. Encore un petit bravo pour ce travail bien fait et passons à la deuxième démonstration.

«L'AFFAIRE»  
dimensions internationales

Me Michel Graindorge  
et Me Odette Haas seront lue  
devant la chambre du con  
qui a confirmé vendredi  
les autres mandats d'arrêt

**Graindorge de plus en plus enfoncé**

**Le Fort Chabrol d'Evere**  
**lié à l'affaire Graindorge**

1) cohabitent avec des «collaborations spontanées» telle celle d'un «brave pensionné» (et il a 51 ans lors du fait!) qui se «distrait» en notant de sa fenêtre, toute la journée, durant plusieurs mois, les allées et venues, les plaques de voiture, des gens se rendant rue des Coteaux au «Comité de défense des prisonniers politiques en RFA» (Document 2). Cette «collaboration spontanée» est recueillie par l'inspecteur Godfroid Frédéric, le même qui recueillera «les aveux» non-signés de Ghassoul (Document 3).

Faux aveux, grossière provocation politique, qua d'ailleurs Ghassoul se chargera de démentir lui-même dans «Le Soir» en sachant combien il lui en coûterait de contrarier les «politiques» de la P.J. ou la Sûreté de l'Etat. C'est sans doute un hasard aussi si c'est le même officier de la P.J., M. Frédéric Godfroid, qui arrangera à sa manière les interrogatoires de Françoise Villers et de sa soeur, comme l'audition à pu nous le faire apparaître.

A côté des dénonciations anonymes, des «collaborations spontanées», des «faux aveux», des interrogatoires «arrangés», il y a les P.V. qui témoignent de la démarche politique évidente des enquêteurs.

En effet, à partir du 26 septembre, le Parquet, face à la montée croissante des protestations de l'opinion publique, déclenche une vaste opération politique où l'utilisation des Microfiches B (voir POUR n° 283) confirmées à l'audience par l'officier Reyniers Frans, prend sa pleine signification. C'est en effet à partir de ces «fiches» de «moralité» que plusieurs autres personnes sont arrêtées (Document 4).

[illegible]

Je dois vous signaler que mon chef de Brigade actuel, Mr Tallier, m'a demandé de lui faire un rapport verbal à la sortie de votre cabinet et de lui faire un rapport écrit de ce que j'é vous ai déclaré.

A votre question, je vous réponds que je ne suis pas un homme des extrêmes, ni de droite, ni de gauche. D'ailleurs, durant la seconde guerre mondiale, mon père a été prisonnier de guerre.

Lecture faite, persiste et signe  
approuvé la biffure de 7 mots.

*Crepaz*

*[Signature]*

PCUR - chant du cygne 1° 416-417

- hebdo spécialisée dans révélation des toujours exactes
- analyse des RÉVÉLATIONS DE PCUR

Page 60 : Pour en savoir un peu plus ....

1. - Procédé classique : la personnalité interrogée est prof. d'univ. d'innocence impartiale, criminologue donc compétente, or cet article contient une série de contre-vérités grossières.
2. - ECOUTES TELEPHONIQUES: il a été affirmé (RTEF) que la Sûreté emploie de telles pratiques, mais jamais aucune preuve n'a pu être apportée aucun fonctionnaire n'oserait le pratiquer parceque désavoué et exp. Il est simple d'avancer certains faits, il est plus difficile d'apporter un embryon de preuve.
3. - Raes : Albert RAES est administrateur Directeur Général (voir annuaires administratifs) - Raes n'a jamais été fonctionnaire aux Affaires Etrangères mais magistrat du Parquet (Substitut à Bruges, entre autres.)
4. - RECRUTEMENT : ignorance de Mr Van Cutrive ou malveillance ... Réalité : les fonctionnaires de la Sûreté sont, comme les agents de l'Etat, recrutés par concours organisés par le ~~XXXXX~~ S.P.R. et publiés au Moniteur Belge.  
Épreuves : ouvert à tout belge détenteur d'un ~~XXX~~ C.B.V. et d'un diplôme pour études supérieures.  
Moins de 20% du personnel de la S. provient de l'APPAREIL POLICIER.
5. - La S. a accès partout : les fonctionnaires de la S. n'ont aucune qualité judiciaire, de ce fait nul n'est tenu de leur fournir des renseignements.
6. - La S. est subordonnée au Ministère de la Justice, elle n'est donc rien maître de ses informations, mais elle est tenue de répondre aux seules injonctions ou demandes du Ministre.
7. - Voir 6 : L. dépendance vis-à-vis du Ministre de l'Intérieur provient de la seule imagination de J.C.G.

Conclusion : Après 5 ans de recherches, Girat et ses collabos ont écrit ces brillantes révélation sur la S.; après analyse, on peut juger leur sérieux. Si tout est vraiment publié par PCUR du même tonneau, laissons aux lecteurs juger de leur crédit.

J.C.G. Jean Claude Girat



Le jour de son décès, vers 21 heures, j'ai vu Paul Latinus descendre d'un taxi. Une fois hors du taxi, il a payé le taximen. Je pense que ce jour-là, l'éclairage public ne fonctionnait pas. Paul Latinus m'a saluée avant de rentrer chez Mireille Van Houtvinck. Je lui ai dit bonsoir. Nous n'avons pas parlé. Il ne semblait pas dépressif, il ne titubait pas. Lorsque je l'ai vu, je venais de terminer quelques travaux dans mon jardin et allais rentrer chez moi mettre les enfants au lit. Vers 21 h 30, 21 h 45, tous les chiens du quartier ont hurlé à la mort y compris le chien de Mireille et le mien. Mon mari s'était rendu chez ses parents. Je l'attendais en regardant la télévision. Vers 23 heures Mireille Van Houtvinck est venue sonner chez moi. Elle sentait fortement l'alcool. Elle m'a dit que Paul Latinus s'était pendu et qu'il fallait que j'appelle la gendarmerie. Je lui ai demandé s'il respirait encore et elle m'a répondu que oui. Je lui ai dit d'aller vite le dépendre. J'en ai déduit au cours de cette conversation, qu'elle n'avait pas dépendu Paul Latinus lorsqu'elle était arrivée chez moi. J'ai téléphoné au 906 afin de leur faire part du message de Mireille Van Houtvinck en leur disant qu'elle se trouvait en état d'ivresse et pouvait raconter n'importe quoi. Personne dans le quartier ne croit à la thèse du suicide de Paul Latinus.

Une semaine après son décès, j'ai remarqué pendant environ 3 mois des choses bizarres dans mon habitation; par exemple, pendant une de mes absences, le radiateur électrique que j'avais éteint, se mettait à fonctionner. Je trouvais la radio allumée quand je regagnais mon domicile. Le chien enfermé dans le garage, était retrouvé dans le jardin en liberté et la porte du garage fermée. J'avais l'impression qu'on voulait me faire peur. Lorsque je téléphonais, j'entendais un déclic qui me faisait penser qu'un enregistreur écoutait mes conversations. A votre question, je vous réponds qu'il est exact que j'ai demandé à Mireille pourquoi elle ne téléphonait pas de chez elle à la gendarmerie. Elle m'a répondu qu'elle ne savait pas car Paul s'était pendu avec le fil du téléphone. Le jour des faits à 23 heures, la conversation a été la suivante :

"Mireille Van Houtvinck est venue sonner chez moi, je lui ai ouvert. Elle m'a dit : "Hélène, téléphone vite au 90(1 ou 6), Paul s'est pendu". Je lui ai répondu : " Pourquoi ne téléphone-tu pas de chez toi ?" Elle m'a dit : " Le téléphone est en panne, Paul s'est pendu avec le fil". Je lui ai demandé : "Est-ce qu'il respire encore ? " Elle m'a dit "Oui". Je lui ai demandé : "est-ce que tu l'a dépendu ?". Elle m'a répondu "Non". Sur ce elle est partie. Elle est revenue deux ou trois fois avant l'arrivée des gendarmes et ce dans un laps de temps de 10 minutes. Elle me demandait chaque fois, très énervée, si j'avais bien averti la gendarmerie. Elle ne m'a cependant pas donné d'autres explications.

Je dois dire que je n'ai jamais remarqué de voitures suspectes dans la rue avant le décès de Paul Latinus. Je n'ai jamais remarqué que Paul Latinus recevait du monde chez lui. Pendant les absences de Paul Latinus, Mireille Van Houtvinck recevait d'autres hommes. J'ignore leur identité. Je savais quand Paul Latinus était présent chez lui parce qu'il laissait alors sa vieille voiture dans le sentier.

Lecture faite, persiste et signe.

*C. Egras*

*J. Riviere*



# Gendarmerie

District DE WAVRE

Brigade BSR

N° 923

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECTS

LATINUS Paul

Audition de:

LAMMERS, Eric, incarcéré  
prison de Forest

Rédigé suite apostille  
n° 140/84 de Mr le Juge  
d'Instruction SCHLICKE  
de Nivelles

98632 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 4113 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-cinq septembre mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1330 heures ;

Nous soussigné(s) DUSSART, Guy ADC

de gendarmerie,  
en résidence à BSR WAVRE non revêtu(s) de notre uniforme ;

Faisant suite à l'apostille rappelée en marge, certi  
fions avoir extrait de la prison de FOREST le nommé:  
LAMMERS, Eric, Yves, Emmanuel, né à LA HESTRE le 2-9-60 et  
actuellement détenu à la prison de FOREST, qui  
nous déclare aux date et heure que dessus:  
"Je désire m'exprimer en langue française. Pendant quelque  
mois en 79 et 80, j'ai sympathisé avec certains membres du  
Front de la Jeunesse; Jean-Louis NEMRY, Jean-Marie PAUL,  
GILSON, François DOSSOGNE, Jean-Philippe VAN ENGELAND, Ren  
FROMENT, Walther RODE, etc...J'étais plus intime avec  
Jean-Marie PAUL et un certain Alain WEYKAMP. Je n'ai cepen  
dant jamais souscrit d'inscription au front de la jeunesse  
et mes activités, en dehors des réunions (briefind ?), se  
limitaient au plan sportif et tir toutes armes. C'est par  
Marcel BARBIER, que je connaissais auparavant, que je suis  
entré au WNP. A ce moment, j'ai rencontré LIBERT; c'était d  
but 81, LIBERT m'a proposé de faire partie d'un groupement  
parastatal travaillant pour la Sûreté. Le travail consiste  
rait à des surveillances, des filatures de personnes subve  
sives, par exemple des gens travaillant pour la Lybie, le  
KGB et des bulgares. Ces propositions seraient fortement  
rémunérées, selon LIBERT, mais il n'a jamais été cité de  
chiffres. On se réunissait deux fois par semaines chez  
DADDET pour discuter

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

ce fut rue de Parme 42 et ensuite rue du Mont Blanc. Par après, ces cours furent donnés dans un appartement de la rue de la Forge, N° 6 ou n°7, dans lequel se tenaient des permanences de nuit et où se trouvait un ordinateur. Entr-autre, ces permanences avaient un but bien précis, c'est-à-dire préparer à l'époque, l'arrivée du Colonel TEJERRO. Il m'a semblé entendre que c'était organisé par le réseau ODESSA. Durant cette période, je me souviens avoir vu un fichier (petites fiches de couleur) contenant des personnalités de gauche, personnalités placées ensuite en ordinateur par un russe nommé ELNNIAKOFF, surnommé MULLER. De toutes façons c'était un MULLER qui introduisait les renseignements en ordinateur; d'après moi il a fait partie de l'OAS. Je sais qu'il était payé 8000 Frs par mois par la Sûreté pour compiler sur l'ordinateur. C'est LIBERT qui me l'a dit. Personnellement je n'ai jamais perçu aucun salaire au WNP malgré de nombreuses promesses. J'ai seulement perçu des remboursements pour des frais d'essence. Au point de vue activités du WNP:

1) suite à une agression sur BARBIER ( qui avait reçu des coups de couteau de Nords-africains) nous avons effectué des recherches en ville et, pour nous défendre, LIBERT m'avait remis un COLT .45- lui-même portant un revolver 22- les autres avaient des couteaux. LIBERT nous avait dit de montrer notre carte de membres (du WNP) en cas d'interpellation par la Police ou la Gendarmerie. Je me souviens que nous avions demandé à des gendarmes si le groupe d'arabes, se tenant habituellement près du GB QUICK de la Porte de Namur, n'avait pas été vu. Les gendarmes nous ont donné les noms des arabes qu'ils ont sorti de leur terminal dans leur véhicule. Par après nous avons visité tous les établissements et hopitaux mais sans résultat. LIBERT se présentait comme étant de la Sûreté en présentant une carte SIPO ( du WNP) avec sa photo et une empreinte digitale.

2) L'affaire Espéranza:

des surveillances étaient organisées au domicile d'une femme du type pakistanaise ( basanée et longs cheveux dans le dos) rue des Eperviers 27 ou 37 à ETTERBEEK. Y participaient : marc VANDERMEIREN, Michel DEBONDT, Michel LIBERT, Marcel BARBIER, un certain Bernard, Marc DE JODE et sa femme. Un autre groupe s'occupait d'une affaire de "came" avec CALMETTE et LATINUS ( groupe TRIDENT) mais je n'en sais pas plus. J'ai seulement appris qu'ils tentaient de démanteler un groupe bulgare. D'après LIBERT, cela aurait bien marché car il disait que ses supérieurs ( Sûreté) étaient contents. .../...

-----  
3) à de nombreuses reprises nous avons servi de courrier au groupement et cela se déroulait à la gare du Midi et à la gare Centrale.

Nous étions en surveillance et devions repérer un homme avec un journal (la dernière heure) plié sous le bras. Nous devions l'interpeler et nous exhiber mutuellement une carte orange, et citer un chiffre-code lié au groupe "date-heure". Soit un paquet, soit une enveloppe nous était remis que nous remettions à LIBERT. Cela a duré plusieurs mois. J'ignore ce que contenaient les colis et enveloppes. Personnellement je n'ai jamais eu de contacts discrets ni des cours avec des membres de la Sûreté. Tout ce que je sais, c'est que LIBERT nous avait brossé un tableau des gens de la Sûreté dont il fallait se méfier, car, disait-il, ces personnes travaillaient pour le KGB. LIBERT nous avait cité RAES, DEVLIEGERE et SMETS. Par contre il nous avait cité des gens valables comme Joseph KAUSSE et son équipe. Je n'ai pas suivi l'incendie "POUR" étant à l'école à cette époque. Personne du WNP ne m'en a parlé et lorsque j'en ai parlé à VAN ENGELAND, il m'a dit qu'il n'avait rien à voir avec ce. En ce qui concerne le GAP, il a effectivement existé, je sais qu'il s'agissait d'un groupe de protection avec pouvoir très étendus dans le groupement, allant jusqu'à faire des perquisitions au domicile des membres. Je ne connais qu'une personne qui en faisait partie et surnommée "le bancal" parce qu'elle boîtit. Je ne connais pas la signification des lettres GAP. En dehors du "bancal", je n'ai jamais vu personne assurer une espèce de protection de LATINUS.

J'ai été attiré par ce groupement parce qu'il avait l'air sérieux et que nos chefs, en désignant nos ennemis comme faisant partie du KGB, nous incitaient à des activités des plus correctes. J'ai su tout de suite que le groupement était sous tutelle de la Sûreté et non infiltré, c'est pour cela que j'y suis entré. Ce n'est que lorsque l'on nous a dit de nous méfier de certains que nous avons compris ce qu'il se passait, car nous étions persuadés d'agir léga<sup>le</sup>ment. Je suis entré au WNP au début 81 jusqu'au moment de mon arrestation le 4-10-83. J'ignore qui établissait les contacts avec la Sûreté mais je sais qu'il existait une réunion mensuelle au café "La Toison d'Or". J'ai très peu rencontré LATINUS, après l'affaire Espérance lorsqu'il m'a parlé d'aller en LYBIE et lors de l' n ou l'autre cours. La dernière fois que je l'ai vu, c'est lors d'une confrontation devant le commissaire MARNETTE (PJ Bruxelles). Comme amie de LATINUS, je n'ai connu qu'une espagnole aperçue lors d'une fête à LONDERZEEL.

Pendant ma présence au WNP je n'ai jamais entendu parler du dossier PINON. J'ai vu cela dans les journaux. Je n'ai jamais entendu parler de  
do<sup>6</sup> les nazis pendant

En ce qui concerne les services étrangers, j'ai entendu parler du D.E.A. (US stupéfiants), de la C.I.A., des services secrets allemands mais jamais d'autres. Concernant les armes, seul LIBERT m'a prêté une arme comme expliqué ci avant. Par la suite j'ai utilisé des armes de mes amis au stand de tir, soit Alain WEYCKAMP et PHILIPPE Christian. En ce qui concerne mon père, il n'a jamais eu d'armes et n'est jamais venu au tir avec moi. Je suis certain qu'il n'a jamais eu de contact avec la Sûreté et encore moins avec SMETS. Pendant ma détention du 4-10-83 au 27-6-84, j'ai subi toutes sortes de menaces et pressions de NEMRY, soutenu par ses amis; j'ai demandé à mes parents de m'acheter un gilet pare-balles pour ma sortie de prison. C'est Alain WEYCKAMP qui a vendu le gilet à mon père pour 1400Frs. D'après les prospectus je sais qu'il a été fabriqué par la firme de TEMSE. Il était de couleur blanche avec intérieur noir et a été saisi par la PJ de Bruxelles lors de leur 3<sup>e</sup> perquisition pendant ma cavale en France. J'ignore où WEYCKAMP s'est procuré ce gilet, je suppose qu'il l'a acheté également."

(Après lecture persiste et signe au carnet)

Lors de son audition LAMMERS a parlé d'une somme d'environ 14.000Frs payée par ses parents lors de l'achat du gilet. Il n'était pas certain de la somme exacte. Le père LAMMERS sera entendu ultérieurement.

Donc acte et clos ce 10 dito



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

TRANSMIS  
RENVOYE } a MONSIEUR

J. 31-80

BSL

CABINET  
DE  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION

Michel SCHLICKER

Bur. :

Doss. n° : 140/14

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

ANNEXE :

à BSA Wavre

de bien vouloir entendre Van Engeland sur le  
W.N.P.; de vérifier la date à laquelle il a été  
écroué après sa fuite à l'étranger; de vérifier  
au registre des visites à la prison s'il a reçu  
la visite d'agents de la sûreté.x

Nivelles le 30-07-1985

19

222  
GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 8133

Entré le 31 Jul 1985

26 Sept 85

Le Juge d'instruction,

*[Signature]*

312



Marcel Barbier  
Prison de Saint-Gilles  
060 Bruxelles.

95

Sd. Gilles le 17. 10. 83

Monsieur le Juge d'Instruction,

J'ai l'honneur de vous demander de  
m'entendre sur certains faits et actes et sur la  
personnalité de Monsieur Paul Lortinus qui par mon  
malheur a été dué.

Cette initiative pourrait vous paraître  
inattendue si je ne vous disais que cette affaire est  
indimement liée à celle du double - meurtre de la  
Pastorale.

Mes avocats ont demandé que l'affaire  
Lortinus soit jointe à l'affaire dans laquelle je suis  
impliqué.


Dans cette mesure, il est normal que je contribue  
à l'instruction de l'affaire Lortinus.

Monsieur Lortinus a été l'ami intime  
de ma mère et m'a démoigné de son amitié attentive  
(du moins je le croyais) et m'a instruit des choses  
politiques alors que j'avais à peine 16. 17 ans et ce  
jusqu'à mon incarcération ; donc pendant plus de  
6 ans.

Puis-je insister sur l'urgence  
avec laquelle je voudrais que vous me rencontriez.

Je vous prie d'agréer,  
Monsieur le Juge d'Instruction, l'expression de  
ma respectueuse considération.

Marcel Barbier,



PRO JUSTITIA Police de		Indicateur n° 94
Numéro du DOSSIER		Code n°
PRES LE PARQUET		Procès-verbal n° 4561
Les faits se passent à le		
Poursuites à charge de (responsable civilement, s'il échet)		DETENU Privé de sa liberté  le à
		URGENT Permis d'inhumer Prise de sang Saisie
		COPIE POUR Protection de la jeunesse Fonctionnaire Militaire
du chef de	le Juge près le Trib. de lère instance de Nivelles	Transmis à Monsieur d'instruction SCHLICKER, J. I - le présent procès-verbal <del>initial</del>  - comme suite à son apostille n° 140/84 du 16.10.85
Sur plainte de		- la présente suite au P.V. n° du de la police de à charge de au chef de transmis le
Au préjudice de		- comme suite au B.C.S. n°  le 23.10.1985
Annexes		<del>Le Commissaire de Police</del> Le Bourgmestre, (sé) R. Mommaerts



Le vingt-deux octobre mil neuf cent quatre-vingt-cinq, à  
09.25 heures,

Devant Nous, Vanderlinden Alex, dûment habilité aux fins des  
présentes par Monsieur le Bourgmestre, a comparu notre brigadier-  
chef Dedayne Pierre qui déclare :

"En rapport avec l'apostille mieux rappelée au recto, émanant de  
M. le Juge d'instruction SCHLICKER J.M. de Nivelles, en date du  
16.10.1985, aux termes de laquelle un avertissement devait être  
donné à FRANCK Madeleine, ayant habité à Overijse, Kersebomen-  
laan, nous informons actuellement que l'intéressée séjourne  
pour une durée indéterminée en Afrique du Sud.  
Son adresse exacte pourrait être obtenue chez sa (belle-)fille,  
LECLERE Nadine, ayant habité à Overijse, mais partie depuis le  
6.2.1979 pour Woluwé-Saint-Pierre, rue des Hiboux 1.

Dont acte.

P.V. confirmé devant nous, Vanderlinden Alex, C.A.

Traduit fidèlement du néerlandais,  
le traducteur juré,

J. Vancraenenbroeck.

346

Nummer van het DOSSIER

Brievenregister nr

BIJ HET PARKET :

Code nr

Proces-verbaal nr

4561

De feiten deden zich voor te

op

volgelingen  
laste van  
burgerlijk  
sprakelijk)

hoofde van

klacht van

nadele van

igen

ARRESTANT

SPOEDEISEND

Verlof tot begraven — Bloedproef — Beslag

AFSCHRIFT WEGENS

Jeugdbescherming — Ambtenaar — Militair

Toegezonden aan de Heer

Onderzoeksrechter SCHLICKER, J.M.  
bij de R.B. van 1-ste Aanleg te

— dit aanvankelijk proces-verbaal. NIVELLES NIVEL

— ingevolge kantschrift nr 140/84  
van 16/10/85. —

van de politie van

ten laste van

ult hoofde van

verzonden op

— Ingevolge C.S.B. nr

10 OKT. 1985

(datum)

De Politiekommisario,

Burgemeester

*[Handwritten signature]*

STRAFTS

(Het overbodige doorhalen).

Dit vakje is bestemd voor het parket.

Op tweeëntwintig oktober negentienhonderdvijfentachtig,

om 09.25 uur,

Vij/ Voor ons, Vanderlinden, Alex,

Burgmeester

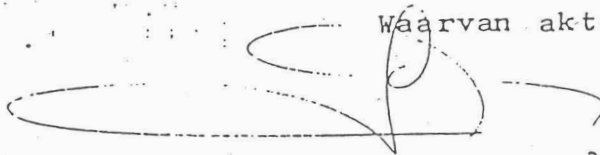
Adjunkt-politiekommissaris, behoorlijk hiertoe gemachtigd door de Heer ~~Politiekommissaris~~  
is verschenen onze hfd. brig. Dedeyne, Pierre die verklaart :-

In verband met het op keerzijde nader vermelde kantschrift  
van de Hr. Onderzoeksrechter SCHLICKER, J.M. van Nijvel dd.

16/10/1985 waarbij een waarschuwing diende te worden afgegeven  
aan FRANCK, Madeleine, gewoond hebbend te Overijse, Kersebomenlaan  
nr.61, brengen wij thans ter kennis dat betrokkene in Zuid Afrika  
verblijft voor onbepaalde tijd.-

Haar juiste adres zou eventueel kunnen bekomen worden bij haar  
(stief)dochter LECLERE, Nadine, gewoond hebbend te Overijse maar  
sinds 6-2-1979 afgeschreven voor St. Pieters Woluwe, rue des Hiboux 1.-

Waarvan akte,



P.V. voor ons bevestigd, Vanderlinden, Alex, A.C.-



PRO JUSTITIA

8/29

L'an mil neuf cent ~~xxxix~~ quatre-vingt-cinq

le 10 octobre à 16 heures 00

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DUFRANE Michel Marcel Julien époux DEBAY Danièle, né à Uccle le  
26 juillet 1950, fabriquant de maquettes,  
domicilié à Ixelles, av du Bois de la Cambré 199

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~sous serment de Dieu~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré  
voulu

Qu. Est-il exact que l'on a Vcréeau sein de la sûreté belge une  
section spéciale de protection (SSP). Quelle aurait été le but de  
cette section spéciale ?

R. Il est exact que fin 1982 Mr Raes a sorti une note annonçant la  
création d'une sectionspéciale dont une partie devait s'occuper de  
protection et une autre partie de renseignements.

Elle aurait été dirigée par Christian Smets. Smets m'a demandé si  
cela m'intéressait d'y entrer. Je lui ai demandé dans quel but  
elle serait créée et quelles seraient ses activités. Il m'a répondu  
que c'était pour faire les "crasses" de Mr Raes. A ma question sur  
les précisions, il m'a dit que c'était pour faire des coups tord.

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

néant

~~ou~~ en tous les cas très spéciaux.

Quelques jours plus tard, j'ai été appelé chez le commissaire en chef qui m'a parlé de ce projet de Mr Raes. Il m'a dit qu'il était fou de faire cela, qu'on allait avoir des ennuis avec la justice et que de toutes façons, le commissaire en chef jurerait jusqu'à sa mort que cette section n'avait jamais existé. Je précise que ce commissaire en chef est Mr Van Gorp.

Je lui ai dit à ce moment que la section était plutôt mal partie.

Qu. A votre connaissance, y a-t-il eu un contact entre la sûreté et la p.J. après le double meurtre de la rue Pastorale du 18.2.1982 ?

R. Non. La sûreté n'a, à ma connaissance, jamais tenu la P.J. au courant de quoi que ce soit; la laissant dans l'ignorance totale alors qu'elle aurait pu, si elle n'avait rien eu à se reprocher, la tenir au courant de ce qu'elle savait.

Qu. Vous a-t-on demandé si vous étiez au courant de certains crimes ou délits qui auraient été commis par certaines personnes approchant la sûreté ?

R. C'est exact que après mon audition par Mme le juge d'instruction Lyna, ~~xxxxxx~~ Mr Raes m'a demandé ce que j'y avais dit. J'ai refusé de répondre. Il m'a sommé de lui répondre prenant même à témoin le commissaire en chef de mon refus. Puis il m'a mis à la porte de son bureau et au moment où je sortais de son bureau, il m'a rappelé pour me poser la question suivante : "Etes-vous au courant de crime ou de délit que nous aurions pu commettre ?". Je lui ai répondu qu'il m'appartenait pas de déterminer ce qui était un crime ou un délit. Mr Raes m'a répondu qu'il voulait une réponse. Je lui ai dit qu'à première vue je n'en voyais pas mais qu'à la réflexion ma réponse pourrait être différente.

Je pense notamment à certains "pillages" commis par des gens de la sûreté lors de visites après la fuite de certains agents de l'est (affaire Lorenzen).

Qu. Est-il exact que lorsque un magistrat instructeur entendait un membre de la sûreté, ce dernier devait faire rapport à ses supérieurs à la sortie du cabinet d'instruction ?

R. Oui c'est tout à fait exact. C'est Mr Raes lui-même qui s'en charge personnellement.

Qu. A votre connaissance, Mr Smets a-t-il fait des rapports écrits de son activité au sein du WNP et si oui à dater de quand ?

R. A ma connaissance, il n'en a jamais fait, si ce n'est quelques rapports anti-datés qui auraient <sup>été</sup> rédigés un week-end après l'écclatement de l'affaire du WNP.

Qu; Est-il exact que Mr Smets connaissait Madame Pinon ?

R. C'était une rumeur persistante qui courrait selon laquelle Smets avait été l'amant de Mme Pinon et aurait participé à certains ballets roses dans le brabant wallon.

Qu. Y a-t-il donc une connexion entre cette rumeur et la fameuse publication du POUR décrivant une piste rose, une piste noire et une piste grise ? (dossier Pinon, affaire Latinus, CEPIC).

R. A mon avis je suppose que c'est par l'intermédiaire de Smets ou De Rock qu'une grande partie des informations est arrivée à POUR.

Qu; Est-il exact que quelques temps avant le décès de Paul Latinus, la sûreté ait demandé des renseignements sur ce dernier aux israéliens ?

R. Il est exact qu'une indiscretion m'a permis d'apprendre que la sûreté avait demandé aux services israéliens des renseignements sur Latinus quelques temps avant sa mort.

Qu. Par quels moyens a-t-on demandé ces renseignements, verbalement et dans l'affirmative au cours de quelle réunion ou est-ce par un autre moyen ?

R. Je pense que c'était par télex.

Qu. Quels sont les opérateurs télex à la sûreté ?

R. A l'époque devaient y travailler Alain Coppens, Dirk Meuret, Marc Verham et un quatrième, francophone, dont j'ai oublié le nom.

Qu. Connaissez-vous un certain THOMAS ?

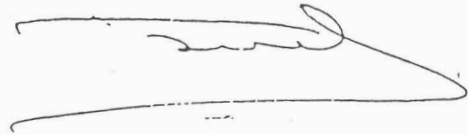
R. Je connais un THOMAS Robert, qui est responsable d'une section de sécurité du Conseil des ministres à la CEE. Il est moniteur de tir. Le Commissaire en chef m'a dit un jour qu'il était moniteur de tir au Front de la Jeunesse et

1005  
226

professeur d'arts martiaux. Il doit habiter av. Franz Van Kalken  
n° 14 à 1070 Bruxelles.

Mr Robert Thomas fait des compétitions de tir avec certains  
Freddy Swaelend, ancien instructeur aux E.S.R. (équipes spéciales de  
renseignements aux paras) et avec Mr Freddy Semoulin des papeteries de  
Tulin. Ce sont d'excellents tireurs.

Lecture faite, persiste et signe.



Paul Latinus m'avait confié qu'il avait un dossier Distrigaz d'où il apparaissait que certains politiciens, dont le ministre De Clerq, auraient détourné de l'argent. Je n'ai jamais vu ce dossier comme je n'ai jamais vu le dossier Pinont dont j'ai seulement entendu parler. Paul m'avait également dit qu'il avait pu voir sa fiche au sein du PRL. Ce parti a en effet un fichage concernant certaines personnes. Il m'a dit également qu'il avait des renseignements sur Mathot et sur ses exploits érotiques. Paul m'avait confié que Mireille Van Houtvinck avait profité d'une de ses absences pour photocopier le dossier Pinont et le distribuer dans certains cafés dans une crise de boisson. Elle aurait fait ce geste pour nuire à Paul. Il m'avait dit également que Mireille le trahissait avec "le canard" notamment que ces contacts auraient eu lieu dans la file du chômage.

J'ai eu d'ailleurs un appel téléphonique de Paul le 20 avril 84, il était en pleine forme, nullement dépressif. Il prétendait qu'enfin le scandale allait éclater sans me préciser lequel. Il m'a parlé également du vol des obus de Florennes en me disant que ce vol avait été fait pour mouiller les écoblés.

Il m'a précisé également qu'il avait une nouvelle petite amie, qui était la fille d'un général d'aviation, en activité ou à la retraite, et qui devait habiter dans la région de Court-st-Etienne. Il n'avait cependant pas pris la décision de rompre avec Mireille car il voulait continuer à l'intoxiquer, c'est-à-dire de lui fournir de faux renseignements qu'elle aurait transmis au "canard". Paul m'a également affirmé qu'un jour de fête du PRL, ou d'une section du PRL, le chauffeur de Louis Michel serait venu le chercher pour le conduire à un lieu de rendez-vous. Lors de cet entretien, Louis Michel aurait demandé à Paul de cesser ses activités contre remise d'une somme d'argent. A ma réflexion, et si cette narration est vraie, je me demande si Louis Michel n'était pas l'émissaire du ministre Gol pour tenter d'étouffer le scandale de la Sûreté qui commençait à transparaître dans les journaux.

M'étant rendu compte que Paul n'était pas clair du tout, je lui ai demandé un jour une explication à ce propos. Il m'a affirmé que Smets était un agent KGB ou sympathisant de l'Est tout comme les gens de la Sûreté, que comme on ne pouvait pas le faire tomber pour ces motifs, il avait décidé de le mouiller dans une organisation nazie. Organisation qu'il aurait un jour révélé en expliquant le rôle de ce commissaire de la Sûreté et ainsi le "canard" serait tombé comme agent néo-nazi. Ainsi personne n'aurait osé le soutenir ou le protéger.

Lors du dernier entretien avec Paul, il était arrivé au stade où "ça devait passer ou casser". Paul avait déjà eu de nombreuses disputes avec Mireille, ce qui ne le perturbait plus.

A mon avis, je suis persuadé que Latinus ne s'est pas suicidé mais qu'il s'agit d'un assassinat.

Lecture faite, persiste et signe.

Lors d'une cérémonie de solstice soit d'hiver, soit d'été, à Haach où se trouvait également Herman De Wachtelaer, dit le chicon, Paul nous a révélé que la femme d'un diplomate ou officier norvégien qui travaillait à l'OTAN et qui était alcoolique profitait que son mari rapportait certains dossiers le soir à la maison de prendre copie desdits dossiers, qu'elle remettait contre finance à des gens de l'Est. Quelques temps plus tard, j'ai lu que cette femme avait été arrêtée en flagrant délit dans la région de Wavre, alors qu'elle remettait des documents relatifs au cockpit du F16.

## PRO JUSTITIA

78

L'an mil neuf cent ~~xxxxxx~~85

le 9 octobre

à

16 heures 30

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, L. Degraeve

INDEMNITÉ

AU

TÉMOIN

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d

prévenu, dans la langue de la procédure.

*rien*

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

BOUGEROL Jean Maurice époux Milaire Claudine, né à Roux le 28 juillet 1934, militaire, allié. à Montignies le Tilleul, rue des Ronces 27

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'ai fait partie des Hospitaliers de l'Abbaye d'Aulne. Il s'agissait d'une association à vocation caritative. Nous nous occupions de réunir des fonds pour l'hospice de l'Abbaye d'Aulne. Cet hospice recueillait des petits commerçants, indépendants à revenus très bas puisqu'ils ont une pension dérisoire. Je suis ensuite entré à la Milice de Jésus-Christ qui est un ordre de Chevaliers créé en 1209 par saint Dominique. Cette milice à son origine a été employée dans la croisade contre les cathares et les albigeois. Cette milice a connu des hauts et des bas à travers

*egray*

312



l'histoire mais a toujours existée. Notamment à cause du fait qu'elle s'est occupée d'inquisition. D'ailleurs le grand prieur de Belgique a toujours le titre de Grand Inquisiteur. Au sein de cette milice nous organisons des séances de réflexion et de prière.

Il est vrai que Marius Henin était membre de cette milice et est devenu prieur de la Maison Saint Eleuthère, c'est-à-dire de l'Abbaye d'Aulne. Marius Henin a occupé des fonctions au sein du cabinet de M. Van Den Boeynants. Bernard Mercier a fait également partie des milices de Jésus-Christ.

Il était d'ailleurs presque un des membres fondateurs de la Milice de Jésus-Christ à l'Abbaye d'Aulne. Il est actuellement professeur à l'athénée de Thuin. Il a occupé des fonctions au Ministère de l'Education nationale.

Personnellement j'ai rencontré deux fois Paul Latinus : je l'ai rencontré une fois au club Prince Albert à Bruxelles. Mr Paul Van Den Boeynants m'a chargé de diriger le Public Information Office qui regroupait tous les conférenciers militaires ainsi que certains journalistes. Je fréquentais ainsi l'IPC au boulevard Charlemagne où j'ai rencontré Favez El Ajjaz qui y tenait table d'attente. C'était un journaliste saoudien accrédité auprès des communautés européennes.

Mr Bernard Mercier occupait des fonctions auprès du CEPCC à Charleroi et entretenait des relations étroites avec la sûreté belge et encore à l'heure actuelle. Il fréquentait de nombreux clubs à Bruxelles notamment le Nem Club fondé par le Nouvel Europe Magazine.

Dans le cadre de mes activités du PIO, on a publié une revue de presse quotidienne, Infor Rep. Cette revue était publiée par la société PDG. Nous avions en effet besoin d'une société civile pour publier cette revue qui ne pouvait pas émaner de la défense nationale. La société PDG nous a été présentée par l'éminence grise de Mr Van Den Boeynants, le baron Benoit de Bonvoisin. J'ignore qui était propriétaire de PDG. Pour nous c'était simplement une couverture.

En 1974, j'ai été rappelé par le SGR ( service général de renseignements) afin de m'occuper de ce bureau de conférenciers et d'étendre son champ d'activités sous forme d'un Public Information Office à créer.

J'ai occupé ces fonctions jusqu'au 17 juin 1979 du côté militaire.

Je dois préciser que Bernard Mercier me donnait certaines informations, en effet au niveau militaire nous avions le sentiment que certains jeunes officiers de l'Ecole Royale Militaire avaient des sympathies pour l'extrême-droite. Tout comme Bernard Mercier renseignait Mr Smets sur mes activités.

C'est ainsi que j'ai été filé à différentes reprises par des voitures de la sûreté, dont les plaques minéralogiques sont CPN 744, EFE 895, DYH 678, BPG 117, CRJ 547, ECU 826, ESH 137 ou 147, DJX 735.

Le PIO était une sorte d'entonnoir de renseignements via les officiers de réserve. Si de cet entonnoir sortait une "goutte" qui n'intéressait pas mon service, elle était remise au service intéressé, sûreté, gendarmerie, etc. A la sûreté de l'Etat, il y avait un ancien militaire de carrière, Jacques De Vlieghe, ancien lieutenant-colonel de la force aérienne qui après un passage au cabinet du ministre Seghers est entré à la sûreté.

J'ai eu donc des contacts étroits avec la sûreté.

J'ai appris qu'un certain THOMAS, officier de sécurité aux communautés européennes avait donné des cours, probablement au Front de la jeunesse.

A mon avis il ne s'agissait pas encore du WNP.

Nous nous sommes intéressés au Front de la Jeunesse car nous avons constaté que dans la mouvance du Front se trouvaient des militaires, Notamment de jeunes élèves de l'Ecole Royale Militaire, de l'ISM Dimitri Dolgoff (fusiller d'assaut) le commandant Tony Dossogne, ancien instructeur au para-commandos et l'adjudant Poncelet ancien para.

L'adjudant Poncelet m'avait dit un jour alors qu'il était comme sous-officier dans une section de sonnel de l'hôpital militaire que Dolgoff, Dossogne et

lui-même faisaient pendant le week-end à titre privé des services d'ordre dans

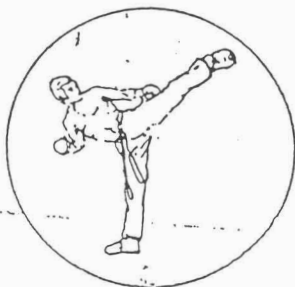
différents manifestations.

Lecture faite, persiste et signe.

*Cognac*

*PM*

*P. Cognac*



Bruxelles  
International  
Kick  
Boxe  
Américaine

La première salle de Bruxelles à vous proposer :

KICK BOXE AMERICAINE  
FULL CONTACT  
SELF DEFENSE  
MUSCULATION  
POWER TRAINING  
EDUCATION PHYSIQUE  
MASSAGE  
SOLARIUM

Ouvert du lundi au samedi de 10 h. à 21 h.  
43 A rue Moris - 1060 Bruxelles  
Tél. : 538 27 61 - 344 14 13

Jean-FRANCIS,  
de la part de PAUL

Recu le 5.10.85  
SL J

PRO JUSTITIA

013

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ 85

le 18 octobre à 10 heures 30

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles,  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et domicile, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DOLIMONT Simone Denise Agnès, épouse Fois Michele, née à  
Buren (A) le 16 avril 1957, employée,  
dliée. à Wavre rue de la Source 10

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~XXXXXXXXXXXX~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'ai fait la connaissance de Paul Latinus fin de l'année 1980,  
début 1981. Je sais qu'il s'est absenté un certain temps audébut  
de l'année 1981. Au début que je l'ai rencontré, il m'a dit être  
un ingénieur de Mol sans travail et qu'il travaillait maintenant  
pouf Mme Goor. A son retour il m'a dit avoir eu des ennuis avec  
un magazine sans me citer de nom, car il avait "mis les pieds  
dans le plat". Paul était généralement accompagné d'un certain  
Jean-Claude Jandrain, habitant 9 rue de la Fraternité à Dion-  
Valmont. Ce Jandrain avait été abandonné par sa mère et avait pour  
relation un certain Mr de Buyst.

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

7619  
niant

Ce Jandrain doit mesurer environ 1m85, il a les cheveux afro. Je peux préciser sa taille car je mesure 1m78. Il s'agit d'un mulâtre. Il hébergeait un prénommé Daniel que j'ai toujours vu en uniforme de para-commando et qui a à peu-près ma taille. Cet homme a vraiment le physique du para-commando et a les cheveux châtain clair. L'épouse de Jandrain qui est une connaissance du lycée, qui se prénomme Marie-Jeanne a été gérante d'un Dêlhaize à Uccle (Fort-Jaco). Je sais que Paul Latinus avait dit à Jandrain que s'il voulait se perfectionner dans les arts martiaux et notamment le close-combat, il devait se rendre chez un certain Francis qui tenait une salle d'arts martiaux à Bruxelles. Ce Francis pouvait tuer sans laisser de trace. Un jour que Paul Latinus était venu me chercher à la bibliothèque, il m'a dit qu'il devait faire un saut par cette salle. Je ne me rappelle plus où était cette salle mais je sais que c'était à 1060 Bruxelles. Je suis resté dans la voiture et je n'ai donc pas vu ce Francis.

J'ai également assisté une fois à un entretien entre Latinus, Jandrain et un certain Robert au café Bonaparte ou Napoléon, place stéphanie à Bruxelles. Ce Robert devait faire partie de la police d'Ixelles. Il avait une certaine difficulté d'élocution. Je me suis installée à une table voisine mais j'ai entendu qu'ils parlaient de filière de drogue. C'est Jandrain qui en parlait. Quand j'ai rencontré Paul pour la dernière fois en novembre 1983, il m'a dit être sur une filière de drogue franco-belgo-libanaise. A propos de cette filière il m'a parlé d'un certain Aladin. Il m'a dit être sur les traces d'un certain Aladin. Je lui ai demandé s'il s'agissait de l'Aladin de la chaussée de Bruxelles (il s'agit d'un bar-dancing privé). Il m'a répondu que oui.

Je connais de vue cet Aladin qui est derrière la bar. Il a le type espagnol. Paul Latinus fréquentait assiduellement Jandrain. Ils étaient souvent ensemble. Ils fréquentaient un café à Wavre, café grec où se trouve actuellement le César-Palace. Le César Palace a toujours eu la réputation d'avoir de la drogue.

Paul ne m'a jamais parlé de politique ni de son mouvement. Je sais qu'il connaissait une espagnole qui s'appelait Héléna. Je n'ai jamais vu cette femme. Cette femme a habité chez la mère de Paul et faisait très bien de la couture. Paul m'a d'ailleurs dit que tout ce qu'elle portait sur elle, elle l'avait cousue elle-même. Pour moi, fin 80, cette Héléne ne se trouvait plus en Belgique.

Un jour, Paul m'a proposé de devenir garde-du-corps d'une princesse arabe pour 150.000 frs par mois. Je ne l'ai pas pris au sérieux.

La seule fois où Paul Latinus a parlé de politique, c'était chez ma mère. Il avait déclaré que les camps de concentration étaient une invention des Américains. Il est très mal tombé puisque le père de ma mère a été interné 8 ans à Dachau comme communiste allemand. Ma mère est en effet originaire de ~~Siegen~~ Siegen.

Je sais que Paul a nourri des sentiments à mon égard, mais ils n'étaient pas réciproques. C'est ainsi que je ne l'ai plus vu à partir de novembre 1983. Personnellement, je ne suis pas convaincue du tout que Paul se soit suicidé, il n'avait pas le caractère à cela.

Je dois vous dire que samedi 12 octobre dernier, j'ai reçu la visite de Jandrain. Il s'était d'abord rendu chez mes parents pour savoir où j'habitais. Comme il n'avait pas eu le renseignement, il s'était rendu à la police et avait obtenu mon adresse. Il s'est présenté. Je le connaissais donc de vue. Il m'a dit que j'allais recevoir la visite de la gendarmerie concernant Paul Latinus. Je lui ai demandé pourquoi. Il m'a répondu que la gendarmerie cherchait un dossier concernant Paul et qui avait disparu au Ministère de la Défense Nationale sous le mandat de Mr Paul Van Den Boeynants. Il ne m'a pas donné d'autres précisions. Il m'a dit aussi que la gendarmerie cherchait aussi un petit carnet bordeau qui renfermerait les adresses des membres du WNP et d'autres personnes impliquées dans certaines histoires, sans plus de précision. D'après ce qu'il m'a dit ça faisait trois mois que lui-même recevait la visite de la gendarmerie à ce sujet.

A votre question, et à la réflexion, le Robert dont j'ai parlé pourrait être quelqu'un de la Sûreté.

D. mony

TH

322

CABINET  
DE  
LE JUGE D'INSTRUCTION

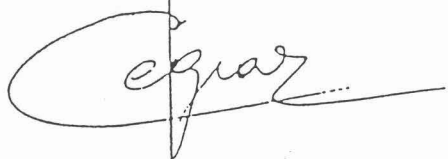
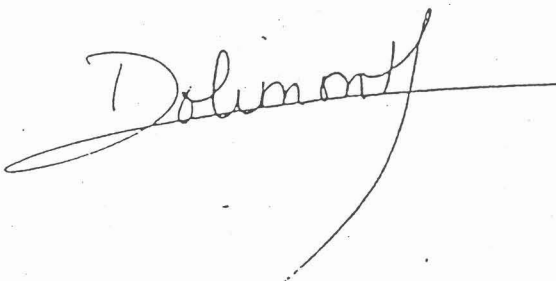
## SUITE DE LA DECLARATION DE

du

Je dois également préciser que Paul Latinus m'avait, en septembre 1982, demandé de travailler pour lui. Mon travail devait consister à assister à des réunions de la gauche, dresser des listes de présence. Ce que j'ai refusé. Il a fait la même proposition à la femme de Jandrain. C'est elle-même qui me l'a dit. J'ignore si elle a accepté.

Lors de la visite de Jandrain, ce dernier m'a dit que le Francis dont j'ai parlé plus haut était actuellement en prison.

Lecture faite, persise et signe.

11

tisfait d'avoir été roulé.

Pour les initiés, Jacques Borsu écrira pour se moquer du juge dans son Bulletin 46 de novembre 1979 «*Le lundi 22 oc-*

tobre 1979, au petit matin, le parquet a effectué des perquisitions à la Maison du Parti. Le Parquet a saisi, entre autres, le stock de notre dernier journal «Europe, en avant» n° 24, ainsi que les photocopies de revue de presse concernant les attaques du journal «POUR» contre le Parti Européen et le VMO. Notre camarade J.G. Borsu fut entendu le mardi

matin pendant trois heures dans les mêmes bureaux. Interrogatoire où la bonne foi des membres du Parti Européen fut largement démontrée... Il est à noter que le Par-

quet a effectué son travail consciencieusement et en laissant preuve d'une parfaite cor-

recion. Nous nous permet-  
tons de noter tout particuliè-  
rement le fait car tous les ser-  
vices de police ne font pas tou-  
jours preuve de la même sèrè-  
nité dans l'accomplissement

*de leur mission...* C'est enfin l'inspecteur principal de la P.J. André Borsu et Robert Chevalier de la Sûreté de l'Etat qui auraient tenté de savoir pour le Parti Européen comment POUR avait les preuves et les photos du camp de La Roche. Et voici le compte-rendu de l'enquête paru dans l'organe de liaison du Parti Européen: "Suite à l'enquête effectuée par le Service et

[illegible]

Handwritten notes:

- 100
- 100
- 100

7

don't une à son autre soeur  
Marcella. Or, ce courrier peut  
être facilement codé. La seule

lettre de Graindorge, du 18 juillet, déposée au dossier, signalait simplement et officiellement la comparaison en Chambre du Conseil.

où par exemple une pièce favorable à Graindorge et évoquée par lui dès le 31 août n'est «retrouvée» par le Parlement que le... 24 octobre. Il s'agit d'une déclaration du juge Durant qui avait été prise en France le 26 juillet.

don't une à son autre soeur Marcella. Or, ce courrier peut être facilement codé. La seule lettre de Graindorge, du 18 juillet, déposée au dossier, signalait simplement et officiellement la comparution en Chambre du Conseil.



7-7-79

20.7	22.7	24.7	25.7	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
------	------	------	------	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

[illegible]

Cette première et significative étude d'une partie importante du dossier nous démontre - nous trouvons bien en face d'une opération politique dont l'ampleur et les méthodes doivent être analysées et critiquées en profondeur.

de recevoir des photographes de  
diplômes, dont je conserve  
240

André, le cœur à l'aise aurait pu se recoucher avec son amie», Mission accomplie. Le juge d'instruction, qui ne voulait pas que Jacques Borsu soit le courant de la perquisition par «indiscretion» sera peu sa-

[illegible]

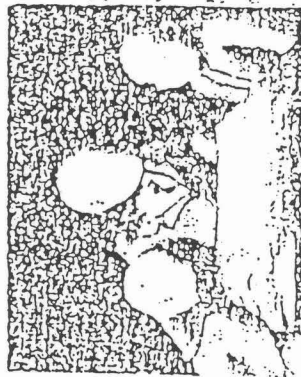
C'est enfin l'inspecteur principal de la P.J. André Borsu et Robert Chevalier de la Sûreté de l'Etat qui auraient tenté de savoir pour le Parti Européen comment POUR avait les preuves et les photos du camp de La Roche. Et voici le compte-rendu de l'enquête paru dans l'organe de liaison du Parti Européen: «Suite à l'enquête effectuée par le Service et concernant le «correspondant» du journal POUR au camp du VMO, de Mismont, nous avons «situé» ce personnage de façon certaine...

**EUROPE**

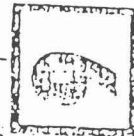
PARTI EUROPEEN (E.P.E.), 80 rue de la République, 1040 Brussels.



### 3. La machination poétique



PRO- JUSTITIA



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PIECÉ

29 JUIN 1979

SIFARDE

Principal

MINISTRE DE L'INTERIEUR  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE JUDICIAIRE

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

... de celui-ci. Copie de l'audition de MESSIE par la ...  
 ... la présente commission rogatoire,  
 ... que MESSIE et Roger SCHMIT ont été entendus  
 ... de MESSIE ont été entendus séparément  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PIECIE

29 JUILLET 1979 FARDE:

SIFARDE

LIBERTÉ JUSTICE

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

celui-ci s'était déjà évadé qu'il  
 tre fût en France et une fois en  
 Es. ne. Cela semblait une  
 enquête indispensable étant  
 donné que Besse clamait sur  
 tous les toits qu'il allait s'éva-  
 der. On peut l'exoliquer par le  
 fait que l'enquête n'était pas  
 nécessaire vu que l'évasion  
 était "couverte" en haut lieu.

2. Ce qui nous pousse à dire  
 cela c'est que par ailleurs Mi-  
 che! Graindorge a affirmé lors  
 du procès que le 19 septembre  
 au matin, en présence de deux  
 inspecteurs, l'officier de la P.J.  
 Poiniers lui a déclaré sur  
 l'honneur que Besse avait pro-  
 posé aux policiers belges et  
 français de leur donner

Mesrine en échange de sa ca-  
 valerie. Interpellé par Grain-  
 dorge à l'audience du 20 de-  
 cembre, Revigners n'a ruié-  
 ment dément les propos qu'il  
 avait tenus se contentant de  
 dire qu'il ne comprend pas  
 car il ne voulait pas avoir la  
 mort d'un homme sur la  
 conscience. La déclaration a  
 nos yeux. Ce n'est pas en la  
 mort de Besse sur la con-  
 science car des amis de  
 Mesrine ont pu avoir accès  
 au dossier de Besse.

Le 19 septembre 1979, les bel-  
 gies belges et français inter-  
 pellent Noëlles Besse et Roger  
 Schmit sur leur bateau. Cra-  
 nia à Cabo de Palos en Espa-  
 gne. Que s'est-il passé lors des  
 interrogatoires? Rien? Noëlles  
 ne sait rien et n'est pas inculpé.  
 Une demande d'extradition  
 est faite par la Belgique à ce mo-  
 ment, ni pour Besse ni pour  
 Schmit (Document 10).

Mais ailleurs il est écrit le 11  
 août 1979 à 13h40 nous avons  
 reçu des nouvelles de Roger  
 Schmit. Exprimons une fois de plus  
 nos regrets pour la mort de  
 Michel Graindorge.

C'est tout le fait que le nom de  
 Michel Graindorge soit effacé en  
 Belgique et que son nom ne  
 soit plus dans les livres de  
 la police belge.

presomptions sur "l'affaire  
 Besse" une cavale "couverte"  
 par la Sûreté de l'Etat et les  
 "politiques" de la P.J. se soli-  
 cite chaque jour.  
 Nous savons maintenant  
 que les apprentis magiciens  
 de la Sûreté ont voulu faire un  
 double.

- avec leur camarades de  
 l'Anti-gang français avoir la  
 peau de Mesrine.  
 - régler le compte à un avocat  
 encombrant, qui a déjà contre  
 le Parquet et la Sûreté dans  
 leurs activités peu claires dans  
 le passé en lui faisant porter le  
 "chapeau" de l'évasion grâce  
 à trois cartes qu'il s'étaient en-  
 maines.

elles conduisent depuis  
 longtemps l'écroulement ap-  
 porte à Vandoeuvre par Che-  
 val, Roland, Assolmans etc.  
 grâce aux écoutes téléphoniques  
 et à leur réseau même grâce  
 à un moyen.

Mais les faits en leur pour-  
 voir ont été si nombreux qu'il  
 paraît difficile de les résumer  
 brièvement. Les faits de la tra-  
 versée aux îles d'Albanie  
 étaient faciles à expliquer  
 par l'absence de leur dossier  
 et l'absence de leur dossier.

Mais nous ne nous satis-  
 sons pas de cela. Nous savons  
 que cela de l'écroulement ap-  
 porte à l'Etat. C'est un trou-  
 ble qui perturbe l'Etat. C'est  
 une de nos batailles et qui trouve  
 à nos côtés les magistrats et  
 les policiers de ce pays pour  
 surmonter ce combat. C'est le com-  
 bat pour nos libertés.

Le mardi 6 novembre 1979,  
 juste après la mort de Mesrine  
 un très haut fonctionnaire du  
 Ministère de l'Intérieur que

... de celui-ci. Copie de l'audition de MESSIE par la ...  
 ... la présente commission rogatoire,  
 ... que MESSIE et Roger SCHMIT ont été entendus  
 ... de MESSIE ont été entendus séparément  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PIECIE

29 JUILLET 1979 FARDE:

SIFARDE

LIBERTÉ JUSTICE

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

... de celui-ci. Copie de l'audition de MESSIE par la ...  
 ... la présente commission rogatoire,  
 ... que MESSIE et Roger SCHMIT ont été entendus  
 ... de MESSIE ont été entendus séparément  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la  
 ... et la police a été informée de la

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PIECIE

29 JUILLET 1979 FARDE:

SIFARDE

LIBERTÉ JUSTICE

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION GENERALE

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

CABINET  
DE  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION  
Michael SCHLICKEA

Bur. :  
Doss. n° : 140/14  
Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

TRANSMIS  
RENVOYE

J. 31.  
68  
à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police


à 13.40... 6.11.40 L.L.N.

Auriez-vous l'amabilité de réentendre Mme Latinus  
au sujet des éléments contenus dans la photocopie.  
Pourrait-elle en préciser la date ?

Pourriez-vous également réunir tous les éléments  
que vous possédez sur Paul Latinus et vous présentez  
à mon cabinet afin d'être entendu comme témoin.

NIVELLES le

196

Le Juge d'instruction,  


DEPOSITION  
DE  
TÉMOIN

PRO JUSTITIA

67 J. 23.

L'an mil neuf cent ~~cent~~ quatre-vingt-cinq

le 20 juin à 15 heures 05

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

*néant*

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

MASSART Victor Louis Flore Ghislain époux Rouquette Francine  
né à Franière (Namur) le 11 mars 1933  
employé Min. Justice, dlié. à Waterloo, rue Ma  
Campagne 34

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~au nom de Dieu~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

*egraev*

*[Signature]*

328



En qualité de commissaire-principal de 1ère classe, je dirigeais la brigade chargée de la recherche, des renseignements généraux (à l'exclusion des matières de contre-espionnage) sur le territoire de la province de Brabant, la ville de Bruxelles y-comprise.

Vers 1978, une personne qui s'appelait Paul Latinus m'a été présentée comme pouvant fournir des renseignements sur des liaisons entre des éléments d'extrême-gauche belges et les autonomes parisiens. A cette époque, c'était Mr Smets qui était chargé entre autres des problèmes semblables. C'est ainsi que j'ai présenté Latinus à Smets. Latinus a alors commencé à travailler comme informateur de la Sûreté. Ce n'est pas moi qui ai suscité la candidature de Latinus comme agent à la Sûreté et si vous avez retrouvé dans ses papiers une convocation aux examens du 22 juin 80, c'est que Latinus a dû répondre à une annonce de recrutement faite dans le Moniteur et différents journaux belges. Je l'ai appris après qu'il ait posé sa candidature puisque nous faisons une enquête de sécurité sur les candidats. Je crois qu'il a dû réussir la première épreuve (exact) mais qu'à la seconde épreuve, il ne s'est pas présenté. Il devait se trouver à ce moment-là en Amérique du Sud suite aux révélations de Pour à propos du cabinet Cécile Goor.

Mr Smets a connu Paul Latinus en tant qu'inspecteur. Il a continué à le manipuler en tant que commissaire après avoir réussi ses examens et avoir été promu en novembre 1979. A ce moment-là, il était le responsable de la section qui s'occupait de la recherche des renseignements en matière de subversion. Il a quitté cette section à sa demande au mois de décembre 1980 pour assurer la direction de la section de Charleroi. Après le départ de Smets, j'ai repris contact avec Latinus et après lui avoir expliqué le départ de Smets, je l'ai mis en contact avec un des mes inspecteurs Bernard Estievenart. Par la suite, 12 ou 14 mois après le départ de Mr Smets, Mr Kausse a repris la direction de la section. Cependant c'est toujours Mr Estievenart qui a continué à manipuler Latinus. Au mois d'octobre 1982, Latinus a déclaré à Mr Estievenart qu'il n'entendait plus travailler avec la Sûreté en tant qu'informateur rémunéré mais qu'à l'occasion, il voulait bien dépanner. Il a même montré une liasse de billets à Estievenart. C'est ainsi que Libert a été inscrit comme informateur fin de l'année 1982. C'est grâce à Libert que MM. Kausse et Estievenart vont prendre conscience qu'il existe un mouvement appelé le WNP. Fin février 1983, MM Kausse et Estievenart ont rédigé un rapport écrit décrivant un mouvement inconnu jusque là, il s'agissait donc du WNP. A la réception de ce rapport, j'ai estimé devoir mettre au courant le commissaire en chef Mr Van Gorp, l'administrateur-adjoint, Mr De Vlieghe et l'administrateur-directeur général, Mr Raes. En l'absence de ce dernier, MM Kausse et moi avons été reçus par les deux premiers. Quand nous leur avons donné connaissance du rapport, ils étaient manifestement surpris et paraissaient ignorer tout de l'existence de ce mouvement.

Qu. Si un autre membre de la Sûreté de l'Etat avait eu connaissance de ce mouvement avant le début de l'année 1983, n'auriez-vous pas dû recevoir un rapport écrit sur ce mouvement ?

R. Pas nécessairement moi personnellement mais les services d'étude auraient dû recevoir ce rapport pour leur documentation.

Qu. Ces services ont-ils reçu un tel rapport ?

R. Pas à ma connaissance. Pour la bonne raison que ce mouvement ne figurait pas au fichier du service d'étude.

Lors de l'entretien dont question plus haut, j'ai demandé de ne pas ventiler le rapport et les suivants pendant un certain laps de temps afin qu'il ne tombe pas dans les mains du personnel subalterne, ce que Mr De Vlieghe a accepté. J'ai déduit du fait que l'on me demandait très régulièrement des éléments neufs sur ce mouvement que la direction de la Sûreté ne connaissait pas l'existence du WNP.

En mars 1983, un article est paru dans le Nouvel Europe Magazine, intitulé : La Sûreté de l'Etat prépare-t-elle un coup d'Etat d'extrême droite ?

Mr Raes s'en est indigné et s'est demandé qui pouvait être l'inspirateur de l'article. Peu de temps après, Libert a révélé à l'équipe Kausse - Estievenart

*Chaux*

*Libert*

*1*

*MM*

*772*

que Mr Smets en était l'instigateur. 5 6  
Nous en avons fait un rapport verbal ~~ANÉ/CAE/~~ à Mr Raes, rapport qui a été confirmé par deux rapports écrits rédigés par Mr Kausse. A la même occasion, j'ai dit à Mr Raes que nous disposions de renseignements qui s'ils étaient recoupés mettraient les autorités dans une position inconfortable. En fait nous venions d'apprendre que Mr Smets avait donné des cours en cagoule aux membres du WNP et avait participé ou organisé un exercice de filature, baptisé opération ESPERANZA. Le renseignement venait du seul Libert et n'avait pas été recoupé. Je n'ai pas eu de réaction à cette révélation. La section a poursuivi sa mission d'information sur le terrain sans autre problème majeur.

Le 16 août 1983, Marcel Barbier a été arrêté par la police de Forest pour avoir tiré des coups de feu lors d'une altercation avec son frère. Lors des interrogatoires à la P.J. il a fait des révélations sur le WNP, ainsi que sur les vols des documents à l'OTAN. Suite à ces révélations, Mr Van Gorpe a pris l'histoire en mains alors que territorialement j'étais compétent ainsi que mes collaborateurs, MM Kausse et Estievenart. Nous n'avons jamais été mis au courant de quoi que ce soit concernant cette affaire. Cependant avec la collaboration de Libert, l'équipe a continué de recueillir des informations jusqu'au mois d'avril 1984, époque à laquelle sur ordre de la direction nous avons évité tout contact avec Libert. Je n'ai pas eu de motif.

Qu. A quelle date Barbier a-t-il été arrêté ?

R. le 16 août 1983, le jour des coups de feu. Je crois qu'une huitaine de jours plus tard, Lammers a été arrêté pour le double meurtre de la rue Pastorale. Ce sont des éléments qui ont été publiés par la presse.

Qu. Ne trouvez-vous pas étrange que l'on ait ordonné de cesser tout contact avec Libert, non pas au moment où Barbier est arrêté mais au moment où Latinus est trouvé mort ?

R. A la réflexion, je sais que ma brigade devait faire établir un rapport annuel sur la 'rentabilité' des informateurs à la date du 15 mars. Je ne peux dire si c'est suite à ce rapport annuel que la décision a été prise de se séparer de Libert.

Qu. Est-il exact qu'à la Sûreté les méthodes de travail étaient d'avoir des informateurs mais nond'infiltrer soi-même et que d'autre part des rapports écrits devaient être rédigés des faits saillants ?

R. c'est tout à fait exact.

Qu. Avez-vous eu connaissance que Philippe Van Engeland avait l'intention de faire des révélations sur le WNP ?

R. Uniquement par la presse.

Qu. Est-il vrai qu'à partir d'un certain moment il ne vous a plus été possible d'avoir accès aux dossiers d'extrême-droite ?

R. C'est tout à fait exact. Je situe ce moment où le scandale du WNP a été révélé. Tous les dossiers sont tenus par Mr Van Molle, devenu chef de cabinet de Mr Raes.

Qu. Avez-vous entendu parler d'un dossier Pinont ?

R. A l'époque de l'article du Pour, j'ai entendu parler de ce dossier par la presse.

Qu. Mr Smets était-il en rapport avec Mme Pinont ?

R. A l'époque où Pour a publié son article, je me suis rendu chez Mr Van Gorpe, commissaire en chef, et j'ai parlé de cet article.

Mr Smets était présent. Il a haussé les épaules et a dit : "Moi, je connais bien Mme Pinont."

*cinquante*

*11*

*320*

Qu. Selon vous, Latinus était-il quelqu'un de dépressif, capable de Mettre fin à ses jours ?

R. J'ai été le premier à entrer à contact avec Latinus. Je l'ai vu quelques fois lors de sa collaboration avec la Sûreté et notamment lorsque je l'ai présenté à Estievenart et la dernière fois en 1981. Je le connaissais par ailleurs à travers les rapports et commentaires de mes collaborateurs. Pour moi ce n'était pas un homme à se suicider.

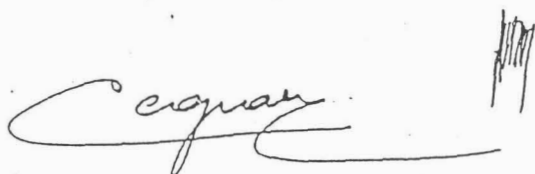
Qu. Avez-vous connaissance au sein du WNP du GAP ?

R. Oui, tout en ignorant la signification du sigle. Mais je sais qu'il s'agissait d'une section dirigée par Van Vynck.

Qu. Comment se fait-il que Latinus ait rédigé un document qui a été saisi par Mr Marnette au mois de mai 1984 chez sa mère et dans lequel il indique comment agents du KGB, Mr Raes, Mr De Vlieghere, Mr Smets, Mr De Roock et comme fonctionnaires non-contaminés, vous-même, Mr Joseph Kausse et Mr Bernard Estievenart ? Qu'en d'autres termes, il fait une scission bien nette entre vos collaborateurs et d'autres personnes de la Sûreté ?

R. Je l'ignore. Pour moi, la qualification de membres du KGB des 4 premières personnes me paraît excessive à tout le moins.

Lecture faite, persiste et signe,  
approuvé la biffure de 6 mots.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'C. Cagnan', with a long horizontal flourish extending to the right.A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'J. Kausse', with a long horizontal flourish extending to the right.

SITION  
DE  
TÉMOIN

J. 24.  
66

# PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent soixante quatre-vingt-cinq

le 19 juin à 15 heures 20

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

FOLLIE Myriam Gisèle Joséphine Ghislaine, divorcée, née à  
Le témoin a répondu: Ottignies, le 6 décembre 1947, employée  
dliée. à Court-st-Etienne, Place de Sart, 3  
n° 3

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant:

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi qu'il m'est demandé~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Dans le courant du mois de décembre 1983, je me suis rendu  
avec un certain André Gossiaux qui habite à Baisy-Thy et qui est  
accordéoniste, notamment au café du Monument à Court-st-Etienne.  
S'y trouvaient Mireille Van Houtvinck que je connais depuis mon  
enfance et son concubin Paul Latinus. Mireille Van Houtvinck  
était ivre. A un certain moment elle a dit à Paul Latinus que sa  
mère était une putain, ce qui m'a choqué. Ils se sont séparés et  
Paul Latinus est venu parler à notre table de choses et d'autres.

*C. Grae*

*[Signature]*



A un certain moment, jalouse je suppose, Mireille Van Houtvinck est venue me donner une gifle et a quitté l'établissement.

Je suppose qu'elle s'est rendue au bon accueil. Quant à nous nous nous sommes rendus avec Latinus dans un café à Ottignies avec deux autres personnes. Ensuite, Paul Latinus m'a ramenée en voiture place de Sart à Court-st-Etienne. Il ne me semblait pas dépressif ; il m'a même dit qu'il devait se déplacer le lendemain pour une affaire judiciaire. Je ne sais pas où. Par la suite, je ne l'ai plus jamais revu.

Lecture faite, persiste et signe.

Cegraez

11/11

Edie Myriam

ICE RURALE  
J BRABANT  
—  
BRIGADE  
ARRONDISSEMENT  
NIVELLES  
—



Commune de  
COURT-ST-ETIENNE  
—

à charge de:

responsable

Arrondissement de NIVELLES  
5<sup>e</sup> BRIGADE DE POLICE RURALE DE  
COURT-ST-ETIENNE  
DOSSIER DU PARQUET

N°

Indicateur n°

Code n°

Procès-verbal n° 380/85

Les faits se passent à

le

DETENU

Privé de sa liberté

le

URGENT

Permis d'inhumation -

Prise de sang - Saisie

COPIE POUR

Protection jeunesse -

Militaire - Fonctionnaire

Transmis à Monsieur le Juge  
d'Instruction - Nivelles

~~Le présent procès-verbal~~

— comme suite à son apostille

n° 140/84 du 17.06.1985

~~Le présent procès-verbal~~

~~est~~

de la police de

COURT-ST-ETIENNE

~~est~~

~~transmis~~

transmis le

~~Le présent procès-verbal~~

Court-St-Etienne, le 18/6/85

(Biffer la mention inutile)

Case réservée au Parquet.

te de

dice

334

L'An mil neuf cent quatre-vingt-cinq, le dix-huit du mois de juin à 10 h 50', nous soussigné Y. ADAM, Garde-Champêtre en Chef dûment assermenté et domicilié à Court-St-Etienne, en exécution du devoir prescrit par Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER à Nivelles, aspotille n° 140/84 ci-jointe au nom de Madame André LECOMTE et M. Fernand LECOMTE, exposons à Monsieur le Juge d'Instruction ne pouvoir satisfaire au présent. En effet, les intéressés ont quitté la commune pour ESNEUX - rue de Méry, 42 depuis le 13 août 1984 où le devoir reste à poursuivre.

dont acte clos.



SITION  
DE  
TÉMOIN

J. 24.

# PRO JUSTITIA

6<sup>3</sup>

L'an mil neuf cent soixante quatre-vingt-cinq  
le 17 juin à 11 heures 20

Nous, J.N. SCHLICHER  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DIGA Michel époux Mathieu Christiane, né à Cutry (Fr) le 24  
juillet 1941, de nat. fr. mécanicien indép.  
dlié. à Genappe, avenue de l'Horizon, 87

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Dans le temps, j'avais une licence d'armurier. Il m'arrivait de  
te ps entemps de fréquenter le café le Bon Accueil, tenu par  
Albert Vanden Brande. Ce dernier sous-louait le petit resto à une  
certaine Jeannine. Je ne connais pas le nom de cette personne. M  
lle Vandergunst, Rue Ch. Cambon, 26 à Wavre pourrait vous  
donner l'identité de cette personne puisqu'elle a fait la procédu  
re d'expulsion. Un jour, Paul Latinus m'a abordé dans ce café et  
me demandant si j'é ne m'intéressait pas de vendre des fusils à  
pompe dans le quartier de la Motte et le quartier de la Palandre  
Bousval. Pour cela, je devais contacter un représentant de la  
firme Browning qui ne ferait des conditions très intéressantes.

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

*néant*

jeune fille aurait dû faire le porte-à-porte pour vendre les fusils.  
Le 8 novembre 83, Paul Latinus m'a téléphoné. Il était 21 hr 30, 22 hrs.  
Il m'a demandé de passer au domicile de Mireille, de cacher mon véhicule.  
Arrivé dans le living, j'ai rencontré deux personnes, un homme et une femme.  
L'homme, c'était Mr Garnette et la femme Claire Lebon de la brigade anti-  
banditisme. Ils ont montré leur carte de service. Mireille a quitté la  
pièce et ces gens m'ont demandé si je n'avais pas des renseignements à leur  
fournir sur le Brabant wallon et les gens emprisonnés pour cette affaire.  
Je leur ai répondu que je n'avais aucun renseignement. A ce moment-là,  
Paul Latinus n'était pas dépressif, au contraire, il était en pleine  
forme. Lors de ma première entrevue avec Latinus, ce dernier m'avait dit  
qu'il faisait partie d'un service de contre-espionnage. Je sais que quelques  
temps plus tard, Paul Latinus est venu chercher Mireille au café le Bon  
Accueil. Il était très sain, pas dépressif et il n'avait pas bu. Il a voulu  
emmener Mireille. Cette dernière s'est fâchée et l'a tiré par les cheveux  
dans le café. Je n'ai pas entendu qu'elle proférait des menaces de mort à  
son égard. Il est parti en la laissant dans le café.  
Vers cette époque, il a quitté Mireille pour aller vivre chez sa mère.  
Je sais que Mireille connaissait bien la famille Lecomte. Ils sortaient  
souvent ensemble. Latinus a fréquenté également la famille Lecomte.  
Un bon mois après, mon épouse a rencontré Latinus au Douaire. Il ne lui  
a même pas dit bonjour.  
Je sais qu'actuellement, Mireille fréquente le Globe à Court-et-Etienne.

Lecture faite, persiste et signe,  
approuvé la biffure de 4 mots.

*Cegraer*

*[Signature]*

*[Signature]*

PRO JUSTITIA

62

L'an mil neuf centsoixante quatre-vingt-cinq

le 13 juin à 15 heures 15

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

ESTIEVENART Bernard, agent de l'Etat, époux de Gras Myriam  
né à Boussu le 22 septembre 1953, dlié. à  
Bernissart, 12 quartier de la Wallonie

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ainsi qu'aider Dieu. »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je suis arrivé inspecteur à la Sureté de d'Etat à Bruxelles en  
novembre 1979. J'y ai travaillé quelques temps sous les ordres de  
Mr Smets qui enquêtait sur les mouvements extrémistes de gauche et  
de droite. En janvier 1981, il est parti pour Charleroi. J'ai donc  
repris ses activités. Par l'intermédiaire de Mr Massart, j'ai  
rencontré Paul Latinus, ancien informateur de Mr Smets.  
Il est exact qu'à l'époque, je n'ai pas trouvé trace dans la  
documentation ou les documents de travail de Mr Smets du WNP.  
J'ignorais tout de ce mouvement. Théoriquement, si Mr Smets avait  
connaissance de ce mouvement, j'aurais dû trouver une trace écrite  
de ce mouvement. Paul Latinus me donnait à cette époque des

NDENMITE  
AU  
TÉMOIN

*meant*

*agras*

renseignements sur les CST, et sur l'extrême-gauche.

au début de 1983, nous avons eu un nouvel informateur en la personne de Michel Libert. En effet, Paul Latinus avait perdu son emploi au cabinet de Mme Goor. Il y avait eu l'incendie du P ur et Latinus était parti en Amérique du Sud par l'intermédiaire de Mme de Liedekerke. De retour en Belgique, il me contactait épisodiquement, mais ne me donnait plus beaucoup d'informations. C'est durant cette période que j'ai eu connaissance du dossier Althing. Paul Latinus m'avait montré le premier numéro mais n'avait pas voulu me le donner. Il m'a permis de recopier certains renseignements sur la fraction armée rouge japonaise mais ces renseignements se sont avérés être faux. Il est exact qu'il y avait dans ce numéro des informations d'ordre militaire et notamment quand nous avons pu entrer en possession de ce numéro, il s'est avéré qu'il y avait des renseignements sur les mouvements de la flotte soviétique en méditerranée. C'est Mr Chevalier qui a pu entrer en possession des deux ou trois numéros de Althing. Je me rappelle que le premier numéro avait une couverture grise, le second une couverture rouge. Latinus avait justifié son refus de me remettre cette brochure par le fait qu'elle coûtait 1.500 à 2.000 frs et était destinée à une autre personne dont il ne m'a pas révélé l'identité. Sur la page de couverture, en haut, à droite, il y avait un système de codage militaire. Ce qui permet de croire que cette littérature était destinée à des initiés.

J'en ai fait part à Mr Kausse et Massart. A la prochaine entrevue avec Latinus, je m'y suis rendu avec Mr Kausse, mon supérieur hiérarchique et ce dernier avait retiré des émoluments de Latinus, la somme de 2.000 frs en lui montrant qu'il avait acheté la brochure par une autre voie. Paul Latinus n'était pas très content. Quelques temps après, lors d'un rendez-vous, il m'a montré son portefeuille qui contenait une grosse liasse de billets de 1.000 et de 5.000 Frs. Il devait y avoir entre 100 et 150.000 Frs. Il m'a dit qu'il ne voulait plus travailler pour nous car il avait de l'argent. Il nous a cependant précisé qu'il nous présenterait un nouvel informateur en la personne de Marcel Barbier. Lors de cette présentation, Paul Latinus n'est pas arrivé avec Barbier mais avec quelqu'un qui se prénomrait soit-disant Vincent et qui était en réalité Michel Libert. Il expliquait ce changement par le fait que Barbier travaillait dans une société de nettoyage et que ses horaires professionnels ne lui permettait pas des contacts fréquents avec nous. J'ai fait alors une enquête sur ce Vincent et c'est ainsi que j'ai su qu'il s'agissait en réalité de Michel Libert. Michel Libert avait justifié la possibilité de travailler avec nous par le fait qu'il avait un mouvement dont les membres infiltraient les mouvements d'extrême-gauche. Paul Latinus lui a dit de m'exhiber ses cartes. C'est à ce moment-là que j'ai vu une carte blanche ~~XXXX~~ où était indiqué WNP et dans le bas Lieutenant plus un code. Il avait une seconde carte jaune sur laquelle était indiqué SICHERGEHEIMPOLIZEI. Il s'agissait de la police SS. Les titulaires de cette carte jaune avaient un droit de police et de contrôle sur les autres membres du WNP. Lors de cet entretien, Latinus ne m'a pas dit qu'il appartenait à ce mouvement. J'ai été très étonné de voir un mouvement structuré que je ne connaissais pas du tout. A mon avis, ce mouvement devait exister depuis deux ou trois ans. J'en ai référé à Mr Kausse qui s'est présenté avec moi à l'entretien suivant où seul Libert était présent. J'ai demandé à Libert de montrer à Mr Kausse ses cartes; ce qu'il a fait. Il nous a expliqué que le WNP était calqué sur la hiérarchie militaire et que le mouvement comptait environ 180 personnes. Par après, j'ai appris qu'il fallait suivre un écolage pour acquérir un grade tel que Lieutenant. Il nous a expliqué que les jeunes devaient suivre 6 mois de cours à une école "La Nouvelle Acropole". Il s'agit d'une école de philosophie entre autres, de tendance extrême-droite. J'ai su que Michel Libert et Marcel Barbier donnaient des cours d'arts martiaux dans cette école située à l'origine rue du Trône et ensuite Boulevard Schmitz. A l'intérieur de l'école, les élèves portaient un uniforme bleu avec des grades. Il existait un service de sécurité interne à

*copie*

*Libert*

*111*

*7 24*

SUITE DE LA DÉCLARATION DE

Estievenart

du 13 juin 1985

l'école. Par la suite, j'ai appris que la WNP est entré en conflit avec cette école et a créé sa propre école dont j'ignore la situation.

Par après Libert nous a remis un paquet de fiches, environ 150; il s'agissait de fiches codées qui étaient le résultat d'investigation sur certaines personnes. Le codage de ces fiches supposait également tout un écolage.

Ces fiches, selon Libert, étaient introduites dans un ordinateur mais il n'a jamais voulu nous dire où se trouvait cet ordinateur. Il nous a seulement dit un jour qu'il y avait un local à Cologne. Il nous a non plus jamais indiqué le siège du WNP. Il nous a également précisé que Latinus avait été nommé Maréchal pour ses actions d'éclat en Belgique et à l'étranger. Le WNP possédait une section, le BQS; il s'agissait d'un bureau des questions sionnistes qui faisait des enquêtes sur les juifs et dont Libert était le responsable. Il nous avait dit qu'il se situait rue de la Victoire à St-Gilles mais je n'ai jamais connu le numéro de l'immeuble. Je sais cependant que le local n'était pas loin du local de la communauté juive, situé dans la même rue. Dans ce bureau, il récoltait des informations de leurs membres sur les juifs et ils découpaient notamment les avis nécrologiques du Soir où figurait l'étoile de David et ce pour en faire un fichier.

Michel Libert nous a dit également qu'il y avait dans le WNP une section, le GAP, dont le responsable était Guy Van Vinck, ancien para-commando. Cette section s'occupait des gardes du corps de Latinus. Selon ses dires, elle comprenait une dizaine de personnes. Je crois que cette section a été créée car Libert en voulait à Latinus. En effet Latinus avait conseillé à Barbier de reconnaître le double meurtre de la rue Pastorale et qu'il le ferait le sortir de prison. Au lieu de cela, il a parlé du WNP à la police judiciaire. D'après les renseignements que j'avais obtenus à l'époque, Barbier était un homme violent et primaire tandis que Latinus était quelqu'un de très intelligent, capable de manipuler les gens. Depuis l'incident du meurtre de la rue Pastorale, je n'ai plus travaillé sur le WNP. ~~Il n'y avait pas de lien entre le WNP et le meurtre de la rue Pastorale.~~

Parmi les membres du WNP, je me rappelle qu'il y avait un chauffeur de taxi, Herman De Wachtelaere de Bruxelles, outre son appartenance au WNP, il est un des organisateurs du Levensboom à Haacht.

Qu. Est-il exact que Van Engeland qui s'était réfugié au Paraguay, alors qu'il avait été condamné à 5 ans de prison, s'est constitué prisonnier en déclarant qu'il allait faire des révélations sur le WNP ?

R. C'est exact mais à ma connaissance, il n'a pas fait de révélation; peut-être n'en avait-il pas à faire.

Qu. A-t-on eu peur que vous découvriez d'autres éléments sur le WNP ?

R. Peut-être.



Qu. Van Engeland était-il membre du WPP ?

R. Selon Michel Libert, Van Engeland connaissait Latinus et aurait appris de la bouche de ce dernier certaines choses sur l'incendie du FOUR.

Je ne me suis pas occupé de cette enquête.

Qu. Connaissez-vous Calmette ?

R. C'est un ancien du Front de la jeunesse. C'était une connaissance de Latinus. Je sais qu'il y ont eu des divergences et qu'il a rejoint la tendance de Francis Dossogne. Libère m'a affirmé qu'il avait tenté de donner des cours d'arts martiaux à la Sureté. J'ignore si c'est vrai.

Quant à Nemry Jean-Louis dont vous me parlez, il s'agit d'une personne qui m'a été présentée par Libert. Ce dernier m'avait précisé que s'il arrivait quelque chose ; Nemry le remplacerait.

Quant à Cordonnier et à Karbaix dont vous me parlez, il s'agit de deux personnes qui avec d'autres ont participé à l'entraînement de la troupe scout Phénix à Quenast. Quant à Elnikoff, il s'agit d'un membre du WHI qui m'avait été présenté par Libert. Il a peut-être fait partie de l'OAS en France. Je sais qu'à un certain moment, il y a eu du tiraillement entre lui et Libert à propos d'une lettre.

À mon avis et à votre demande, je vous réponds que le livre de René Haquin est bien fait car à part certaines imprécisions, il recoupe les informations que j'ai.

Qu. Vous-êtes-vous rendu aux fêtes du Solstice de Waacht ?

R. Non. Je sais qu'il y avait deux fêtes, celle du mois de juin et celle d'hiver.

Vous me donnez connaissance d'un passage de la déclaration de Guy Vanvinck où il parle d'un certain Guido d'Anvers. Il s'agit d'un membre du WNP qui s'occupait d'affaires maritimes et dont les parents géraient une compagnie privée d'aviation. Michel Libert m'avait confié que si un membre du WNP avait des problèmes avec la justice, on l'aurait aigillé sur cette compagnie d'aviation et un pilote privé pourrait le conduire à l'étranger. Si ma mémoire est fidèle, il doit s'agir de Guido De Schrijver.

Qu. Est-il vrai que Mireille Van Houtvinck avait des contacts avec M. Smets ?

R. Je ne peux pas l'affirmer car je n'en ai pas la preuve. Il ne s'agissait que d'une rumeur. Personnellement je ne l'ai jamais rencontré et ne l'ai jamais employé comme informateur.

Lecture faite, persiste et signe.

Согласно

三

*L. tiebermanni*

# Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade BSR

N° 902

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT

NON audition de:

VAN ENGELAND, Jean-Philippe

(30-05-55) détenu à la  
prison de NAMUR.

Rédigé suite apostille n°  
140/84 du 30-07-85 de Mr

Le juge d'Instruction  
SCHLICKER de Nivelles.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

Dossier n° 140/84 Mr le Juge d'Instruction SCHLICKER

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-trois septembre mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1500 heures;

Nous soussigné(s) DUSSART, Guy ADC et  
BALFROID, Franz, LML de gendarmerie,  
en résidence à BSR WAVRE non revêtu(s) de notre uniforme;

Faisant suite à l'apostille rappelée en marge et  
jointe au présent, rapportons:

- avoir rencontré, aux date et heure que dessus, le déte  
VAN ENGELAND, Jean-Philippe (30-05-55) quant à d'évent  
les activités dans le WNP. L'intéressé prétend qu'il n  
à jamais fait partie mais qu'il connaissait la plupart  
des personnes y affiliés, parce que venant généralemen  
du Front de la Jeunesse.
- VAN ENGELAND nous a déclaré qu'il refuserait toute dé  
claration "officielle" durant sa détention. Il attend  
présentement sa libération conditionnelle. Il ajoute  
qu'à ce moment-là il sera en mesure de faire éclater l  
vérité sur l'affaire POUR et bien d'autres.
- Il prétend n'avoir jamais reçu, au point de vue servi  
de police, que des membres de la PJ de Bruxelles.

### RENSEIGNEMENTS.

Séjours en prison:

- prison de FOREST: du 08-09-81 au 10-11-81
- " " du 05-03-84 au 02-05-84
- " de JAMIOULX: du 02-05-84 au 07-11-84
- " ST GILLES: du 07-11-84 au 20-11-84
- " NAMUR : depuis le 20-11-84

Seuls des membres de sa famille lui rendent visite en  
prison- aucun ancien copain de l'intéressé ne lui a

rendu visite. Les services pénitenciers ne mentionnent pas  
la ou les visites aux détenus des divers services de police.  
A remarquer que VAN ENGELAND a bénéficié d'un WE de conge le mois dernier  
et qu'il a rencontré d'anciens membres du Front de la jeunesse,  
en pleine panique suite au dossier de Nivelles, selon sa propre  
appréciation. Les noms des personnes rencontrées ne nous ont  
pas été communiqués.

Dont acte et clos ce 25 dito

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'M. Gault', written over a horizontal line.

# Gendarmerie

District DE WAVRE

Brigade BSR

N° 903

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DECES SUSPECT.

LATINUS Paul

Audition de:

SOURIS Christian, domicilié

à EILLART, Fazantenlaan

4.

Rédigé suite article par  
en presse.

Dossier n° 140/84 Mr le Juge d'Instruction SCHLICKER

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui treize aout mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1000 heures ;  
Nous soussigné(s) DUSSART, Guy, ADC

de gendarmerie,  
en résidence à BSR WAVRE non revêtu(s) de notre uniforme ;

Faisant suite au dossier prérappelé, constatons dans un article du "Pourquoi Pas" n° 3480 du 7-8-85 et intitulé "Belgique: salon du prêt-à-tuer", certaines allusions sont décelées arguant des possibilités d'actes terroristes et non d'actes de droit commun concernant les divers faits du Brabant Wallon et autres.

Nous entendons le rédacteur de cet article quant à ses éventuelles sources d'information, il s'agit de:

SOURIS, Christian, Emile, Joseph, journaliste professionnel, né à BRUXELLES le 21-04-28 et domicilié à HOETLA Fazantenlaan n° 4, qui nous déclare, en nos bureaux:

"Je désire m'exprimer en langue française.

Je travaille actuellement pour l'hebdomadaire "Pourquoi Pa Depuis plisieurs années, j'effectue une enquête sur le terrorisme international et national. A l'occasion de l'en te du Brabant Wallon, mon attention fut attirée par la manière de tuer et d'agir, soit le comportement habituel des auteurs lors de chaque fait, qui ne fait penser à une action de terroristes. Je l'ai d'ailleurs écrit à l'époque dans le Pourquoi Pas, ce qui a fait sourire tout le monde. Mon enquête m'a amené régulièrement à rencontrer deux

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M .....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district

bulgare KINTEX et la Sûreté de l'Etat. Je ne puis, par déontologie, vous donner ces sources de renseignements. J'ai écrit à l'époque un article consacré à ces bizarres activités de notre sûreté nationale. Mon hebdomadaire a refusé, à ce moment-là, de faire paraître cet article. Mes informateurs étaient pourtant largement informés; je puis citer l'un d'eux, c'est-à-dire Mr Paul LATINUS, décédé depuis. Avant la parution, cet article a été lu par plusieurs députés et Mr GOL en a eu connaissance. Il a été aussi vu par Mr RAES de la Sûreté. J'ignore d'où viennent les pressions qui l'ont empêché de paraître, toujours est-il que mes informateurs se sont alors tournés vers René HAQUIN qui a poursuivi dans le journal LE SOIR. En apprenant que Mr le Juge d'Instruction SCHLICKER ne clôturait pas le dossier du décès suspect de LATINUS, j'ai repris tous les éléments en ma possession et ait fait paraître l'article qui a attiré votre attention. Je vous remets photocopis de mon article qui fut écrit en 1983, soit environ une quinzaine de jours avant que Mr HAQUIN ne commence les siens."

(Après lecture persiste et signe au carnet).

Le document nous remis a été adressé antérieurement à Monsieur le Juge d'Instruction.

Dont acte et clos ce 25 dito

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Gaul', is written over a diagonal line that extends from the bottom left towards the center of the page.



K: 640 11.74  
P. DEK (P) 640.91.78  
(B) 660.69.53  
Cecile 267.96.36  
PC d B 733.48.33  
KOTRA (MR COLSON) 218.54.99  
ACRODOLIS 647.97.24  
DOSSIGNOL ~~XXXXXX~~ B: 345.88.26  
P: 267.01.68  
FAURE B: 700.27.65  
FRANÇOISE B: 805.07.09  
P: 798.49.70  
F. SLUSE: 218.60.00  
STEVE POLUS: 218.13.40  
P.I.R.: 653.87.22 / 653.88.44, 13 rue Haute  
Paul HADUIN: 762.50.85 G. A. R. VANDENDRIESSCHE. W.S.P.  
Bouffie (FA) 512.33.20  
Col. HAYERUS: 733.88.62  
Col. DE BUYST: 84.46.84, 4 rue du Village  
COLLÉE Robert (P) 431.18.08  
(B) 441.12.34 EXT 247  
Billon Michel (P) 441.20.60  
TAKIR Jean Claude (P) 441.20.77  
(B) 432.58.70 EXT 226  
BOUFFIN Martin (P) 741.37.15  
(A) 784.08.01 EXT 2312  
CAPT. CORDIER (B) 751.80.10 EXT 2263  
Boutin: 647.03.25  
S.F.: 538.22.61  
C.S.: 377.95.86  
LULU: 424.20.52  
MARCEL HUTOLUX: 5123123

# Gendarmerie

District WAVRE  
Brigade B.S.R. de WAVRE

N° 493

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

au dossier 140/84 émanant  
Monsieur le Juge d'Instruction  
SCHLICHER à Nivelles

Reçu  
signement - transmis

*2 mots rayés*

94652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cat. 914 Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

d .....  
.....

Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

78

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui trente et un juillet mil  
neuf cent QUATRE-vingt-cinq à 14.00 heures ;  
Nous soussigné(s) GOSSE Gérard, Mdl

de gendarmerie,  
en résidence à B.S.R. de Wavre, non revêtu(s) de notre uniforme ;

Nous portons à la connaissance de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICHER, que dans le courant du mois de  
juillet 85, madame Mireille VAN HOUDVINCK a remis de plein  
gré à notre collègue <sup>LACROIX</sup> VANPETEGHEM Jean Pierre, une double  
feuilles émanant d'un carnet d'adresses ayant appartenu à  
LATINUS. Nous joignons au présent cette dite feuille.

Un réquisitoire serait nécessaire pour complément d'enquête.

Dont acte,

*[Signature]*

347

# Gendarmerie

78

District WAVRE

Brigade B.S.R. de WAVRE

N° 493

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

au dossier 140/84 émanant  
Monsieur le Juge d'Instruction  
SCHLICKER à Nivelles

T: \_\_\_\_\_  
signement - transmis

*2 mots rayés*  
*[Signature]*

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 34115 Cat. 914 Dep)

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui trente et un juillet mil  
neuf cent QUATRe-vingt-cinq à 14.00 heures ;  
Nous soussigné(s) GOSSEE Gérard, Mdl

de gendarmerie,  
en résidence à B.S.R. de Wavre, non revêtu(s) de notre uniforme ;

Nous portons à la connaissance de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKER, Que dans le courant du mois de  
juillet 85, madame Mireille VAN HOUDVINCK a remis de plein  
gré à notre collègue <sup>LACROIX</sup> VANPETTEGHEM Jean Pierre, une double  
feuilles émanant d'un carnet d'adresses ayant appartenu à  
LATINUS. Nous joignons au présent cette dite feuille.

Un réquisitoire serait nécessaire pour complément d'enquête.

Dont acte,

*[Signature]*

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

d M .....

d .....

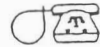
Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

358





K: 640 11.74

P. DEK (P) 640.91.78

(B) 660.68.53

Coane 267.96.36

PC d B 733.48.39

KOTRA (MR COLSON) 218.54.99

ARRODOLIS 647.97.24

DOSSIGNOL ~~REDACTED~~ B: 345.88.76

P: 267.01.68

FAURE B: 700.27.65

FRANÇOISE B: 805.07.09

P: 798.49.70

F. Sluse: 218.60.90

STEVE POLUS: 218.13.40

J.I.R.: 653.87.22 / 653.88.44, 13 rue Haute

Jean HADUIN: 762.50.85, G.A.R. VANDENDRIESSCHE. W.S.P.

Bouffie (FA) 512.38.20

Col. HAYERUS: 733.88.62

Col. DE BUYST: 84.46.84, 4 rue du Village

COLLÉE Robert (P) 431.18.08

(B) 441.12.34 EXT 247

Billon Michel (P) 441.20.60

TAKIR Jean Claude (P) 441.20.77

(B) 432.58.70 EXT 226

BOUFFIN Martine (P) 741.37.15

(B) 784.08.01 EXT 2312

CAPT. CORDIER (B) 751.80.10 EXT 2263

Boutin: 647.08.25

S.F.: 538.22.61

G.S.: 377.95.86

LULU: 424.20.52

MARCEL HUTOLUX: 5123123

Vous constaterez que l'article dans le journal incriminé reflète cette interrogation. Il n'y avait que quatre personnes à être au courant. L'informateur n'avait aucun intérêt à en parler car il se grillait; ~~XXXXXXXXXX~~ par ailleurs, il est impensable que Mr Massart ait divulgué un secret professionnel. Je vous remets également en photocopie une "blague" dont Mr Smets a été l'instigateur. On était parvenu à me prendre à me prendre du papier de brouillon, en réalité du papier à tête de mon père qui est décédé. On y a imité ma signature et on a écrit un pseudo rapport de transmission. Cela vous montre une certaine tournure d'esprit.

Si mon nom a été divulgué dans le POUR, c'est à mon avis, pour me brûler, en d'autres termes, pour m'écarter de cette matière.

Peu après le départ de Latinus en Amérique du Sud suite à un article sur ses activités dans le cabinet de Mme Cécile Goor, il avait été demandé de ne plus utiliser Latinus au cas où il reviendrait. Un jour, en sortant du Palais de Justice avec Bernard Estievenart, j'ai rencontré Mr Smets et nous avons été prendre un verre dans un café rue du Grand Cerf. On a discuté du cas Latinus et j'ai fait la réflexion suivante à Mr Smets, à savoir qu'il si Latinus rentrait en Belgique et se trouvait dans le besoin, et qu'il s'aperçoit qu'on le laisse tomber, qu'il y avait lieu de craindre qu'il fasse certaines révélations sur la Sûreté. Mr Smets m'a répondu qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir car : "Celui-là, je le tiens" a-t-il dit. La rumeur publique disait que certains hauts fonctionnaires de la Sûreté avaient été voir Jean Philippe Van Engeland quand il est revenu en Belgique après s'être constitué prisonnier. Van Engeland était revenu se constituer prisonnier après avoir fui au Paraguay suite à une condamnation pour l'incendie du POUR. Il prétendait vouloir faire des révélations sur le WNP, ce qu'il n'a jamais fait, à ma connaissance.

La rumeur publique a également couru que Mr De Roock avait déclaré à la P.J. de Bruxelles que Van Kerbergen n'avait pu assister à l'incendie du POUR car il s'était cassé le bras lors d'un accident de moto avant l'incendie. Cela est faux, car il ne s'est cassé le bras que par après lors d'un accident en France.

Parmi les exemples d'obstruction et sur le même pied que l'incident Thingvelir, j'avais un informateur intelligent qui avait déjà travaillé pour nous le Front de la Jeunesse et qui s'apprêtait à nous donner des informations sur la profanation du mémorial juif à Anderlecht. En effet, deux jours avant cette profanation, il avait vu des membres du Parti Européen consulter un plan de Bruxelles pour repérer ledit mémorial et étaient partis ensuite probablement en reconnaissance. Une demande a été faite à la direction pour recruter cet informateur. La direction, malgré les bons renseignements, a refusé d'engager cet informateur.

Personnellement, j'ai travaillé de façon tout à fait indirecte le WNP, en effet mes informateurs du Front de la Jeunesse, du Parti Européen et du MNS, venaient me raconter que lors de leur réunion, des membres du WNP étaient venus déclarer qu'ils allaient faire des tracts, des ratonnades et tenter de recruter dans ces mouvements des membres pour le WNP. J'ai ainsi fait 8 ou 9 rapports sur le WNP.

C. Cagnaz

11/11

350

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 913/82

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

SUITE D'ENQUETE.

Concerne :

LATINUS Paul, rue des Pagodes  
n° 38 à Bruxelles.

Objet du présent :

Renseignements concernant  
le notes de LIBERT Michel.

Dossier n° 140/84 de Mon-  
sieur le juge d'instruction  
SCHLICKER à Nivelles.

922110- Imprimerie des Forces Armées - 1.000.000 ex. (N° 4115 Cal. S.R.F.B.)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix septembre m  
neuf cent quatre-vingt-quatre à 14.00 heures

Nous soussigné(s) VANPETEBHEM Jean-Fierre, 1 ML

de gendarmerie  
en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de ~~mon uniforme~~  
...nos habits civils; fai ant suite à l'apostille de M  
sieur le juge d'instruction SCHLICKER, joignons au prés  
les notes de LIBERT Michel mises au clair par nous. Il  
semble pas que des éléments neufs permettant de d'établ  
une relation avec l'affaire LATINUS, ne soient contenus  
dans ces notes.

Dont acte,

*[Signature]*

251

# Gendarmerie

District WAVRE  
Brigade OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

N° 1199

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

Suite à la notice n° 140/84 de  
Monsieur le Juge d'Instruction  
CHLICKER à NIVELLES.

\* \* \*

La cause de :

LATINUS Paul, défunt.

Le chef de :

déterminer.

\* \* \*

OBJET :

Audition de la mère de  
l'intéressé.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

à .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui vingt-quatre juin mi  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1500 heures ;

Nous soussigné(s) JACQUET Jean-Pierre, Adjudant-Chef

de gendarmerie,

en résidence à OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à la notice rappelée en marge, certifions avoir  
réentendu en son domicile, la nommée :

LANOY Francine, Laure, Elvire, veuve de LATINUS George,,  
née à MONTIGNIES-SUR-SAMBRE, le 25 avril 1910 et  
domiciliée à 1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE, 1, rue de  
l'Invasion; laquelle nous déclare en français :

"La lettre dont vous m'exhibez une photocopie a été écrite  
par moi-même à la demande et sous la dictée de mon fils feu  
LATINUS Paul, ceci à une date que je ne peux plus préciser  
mais peu après le date du 20 décembre 1983 reprise sur le docu-  
ment. Je n'ai pas été témoin des propos de Mireille VAN HOUT-  
VINCK à mon égard, le texte m'a été dicté par mon fils défunt.  
Paul n'appréciait pas autrement Mireille VAN HOUTVINCK, il  
savait qu'elle était en rapport avec le "canard" qui la payait  
pour avoir des renseignements et Paul fournissait de faux ren-  
seignements. En ce qui me concerne le sosie de Bernard Blier,  
membre de la sûreté de l'Etat, n'est pas le "canard". Je con-  
naiss bien le nommé SMETS Christian que j'ai rencontré chez  
moi, à l'époque où Paul travaillait avec lui, pour moi, SMETS  
ne ressemble pas à Blier Bernard. Depuis le décès de Paul,  
Mireille VAN HOUTVINCK n'a plus donné signe de vie. Christian  
SMETS pas davantage, plus personne ne se préoccupe de moi, je  
n'ai plus été l'objet de communications téléphoniques intem-

Mireille Van Heutvenck. M<sup>re</sup> menacée  
de mort en public devant

Albert Vandembroucke patron du  
"Bon Accueil" à Court St Etienne  
et devant Michel Dysser et sa  
femme (de Noixart.)

et elle a déclaré que les instigateurs  
sont des gens de la Société Ant-Flam  
est le frère de Bernard Blier  
qui a passé 3 heures avec elle le  
mardi 20-12-83 (la nuit) à lui  
payer du vin au petit Resto d'ant-  
Flam, la patronne, lui a vu,  
La veille, lundi soir, elle a frappé  
Myriam Folie qui habite Place  
de Four.

J'en ai peur.

croyait vraiment que quelque chose pourrait arriver et ainsi on connaîtrait l'origine de la chose. Cette lettre n'était pas destinée à être envoyée à un correspondant quelconque mais à servir d'indication si elle avait mis sa menace à exécution. Paul n'a pas précisé pourquoi M. FOLIE avait été frappé par Mireille VAN HOUTVINCK."

Lecture faite, persiste et signe au carnet de renseignements.

Dont acte,

3511-77

CABINET  
DU  
JUGE D'INSTRUCTION

J.M. SCHLICKER

Nivelles, le ..... 197

93

NIVELLES

Corresp. n°

Notice n°

Renvoyer la présente avec la réponse  
à l'adresse nominative du signataire.

ANNEXE

PRO-JUSTITIA

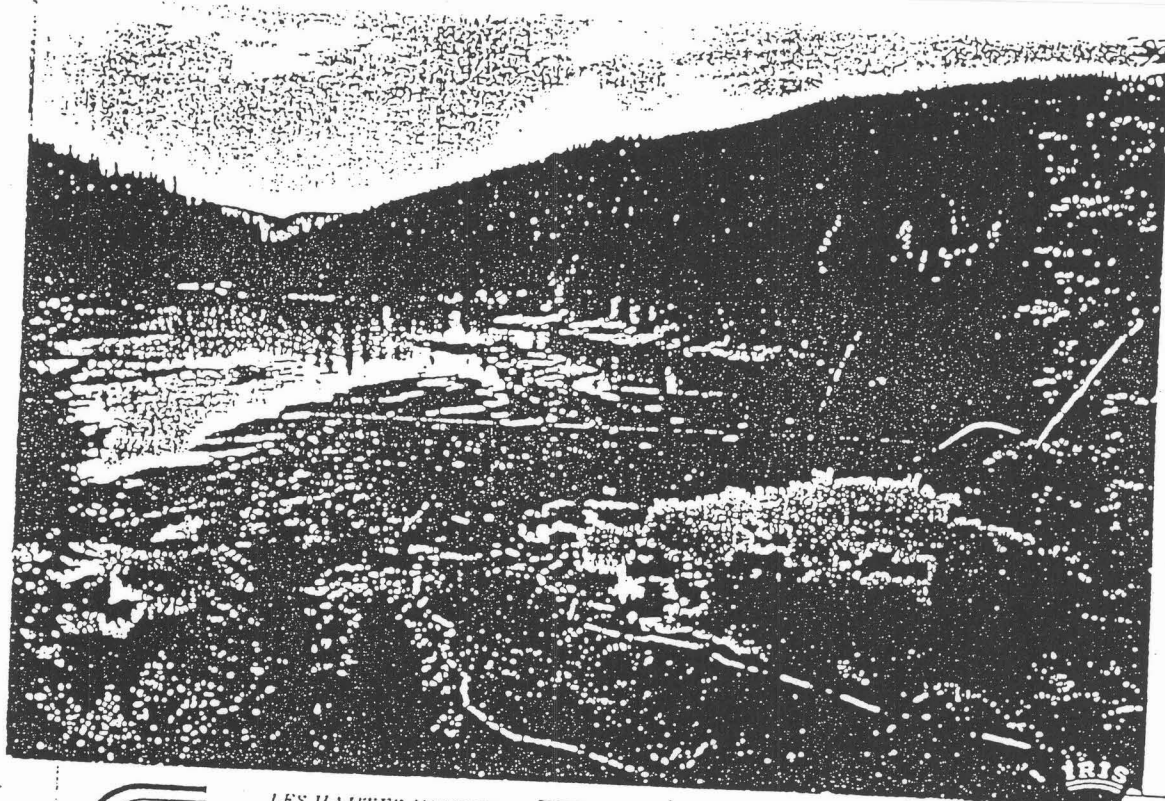
=====

L'an 1985, le 16 octobre, Nous, J.M. SCHLICKER, Juge  
d'instruction au tribunal de 1ère instance de Nivelles,  
avons reçu des mains de Monsieur René Haquin, né le 13 août  
1941, domicilié à Woluwè-st-Pierre, avenue Roger Vandendriessch  
n° 6, une carte-postale représentant le lac de Lispach, carte  
aurait été envoyée par Monsieur Smets à Paul Latinus.

Dont acte.



355



LES HAUTES-VOSGES  
Le lac de LISPACH  
près de La Bresse

Mardi 31/8

88.533.211

A1

Avons fait lundi un  
repas remarquable où  
Sourcil a laissé admirer  
l'ensemble magistrallement  
réussi par Leba (bravo et merci)  
La région est jolie, reposante  
et soignée.  
Il ne manquera qu'une chose :  
un petit morceau de soleil  
d'Espagne !  
Bonne nuit à vous 2  
chère et en core resp.

Amitiés à vous 2

Maman / Amitié

IRIS  
MEXICHROME



DEPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 24.

91

# PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~xxxxxx~~ 85

le 11 octobre à 11 heures 15

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu, dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement à lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

DENRUYTZER Julien Jean divorcé, né à Bousval le 12 février 1953  
menuisier, dlié.à Baisy-Thy, rue chant des  
Oiseaux, 22

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~xxxxxxxxxxxx~~ »

J'ai connu Paul Latinus environ 1 an avant son décès. Nous nous  
~~xxxxx~~  
rencontrions au café Le Bon Accueil à Court-st-Etienne avec le  
père, la mère et le fils Lecomte et un certain Gobillet Daniel.  
On y jouait aux dames. Pour moi Paul Latinus n'était pas un  
homme à se suicider. Je sais que Paul avait un autre ami, un barbu  
d'environ 1m78 qui a tenu le café l'Ottintois. Actuellement il  
tient un café à Wavre près de Gregg Intérim en remontant vers la  
gare. Je sais que Paul et Mireille avait une vie sentimentale  
agitée. Ils vivaient ensemble puis rompaient fréquemment.

*Cognat*

357

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

297,-

J'ignore quels étaient les revenus de Paul. Paul se présentait comme étant un journaliste. Lorsqu'il nous quittait, il affirmait que c'était pour faire des enquêtes à Bruxelles. Latins semblait avoir toujours de l'argent, en tous les cas il payait ses verres. Paul buvait très modérément. Je le voyais le plus souvent boire de l'eau menthe. La dernière fois où je l'ai vu, c'est 15 jours avant son décès. Il ne paraissait pas dépressif.

Lecture faite, persiste et signé.

Ceguar

Santana

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23.

PRO JUSTITIA

90

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ quatre-vingt-cinq

le 11 octo bre à 10 heures 50

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, L. Degraeve

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

467,-

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

MATON Julia, divorcée née à Mellery le 4 décembre 1945, employée  
dliée. à Ottignies LLN, av des Rossignols 9'

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi que de tout dire~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'ai été une amie d'adolescence de Paul Latinus. Je l'avais  
perdu de vue vers la période de son service militaire. Une vingt  
d'années plus tard je l'ai revu. Par une coïncidence, mon ami,  
Mr Julien Deruyter, le connaissait également ainsi que Mireille  
van Houtivinck. Il fréquentait en effet le couple.  
Nous avons invité Paul Latinus régulièrement. Lorsqu'il venait  
chez nous il était spontané et très gai. Pour moi il n'était pas  
un homme à se suicider. Je n'ai jamais compris comment il a pu  
fréquenter Mireille Van Houtvinck. Je sais que cette dernière

*Paras*

rencontrait d'autres hommes alors même qu'elle vivait avec Paul Latinus. J'ai surpris d'ailleurs Mireille quasiment en flagrant délit. Un jour que j'avais invité le couple Latinus -Van Houtvinck, comme ces derniers n'arrivaient pas, j'ai pris mon véhicule pour aller voir rue de Lomages. Au préalable, j'avais tenté à plusieurs reprises de téléphoner, mais sans succès. Arrivée en face de l'immeuble de Mireille, j'ai vu une Ford ou du moins un break garée dans l'entrée du garage et à l'étage j'ai vu de la lumière et une ombre. Par la suite Paul m'a dit qu'il s'était disputé ce jour-là avec Mireille et qu'il était retourné chez sa mère.

Une quinzaine de jours avant son décès, je l'ai rencontré à la maison. Il m'a confié qu'il connaissait une veuve de 40 ans qui avait des enfants. Elle était petite et brune. Il m'avait même précisé qu'il m'en montrerait une photo. Il m'avait paru amoureux de cette femme dont j'ignore l'identité mais je sais qu'elle habite la région de Wavre.

Il m'a fait part de sa volonté de rompre avec Mireille. Il m'avait également dit qu'il était obligé de rester avec Mireille jusqu'à son procès, que c'était dans son intérêt, que Mireille devait en effet pouvoir le surveiller mais qu'il ne pouvait pas m'en dire plus.

Paul ne m'a jamais parlé de questions politiques.

Après son décès, j'ai été voir un certain Michel quitenait le Cambrinus à Limelette afin de savoir ce qui c'était passé ce soir-là. Ce Michel nous a dit que Mireille, sous l'influence de la boisson avait insulté Paulet avait fait des propositions au père Gurdal. Paul avait quitté le débit de boissons fâché en disant qu'il allait chercher une carabine.

Avant ces faits, une de mes connaissances, une de mes connaissances, Félix Cardon qui tenait le café de La Ferme à Ottignies m'a demandé si je connaissais personne pour l'aider dans son débit de boissons. Je lui ai répondu qu'il pourrait s'adresser à Mireille Van Houtvinck. Il a refusé en disant que cette femme s'adonnait à la boisson et que chaque fois que Mireille était saoule, elle lui remettait un bout de papier en lui prédisant que si il lui arrivait quelque chose, il devait téléphoner au numéro indiqué. En fait elle disait "si il lui arrivait malheur".

Je me suis toujours posé la question pratique de savoir comment le couple Latinus-Van Houtvinck vivait. En effet Paul n'avait pas de revenus à ma connaissance car il ne travaillait pas. Mireille quant à elle émargeait au chômage. Elle devait payer un gros loyer et sortait continuellement. Ce qui me faisait penser que Mireille avait d'autres revenus.

Une semaine après le décès de Paul, j'ai rencontré Mireille qui ne semblait pas du tout affectée par ce décès. J'ai appris que le lendemain de la mort de Paul, elle sortait déjà dans les débits de boissons avec une autre personne.

Lecture faite, persiste et signe.

Cegnar

Robert Jaulle

L'an mil neuf cent ~~XXXXXX~~85

le 9 octobre à 11 heures 55

Nous, J.M. SCHLICHER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu, dans la langue de la procédure.

se présente spontanément

Le témoin ~~nous a représenté l'avocat~~ nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

LAFFINEUR Gaston Célestin Marie J. époux Ghene Jeanne,  
né à Stavelot le 1er novembre 1919, officier de  
gendarmerie en retraite,  
allié à Auderghem, av. G. Merjay, 34

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi que la vérité~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

Je suis ancien officier de gendarmerie, en retraite aujourd'hui.  
Il m'est arrivé il y a un an de rencontrer une personne de sexe  
masculin et son épouse qui désirent actuellement garder  
l'anonymat. A votre demande j'essairai de convaincre cette  
personne de vous faire une déclaration. Lors du premier contact,  
il y a un an, cet informateur m'a révélé que Paul Latinus ne  
s'était pas suicidé mais qu'on l'avait tué. Cet informateur m'a  
précisé qu'il connaissait bien Paul Latinus et Marcel Barbier.  
Après les événements de Braine-l'Alleud et d'Overijse, il s'est  
décidé à me recontacter car il avait été outré par la mort du  
jeune enfant.

INDEMNITE  
AU

TÉMOIN

*néant*

Cette personne m'a précisé que Latinus avait un noyau dur de 15 personnes dont 7 pour l'action et 8 pour l'intendance ( chauffeur, etc.). Il a même ajouté que le nombre de gilets pare-balles volés à Tamise correspondait à leur besoin. Ce noyau s'entraînait aux arts martiaux en une salle située à Bruxelles, 43 A rue Moris. Cette salle s'appelle BIKBA . Dans cette salle il y avait un maître d'armes qui serait un Toulonnais qui se prénomme J.F. (Jean-Francis). Il aurait fait la Corée et aurait une prédilection pour les Beretta et armes petit calibre.

Dans cette salle des policiers s'entraînaient également. Dans cette salle s'entraînait également un flamand d'1,90 m , blond(roux, quasi-chauve, yeux bleu-verts ainsi pesé 90 kg et pesant actuellement 120 kg. Il aurait manifesté à Doel (Anvers) dans une manifestation pacifiste. Mon informateur m'a précisé que dans cette salle on enseigne à tuer à main nue en 7 places différentes. Mon indicateur m'a informé que ce groupement avait un armurier dont il ignore l'identité et un pompiste-garagiste dont le siège d'exploitation se trouve chaussé de Waterloo en face de l'innovation près de La Bascule. Ce garagiste aurait ou aurait eu une camionnette. Fréquentait probablement cette dalle, car mon informateur le connaît, un certain MARC, libanais, assez snob, roulant en BMW, jouant au billard dans un café dans les environs de Ma Campagne. Ce MARC et Jean-Francis placent des systèmes de sécurité (vitres et alarmes) dans des ambassades dont certainement l'ambassade du Liban. Ce MARC connaissait très bien le Gemayel, le président du Liban qui a été assassiné. Parmi les 15, il y aurait eu également une petite femme. Mon informateur ainsi que son épouse, connaît un journaliste arabe, ayant du sang princier,

Paul Latinus aurait connu une certaine Marie-Hélène, ~~xxxxxx~~ qui lui a été une amie fidèle et dont le frère habite Paris. Ma mère de Latinus connaîtrait l'adresse de cette Marie-Hélène. Paul Latinus aurait connu également une certaine Thérèse qui buvait énormément, ayant 3 enfants, une femme de mœurs légères. La mère de Paul Latinus aurait détenu 2 carnets de couleur bleu et bordeaux plus un dossier secret sur l'opération à Kolwézi. Elle aurait détruit ce dernier dossier.

Mon informateur connaissait bien BARBIER et savait que deux personnes avaient été tuées à Anderlecht. Il affirme que ce double assassinat n'est pas un assassinat gratuit du groupe mais bien un règlement de comptes pour des problèmes financiers.

Le groupe des 15 en voulait à Khadafi dans le sens de faire contre-poids au terrorisme lybien.

Lecture faite, persiste et signe.

Mon informateur m'a remis comme preuve de sa connaissance de Latinus une carte que je vous remets comportant l'écriture de Latinus, et renvoyant au club d'arts martiaux.

Mon informateur connaît très bien Mr Albert Toch de la P.J. de Bruxelles. Pour preuve, il m'a remis une carte de visite de cette personne (exact).

640.11.77  
P. DEK (P) 640.91.78  
(B) 660.63.53

Corbina  
267.96.36  
NGB  
733.48.31

KOTRA (RL COLSON)

ACROBOLIS

MOSSIGNOL

218.54.99  
647.97.24

B: 345.88.26

P: 267.01.68

B: 700.27.65

B: 805.07.09

P: 738.49.70

FAURE

FRANÇOISE

F. Sluzé: 918.60.90

STEVE POLUS: 218.13.40

J.L.R.: 653.87.22 / 653.88.44 / 13 rue Hauke

Pierre HAQUIN: 762.50.85 G.A.R. VANDENDRIESSCHE. W.S.P.

Brugghe (FA) 512.39.20

Col. THAYERS: 733.88.62

Col. DE BUYST: 89.46.84, 4 rue des Viciages

COLLIER Robert (P) 431.18.08

Billon Michel (B) 441.12.34 EXT. 247

TAHIA Jean Claude (P) 441.20.60

BUÉFIN Marie-France (P) 432.58.70 EXT. 226

(B) 741.37.15

CAPT. CORDIER (A) 784.08.01 EXT. 2312

(B) 751.80.10 EXT. 2263

Montagne: 647.03.25

S.F.: 538.22.61

U.S.: 377.85.86

Lulu: 424.20.52

MARCEL HUTOLOW: 5123.123

026401874	*	-	-	-	-	1530
026409178	*	-	-	-	-	1540
026606953	*	-	-	-	-	1550
022679636	*	-	-	-	-	1560
027334839	*	-	-	-	-	1570
022185499	*	-	-	-	-	1580
026479724	*	-	-	-	-	1590
023458826	*	-	-	-	-	1600
022670168	*	-	-	-	-	1610
027002765	*	-	-	-	-	1620
028050709	*	-	-	-	-	1630
027984970	*	-	-	-	-	1640
022186090	*	-	-	-	-	1650
022181340	*	-	-	-	-	1660
026538732	*	-	-	-	-	1670
026538844	*	-	-	-	-	1680
027625085	*	-	-	-	-	1690
025123920	*	-	-	-	-	1700
027338862	*	-	-	-	-	1710
010844684	*	-	-	-	-	1720
024311808	*	-	-	-	-	1730
024411234	*	EXT247	-	-	-	1740
024412060	*	-	-	-	-	1750
024412077	*	-	-	-	-	1760
024325870	*	EXT226	-	-	-	1770
027413715	*	-	-	-	-	1780
027840801	*	EXT2312	-	-	-	1790
027518010	*	EXT2263	-	-	-	1800
026470925	*	-	-	-	-	1810
025382261	*	-	-	-	-	1820
023779586	*	-	-	-	-	1830
024242052	*	-	-	-	-	1840
025123123	*	-	-	-	-	1850



# Gendarmerie

District WAVRE

Brigade B.S.R WAVRE

N° 946

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

au dossier 140/05 émanant  
Monsieur le Juge d'Instruction  
M. KER à Nivelles.

URGENCE DE:

du

OBJET:

Suspecte de LATINUS Pau

ifications de numéros  
phoniques.

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 C. 1-14 Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

l'original a été adressé

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui huit octobre mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 16.00 heures ;  
Nous soussigné(s) GOSSE Gébard,  
1Mdl de gendarmerie,  
en résidence à B.S.R. de Wavre, non revêtu(s) de notre uniforme ;

Dans le cadre du dossier mieux repris en marge, conformément au devoir prescrit, les numéros téléphoniques dont question, s'identifie comme suit:

02/6401874: DELOMBARDE Charles, rue Washington 6 Bruxelles  
02/6409178: Rallside company limited SPRL éditions, av; Louise 391 Bruxelles.  
02/6606953: Codebac SA assureurs conseils, Chsée de La Hulpe 181 Wtermael Boitsfort  
02/2679636: secrét LINET Edmond rue Bons enfants 2 à 1120 Bruxelles.  
02/7334839: Du Bois, M, rue de Linthout 89 SCHAERBEEK  
02/2185499: Korea Trade center, Bd Emile Jacqmain 162 Bruxelles  
02/6479724: VERMEULEN P, av de l'université 60 NIVELLES  
02/3458826: FORESTER, av Van Volxem 19 à Forest  
02/2670168: ROSSIGNOL Claude, Grotexinkellaan 97 Grimbergen  
02/7002765: pas relié  
02/8050709: pas relié  
02/7984870: pas relié  
02/2186090: "La libre Belgique" journal, Bd E Jacqmain 127 Bruxelles  
02/2181340: "POURQUOI PAS" Bd E Jacqmain 95 Bruxelles  
02/6538732: REMOUCHAMPS M, rue Haute 19, Rixensart  
02/6538844: Smith, Kline, Rit Siège Rixensart pharmaceutique rue de l'institut 89 Rixensart  
02/7625085: HAQUIN av Vandendriessche 6 WOLUWE ST PIERRE  
02/5123920: Communautés Européennes rue Ravenstein 3 Bruxelles

02/7338862: MAYERUS J Mme, rue de la Jonchaie 23 Etterbeek.

10/844684 : DEBUYST R Bas Bonlez 29, CHAUMONT GISTOUX

02/4311808: pas relié

02/4411234: pas relié

02/4412060 ET 77: pas relié

02/4325870: pas relié

02/7413715: pas relié

02/7840801: pas relié

02/7518010: Min landsverdediging kwartier groenveld, Min  
de la défense nationale, aéroport de Melsbroek  
STEENOKKERZEEL

02/6470925: secret, CAMBIER Monique Sq Léopoldville 11 BXL 1140

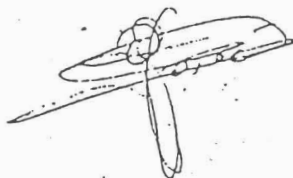
02/5382261: CAERVELIS G, rue Moris 43A ST GILLES

02/3779586: VAN MOLLE L calleboutstraat 4 ST Pieters Leeuw

02/4242052: BENABDELLAH M, rue du jardinier 70 Molenbeek

02/5123123: Taxis autolux SA, rue ST anne 1 Bruxelles.  
Tous ces numéros sont identifiés par la RTT.

Dont acte,



DE  
TÉMOIN

J. 24

# PRO JUSTITIA

le 26 septembre à 15 heures 50

jugé d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

: Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

de Bonvoisin (Baron) Benoit Marie Ghislain Martin Marcel  
Patrice, célibataire, né à Etterbeek, le 14 mars 1939, ~~XXXXXXXXXXXX~~  
~~XXXXXXXXXXXXXXX~~, domicilié à Maizeret,  
Rue Gouverneur Alexandre Galopin, 1a

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le serment suivant :

[illegible]

Et sur nos interpellations, il a déclaré

A l'origine il y avait le M.I.C. (Mouvement des Indépendants au sein du P.S.C.). Ce mouvement a été transformé dans les années 1975, 1976 en C.E.P.I.C (Centre politique des indépendants et des cadres). Le C.E.P.I.C. fut ensuite transformé en mouvement politique par le sénateur Saint-Remy qui en assura la présidence. Personnellement j'ai assumé la vice-présidence du centre d'études, la trésorerie du mouvement et la présidence de la commission de politique européenne. J'étais aussi membre du bureau et du comité directeur du C.E.P.E.C. Par la suite,

la présidence fut assurée par Mr Vanden Boeynants. Le CEPIC fut créé pour mieux défendre les indépendants et les classes moyennes en général et secondairement pour contrebalancer l'influence grandissante de la C.S.C. au sein du P.S.C. le CEPIC était installé au 39 rue Béliard et louait ses bureaux à la S.A. P.D.G., société de relations publiques commerciales. Très vite le CEPIC a connu un développement considérable, ce qui a entraîné des réactions tant au sein des syndicats chrétiens que chez nos concurrents directs, les libéraux qui voyaient d'un très mauvais oeil de nombreux membres P.R.L. renvoyer leur carte de membre à la direction du parti libéral.

S'ajoute à cela un autre élément important : j'entretenais d'excellentes relations avec le président du Zaïre, qui appréciait, je pense, mon indépendance et ma franchise de parole. Ce qui ne plut pas du tout à son chef de la sûreté, Setti, grand ami de Raes, chef de la sûreté belge. Quelques mois avant la sortie du mensonger rapport de la sûreté de 1981, je fus averti par un proche d'un baron de la haute finance belgo-zaïroise, très lié à Setti, qu'on allait me faire tomber dans un scandale dont je ne me relèverais pas et que conseil était donné à mon ami de ne plus avoir aucune relation avec moi.

Ce fait est très important car il prouve le lien entre la sûreté zaïroise et la sûreté belge (enfin creusant un peu il ne sera pas difficile de mettre à jour tous les autres liens qui existent, et pas toujours des meilleurs). Ce fait est encore très important car il prouve aussi que les fuites du rapport confidentiel de la sûreté dans De Morgen avaient été prévues d'avance pour faire du scandale autour de moi.

En 1979, si mes souvenirs sont exacts, la Belgique signe un accord d'installation des missiles pour 1985. Rappelons si besoin en est encore que l'installation des missiles américains n'a été proposée que parce que les SS20 soviétiques sont déjà braqués, prêts à être lancés sur différents centres belges. En 1980, dans le courant de l'année, des éléments me parviennent suivant lesquels l'Union Soviétique préparerait une violente offense contre l'installation des missiles américains par les agents qu'elle aurait en Belgique dans différents partis politiques et certains mouvements pacifistes. Ces mêmes éléments m'amenaient à penser que la sûreté belge, en l'occurrence Mr Raes, était atteinte d'une myopie évidente quant à cette manoeuvre. Je m'apprêtais donc, au sein de ma commission de politique européenne à mettre sur pied un projet d'interpellation dans ce sens. On connaît la suite, Mr Raes, dont j'apprenais par la suite qu'il payait des gens qu'il croyait de mon entourage, sorti son mensonger rapport, faisant scandaleusement à me mêler à des mouvements terroristes. Il alla même jusqu'à affirmer que j'aurais participé à l'évasion d'un ancien nazi dont le nom me revient pas maintenant.

Concernant votre question quant à mes relations avec Mr Smet : je louais une maison à Europe Magazine dont le rédacteur en chef était Mr Lecerf. Un jour, Mr Lecerf me dit qu'un haut responsable de la sûreté, Mr Smet, désirait me rencontrer. Je vais le voir chez Mr Lecerf et lui explique tout ce que je pense de cette scandaleuse campagne contre moi et le CEPIC. Il semble approuver mes propos, et dit qu'il veut m'aider, et moi, comme à mon habitude très franchement, je lui demande "qu'est ce qui me prouve que ce n'est pas de la provocation". Smet me répond, je vous donnerai des preuves que je suis avec vous. Il convient d'un nouvel entretien. J'inviterai donc à dîner Mr Smet, à la maison en compagnie de Mr Lecerf. Mr Smet, pour me prouver qu'il est avec moi et que je peux lui parler en toute confiance !!! me remet pour preuve un document concernant les revenus fiscaux de Pour.

Cette manoeuvre me parut une scandaleuse provocation, un fonctionnaire n'ayant absolument pas le droit d'utiliser à des fins pareilles un document qui n'était pas sensé avoir et provenir d'une autre administration.

*Legras*

*Bl. Poucin 368*

## SUITE DE LA DECLARATION DE de Bonvoisin

du 26/09/1985

QU. Connaissiez-vous les Milices de Jésus-Christ ?

R. J'ai eu connaissance de ces Milices de Jésus-Christ par Bernard Mercier qui était un fonctionnaire de l'éducation nationale détaché au cabinet, notamment de Mr Humblet. Je savais que ce dernier faisait partie de ces Milices. Je crois qu'il en portait d'ailleurs un signe extérieur. Pour moi il s'agissait d'un mouvement qui avait pour but principal le retour de la liturgie grégorienne.

Qu. Saviez-vous si Bernard Mercier connaissait Mr Smet ?

R. Je sais que Bernard Mercier avait été recruté comme informateur de la sûreté. J'ignore s'il connaissait Mr Smet. Bernard Mercier avait des fonctions importantes au CEPIC de Charleroi et au plan national. J'ai cru pendant tout un temps que la sûreté n'avait eu recours à Bernard Mercier que pour obtenir des informations sur Charleroi et sa région.

Qu. Connaissiez-vous le major Bougerol ?

R. Je l'avais connu au Ministère de la Défense Nationale où il était un des meilleurs conférenciers militaires. Il donnait des conférences sur les différents techniques de terrorisme et sur les méthodes très habiles de pénétration soviétique dans les différents rouages des états. Il donnait ces conférences au sein de l'armée et dans ses heures de liberté, il donnait les mêmes conférences à qui les lui demandait.

~~Il n'y avait pas de lien entre eux.~~

Qu. Participait-il à la rédaction d'Infor-Rep et où cette publication était-elle imprimée ?

R. Je ne sais plus à quel titre il participait à la revue de presse Infor-Rep. La revue était éditée par la société P.D.G.,

Qu. Aviez-vous des actions de la société P.D.G. ?

R. Je n'avais pas d'actions de P.D.G., mais j'entretenais des relations qui sont devenues de meilleures en meilleures avec son président qui était un homme remarquable, Mr Detournay, surtout à partir du moment où on l'avait menacé des pires choses s'il continuait à louer des bureaux au CEPIC.

Qu. Connaissiez-vous Henin Marius ?

R. Marius Henin a été attaché pendant de longues années au cabinet du ministre de la défense. C'était un homme d'une grande gentillesse.

QU. Est-il un des responsables des Milices de Jésus-Christ ?

R. Je l'ignore.

Qu. Connaissiez-vous Paul Latinus ?

R. Oui j'ai dû le voir deux ou trois fois. J'ai l'impression que je l'ai rencontré une fois chez Mr Lecerf, à qui il a dû demandé de me voir. Il semblait connaître beaucoup de journalistes.

Qu. Quel impression vous a-t-il fait ?

R. Ou bien il était mythomane ou bien il se sentait revêtu d'une mission, mais ce qui m'a frappé, c'est qu'il donnait l'impression de se sentir très à l'aise plus la situation était

difficile. ~~Exxxix~~<sup>9</sup> C'était dans ces situations là qu'il donnait l'impression de vivre le plus intensément.

Il ne m'a pas du tout donné l'impression d'être un dépressif à tendance suicidaire.

Qu. Avez-vous une idée sur la cause ou les causes de son décès puisque vous dites que ce n'était pas un homme dépressif ?

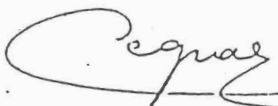
R. Je pense mais cela ne me regarda pas que les preuves ont été établies qu'il ne s'est pas donné la mort mais qu'on la lui a donnée. Ceci dit, je suppose qu'on ne retrouvera pas facilement ceux qui ont commandé sa mort, peut-être par personne interposée de services belges ou étrangers. Je pense que la réponse à deux questions pourrait donner un début d'éclairage : à qui la crime a-t-il profité et qui a empêché la vérité de se faire jour.

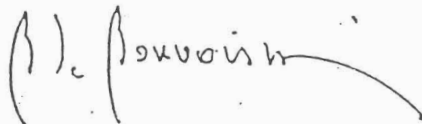
Lecture faite, persiste et signe

Approuvé la biffure de 9 mots nuls.

Après lecture ajbute : je pourrais encore vous dire beaucoup d'autres chose mais je les ai résumées dans une lettre à Madame le juge d'instruction

Lyna dont je vous enverrai une copie.





DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

PRO JUSTITIA

J. 24.

33

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ 85

le 25 septembre

à 11 heures 25

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à Nivelles

assisté de notre greffier, L. Degraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à Nivelles

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

THIRIONET Hélène Gilberte Marie Joséphine Ghislaine, épouse  
KELLER Pierre, née à Tirlemont le 5 août 1947,  
infirmière, dliée. à Court-st-Etienne, rue de  
Limauges, n° 8

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi qu'il me verra~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

J'habite Court-st-Etienne, rue de Limauges 8 depuis le 7 septem-  
bre 1979. J'étais donc la voisine de Mireille Van Houtvinck,  
compagne de Paul Latinus. C'est ainsi qu'il m'est arrivé à diffé-  
rentes reprises de le rencontrer. Paul Latinus était un homme  
charmant et réservé. Je sais qu'il avait pour habitude quasi-  
quotidienne de brûler des papiers dans la cour de l'immeuble  
de Mireille Van Houtvinck. Une quinzaine de jours avant son décès  
le quartier a été intrigué par des coupures de courant à l'éclai-  
rage public. C'est-à-dire que la rue était plongée dans l'obscu-  
rité la nuit. Des ouvriers de l'Unerg cherchaient pendant 2 ou 3  
jours, rétablissaient le courant et ~~ensuite~~ ensuite la panne

INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

4261



14  
5 novembre 1980.

SECRET

DANGER SOURCE

- I -

GRAISSE Michel

BORSU Jacques

CHEVALIER Robert  
Inspecteur B.2/P.

POUR LE SOCIALISME (P.L.S.).

Révélation sur l'extrême-droite.

d'office,

I. SOURCE.

Un I.R.C. verbalement, le 3.11.80.

II. RELATION DES FAITS.

L'hebdomadaire POUR s'apprête à publier de nouvelles révélations sur l'extrême-droite et particulièrement sur la collusion entre EUROPESE PARTIJ/PARTI EUROPEEN (E.P.E.) et notre service.

La pièce maîtresse de ce dossier consiste en une photocopie d'une lettre - déjà ancienne - adressée par CHEVALIER Robert, inspecteur S.E. à GRAISSE Michel et destinée à aviser BORSU Jacques de certaines activités de la Sûreté.

III. ENQUETE.

Transmettons en annexe photocopie de la lettre en question.

POUR a fait état à plusieurs reprises de relations entre CHEVALIER Robert et BORSU Jacques

IV. APPRECIATIONS

Valeur : A; A; A.

Chef de section : cotation correcte ;

Chef de brigade : d'accord.

372



-----  
Le 09.04.86 à 2300 heures, en son domicile, entendons :

LIBERT Michel, célibataire, indépendant, né à BRUXELLES I le 19.02.58

domicilié à SAINT-GILLES, Rue St Bernard, n° 35, lequel nous déclare

"Je désire m'exprimer en langue française et fais choix de la procédure

en cette langue. Vous m'interpellez sur les origines du mouvement dénommé

WNP (WESTLAND NEWPOST). Vers 1980, sur une première intervention de feu

LATINUS, Paul, alors que je me trouvais au FRONT DE LA JEUNESSE sur ordre de

mon père qui est décédé, j'ai été contacté par LATINUS ET BARBIER, Marcel,

sans pouvoir vous préciser lequel des deux m'a contacté le premier. LATINUS

m'a demandé de rejoindre un mouvement dont j'ignore l'appellation de l'époque

pour y faire du renseignement. LATINUS m'a spécifié qu'en fait plusieurs

autres mouvements travaillaient pour le même mouvement dont question sans

toutefois le savoir entre eux. Parmi ces mouvements, il y avait "LE 80"

"BEIL3 - ainsi que le mouvement "OCCIDENT3 de la région de CHARLEROI et

d'autres dont je ne me souviens plus, il y avait également d'autres petits

groupuscules qui servaient d'hommes de main. Ces mouvements étaient regroupés

et entraînés pour créer une armée blanche capable d'enrayer une éventuelle

occupation soviétique, ce sans aucune obédience d'extrême droite comme beaucoup

le faisait entendre. Il s'agissait de groupements pluralistes à tendance

antocommuniste. Outre LATINUS, plusieurs autres personnes étaient également

à la base de ce regroupement, il y avait en fait un nombre assez conséquent

de personnes dont je vous fournirai la liste, liste que j'ai déjà transmise à

Madame LYNA. Cette liste reprend en fait tous les responsables qui étaient

regroupés dans le BURAFLEX, d'où émanaient tous les ordres des missions exé-

cutées par la base. Au sujet du dit BURAFLEX était structuré de plusieurs

réseaux qui s'ignoraient les uns des autres par souci de discrétion entre les

membres, ce qui constituait la sécurité même du mouvement, ce dans le même

type que le WNP même. Concernant les subventions du WNP, tout ce que je

peux dire c'est qu'il fallait plusieurs centaines de milliers de francs par

mois pour faire fonctionner l'organisation, et que c'est cet argent qui pouvait provenir

selon moi du baron DE BONVOISIN car c'était la seule personne qui me paraissait

assez riche pour cela. Au sujet de la structure d'ensemble, je puis vous

préciser que LATINUS était le CSRS (Chef de la sûreté et du renseignement et

de la sécurité). Il était l'aiguillage entre le BURAFLEX et la base. Au

sujet du WNP, il était organisé en trois branches principales et indépendantes

les unes des autres soit le SEREG (Service Renseignements), au début j'étais

le responsable du SEREG BRU (BRUXELLES), puis SCHELDE (ESCAUT) entre l'Escaut

la Meuse, puis SEREG CENTRE (du littoral jusqu'à la WESER) cette évolution

pris environ cinq années. Parmi les groupements regroupés sous le WNP, il y

avait également le mouvement ELO sans pouvoir vous spécifier ce que cela

voulait dire. Je vous précise qu'à partir de début 81, soit vers le 26.01.

j'entrais déjà en contact assez fréquent avec Monsieur SMEETS Christian de

la SURETE DE L'ETAT dans le cadre des activités du WNP. Je puis vous dire

"que SMEETS, Christian faisait partie effective du WNP depuis le début 81, il m'a été présenté par LATINUS, au début j'ai eu contact téléphonique avec Monsieur SMEETS, puis le 31.01.81 à 1100 heures, j'ai reçu la visite de SMEETS à mon domicile Rue de Parme à St-GILLES. En me présentant SMEETS, LATINUS m'a dit que SMEETS allait superviser le WNP.

La branche suivante était le SESEC (Service de sécurité) dont le responsable pour BRUXELLES était BARBIER Marcel à l'essai, autant que pour après le SCHELI toujours à l'essai, essai qui n'a jamais été concluant, par de manque de préparation psychologique et psychique, ce à son insu, car LATINUS ne voulait pas lui révéler, en fait LATINUS avait mis en place VAN VINCK Guy pour superviser également cette branche à mon avis. C'est de la sorte qu'une même personne se retrouvait dans plusieurs bureaux différents.

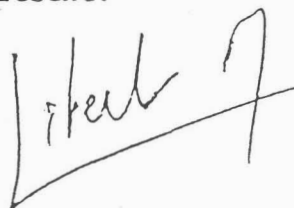
La troisième branche était le CEDIRE (Centre universitaire) regroupant tous les intellectuels. J'ai été à la tête du CEDIRE pour le LAND SCHELDE vers la fin, soit environ un an avant mon arrestation, j'ignore qui était responsable au préalable, probablement une personne mise en place par LATINUS.

Au sujet du recrutement, je puis vous préciser que chaque membre devait trouver 4 autres personnes valables à parrainer au minimum, ce sans délais. Il était spécifié aux membres d'ignorer tout de l'identité et des coordonnées des autres membres, ce dans un souci de sécurité. Au point de vue du nombre de personnes oeuvrant pour le mouvement, je puis vous dire qu'en 1981, soit au premier octobre 81, il y avait déjà eu 120 promotions de 4 à 6 personnes qui avaient reçu une formation de base, celle-ci était dispensée par tous les responsables chaque cellule. Personnellement, j'ai donné des cours d'initiation de base de philosophie comparative. Je puis encore préciser au sujet du nombre de personnes qui ont oeuvré pour le WNP, je puis faire un calcul simple soit environ 7 à 8000 personnes qui ont pu oeuvrer en BELGIQUE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE et GRANDE-BRETAGNE. Chaque personne était chargée de la recherche de renseignements dans sa branche et de transmettre ceux-ci par un système de courrier, dont je m'expliquerai plus en détail plus loin. Tous ces renseignements étaient collectés et centralisés chez moi. Personnellement, j'effectuais une grosse partie du premier des renseignements transmis par la base. A l'issue de ce premier, il restait environ un tiers des renseignements gardés et le reste était jeté. Suite à ces premiers renseignements, des dossiers plus élaborés étaient établis dans les trois branches. Ces dossiers étaient alors transmis aux personnes qui étaient concernées soit d'autres sous-sections, ou vers les SERVICES DE SURETES, tant la SURETE BELGE qu'ALLEMANDE avec qui j'étais également en contact. Vers la SURETE BELGE au début la transmission du temps où SMEETS travaillait sur BRUXELLES se faisait par l'intermédiaire de LATINUS, lorsque celui-ci est parti travailler vers CHARLEROI, LATINUS m'a présenté JOSÉPH.

( CAUSSE AU CAFE LE CERF sis Place du Luxembourg. C'est de la sorte qu'à partir

de ce moment j'ai transmis directement une grande quantité de renseignements à la SURETE DE L'ETAT VIA Joseph CAUSSE, par contre je savais également que LATINUS transmettait également beaucoup de renseignements à l'Adjudant Chef GOFFINON de la BSR de BRUXELLES. LATINUS me l'a affirmé, il m'a d'ailleurs précisé que s'il avait des problèmes (LATINUS), je devais contacter GOFFINON, que je n'ai jamais fait jusqu'à ce jour. C'est de la sorte que je peux affirmer que GOFFINON était également au courant des tenants et aboutissants concernant le WNP. Personnellement, de la sorte, depuis le début j'étais entièrement convaincu de travailler de façon officieuse pour des services officiels et en étant couverts par ceux-ci. A mon avis, depuis le début, je puis dire qu'en fonction des renseignements qui étaient recueillis et des réponses aux différentes demandes et en fonction de la conception du système des communications, je puis affirmer qu'il devait y avoir au sein du WNP beaucoup de policiers et gendarmes, sans pouvoir spécifier ou citer des noms mis à part MARBAIX Lucien. Les demandes de recherches ou d'enquête émanaient soit du BURAFLEX via LATINUS, soit de LATINUS lui-même, soit de moi-même, soit d'une cellule d'une chaîne de parrainage."

Après lecture, persiste et signe sur le présent.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'L. K. 7' or similar, with a long horizontal stroke extending to the right.

Le 16.04.86 à 10h45 heures au siège de la BSR de WAVRE, entendons :  
LIBERT, Michel, célibataire, né à BRUXELLES le 19.02.58, indépendant,  
domicilié à SAINT-GILLES, Rue St Bernard, n° 35, lequel nous  
déclare :

"Je désire m'exprimer en langue française et fais choix de la procédure  
en cette langue. Ce 16.04.86 à 1000 heures, j'ai marqué mon accord pour  
vous accompagner sur l'Arrondissement Judiciaire de NIVELLES, au siège de  
la BSR de WAVRE, afin de poursuivre mon audition entamée le 09.04.86.  
Au sujet de DE LOMBAERDE Karl, je puis vous préciser que le contact avec  
l'intéressé s'est déroulé de la façon suivante. C'est tout d'abord  
LATINUS qui a demandé à DAUPHIN dit LE BANCAL et qui faisait partie de  
GAP ( GARDE PERSONNELLE DE LATINUS) de s'infiltrer dans les mouvements  
des anciens du Front de l'Est, car celui-ci était un nostalgique de tels  
mouvements. C'est de la sorte que DAUPHIN est entré en contact avec  
Bert HENDRICKX, Vanderschriekstraat 92 à JETTE qui était secrétaire du  
HERTOG VAN BRABANT, mouvement qui regroupe tous les anciens du Front de  
l'Est. Le but était de retrouver une filiation dans la révélation d'une  
cellule chevaleresque indépendante d'obédience teutonique, suite à une  
initiation de base que j'avais reçue préalablement par l'intermédiaire  
mon père à BRUXELLES. En fait, j'étais le principal intéressé, mais  
LATINUS a abondé dans le même sens car il y voyait une possibilité de  
s'infiltrer et je suppose une élévation de sa crédibilité vis-à-vis de  
l'extérieur. Par voie de Tradition, mon père m'avait spécifié que j'ava  
besoin d'une patente, qui ne pouvait être qu'un Officier ayant fait  
BAD TO" LZ (lieu initiatique en ALLEMAGNE), je puis également préciser  
que mon père avait omis de me dire qu'en fait cet Officier devait être  
de souche teutonique. C'est donc LATINUS et DAUPHIN qui ont eu contac  
via Bert HENDRICKX vers Karl DE LOMBAERDE. Ensemble ils ont pris les pr  
mières dispositions vers la consécration d'une communauté pour la réali  
tion du but avoué, ce en dehors de tout extrémisme, tout au moins dans  
mon optique. C'est de la sorte que j'ai remarqué qu'en fait LATINUS et  
DE LOMBAERDE avaient de plus de contacts suivis et de réunions extérieu  
au sein du BURAFLEX, par exemple avec le Comité d'Administration de VW  
(VOLKSWAGEN BELGIQUE) Rue du Mail à BRUXELLES - avec les responsables  
de MERCEDES BELGIQUE, avec les responsables de la Secte MOON à DINANT.  
Dans le même contexte, je puis également affirmer que LATINUS et DE LOM  
BAERDE avaient des réunions avec des responsables tant du CVP, que du  
PRL, sans pouvoir spécifier des noms ou régions. Je sais également que  
DE LOMBAERDE avait contact personnel avec un haut responsable de la Ger.

Première suite à l'annexe N° 2 au PV N° M 79 du 09.04.86.

Je puis vous dire que DE LOMBAERDE m'a demandé de l'accompagner une fois à un cocktail à la Direction de VW, Rue du Mail, il voulait me présenter à des personnes. Il m'a présenté à un individu petit, gros, portant une moustache descendante et encerclant le menton paraissant le même âge qu'DE LOMBAERDE. DE LOMBAERDE m'adit qu'il s'agissait d'un ancien Officier sans le nommer, dans l'assemblée, manifestement, l'intéressé était respecté par tout le monde. Il y avait plus d'une centaine de personnes à ce cocktail. DE LOMBAERDE m'avait demandé de me placer près d'une fenêtre car il allait venir me présenter des personnes. C'est de la sorte qu'il m'a présenté plusieurs personnes et dont j'ai gardé souvenir de la personne décrite ci-avant. Visiblement, j'ai remarqué qu'en fait c'était DE LOMBAERDE qui avait organisé ce cocktail car il réglait sur place divers problèmes logistiques survenant en cours de soirée. Manifestement, DE LOMBAERDE était la référence parmi les personnes invitées. Parmi l'assemblée je me souviens de la présence de Charles VERPOORTEN ancien rédacteur en Chef de SPECIAL L'EVENAILL (ancienne version). En fait DE LOMBAERDE m'adit qu'il avait invité toutes des personnes influentes de tous bords, il m'a spécifié que certaines personnes présentes auraient besoin des services du SIPO (POLICE SECRETE DU WNP). Je puis également spécifier qu'au sein de VW BELGIQUE se retrouvent pas mal d'anciens Officiers SS ou anciens collaborateurs, qui étaient toujours actifs. Avec le recul, je me suis posé certaines questions, notamment comment l'intéressé pouvait organiser de telle réception alors qu'il ne touche qu'une bonne vingtaine de millions de francs par mois de façon officielle, qu'il occupe un flat garni dans une maison sociale et se déplace assez souvent en taxi et se montre assez généreux pour payer collations, repas et mêmes restaurants de standing. Ce qui paraît incompatible avec ses revenus. Au sujet de DE LOMBAERDE, puis encore vous dire que l'intéressé a pris contact avec ma maman durant ma détention, en fait il voulait que ma mère me dise de reconnaître ma participation à divers méfaits, du genre "dans l'exécution d'un crime dans la région d'ANVERS où un individu a été abattu de trois balles dans le front, sans plus" ainsi qu'une participation indirecte dans l'affaire de la Rue Pastorale" ainsi que d'autres dont je n'ai plus le souvenir. En fait, je devais répondre de façon positive aux questions de la PJ, me permettrait de sortir plus tôt de prison. Personnellement, j'ai refusé de tomber dans une pareille combine, vu l'imbécilité de tels aveux et que BARBIER était tombé de même façon sur instructions de LATINUS. Ma réaction négative a entraîné la colère de Mr MARNETTE au niveau enquête puis des représailles morales de la part de LATINUS et DE LOMBAERDE.



Seconde suite à l'annexe N° 2 au PV N° 1114 du 09.04.86.

malveillants, elle a failli se faire renverser par un camion qui s'est mis en marche à sa vue, cela s'est produit durant ma détention, ainsi que des surveillances statiques intempestives devant son domicile dans le but de pressions morales, je suppose. Personnellement, je suspecte Mr SMEETS ou DE LOMBAERDE de commanditer de telles actions, dans le but de me surveiller et d'avoir des moyens de pressions à mon égard, et pour couvrir une suite quelconque dans le cadre du WNP à leurs désavantages. En fait, DE LOMBAERDE donnait une image symbolique au sein du WNP, alors qu'il était réellement très actif au sein du WNP, il voulait être au courant de tous les tenants et aboutissants pour toutes les affaires où il avait son mot à dire, je veux dire par là que dans le cas où l'on devait effectuer une mission à l'encontre d'une personne qu'il connaissait, il voulait savoir tous les renseignements récoltés au sujet de cette personne dans un but de contrôle de l'information et de couverture pour sa part. Dès l'implication de DE LOMBAERDE dans le cadre du WNP, au sujet du financement du mouvement, il avait été convenu que celui-ci verse 50.000 Fr par MODUL MED (EUROSYSTEME HOSPITALIER) où DE LOMBAERDE avait un rôle d'intermédiaire principal vers l'Amérique du Sud principalement ainsi que d'autres projets du même type au Proche-Orient et le LIBAN en particulier, par l'intermédiaire de Marc MENASSA qui est l'époux de Bérangère d'OULTREMONT, ces personnes en relation avec LATINUS et DE LOMBAERDE. Je puis vous préciser qu'en fait Michel NARO était chargé de la livraison vers l'Amérique du Sud toujours en étroite collaboration avec DE LOMBAERDE. Je puis vous dire que NARO se trouvait également dans le BURAFLEX. La nommée Chantal SCHALLERE qui travaillait également à SPECI: L'EVENTAIL intervenait également dans la filière de MODUL MED, en relation avec Charles VERPOORTEN lequel est entré en dissension avec DE LOMBAERDE par la suite. Personnellement, DE LOMBAERDE m'avait demandé d'avancer l'argent nécessaire au bon fonctionnement du WNP dans l'attente de la réception des commissions prévues sur la vente de MODUL MED. Cet argent est arrivé mais n'a jamais été distribué comme convenu initialement. C'est plus tard au fil des conversations que j'ai eues avec DE LOMBAERDE et LATINUS que j'ai pu savoir qu'en fait l'argent était arrivé mais n'a jamais été versé comme prévu. Je puis spécifier qu'il y a eu au moins treize (13) modules vendus sur lesquels nous devons avoir des rentrées. Je puis vous dire que DE LOMBAERDE a fait une fois part lors d'une réunion mensuelle son domicile Rue Washington à IXELLES, où étaient présents LATINUS et moi-même, que dans le cas d'une trahison ou d'un règlement de compte à effectuer de façon intérieure ou extérieure au WNP, cela pouvait être fait da


Troisième suite à l'annexe N°2 au PV N°184 du 09.04.86.

au moment :  
deux mots rayés  
et nuls.

discussions relatives à des fuites au sein du WNP sans pouvoir spécifier. Je puis affirmer que DE LOMBAERDE avait tout à fait l'air, d'avoir de l'aplomb lorsqu'il a tenu de tels propos. Les réunions mensuelles dont question étaient destinées à la coordination du mouvement. Ces réunions se sont déroulées depuis l'arrivée de DE LOMBAERDE, jusqu'au moment des dissensions <sup>1</sup>~~au-moment~~<sup>2</sup> du camp des scouts PHOENIX, soit le mois avant mon arrestation. Ces dissensions sont arrivées suite au fait que DE LOMBAERDE et LATINUS voulaient avoir la main mise sur le SIPO, chose que je ne pouvais concevoir car j'avais eu carte blanche par les intéressés, ce me permettait de garder l'anonymat des différents composants et de là pour l'efficacité du système même. DE LOMBAERDE voulait même utiliser les jeunes scouts pour des collages d'affiches, manifestations, toujours à l'avantage de personnes de son entourage. Je puis vous spécifier que DE LOMBAERDE avait fini par prendre l'ascendant sur LATINUS ce durant dernière année. Ce à un point tel, que LATINUS prenait d'abord contact téléphonique avec DE LOMBAERDE avant de me contacter!"

"Je vous remets deux fardes contenant des cours de droit et des lois sur les étrangers. Ces deux fardes proviennent de SMEETS de la SURETE DE L'ETAT. Je puis vous préciser qu'il y avait une troisième farde de cours contenant des directives pour contourner des incidents, ainsi que des feuilles concernant les descriptions du profil physique des personnes. Ces fardes ont été fournies par LATINUS qui a relaté avoir reçu cela de SMEETS lequel donnait ces cours aux personnes du BURAFLEX et autres responsables. Suite à la mutation de SMEETS pour CHARLEROI ces cours avaient été suspendus et LATINUS était chargé de les donner au niveau inférieur, chose qu'il n'a pas faite." J'ignore ce qu'il advenu de la troisième farde de cours provenant de SMEETS, cela a probablement été emporté lors de la perquisition chez moi par la Police Judiciaire parmi d'autres documents!"

Après lecture, persiste et signe sur le présent.



379

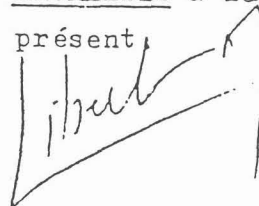
1/10-17

Le 24.04.86 à 1830 heures, en son domicile, entendons le nommé :  
LIBERT, Michel, célibataire, né à BRUXELLES le 19.02.58, indépendant, domicilié à SAINT-GILLES, Rue St Bernard, n° 35, lequel nous déclare :  
"Je désire m'exprimer en langue française et fais choix de la procédure en cette langue. Pour poursuivre nos entretiens au sujet de DE LOMBAERDE, Karl dans le cadre du WNP, sur demande de LATINUS et de commun accord avec DE LOMBAERDE, il a été décidé que DE LOMBAERDE porterait un titre purement honorifique vis-à-vis de la base du mouvement pour garder l'équivalence des fonctions avec les autres dignitaires d'autres mouvements dans le contexte des activités du WNP. En conséquence, DE LOMBAERDE portait le titre de COMMANDEUR du WNP. Au sujet de MERCIER, Bernard, l'intéressé était le grand dignitaire du WNP, il était au-dessus de DE LOMBAERDE soit le GVI (GRUPPE VERTRETTEN INSPECTOR) soit l'Inspecteur du Groupe, donc il devait au minimum se trouver dans le BURAFKEX. L'intéressé n'a jamais participé de manière active au travail de la base, par contre il travaillait au niveau de la représentation extérieure du mouvement. Toutefois, je puis vous dire que l'intéressé a payé la location d'endroits que nous occupions dans le cadre des activités du mouvement WNP, en autres Rue du Mont Blanc, N° 6 à SAINT-GILLES, sans être affirmatif, il agit d'une maison blanche dans le bas de la rue, à droite en montant, en venant de la Rue de Parme à droite. Personnellement, j'habitais Rue de Parme à l'époque de cette location. En fait, MERCIER louait cet endroit pour un usage privé dans le cadre des activités du WNP, je sais que LATINUS a été domicilié administrativement à cet endroit à un certain moment sans pouvoir être plus précis, visiblement, j'ai pu constater que lors des entretiens à cet endroit des traces de pas sur le sol, ce qui implique qu'il y avait très fréquemment du passage à cet endroit. Je n'ai pas connaissance qu'il y ait eu une quelconque permanence. J'avais une clé d'accès à cet endroit, tout comme LATINUS et MERCIER. Dans le cadre du WNP, à mon niveau, je puis vous dire que cet endroit a servi à préparer l'Opération ESPERANZA. Etaient présents à cet endroit pour ces préparations de la dite OPERATION : LAMMERS, Eric - CALMETTE-Jean François (en tant que responsable du groupe TRIDENT en mission pour le compte de FAEZ EL AJJAZ) - SAUCEZ Frédéric - NEMERY Jean-Louis - DE JODE Marc ainsi que DURVIN Françoise et son amie Agnès. Au sujet de cette opération, je vous remet ce jour, cinq photographies provenant de la main même de SMEETS Christian probable-ent par l'intermédiaire de LATINUS. Ces photos devaient nous permettre d'identifier le terroriste CARLOS et une autre personne de son entourage. Je vous remet ces photos afin que vous puissiez en prendre copie pour jonction au dossier et vous demande de me restituer celles-ci à l'issue du dit copiage. Je tiens à préciser que dans le cadre de cette opération commanditée par SMEETS, lequel donnait ses ordres par l'intermédiaire de LATINUS il nous a été formellement commandé d'être armé soit arme de chasse ou 22 calibre dans les véhicules et notamment de CALMETTE - de LAMMERS, ainsi que SMEETS suppose. En fait, il nous était ordonné de tirer à bout portant sur tout



qu'il se procurait les armes par le biais du MSN (MOUVEMENT SOCIAL NATIONAL STE) dont je puis citer GIGNIEZ lequel faisait partie également du LEVENS-BOOM de WAECHETLAER Herman avec lequel j'ai collaboré un certain temps et d je m'expliquerai plus en détail plus loin. J'ai acheté un revolver de calib 22 LR fabriqué en ALLEMAGNE. J'ai acheté cette arme pour 1500 à 2500 Fr, à ELNIKOFF. J'ignore ce qu'est devenue cette arme à l'issue de mon arrestation. J'ignore si cette arme a été découverte par la PJ lors des perquisitions en mon domicile, je n'ai jamais été interpellé sur ce point par la PJ. Je n'ai plus retrouvé cette arme à ma libération. Je sais qu'en liaison avec les armes il y avait le café le BOURGOGNE situé Chaussée de Charleroi, ce café a été fermé puis repris par un autre tenancier. Je sais que DOSSOGNE Francis évoluait dans ce café en liaison avec les armes sans pouvoir spécifier. Au sein du MSN je puis citer CAILLE - ELNIKOFF - GIGNIEZ. Je puis également vous dire que les gens du MSN fréquentent un autre café situé à FOREST pratiquement en face du bureau de police de FOREST, je rectifie situé avenue Wielemans Ceup. Je puis dire que les gens du MSN se répartissent en SUDISTES et NORDISTES et qu'ils se rassemblaient régulièrement en opérant de façon paramilitaire en pratique. Je sais que de tels groupes agissent en différents endroits du pays et poursuivent les mêmes buts. Ces gens manipulent régulièrement des armes. Je tiens à rectifier, ce n'est pas NEMRY qui a parainé au départ ELNIKOFF mais bien MARBAIX Lucien, lequel ne parvenait plus à maîtriser ELNIKOFF, et c'est de la sorte qu'il a été décidé d'attribuer le dit parainage à NEMRY.

Tout ce que je puis vous dire au sujet du groupe TRIDENT, c'est qu'en fait ce groupe était un groupe d'action dirigé par CALMETTE, et principalement au service de FAEZ EL AJJAZ. Au sujet des membres, je suppose que l'on devait retrouver certains membres de l'ancien groupe SPARTES de CALMETTE, dont je sais que TAVRA, Mirco faisait partie et qui est toujours gendarme. Il y avait également un certain Michel (un gros, non gendarme) habitant en province, je ne suis plus formel pour vous dire si c'est Guy ou Michel. Je sais qu'il est monté une fois pour une démonstration à BRUXELLES à la salle BIKBA.  
Après lecture, persiste et signe sur le présent.



Le 20.05.86 à 1300 heures, au siège de la BSR de WAVRE, entendons :  
LIBERT, Michel, célibataire, indépendant, né à BRUXELLES le 19.02.58  
domicilié à SAINT-GILLES, Rue St-Bernard, n° 35, lequel nous  
déclare :

"Je désire m'exprimer en langue française et fais choix de la procédure en cette langue. Ce 20.05.86 à 1000 heures, j'ai marqué mon accord pour vous accompagner sur l'Arrondissement Judiciaire de NIVELI au siège de la BSR de WAVRE, afin de pourvoir mon audition.-----  
Vous m'interpellez au sujet de WAECHTELAER, Herman. Je puis vous déclarer que j'ai fait la connaissance de l'intéressé par l'intermédiaire de DE LONBAERDE et LATINUS, ce dans le cadre d'une coopération entre la dernière promotion (SAUCEZ-DE JCDE - NEHERY - ELNIKOFF - DESPLANQUE) et le mouvement YGGDRASIL (ASBL) dont le président était WAECHTELAER. Je devais être le secrétaire et Marc DE JCDE le trésorier, tout au moins par la suite car au départ, le trésorier en fonction était GOLDE, Jean-Louis dit JO, il y avait également un homme qui travaillait pour la Société AUTOLUX (Société de Taxi entre ZAVENTEM et BRUXELLES, je sais qu'il travaillait à la permanence radio), l'intéressé était le secrétaire précédent puis momentanément trésorier. Officiellement selon WAECHTELAER, YGGDRASIL était un mouvement destiné à créer un nouveau mouvement d'obédience PAGANISTE. Mais en fait, il s'agissait d'un nouvel instrument pour WAECHTELAER instaurer son ancien mouvement UNS (UNION NATIONALE SOCIALISTE) ce à notre insu, donc je sais que LATINUS a également fait partie antérieurement, ainsi que Paul COPPENS (Avocat ou Conseiller Juridique), ainsi que DEBBAUDT, TARTE Adrienne qui était une collaboratrice de DEBBAUDT. J'ai été chargé de réorganiser le mouvement et élaborer les statuts, lesquels ont été déposés au moniteur sous forme d'ASBL, je devais également apporter une aide matérielle et physique à la culture de WAECHTELAER. Le siège se trouvait à JETTE, Rue Théophile de Baisieux, n° 131 au domicile de VANDENHEEDE, Nicole, laquelle était à l'époque la concubine de WAECHTELAER. Au point de vue recrutement, je puis vous dire que c'est WAECHTELAER qui procédait à celui-ci et qui collectaient les différentes cotisations. C'est donc WAECHTELAER qui tenait la liste des membres à jour. La coopération entre les membres du WNP précités et YGGDRASIL a duré durant une année environ, puis suite au comportement de WAECHTELAER, la situation a dégénéré principalement suite à un conflit de personnalité entre DE LONBAERDE et WAECHTELAER. Ce qui a amené une séparation totale entre les membres présents du

REGIE DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES

# TELEGRAMME D'ETAT

Timbre à date

Indications de service

TAXE (Event.)

Numéro

Nombre de mots

Heure de dépôt

Heure de transmission

## INDICATIONS DE SERVICE TAXEES

ADRESSE :

Monsieur Jean Francis CALMETTE

Drève de Nivelles 147 - Woluwe-St-Pierre

TEXTE ET SIGNATURE :

Suite à un contretemps ne peux vous entendre comme témoins  
le jeudi 12 courant à 16 HEURES.

Prière vous présenter à mon cabinet le mercredi 11 à 15 h30  
ou le vendredi 13 à 15 h30;

Le Juge d'instruction,  
J.M. SCHLICKER

EXPEDITEUR (nom, qualité, service...) :

JUGE D'INSTRUCTION J.M. SCHLICKER  
Nivelles

ORGANISME A DEBITER :

MINISTERE DE LA JUSTICE

CES RENSEIGNEMENTS  
NON DESTINES A ETRE  
TRANSMIS, SONT OBLI-  
GATOIRES.

# Gendarmerie

District de Wavre

Brigade B.S.R. de Wavre

N° 1107/85

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

igé suite au dossier ( n°  
/84 de Monsieur le juge  
nstruction SCHLICKER.

ition de :

OY Francine, dliée à  
Ot gnies LLN, rue de l'In  
vasion, n° 1.

96612 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cai. 914 Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

d M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui onze décembre mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 14.30 heures ;

Nous soussigné(s) VANPETEGHEM Jean-Pierre et LEONET Jean-Claude,  
sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de Wavre revêtu(s) de notre uniforme  
...nos habits civils; faisant suite à l'apostille n° 140/84 de  
Monsieur le Juge d'instruction SCHLICKER à Nivelles, certifions  
avoir entendu :

L A N O Y Francine, Laure, veuve LATINUS Georgeus, née à  
Montignies-sur-sambre, rue de l'Invasion, n° 1,  
qui nous déclare :

" Je m'exprime en langue française. A la demande de Monsieur  
le Juge d'Instruction SCHLICKER de Nivelles, vous me parlez ---  
d'un carnet bleu et d'un autre carnet bordeaux. Je n'ai jamais  
entendu parler de quoi que ce soit à ce sujet. En ce qui concer  
ne le dossier KOLWEZI, je ne sais pas de quoi il s'agit.-----  
Vous m'interrogez aussi sur les six noms de personnes que vous  
me présentez. En ce qui concerne DOSSOGNE, il doit s'agir de --  
Francis DOSSOGNE ou de son frère Tony DOSSOGNE. Ils sont tous  
deux de Bruxelles du moins en ce qui concerne Francis.. Je n'ai  
jamais rencontré Tony et je ne le connais que d'entendre parler  
par Paul. Je sais qu'il s'agit d'un ancien para-commando mais --  
rien de plus. Francis DOSSOGNE est venu une fois à la maison --  
avec Paul. Ils s'étaient rendus ensemble à LLN à une manifestat  
tion contre l'avortement je crois. Je n'ai pas d'autre souvenir  
le concernant. Il me semble avoir entendu parler d'un MULLER ,  
mais je ne sais plus dans quelles circonstances. Je ne sais pas  
vous aider dans ce domaine. -----

Je tiens à signaler à Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICK  
que mon fils m'a dit à plusieurs reprises qu'il travaillait pou

...parlait de cela, il voulait dire il voulait dire que le Général HAIG était à la tête d'un groupe pour lequel il travaillait.-----  
J'ignore si Paul a réellement rencontré ce Général mais je sais --  
qu'il travaillait pour son groupe et qu'il avait une grande admí-  
ration pour lui et lorsque Paul faisait allusion qu'il travaillait  
pour les américains c'est du Général HAIG qu'il voulait parler.--  
Je me souviens aussi qu'il m'a dit un jour que si quelque chose  
lui arrivait, les américains publieraient le dossier PINON à---  
l'étranger et dans cinq pays."-----

( Après lecture faite, persiste et signe au carnet .)

RENSEIGNEMENTS.

Les noms présentés à Madame LATINUS sont ceux de MULLER, THOMAS,  
DOLGOFF, PONCELET, HENIN et DOSSOGNE.-----

Dont acte

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Poncelet', written over a horizontal line.

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23.

PRO JUSTITIA

no 3

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ 85

le 28 novembre à 11 heures 00

Nous, J.M. SCHLICHER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

PREKOVIC Radmila, née à Caa dei Tireni (I) le 25 décembre 1958,  
célibataire, réf. ONU or. Yougoslave, dlié. Clos des  
Alouettes 9 à (Céroux-Mousty) Ottignies-L-L-N.

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

386

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

647



J'étais l'amie de Mireille Van "outvinck et ce depuis 4 ou 5 ans.  
La dernière fois où j'ai vu Paul Latinus, c'était au réveillon de 84,  
et ce en compagnie de Mireille. Ce jour-là nous avons eu une discussion  
notamment parceque j'avais dansé avec Paul. Paul n'était pas dépressif et  
pour moi ce n'était pas quelqu'un à se suicider. Un jour Je suis allé chez  
Mireille et j'ai rencontré Paul qui était avec Marcel Barbier. La voiture de  
Paul et de Marcel Barbier était en panne. J'ai passé le week-end avec Marcel  
Barbier. Par la suite Mireille m'a parlé du WNP et Mireille m'avait conseillé  
de ne plus fréquenter Marcel Barbier qui sortait avec une autre jeune fille.  
En septembre-octobre 1983, Mireille m'a dit qu'elle était suivie par un  
grand blond. A ce moment-là elle a parlé du Canard mais je ne sais plus  
vous dire ce qu'elle m'a dit à ce sujet.  
J'ai fréquenté le cafe Le Bon Accueil et j'y ai même travaillé. J'ai  
entendu Paul Latinus parler de vendre des armes mais il ne m'a jamais  
demandé d'en faire la représentation.

Lecture faite, persiste et signe.

Cegraz

H

Heke

387

# Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade B.S.R. de WAVRE

N° 1003

ANALYSE DU PROCES-VERBAL

RENSEIGNEMENTS.

enseignements communiqués  
par BARBIER Marcel  
incarcéré à la prison de St  
Gilles à BRUXELLES, dans  
le cadre du dossier n° 140/84  
de Monsieur le Juge d'  
Instruction SCHLICKER à  
NIVELLES

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 Cat. 914 Dep)

Dossier n° 140/84 de Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER à NIVELLES. 102

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui sept novembre mil  
neuf cent quatre - vingt - cinq à 19.45 heures ;

Nous soussigné(s) LEONET Jean - Claude  
VANPETEGHEM Jean - Pierre  
; sous - officiers de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de WAVRE revêtu(s) de ~~leur uniforme~~...

... nos habits civils et porteurs de notre carte de service;  
exposons à Monsieur le Juge d'Instruction SCHLICKER à  
NIVELLES, que dans le cadre de son dossier n° 140/84 et  
de l'audition de BARBIER Marcel ~~et de son audition~~ effectuée  
ce jour, l'intéressé nous a communiqué, lors de sa rentrée  
à la prison de St Gilles, les adresses des personnes  
suivantes :

PREKOVIC, Ramila domiciliée à 1341 - CEROUX - MOUSTY  
clos des Alouettes, n° 9

L'intéressée travaille aux "CLAIRS VALLONS"  
sis à 1340 - OTTIGNIES L.L.N., rue de Mont  
St Guibert, n° 24

"MULLER" : chez Mlle. DESPLANQUE, domiciliée  
avenue Hansen - Soulie, n° 121 à  
1040 - BRUXELLES.

DONT ACTE.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

à .....

Le Commandant de la brigade,

VU

Le Commandant du district,

388



101/1

Wavre, le 28 avril 1984

Madame,

Je voudrais que vous sachiez qu'en ces terribles circonstances, je suis de tout coeur avec vous.

Ce sont les phrases d'usage mais je pense vraiment ce que j'écris.

J'ai aimé énormément Paul et malgré nos différents sentimentaux et nos discussions acharnées, et malgré tout ce que les journaux ont publié concernant votre fils, je garde l'image d'un garçon un peu "fou" et surtout celui qui écoutait toujours les problèmes des autres, les prenant à coeur et essayait de trouver une solution adéquate. Bien sûr, ces derniers temps, je ne l'ai plus vu aussi souvent et je le regrette. Il est venu me dire bonjour en novembre dernier et depuis juste un coup de téléphone suite à une scène de son amie.

Je suis désolée de ne pas me rendre à l'inhumation mais je ne connais, hélas, ni le lieu ni la date.

Je vous souhaite, de tout coeur, de surmonter cette épreuve avec beaucoup de courage,

384

si je puis en vous aider de quelque manière  
que ce soit, je serai toujours là

J'espère de tout coeur que Paul ait trouvé,  
la paix et la sérénité envers lui-même

Je vous embrasse

La maman de Paul - non Paul - non

Simone

Dolmont Simone

46, chée de Bxl

1300 Wavre

010 228406

390

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

CABINET  
DE  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION

~~Michel SCHUCKER~~

Bur. :

Dox. n° : 140184

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

TRANSMIS

RENVOYE

} à MONSIEUR

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

à B.S.B. Wolu

Suite à la lettre de Mr Marcel BARBIER, auriez-vous  
l'amabilité de l'extraire de la prison de St-Gilles  
afin que je l'entende.

Nivelles le 17-10-1985

19

277  
GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 5116

Encl. le 21 Oct 1985

12 Nov 1985

Le Juge d'instruction.

# Gendarmerie

District de WAVRE

Brigade B.S.R. de WAVRE

N° 1001

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

### TRANSFERT D'UN DETENU.

concerne le nommé :

BARBIER, Marcel

incarcéré à la

prison de ST Gilles à 1060 -  
BRUXELLES.

dit suite au dossier n°  
O/C de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKER à  
NIVELLES.

98632 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24115 Cat. 914 Dep)

Dossier n° 140/84 de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKER à NIVELLES.

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui sept novembre mil  
neuf cent quatre - vingt - cinq à 14.00 heures ;

Nous soussigné(s) LEONET Jean - Claude  
VANPETEGHEM Jean - Pierre  
Sous - officiers de gendarmerie,  
en résidence à la B.S.R. de WAVRE revêtu(s) de ~~matriforme~~

... nos habits civils et porteurs de notre carte de service,  
certifions que suite à l'apostille de Monsieur le Juge  
d'Instruction SCHLICKER à NIVELLES jointe au présent  
dossier, nous avons extrait le nommé BARBIER Marcel  
de la prison de St Gilles à BRUXELLES afin de conduire  
l'intéressé en Votre Cabinet.

BARBIER Marcel a été reconduit à la maison pénitentiaire  
précitée le jour même, après interrogatoire.

Le transfert s'est effectué sans incident.

DONT ACTE.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

d. ....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

D'INCEPTE/

## PRO JUSTITIA

J. 17

98

L'an mil neuf cent 85  
le 7 novembre , à 15 heures. 15

Devant nous, J.M. SCHLICKER  
Juge d'Instruction au tribunal de première instance de Nivelles,  
assisté de L. Degraeve , notre greffier,

comparaît en notre cabinet, au palais de justice à Nivelles,  
la personne ci-après désignée, qui répond comme suit, en langue française, à nos questions:  
Quels sont vos nom, prénoms, lieu et date de naissance, profession et domicile ?

Réponse:

BARBIER Marcel,  
né à Charleroi le 4 août 1959  
actuellement détenu à la maison d'arrêt de sf-Gilles

Avez-vous des renseignements à donner ?

XXRXXXX

Désirez-vous faire des déclarations ?

Si oui, veuillez les faire.

XXRXXXX

J'ai rencontré Paul Latinus par l'intermédiaire de ma mère en début 1978. Ma mère a été l'amie intime de Paul pendant 3 ou 4 mois. Un mois après notre rencontre, Paul Latinus m'a fait entrer au Front de la Jeunesse et au WNP. Je dois préciser qu'il ne m'a pas parlé du WNP mais d'une organisation internationale puissante dont je faisais partie grâce à lui. Fin de l'année 1978, j'ai rencontré pour la première fois Christian Smets, membre de la sûreté et ce au boulevard Mettewie. Paul m'a précisé que Smets travaillait chez nous. Dans le courant de l'année 1978 et avant ma rencontre avec Smets j'ai reçu sous enveloppe fermée une carte du WNP. Selon LIBERT, il s'agissait d'un envoi provenant de l'Allemagne. Lorsque j'ai fait la connaissance de Mr Smets, je sais que ce dernier avait la même carte au sigle du WNP. D'ailleurs qxxx je sais que quand Paul a fui en Amérique du sud, parceque selon lui il se sentait menacé, c'est Michal LIBERT qui a repris contact avec Christian Smets. Ils se sont reconnus grâce à leur carte respective du WNP. J'ai fait la connaissance d'une des amie de Latinus, à savoir HELENA, il s'agissait d'une espagnole. Selon Paul, elle savait faire beaucoup de choses et notamment coudre.

Pegnar.

M

6107



il et HELENA ont vécu boulevard Mettewie. Ils ont fui au Chili et à leur tour ils ont vécu chez la mère de Paul Latinus.

As le cycle normal de la formation des membres du WNP, j'ai suivi des cours arts martiaux. J'ai notamment fréquenté la salle BIKBA. Je rectifie ~~à l'époque~~, ~~en 1978~~, j'ai fait la connaissance de Jean-  
ncis CALMETTE. J'ai suivi avec ce dernier des cours de Karaté dans la nature. J'ai suivi des cours de close-combat, boxe et self-défense avec Gaston Dossogne dit y, le frère du président du Front de la Jeunesse. Gaston DOSSOGNE a été en son  
ps instructeur aux para-commandos de Marche-les-Dames. Tous les mois nous  
sons des camps dans les Ardennes où nous faisions notamment du rocher. J'ai fait mon service aux para-commandos et j'ai terminé mon service début 1980.  
suis ensuite entré dans une société de gardiennage à City II où CALMETTE était  
f d'équipe. Vers mi-1982, j'ai fréquenté une salle d'arts martiaux, appelée  
BA, à Bruxelles. CALMETTE y était maître de Karaté. Eric Lammers, Libert,  
c Vanderveeren et Nemry fréquentaient cette salle. Vous me parlez d'un certain  
drain. Je me rappelle y avoir vu un mulâtre surnommé JO. Paul m'avait en effet  
andé de remettre cette personne en condition car il comptait l'employer pour  
iltrer un réseau de drogue avec la Hollande. Après avoir eu un contact avec  
te personne dans un café près de la gare du Nord, je me suis rendu chez lui avec  
l Latinus. Ce JO habitait dans la région d'Ottignies. Je l'ai présenté à Jean-  
ncis CALMETTE. Il s'est entraîné un mois à la salle puis a disparu.  
su, c de la drogue, Latinus m'avait précisé qu'il avait eu une entrevue avec JO,  
ou deux membres de la sûreté et une ou deux personnes d'un autre service de police.  
ce qui concerne les contacts avec la sûreté, Paul Latinus m'avait dit que nous  
laborions avec la sûreté en ce sens que nous fournissions des renseignements à  
istian SMETS qui nous en fournissait. En plus la sûreté devait assurer la protection  
nos membres en cas d'incident.

on moi Christian SMETS a fait beaucoup plus qu'infiltrer la WNP, il en a fait  
tie comme membre. C'est lui par exemple qui a demandé la création du BQS et le  
aniement de la SIPO, police interne au WNP.

J'ai suivi 3 ou 4 cours de 3 à 4 heures par cours, qui ont été donnés chez moi par  
istian SMETS. Mon amie de l'époque, Marcelle GOBERT pourrait confirmer ces faits.  
a eu au minimum 3 exercices de filature, ESPERANZA, rue de la Pastorale et place  
ser. Les résultats de ces filatures étaient remis à SMETS pour les corriger.

rapports étaient transmis soit via LATINUS, soit via LIBERT soit mis directement  
la boîte de la sûreté, square de Mœus.

me présentez en photocopie une lettre datée du 17/2/1984 et adressée à WAGNER,  
st-à-dire à LIBERT; il s'agit d'une lettre que j'ai écrite et dans laquelle je  
té ne conversation que j'ai eu avec Paul et Christian SMETS environ un an avant  
arrestation. Si j'ai pensé à Joseph KAUSSE, c'est que je savais qu'à l'époque,  
dernier avait de gros ennuis avec SMETS et qu'il était en train de créer un dossier  
re ce dernier. Je n'ai cependant jamais eu un contact personnel avec Joseph KAUSSE.  
la suite j'ai rencontré LIBERT en prison qui m'a dit après sa sortie de prison  
Joseph KAUSSE et son équipe avait été muté à Charleroi.

onnais également FAEZ AL AJJAZ. C'est Paul Latinus qui me l'a présenté comme un  
onsable des renseignements saoudiens. FAEZ m'avait confié un jour qu'il recevait  
sommes importantes de Ryad qu'il devait redistribuer dans différents bureaux en  
pe.

FAEZ m'a aussi dit en présence de Latinus qu'il savait que GARROT, ancien  
cteur en chef de POUR, ~~xx~~ avait un compte en banque en Suisse.

onnellement j'ai une fois été chez FAEZ relever son répondeur automatique et  
une fois surveillé sa maison.

ques temps après l'attentat contre le majon VERNAILLEN, je me trouvais en compagnie  
aul Latinus chez FAEZ. Ce dernier m'a confié que sa voiture lui avait été volée  
un garagiste. Il m'a dit le nom à l'époque, mais je ne me le rappelle plus  
ellement. Il m'a demandé si j'étais d'accord de retrouver ce garagiste à qui il  
oulait pas du bien. J'ai dit que j'étais d'accord et il m'a dit que je recevrais  
instructions via Latinus. J'attends toujours ces instructions.

était un homme qui avait les moyens. Il louait un appartement de 80.000 Frs  
il n'y avait qu'une chambre à coucher, une cuisine, un bureau et un télex.  
a avis FAEZ EL AJJAZ a dû payer Paul Latinus.

603

de FAEZ le prince ALBERT avec qui il était en contact.

FAEZ avait demandé un jour à Paul un dossier sur le Zaïre, dossier que Paul lui a remis.

Je sais également que FAEZ avait des communications téléphoniques avec Mr Van Den Boeynants.

A votre question, je vous réponds que je connais effectivement un certain THOMAS, responsable de la sécurité au Berlaymont. Cette personne nous a donné un cours sur le terrorisme en Europe. Cette personne nous a parlé des gros groupements terroristes, comment piéger un bâtiment, comment tester un service de sécurité, ainsi qu'un cours d'armement.

Vous me parlez des Milices de Jésus-Christ. J'en connais un de ses membres qui avait le grade supérieur à colonel dans le WNP. Il s'agissait de Bernard MERCIER. Il s'occupait du brabant wallon au sein du WNP.

Je sais que Mireille Van Houtvinck avait une amie Ramila Brekovic. Je pourrais vous donner l'adresse de cette personne et le lieu où elle travaillait.

Pour moi Paul LATINUS ne s'est pas suicidé. Je l'ai en effet rencontré quelques temps après les révélations du journal POUR. Soit un peu avant son départ au Chili. Il était en état d'ivresse et est tombé dans mes bras en disant qu'il voulait tout lâcher mais jamais il n'a parlé de se tirer une balle dans la tête.

A votre question de savoir pourquoi j'ai fait des aveux concernant le double meurtre de la rue Pastorale, je peux vous donner les précisions suivantes. Environ 8 mois avant que je rentre en prison, Paul m'a demandé si j'accepterais de m'accuser du double meurtre d'Anderlecht. Il m'a dit que c'était pour faire tomber un service à la sûreté. Il me donnait comme garantie de pouvoir me faire sortir de prison qu'il pouvait apporter la preuve de mon innocence et si cela ne se faisait pas, qu'il aurait pu apporter certains dossiers à certaines personnes. Ma libération s'en serait suivie immédiatement. C'est avec ces garanties que j'ai dit oui. Le 17/8/1983, j'ai été interpellé par la police de Forest et mis en prison. Durant les 3 semaines qui suivirent et suite aux perquisitions faites chez moi, je me suis fait interroger par une personne du contre-espionnage à propos du WNP. Le jeudi de la 4ème semaine, je crois, ma mère m'a montré à la visite de la prison un papier de couleur jaune sur lequel était inscrit certaines instructions quant au dossier WNP. En fin de message, elle avait écrit en caractères d'imprimerie, "FAIS ET DIS CE QUE LATINUS T'A DEMANDÉ, TU COMPRENDRAS". Cette affirmation a été confirmée il y a trois semaines lors d'une confrontation avec Karl de Lombaerde. En effet ma mère avait reçu ces instructions par téléphone de de Lombaerde. Le vendredi, soit le lendemain, j'ai appris par après que Latinus a été trouvé par Mr Marnette dans son bureau et a déclaré qu'il connaissait les deux meurtriers de la rue de la Pastorale. Le samedi, je me suis fait entendre par Mr Marnette à propos de ce double meurtre. J'ai alors avoué car j'ai compris que le message de Latinus concernait bien les aveux sur la rue de la Pastorale. C'est au moment où j'ai avoué que Mr Marnette m'a donné le nom de mon complice, Eric Lammers dit "la bête".

J'ai attendu plus ou moins 15 jours, trois semaines, avant de demander à ma mère de prendre contact avec Latinus, et ce afin de connaître la suite des événements. Latinus se défilait jusqu'au jour où il est venu trouver ma mère à la maison. Il lui a alors dit que je lui avais moi-même avoué être l'auteur de ce double meurtre. A la visite suivante ma mère m'a fait part de cette conversation et j'en ai averti mes avocats.

*Conas*

11

404

Vous me parlez d'un système de courrier décrit par Lammers dans sa déclaration du 25 septembre 1985. La procédure est exacte, il s'agissait du système courrier employé entre les différentes cellules du mouvement afin que le courrier ne transite pas par la poste. L'homme qui recevait les enveloppes, gare du midi ou gare centrale, était chargé de le distribuer. Amon avis Paul Latinus a été tuer parce qu'on voulait l'empêcher de parler. Les personnes qui l'ont tué doivent être les mêmes que celles qui ont intérêt à me voir en Cour d'Assises. Christian Smets doit connaître le ou les auteurs, comme il doit connaître le ou les auteurs du double meurtre de la rue de la Pastorale.

Je sais qu'avant ~~LA/XXX~~ l'arrestation de Libert, ce dernier gérait 400 dossiers politiques qui ont été repris par Latinus. Il en a donné une partie à De Lombaerde, à mis une partie en Flandre et a gardé une partie. J'ignore ce qu'ils sont devenus. Vous me parlez du dossier Pinon, je n'ai pas lu ce dossier. Je l'ai cependant eu en main, il faisait un demi-centimètre.

Vous me dites que Paul Latinus se serait pendu dans une fourche, soit sans noeud coulant. Vous me dites que les sillons autour du cou sont surtout nets des deux côtés du cou. Je prétends qu'il est impossible vu les traces qu'il se soit pendu de cette façon. Dans une fourche, la corde aurait été imprimée surtout en dessous du menton puisqu'il y a alors mort par strangulation. Personnellement j'ai appris, notamment en close-combat, comment tuer quelqu'un avec une fine cordelette en passant la corde au dessus de la tête, en croisant les bras derrière la tête de sorte que la main où on a le plus de force soit au-dessus de l'autre. A ce moment une torsion amène le corps vers la gauche si je pousse avec la main droite et on écrase alors les deux côtés du cou et pas sous le menton. Dans ce cas le sillon sera plus marqué du côté, on exerce la torsion. Par cette méthode on tue quelqu'un en moins d'une seconde.

Lecture faite, persiste et signe

*Dequay*

*[Signature]*



PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ 85  
le 31 octobre à 16 heures 40

Nous, J.M. SCHLICKER  
juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

JANDRAIN Jean-Claude Ghislain, époux de Helman Marie, né à  
Châtelet, le 9 juillet 1951, monteur,  
dlié à Dion-Valmont, av. de la Fraternité, 9

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu.~~

Et sur nos interpellations, il a déclaré

*Cegnar*

11A

405

INDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN

*niant.*

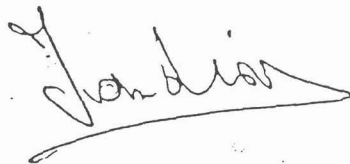

J'ai fait la connaissance de Paul Latinus vers 1981-1982. Il m'a dit qu'il effectuait des enquêtes privées dont le regroupement servait à la sûreté de l'Etat. Il avait formé un commando de 7 personnes ,plus quelques personnes qui servaient à l'intendance et de chauffeurs.

Latinus m'a demandé de faire partie de ce commando , ce que j'ai accepté pendant quelques semaines. C'est ainsi que j'ai été amené à m'entraîner dans une salle rue Moris à Bruxelles. Il s'agit d'une salle d'entraînement d'arts martiaux. Là un certain Jean-Francis, donnait des cours spécialisés. Ce dernier a été condamné suite à une affaire à City II. Il s'agissait d'une affaire de milice privée. Ce Jean-Francis à l'accent du midi. Il mesure environ 1m82, bien baraqué. La quarantaine, sans scrupule. Son arme favorite est un beretta car c'est un 9mm sans recul. Je sais qu'il allait s'entraîner ou plutôt donner des cours de tir dans une salle privée de Bruxelles ou de Charleroi où l'on s'entraîne au tir sur cibles mobiles. Marcel Barbier a suivi des cours dans ces cercles. Il était le lieutenant de Jean-Francis.

Je sais que ce Jean-Francis et Marcel Barbier ont participé à des manifestations aux centrales nucléaires de Tihange et lors des problèmes des Fourons. Dans cette salle d'entraînement, il y avait un clan très fermé qui était le commando. Un petit garagiste se rendait également à titre personnel dans cette salle d'entraînement.

Paul Latinus m'a fait connaître Albert Toch de la P.J. de Bruxelles ainsi qu'un certain Robert, surnommé le bogue. Cette dernière personne s'occupait des réunions politiques . Paul Latinus m'a fait également rencontré le journaliste El Ajjaz . Paul confiait les renseignements collectés à El Ajjaz. Il connaissait également le colonel Mayerus. Paul Latinus m'a fait également rencontré un certain Marc Attana ou Attala. Il s'agit d'un libanais qui a marié une belge, ami du président Gemayel. Il fréquentait un café près de la Porte de Namur où il y a un billard . Paul Latinus me parlait également d'un copain, un certain Harry M. dont je ne connais pas le nom.

Lecture faite, persiste et signe.



407

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

## PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~xxxv~~ 85

le 31 octobre à 15 heures 30

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, L. Degraeve

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

5691  
Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

HELMAN Marie Jeanne Germaine, épouse de Jandrain Jean Claude,  
employée, née à Ludenscheid (D) le 12 septembre 1953,  
dliée. à Wavre Rue de la Wastinne, 33

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aide Dieu~~ »

Et sur nos interpellations, il a déclaré

*Degraeve*

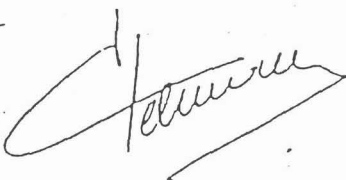
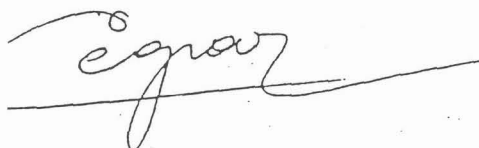
408

mon époux a connu Paul Latinus. La dernière fois où j'ai rencontré Paul Latinus, c'était en janvier 1983. La première fois où je l'ai rencontré, il est venu à la maison avec Marcel Barbier. Un 11 novembre 82 ou 83, un jeudi, j'ai eu la visite de Paul Latinus alors que j'étais seule. Il m'a demandé de l'héberger car il se sentait menacé. J'ai rencontré également une fois la petite amie de Paul Latinus, Hélène, une espagnole. A la demande de Paul, Monmari est allé l'entraîner dans une salle, rue Moris à Bruxelles. Je sais que Marcel Barbier l'entraînait également dans cette salle. Le professeur se prénomait Jean-François. Il avait les yeux bleu-verts, hagards, Il mesure 1m90 et est assez mince. Un jour Paul Latinus nous a dit qu'il avait un dossier sur des personnes importantes et que ce dossier se trouvait dans un coffre dans une banque. Paul Latinus nous a fait également rencontrer un certain Marc, libanais, qui était marié avec une noble. Il avait été le compagnon de classe du président Gemayel qui a été assassiné.

Je sais que le Jean-François fréquentait également un cercle de tir à Bruxelles. Il est vrai que j'ai hébergé pendant quelques temps une connaissance de mon mari, un certain Daniel Theunen, para-commando qui doit habiter actuellement près de Namur. Ce Daniel Theunen a été élevé également dans le home du colonel De Buyst.

Lecture faite, persiste et signe.

J'ai travaillé au GB de Rixensart et j'ai également travaillé en déplacement au de Uccle.

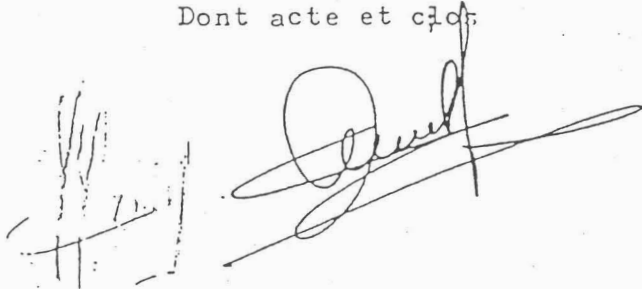


403

boisson, je pourrais lui avoir reproché une impuissance sexuelle. Je n'ai plus de souvenirs concernant les paroles que j'aurais pu prononcer la veille de son décès, car nous avions, l'un comme l'autre, bu copieusement depuis le début de l'après-midi. Concernant la vie sexuelle de Paul, avec d'autres femmes que moi, il ne m'a jamais parlé que d'une femme espagnole se prénommant Hélène. Il n'a jamais parlé d'autres femmes concernant ce sujet."

(Après lecture persiste et signe au carnet)

Dont acte et clos

The block contains two handwritten marks. On the left, there are vertical, somewhat parallel strokes resembling initials or a stylized signature. On the right, there is a more complex, cursive signature that appears to be 'Paul' followed by a long horizontal flourish.

DÉPOSITION  
DE  
TÉMOIN

J. 23.

PRO JUSTITIA

110

L'an mil neuf cent soixante 85

le 19 décembre à 16 heures 00

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES  
assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES  
avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

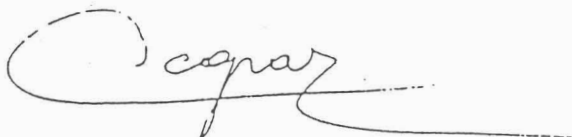
Le témoin a répondu :

MERCIER Bernard Henri Jules Ghislain, divorcé, né à Charleroi  
le 9 décembre 1943, professeur,  
dlié. à Montigny-le-Tilleul,  
rue des Mulets, 60

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi qu'il m'est dit~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré



INDEMNITE  
AU  
TÉMOIN

rien

TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

TRANSMIS  
RENVOYE

J. 31.  
a MONSIEUR

CABINET  
DE  
M. LE JUGE D'INSTRUCTION

~~M. Michel~~ SCHLICHTER

Bur. :  
Doss. n° : 140/84  
Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

a Ottignies L.L.N

Entendre Madame Latinus, afin de savoir si Helena a  
vecu chez elle?. Si oui pendant quelle période.  
A t'elle été inscrite a la population d'Ottignies L.L.N  
A quelle date Paul Latinus a t'il rencontré cette  
Hélène?

Nivelles le 08 -11- 1985

19

Le Juge d'instruction.



eu des contacts suivis avec

J'ai xxxxxxxx Paul LATINUS vers la fin de l'année 1981 quand il était au cabinet de Mme GOOR. J'ai eu des contacts plus suivis en 1982 et au début 1983. Notamment j'ai été lui demandé des conseils à propos des difficultés lors d'une élection communale.

J'ai fait partie du CEPIC dont j'ai été un des membres fondateurs avec le baron de Bonvoisin. Je fais partie de la MLICH de JESUS-CHRIST, institut de droit pontifical. Paul LATINUS m'a parlé un jour qu'il avait des contacts avec l'ORDRE TEUTONIQUE dont le siège est à Vienne. Cela m'a intéressé et j'ai voulu en savoir plus, c'est ainsi qu'il m'a mis en contact avec Karl DELONBAERDE et Michel LIBERT. Il m'avait dit qu'il avait créé un mouvement qui aurait servi de base à la création d'une commanderie en Belgique.

Il m'a parlé également d'une troupe scout. Finalement je leur ai demandé s'ils étaient en contact direct avec le Grand Maître de l'Ordre Teutonique. Ils m'ont dit être en contact avec un HASBOURG-LORRAINE à COLOGNE. J'ai demandé à avoir un contact avec cette personne, contact que je n'ai jamais eu. C'est à partir de là que je n'ai plus eu de contact avec LATINUS.

Lorsque paul LATINUS me téléphonait, il se faisait toujours passer pour un certain Jacques LEJEUNE. Comme j'avais été attaché à un cabinet, j'ai rencontré beaucoup de monde notamment DOSSOGNE et GILSON du Front de la Jeunesse.

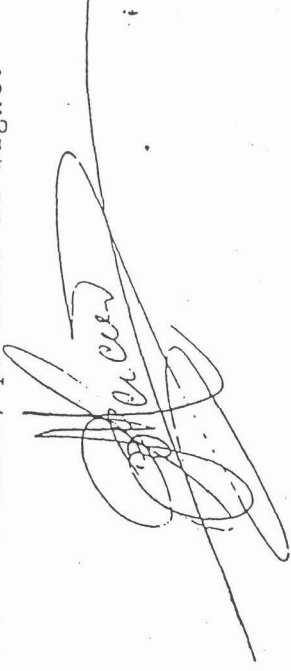
J'ai connu également Christain SMETS à qui je fournissais de temps en temps un renseignement mais je n'avais guère de renseignements à lui donner.

Le surnom de PROFESSEUR TOURNESOL est un surnom qui m'a été donné à l'époque où j'étais rentré au cabinet de Jean-Pierre GRAFFE.

J'ignorais que Paul LATINUS employait ce surnom à mon égard.

Lecture faite, persiste et signe.





# Gendarmerie

District WAVRE.

Brigade B.S.R.

N° 1.104/85.

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

igé suite au dossier n°  
/84 de Monsieur le Juge d'  
truction SCHLICHER de et à  
ELLES.

ET :

se nements.

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cat. 914 Dcp)

DOSSIER 140/84 DE MONSIEUR LE JI SCHLICHER A NIVELLES.

109

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui seize décembre mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1600 heures ;

Nous soussigné(s) BERTRAND Michel et THIJS Jean-Pierre,  
sous-officiers de gendarmerie,  
en résidence à B.S.R. WAVRE, non revêtu(s) de notre uniforme ;

Portons à la connaissance de Monsieur le  
Juge d'Instruction que nous transmettons ci-joint au pré-  
sent une copie d'un article paru dans la revue belge des  
arts martiaux (BUDO PRESS) en 1974.

Cet article est rédigé par Jean-François CALMETTE . Les  
photos y figurant sont vraisemblablement prises au camp d'  
entraînement des Commandos à MARCHE LES DAMES.

Cette revue n'a été publiée qu'un an ou deux et n'existe  
plus actuellement. L'éditeur responsable, HENRIS Roger est  
décédé vers 1975. Son frère Jacques pourrait s'il échet,  
donner des renseignements complémentaires.

Dont acte.

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

02.85.

J.I. SCHLICHER.

Nivelles.

Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

# KARATE

La fédération de Karaté "Les Charbons" vient de créer une nouvelle section.

## LA SECTION SPARTE

Plusieurs questions se posent. Pourquoi, une nouvelle section ? En quoi consiste-t-elle ? Et pourquoi, le nom Sparte ?

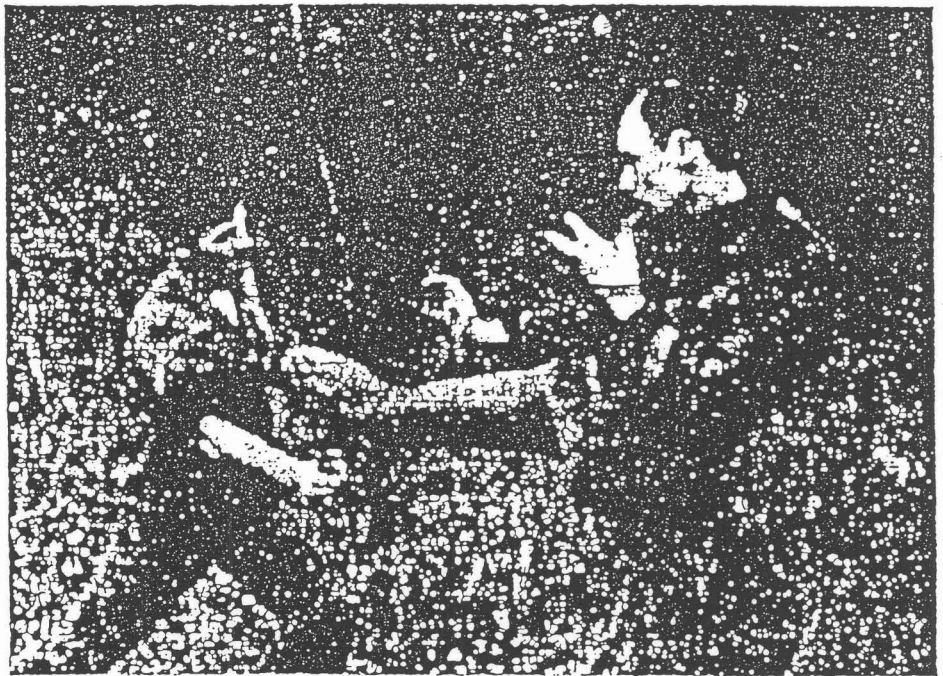
### *Pourquoi une nouvelle section ?*

Si vous le voulez bien, nous allons répondre à la première question par une analyse du Karaté décrit souvent à tort comme un sport. Celui-ci étant considéré comme tel puisque la plupart des pratiquants, ni voyant qu'une solution de défoulement, que ce soit par la pratique de compétitions érudites ou par la pratique de celui-ci comme un sport de salon, pratique amenant un certain snobisme. Tout ceci étant dû à cette vie trépidante que l'ère moderne nous a apportée. Mais nous n'allons pas faire le procès de notre époque. Cela demanderait trop de temps.

Essayons de voir le Karaté tel que logiquement il aurait dû être enseigné à nous autres, occidentaux. Chose qui ne s'est pas faite, dû à des facteurs tels que gros sous et sous-estimation de notre race. Le tout encouragé par une certaine caste occidentale ne désirant nullement monter sa jeune race au sommet de la pureté, marchant de pair avec la dureté; dureté pour soi-même tant mentale que physique. Le tout admis par cette jeunesse, qui n'ayant plus le goût de lecture et de musique saines, celles-ci leur ayant été supprimées, s'en est allée vers une nuit des plus sombres. Nuits sombres apportées par une propagande se voulant à la pointe de la libre pensée, celle-ci croyant que la libre pensée était le fruit exclusif due à une série d'actions choquantes tant mentales que physiques; actions choquantes par la non convenance aux bonnes moeurs, et à nos traditions qui ont fait de nous un peuple respecté et admiré.

Mal ! Cela faisant partie du passé, passé n'étant pas si éloigné qu'on voudrait bien nous le faire croire.

re. Mais de mauvaises habitudes ayant l'attrait des fruits défendus tels que l'indiscipline, la négligence, le non-nationalisme, la non-combattivité envers soi-même; en un mot : l'avilissement d'une race par le non-respect de nos traditions. Le tout ayant été préparé et mis en action aux alentours de 1920 ce qui nous a permis de nous rendre compte en 1939 de ce que nous valions. Une leçon ne suffisant pas, je crois qu'il s'en prépare une deuxième et qui, sera celle-ci de taille.



Peut-être penserez-vous que l'on s'éloigne du sujet. N'en soyez pas si sûrs ! Si le karaté fut un art guerrier, se fut aussi un mouvement nationaliste. Oui ! Je sais, nationalisme c'est périmé ! N'empêche que dans les pays de l'Est, on prend cela au sérieux puisque l'instruction de leur jeunesse est basée uniquement sur ce soi-disant nationalisme périmé et sur la grandeur de leur pays. Aussi, faut-il voir dans cet art un mode de vie, de pensée et de formation pour une jeunesse. En reprenant les qualités maîtresses du karaté, on s'aperçoit que celles-ci aboutissent à une formation guerrière de la classe le pratiquant, mais l'on sait bien que cette éducation n'est possible qu'au fait dû à l'idée nationaliste, le tout étant en étroite corrélation.

Nous sommes bien loin de ce soi-

disant sport, où l'on ne s'échange que des coups pour le simple plaisir de montrer à ses amis qu'au moins ce sport est viril. Ceci n'étant le reflet d'un miroir faussé et truqué par la non-compréhension de quelques instructeurs voulant se faire passer pour plus fort qu'ils ne sont, du fait que peut-être un de leurs ancêtres aurait manié la massue, abattant de temps en temps un aurochs pour voir si celui-ci possédait une certaine résistance sous l'oeil indifférent et terne

de ses congénaires. C'est peut-être la partie plaisante de l'histoire, mais aussi la plus triste.

Il est un fait que le karaté pratiqué dans une salle (do-jo), si grande soit-elle, n'est que le pâle reflet que représente l'immense champ de la vie. Cet art pratiqué uniquement dans une salle devient rapidement un art étriqué, cloisonné, prisonnier de certains concepts tant étroits que faussés. Un exemple : dans un do-jo, vous évaluez les distances assez aisément du fait que dans tel coin, il y a une corde, dans tel autre, un espalier . . . tout ceci vous donne certains points de repère, peut-être ne vous en êtes vous pas rendus compte, mais inconsciemment l'esprit les fixe comme une image. Maintenant, promenez-vous dans les rues, de la ville et, essayez de pratiquer une évaluation

correcte des distances, vous vous apercevrez bien vite que vous êtes désorientés. Que dire alors dans un bois, une forêt ou même dans les landes. Voici l'un des aspects du karaté mais il y en a d'autres, bien sûr !

Nietzsche a dit : "l'homme est la passerelle amenant au surhomme". L'on peut dire que cette maxime s'applique parfaitement bien à cet art guerrier. En somme, celui-ci vous amène au goût de l'effort pour l'effort d'où la joie par le succès. Quoi de plus triste que d'être bloqué voir même arrêté par un manque de décision; oui, bien sûr ! On peut toujours résoudre un problème d'une façon ou d'une autre, il suffit de le vouloir. C'est tellement plus facile et surtout, on a pas besoin de faire appel à cet esprit de détermination qui aurait pu froisser certaines personnes parce que vous les auriez contraintes à admettre l'incapacité. Ainsi d'actions en actions, votre esprit de détermination s'effiloche pour disparaître complètement. Bien sûr, vous le dites et le pensez réellement : si j'avais voulu ! Mais avec des "si" que ne ferait-on pas. Aussi après mûres réflexions, la fédération s'est vue dans l'obligation morale de créer cette section, qui bien sûr va plus ou moins bousculer les idées préconisées et étroites de certains de nos compatriotes. Mais c'est notre devoir que d'informer notre jeunesse et lui faire comprendre les bienfaits d'un tel enseignement.

*Voyons le deuxième point et en quoi consiste-t-il ?*

C'est le rassemblement d'un groupe de jeunes, énergiques, possédant l'envie de s'affermir par des exercices physiques qui leur donneront un corps sain et, un esprit sain.

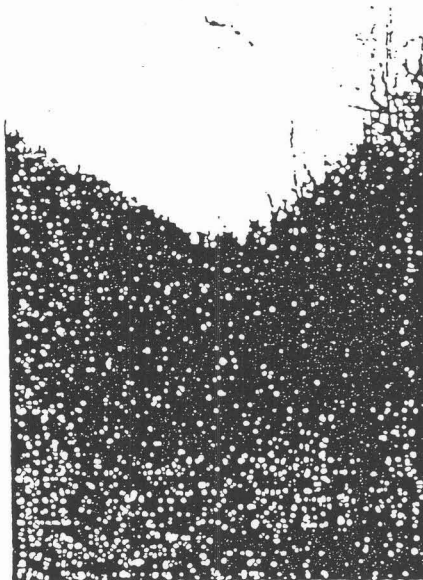
Que de fois ne voit-on pas des personnes arrêtées devant une rivière, se voyant dans l'obligation d'effectuer un détour parfois considérable pour trouver un gué. Combien de fois ne doit-on pas accomplir un autre détour pour éviter une falaise ? Combien de gens savent-ils se repérer dans la nuit par la lecture de la carte du ciel ? Combien de gens savent-ils lire une carte, se diriger à la boussole ? Faire une marche de nuit, carte en mains, avec boussole et bien d'autres choses . . . Combien ! Bien peu sûrement !

Ainsi ces jeunes vont pouvoir apprendre et mettre en application un enseignement qui jusqu'ici leur était inconnu. Combien de fois auront-ils

peur devant un exercice leur paraissant périlleux qui lorsqu'ils l'auront effectué fera d'eux des garçons différents des autres. Ils auront appris à se dominer, se maîtriser. Ils deviendront sûrs d'eux-mêmes, alors ils pourront regarder la vie bien en face. Elle ne leur fera plus peur.

*Et nous en arrivons à la dénomination du nom Sparte*

Quoi de plus pure que cette civilisation faisant trembler les mous et les faibles sachant qu'ils n'auraient pas leur place au sein de celle-ci, décriée, injuriée, même le temps n'y laissa pas son empreinte. Elle est là au fond de nous, aussi pure, aussi lumineuse et aussi idéaliste qu'à ses premiers jours où Lycurgue lui donnait ses lois.



Tout homme si peu sensé, soit-il et ayant su gardé une certaine droiture, la sent vivre en lui. Que de fois son cœur ne bat-il pas à grands coups à la pensée d'une jeunesse spartiate qui pourrait être la sienne si les lois naturelles avaient été respectées tant sélectives que nationalistes.

Quoi de plus beau que ces soldats lacédémoniens, tous âgés de plus de trente ans, montrant ainsi à leurs enfants les devoirs d'un père. Si la guerre avait lieu, les pères combattaient pour permettre à leurs fils de se préparer et de s'éduquer. Les jeunes étaient protégés. Protection ne signifiait pas ~~avilissement~~ bien au contraire, protection signifiait écartement des mauvaises pensées, des laideurs de

la lâcheté, protection signifiant inculcation des mots Honneur, Courage, Fidélité, Amour de sa cité. Protection signifiant enseignement de l'expérience d'un père et si parfois l'enfant se voyait contraint de combattre, le père veillait à ce que le combat ne tourne pas à l'anéantissement de son fils, élevant son bouclier au moment voulu, pour que celui-ci puisse récupérer, panser ses plaies et ainsi de combats en combats un jour, l'enfant se voyait élu au rang d'homme.

Alors la société savait qu'elle venait d'acquérir une véritable valeur qui ne serait pas une charge pour elle, mais que bien au contraire cette valeur serait créatrice. Ici pas de demi, ni de fausse élite. Une seule, une vraie !

Voilà pourquoi, nous avons pensé au mot Sparte, et je crois que vous me comprendrez.

**Jean-François CALMETTE**

Toute reproduction même partielle est interdite.

# Gendarmerie

District WAVRE

Brigade OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE

N°

1493

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

ite à la notice n° 140/84 de  
sieur le Juge d'Instruction  
ELICKER à NIVELLES.

\* \* \*

cause de :

LINUS Paul, défunt.

ch de :

déterminer.

\* \* \*

ET :

audition de la mère de  
ntéressé.

enseignements d'ordre général

94652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 24215 Cui, 914 Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

d M .....

d .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui dix février

mil

neuf cent quatre-vingt-six

à 1430

heures ;

Nous soussigné(s) JACQUET Jean-Pierre, Adjudant-Chef

de gendarmerie,

en résidence à OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE revêtu(s) de notre uniforme ;

Suite à la notice rappelée en marge, certifions avoir  
réentendu en son domicile, la nommée :

LANOY Francine, Laure, Elvire, veuve de LATINUS Georges,

née à MONTIGNIES-SUR-SAMBRE, le 25 avril 1910 et

domiciliée à 1340 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE, 1, rue

de l'Invasion; laquelle nous déclare en français :

"Mon fils LATINUS Paul a connu la prénommée Elena en 1979  
durant les vacances qu'il passait aux Baléares, où elle tra-  
vaillait, ce fut le coup de foudre. Elena acheva son contrat  
de travail et revint ensuite en Belgique où elle vécut par  
intermittence avec Paul au boulevard Mettewie à BRUXELLES, soi-  
à la même adresse où Paul vécut avec son épouse, je ne connais  
plus le n°. Elena RUIZ, espagnole de naissance a toujours  
vécu en France où résidait sa famille. Elena rejoignait régu-  
lièrement la France desorte qu'elle ne fut jamais domiciliée  
en Belgique, ni à MOLENBEEK-SAINT-JEAN, ni à OTTIGNIES-LOUVAIN  
LA-NEUVE, elle résidait en Belgique comme touriste. En 1981,  
Paul est parti au Chili avec Elena, j'ai alors vécu l'apparte-  
ment de MOLENBEEK-SAINT-JEAN et à leur retour, un mois ou  
deux après, Paul et Elena sont restés quelque temps chez moi,  
maus aussi par épisodes, ceci jusqu'en octobre 1982, époque  
à laquelle Elena ayant trouvé du travail en France, y est  
définitivement restée. Actuellement, elle réside aux Baléares,



TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE  
A  
NIVELLES

TRANSMIS  
RENVOYE

à MONSIEUR

J. 31.

1607

CABINET

DE

M. LE JUGE D'INSTRUCTION

~~Michael SCHLICKE~~

Bur. :

Doss. n° : 140/84

Corr. n° :

A renvoyer avec ses annexes  
en mentionnant sur le pli le  
nom du magistrat soussigné.

ANNEXE :

le Procureur du Roi  
le Juge d'instruction  
l'Officier du ministère public près le Tribunal  
de police  
le Commissaire en chef aux délégations judiciaires  
ou l'Officier dirigeant  
le Commandant de gendarmerie  
du district  
de la brigade  
le Bourgmestre-Officier de police  
le Commissaire de police

à D.S.R. W.N.P.

entendre Bernard Mercier, après l'avoir identifié,  
sur son appartenante aux mouvements d'extrême droite  
dans la région d'Anderlues et de son appartenance  
Au W.N.P.; entendre Dauphin au sujet du fichier,  
du flat du Mont Blanc à Ixelles et du flat rue de  
Rome à Bruxelles.

Nivelles le 31-07-1985

19

Le Juge d'instruction,

226  
GENDARMERIE  
DISTRICT DE WAVRE

N° 3736

Entré le 31 Jul 1985

# Gendarmerie

District DE WAVRE  
Brigade BSR

N° 116

## ANALYSE DU PROCES-VERBAL

DEGES SUSPECT

En cause:  
LATINUS Paul

Audition de:  
DAUPHIN, Jean-Paul, domicilié à OTTIGNIES, Avenue des Villas 32

Rédigé suite apostille  
n° 140/84 du 31-7-85  
de Mr Le Juge d'Instruction SCHLICKER de Nivelles

98652 - Imprimerie des Forces armées - 1.000.000 ex. (N° 42115 Cat. 914 Dep)

RUBRIQUE RÉSERVÉE AUX COPIES

L'original a été adressé

le .....

à M. ....

à .....

Le Commandant de la brigade,

Le Commandant du district,

PRO



JUSTITIA

Ce jourd'hui, seize décembre mil  
neuf cent quatre-vingt-cinq à 1445 heures ;  
Nous soussigné(s) BUSSART, Guy, ADC

de gendarmerie,  
en résidence à BSR WAVRE non revêtu(s) de notre uniforme ;

Faisant suite à l'apostille rappelée en marge et  
jointe au présent, entendons :

DAUPHIN, Jean-Paul, employé, célibataire, né à BRUXELLES  
le 1-10-54 et domicilié à OTTIGNIES, Avenue des  
Villas n° 32, qui déclare :

"Je désire m'exprimer en langue française ; En dehors de ma  
déclaration antérieure, j'apporte les explications suivantes  
concernant le fichier et l'ordinateur du WNP. A mon arrivée  
au WNP, j'ai dû, comme tous les autres, suivre les cours  
déjà décrits, ensuite passer un examen. Par la suite, on  
nous donnait une responsabilité et normalement il fallait  
rentrer quatre personnes comme membre, ce que je n'ai pas  
fait comme beaucoup d'autres. J'ai entre autre été respon-  
sable du GAP (genre de protection rapprochée de LATINUS) av-  
le nomme VAN VINCK. Je dois dire que je voyais très peu  
VAN VINCK sauf aux grandes occasions. Bien qu'étant assez  
proche de LATINUS, celui-ci ne se confiait pas à moi, je p-  
pense qu'il se confiait, dans l'ordre, à DELOMBAERDE,  
SAUCEZ et LIBERT ; ceci avant l'éclatement du WNP. Je n'ai  
personnellement jamais eu de contacts avec un Mr SMETS de  
la sûreté. Lors de mes premières missions au WNP, il m'  
était demandé des renseignements que je notais sur des  
fiches. Celles-ci devaient, en principe, entrer dans un  
ordinateur mais j'ignore si cela a été fait. Je me rappell



qu'un jour j'ai véhiculé Michel LIBERT jusqu'à la rue de la Filature et qu'il est revenu à la voiture avec un carton contenant l'ordinateur. Il a été placé rue Vandenschrick à ST GILLES, appartement de Michel LIBERT. Par la suite le fichier est allé rue de Parme, rue de Rome pour ensuite revenir rue Vanderschrick. Cette documentation se composait de deux fichiers, des petites fiches (nommée FROO1) qui étaient des fiches nominatives et des plus grandes ( FROO3) qui comprenaient les renseignements ayant trait aux sociétés et mouvements. J'ignore les raisons qui ont justifié ces divers déménagements sauf le dernier lors de l'arrestation de Michel LIBERT. Je n'étais pas présent lors de l'arrestation de LIBERT ni lors des perquisitions de la PJ de Bruxelles, services de Mr MARNETTE et de Mme Begon. Je sais que tous les fichiers ont été saisis mais pas l'ordinateur, car je l'ai revu par après rue Vanderschrick. Je n'ai jamais entendu parler d'un flat sis à IXELLES dénommé le Mont Blanc. Les noms de Adjudant PONCELET, BOUGEROL et THOMAS ne me disent rien. J'ai connu un Dimitri au WNP mais j'ignore si son nom est DOLGOFF. Je crois me souvenir que DELOMBAERDE m'aurait parlé d'un coup de téléphone que LATINUS aurait reçu dans la soirée précédant sa mort. Soit au moment où il se trouvait au café avec sa concubine. Que LATINUS aurait alors fait appel à un taxi parce que sa voiture se trouvait trop loin. Il semblerait donc que LATINUS soit parti rapidement pour une raison que j'ignore. DELOMBAERDE m'a parlé de cela quelques temps après l'enterrement sans pouvoir préciser autre chose. Je n'ai rien d'autre à déclarer."

-(Après lecture persiste et signe au carnet).

#### Renseignements

Quelques jours après son audition DAUPHIN s'est présenté au bureau et nous a remis les noms et adresses en sa possession, extrait d'un agenda. Les renseignements communiqués figurent déjà au dossier et sont sans intérêt pour l'enquête.

Dont acte et clos.

106

DEPOSITION  
DE  
TÉMOIN

## PRO JUSTITIA

L'an mil neuf cent ~~soixante~~ 85

le 13 décembre

à

15 heures 15

Nous, J.M. SCHLICKER

juge d'instruction au Tribunal de première instance à NIVELLES

assisté de notre greffier, L. DEGRAEVE

en notre cabinet, au Palais de justice à NIVELLES

avons procédé à l'audition du témoin désigné ci-après, hors la présence d  
prévenu , dans la langue de la procédure.

Le témoin nous ayant représenté l'avertissement a lui remis, nous lui avons demandé ses  
nom, prénoms, âge, état-civil, profession et demeure, s'il est domestique, parent ou allié  
des parties, et à quel degré.

Le témoin a répondu :

FERRARI-CALMETTE Jean-Francis, né à Béziers (Fr.) le 21 juin 1942,  
marié, de nationalité française,  
domicilié à Ixelles, rue de la Levure 43

Et après avoir déclaré n'être ni domestique, ni parent, ni allié des parties, il a prêté le  
serment suivant :

« Je jure de dire toute la vérité, rien que la vérité, ~~ainsi m'aider Dieu~~ ».

Et sur nos interpellations, il a déclaré

*Cegraz*

h20

NDEMNITÉ  
AU  
TÉMOIN  
620,-

J'ai fait la connaissance de Paul LATINUS vers 1979-1980. Comme j'étais et que je suis toujours professeur de Karaté, Paul Latinus a cru que je pouvais apporter quelque chose aux membres de son mouvement. Il a fait croire à son entourage que je travaillais pour lui, ce qui est totalement faux. C'est Paul LATINUS qui m'a fait rencontrer Christian SMETS, membre de la Sûreté belge. Je cherchais en effet un emploi à temps plein comme instructeur dans un service officiel belge ou membre de sécurité. Compte tenu de ma nationalité française, l'affaire n'a pu se conclure avec la Sûreté notamment. Je me rappelle avoir donné une ou deux leçons à un élève mulâtre mais je ne me rappelle plus son nom. Si vous me montriez une photo je pourrais le reconnaître.

J'ai rencontré pour la première fois Marcel BARBIER alors qu'il avait 13 ou 14 ans. Il était venu suivre des cours de karaté pendant environ un mois. Je donnais des cours à l'époque dans une salle qui n'existe plus au 193 de la rue Jourdan soit la salle Higi-Ate. J'ai revu Barbier par la suite lorsqu'il a été engagé par WACKENHUT. C'est ainsi qu'un jour je me suis rendu un jour avec Christian SMETS au domicile de Marcel BARBIER et ce après la dissolution de WACKENHUT. Christian SMETS cherchait l'adresse de Marcel BARBIER. Je l'y ai conduit et c'est ainsi que j'ai assisté par hasard à un cours élémentaire de filature, donné par Mr SMETS en cagoule. Je n'ai jamais été le garde du corps de Mr SMETS. J'ai connu la société WACKENHUT dont le représentant en Belgique était un anglais Christofer TERRY. Cette société avait trois Contrats à ma connaissance, CITY II, YACO et une centrale nucléaire en Flandre. Les personnes engagées pour l'un ou l'autre contrat étaient compartimentées. Personnellement j'ai été engagé comme conseiller technique pour le contrat de CITY II, et ce vers l'année 1979-1980. Ce contrat a été dénoncé suite à des pressions de groupes d'extrême-gauche. Christian SMETS m'avait d'ailleurs prévenu de cette campagne. Les deux patrons de CITY II étaient français, soit MM. Delhaye et HASTIER. J'avais la charge de plus ou moins 12 personnes en comptant le personnel de nuit. Je n'ai jamais fait mon service militaire et je n'ai jamais fait partie de l'OAS ou du SAC comme le prétendent certaines personnes. Pour la condition physique du personnel de vigile, je leur ai donné un entraînement de 15 jours, 3 semaines. Il s'agissait surtout d'une mise en condition physique. Cet entraînement a eu lieu principalement au parcours de santé d'Auderghem, aux étangs du Rouge-cloître. On a donné des cours de self-défense afin de pouvoir arrêter des gens sans porter atteinte à leur intégrité physique. Il y a eu aussi des cours de maniement de talki-walki. Compte tenu que j'ai été la victime d'une campagne assez virulente, WACKENHUT m'a donné mon préavis sans m'obliger à le prêter. Je possède chez moi la liste des sociétés que WACKENHUT a approchées afin de décrocher des contrats. Je vous la ferai parvenir. Il est exact que j'ai eu sous mes ordres un belge nommé BALOO. Vous pourriez obtenir son nom par CITY II. Quant à moi je ne me souviens pas de son nom. J'avais eu l'intention en compagnie de HENRI VAN DAMME de créer une école de formation de vigiles qui se serait appelée DELTA SECURITE. Ce ne s'est pas fait par manque de fonds et parce que les sociétés de sécurité étaient pas prêtes pour ce genre de projet.

Alors employé lors de certaines démonstrations de karaté, il y a très longtemps, la connaissance qui s'appelle GEORGES François qui habite rue du Goujon à Bruxelles, peut-être Anderlecht. Cette personne a travaillé quelque temps à CITY II. Il a environ 35-36 ans.

La connaissance WACKENHUT n'a jamais acheté des gilets pare-balles. Les gens de CITY II avaient seulement une matraque.

Mon propre plaisir j'ai appris à tirer surtout au colt 45. Je possédais un colt 45 gouvernement. Je me suis entraîné au tir instinctif et de précision.

Ainsi que j'ai rencontré un certain Robert THOMAS, agent de sécurité à la police. J'ai appris la méthode COOPER, c'est-à-dire le tir à deux mains, tandis que la méthode SASSIO est le tir à une main.

En compagnie de GEORGES, j'ai assuré quelques temps la sécurité à l'ambassade de BOUASIE-NOUVELLE GUINEE. J'ai ensuite donné cours de karaté et musculation à la salle BIKBA. Le patron étant décédé, je travaille maintenant à la VIVANTE, rue Latérale 143 à Uccle.

Lecture faite, persiste et signe.

# KARATE

De karatefederatie "Les Chardons" heeft onlangs een nieuwe afdeling opgericht.

## DE SPARTA-AFDELING

Vele vragen dringen zich op. Waarom een nieuwe afdeling? Wat omvat zij? Waarom de naam Sparta?

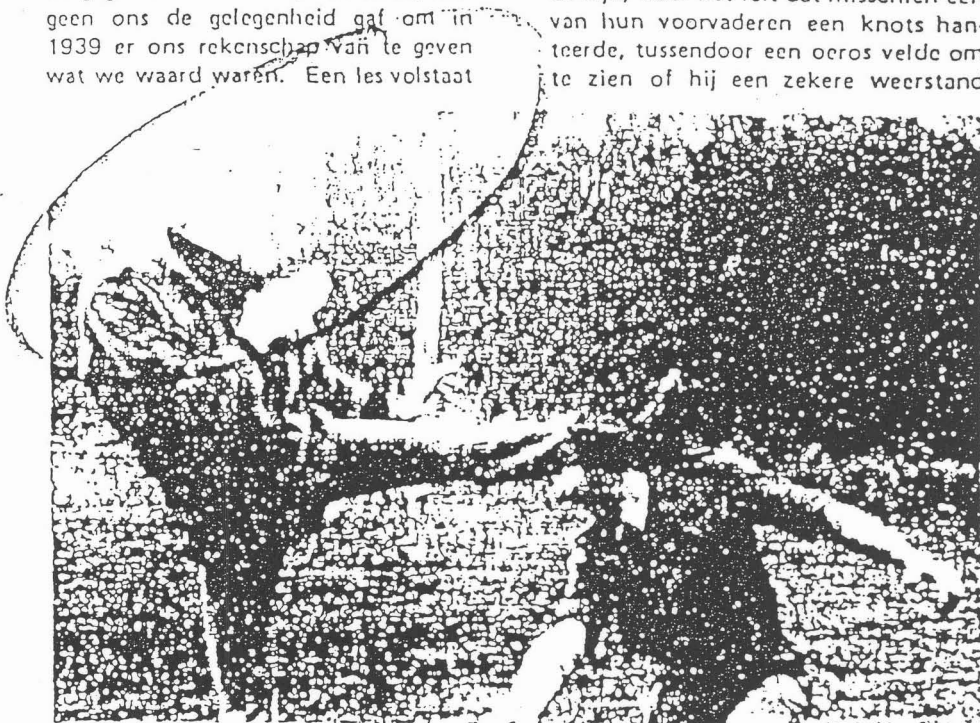
### *Waarom een nieuwe afdeling?*

Indien U het goedvindt, gaan we op de eerste vraag antwoorden door ontleding van Karate, dikwijls beschreven als een sport. Deze wordt alzo beschouwd daar het grootste deel der beoefenaars hierin de enige oplossing vinden voor de bevrijding van een onbewust psychologisch complex, hetzij door de beoefening van wedstrijden, of door de beoefening van deze als een salonsport, beoefening die tot snobisme leidt. Dit alles danken we aan het jachtige leven door de moderne tijden meegebracht. Maar we gaan het proces van onze huidige samenleving niet maken. Dit zou te veel tijd vergen.

Trachten we de Karate te beschouwen zoals hij logisch moest aangeleerd worden aan ons, Westerlingen. Een zaak die niet verwezenlijkt werd te wijten aan verschillende factoren zoals het groot kapitaal en een onderschatting van ons ras. Dit alles werd aangevoerd door een zekere Westerse kaste die niet wou dat het jeugdige ras het hoogtepunt zou bereiken van de onbedorvenheid, die de hardheid evenaart; hardheid voor zichzelf zowel mentaal als fysisch. Alles wordt toegelaten aan de jeugd die geen gezonde lees- en muzieklust meer bezit, daar deze hun ontnomen werd. Deze jeugd gaat een sombere toekomst tegemoet. Sombere nachten veroorzaakt door een propaganda die de vrije gedachten vooropstelt en denkt dat de vrije gedachten een exclusieve vrucht is, als gevolg van anekel schokkende gebeurtenissen, zowel mentale als fysische; schokkende gebeurtenissen door het niet naleven der goede zeden en onze tradities die van ons een gerespecteerd en bewonderd volk maakten.

Helaas. Dit alles maakte deel uit van het verleden, een verleden dat niet zo ver verwijderd is als men ons wel zou

willen doen geloven. Maar slechte gewoonten bezitten de aantrekkingkracht van verboden vruchten, zoals bijvoorbeeld de tuchteloosheid, de nalatigheid het anti-nationalisme, het niet optreden tegen zichzelf, in een woord; de waarde vermindering van een ras door het niet naleven van onze tradities. Dit alles werd voorbereid en in werking gesteld rond de jaren 1920, hetgeen ons de gelegenheid gaf om in 1939 er ons rekenschap van te geven wat we waard waren. Een les volstaat



niet en ik geloof dat men er ons een tweede voorbereidt die zal kunnen tellen.

Misschien denkt U dat we van het onderwerp afwijken. Wees daar niet zo zeker van. Karate was niet enkel een krijgerskunst maar was tevens een nationalistische beweging. Ja, ik weet het, nationalisme is verouderd. Dit belet toch niet dat men dit in de Oosterse landen ze ernstig opvat dat het onderricht van hun jeugd enkel gebaseerd op dit zogezegd verouderd nationalisme en op de grootheid van hun landen. Tevens moet men in deze kunst een wijze van leven, van gedachten en van opleiding voor een jeugd. Indien men de hoofdeigenschappen van Karate overschouwt bemerkt men dat deze een krijgersvorming voor de beoefenaars tot doel hebben, maar men weet dat deze opvoeding maar mogelijk is dankzij een nationalistisch idee, daar dit alles zeer nauw verwant is.

Ziedaar. We zijn zeer ver van die zogezegde sport, waar men stoten en slagen uitdeelt voor het eenvoudige plezier om aan zijn vrienden te tonen dat dit tenminste een mannelijke sport is. Dit is enkel een weerspiegeling, vervalst en verbloemd door het onbegrip van enkele onderrichters die zich voor sterker willen doen doorgaan dan ze zijn, door het feit dat misschien één van hun voorvaders een knots hanteerde, tussendoor een oeros velde om te zien of hij een zekere weerstand

bod, dit alles onder de onverschillige en doffe aanblik van zijn stamgenoten. Dit is misschien het plezierigste deel van de geschiedenis maar tevens ook het triestigste.

Het is een feit dat Karate, beoefend in een zaal (do-jo) hoe groot ze ook zij, een flauw afschijnsel is van wat het grote levensveld vertegenwoordigt. Deze kunst uitsluitend beoefend in een zaal, wordt vlug een benepen kunst, afgescheiden, gevangen van bepaalde begrippen zowel eng als vals. Een voorbeeld: in een do-jo schat U gemakkelijk de afstanden door het feit dat er in die hoek een koord hangt, tegen die muur een zweeds rek staat. Dit alles geeft U zekere herkenningstekend, misschien zonder dat U er zich rekenschap van geeft, maar onbewust neemt uw geest zo op als een beeld. Wandel eens door de straten van de stad en probeer een juiste schatting van de afstanden uit te voeren,



behouden heeft, voelt deze beschaving  
hart niet luid bij de gedachte aan de  
Spartaanse jeugd die hij zou kunnen  
beleeft hebben indien de natuurwetten  
geëerbiedigd waren zowel selectief als  
nationalistisch.

Wat is er mooier dan deze Spar-  
taanse sôdalen, allen ouder dan dertig  
jaar, die also de vaderplichten voor-  
hielden aan hun kinderen. Indien de  
oorlog uitbrak vochten de vaders om  
hun zonen in staat te stellen zich voor  
te bereiden en zich op te voeden.  
Hier werden de jongeren beschermd.  
Bescherming betekent geen vernede-  
ring, integendeel, bescherming bete-  
kent inprenting der woorden : Eer,  
Moed, Trouwheid, Liefde van zijn  
stad. Bescherming betekent onder-  
wijs van de ondervinding van een vader  
en zo het kind zich soms gedwongen  
zag te strijden, dan waakte de vader  
erover dat het gevecht niet leidde tot  
de vernietiging van zijn zoon, zijn be-  
schermer opvoedend op het gepaste  
ogenblik, omdat de zoon de tijd zou  
krijgen om zich te herstellen, zijn won-  
den te lekken en also van strijd tot  
strijd zou het kind zich op een dag  
verkozen weten als man.

Dan wist de maatschappij dat ze  
een echte waarde bijkreeg, die geen  
laspost voor haar zou uitmaken, maar  
dat deze waarde iets zou verwezenlij-  
ken. Hier geen halve of valse elite, maar  
één en onvervalst.

Ziedaar waarom we dachten aan  
het woord Sparta en ik denk dat U me  
zult begrijpen.

**Jean-François CALMETTE**

Aanpassing en reproductie verboden

Elke man, die zich nog een weinig  
acht en een zekere rechtischaphenheid

Wat is er onbedorven dan deze  
beschaving die de slappeling en de  
zwakken doen leven, daar zij weten dat  
zij geen plaats kunnen vinden in deze  
beschaving, berucht, beschimp, waar  
zelfs de tijd geen stempel op drukte.  
Zij is daar nog binnen in ons, even  
zuiver, even lichtend en ook even idea-  
listisch als bij de oorsprong toen Ly-  
curgus haar zijn wetten oplegde.

#### Sparta

En nu komen we aan de benaming

Zo zullen deze jongeren een onder-  
wijs kunnen aanleren en toepassen dat  
tot nog toe hen onbekend was. Hoe-  
vel malen zullen ze schrik hebben  
wanneer ze voor een schijnbaar hache-  
lijke situatie komen te staan, die van  
hen eennaal dat ze deze oecening uit-  
gevoerd hebben, reeds jongens zullen  
maken niet gelijk aan de andere. Zij  
zullen geleerd hebben zich te beheer-  
sen, zich te beteugelen. Zij zullen zelf-  
zeker worden en zullen dan het leven  
aankunnen. Het leven zal hun geen  
schrik meer inboezemen.

Zeker zeer weinig.

men, kaart in de hand, met kompas  
en vele andere zaken . . . Hoeveel ?

Hoe dikwijls ziet men geen per-  
sonen noodgedwongen voor een rivier  
stoppen en verplicht zijn een grote  
omweg te maken om een doorgang-  
bare plaats te vinden ? Hoe dikwijls  
moet men geen omweg maken om de  
stille rots te vermijden ? Hoeveel  
mensen kunnen 's nachts hun weg  
terugvinden aan de hand van de hemel-  
kaart ? Hoeveel mensen kunnen een  
kaart lezen, zich oriënteren met een  
kompas ? Een nachtrucht onderne-  
men, kaart in de hand, met kompas  
en vele andere zaken . . . Hoeveel ?

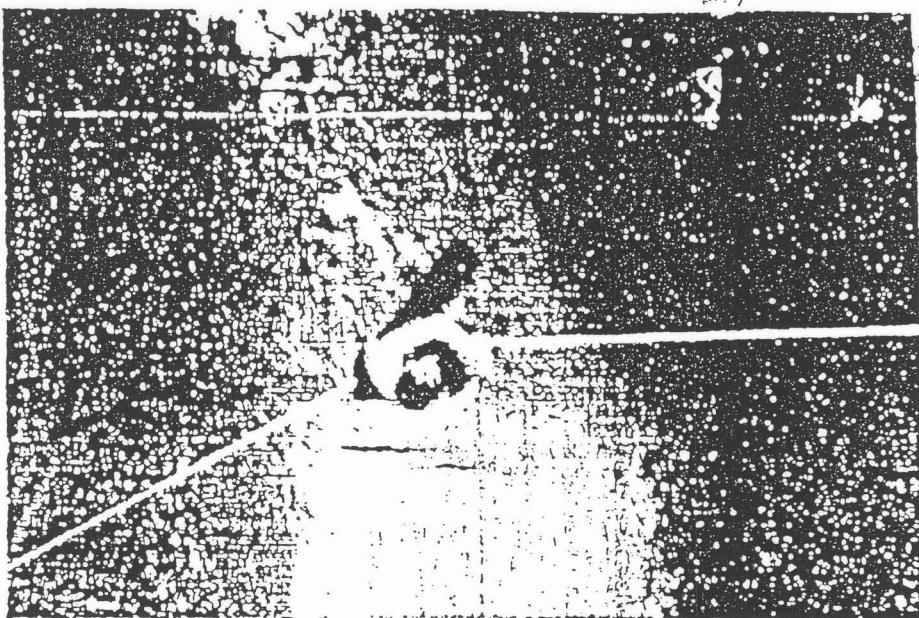
dan onderwindt U vlieg dat U volleiding  
in de war zijt. Wat dan te zeggen in  
een boez, een woud of zelfs in de he-  
de ? Zichter één van de aspecten  
van kralen, maar er zijn er andere.

Het is een vereniging van jonge-  
ren vol levenskracht, die bereid zijn  
zich door lichaamsvoeding zo te  
naden dat zij beschikken over een  
gezond lichaam en een gezonde geest.

**Beschouwen we het tweede punt :**

**"Wat omvat zij ?"**

Nietzsche heeft gezegd : "De mens is  
die loepjank naar de super-mens".  
Men mag zeggen dat deze spreuk zeer  
toepasselijk is op deze krijgssport.  
Feitelijk kweekt deze U de lust aan de  
inspanning te doen om de inspanning,  
vanwaar de blijdschap om het succes.  
Wat is er triestiger dan gered te zijn,  
zelfs tegenghouden door het ontbre-  
ken van beslissingskracht ? Ja, zeker,  
men kan steeds een probleem indirect  
of zijdelings aanpakken, zo U het wilt,  
het is veel gemakkelijker en vooral,  
men hoeft geen beroep te doen op die  
determinatiegeest, die enkele personen  
kon kweken, daar U ze gedwongen  
zoudt hebben hun onmacht toe te ge-  
ven, en zo zal daad na daad uw deter-  
minatiegeest afzwakken om volledig te  
verdwijnen. Zeker, U zegt en zelfs U  
denkt het werkelijk : indien ik gewild  
had. Maar wat kan men al niet verwe-  
zenlijken met de "indians". Vandaar  
dat naar zeer lange overwegingen, de  
federatie moreel verplicht was deze af-  
deling op te richten, die zeker min of  
meer de vooropgezette en bekrompen  
ideën van sommige van onze mede-  
burgers zal doen wankelen. Maar het  
is onze plicht onze jeugd in te lichten  
en haar de weldaden van zulk een on-  
derwijs te doen inzien.



Toutes mes tentatives pour contacter l'intéressé ont à ce jour échoué.

De renseignements recueillis il semblerait que STEVELINCK , réside actuellement en Allemagne Fédérale , tout en ayant conservé son domicile bruxellois .

Lecture faite, persiste et signe .

Dont acte .

ires,

ous

eur,

l'

-Pierre,

reté d'

au

d de l'OTAN)

ette ville,

le Major

Pierre,

.../...

DOSNR 1904851230 IDENT GES  
DOSID ARMAND GESCHIERE  
ALIAS HERMAN  
ALIAS LE Russe  
BRN : Multi  
SILHE : 444

1. Références firme en 1982 : HATRACO, HALLAAR TRADING COMPANY, PVBA  
Heist-op-den-Berg
2. L'ident travaille de concert avec la firme "Euromeat"  
Des : expaortation de viande congelée vers les pays de  
l'Est, principalement vers la Roumanie.  
Eventuellement importation.  
- gérance de la firme : Mr et Mme PIETTE  
- madame DROOGMANS, quant à elle, effectue pour  
le compte de l'ident, les voyages à l'étranger..  
Rem : les espions soviétiques expulsés de Belgique en  
1984 (voir presse) sont revenus travailler sous  
la couverture de cette firme.  
Rem : - les containers, une fois déchargés, reviennent  
avec un autre contenu allant de pièces détachées  
(canons, appareillage divers "lourd",...) à des  
chargement de "soft drugs"  
Des : Euromeat, avenue Marnix 30, 3eme étage , Bruxelles  
Rem : - idem que Hatraco !  
Tx 72778  
Rem : une firme dont le nom est "KINTEX" assure le tran-  
sit de marchandises provenant de l'Est pour le  
compte d'Euromeat.  
Rem : tf Hatraco, avenue Marnix 30 : 512 37 82
3. L'ident a été à l'origine de plusieurs exécutions dont l'une est  
celle d'un Libanais (Nom inconnu) en 1983. Le meurtre fut exécuté  
par 2 Libanais entrés en fraude par ses services.
4. L'ident entretient des relations très suivies avec la République  
populaire de Chine.
5. L'ident a participé en 1960 à la fondation du mouvement "Jeune  
Europe". De 1961 à 1962, de nombreuses arrestations ont eu lieu  
dans le cadre de ce mouvement. L'ident n'a pas été inquiété.
6. L'ident a, de 1976 à 1978, participé à diverses activités en com-  
pagant d'Emile Lecerf, Bougerolles et le secrétaire d'ambassade  
d'Argentine.
7. L'ident a été à l'origine de l'arrestation du terroriste allemand.  
Eckerhard Weill mais, également de sa fuite. L'ident a collaboré  
pour ce faire avec un certain C. Smets de la Sureté Nationale.



6  
DUSNR 1904851230 IDENT GES  
DOSID ARMAND GESCHIERE  
ALIAS HERMAN  
ALIAS Le Russe  
BRN : multi  
SICHE : 444

8. L'ident a été jusqu'à présent couvert pour toutes ses actions par l'administrateur général de la Sureté : A. RAES.

9. L'ident a organisé des réseaux pour le trafic de drogue avec un nommé "ARABINE" - PO BOX 5569 775 Konstanz durant l'année 1980.

Rem : Arabine - tf : 09 14 97534 - 7520

Rem : les traffics de drogue avaient pour origine de nombreux pays, et, principalement, l'Angola, la Zambie et le Mozambique.  
Le rapporteur principal de ce qui précède est un dénommé "Dotta" de la Sureté nationale Sud-africaine dont le frère a été assassiné sur les ordres de l'ident. Il semblerait que ce frère ait également fait partie des services de la Sureté Sud-africaine.

10. Sujet: Arabin.

.. Sa soeur Gudrunn est mariée à un certain BREINDEL résidant à 7752 Insel.

Rem : - un certain "KIRCHENAU" (orthographe siche 2) résidant à DCT Karl Fleschstr. 12 à 7750 Konstanz (tf 7531/7534 et 7520) travaillerait au sein d'une organisation (avec Breindel) d'extrême gauche nommée : "La néo-Internationale" qui serait à l'origine de nombreuses coordinations terroristes en Europe.

11. Sujet : Euromeat.

D'après des sources bien informées, cette firme a été créée pour les besoins de l'ident par des intermédiaires d'origine bulgare.  
Les contacts seraient encore aujourd'hui tenus par LEA BROGMANS et PIETTE.

Rem : tf Piette à Dourne : 324 05 35

12. L'ident possède des relations suivies avec certains milieux de gauche au Nicaragua.

13. L'ident, parmi ses nombreux déplacements a exécuté un voyage en Bulgarie et/ou en Yougoslavie le jeudi 030584.

14. Sujet : Jean Bougerolles - Charleroi -

- tf : 071/ 51 73 12

224

DUSNR 1904851230 IDENT GES  
DOSID ARMAND GESCHIERE  
ALAIS HERMAN  
ALIAS Le Russo  
BRN : multi  
SICHE : 444

15. L'ident a tenu des relations suivies avec un certain monsieur Hallard de Heist op den berg dont le fils a été envoyé au Liban par les bons soins de l'ident.

16. L'ident a entretenu des relations suivies avec un certain Hans BURCKHART (compagnon d'Arabine). Celui-ci a remplacé l'ident dans ses fonctions exercées en Afrique du Sud en 1980. Rappelons que l'ident a été renvoyé de la Sureté d'Afrique du Sud pour espionnage. Il serait donc probable que le dénommé Burckhart remplace l'ident à la tête des gens infiltrés au sein de cette Sureté.

Rem : L'ident a trafiqué des armes autant légères que lourdes avec l'Angola contrairement aux désirs de ses anciens collègues.

17. Un certain "Willy CRONENBERG" résidant Benedictusgasse, 24 à Köln est un des principaux financiers des voyages de l'ident.

18. Téléphone de Vera : 325 03 60

19. Sujet : trafic d'armes.

Le trafic passe par le port d'Hambourg par l'intermédiaire d'une importante firme maritime où le nom de Guido Delvaux n'est pas inconnu.  
Les armes constituant le trafic partent de Reichenau.

Rem : tf de CRONENBERG : 00/49/221/81 70 36

20. Un dénommé "FONS JACOBS", patron (?) d'une firme intitulée "HEMALBO", Konigin Astridlaan, 37 à Kappellen tf : 664 40 65 a travaillé occasionnellement avec l'ident.

21. L'ident a entretenu des rapports avec un dénommé "FICK CRAMPAGNE". Les rapports étaient pour la plupart entretenus afin de régulariser des contrats "commerciaux" avec la république populaire de Chine.

22. L'ident se serait rendu en Chine le 14 mai 1984.

Fin du dossier 1904851230 IDENT GES

225

DOSNR 2804851030 IDENT GES  
DOSID Amand Geschiere  
ALIAS Herman  
BRN : local  
SICHE 555

1. Renseignements divers. Valeur : 1984

- a) l'ident fréquente très régulièrement l'établissement "De Leeuw van Vlaanderen" à des heures irrégulières.
- b) l'ident habite un quartier juif
- c) le téléphone de l'ident à son domicile est le 233 26 17
- d) l'administrateur général de la Sûreté belge - Mr Raes - ne porte plus l'ident dans son cœur ;
- e) le dénommé FLOR Marien domicilié à Mechelen désirerait parler au sujet de l'ident. Tf : 015/24 15 78
- f) l'ident a livré en 1984, des moteurs de char russe à un certain POOL ANDREAS (Pool serait l'identification de nationalité de celui-ci en langue néerlandaise : polonais ; il s'agirait alors dans ce cas d'Andrej Vajda)
- g) fréquente assez régulièrement un individu du nom de VERGOUVEN de Rupelmonde. Tf : 774 4778.  
Ce dernier vendrait des voitures neuves ou d'occasions.

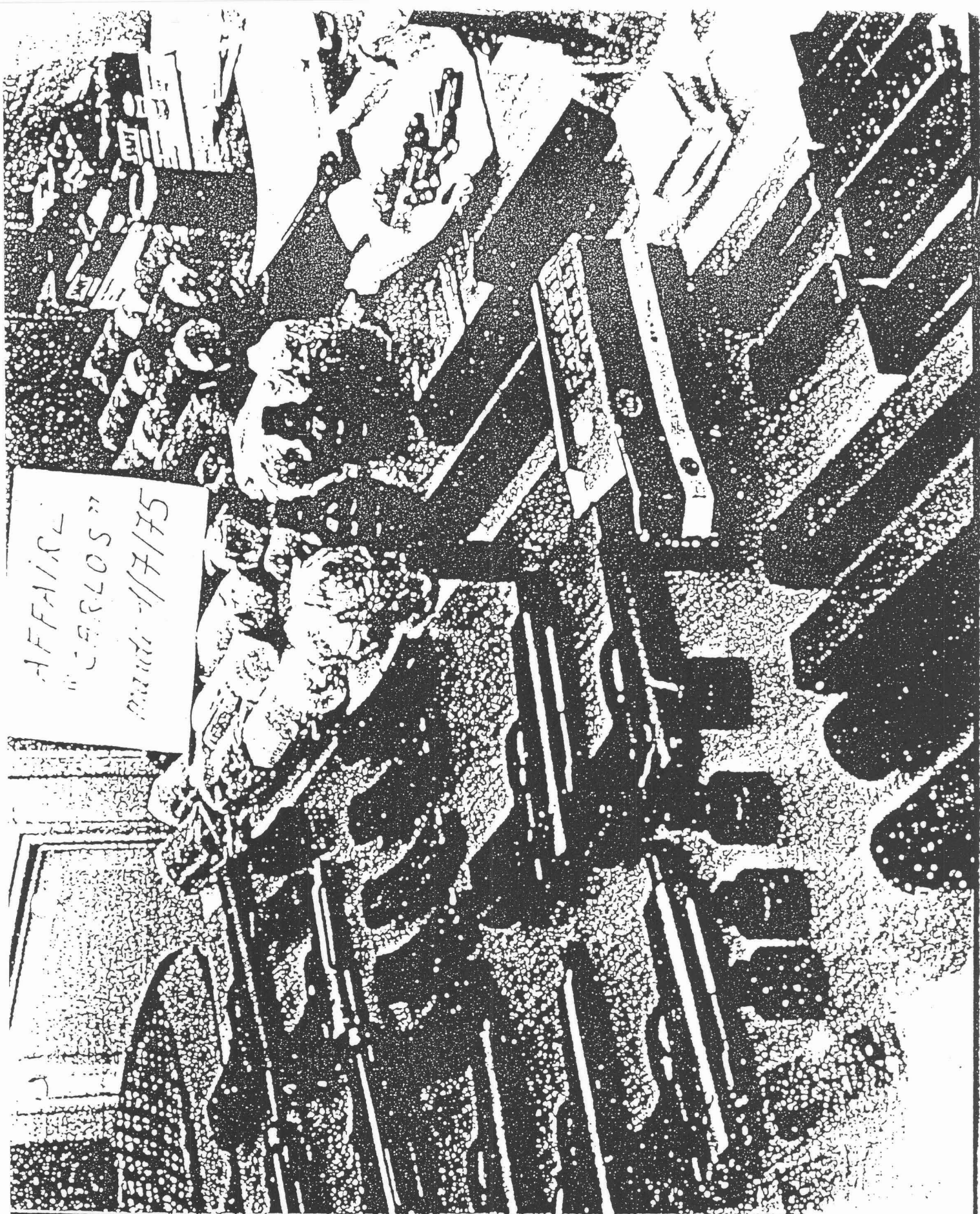
2. En annexe le plan du logement - domicile de l'ident.  
Provenance : (?) famille de l'ident

Fin du Dossier 2804851030.

Richter	Ralkamer
	Ralkamer
	Ralkamer







AFFAIR  
"CARLOS"  
murder 1/7/75

For a  
woodworker as  
post 1920  
presented post  
Carol



## NOTES PRATIQUES. EXPLOSIFS.

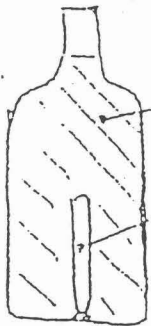
Explosifs classiques: 1° Poudre noire: 70 % nitrate de sodium, 20 % de soufre, et 10 % de charbon de bois en poudre; sans charge primaire, nécessite une enveloppe très solide.

2° Poudre noire améliorée: 3 kgs de cet explosif équivalent à 1 kg de TNT.  
Contient -65 à 75 % de chlorate de sodium  
( sensible au choc)  
-des 25 à 35 % restant, ajouter par moitié du soufre et du charbon de bois.

NB: Le chlorate de sodium est facilement trouvable dans l'industrie, et revient moins cher que le nitrate. Sans charge primaire, il faut aussi une enveloppe très solide.

### Cocktail PETROV (bombe à lancer détonant au choc)

Pas besoin d'allumette  
C'est l'acide sulfurique concentré qui provoque l'explosion (à la limite, une goutte suffit)



Chlorate de sodium en mélange homogène avec du nitrobenzène chimiquement pur.

L'éprouvette contient de l'acide sulfurique concentré; elle est soigneusement fermée.

Bouteille de verre ou mieux, récipient métallique.

L'éprouvette est collée au fond de la bouteille. Elle doit casser en premier lieu, provoquant la réaction chimique (explosion) C'est la raison pour laquelle le récipient extérieur doit être métallique de préférence.

### Bombe incendiaire au phosphore (sans allumette)

Dissoudre dans de l'éther sulfurique, ou mieux dans du sulfure de carbone beaucoup moins cher, un "bâton" normal de phosphore. Opérer sous une épaisse couche d'eau pour éviter les accidents; pour ce faire, placer dans un récipient p ex 100 ml de CS<sub>2</sub> et au-dessus 25 ml d'eau (l'eau est plus légère que le CS<sub>2</sub>; alors seulement faire dissoudre le phosphore dans la partie inférieure.



Lorsque tout le phosphore est dissous, décanté la phase inférieure dans une bouteille de Stella p ex, en veillant à ce que la température ne dépasse pas 15°. Remplir la bouteille au maximum et la boucher soigneusement.

NE PAS OUFER A MAINS NUES MAIS AVEC DES GANTS.  
SI UN PEU DE SOLUTION DE PHOSPHORE TOUCHE LA MAIN OU LA PEAU, ON PEUT AMPUTER.

Lancer la bouteille; quand elle cassera, à l'air libre le mélange prendra feu automatiquement.

Bombe incendiaire au napalm.

Kérosène gélifié par du palmitate de sodium.  
Avec certaines essences, on peut employer de la bougie.  
A l'avantage de brûler longtemps.

NB: Cette bombe incendiaire, quoique très efficace et bon marché, réclame cependant une amorce; de ce fait, elle est souvent employée avec un petit cocktail Molotov "allumeur".

Cocktail Molotov

Bouteille incendiaire

nitrocellulose

amalgamant de  
as et de la  
ou de la

chlorure de potasse

(contre les surcharges)

surcharge poudre gage

bande autour de la

bouteille

Papier

50% adhésif

pour le  
bouteille

un liquide  
à l'intérieur de la  
bouteille. On peut  
aussi la remplir de  
liquide.

50% acide sulfurique

(demi bouteille de  
morceau - bouteille  
en tube -)

Tronçonneuse - foudre de charbon au canon - l'acide  
= nitrocellulose

Alcun -> acide sulfurique  
(140 - 145 %)

aspect mince, blanc / beige

Après: l'acide de charbon de l'acide

Sève de pin -> inflammable

essence de térébenthine - acide sulfurique  
concentré (100%) (H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>)

choix - inflammable, explosif

2 bouteilles

1 bouteille

Defective grammar

Pyridine → 5-HN  
Scatol →

From pure compound plaque  
in yellowish-brown  
with brown granules  
and black granules  
on the surface of the  
plate

Brussels, 5 September 1982.

the junction,

Wij, Indijgetekenden, moeten tot onze  
spijt ons ontails, van zondag 28 augustus j.l. schriftelijk  
bevestigen; welkag die het gevolg is van een toet die ons  
werk beïnvloeden op die, ondanks de herhaalde bevestigings-  
en verzoeningsproposities van secretaris en penningmeester,  
een steeds groter verdoende kloof tussen ons schiep. Dezien  
U de - onbegrepen - beschuldigingen schriftelijk kracht  
hebt bijgezet, zullen wij de zij doen gebruik van maken  
en U onze "verdediging" voor te leggen; verdediging die  
geenszins een excuus en nog minder een smekende betekent,  
ma r die enkel gericht is op de, in volle daglicht  
schitterende, doorden : "Inaard" en "Plicht".

I. Antwoorden op uw brief van 28 augustus gericht aan Michel Libert - ex-secretaris/jongtleider van uw vereniging.

hoofdstuk 1

Laten de motoren met de deur in huis vallen door te vermelden dat :

10 de familienlijst waarvan sprake is door U reeds eerder in het publiek verspregelement (zie dronkslijtend "Lied de Waterloer" ad 02 augustus 1923 in voordien "Lied de Heide Haacht") en dat deze door ons slechts werd vermeld om te wijzen op het feit dat de "Richting"-"Verloofde"-"Rechtgenote"-zaak steeds een belangrijke deelneming geweest is voor de goede werking van de vereniging en wel onder hierdoor steeds opspanningen om te kunnen de verontschuldigde de rekken partijen (b.v. : putrenantie vande schrickstraat op 02 augustus 1923 - Lee, de Heidehaacht)

Ten verder misverstand betreffende dit punt is dat U een  
ervan beschuldigd deze wettelijke willen uitroepen en U  
in een slecht licht te plaatsen; niets is echter minder  
waar ... Maar U moet wel de situaties, waarvan U de bron  
bent, leren veranderen!

[illegible]

21. Is er iemand die, op 28 augustus j.l., in publiek de uitspraak "onze beweging heeft een nationaal-socialistische kleur" heeft gedaan en die het gebruik van nazi-symtekens deden die zelfs op bijeenkomsten van de vereniging.  
Was dat dan niet een potentieel gevaar voor een vereniging die geen mogelijkheden met het gerecht wil?

30 Het heidense en ecologische aspect van de vereniging een beginsel is, dat omwille van het maatschappelijke doel van die vereniging onontbeerlijk is; maar heeft men er niet op gedrukt dat deze "heidense en ecologische gedachte" rechtstreeks in verbinding staat met slechts 2 van de 12 diensten van de vereniging?

Is het zo dat, door geen aandacht te trekken op de "heidense en ecologische gedachte" de deze systematisch worden en belangrijk maken?

U, mijnheer de "Voorzitter", weet wel beter.

derdaad, door de scouts eerst en vooral hun "weeszijn" te laten ontdekken, hebben wij gepoogd hun de "vrije" keuze te laten over hun (latere) levensopvattingen. Wie zal ook weer dat de doopplechtigheid van de katholieke kerk eike vrije keuze in de weg stond doordat zij de kinderen vanaf hun prieste jeugd brandmerkt?

40 Teutoonse orde? Bent u zeker dat het niet de Orde der Kerkelijken was?

50 Hoe dikwijls zou de ex-secretaris, Michel Libert, gepoogd hebben deze vete tussen Karl en Herman te laten oplossen?

Dient de aanwezigheid op de akkers dan als maatstaf van het idealisme en de plicht van uw mensen? Werd door de situatie voortgesproten uit de vete Karl vs Herman een aantal mogelijkheden niet ongedaan gemaakt?

60 Op dit punt hebben wij - alle drie - dezelfde fout begaan. Warenhet niet de handtekeningen van de ex-secretaris, de ex-tenningmeester én die van de Voorzitter die onder de statuten terechtkomen?

70 Heeft mijnheer de Voorzitter soms vergeten dat de ex-secretaris/jeugdleider hem om uitstel tot 01 september gevraagd had om het secretariaat volledig in orde te brengen?

- Verwenselijkheden zoals :

- het scheppen van standaardformulieren
- het oplossen en het uitbreiden van de scoutsbeweging
- het aanwezig-zijn op de terreinen te Maacht
- het bijhouden van de, meestal schriftelijke, persoonslijst (waarin de onderscheiden worden van de Voorzitter als voorstel sluitend !)
- het uitbreiden van mogelijkheden i.v.m. de verdere ontwikkeling van de jeugd en de jeugd

(die van het

•

1. Df. 13. 2.

Uitvoering in de nacht van 15 augustus 1983 op de vliegbasis  
 11 te Oranienburg, met de bedoeling een overmorging te maken in  
 (Bosch) met de bedoeling om de overmorging te maken met de bedoeling  
 11 te Oranienburg, met de bedoeling een overmorging te maken in



U gelieve ons zo spoedig mogelijk alle dokumenten terug te sturen alsook de sleutels van het lokaal dat door drie onder ons in naam van de ex-secretaris/voorzitter genoodd werd (huurceel 3 jaar) met als doel (uit idealisme of uit plicht ?) over ietwat gegelijke lokalen te kunnen beschikken.

Hat is eveneens uit idealisme of uit plicht dat de hoofdhuurder ruim éénderde van zijn loon afstaat om de kosten hiervan te kunnen dekken.

Gelieve de +/- 4.000fr ter betaling van de statuten van Uw vereniging als een laatste goede daad onzenwege te beschouwen.

Tot slot van deze eerste reacties na onze ontslagname, vragen wij U nota te willen nemen van het feit dat, toen wij ons op 28 augustus 1983 uit uw vereniging terugtrokken, de leden van de scoutsbeweging "Phoenix", die reeds sinds enige tijd bij de v.z.w. "Le Herode" ingeschreven en verzekerd waren, ons voorbeeld gevolgd hebben.

11. Antwoord op Uw brief van 30 augustus gericht aan Marc De Jode - ex-penningmeester van uw vereniging.

Wij zullen deze brief aansnijden door U te vragen of U vergaten bent dat U bij het ietwat onterachtige afscheid van 28 augustus j.l. vroeg alle dokumenten spoedig door te sturen naast de tabel van de vereniging en of U zich nog herinnert dat sommige stukken reeds in uw bezit zijn.

Het feit dat U volhardte in de bewering dat wij ontslagen werden, hetgeen geenszins het geval is, dwingt ons op te merken dat geen enkel argument dat door U aangehaald wordt, gegrond is.

Zo bijvoorbeeld:

1° In de uitnodiging die U aan huis bracht, vermeldde ik inderdaad dat de ex-penningmeester "alle dokumenten en rekeningen betreffende de Levensboom" dient mee te brengen, hetgeen hij ook deed. Door de omstandigheden was het hem echter onmogelijk des-tukken op een degelijke manier te overhandigen, hetgeen echter niet betekent dat deze stukken U niet tijdig zullen overgemaakt worden.

2° De schijnbare verwaarlozing van de betalingen liende, dat vaten we allen, toegeschreven te worden aan factoren waarop de ex-penningmeester geen invloed had, namelijk:

- a - het volkomen absurde systeem dat de penningmeester als het ware verplichtte achter de leden aan te zitten om hun lidgeld in ontvangst te kunnen nemen.

- b - de fondsen voor de aankoop van het terrein die, dat weet U, grotendeels door de Voorzitter geïnd werden en die bij mensen die de ex-penningmeester zelfs nooit gezien heeft.

- c - het tekort aan betalende leden hetgeen nog verergerd werd door de laatsttijdig betaalde of niet betaalde lidgelden zorge ervoor dat reeds in de eerste maand van zijn mandaat een tekort van 2090fr door de nieuwe penningmeester diende te worden gecompenseerd; maar althans niet door de ex-penningmeester.

De afgevaardigde heeft hier, al te vaak, een te groote de  
willingheid om niet erg goed, en niet aan de exacte feiten,  
aankomende in zijn betoogen, want de dampkransmeester  
gloofde vooral wanneer er geld ontvingen of uitgegeven werd  
en dat als algeheel onderwerpen waren aan een beloverde  
en onderzoek.

De ex-pedagogmeester wilt immers maar al te goed dat hij zijn werkingskostenrekening van minimum 17.500,-fr./maand vast kunnen veroveren met een inkomstenrekening die in 1964 10.110,-fr. bedroeg, hetgeen op zichzelf reeds een utopie is. Deze toestand kwam immers op verschillende parr. paradijzen van het oed. Er werden voorstellen gedaan die geld hebben kunnen opbrengen - zij met dan het genoeg te niet konstant in een lage schikking te moeten zoeken naar iets dat er niet was... in dat er blijkbaar niet moest zijn, gezien de Voorzitter als voorstellen of uit-voeren of gewoon verloor. Althans een paar weken later, de met diezelfde hi-betende-voorzitter die dit als argument gebruikte tegen diegenen die hem bestijde hadden vervuiling.

... is de "voorzitter" soms vergeen dat hetzelfde...  
ex-penningmeester is die reeds versnillende voorstellen...  
(lees: schriftelijke voorstellen) gedaan heeft die door de  
... behandelt zouden geweest worden zijn...

4: wat ? Zouden diegenen die de penningmeester een mis-  
plaatste opmerking hoorden maken dan toch al getuizen zijn ?

30 Font zonder enig celang.

hoe kan het ook anders dan dat zij die al eens voor-  
stellen (maar ook die van anderen) zonderdoel naar even na-  
te denken afwees, zich nu probeert wat te maken door plots  
opstaande ideeën te willen verzoekenlijken...

4. Het is de Voorzitter misschien niet lief te leveren dat hij inging op voorstellen zoals:

- papier verzamelen om het te verkopen of om er papieren kransen mee te maken waarmee in de winter gestroekt kan worden of het om te toveren in een eigen papier met watermerk ter illustratie van een landelijke tak van de vereniging of gebruikt als steunmateriaal in een puberale of dergelijke.
- het verzamelen van hout en kerst dat gebruikt zou worden om de "Blinkkat" beter te isoleren, verder als te bouwen s.d. hiervoor bestaat een woord: "Flakkaal" of is het eerder een i. de slapen zijner herenkrachten zwaarste genitrek.

[illegible]

1. The program: continue work on the investigation of the internal and external situation of the country in order to achieve the goals of the program.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
CHICAGO, ILLINOIS

Annexe 6

Bruxelles, le 12 février 1989.

A Madame le Juge Lyne F.  
Palais de Justice de  
Bruxelles

Madame,

c'est suite à un entretien que j'ai eu,  
il y a peu avec M. le Commissaire Marnette,  
que je me permets de vous adresser la présente.

En effet, je suis étonné que M. Marnette  
soit vaguement informé au sujet des personnes  
membres du BURAFEX (bureau aux affaires ex-  
térieures de WNP), toutes aussi importantes les  
unes que les autres quant aux responsabilités  
prises ou à prendre dans certaines conditions,  
conditions que j'ignore pour la plupart.  
Il est néanmoins certain que les membres du  
BURAFEX n'étaient en rien des exécutants du  
CBAS, en l'occurrence, tant l'unus pour le  
groupe entier; mais bien des chefs directs dont  
le niveau fonctionnel ne m'est pas connu, au  
sein de cette organisation que je connais,  
seulement aujourd'hui, d'ensemble, non  
sans mal.

C'est afin d'éclairer votre enquête que je fais  
part de ce qui suit, car, il est inadmissible que  
des exécutants aient payé de leur liberté, les  
volontés (dont je ne connais ni le tenant, ni  
l'aboutissement) d'obscur supérieurs hiérar-  
chiques tout puissants connus ou méconnus et  
ayant déjà fait la chronique des journaux,  
antérieurement; pour la plupart.

1.

J'attirerai, enfin, votre attention sur le fait que ce qui vient ne constitue en rien une accusation mais bien une fanalope de souvenirs qui s'entassent, he-là, foncez peu.

C'était autre chose pour cela que, tout au début, d'en m'avait demandé, avec l'accord de M. Josef Courme, de préciser certains mécanismes mettant en cause nombre de services de police, et, qu'en fin de compte, suite à je ne sais quelle cabale, d'en ne m'a posé aucune question particulière, ni intelligente, et que l'on m'a incriminé tout au long et tout aussi gratuitement.

Réponse moi du "fichisme" et du "curisme" !!  
Victimes d'une "guerre des polices" ! oui !  
Lampistes : "Non" !

1) M. Harmette vous a certainement remis la semaine passée trois photographes de formules de message concernant M. Christian Smets. Ces messages sont la suite et le résultat d'une enquête du SIF dans tous les milieux sur les agissements de M. Smets dont je subodorais, je ne sais pourquoi, le désordre et la manipulation.

Un exemplaire de chaque message, ceux-ci et d'autres, à chaque fois été envoyé, ou remis, suivant les cas, à M. Josef Courme et Bernard Stievenart. Je considère donc que les autorités, qu'elles qu'elles soient, étaient au courant.

2) Ne pouvant vous offrir d'amples renseignements, je ne pourrai vous contenter que d'un schéma général des contacts au sein du BUREAU. Mais me pardonnerez certainement les généralités le tout étant tellement complexe, j'attirerai votre attention sur la presse étrangère, française en particulier.

-/..

L'Ordre du Loure  
La Titulaire de J.C. → Permet (Secr. nat. de Char. de la  
anti-Brunelles) ↓  
Smets

Bernard Meunier

W.A.C.L

Boucoisin

Archiduc Otto de Habsbourg

Protha  
Protha

Fach Al Ajaz

Comte d'Enghien

Luc Begeer

- Ilare Monastio

Chili (Ladine)

Close

Weghere (Sec. nat)

IRIS

Espergle

Verbelen

- Joffe

Vanden  
Bregnants  
(Léon g. du cyp)

Paul Lachaux

Karl de Lomb

Paul Van der Kerk

Smets

Calnette

Van Gorp. - Raes - De Rock

[Josef Grosse  
Bernard Stoveraert]

Jacques  
Genevois  
(Bic)

Gerda Delvaux

Tons Jacobs

(Huart T. aux)

Michel Naro

Comité  
Ouvendijck

→ Rodol  
Recl.  
(Oxi KDL)

Raymond Storchard.  
Smets

enf - Tinkmans

scène  
JL truffes en  
aussi truffes en  
vraie le "journen" (en sentent/s)

Gen. Sorhan  
(cabinat 1975)

Gen Lorge

Patrick Therex → KDL  
(affaire faux dollars -  
Hooi Jacques Genevois)

KDL  
Delvaux  
Lachaux

KDL → Erickson  
- John Van Gysseghem  
- Jean Gpi

raffart avec secte Noen  
leur collaboration.  
Rencontrée en 1983 à Piquant  
Révisions fides. Longueilles?

Madame, il est certain que tout cela est bien  
confus, mais être plus concis --- je ne le puis.  
Peut-être que d'autres souvenirs apparaîtront.  
Dans ce cas je vous en avertirai à nouveau  
par écrit.

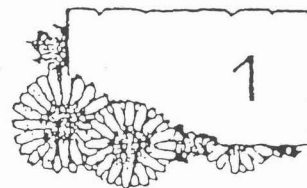
En restant à votre entière disposition,  
euillez agréer, Madame le Juge, l'expression  
de mes salutations distinguées.

Libert



# PROMETHEUS

PERIODIQUE MENSUEL



MOIS : JUIN 1985

" A COEUR OUVERT ... "

Ethique chevaleresque, principes moraux, honnêteté, beauté, esthétique corporelle ... Ce sont autant d'archétypes disparus ou en voie de disparition si l'on n'y prend garde.

Est-ce, tous comptes faits, que rêver que d'imaginer un monde meilleur ? Est-ce tellement risible que de souhaiter un retour aux normes philosophiques d'antan qui ont fait le prestige séculaire de l'Europe ? Est-ce absurde que de penser qu'il y a bien d'autres possibilités plus logiques et plus humaines - autant que systématiques et paisibles - afin de résoudre les problèmes sociaux, politiques, financiers et économiques actuels ?

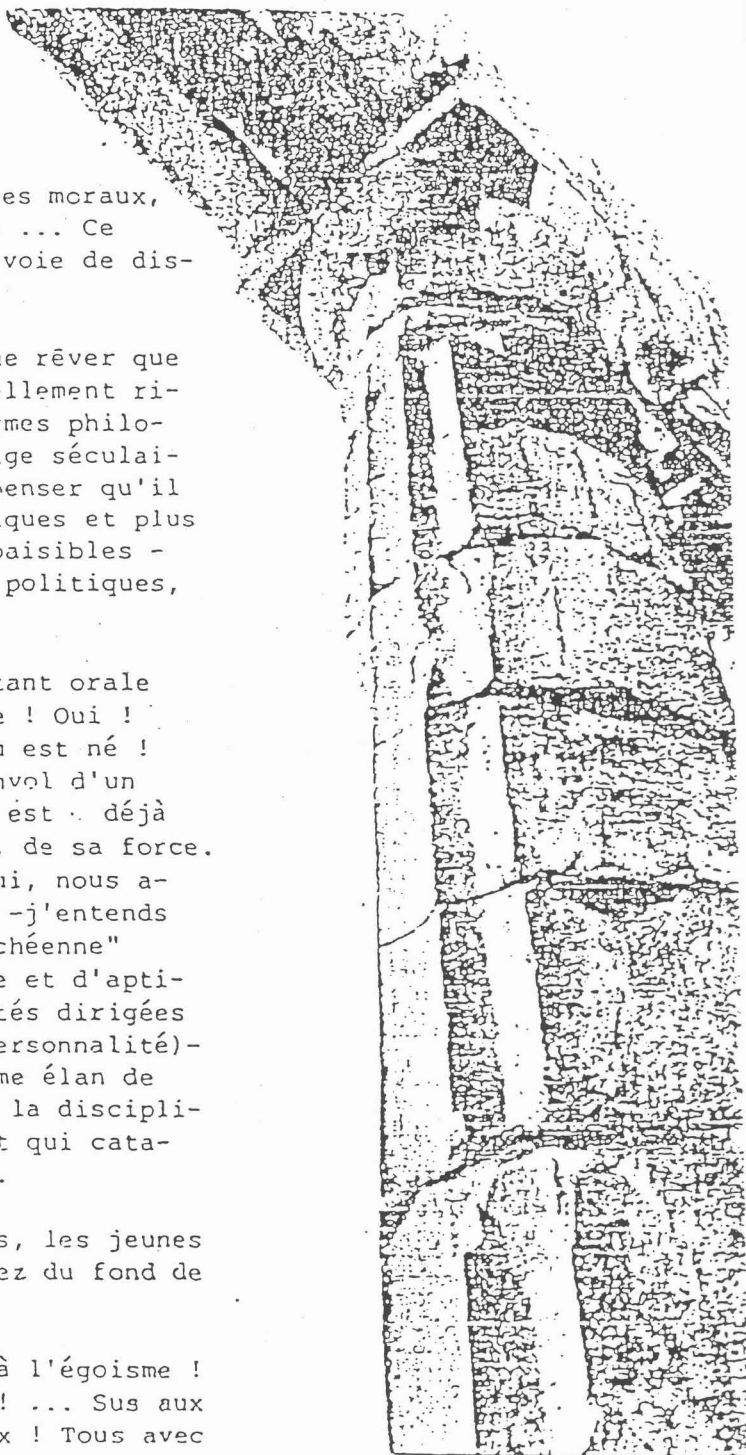
Non à la violence gratuite, autant orale que morale, autant mentale que physique ! Oui ! ... et je le proclame , un monde nouveau est né ! Une Ere nouvelle vient de prendre son envol d'un coup d'ailes puissant. Un temps nouveau est déjà à la Quête de ses enfants, de ses fils , de sa force. Tout laisse à penser que, dès aujourd'hui, nous avons, nous, les gens de "bonne volonté" -j'entends par là ceux dotés de la volonté "nietzschéenne" (alliage subtil fait de puissance morale et d'aptitudes mentale et physique, toutes qualités dirigées vers une consécration altruiste de la personnalité)- l'occasion de fondre nos actes en un même élan de solidarité dans un climat de travail où la discipline librement consentie sera l'instrument qui catalysera la future élite vers sa Destinée.

Cette future élite, c'est vous, les jeunes (Raiders entre autre), si vous le désirez du fond de votre Ame.

Sus à la décadence ! ... Sus à l'égoïsme ! ... Sus à la libéralisation des mœurs ! ... Sus aux sarcasmes imbéciles des adultes vaniteux ! Tous avec le Consortium européen dans un combat pour un monde où chaque ethnie, chaque race, retrouvera son identité, sa culture, son folklore, ses valeurs et, surtout, l'espace qui lui est propre et qui lui revient de droit.

Père Schulz.

244





## LE CONSORTIUM EUROPEEN INNOVE !

Bientôt septembre ! La rentrée des classes bien sûr, mais aussi la "Rentrée Consortium". Dès septembre, le département "La Croix du Secours international" entame ses innovations promises depuis si longtemps, innovations qui ne purent se réaliser plus tôt, faute de finances.

Primo, les réunions ne se dérouleront plus comme auparavant. Une réunion - et une seule - aura lieu chaque premier samedi du mois de 10h00 à 17h00. Là, rien de changé. La première innovation est que le second samedi sera "facultatif" et consacré aux sports. Seuls les gars motivés par l'esprit sportif et la valeur du sain effort pourront se réaliser en notre compagnie. Cette journée comptera pour les Raiders présents comme "stage sportif officiel" et sera, de plus, considérée comme stage préparatoire aux examens de l'adeps.

Secundo, il en est fini de la troisième réunion. Là est la seconde innovation. Chaque troisième week-end du mois sera organisé un Raid complet en forêt, du vendredi soir au dimanche après-midi. Dix fois par an, donc, vous aurez l'occasion de suivre des cours pratiques et intensifs de survie.

Tertio, le Consortium ouvre ses portes à tous et à toutes. En effet, la troisième innovation réside dans le fait que tous

tes les activités, et plus particulièrement le Raid survie, seront accessibles à vos amis et amies, copains et copines, bref, à tous les jeunes de 8 à 25 ans, moyennant une faible participation aux frais de l'ordre de 600 francs, tout compris (également l'assurance).

Communiquez cette excellente nouvelle autour et venez nous rejoindre nombreux.

Premier Raid de survie : le week-end du vendredi 20 septembre à 20h00 au dimanche 22 septembre à 16h00.

Prix : membre du Consortium : 500 F  
non-membre : 600 F

Remarque : le voyage et la nourriture, de même que l'assurance sont compris (prix forfaitaire).

### AVIS IMPORTANT ...

"L'ECOLE DE CADRES"  
ANT ESPEREE SERA CHO-  
E FAITE DES LE MOIS  
'OCTOBRE ...  
AIS CELA EST UNE AU-  
RE HISTOIRE !  
JITE DANS NOTRE PRO-  
CHAIN NUMERO ...

### RAIDER... CECI TE CONCERNE :

UN TRAINING EXCEP-  
TIONNEL SERA OR-  
GANISE POUR L'ETE  
1986 !  
RENDEZ-VOUS EN  
AUTRICHE !

Votre FCS.

MAIS CELA AUSSI  
EST UNE AUTRE HIS-  
TOIRE...

(SUITE DANS NOTRE  
PROCHAIN NUMERO)



245

## RAID D'ETE.

Voici qu'arrive le grand moment. En effet, le camp d'été s'approche à vive allure. Il se composera, afin de satisfaire aux obligations familiales et professionnelles de vos parents et de vos chefs (devoirs, vacances,...), de deux parties toute aussi importantes l'une que l'autre.

TRAINING I : - départ du local le lundi 01 juillet ;  
- tous présents au local le 30 juin pour les préparatifs, et ce, à partir de 14h00 (distribution des ODM's ;  
- retour le dimanche 07 juillet dans le courant de la soirée.

TRAINING II : - départ du local le lundi 19 août ;  
- tous présents au local le 18 août pour les préparatifs, et ce, à partir de 14h00 (distribution des ODM's ;  
- retour le dimanche 27 août dans le courant de la soirée.

Programme du Training I : - secourisme ;  
- sauvetage en falaise ;  
- initiation alpinisme  
- orientation

Programme du Training II : - secourisme  
- sauvetage (fin)  
- alpinisme  
- orientation  
- sports divers (endurance)

Les formalités pour participer à ces trainings sont simples. Il te suffit de renvoyer le

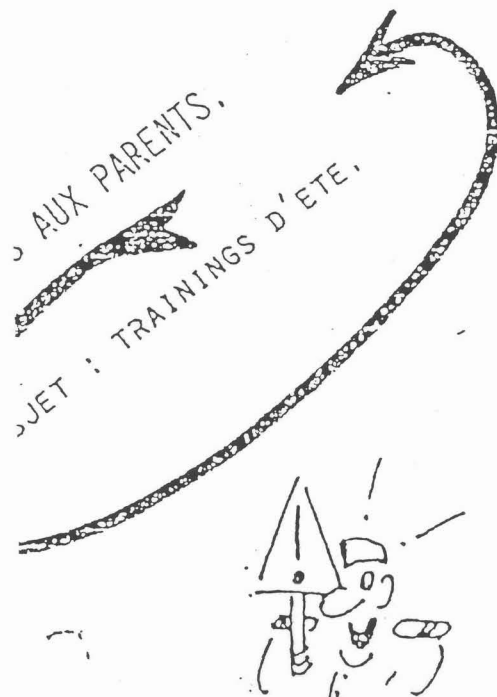
formulaire "ADC" dûment complété et signé à l'adresse suivante :

E.C.C.E./training  
Rue Vanderschrick, 6  
boîte 1  
1060 Bruxelles

avant le 25 juin ; le prix de chaque training est de 1600 francs tout compris.

Cette participation financière est à verser à l'aide du bulletin ci-joint annexé, avant le 18 juin pour le training I, et avant le 10 août pour le training II ; il vous est loisible de régler votre participation financière pour les deux trainings et ce, en une fois. Dans ce cas, créditez le même compte du montant de 3200 francs avant le 18 juin.

A bientôt,



LE COMITE D'ADMINISTRATION A FIXE LA PERIODE DU TRAINING II DURANT L'AVANT-DERNIERE SEMAINE DU MOIS D'AOUT. LA RAISON EN EST SIMPLE. C'EST AFIN DE PERMETTRE AUX ENFANTS DE PREPARER L'EVENUEL EXAMEN DE PASSAGE DE DEBUT SEPTEMBRE, DE FACON CORRECTE ET INTELLIGENTE TOUT EN POUVANT PARTICIPER AUX DEUX VOILETS DE NOTRE TRAINING D'ETE.

L'ASPECT FINANCIER, POUR LES DEUX SEMAINES DE TRAINING NE PEUT ETRE UN OBSTACLE A LA PRESENCE DE VOTRE ENFANT, ET, SURTOUT, A SA FORMATION VIRILE. UN ARRANGEMENT EST TOUJOURS POSSIBLE. VEUILLEZ, SI LE CAS SE PRESENTE, EN DEBATTRE AVEC NOTRE TRESORIER GENERAL (TELEPHONE : 02/ 6470925).

CES DEUX TRAININGS SONT TROP IMPORTANTS POUR QUE VOTRE ENFANT EN RATE NE FUT-CE QU'UN ! POUR TOUT PROBLEME CONTACTEZ-NOUS !



S.C.A.G. Rue Saint-Bernard, 35 bte 1 - 1060 Bruxelles - Belgique  
R.C.Bruxelles 466.987 N° T.V.A. 561.403.435



S.C.A.G. SECURITY 750-9501860-92  
S.C.A.G. IMMO 750-9501861-93  
S.C.A.G. CLEANING 750-9501862-94  
S.C.A.G. CASH 750-9504676-95  
S.C.A.G. COMPUTING 750-9078036-61  
S.C.A.G. TRANSPORT 750-9078037-62  
S.C.A.G. PUBLICITY 750-9078038-63

....., le .....



Direction générale 02/ 5387546



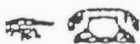
Direction commerciale 02/ 5371797

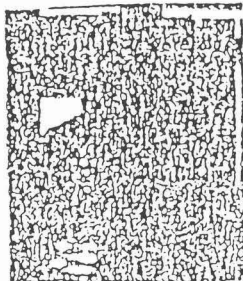
os réf. :

Vos réf. :

Rem. :

objet : .....





UOSNR 2502851130 IDENT GES  
UOSID AMAND GESCHIERE  
ALIAS Armand  
ALIAS Herman  
ALIAS Le Russe  
BRN : Multi et Presse  
SICHE 444

## 1. Renseignements généraux de 1962. Valeur 1982/1983

Le prénom de l'ident est soit Amand, soit Armand.

- Adresse privée : Plantin Mauritiuslei 107 bus 4 apt a2  
- 6ème étage - 2000 Antwerpen
- Adresse bureau : Century Center (Matraco - Ex-Hallarms)  
De Keyserlei 60 - 2000 Antwerpen  
Tf : 234 05 65
- Adresse Liban : Avenue Yechara el Khoury (lamebole Kk444)  
Khayat) BP 5032 - Beyrouth - Libanon
- L'ident posséderait une boîte postale : Postbus 31  
Belikaanstraat - 2000 Antwerpen 5
- L'ident est domicilié au Liban et non en Belgique, donc  
en contravention.
- Ex-épouse de l'ident : Mia Raspoel - Nachtegallelaan, 1  
Knokke  
Tf : 050/ 605956
- L'ident loge parfois à l'adresse suivante :  
Vera Bayers - Rivierenlaan, 240 - 2000 Antwerpen  
Tf : 03/ 324 22 39
- L'ident se déplace en voiture : une mini de couleur  
verte immatriculée AZH039 appartenant à sa compagne  
Vera Bayers.  
L'ident serait en possession d'une carte VIP blanche  
(carte gouvernementale du 1er ministre) offerte pro-  
bablement par le ministre Van Eyslande.
- L'ident pourrait descendre, lors d'un voyage en Asie,  
à l'hôtel Singapore - Hennessy road, 47 - Hong Kong  
TX : 65 641 cable hotelsport - TF : 5.272721

## 2. Caractéristiques de l'ident.

- a) se dit "anti-juif" mais travaille pour eux.
- b) porte en principe la moustache
- c) a deux frères : 1) Philippe à Grogge  
2) Francis en France où il exerce une  
fonction de responsable d'auberge  
de jeunesse
- d) a une sœur qui réside en Amérique.
- e) a un fils nommé Siegfried qui réside à Antwerpen
- f) a vraisemblablement été mormon et baptisé tel à  
Grimbergen/Strombeck.

DOSMH 2502051130 IDENT GCS  
DUSID ARMAND GESCHIERE  
ALAIS Armand  
ALIAS Harman  
ALIAS Le Russe  
BRN : Multi et Presse  
SICHE 444

### 3. Relations entretenues et remarquables.

- a) très bons rapports avec VDB
- b) très bons rapports avec le Baron Benoit de Bonvoisin
- c) fut un ami intime d'Arno Breker
- d) possède un correspondant à Mechelen nommé Eric Artel, officier dans l'armée. Il commanderait un groupe de 500 hommes environ. Celui-ci a ses entrées partout et est très prisé au Liban.
- f) possède un second correspondant nommé Marouk ou Marouck, de nationalité libanaise. Celui-ci exerce également une fonction dans l'armée.
- g) remarque importante sur ce qui précède : les nommés Artel et Marouck participent tous deux à des traffics d'armes "tous azimuth" avec l'ident.
- h) connaît Patrick Hyart du Comité d'Ouwendijck.
- i) avait ses entrées auprès de Degrelle.
- j) a des rapports très suivis avec un certain "Monsieur Jean" de la Sûreté de l'Etat.
- k) connaissait le major Vernayen (victime d'un attentat) Rem : voir affaire voiture de Maître Faiez el Ajjaz dans les relations avec le cdt Francois.
- l) rapports très confidentiels avec la ddr
- m) le feu président du Liban Gemael lui procura des facilités d'entrée au Liban.
- n) l'ident a connu le secrétaire particulier de VDB lorsque celui-ci était ministre de la Défense nationale
- o) a connu Elie el Turk, mort au Liban en 1978
- p) a entretenu de bons rapports avec Bernard Percier
- q) était introduit dans le monde d'Otto Skorzeni
- r) travaille en noir avec un nommé Mr. FLOH, possédant un café à Héist op den Berg (café, jeux, ...). Celui-ci possède un permis de détention d'armes.
- s) l'ident s'est rendu à Munich avec le patron du café "Chez Guy" à Londerzeel
- t) l'ident assure une liaison entre la Sûreté belge et la Phalange espagnole
- u) correspond régulièrement avec de nombreux contacts en Allemagne de l'Est.
- v) a été un très bon ami d'Eriksson
- w) a abusé d'une Chinoise communiste en l'utilisant dans un trafic de drogue et un autre d'armes
- x) entretient de très bonnes relations autant en Chine communiste que nationaliste (Formose)

### 4. Faits remarquables.

- y) l'adjudant de gendarmerie MAES a reconnu que l'ident livre régulièrement des informations confidentielles sur des personnalités de la droite

DOSNR 2502851130 IDENT GES  
DOSID AMANO GESCHIERE  
ALIAS Armánd  
ALIAS Herman  
ALIAS Le Russe  
BRN : Multi et Presse  
SICHE 444

au Liban avec une dénommée "Jacqueline" de nationalité française.

- c) l'ident a travaillé en Afrique du Sud pour les piles "Varta". Il s'est occupé de certaines missions avec la Sûreté d'Etat de ce pays. L'ident s'est compromis et s'est retiré avec un dossier riche en renseignements compromettants pour ces dits services.
- d) l'ident a également rédigé des articles dans le NEM en 76/77
- e) a exercé une fonction d'intermédiaire dans le trafic de stupéfiants durant son séjour en Afrique du Sud.
- f) a certainement occupé et exercé la même fonction XX au Zaïre.
- g) se drogue occasionnellement en compagnie de sa femme Vera Doyers
- n) l'ident a été expulsé d'Afrique du Sud pour espionnage.
- i) l'ident a pris la parole à Fuerza Nueva en ...
- j) l'ident a été le manager de la firme "Euro Système Hospitalier" dans laquelle on retrouve le Baronde Bonvoisin. L'ident a pu, à l'aide de cette couverture, exécuter des faux en toutes matières.

##### 5. Notes complémentaires valeur : 1983/1984

- a) le telex de l'ident est temporairement fermé pour cause de non-paiement.
- b) l'ident possède à son domicile une malle métallique contenant tous les documents compromettants concernant la Sûreté nationale de Sud-Afrique
- c) le nommé Erik Scherps dit "Le Rebelle", ami de l'ident est parti au Liban où il est à la tête d'une milice (faisant partie de l'armée régulière) de 500 hommes. Il a laissé en principe son maxxi uniforme chez Vera Doyers. Il a abandonné sa femme et ses deux enfants à Mœnchen. Il travaille avec un chef militaire libanais nommé Marouck. Tous deux commandent via l'ident des armes qui partent comme pièces détachées de machines. Dans le trafic, il est à signaler qu'il y a toujours une quantité double ; la première officiellement destinée à l'armée, l'autre en "noir" qu'ils revendent à deux.
- d) la plupart des trafics d'armes passent par Antwerpen via la "Antwerp Steal Overseas Shipping, Quater Ceulemans", maison de laquelle l'ident aurait été licencié.
- e) signalement que la plupart des trafics d'armes passent également par le Liban populaire.

DOSNR 2502851130 IDENT GES  
DOSIO ARMAND GESCHIERE  
ALIAS Armand  
ALIAS Herman  
ALIAS Le Russo  
BRN : Multi et Presse  
SICHE 444

- f) un certain FLOR MARIEN, domicilié à Neuchâtel rf :  
015/ 24 15 78, a confié une très grosse somme à l'ident  
pour faire des affaires. Flor marien a l'intime con-  
viction que cette somme est perdue ; de plus il ne  
lui est pas possible de récupérer la dite somme à  
l'ident, celle-ci n'étant convertie par aucune forme  
juridique ni attestation.
- g) l'ident entretient des relations commerciales avec  
le dénommé "Andrej Vajda", réalisateur polonais. Il  
a, par son intermédiaire, acheté des chars russes à  
destination de ... . Ceux-ci sont livrés par la  
Chine. (entendre "via").
- h) Mme Geschier a introduit une plainte contre son mari,  
celui-ci n'ayant pas payé de pension alimentaire.
- i) il s'avère exact que l'ident est un intermédiaire très  
important pour la drogue.
- j) l'ident est en relation avec un certain "SCHOFFHAUSER",  
de nationalité suisse et fabricant de produits chi-  
miques. Le directeur de cette firme s'appellerait  
"Arabin".

6. annexes : - 1 photo de groupe  
- 1 photocopie d'un article de "HUMAN" du plusminüs  
19 01 1982

Fin du dossier. Composition : 4 pages composées de 5 articles.



PARQUET  
DE LA  
COUR D'APPEL

1 Palais de Justice  
Place Poelaert  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 21 février 1989.

1er Bureau

N° B 271/83

ANNEXES: 1 dossier.

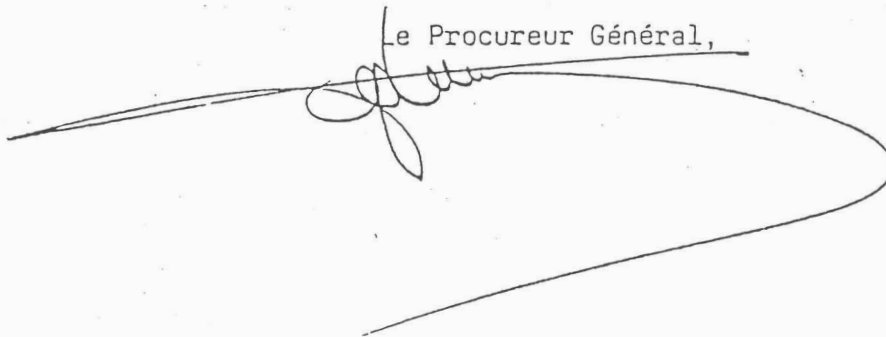
Monsieur le Juge d'instruction,

Me référant à vos apostilles du 20 décembre 1988, n° 462/87, adressées à M. le Procureur du Roi à Bruxelles, ainsi qu'à ma lettre du 17 février 1989, émargée comme la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, en communication, copie du dossier de la procédure instruite au sujet de la mort de Paul LATINUS.

Cette instruction a été clôturée par une ordonnance de non-lieu rendue le 3 novembre 1986 par la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge d'instruction, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Procureur Général,



A Monsieur Collin

Juge d'instruction au tribunal  
de première instance de Bruxelles.

Première suite à l'annexe N° 4 au PV H<sup>2</sup> du 09-04.86 - BSR WAVRE

décisions de WAECHTELAER mais ils étaient tributaires de celui-ci comme MACHIELS, Paul, qui était hébergé et nourri par WAECHTELAER en échange de travail dans la culture, ainsi que Nicole VANDENHEE et son fils Philippe, ainsi que LABY, Christine qui est devenue la seconde concubine de WAECHTELAER et le frère de celle-ci, LABY Marc. Suite à la séparation, en accord avec SAUCEZ Frédéric et DE JODE, Marc, j'ai créé l'ASBL IRMINSUL qui devait créer officiellement tout ce qui se faisait de façon occulte sous YGGDRASIL et WNF soit cours de cadres - philosophie et consorts. Les statuts ont été élaborés par moi, mais n'ont pu être déposés suite à mon arrestation. Personnellement, à ma sortie de prison, j'ai créé l'ASBL LES COMPAGNONS DU CHRIST GRAAL dont j'ai appris par René HAQUIN que mon mouvement était considéré par la Gendarmerie comme mouvement subversif, lequel détiendrait la chose d'un Colonel de Gendarmerie s'occupant de l'information. Je suis le Président de ce mouvement, le secrétaire est Peter DE VAERE, étudiant lequel est domicilié à HERTSBERGE (région BRUGGES), comme trésorier au départ il y avait MARBAIX Lucien, lequel a démissionné, il y a environ un an suite à ses premiers ennuis au sein de la Gendarmerie actuellement c'est ERAS CEUPPENS qui en est le trésorier, lequel habite à WEEZEMBEEK, il est également étudiant. Comme membres, je puis citer DELCORPS Benoit et son frère Xavier, BERISMA, Fatmir, MERT, Feyzullah et un certain Gabriel de prénom dont je ne me souviens plus du nom et quelques filles qui suivent le premier cycle de phylo, et dont je ne pourrais vous citer les noms actuellement. Je puis vous préciser qu'outre ces noms, il y avait également toute une série de membres dans la région de BRUGGES, recrutés par DEV et qui étaient des extrémistes de droite et qui ont été éjectés, je vous communiquerai les noms ultérieurement. Personnellement, j'ai encore créé pratiquement en même temps, le CSI - VOS (Confédération des Scouts Intégristes) en ASBL dont je suis le Président interrimaire - le Président est Christian LAUMANS lié à BRUXELLES (ST-JOSSE), Rue Potagère, n° 40 lequel est un handicapé, j'assure également le secrétariat, le trésorier est BARBIER Robert lequel est domicilié à BRUXELLES, Square Léopoldville, il s'agit du frère de BARBIER Marcel qui a comme adjoint DELCORPS, Benoit. Le but est de faire passer au sein des unités qui se feraient membres une philosophie de retour à l'éthique créée par Baden Powell. J'ai également créé l'ASBL ECCE - (CONSORTIUM EUROPEEN) dont je suis vice-

1 2

Le trésorier est DARBIER Robert, mais il va être remplacé en principe par Hans CEUPPENS, vu son indisponibilité due à ses activités professionnelles. Le but de l'ASBL ECCE est la réunion philosophique des diverses associations dont le but est la défense de l'éthique et de la tradition folklorique Occidentale, ce qui était également un des buts philosophiques du WMP. Aucun ancien membre du WMP ne fait partie de ces mouvements pour éviter tout quiproquo imbécile.-----

Pour en revenir à WACHTELAER, je puis vous préciser que l'intéressé était taximen pour la société AUTOLUX, c'est de la sorte que j'ai appris par sa bouche qu'il allait fréquemment manger dans deux restaurants grecs situés dans les environs de la gare du Midi et dont je vous désignerai les endroits ultérieurement. Je me suis rendu une fois avec lui à ces endroits et puis seul par la suite, c'est de la sorte et par ses dires que j'ai appris qu'il allait encore bien manger avec un autre taximen grec et qui était un de ses fidèles hommes de main et collaborateurs. Il m'a confié qu'il pouvait à tout moment en cas de coup de compte sur l'action de plusieurs de ses collègues, anciens de l'UNS et chauffeurs de taxi. Je puis également vous dire que WAECHTELAER est en relation avec le MSN pour l'obtention d'armes, où il possède un crédit certain, par l'entremise de GIGNIEZ, Freddy, lequel est un ami intime de WAECHTELAER. Je sais que WAECHTELAER possédait en son temps un pistolet de genre Modèle DERRINGER à deux coups de calibre 22, acquis au MSN selon ses dires, je sais également que WAECHTELAER a exhibé un pistolet stylo de calibre 22, il a d'ailleurs précisé qu'il pouvait en fournir, ce au prix de 1500 Fr la pièce. Dans le cadre des activités de l'UNS, j'ai pu apprendre que WAECHTELAER est entré en contact avec des gens d'Ambassades de l'EST sans pouvoir préciser (BULGARIE - YOUGOSLAVIE, sans plus), ce en accord avec LATINUS et Gaston BRICHAUX, lequel aurait été retrouvé suicidé d'étrange façon il y a dix à douze ans, avec du calibre 22.-----

Dans un autre ordre d'idée, je puis vous confirmer qu'il est bien exact que LATINUS allait assez souvent au contact dans la région de MONS, dans un café qui était situé dans les environs de la gare de MONS. Lors d'un prochain entretien, je tenterais de vous montrer l'endroit, car lors d'un voyage dans cette région, j'ai dû attendre l'intéressé qui allait à un contact à l'endroit, ainsi qu'une autre fois où j'ai dû l'attendre dans la dite gare alors qu'il allait à un nouveau contact, mais j'ignore avec qui.-----

HUMO

B.O.S.S.

GESCHIED.

Naar aanleiding van de in 1941 door de Afdeling Economische Zaken van het Ministerie van Financiën ingestelde commissie van onderzoek naar de toestand van de Nederlandse economie, heeft de commissie in 1942 een rapport uitgebracht met de titel: "De toestand van de Nederlandse economie in 1941".

In dit rapport wordt een overzicht gegeven van de belangrijkste gegevens van de Nederlandse economie in 1941, met name van de productie, de consumptie, de handel en de financiën.



De productie van de Nederlandse economie in 1941 is in vergelijking met 1940 met ongeveer 10% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de productie van landbouwprodukten en van de industrie. De consumptie van de Nederlandse economie in 1941 is in vergelijking met 1940 met ongeveer 5% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de consumptie van landbouwprodukten en van de industrie. De handel van de Nederlandse economie in 1941 is in vergelijking met 1940 met ongeveer 10% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de uitvoer van landbouwprodukten en van de industrie. De financiën van de Nederlandse economie in 1941 zijn in vergelijking met 1940 met ongeveer 10% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de inkomsten van de landbouw en van de industrie.

De toestand van de Nederlandse economie in 1941 is in vergelijking met 1940 met ongeveer 10% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de productie van landbouwprodukten en van de industrie. De consumptie van de Nederlandse economie in 1941 is in vergelijking met 1940 met ongeveer 5% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de consumptie van landbouwprodukten en van de industrie. De handel van de Nederlandse economie in 1941 is in vergelijking met 1940 met ongeveer 10% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de uitvoer van landbouwprodukten en van de industrie. De financiën van de Nederlandse economie in 1941 zijn in vergelijking met 1940 met ongeveer 10% toegenomen. Dit is vooral te danken aan de toename van de inkomsten van de landbouw en van de industrie.

